

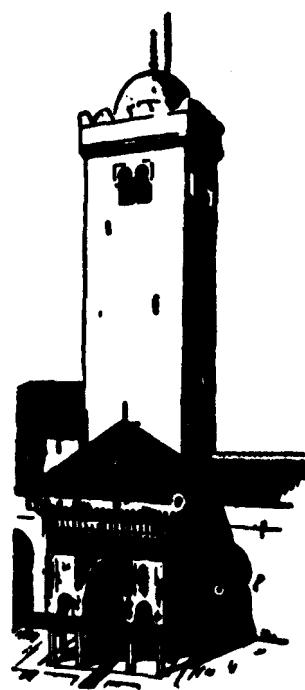


Université Mohammed V - Agdal

FACULTE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES

RABAT

# HESPÉRIS TAMUDA



*Vol. XLIII - Fascicule unique*

2008

# HESPERIS TAMUDA

Sous le patronage

Du Doyen de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines  
Abderrahim BEN HADDA

## Comité Scientifique International

Ahmed TAOUIQ – Abderrahmane MOUSSAOUI – Houari TOUATI – Jocelyne DAKHLIA  
Massoud DAHER – Mohammed TOZY – Abdelhamid HANIA – Edmund BURKE III – Daniel RIVET  
Fernando MEDIANO – Daniel SCHROETER – Bettina DENNERLEIN – Garcia Lopez BERNABE.

## Comité de Rédaction

Brahim BOUTALEB – Mohammed KENBIB – Mohammed BERRIANE-Abdelahad SEBTI –  
Jamaâ BAIDA – Mokhtar EL HARRAS – Mohammed SALHI – Mohammed Sghir JENJAR –  
Abdelhay MOUDDEN – Khalid BEN-SRHIR – Mohammed HOUBAIDA – Idriss MAGHRAOUI –  
Lahcen ALAOUI HAFIDI.

La revue Hespérus – Tamuda est consacrée à l'étude du Maroc, de sa société, de son histoire, de sa culture et d'une manière générale aux sciences sociales de l'Occident musulman. Elle paraît annuellement en un ou plusieurs fascicules. Chaque livraison comprend des articles originaux, des communications, des études bibliographiques et des comptes-rendus en arabe, français, anglais, espagnol et éventuellement en d'autres langues.

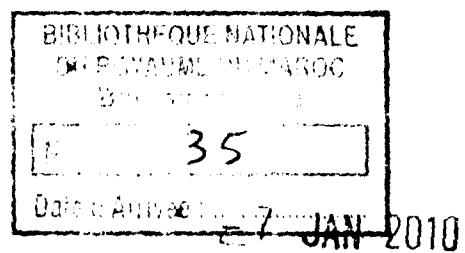
Les textes, dûment corrigés, doivent être remis en trois exemplaires dactylographiés, en double interligne et au recto seulement. Les articles seront suivis de résumés dans une langue différente de celle dans laquelle ils sont publiés. Les textes non retenus ne sont pas retournés à leurs auteurs. Ceux-ci en seront avisés. Les auteurs reçoivent un exemplaire du volume auquel ils auront contribué et trente tirés à part de leur contribution. Les idées et opinions exprimées sont celles de leurs auteurs et n'engagent en rien Hespérus-Tamuda.

Le système de translittération des mots arabes utilisés dans cette revue est le suivant :

|   |   |   |    |
|---|---|---|----|
| ء | ر | غ | gh |
| ب | ز | ف | f  |
| ت | س | ق | q  |
| ث | ش | ك | k  |
| ج | ص | ل | l  |
| ح | ض | م | m  |
| خ | ط | ن | n  |
| د | ظ | ه | h  |
| ذ | ع | و | w  |
|   |   | ي | y  |

| Voyelles brèves | Voyelles longues | Diphongues |
|-----------------|------------------|------------|
| أ               | إِ إِ            | أَأَ       |
| ع               | وُ وُ            | وَوَ       |
| ي               | يِ يِ            | يَيَ       |

Pour toute demande d'abonnement ou d'achat, s'adresser au Service des Publications, des Echanges et de la Diffusion, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, BP. 1040, Rabat.



**HESPÉRIS  
TAMUDA**

Tous droits réservés à la Faculté  
des Lettres et des Sciences Humaines  
de Rabat (Dahir du 29/07/194-70)

Dépôt légal N° 31/1960  
ISSN : 0018-1005

*Impression : Imprimerie NAJAH EL JADIDA - Casablanca*

Ouvrage publié dans le cadre  
du compte hors budget



Université Mohammed V  
FACULTE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES  
RABAT

# HESPÉRIS TAMUDA

*Vol. XLIII - Fascicule unique*  
2008

# **Articles - Articalos**

# HESPÉRIS TAMUDA

Vol. XLIII, Fasc. unique

2008

## SOMMAIRE-SUMARIO

### • ARTICLES – ARTICALOS

|  |    |
|--|----|
| <b>Halima Ghazi Ben Maïssa</b> – Iuba I, (début des années 50 à 46 avant J.-C.)<br>ou le projet avorté de libération de l' <i>Africa</i> .....                                       | 11 |
| <b>Antonio Martinez</b> – Un viaje a ninguna parte. Visiones políticas, proyectos<br>sanitarios y discursos científicos de los médicos españoles en<br>Marruecos (1878 - 1913) ..... | 23 |
| <b>Jilali El Adnani</b> - Les saints à l'épreuve du pouvoir : Histoire d'une sainteté<br>et anthropologie d'une culture .....  | 61 |

### • NOTES ET DOCUMENTS – NOTOS Y DOCUMENTOS

|   |     |
|---|-----|
| <b>Khalid Ben Sghir</b> – The Impact of European invasion of Moroccan<br>Markets : The case of British claims for robberies and debts ..... | 101 |
|---|-----|

### • COMPTES RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES - RESEÑAS BIBLIOGRAFICAS

|  |     |
|--|-----|
| <b>Valensi, Lucette-Mardochée Naggiar</b> - Enquête sur un inconnu, Ed. stock,<br>Paris, 2008, 379p. (Mohammed Kenbib) .....   | 165 |
| <b>André, Hardy</b> - Sidi El Hakem. Mémoires d'un contrôleur civil au Maroc,<br>1931-1956, éditions la porte, Rabat, 2003, 260p. (Mohammed Kenbib) 169                |     |
| <b>Monod, Jérôme</b> - Le déchirement. Lettres d'Algérie et du Maroc 1954-<br>1958, Gallimard, Paris, 2008; (Mohammed Kenbib) .....                                    | 173 |
| <b>Zakia, Daoud</b> - Les années Lamalif, 1958-1988. Trente ans de journalisme<br>au Maroc, Tarik éditions / Senso Unico, Casablanca, 2007.<br>(Mohammed Kenbib) ..... | 179 |

## **EN LANGUE ARABE**

### **• ARTICLES**

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Bennasser Al-Buazzati - La médecine au temps d'Ibn-Khaldun .....</b>  | <b>11</b> |
| <b>Mustafa Chabbi - Aspects de l'attention portée par le Makhzen à son<br/>armée au XIX<sup>e</sup> siècle 1830-1912 .....</b> | <b>45</b> |
| <b>Mohammed Amattat - Les Algériens au Maroc pendant la II<sup>e</sup> guerre<br/>mondiale .....</b>                           | <b>79</b> |
| <b>Abdelhadi Aârab - Savoir et pouvoir dans les campagnes marocaines : le<br/>cas des fâqîh du shart .....</b>                 | <b>95</b> |

### **• DOCUMENTS**

|   |            |
|---|------------|
| <b>Brahim Boutaleb - Regards des Ulama sur la pénétration impérialiste au<br/>XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles .....</b> | <b>129</b> |
|---|------------|

## IUBA I, (DEBUT DES ANNEES 50 À 46 AVANT J.-C.) OU LE PROJET AVORTE DE LIBERATION DE L'AFRICA

H. GHAZI-BEN MAÏSSA  
Faculté des Lettres, Rabat

On l'appelait *luba* dans les sources latines<sup>(1)</sup>, *lobas*<sup>(2)</sup> ou *loubas*<sup>(3)</sup> dans les sources grecques et son nom s'écrivait YWB'Y sur ses monnaies<sup>(4)</sup>, en écriture dite punique, mais qui mérite d'être qualifiée d'africaine<sup>(5)</sup>.

Fils de Hiempsal II, sans doute, ce Roi érudit auteur des *libri punici*, source de Salluste<sup>(6)</sup> quant aux origines, supposées<sup>(7)</sup>, des habitants de l'Afrique Mineure, petit-fils de Gauda, arrière petit-fils de Mastanabal, *arrière-arrière petit-fils de Masinissa*<sup>(8)</sup>, Iuba était encore *adulescens* en 63 avant J.-C., quand son père

(1) Auteur romain anonyme, *Bellum africum.*, XLIII, 1 ; XLII, 1 et 4 ; LV, 2 etc. ; César, *Bellum Civile.*, II, 25 ; 26 ; 38 ; 40, 41, 42, 43 etc. ; Cicéron, *De lege agraria*, II, 22, 59 ; Ovide, *Les Métamorphoses*, XV, 735 ; Lucain, *Pharsale*, VI, 309 ; VIII, 443 ; IX, 213, 301, 869 etc. ; Vitruve, *De l'architecture*, VIII, 3 ; Suétone, *César*, XXXV, 4 ; LXXXI, 1 ; *Florus*, II, 34, 89 ; Municius Felix, *Octavius*, XXIV, 1 etc.

(2) Appien, *Les guerres civiles*, II, 44, 45, 46, 83, 87, etc. et IV, 53, 54 etc. ; Plutarque, *Caton*, 52, 1 ; César, 53, 1 et 3 ; *Caton le jeune*, 56, 5 ; 57, 1-3 et 5 ; 58, 1 et 13 ; 60, 5 ; 62, 1-5 etc. ; Dion Cassius, XLII, 20, 56 et 57 ; XLIII, 2-8.

(3) Strabon, XVII, 3, 9 et 12.

(4) L. Müller, *Numismatique de l'Ancienne Afrique*, III, Copenhague, 1862, pp. 42-43, n° 50 et suivantes.

(5) Il est à remarquer que cette graphic dérive, tout autant que l'écriture grecque, du phénicien. Mais à celle-ci on a accordé le nom du sol sur lequel elle a évolué, le Grec, et à celle-là un nom, le Punique, qui la dépouille de tout caractère africain.

(6) Salluste, *Bellum Jugurthinum.*, XVII, 7; L'auteur latin n'ayant pas précisé de quel Hiempsal il s'agit, d'aucuns (G. Camps, Massinissa ou les débuts de l'histoire, dans *Libyca*, VIII, 1960, pp. 15 et 16 ; R. Syme, *Salluste*, Berkely et los Angeles, 1964, p. 153 entre autres) ont émis l'hypothèse que ces livres étaient de Hiempsal I, fils de Micipsa. Seulement, l'âge de Hiempsal I, qualifié, ainsi que son frère ainé, Adherbal, de *parvus* par Salluste (*Bell. Jug.*, VI, 2) à la veille de son accession au trône, son caractère d'enfant terrible, son règne trop court et trop tumultueux (118-116) et sa mort prématurée ne plaident pas dans le sens que nous avons là un érudit.

(7) La préhistoire de l'Afrique du nord montre bien la fragilité de cette hypothèse.

(8) On l'appelait Massinissa, le plus souvent Massinissa dans les sources latines. *Massanassas* ou *Masanassan* ou *Masananas* dans les sources grecques. Son nom s'écrivait, selon la transcription latine, MSNSN dans les inscriptions libyques et sur les monnaies. Si, comme l'avance L. Galand, le prénom MSNSN ne signifie pas «leur maître», il pourrait alors vouloir dire «*medianus eorum*». c'est-à-dire celui qui, par son âge, occupe la place du milieu par rapport à l'ordre de naissance de

l'envoya à Rome pour le représenter. Déjà confiant en sa compétence, il le chargea de défendre sa cause devant le Sénat contre Masintha, numide illustre, tributaire du Roi<sup>(9)</sup>. Bien que jeune, il savait déjà plaider et convaincre. Il eut gain de cause contre C. Julius Caesar, le défenseur acharné de Masintha. Le prince a même réussi à mettre en colère le futur dictateur qui, faute de convaincre le sénat, en vint aux mains et saisit le jeune homme par la barbe<sup>(10)</sup>. Pire encore, le *Dictator* romain fit obstruction aux décisions de la justice. Il arracha «son protégé déclaré tributaire par le sénat à ceux qui se saisissaient de lui»<sup>(11)</sup>.

C'est dans la capitale de son fils Iuba II, *Caesarea*, que fut exhumée une tête diadémée très proche de l'effigie figurant sur les monnaies de Iubal<sup>(12)</sup> où le roi apparaît fidèle au *style amazigh*<sup>(13)</sup>. Les iconographes<sup>(14)</sup> l'attribuent à ce Roi. «C'est une tête barbue dont la chevelure, en auréole autour du visage est d'une abondance rare»<sup>(15)</sup>. Le nez est droit, le front est haut et traversé par une ride. La barbe, moins frisée que les cheveux, est «composée de mèches ondulées abondantes et montant haut sur les joues»<sup>(16)</sup>, ce qui donne au portrait un aspect Jupitérien<sup>(17)</sup>. La moustache recouvre complètement la lèvre supérieure; la lèvre inférieure est étroite et peu caractérisée. L'arcade sourcilière en revanche est bien individualisée avec le sourcil relevé à l'angle externe (...), le globe oculaire est plat, la caroncule indiquée, la paupière inférieure fine et échancree en arrondi. Sous les yeux de larges cernes en

---

= ses frères. MSNSN, groupe consonantique, serait alors un mot composé de «amas» (=milieu) et «nsn» (=d'eux). Comme de nos jours quand on donne les prénoms *Amezzyan* ou *Amegran* (=Sghir, Lekbir en arabe où on rencontre même le prénom *Sid'houn*). Il pourrait signifier aussi leur frère, si les termes composant le nom de MSNSN sont «omas» (= frère) «nsn» (=d'eux). Se basant sur l'hypothèse que la lettre Z ne fut introduite dans l'alphabet latin que vers la fin du Ier s. avant J.-C., et pensant à tort d'ailleurs, que la société amazighe était une société matriarcale, d'aucuns, ont voulu voir dans le nom de *Masinissa Memiss-n-Izza* (le fils d'*Izza*). A ceux-ci nous disons: 1) La société amazighe était, apparemment, une société patriarcale et même polygame ; n'y étaient dit frères et sœurs que les frères et sœurs utérins, d'où les termes *oug-mas*, textuellement «celui de sa mère», autrement dit «son frère» et *out-mas*, «celle de sa mère» c'est-à-dire «sa sœur». 2) Si le nom de ce Roi contenait la lettre Z, celle-ci aurait figuré dans les transcriptions grecques où la lettre Z existait depuis l'existence de Zeus. 3) Si le nom de ce Roi contenait la lettre Z, celle-ci aurait figuré, dans les textes latins mêmes. Ces textes latins ne nous ont-ils pas rapporté les noms des contemporains et rivaux de *Masinissa*, *Lacumazès* et *Mazaetullus*, avec leur Z ?

(9) Suétone, *César*, LXXI, 1.

(10) *Id. Ibid.*

(11) *Id. Ibid.*

(12) J. Mazard, *Corpus Nummorum Numidia Mauretaniaeque*, Paris, 1955, p.50, n°84, 85 et 88.

(13) St. Gsell, *Histoire Ancienne de l'Afrique du Nord*, écrira «[...] monarque africain, il ne se piquait pas de ressembler aux grecs et aux Romains » Gsell, *HAAN*, VII, p. 292.

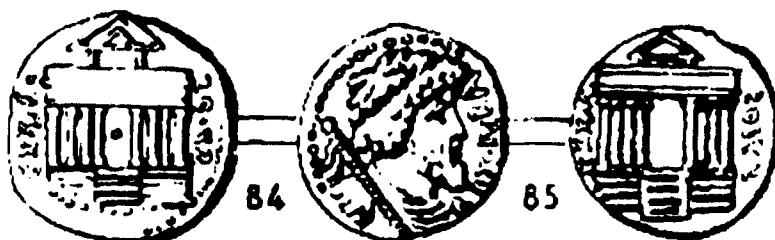
(14) E Boucher-Colosier, *Libyca*, 1953, p. 23, n° 1 ; J. Charbonneau, *La sculpture*, Paris, 1963, p. 143 ; *Die numider, Reiter und Könige nördlich der sahara*, éd. H. G. Horn et CBB. Ruger, Bonn, 1979, pp. 488 et 489 ; K. De Kersauson, *Musée du Louvre, Catalogue des portraits romains, t. I, Portrait de la République et d'époque Julio-claudienne*, Paris, 1986, pp. 120 et 121.

(15) De Kersauson, *Ibid*, p. 120.

(16) *Id. Ibid.*

(17) Cf. Les monnaies et le portrait du roi.

biais descendant jusque sur les pommettes»<sup>(18)</sup>. Les pommettes saillantes, la présence de cernes, le visage sec nous laissent supposer que cet homme hirsute, d'une grande force morale, ne devait pas être d'une grande robustesse physique. L'auteur du *Bellum africum* nous le dit d'ailleurs. Parlant du Roi et de son compagnon romain Petreius, l'auteur écrit : «l'épée du robuste Petreius vint aisément à bout du faible Iuba»<sup>(19)</sup>.



Monnaies d'argent du Roi Iuba I  
Extrait de J. Mazard, *Corpus Nummorum Numidiae*  
*Mauretanicaeque*, Paris, 1955, p.50.

Apollodore<sup>(20)</sup> nous rapporte une légende qui veut qu'un Iobès soit le fils d'Hercule et d'une grecque, une thespiade appelée Kerthé, nom qui n'est pas sans nous rappeler celui de la capitale numide, Kirta. Ce conte ne serait inventé qu'à l'intention de Iuba I. Iuba II est à exclure ; il n'a pas régné sur cette partie de l'Afrique. Si cette hypothèse, donc, est juste, le Roi, issu d'un milieu d'intellectuel, et ses flatteurs, seraient à l'origine du récit. Vouloir opposer un descendant direct d'Hercule à César descendant, lui depuis peu, de *Venus Genetrix*<sup>(21)</sup>, pourrait être à l'origine de la trame de ce récit. C'est à ce roi, et non à son fils que doit être attribuée, à notre sens, l'inscription<sup>(22)</sup> découverte à Borj Bou Arerij<sup>(23)</sup>, et qui hisse le roi au rang des divinités juste après Jupiter «le marché annuel, selon ce qu'ont prescrit Jupiter, Iuba et le génie des *Vanisnesenses*<sup>(24)</sup> et ce qu'ont prescrit les dieux *Ingirozoglezim*<sup>(25)</sup>».

(18) De Kersauson, *Ibid*, p. 120.

(19) *Bellum africum*, XCIV, 1.

(20) Apollodore, *Bibliothèque*, II, 78.

(21) «César l'a proclamé très haut en 68 avant J.-C.», R. Etienne, *Le siècle d'Auguste*, éd. A. Colin, coll. U2. Paris, 1970, p. 40.

(22) *CIL*, VIII, 20627.

(23) Contrairement à son père, Iuba II n'a pas régné sur cette zone.

(24) Cet ethnyme n'est pas sans nous rappeler celui actuel des Banisnassen.

(25) Les dieux *Ingirozoglezim*, il s'agit à notre sens, ici, de dieux chthoniens. L'ensemble des lettres qui composent le mot inintelligible, Ingirozoglezim, peuvent être segmenter ainsi «ing (= là où)» «irz (= creuse)» «ogelzim (= pioche) l'ensemble dit «les dieux de l'endroit où creuse la pioche», autrement dit la «terre».



Portrait du roi Iuba I

Malgré cette prétention «divine», Iuba I est resté sur ses gardes. Il s'entourait volontiers de mercenaires étrangers : Espagnols et Gaulois. Deux milles cavaliers l'accompagnaient en permanence. Le Roi les «gardait généralement auprès de lui pour sa sécurité personnelle» nous dit César<sup>(26)</sup>.

Comme tous les Rois numides, Iuba I possédait de grands revenus. Grand propriétaire terrien, ses domaines s'étendaient dans plusieurs régions de son royaume. Ses trésors étaient soigneusement gardés dans plusieurs villes fortifiées parmi lesquelles Zama, qui fut, à un certain moment, sa résidence<sup>(27)</sup>. Il n'était encore que Prince quand Cicéron disait de lui qu'il était autant pourvu d'écus que de cheveux : «*non minus bene nummatus quam bene capillatus*»<sup>(28)</sup>. Au lendemain

(26) César, *Bell. civ.*, II, 40.

(27) Cf. *Bell. afr.*, XCI, 2..

(28) Cicéron, *De lege agraria*, II, 22.

de sa défaite et de sa mort, ses biens furent vendus aux enchères et César s'en empara et afferma la perception des impôts royaux<sup>(29)</sup>.

Comme tous les chefs numides, Iuba I avait plusieurs femmes<sup>(30)</sup> et plusieurs enfants<sup>(31)</sup>. Cependant nous ne connaissons qu'un de ses fils : Iuba, le futur Iuba II, Roi de Maurétanie, qui avait à peine quatre ans en 46 avant J.-C. quant il fut pris comme otage à Rome<sup>(32)</sup> où il fut élevé.

Iuba I, qui a vécu dans un *milieu d'érudits*, devait parler depuis son plus jeune âge d'autres langues que *l'amazigh*, sa langue maternelle. Prince, il avait plaidé pour son père devant le Sénat romain et avait eu gain de cause, provocant pendant la séance, le courroux de César. Si le Prince a réussi à faire perdre son contrôle au Romain et ce dernier s'est attaqué à la personne même de l'Amazigh en le saisissant par la barbe, comme le rapporte Suétone<sup>(33)</sup>, c'est que les deux hommes avaient d'abord échangé, et directement sans interprète, des propos vifs. Ces propos ne pouvaient être qu'en latin, ou éventuellement en grec ; à moins que César ne parlât *l'amazigh*, ce qui est fort improbable. Le punique, lui, qui demeura langue officielle du royaume<sup>(34)</sup>, Iuba I ne pouvait pas l'ignorer.

Le roi est décrit par les auteurs anciens, voire contemporains, qui tous ne lui sont pas favorables, comme un roi intransigeant et parfois impitoyable. Pendant la guerre qu'il mena contre César sur la terre d'Afrique, l'auteur anonyme du *Bellum africum* nous dit qu'il crucifia «tous les Numides qui avaient lâché leurs postes et s'étaient enfuis dans son camp»<sup>(35)</sup>. Selon le même auteur, il aurait passé tous les habitants de Vaga par les armes après l'avoir reconquise ; ils s'étaient, jadis rendus à César<sup>(36)</sup>. Appien nous le dépeint comme étant un Roi dur et sans pitié pour ses ennemis, même quand ceux-ci se rendaient. Il avait passé au fil de l'épée les rescapés de la bataille de Bagrada, malgré leur reddition et malgré les protestations, bien timides de Varus qui n'osait cependant pas s'y opposer<sup>(37)</sup>. «Il clamait que c'était là la suite de sa victoire», nous rapporte l'auteur des *Guerres civiles* qui

(29) *Bell. Afr.*, XCVII, 1-3.

(30) *Bell. Afr.*, XCI, 3;

(31) *Ibid.*

(32) Cf. Appien, *Les guerres civiles*, II, 101.

(33) Suétone, *La vie des douze Césars*, César, LXXI.

(34) Les légendes des monnaies émises sous Iuba I. sont en langue punique. Cf. Mazard, *CNNM*, pp. 50-52, n° 84-92. Contrairement à ce qui est véhiculé, le punique n'est pas du phénicien. C'est, selon toute vraisemblance, un mélange de l'amazigh et du phénicien, une sorte de créole ; ce qui est par ailleurs tout à fait naturel pour une poignée de Phéniciens ayant vécu sur la terre des Amazighs entourés de toute part d'une multitudes d'Amazighs avec qui ils avaient des liens matrimoniaux et autres. Cf. aussi A. Ferjaoui, *Recherches sur les relations entre l'Orient phénicien et Carthage*, Tunis, 1992.

(35) *Bell. Afr.*, LXVI, 4.

(36) *Ibid.*, LXXIV, 2.

(37) Appien, *Les guerres civiles*, II, 46.

poursuit, «Ainsi furent totalement détruites les deux légions romaines qui avaient pris la mer avec Curion pour l'Afrique, ainsi que la cavalerie, les troupes légères et les esclaves appartenant à l'armée»<sup>(38)</sup>. Sa fermeté lui a valu, selon l'auteur du *Bellum africum*, qui est aussi, détail qu'il ne faut pas négliger, du camp ennemi, une certaine impopularité auprès de quelques cités numides. Certaines lui avaient fermé leurs portes<sup>(39)</sup>. Cependant, plusieurs villes restèrent fidèles au Roi et payèrent cher leur attachement à leur souverain. Les représailles du Dictateur furent terribles contre *Thapsus*, *Hadrumetum*,<sup>(40)</sup> *Leptis*, *Thysdrus* et leurs *conventus* à cause de leur fidélité à Iuba I<sup>(41)</sup>. Mais l'image de César n'en sort pas ternie pour autant ; probablement que tout est permis pour un Romain !<sup>(42)</sup>. Il en est de même pour celle du condottiere italien Sittius dont St. Gsell dit : «Puis poursuivant ses rapides succès, Sittius pilla villes et campagnes. Pour l'exemple (sic), il fit massacrer tous les défenseurs de deux villes Gétules, parce que, sommés de les évacuer, ils s'y étaient refusés»<sup>(43)</sup>. L'auteur de *l'Histoire Ancienne de l'Afrique du Nord* semble, ainsi, trouver des circonstances atténuantes à l'Italien, mercenaire, de César ; circonstances qu'il ne perçoit pas, avec le même regard, quand il s'agit des actes

(38) *Id.*, *Ibid.*

(39) Cf. *Bell. afr.*, XCIV, 1.

(40) C'est peut-être du nom antique de cette cité qu'Ibn Khaldoun ou ses ancêtres ont tiré leur nom patronymique d'*Al-Hadrami*. Le nom *Al-Hadrami*, avec lequel ce grand savant signait ses ouvrages, et que d'aucuns ont lié avec le Yémen, peut lui être provenu de l'appartenance de ses ancêtres à la cité africaine *Hadrumetum*, nom antique de la ville actuelle, tunisienne, *Soussa* ; cité auprès de laquelle, d'ailleurs, la famille de cet érudit possédait des biens. La notice, quant à elle, apparue à la fin de la grande œuvre «*Al 'Ibar*», relatant la biographie du père de la sociologie et que De Slane, (Ibn Khaldoun, *Histoire*, trad., t. I, p. XXXVI), qualifie de «*récit très curieux*», elle démontre, en toute évidence, que la connaissance de l'arbre généalogique du savant nord africain n'est pas si maîtrisée que cela. Pour preuve, on ne nous révèle que les noms de dix ancêtres des vingt sensés avoir vécu en Andalousie depuis l'entrée, sur cette terre, de leur premier aïeul. Prétendre connaître la série des noms de ceux précédant celui-ci, et qui mène, évidemment, à un natif du Yémen, cela relève, à notre sens, de la pure fabrique, posthume, selon de fortes chances. Les menteurs et les falsificateurs existaient aussi au Moyen âge et même après ! A propos du doute quant à son origine arabe remontant au Yémen cf. aussi M. A. 'Inan, *Hayat Ibn Khaldoun wa tourathouhou al-fikri*, le Caire, 1965..pp. 16 et 17.

(41) *Ibid.*, XCVII.

(42) Les historiens (et de *l'historiographie* arabe n'échappe pas à la règle) nous ont habitué à faire l'apologie de la force et par là même de la violence. Le plus grand des rois et chefs est celui qui conquiert le plus de pays autrement dit qui tue le plus. C'est ainsi qu'un Alexandre dit par la même occasion «le grand», un Hadrien un César, un Napoléon, par exemple sont l'objet d'éloges des historiens et en raison de cela même l'admiration de toutes les générations. Et l'on s'étonne de voir que quand il s'agit de roi amazigh, St Gsell devient subitement un adepte du pacifisme et rejette la violence. Aussi ne manque-t-il pas de termes violents pour dénigrer le grand stratège Iuba I et de mots de toute douceur pour qualifier le roi Iuba II. Comparant celui-ci à l'énergique Hérodote le Grand, roi de Judée, l'auteur français écrit : «Hérodote fut assurément un politique plus souple et plus habile ; il joignit à une grande bravoure des talents de général, qui manquèrent à Juba. Mais entre le despote asiatique, couvert des crimes les plus odieux, et le doux homme d'étude que fut l'Africain, notre sympathie (sic) va à ce dernier. » Gsell, *HAAN*, VIII, p. 207.

(43) Gsell, *HAAN*, VIII, p. 80.

similaires de Iuba I dans les mêmes conditions. C'est un tyran aux yeux de cet auteur du XX<sup>e</sup> siècle, un sanguinaire, «orgueilleux et violent [...], il vidait volontiers ses querelles les armes à la main»<sup>(44)</sup>. Il est certain que les actes du roi, si toutefois ils s'avèrent authentiques, sont condamnables, mais l'étaient-ils plus que ceux d'un César ou jadis d'un Metellus et d'un Marius<sup>(45)</sup>. Dion Cassius nous rapporte «qu'aussitôt après la fuite de Iuba de *Thapsus*, [César] s'empara du retranchement et fit un grand carnage de tous ceux qui se rendaient»<sup>(46)</sup>.

C'était la guerre. Une guerre romano-romaine mais dont les principaux épisodes se jouaient sur la terre de *Tamazgha*<sup>(47)</sup> antique et à laquelle le roi amazigh prit part pleinement. Une quinzaine d'années après leur confrontation au sénat romain, Iuba I se trouvait face à César dans une guerre en Afrique. C'est par vengeance contre le Dictateur et le tribun de la plèbe, Curion, son lieutenant, que le Roi amazigh s'est jeté dans cette guerre, ont écrit certains. C'est par reconnaissance envers Pompée, qui jadis était venu remettre son père sur le trône numide, ont soutenu d'autres. «Le roi était, comme son père, uni à Pompée par les liens d'hospitalité», nous dit César<sup>(48)</sup>. En insistant sur le côté sentiment et ressentiment du roi, les historiens contemporains, et St Gsell à leur tête, voulaient dépouiller le roi, comme il l'ont fait avec Suphax et Masinissa, avant lui<sup>(49)</sup>, de tout sens politique. Or, quand on sait que le fameux Curion avait fait une proposition de loi visant à incorporer le royaume numide de Iuba I à la République romaine<sup>(50)</sup> et surtout quand on veut bien se pencher sur ce que nous rapporte Dion Cassius, il y a tout lieu d'abandonner ces deux hypothèses pour une troisième qui relève beaucoup plus de l'état politique du moment que de l'état d'âme de Iuba I. En effet, cet auteur nous rapporte que Q. Caecilius Metellus Pius Scipio, chef des Pompéiens, après sa défaite devant César à *Uzetta*, a appelé Iuba I à son secours. Comme le Roi «ne répondait pas (sic) à cet appel, il lui promit de lui donner tout ce que les Romains possédaient en Afrique (sic)<sup>(51)</sup>. Séduit par cette promesse, nous dit l'auteur de *l'Histoire romaine*, Iuba I opposa d'autres troupes à Sittius et marcha lui-même, ensuite, contre César»<sup>(52)</sup>. Il ressort de ce texte, donc, qu'on a longtemps laissé passer sous silence, que l'intervention de Iuba I n'avait pas cet aspect impulsif qu'on a voulu à tout prix lui donner.

(44) Gsell, *HAAN*, VII, p. 292.

(45) Cf. Salluste, *Bell. Jug.*, *passim*.

(46) Dion Cassius, XLIII, 9.

(47) Ce mot qui dérive du vocable Amazigh remplace, ici, celui de *Berbérie* qui, lui, vient de *Barbar*, et qui n'est ni plus ni moins qu'une forme soft du terme Barbarie. Cf. notre article «Et si on désignait ces fameux Berbères par leur vrai nom, dans *Africa Romana*, XVI, 2004 (2006), pp. 2089-2108.

(48) César, *Bell. Civ.*, II, 25.

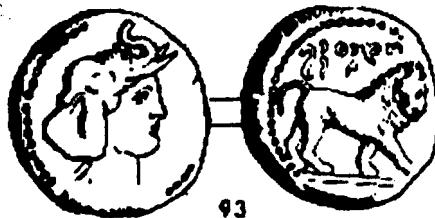
(49) Selon les auteurs contemporains ce sont les sentiments que portaient ces rois à la séduisante carthaginoise Sophonisbe qui les ont jetés dans les opérations de la deuxième guerre punique.

(50) Cf. César, *Bell. civ.*, II, 25

(51) Dion Cassius, LXIII, 4.

(52) *Id., Ibid.*

Si Iuba I a donc participé à cette guerre, ce n'était pas seulement pour défendre les pompéiens, ou pour venger son orgueil bafoué comme on l'a soutenu jusqu'à présent. Les raisons qui ont poussé le Roi à se mêler à ce conflit sont bien plus profondes qu'on a voulu le faire croire. En aidant les Pompéiens, Iuba ne faisait que s'aider lui-même. Leur victoire était aussi sa victoire. Elle lui permettait d'écartier le danger qui pèse sur son royaume, de libérer l'*Afrique* et d'agrandir son royaume ; cette Afrique qu'il semble adorer en tant que divinité puisqu'il fit figurer son effigie sur ses monnaies<sup>(53)</sup>.



La Dea Africa  
Mazard, CNNM, p.52, n°93.

Contrairement à un Masinissa toujours servile<sup>(54)</sup>, Iuba I n'était pas disposé à accepter de jouer un rôle de subordonné chez lui. Sollicité pour accorder son aide militaire, Iuba I trouvait légitime que ce fût lui le chef des opérations. La force de sa position le lui permettait. La présence personnelle du Roi donnait du prestige à l'armée de Scipion, reconnaît l'auteur du *Bellum africum*<sup>(55)</sup>. La guerre de César et des Pompéiens aurait pris un autre tournant si Iuba ne s'en était pas mêlé, nous dit le même auteur<sup>(56)</sup> : Varus parlait déjà de capitulation<sup>(57)</sup>. C'est à la tête d'une armée «de 30.000 fantassins [...] 20.000 cavaliers numides, un grand nombre de soldats à lances et soixante éléphants»<sup>(58)</sup> que le Roi amazigh avança. Suite à cela, «l'armée de César commença à s'alarmer, nous dit Appien, et un tumulte se déclara parmi eux à cause du désastre qu'ils ont déjà subi et de la réputation des forces avancées contre eux, plus particulièrement du nombre et de la bravoure (sic) de la cavalerie numide»<sup>(59)</sup>. Il était donc logique que ce fût lui le commandant suprême pendant cette guerre et il l'était effectivement. Les Sénateurs faisaient passer l'obéissance à Iuba avant la déférence envers l'ordre de Scipion, ce qui indigna l'auteur du *Bellum africum* qui écrit à propos du cas de M. Aquinus : «Un citoyen romain en arriver là ! Un homme à qui le peuple romain avait confié des magistratures ! Faire passer,

(53) Cf. J. Mazard, CNNM, pp.51 et 52, n°s 89 et 93.

(54) Cf. notre article «Masinissa ou le début de la dépendance de l'Afrique Mineure antique», dans *Hommage offert à Moulay Rachid*, sous presse.

(55) *Bell. Afr.*, XLVIII, 1.

(56) César, *Bell. civ.*, II, 36.

(57) *Id., Ibid.*

(58) Appien, *Les guerres civiles*, II, 96.

(59) Appien, *Ibid.*, II, 96.

quand on a encore sa patrie et tous ses biens, l'obéissance à Iuba, un **barbare**, avant la déférence à un ordre venu de Scipion»<sup>(60)</sup>. Scipion lui-même se plia aux ordres de Iuba. «Et Iuba usa de plus de superbe encore, écrit l'auteur du *Bellum africum*, non plus à l'égard de M. Aquinus, simple sénateur d'élévation récente, mais de Scipion que sa famille, son rang, ses titres officiels mettaient hors de pair»<sup>(61)</sup>. «Comme Scipion portait le manteau de pourpre avant l'arrivée du roi, poursuit l'auteur anonyme, Iuba, dit-on, l'entreprit à ce sujet, prétendant que Scipion ne devait pas porter le même vêtement que lui-même»<sup>(62)</sup>. Et il advint que Scipion se rabattit au vêtement blanc»<sup>(63)</sup>. Cela suffoqua notre auteur romain qui traita le Roi, son ennemi, «du plus orgueilleux et plus stupide des hommes»<sup>(64)</sup>. Plutarque n'en était pas moins dur avec Iuba qu'il trouvait «insupportable par son arrogance brutale et par la vanité que lui inspiraient sa richesse et sa puissance»<sup>(65)</sup>. Le «*Barbare*» osait faire «disposer son propre siège entre celui de Scipion et celui de Caton»<sup>(66)</sup>. L'indignation de l'auteur grec est grande parce que Scipion et Varus «flattaient»<sup>(67)</sup> le Roi pour «s'insinuer dans ses bonnes grâces»<sup>(68)</sup> et parce que Iuba considérait les deux Romains «presque comme ses satrapes»<sup>(69)</sup>. Piqué au vif, St. Gsell renchérit: «Ce descendant de Masinissa, écrit l'auteur, était un sot, un incapable, mais aussi un despote vaniteux et féroce, dont l'orgueil avait été exalté par sa victoire sur Curion; victoire remporté grâce à son *lieutenant Saburraet*<sup>(70)</sup> qui, loin d'accepter des ordres (sic), ou même des conseils, humiliait ses alliés par ses allures hautaines»<sup>(71)</sup>. «Mais, comme ils ne croyaient pas pouvoir se passer de Iuba, poursuit l'auteur français, ils se résignaient à subir son arrogance et même ses volontés»<sup>(72)</sup>.

Mais une fois encore les divisions amazighes et surtout les intérêts des Etats ont eu raison du Roi. Comme jadis *lugurthan*<sup>(73)</sup>, Iuba I eut à souffrir de l'attitude des Rois maures pour qui les raisons d'Etat passaient avant les liens familiaux ou d'amitié. Ainsi les forces de Bocchus II auxquelles se sont ajoutées les troupes des mercenaires du condottiere Sittius ont provoqué la dispersion de l'armée du Roi

(60) *Bell afr.*, LVII, 1-3.

(61) *Bell afr.*, LVII, 4.

(62) Le manteau de pourpre ou *paludamentum* était le signe distinctif du général en chef chez les romains, avant de devenir celui de l'Empereur.

(63) *Bell. Afr.*, LVII, 4.

(64) *Ibid.*, LVII, 6.

(65) Plutarque, *Caton le jeune*, 57, 1.

(66) *Id.*, *Ibid.*, 57, 2.

(67) *Id.*, *Ibid.*, 57, 1.

(68) *Id.*, *Ibid.*

(69) *Id.*, *Ibid.*, 57, 5.

(70) Ici, l'auteur cherche à dépoiller le Roi de tout mérite de victoire.

(71) Gsell, *HAAN*, VIII, p. 34. On se demande si Gsell aurait pensé et écrit la même chose si la situation était inverse.

(72) *Id.*, *Ibid.*

(73) Pour la signification du nom de ce roi, cf. notre article, *lugurthan ou le Maximus* (118-105 avant J.-C.), dans *Hespéris Tamuda*, 2006.

numide. Iuba I eut à lutter sur deux fronts : à l'Ouest contre les Maures, à l'Est contre les Romains. Vainqueur, César se saisit des biens et du royaume du Roi. Il afferma les premiers<sup>(74)</sup>, balkanisa le second. Il en octroya une partie à Bocchus II, qui vit son royaume s'étendre vers l'Est, de l'oued Soummam à l'oued Lekbir, l'antique Ampsaga, qui constituera, du coup, la limite Est du royaume du Maroc antique et de la future province Césarienne<sup>(75)</sup>. Il donna une autre à Sittius et ses soldats<sup>(76)</sup>. Quant au reste du royaume du Numide, César en fit une province romaine, l'*Africa Nova*<sup>(77)</sup>. A Salluste, il en accorda l'administration ou plutôt l'exploitation<sup>(78)</sup>. Après quoi, nous rapporte Plutarque, le Dictateur se félicita devant le peuple romain de lui avoir donné un pays dont il tirerait tous les ans un million deux cent mille boisseaux de blé<sup>(79)</sup>, soit 105000 hectolitres<sup>(80)</sup> et deux millions de livres d'huile, soit 7118,6 hectolitres.

Le roi quant à lui, comme plus tard *Firmus*, *Mazuca(n)*, *Gildon* et plus récemment Moha *Ouhammou Iziyi*, préféra se donner la mort que de se voir humilié par l'ennemi. Des légendes se sont tissées autour de la mort de ce Roi. L'auteur du *Bellum africum*, nous dit qu'il fut, par sa volonté, tué par le romain Petreius avant que ce dernier ne se donna la mort<sup>(81)</sup>. Tite Live nous rapporte que Petreius tua Iuba et se tua ensuite<sup>(82)</sup>. Florus nous dit que le Roi se réfugia dans son palais et se fit tuer par Petreius après un repas bien arrosé<sup>(83)</sup>. Dion Cassius nous rapporte que c'est après la défaite de Thapsus que Iuba se battit en duel avec Petreius et mourut<sup>(84)</sup>. Les deux hommes se donnèrent la mort mutuellement, selon Sénèque<sup>(85)</sup>. De son côté, Paul Orose nous rapporte que Iuba paya un homme pour le tuer; Petreius se perça de la même épée<sup>(86)</sup>. Eutrope, lui, nous dit, tout simplement que les deux hommes se suicidèrent<sup>(87)</sup>. Ce suicide collectif, Sénèque le qualifie de « pacte funèbre plein de bravoure et de noblesse [...]»<sup>(88)</sup>.

(74) *Bell. Afr.*, XCVII.

(75) Cf. Pline, *H.N.*, V, 19, 21 et 22 ; Ptolémée, IV, 2.

(76) Appien, *Les guerres civiles*, IV, 54 et 56. Cf. aussi, Méla, *Chorographia*, I, 30 ; Pline *H.N.* V, 22.

(77) *Bell. Afr.*, XCVII, 1; Appien, *Les guerres civiles*, II, 100 ; IV, 53; Pline, *H.N.* V, 25 ; Dion Cassius, XLIII, 9, 2 et 4.

(78) Cf. ce qu'en dit Dion Cassius, XLIII, 9,3.

(79) Plutarque, *César*, LXXI.

(80) Gsell, *HAAN*, V, p. 191.

(81) *Bell. Afr.*, XCIV.

(82) Tite Live, *Abrégué*, CXIV, 2.

(83) Florus, *Œuvres*, II, 13.

(84) Dion Cassius, XLIII, 8.

(85) Sénèque, *De la providence*, II, 10.

(86) Paul Orose, VI, 16.

(87) Eutrope, VI, 18.

(88) Sénèque, *De la providence*, II, 10.

## ملخص

يتناول هذا المقال حياة الملك الأمازيغي يوبا الأول حفيد ماسينيسا وأب يوبا الثاني، ولد أميراً وعاش وتربى في وسط ثري متعدد الثقافات واللغات. وهو فتى، كلفه أبوه، الملك يامبسال الثاني، بالمرافعة لصالح بلده أمام مجلس الشيخ بروما حيث رفع القضية ضد محامي الطرف الآخر، يوليوس قيصر. وهو ملك، دخل في حرب عسكرية ضد هذا الأخير الذي صار قائداً للقوات المغاربة للبيوميين. دخل الملك الأمازيغي هذه الحرب إلى جانب البيوميين بعد أن وعدوه بالتخلي له عن أفريقيا المحتلة منذ 146ق.م. ولم يضع الحد لانتصاراته المتعددة على قوات قيصر سوى دخول الرومي سيطيوس والملك الموري أبوقس الثاني ساحة الحرب إلى جانب قيصر. انتهى الأمر بانهزام يوبا وتقسيم مملكته إلى ثلاث أقاليم ظفر الملك الموري بالقسم الغربي منها.

## ABSTRACT

This article deals with the life of the Amazigh King Yuba I, the grandson of Massinissa and the father of Yuba the second. Born as a prince, he was brought up in a wealthy, multi-lingual, and multi-cultural environment. His father King Hiempsal II entrusted him with the task of the defense of this country in the Senate of Rome at a very young age. He carried out a number of military actions, but was finally defeated and his Kingdom divided up in to three provinces.



## UN VIAJE A NINGUNA PARTE VISIONES POLITICAS, PROYECTOS SANITARIOS Y DISCURSOS CIENTIFICOS DE LOS MEDICOS ESPAÑOLES EN MARRUECOS (1878 - 1913)<sup>(1)</sup>

MARTINEZ ANTONIO

### 1. INTRODUCCION. LA «HERMANDAD HISPANO-MARROQUI» Y LA IMPOSIBILIDAD DEL VIAJE A MARRUECOS

En un artículo recientemente publicado, afirma Irene González que la política cultural del régimen del General Franco en el Protectorado español en Marruecos «no tiene sus raíces en los años del aislamiento internacional [...] sino que hunde sus raíces en el inicio de la Guerra Civil española»<sup>(2)</sup>. Dicha política cultural se habría basado en la ideología de la «hermandad hispano-árabe» o «hermandad hispano-marroquí», la cual apelaba a la reanudación del glorioso pasado común de Al-Andalus a través de la creación de instituciones de enseñanza e investigación en las que participaran estudiosos españoles y marroquíes. Esta formulación, establecida en un contexto que pretendía garantizar el apoyo de las élites marroquíes a la sublevación franquista iniciada en 1936, se habría mantenido sin cambios esenciales hasta la independencia del Marruecos español y habría servido como ejemplo para la política cultural desplegada por la España de Franco hacia otros países árabes durante dicho periodo. No obstante, como ha mostrado también recientemente Josep Lluís Mateo Dieste, la «hermandad hispano-marroquí» no sólo orientó la política cultural del Protectorado español, sino que condicionó en general todas sus dimensiones (políticas, administrativas, judiciales, religiosas), independientemente de la mayor o menor correspondencia real que pudiera haber entre aquella retórica y las actuaciones concretas que se llevaron a cabo en cada uno de los campos<sup>(3)</sup>.

El presente trabajo no pretende abordar directamente el estudio de la «hermandad hispano-marroquí», sino indagar los precedentes de una idea tan

(1) Este trabajo ha sido realizado gracias a una beca de la Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI), Convocatoria 2006, Programa III-B. Quiero agradecer a Irene González y Youssef Akmir sus comentarios y sugerencias sobre este trabajo.

(2) González, Irene. La «hermandad hispano-árabe» en la política cultural del franquismo. *Anales de Historia Contemporánea*. 2007 ; 23:197.

(3) Mateo Dieste, Josep Lluís. *La «hermandad», hispano-marroquí. Política y religión bajo el Protectorado español en Marruecos (1912 - 1956)*. Barcelona : Bellaterra ; 2003. pp. 27 - 9.

decisiva para la adecuada comprensión de lo que fue el Protectorado español. Para ello, el campo de la medicina y la salud pública resulta tan válido como cualquier otro, puesto que, como componente relevante de la acción española en Marruecos en todos sus períodos, reflejó inevitablemente la problemática general de las relaciones hispano-marroquíes. El análisis de las ideas políticas y científicas de varios médicos seleccionados por su carácter representativo permitirá observar la transformación de la visión española sobre Marruecos en el periodo inmediatamente anterior al Protectorado, antes y después de la fecha clave de 1898, y también comprobar cómo dicha visión era igualmente identificable en su opiniones públicas y en sus trabajos médico-sanitarios. Sin olvidar que la visión particular de cada médico sólo se explicaba en relación con una «circulación» hispano-marroquí específica, con la posición social y la trayectoria profesional que ocupó cada uno de ellos en España y Marruecos<sup>(4)</sup>. Los dos primeros facultativos estudiados, Felipe Ovilo Canales y Francisco Triviño Valdivia, ya han recibido cierta atención, fundamentalmente en el marco de trabajos sobre los viajeros científicos a Marruecos, sobre las relaciones hispano-marroquíes durante la Restauración o sobre la antropología española en aquel país<sup>(5)</sup>. Por otra parte, tanto Ramón Lourido como el autor de este artículo han abordado con mayor o menor detalle su labor médico-sanitaria, así como la del otro médico aquí considerado, José Valdés Lambea<sup>(6)</sup>.

La particular transformación de las relaciones hispano-marroquíes en el paso del siglo XIX a XX dió a los viajes de los médicos españoles a Marruecos, a los viajes de españoles a Marruecos en general, un giro específico en el que se fue perdiendo

(4) Sobre el concepto de «circulación», ver Raj, Kapil. *Colonial Encounters and the Forging of New Knowledge and National Identities : Great Britain and India, 1760 - 1850*. Osiris. 2000 ; 15:119 - 134 ; Raj, Kapil. *Relocating Modern Science : Circulation and the Construction of Knowledge in South Asia and Europe, 1600 - 1900*. London : Palgrave-MacMillan ; 2007.

(5) Martín, Manuela, Un encuentro colonial : viajeros españoles en Marruecos (1860 - 1912). *Hispania*. 1996 ; LVI/1 (192):93 - 114 . Martín, Manuela. Mujeres; burros y cargas de leña : imágenes de la opresión en la literatura española de viajes sobre Marruecos. En : De Felipe, Helena ; Rodríguez Mediano, Fernando, eds. *El Protectorado español en Marruecos. Gestión colonial e identidades*. Madrid : CSIC ; 2002. pp. 85 - 110 ; Fernández Rodríguez, Manuel. *España y Marruecos en los primeros años de la Restauración (1875 - 1894)*. Madrid : CSIC ; 1985 ; López García, Bernabé ; Ramírez, Ángeles. Felipe Ovilo : testigo del cambio en el Marruecos de fines del siglo XIX. En : Ramírez, Ángeles ; López García, Bernabé, eds. *Antropología y antropólogos en Marruecos. Homenaje a David M. Hart*. Barcelona : Bellaterra ; 2002; pp. 157 - 170.

(6) Lourido Díaz, Ramón. Las instituciones médico-sanitarias creadas por iniciativa del P. Lerchundi. *Archivo Ibero-americano*. 1996 ; 223 - 224:599 - 630 ; Martínez Antonio, Francisco Javier. Higienismo, regeneracionismo, africanismo. El doctor Felipe Ovilo Canales y la Escuela de Medicina y el dispensario de Tánger (1886 - 1899). En : Izquierdo Brichs, Ferrán ; Desrues, Thierry, coords. *Actas del Primer congreso del Foro de Investigadores sobre el Mundo Árabe y Musulmán (FIMAM)* Barcelona : FIMAM ; 2005 ; Martínez Antonio, Francisco Javier. Tangerian Ghosts and Riffian Realities : The Limits of Colonial Public Health in Spanish Morocco (1906 - 1921) In : Nelson, Mary C., ed. *Perspectives on Public Health and Occupational Health : Separate Heritages - Common Interests*. Stockholm : NIWL ; 2006. pp. 180 - 250.

incluso el carácter de «exotismo cercano» o de «doméstico orientalismo» que les había caracterizado desde la época de Isabel II (1833 - 1868)<sup>7</sup>. Tras la crisis colonial de 1898, que costó el abandono de Cuba, Filipinas y Puerto Rico, la mirada española sobre la realidad marroquí perdió su unidad y su distanciamiento, pasando a ser mayoritariamente un mosaico fragmentado de reflexiones entremezcladas sobre las realidades de los dos países al mismo tiempo ; un haz de miradas bifurcadas oscilaban entre la propuesta de un destino común y el rechazo o negación de aquellos elementos que podían amenazarlo en ambas orillas. Dado que, como señala Bernabé López García, el africanismo español fue siempre «esencialmente marroquista», quedó con ello abortada la principal posibilidad que tenía España para salir de su realidad propia al encuentro de otras<sup>8</sup>. En definitiva, el viaje a Marruecos ya no permitió al político, al militar, al científico, al médico o al artista español, hombre o mujer, definirse a sí mismos en la oposición y la diferencia con el otro, sino que se convirtió en un recorrido por uno mismo, en un viaje inmóvil, un viaje a ninguna parte.

## 2. FELIPE OVIO CANALES (1850 - 1909) O LA BREVE Y MODESTA VIDA DEL COLONIALISMO ESPAÑOL EN MARRUECOS

### 2.1 – El descubrimiento de la confluencia hispano-marroqui

Las relaciones hispano-marroquíes a comienzos de los reinados de Alfonso XII y Hasan I ofrecían para España un perfil ambiguo<sup>9</sup>. Por una parte, las posibilidades de intervención al otro lado del Estrecho eran mayores que en décadas anteriores, en el sentido de que ya no obligaban a realizar un despliegue militar y diplomático como había sido necesario en la Guerra de África. Por primera vez, Marruecos aparecía como un horizonte colonial, capaz de ofrecer una alternativa viable al retroceso de la presencia española en Cuba. Pero, al mismo tiempo, se reconocía la debilidad de los proyectos coloniales españoles en Marruecos frente a los de otras

(7) Las expresiones «exotismo cercano» y «orientalismo doméstico» aparecen respectivamente en Marín, Manuela. *El exotismo cercano : Rafael Mitjana y su viaje a Marruecos*. En : Fernández Parrilla, Gonzalo ; Feria García, Manuel C., coords. *Orientalismo, exotismo y traducción*. Cuenca : Ediciones de la Universidad de Castilla La Mancha ; 2000. pp. 109 - 119 ; Correa Ramón, Amelina. *Ensoñación y conocimiento del oriente islámico : el caso de Isaac Muñoz, escritor y periodista finisecular*. En : Fernández Parrilla, Gonzalo ; Feria García, Manuel C., coords. *Orientalismo, exotismo y traducción*. Cuenca : Ediciones de la Universidad de Castilla La Mancha ; 2000. pp. 93 - 108.

(8) López García, Bernabé. *La ciencia como instrumento de la acción colonial en Marruecos. Contextos y polémicas*. En : De Felipe, Helena ; López Ocón, Leoncio ; Marín, Manuela eds. *Ángel Cabrera : ciencia y proyecto colonial en Marruecos*. Madrid : CSIC ; 2004. pp. 13 - 26.

(9) Para una perspectiva general sobre este periodo, ver Miège, Jean-Louis. *Le Maroc et l'Europe, 1860 - 1894*. Vol. IV. Paris : PUF ; 1963 ; Julien, Charles-André. *Le Maroc face aux imperialismos, 1415 - 1956*. Paris : Editions J.A. ; 1978 ; Pennell, Charles Richard. *Morocco since 1830. A history*. London : Hurst and Company ; 2000 ; Morales Lázcano, Víctor. *Historia de Marruecos*. Madrid : La Esfera de los Libros ; 2006.

potencias europeas, ya que cualquier iniciativa exitosa de parte de España podía, en la práctica, traducirse en mayores ventajas para dichas potencias, como ya sucedió a raíz del conflicto de 1859 - 60. Y si, por culpa de actuaciones demasiado agresivas, Francia o Gran Bretaña terminaban por controlar Marruecos, esto podía, en último término, acabar constituyendo una amenaza directa para la península. La visión del Médico Mayor de Sanidad militar Felipe Ovilo Canales sobre las relaciones hispano-marroquíes se perfiló a partir de la conciencia de este riesgo fundamental, quizás por influencia del Ministro de España en Tánger, José Diosdado, a cuyas órdenes trabajó tanto en el breve periodo 1877 - 1878 como en los primeros años de su segunda y larga estancia en la ciudad del Estrecho entre 1886 y 1895. Para Diosdado, Marruecos podía ser considerado «casi como una cuestión interna, porque una nación poderosa en estas costas nos perjudicaría tanto o más que si se estableciera en costas españolas»<sup>10</sup>. En la misma línea, Ovilo afirmaba ya en su primera obra general *Estudios políticos y sociales sobre Marruecos* (1881) que,

«España, que se encuentra más interesada que ninguna otra [nación] en el imperio marroquí [...], debe aprovechar las ocasiones que se le presenten de aumentar su poder en ese país [...]. De no hacerlo así, naciones más vigorosas o más prácticas se encargaran de realizar la misión que por tantos motivos estamos llamados a llevar a feliz término. Si por desdicha esto aconteciese, bastaría dirigir una mirada al mapa de Europa [...] para comprender los peligros que nos amenazarán, y en los cuales hasta nuestra nacionalidad pudiera verse comprometida»<sup>11</sup>.

Esta visión de Ovilo coincidía plenamente con la del establishment político de la Restauración y con la de otros miembros del recién constituido movimiento africanista<sup>12</sup>. La repetición de esta idea, que aparecería también en sus obras *Estado actual de Marruecos* (1888) e *Intimidades de Marruecos* (1894), indica su importancia fundamental en la visión de Ovilo y subraya la continuidad de ésta a lo largo de todo el periodo. Independientemente de otras consideraciones, dicha idea revelaba la percepción, más bien indeseada, de una confluencia o un entrelazamiento entre los destinos históricos hispano-marroquíes, consecuencia de

(10) Fernández Rodríguez, n. 5, p. 100.

(11) Ovilo, Felipe. *Estudios sociales y políticos sobre Marruecos*. Madrid : [s.n.] ; 1881. p. 18.

(12) Las opiniones al respecto de diversas figuras del africanismo son recogidas, por ejemplo, en Fernández Rodríguez, n. 5 ; Lecuyer, M.C. ; Serrano, C. *La guerre d'Afrique et ses répercussions en Espagne, 1859 - 1904*. Paris : PUF ; 1976 ; Pedraz Marcos, Azucena. *Quimeras de África. La Sociedad Española de Africanistas y Colonistas. El colonialismo español a finales del siglo XIX*. Madrid : Polifemo ; 2000 ; Reguera Rodríguez, Antonio. *La formación de la conciencia africanista en España*. En : Díez Torre, Alejandro, ed. *Ciencia y memoria de África*. Alcatá de Henares : Universidad de Alcalá de Henares y Ateneo de Madrid ; 2002. pp. 23 - 45 ; Akmir, Youssef. *Marruecos y la política exterior española durante los primeros gobiernos de la Restauración 1874 - 1887*. *Hesperis - Tamuda*. 2000 ; XXXVIII:89 - 104.

la analogía esencial entre sus respectivas posiciones de debilidad en la escena internacional. Analogía no quería decir igualdad, ya que, para Ovilo, España tenía al otro lado del Estrecho un vecino más débil, «a merced de las rapacidades del ambicioso», y por las consecuencias directas que esta vulnerabilidad podía tener, estaba sobradamente justificado el derecho «que tenemos para intervenir amistosamente en sus asuntos»<sup>(13)</sup>. Marruecos era en definitiva «un pueblo menor de edad» y había que actuar con él como «con un amigo desvalido : protegerle siempre que se pueda hacer sin perjuicio de España»<sup>(14)</sup>. Según Ovilo, no debía pensarse que

*«[...] España, por su situación no puede tener aspiraciones, o debe limitarlas a conservarse [...] Verdad es que somos débiles, que estamos mal organizados, que no podemos alardear mucho ; pero nuestra situación ni es tan precaria, ni nuestra debilidad tan grande como en algunos es costumbre suponer»<sup>(15)</sup>.*

Pero estas últimas consideraciones, así como las propuestas de intervención «amistosa» o de protección «sin perjuicio de España», reflejaban a pesar de todo las limitaciones de la posición española, orientada por ello a la defensa de la soberanía del *statu quo* marroquí, «al que se han sacrificado muchos intereses»<sup>(16)</sup>. España era uno de «los pueblos que tenían interés en que no desapareciera Marruecos» y, gracias al apoyó que prestó al Sultán «a costa de no pequeños sacrificios, no se derrumbó el imperio»<sup>(17)</sup>. Era necesario hacer «concesiones en Marruecos para sostener el poder y el prestigio del Sultán que, desapareciendo traería el caos al Mogreb y una serie de complicaciones gravísimas para la paz europea»<sup>(18)</sup>. En definitiva, España tenía que «guardar una circunspección en Marruecos, que la ha de obligar a grandes sacrificios», en contraste con otros países europeos «que no temen crear conflictos y a quienes preocupan poco ciertas consideraciones»<sup>(19)</sup>. No obstante, esta forma de actuar no se debía sólo a la impotencia frente a las presiones de otros países extranjeros, sino que Ovilo podía lamentarse igualmente de «la pasión, que en España se sobrepone siempre a la idea y que envenena las causas más justas [...] nada nos importa, si batimos al adversario, herir, pisotear y enlodecer la madre común de todos : la patria bendita»<sup>(20)</sup>. Frente a esto, era necesario prestar la máxima atención a los asuntos marroquíes y actuar en ellos con la mayor prudencia y consenso, ya que, en su opinión, un «pueblo que no se preocupa sino de vivir al día, y pierde un tiempo precioso en discusiones [...]»

(13) Ovilo, n. 11, p. 40.

(14) Ovilo, Felipe. *Intimidades de Marruecos*. Madrid : Librería de Fernando Fe ; 1894. pp. 67 - 8.

(15) Ovilo, Felipe. *Estado actual de Marruecos*. Madrid : Librería de Fernando Fe ; 1888. p. 40.

(16) Ovilo, n. 14, pp. 18.

(17) Ovilo, n. 15, pp. 11, 15.

(18) Ovilo, n. 14, pp. 15, 17.

(19) Ovilo, n. 15, pp. 37 - 8.

(20) Ovilo, n. 14, pp. 59 - 60.

estériles [...], pierde sus energías y no tarda en alzarse sobre él el látigo de la servidumbre»<sup>(21)</sup>.

Todo ello explicaba que España no pudiera desplegar una acción estrictamente colonialista en Marruecos y que una figura tan representativa como Joaquín Costa propugnara para este país una «misión de regeneración» bastante más modesta en sus medios y en sus expectativas que la «misión civilizadora» defendida en el mismo periodo por Francia y Gran Bretaña, tanto para Marruecos como para otros escenarios de su expansión colonial<sup>(22)</sup>. En nuestra opinión, la concepción del movimiento africanista sobre lo que España debía hacer en Marruecos descansaba más en el ejemplo del programa regeneracionista español que en los discursos de franca superioridad de tipo colonialista o civilizador. De ahí que, para Ovilo, España tuviera como principal objetivo colaborar en las reformas del Estado marroquí, y hacerlo no por el derecho del más fuerte «que justificaría que otros más poderosos hicieran lo mismo con la potencia que lo invocara», ni en nombre de la moral, sino modestamente dando «ejemplo, no creando conflictos, ni difficultades»<sup>(23)</sup>. En su opinión, un ejemplo de esta actitud lo constituye la política desplegada por el Ministro de Estado, Segismundo Moret, entre 1885 y 1888, que Ovilo defendía diciendo que las reformas que había impulsado «no perturban en nada la organización política y administrativa de Marruecos, [...] ni han causado ni pueden causar recelos en las suspicaces potencias extranjeras»<sup>(24)</sup>. Desde su punto de vista, el Sultán concedería muchas más competencias al cuerpo diplomático «si llegasen los que le componen a un buen acuerdo, en todo lo que, sin atacar los principios fundamentales del imperio fuera útil para todos»<sup>(25)</sup>. Evidentemente, otros países eran partidarios de un enfoque más agresivo y menos ingenuo en la cuestión marroquí.

## 2.2 – La visión marroquí de Felipe Ovilo y sus trasuntos españoles

La percepción de una confluencia hispano-marroquí explicaría, en nuestra opinión, que la visión de Marruecos por parte de los africanistas de la Restauración recurriera a la *proyección implícita* de los esquemas políticos, sociales, culturales o religiosos empleados para analizar la situación española (entre otros, del concepto decisivo de «regeneración»). Una proyección posible, a su vez, por la existencia de una analogía esencial en la situación profesional, social o institucional de los actores españoles en ambos países. En lo que se refiere a Ovilo, la analogía en su posición social e institucional a ambos lados del Estrecho hizo que su visión sobre

(21) *Ibid.* p. 69.

(22) López García, Bernabé. *La ciencia como instrumento de la acción colonial en Marruecos. Contextos y polémicas*. En : De Felipe, Helena ; López Ocón, Leoncio ; Marín, Manuela eds. *Ángel Cabrera : ciencia y proyecto colonial en Marruecos*. Madrid : CSIC ; 2004 p. 15.

(23) Ovilo, n. 11, pp. 29 - 30.

(24) *Ibid.*, p. 32.

(25) *Ibid.*, pp. 30 - 1.

Marruecos fuera esencialmente una imagen deformada, aunque lejos de resultar irreconocible, de la realidad administrativa y social española de su época. El viaje a Marruecos era, a fin de cuentas, un viaje cercano y este hecho se reflejó tanto en aspectos formales, como de contenido de sus diversas obras de temática marroquí. Por ejemplo, en *Estado actual de Marruecos* (1888), al narrar el momento de su llegada a Tánger dos años antes, Ovilo empleaba significativamente la tercera persona, como única forma de transmitir una sensación de extrañeza en un escenario que, por todo o demás, le resultaba bastante familiar<sup>26</sup>. De hecho, tanto el viaje como la visión de la ciudad habían perdido su romanticismo de antaño : el trayecto azaroso, la alcazaba, las casas blancas y las mujeres con velo habían sido sustituidas por vapores, faros, cables de telégrafo, ventanas, ropas europeas, turistas y periódicos<sup>27</sup>. La modestia del desplazamiento (entendido en términos antropológicos) se revelaba en el siguiente comentario :

«a las pasaderas fondas de antaño han reemplazado unos magníficos establecimientos, que por su lujo, comodidad y trato superan a muchos de los de su género reputados en Madrid como de primer orden»<sup>28</sup>.

Ovilo no podía, por tanto, evitar ver en Tánger un trasunto de su Madrid de procedencia, no sólo al nivel literal del alojamiento, sino por extensión en lo que se refiere al lugar central que ocupaba la ciudad en la administración y la sociedad marroquíes<sup>29</sup>. Como en el caso de Madrid, lo que sucedía en Tánger era un anticipo de lo que iba a suceder en el resto del país y así Ovilo podía afirmar, en relación con los cambios que encontraba entre su primera y su segunda estancia, que «la costa está hoy como Tánger hace quince años ; si las cosas siguen de igual modo, la costa dentro de poco tiempo será lo que Tánger hoy», una transformación que se notaba incluso «en algunas poblaciones del interior»<sup>30</sup>. Del mismo modo, fue su posición en Tánger la que permitiría a Ovilo desplazarse por buena parte del territorio en diversos tipos de misiones y elaborar así una visión de conjunto sobre la realidad marroquí. Entre otros lugares, Ovilo conocerá Larache y Rabat en 1888, Fez y Uazzán en 1891, Anyera en 1892, Mazagán y Marrakesh en 1894.

De ahí que, desde esta atalaya tangerina, puerta y centro del país, Ovilo pudiera observar todavía a Marruecos como una entidad unitaria, aunque ciertamente

(26) Ovilo comenzaba dicha narración de la siguiente manera : «el que visitó a Marruecos, y muy especialmente a Tánger, hace diez años, hoy nuevamente pisa aquella tierra, nota cambios y encuentra diferencias que desde luego llaman su atención». Ovilo, n. 11, p. 13.

(27) *Ibid.*, pp. 13 - 14.

(28) *Ibid.*, p. 14.

(29) Este análisis sigue el ejemplo de : Marín, Manuela. Un viaje científico : Cabrera, Dantón y Bernaldo de Quirós en Marruecos (1913). En : De Felipe, Helena ; López Ocón, Leoncio ; Marín, Manuela eds. *Ángel Cabrera : ciencia y proyecto colonial en Marruecos*. Madrid : CSIC ; 2004. pp. 137 - 171.

(30) Ovilo, n. 15, p. 14.

afectada ya por graves problemas. La esencia y el resumen de todos ellos era que el Imperio Xerifiano se encontraba «en decadencia» y, «como todos los países musulmanes, tiende a su desaparición en el mapa político de los pueblos»<sup>(31)</sup>. Era doloroso constatar cómo «aquel temido y floreciente estado musulmán que feneció en Granada ; aquel pueblo hispano-árabe [...] no han dejado herederos de sus glorias»<sup>(32)</sup>. El gobierno no sabía «hacerse respetar» ni trataba de «mejorar el estado de sus súbditos» ; el potencial agrícola estaba desaprovechado, se restringía la exportación de los «mejores productos» y «no se eleva por su extenso territorio el humo de ninguna fábrica» ; la administración era «nula», los impuestos, excesivos, la justicia, «viciada o corrompida» ; la marina, casi inexistente y «proscritos todos los progresos y adelantos de la ciencia moderna»<sup>(33)</sup>. En definitiva, se trataba de un pueblo «cuyos carcomidos cimientos amenazan pronta ruina, y que parece próximo a desaparecer»<sup>(34)</sup>.

En esta situación, la unidad de Marruecos se sostiene precariamente gracias a la figura del Sultán, «clave que sujetó aquel complicado organismo»<sup>(35)</sup>. Pero el Sultán gobernaba de forma autocrática y personalista, lo que, además de privar de competencias reales a la mayoría de sus ministros, hacía que el nepotismo y la corrupción minaran el funcionamiento de la administración. Para Ovilo, desde el Majzén central hasta los caídes y bajás, «intermediarios entre el pueblo y el poder supremo», dicha administración se regía por «la más profunda immoralidad administrativa» : el gobierno no pedía «cuentas a sus delegados, ínterin éstos correspondan con regalos y atenciones a la superioridad, y esta misma conducta se sigue por los jefes inmediatos con sus inferiores»<sup>(36)</sup>. La concentración de político, militar y administrativo explicaba «el lujo» de la vida de caídes y bajás, ya que «cobran los impuestos, imponen las multas, se incautan de los bienes de los que mueren sin hijos y herederos directos y [...] ordenan las prisiones y castigos a los habitantes de sus respectivas provincias»<sup>(37)</sup>. Aunque Hasan I había empezado una «obra de regeneración [...] y se observa que en los últimos nombramientos de las autoridades empieza por atender a los méritos personales, sobre la intriga, antes dueña y soberana», lo cierto es que «sólo el tiempo, con la instrucción y el mayor trato con los extranjeros, podrá introducir en el Mogreb cambios y modificaciones que, impuestos de repente, darían origen a trastornos sin límites»<sup>(38)</sup>.

Dado que «su poder efectivo [...], como Rey, alcanza a una muy pequeña parte del país», el Sultán debía valerse sobre todo del prestigio que le otorgaba su

(31) Ovilo, n. 11, p. 2.

(32) Ovilo, n. 15, pp. 3 - 4.

(33) Ovilo, n. 11, pp. 1 - 2.

(34) *Ibidem*.

(35) Ovilo, n. 14, p. 15.

(36) Ovilo, n. 11, pp. 80 - 1.

(37) *Ibid.*, p. 80.

(38) Ovilo, n. 15, pp. 29 - 30.

condición de Comendador de los creyentes<sup>(39)</sup>. Según Ovilo, el «fanatismo religioso [...] es la fuerza que mantiene unidos a los marroquíes y merced a la cual el Sultán, sin un gran ejército, sin la complicada constitución de los pueblos civilizados, sostiene su immenso poder en el Mogreb Al-Aksa»<sup>(40)</sup>. A esto se añadía el hecho de que el Sultán obtuviera también poder por su condición de jefe último de las cofradías religiosas, «asociaciones secretas» que «reemplazan en Marruecos a los partidos políticos de por acá» y que, por esta razón, constituyan «el único elemento para que no desaparezca la unidad nacional y de alcanzar ellos [sus jefes] personalmente influencias, honores y riquezas»<sup>(41)</sup>. A todos estos factores que acabamos de señalar, había que añadir también la acusada heterogeneidad racia del país, con «cinco razas distintas de opuestas tendencias y costumbres» (árabes, bereberes, judíos, moros y negros), que se encargaba de «impedir la constitución de una nacionalidad fuerte y respetable»<sup>(42)</sup>. Dentro de esta amalgama, los «moros», especialmente los de las ciudades (descendientes de los expulsados de España en diferentes momentos) eran «los verdaderos amos de Marruecos»<sup>(43)</sup>. Por su parte, los árabes, reducidos «a escaso número» desde los tiempos de la conquista, se caracterizaban por defender un «régimen aristocrático y teocrático» en el que se «reconoce y respeta a nobleza religiosa hereditaria y, entre ella, elige sus autoridades políticas, sus jefes militares y sus administradores»<sup>(44)</sup>.

Pero eran los bereberes el grupo étnico más numeroso, «la mitad de la población del imperio marroquí»<sup>(45)</sup>. La mayor parte «sólo respetan nominalmente la autoridad del Sultán, muchos la desconocen» ; en contraposición con los árabes, las tribus defendían un «régimen democrático» y llegaban a ser, por ello, «más socialistas que los rusos»<sup>(46)</sup>. No obstante, las relaciones entre tribus se caracterizaban por la «anarquía», la división y las luchas continuas, lo que permitía al Sultán explotarlas para mantener su poder. En opinión de Ovilo,

*«el día que las tribus, comprendiendo sus verdaderos intereses, formaran alianza, el Gobierno marroquí no resistiría una hora ; entretanto, y apegados a este sistema de Gobierno [democrático], desideratum de nuestros partidos avanzados, se destrozaran en medio del salvajismo más completo»*<sup>(47)</sup>.

También había en Marruecos población de raza negra, que vivía en régimen de esclavitud. No obstante, ésta no era «tan rígida ni tan cruel como ha sido en otros

(39) Ovilo, n. 14, p. 18.

(40) Ovilo, n. 15, p. 10.

(41) Ovilo, n. 14, pp. 14 - 15.

(42) Ovilo, n. 11, p. 49.

(43) *Ibid.*, pp. 59 - 61.

(44) *Ibid.*, pp. 54- 7.

(45) *Ibid.*, p. 2.

(46) *Ibid.*, pp. 1 - 13.

(47)*Ibid.*, p. 12.

países», y la «benignidad» en el trato se manifestaba en que una vez libres, eran considerados como los demás musulmanes y «pueden aspirar a todos los cargos del imperio»<sup>(48)</sup>. Finalmente, completaban el mosaico radical los judíos, la mayoría descendientes de los expulsados de España y Portugal. A cambio de una tolerancia religiosa «que no hallaron en pueblos civilizados y que profesan la religión más humana y más caritativa», los judíos debían tolerar «denigrantes vejaciones»<sup>(49)</sup>. No obstante, un pequeño porcentaje, aprovechándose del derecho de protección asociado a la penetración europea, «han hecho algunas fortunas [...] censuradas hasta por los mismos hebreos honrados y trabajadores»<sup>(50)</sup>. Ovilo, «como todos los que no les vejaron ni se sirvieron de ellos para nada incorrecto», no tenía «la más leve queja de estos hombres», pero no podía menos que «lamentar el imprudente camino que ha emprendido» este pueblo a sentirse inclinado a «tomar partido por cualquiera de las potencias que han fijado sus ojos en el Mogreb [Ovilo se refería especialmente a Francia], sin reflexionar que en caso de no realizar sus proyectos su protectora, están perdidos para siempre»<sup>(51)</sup>.

Finalmente, la falta de cohesión del país no era sólo étnica sino también territorial. Así, el sostén del Estado marroquí, en términos políticos, militares o económicos, lo constituyan «los habitantes de las llanuras, los más sufridos y los que han de soportar todas las cargas colectivas»<sup>(52)</sup>. Pero «las tierras sometidas al Sultán no alcanzan a la quinta parte del imperio»<sup>(53)</sup>. Por ello, el Sultán debía «transigir y adulterar en cierto modo a los caciques de las regiones, señores feudales, cuya influencia en sus tierras es harto poderosa»<sup>(54)</sup>. También debía satisfacer las exigencias de las cofradías religiosas, que en algunos casos parecían constituir una especie de principados independientes. Finalmente, debía «estar constantemente vigilando el estado de las revueltas y levantiscas kábilas, que se sublevan bajo cualquier pretexto, pero siempre con el motivo real de no pagar los tributos que las correspondan [sic]»<sup>(55)</sup>.

En los diversos aspectos de esta visión sobre Marruecos, Felipe Ovilo se preocupó de subrayar de forma consciente las diferencias de la realidad marroquí respecto a sus términos de comparación españoles y europeos. El uso de términos como «fanatismo», «salvajismo», «inmoralidad», «anarquía», «desprecio» o «ruina» y de adjetivos y atributos como «viciada», «miserable», «corrompida» o «proscritos» contribuían a que los destinatarios de sus escritos se alejaran de una posible identificación con la situación al otro lado del Estrecho. Pero el propio

(48) *Ibid.*, p. 64.

(49) Ovilo, n. 15, p. 10.

(50) Ovilo, n. 15, p. 21.

(51) *Ibid.*, p. 21 - 3.

(52) Ovilo, n. 14, pp. 18 - 19.

(53) *Ibid.*, pp. 13 - 14.

(54) *Ibid.*, p. 19.

(55) *Ibidem*.

Ovilo ya no se podía sustraer a la existencia de un cierto grado de paralelismo, de yuxtaposición, de forma que para su análisis resultaban útiles expresiones como «rey», «unidad nacional», «regiones», «caciques», «socialismo», «decadencia», «partidos políticos», «corrupción», que se empleaban corrientemente en el estudio de y en la discusión sobre la sociedad española. Esta emergencia terminológica ya estaba presente en sus primeras publicaciones, pero, posteriormente, dió paso a críticas explícitas de la sociedad española, como en *Intimidades de Marruecos*, en la que Ovilo reflexionaba sobre las tendencias cainitas de los españoles y sus partidos y sobre el «indiferentismo» y la pasividad de España ante sus desafíos más importantes<sup>(56)</sup>.

Pero fue en su última monografía *La decadencia del ejército. Estudio de higiene militar* (1899), publicada después de su destino en Cuba en 1896 - 1897 y después del desastre del 98, cuando Ovilo aplicó abiertamente a España análisis que anteriormente había reservado para Marruecos. Esto empezaba ya por el propio título, con el concepto de «decadencia» del que tanto hablarían los intelectuales y escritores del 98 y que seguiría constituyendo un tema de debate durante décadas. La decadencia española, dibujada por Ovilo para el caso del ejército pero aplicable en el fondo a toda la sociedad, se parecía en muchos de sus elementos a la que había considerado como característica del Imperio Xerifiano. Por ejemplo, un aspecto clave de la misma eran las continuas luchas y conflictos internos, ya que «desde principios de siglo no hemos tenido tranquilidad ; nos hemos visto devorados por guerras que nos han empobrecido [...]»<sup>(57)</sup>. Por otra parte, Ovilo descubría en ese momento una fatal heterogeneidad en la sociedad española, que habría contribuido decisivamente a los enfrentamientos fraticidas y a la falta de éxito en las empresas exteriores. En su opinión,

«Por lo que a España respecta, debemos considerar los diversos elementos etnológicos que la componen, muy lejanos aún de haberse fundido en un molde común ; que las gentes del Norte se diferencian mucho de las del Mediodía [...]»<sup>(58)</sup>.

Finalmente, la insolidaridad nacional no sólo se expresaba en la persistencia de diferencias étnicas, sino también en las desigualdades económicas, en los defectos de la administración, en el regionalismo y el independentismo, taras que la Guerra de Cuba habría puesto de manifiesto de forma especialmente clara. Según Ovilo, los soldados españoles destinados en la isla habían visto

«a los hijos renegar de la sangre de sus padres ; a logreros, cuyos intereses defendía, no venderle lo más indispensable sin un ciento por ciento de beneficio ; a falsos compatriotas cuya próxima

(56) *Ibid.*, p. 59 - 60n 69.

(57) Ovilo, Felipe. *La decadencia del Ejército. Estudio de Higiene militar*. [s.l.] : [s.n.] ; 1899. p. 11.

(58) *Ibid.*, p. 49.

*defeción adivinaba ; a las exigüas soldadas que la Nación paga en metálico, convertidas en gran parte en papeles de mísero valor ; a empleados venales y administradores corrompidos, no en tal número como se cree, pero sí en el suficiente, para que agrandados por nuestros enemigos nos deshonraran ante el mundo entero [...]»<sup>(59)</sup>.*

En definitiva, tras la conmoción del 98, se había reducido aún más la distancia entre el Sultanato y la Monarquía ; entre el quijotismo inútil de los árabes marroquíes y el de la aristocracia española ; entre la corrupción de las respectivas administraciones y las carencias de ambos ejércitos ; entre las revueltas de los bereberes y las de los obreros ; entre la fragmentación impulsada por los grandes caídes y por los regionalismos peninsulares ; en suma, entre la decadencia de dos pueblos que, mucho tiempo atrás, habían sido gloriosos.

### 2.3 – Los «moros» y los «judíos» en el discurso racial de Felipe Ovilo

La visión de Ovilo sobre las relaciones hispano-marroquíes fue del todo coherente con su trayectoria y actividad profesionales en el campo de la medicina y de la salud pública y con su discurso sanitario y científico. Respecto a lo primero, ya hemos analizado concisamente en un trabajo previo su importante labor en España y Marruecos<sup>(60)</sup>. Respecto a lo segundo, y en aras de la necesaria brevedad, diremos que lo más importante es que el concepto de raza apareció a lo largo y ancho de los escritos de Ovilo sobre Marruecos pero, a diferencia de lo que sucedía con los discursos de médicos coloniales de otros países, no se tradujo en la elaboración de una «patología racial» marroquí. En este sentido, y teniendo en cuenta el nivel científico que Ovilo demostró en su trabajo de laboratorio y en sus publicaciones sobre el cólera o la higiene, su discurso racial careció de una elaboración técnica medianamente comparable. Ya se ha señalado previamente cómo Ovilo fue consciente de la heterogeneidad racial del Imperio xerifiano ; pero no fue éste el principal motivo que le impidió la patologización del cuerpo y de los hábitos de los marroquíes, sino la proximidad racial que percibía entre España y Marruecos. En su opinión,

*«hay tipos que recuerdan tan a lo vivo al español, o hay en España tantos que a ellos se asemejan, que hasta una simple mirada para adivinar que es la misma raza que pobló nuestras más ricas provincias, si datos históricos, etnográficos y antropológicos no lo afirmaran de un modo concluyente, y que aleja del ánimo toda duda»<sup>(61)</sup>.*

En contraste con los discursos raciales sobre la Argelia francesa, basados en la reducción a una dicotomía entre árabes y bereberes y en la desconexión total

(59) *Ibid.*, p. 62 - 3.

(60) Martínez Antonio, n. 6.

(61) Ovilo, n. 15, p. 4.

respecto a la metrópoli, la visión de Ovilo sobre Marruecos se basaba en la importancia de los «moros», que constituían al mismo tiempo una especie de embrión de «raza marroquí» y un vínculo racial, históricamente identificable, con la «raza española»<sup>(62)</sup>. Respecto a lo primero, los «moros» eran para Ovilo «los verdaderos amos de Marruecos», «la parte más instruida, rica y poderosa del Mogreb» ; «todos los cargos que traen consigo honores y riquezas están desempeñados, en su inmensa mayoría, por estos moros, que exprimen a los individuos de las otras razas para ser estrujados a su vez por el Sultán»<sup>(63)</sup>. Respecto a lo segundo, Ovilo afirmaba que los «moros» eran «los descendientes de los mauritanos, mezclados con los fenicios, sirios, greco-romanos, vándalos, árabes, españoles y negros», una «raza mezclada» que no dejaba de recordar a la española salvo porque ésta última había contribuido a su formación a través de las diversas expulsiones de «moros andaluces», especialmente granadinos, y moriscos<sup>(64)</sup>.

Por tanto, la superioridad de los españoles sobre los marroquíes era para Ovilo bastante relativa y provenía, por una parte, de la pluralidad racial marroquí, en tanto en cuanto ésta había impedido que los «moros» hubieran actuado como crisol del resto de raza de Marruecos (o era la prueba evidente de su incapacidad para desempeñar ese papel) ; y, por otra parte, del hecho de que los «moros» hubieran dependido, para su constitución como grupo racial, de los aportes peninsulares. Lo relativo de las diferencias entre españoles y marroquíes es lo que habría explicado la ausencia, en la obra de Ovilo, de un estereotipo único del «moro» y el hecho de que sus tentativas de patologización fueran escasas y se formularan en términos sociales y morales en lugar de científicos. Así, para Ovilo, existía una división entre los «moros de las ciudades» o «moros andaluces» propiamente dichos, y los «moros del campo». Estos últimos «parecen tener su origen en la unión del árabe y el bereber, de los que tienen muchos caracteres anatómicos»<sup>(65)</sup>. En su opinión, eran «los seres más desdichados de Marruecos» ya que «viven pobres y explotados por los moros de la ciudad, por el Gobierno y, sobre todo, por sus autoridades locales»<sup>(66)</sup>. Eran «fanáticos en religión», fatalistas ante la muerte, a la que veían llegar «sin temor, y hasta con placer» y sufridos ante los tormentos y penalidades<sup>(67)</sup>. En sus fiestas «acostumbran a correr la pólvora» y, en las frecuentes heridas que de esto se derivaba, «se resisten a que se les administre ningún anestésico, y sufren impasibles los dolores más agudos sin lanzar un gemido»<sup>(68)</sup>.

(62) Sobre el discurso de los médicos franceses en Argelia, ver Lorcin, Patricia M.E. *Imperial Identities. Stereotyping, Prejudice and Race in Colonial Algeria*. London - New York : I.B. Tauris ; 1995 ; Lorcin, Patricia M.E. Imperialism, Colonial Identity and Race in Algeria, 1830 - 1870. The Role of the French Medical Corps. *ISIS*. 1999 ; 90:653 - 79.

(63) Ovilo, n. 15, pp. 61 - 2.

(64) Ovilo, n. 11, p. 58.

(65) *Ibid.*, p. 59.

(66) *Ibidem*.

(67) *Ibidem*.

(68) *Ibidem*.

Respecto a los «moros de las ciudades», eran la parte «más viciosa y corrompida [del Mogreb] ; tienen todos nuestros defectos y los de los árabes, sin que estén compensados por las buenas cualidades de sus progenitores»<sup>(69)</sup>. En el ámbito psicológico, a pesar de las escasas excepciones de los «que son un modelo de hidalguía y caballerosidad, como aquellos ilustres granadinos», estos «moros» tenían el defecto principal de la hipocresía, «porque con ella oculta a primera vista las demás [sic]»<sup>(70)</sup>. Una hipocresía que les hacía mostrar afectación religiosa sin rechazar «una botella de Champagne o un negocio oscuro» ; que les daba un aspecto respectable que escondía la «ligereza» de su palabra y su ignorancia ; que les hacía mostrar «circunspección, prudencia, humildad, respeto» con el fuerte e «insolencia, soberbia, despotismo» con el «desheredado»<sup>(71)</sup>. Respecto a su físico, Ovilo consideraba que estos «moros» eran «de mediana estatura ; cuando jóvenes, bien formados ; más tarde, por la ociosidad y el género de vida sedentario, se hacen obesos [...]»<sup>(72)</sup>. No obstante, también afirmaba que «su fisonomía es grave, no exenta de agrado ; el color blanco ; los ojos [...] son negros y vivos ; la cara redonda o ancha, y, en general, su constitución es buena»<sup>(73)</sup>. Ovilo concluía su exposición con la siguiente reflexión :

*«A pesar de los muchos vicios de que adolecen, yo no me atrevería a condenarlos en absoluto ; la décima parte de sus faltas, podrá reconocer por origen su natural condición ; pero las otras nueve son debidas a la funesta organización y el absurdo gobierno que les opprime»*<sup>(74)</sup>.

En conjunto, fueron los «moros» para Ovilo la conexión (subordinada) con España y la personalidad (débil) de Marruecos, por lo que llegó a considerar que el estudio del Imperio xerifano era en la práctica el estudio de «la organización político-social de los moros»<sup>(75)</sup>. De alguna forma, esta proximidad racial «contaminó» también los análisis de Ovilo sobre el resto de razas de Marruecos, las cuales, si bien tienden más al estereotipo, siempre acababan revelando, más o menos explícitamente, una cierta pluralidad y una cierta proximidad con reflexiones sobre la realidad española<sup>(76)</sup>. Esto fue especialmente evidente para el caso de los judíos ya que dentro del conjunto de la población marroquí, eran el grupo étnico

(69) *Ibid.*, p. 61

(70) *Ibidem.*

(71) *Ibidem.*

(72) *Ibid.*, p. 63.

(73) *Ibidem.*

(74) *Ibidem.*

(75) *Ibid.*, p. 65.

(76) La visión de Ovilo sobre los «moros» forma parte de una larga trayectoria de imágenes elaboradas en España sobre los marroquíes y los musulmanes en general. Sobre esta cuestión, ver Martín Corrales, Eloy. *La imagen del magrebi en España. Una perspectiva histórica. Siglos XVI-XX*. Barcelona : Bellaterra ; 2002 ; Mateo Dieste, Josep Lluís. *El «moro» entre los primitivos : el caso del Protectorado español en Marruecos*. Barcelona : Fundación La Caixa ; 1997.

cuya conexión histórica y cultural con España era más importante, por encima de los propios «moros». Según Ovilo, «casi todos los que hoy habitan en Marruecos, son descendientes de los expulsados de España, de algunos del reino lusitano y muy pocos, los menos, de Francia»<sup>(77)</sup>. Teniendo en cuenta que Portugal readmitió a muchos de ellos poco después de decretar su expulsión, los que quedaron eran esencialmente «judíos españoles», y, según Ovilo, «su idioma, sus costumbres, sus ceremonias y hasta sus apellidos son testigos irrecusables de esta aserción»<sup>(78)</sup>. Entre otras muchas cosas, por ejemplo, los casamientos judíos se celebraban todavía en Marruecos «según los ritos y ceremonias de Castilla»<sup>(79)</sup>. Ciertamente Ovilo sabía que estos judíos eran sólo los que vivían en las ciudades costeras y del interior. Por referencias de otros autores, conocía también la existencia de judíos berberizados en el sur del país, «de procedencia más antigua y que por sus usos, costumbres y modo de ser se diferencian notablemente de los anteriores»<sup>(80)</sup>. Con ello, reconocía la heterogeneidad de la comunidad hebrea marroquí.

En cualquier caso, la atención de Ovilo se concentraba esencialmente en el primer grupo. La situación de opresión en la que habían vivido durante siglos es lo que, en su opinión, les había impulsado a desear «la conquista de Marruecos por alguna nación europea»<sup>(81)</sup>. El régimen de «protecciones» había constituido un instrumento privilegiado para que los judíos de las ciudades escaparan a la jurisdicción marroquí y mejoraran su situación económica. Sin embargo, según Ovilo, este hecho había tenido consecuencias contraproducentes ya que había expuesto a los judíos a influencias extranjeras, británicas y francesas, que les habían hecho olvidar sus verdaderos orígenes españoles y la lealtad que debían manifestar hacia España en el intento de ésta de imponer su dominio en Marruecos. No dejaba de ser paradójico y triste que la comunidad más española del Imperio y la que más medios tenía para hacer valer en éste los intereses españoles, se entregara a los manejos de otros países. Para Ovilo, si no hubiera sido por aquellas influencias,

*«No [...] se comprende, que siendo la mayor parte de los judíos marroquíes de procedencia española, y nuestro idioma el más extendido entre ellos, otra nación y no España, sea la que oficiosamente les ampare y disfrute por hoy sus simpatías; cuando no debemos desdenhar nada que pueda aumentar nuestra influencia en el Mogreb»<sup>(82)</sup>.*

Esta desvinculación respecto a su «esencia» cultural había llevado a algunos judíos a abusar de su condición de «protegidos» y a amazar grandes fortunas de

(77) Ovilo, n. 11, p. 21.

(78) *Ibid.*, p. 22.

(79) Ovilo, Felipe. *La mujer marroquí, Estudio social*. Madrid : Imprenta de Manuel G. Hernández ; 1886. p. 141.

(80) Ovilo, n. 11, pp. 22 - 23.

(81) *Ibid.*, pp. 41 - 42.

(82) *Ibid.*, p. 42.

dudoso origen en pocas décadas. Por los recelos que esto suscitaba en Marruecos, Ovilo pronosticaba que ese camino les conduciría «a un precipicio donde perecerán los inocentes, salvándose del naufragio los astutos culpables», pues, no en vano, no debían olvidar que «la cuerda se rompe siempre por lo más flaco y [...] que por las adversidades de antaño y las intemperancias de ogaño [sic.], los judíos marroquíes son la parte más delgadísima de aquella tierra<sup>(83)</sup>. No obstante, incluso estas observaciones teñidas de incipiente antisemitismo carecen de argumentación de tipo biológico, basándose más bien en consideraciones de degradación moral y religiosa, y da la impresión de que Ovilo proyecta sobre los hebreos ciertas consideraciones aplicables también a una parte de la élite económica española de su tiempo más pendiente de sus propios intereses (asociados al libre comercio frente al proteccionismo gubernamental) que de los generales del país.

### 3. FRANCISCO TRIVIÑO VALDIVIA (1861 - 1934) O LA CONFUSIÓN ANDALUSÍ

Por sus desarrollos y por sus limitaciones, la visión de Felipe Ovilo Canales sobre Marruecos y su actuación en el país vecino constituyeron un reflejo de los importantes esfuerzos de la España de la Restauración por aumentar su influencia al otro lado del Estrecho, una influencia que, a pesar de todas sus carencias, aspiraba a convertirse en colonialismo<sup>(84)</sup>. Dicha aspiración quedaría drásticamente truncada después del desastre del 98. Es cierto que fue tras esa fecha cuando España consiguió finalmente materializar la intervención directa en Marruecos que tanto había buscado con anterioridad. Pero, por un lado, esta nueva forma de relación hispano-marroquí dejó de ser una relación entre el conjunto de España y el conjunto de Marruecos. Sectores sociales y territorios cada vez más amplios en la península se sintieron progresivamente desvinculados de la «aventura marroquí» para concentrarse preferentemente en proyectos de cambio de régimen, de revolución de clase o de autonomía regional. Además, España ya sólo tuvo posibilidades reales de influir sobre áreas y sectores sociales de Marruecos cada vez más reducidos y menos representativos del país. Por otro lado, las relaciones hispano-marroquíes dejaron de estar principalmente en manos de los dos actores interesados para pasar a depender en buena medida de las decisiones de otros países. España, nuevo miembro del poco prestigioso club de las «naciones moribundas» y amenazada directamente en su integridad territorial en Canarias, Ceuta y Melilla o el campo de Gibraltar, pasó del «recogimiento» a la dependencia respecto a otros países europeos tanto en su política exterior como en su vida interna. Marruecos, sin el paraguas de España, vio como las potencias europeas ignoraban su soberanía y pasaban a discutir sin su opinión los términos de un próximo reparto colonial, mientras ciertos líderes locales cuestionaban la autoridad del Sultán.

(83) Ovilo, n. 11, pp. 22 - 23.

(84) Para tener una perspectiva de conjunto sobre la multiplicidad y variedad de las iniciativas españolas en Marruecos durante la Restauración sigue siendo útil la consulta de García Figueras. Tomás. *La acción africana de España en torno al 98*. 2 vols. Madrid : CSIC ; 1966;

En nuestra opinión, es esta pérdida de sustancia real de las relaciones hispano-marroquíes, de España y Marruecos como Estados-nación después del 98, lo que ha hecho difícil interpretar la interacción entre las dos orillas del Estrecho en la primera mitad del siglo XX y comprender lo que fue el Protectorado español en Marruecos. Como ya apuntamos en la introducción y vamos a tratar de mostrar en éste y en los dos próximos apartados, la mirada española sobre la realidad marroquí se fragmentó en varias perspectivas excluyentes entre sí y perdió su distanciamiento para convertirse en una visión bifurcada que mezclaba las consideraciones sobre uno y otro país. De ahí que, a diferencia de lo que sucedía con Ovilo, un personaje que simbolizaba por sí mismo la perspectiva oficial mayoritaria de su época, haya sido necesario seleccionar varios médicos para poder recoger los enfoques que surgieron a principios del siglo XX y señalar las diferencias entre ellos. La multiplicidad y bifurcación de estos enfoques no parecían presagiar la aparente unidad y aplicación exclusiva al Protectorado que tuvo más adelante la ideología de la «hermandad hispano-marroquí» pero, en realidad, introdujeron por primera vez algunos de los elementos que la habrían de caracterizar por presencia u omisión.

La primera perspectiva que vamos a analizar es la del Médico mayor Francisco Triviño Valdivia. La razón principal para ello es que Triviño estuvo destinado en la Legación de España en Tánger entre 1906 y 1913, ocupando, por tanto, el mismo puesto que Ovilo había tenido a finales del siglo XIX. Este puesto le predisponía para ejercer, igual que él, como jefe de la sanidad española en Marruecos, con el añadido de tratarse de un periodo clave en el que se debía diseñar la futura intervención de España en la zona de influencia marroquí adjudicada en el Acta de Algeciras (1906). Sin embargo, a pesar de que sólo habían pasado algunos años desde marcha de Ovilo, la situación se había transformado profundamente. En palabras del propio Triviño, que figuraban al final de su obra *Cinco años en Marruecos. Apuntes de un médico. Descripciones, costumbres y tipos* (1903).

«España tiene necesidad absoluta, si en su día ha de tener papel en el drama [del reparto de Marruecos], de cambiar de derroteros con los moros, que desde nuestras desdichadas guerras coloniales han perdido el temor que les había inspirado la guerra del sesenta»<sup>(85)</sup>.

La solución consistía en sumarse al camino de la «energía», sin temer llegar a su «extremo», ya que «Francia, Inglaterra y Alemania lo recorren con éxito a diario y su influencia creciente se hace sentir cada vez con más fuerza en el emperio del Mogreb»<sup>(86)</sup>. A pesar de las apariencias, las palabras de Triviño no estaban escritas desde la fortaleza sino desde la impotencia, la cual también es patente en su otra

(85) Triviño Valdivia, Francisco. *Cinco años en Marruecos. Apuntes de un médico. Descripciones, costumbres y tipos*. Madrid : Imprenta la Prensa ; 1903. pp. 239 - 40.

(86) *Ibid.*, p. 240.

publicación más relevante, *Del Marruecos español* (1920)<sup>(87)</sup>. Así, podría pensarse que Triviño mantuvo la opinión de Ovilo sobre la importancia del Imperio Xerifiano para España. Desde la perspectiva de la ocupación española de territorio marroquí que había comenzado en 1908, consideraba que «nuestra independencia nacional política y económica, nos imponían un solo camino que recorrer y ese es el camino que hemos emprendido ; de no haberlo hecho por abúlicos e incapaces estábamos llamados a desaparecer»<sup>(88)</sup>. Pero, estrictamente, los términos de la idea habían cambiado de manera significativa. Por una parte, Triviño ya renunciaba a la aspiración de un control español sobre todo el Imperio xerifiano porque el predominio de Francia, materializado en el Acta de Algeciras, lo que hacía neccesario era, no ya garantizar el imposible mantenimiento de la integridad marroquí, sino evitar un Marruecos completamente francés. Había habido un tiempo en que «se podía ser abstencionista porque Marruecos sumido en la barbarie, era completamente inofensivo a nuestra producción, y nuestra independencia. Su barbarie era garantía de nuestra seguridad»<sup>(89)</sup>. Pero ese tiempo había pasado y para evitar la colonización francesa lo único que podía hacer España era dominar «el Norte de Marruecos», ya que en ello «va la diferencia de ser nación sometida en todo momento y asunto, a ser nación independiente con derecho a opinar, a proponer, a pesar y medir en la vida propia y en la internacional»<sup>(90)</sup>.

Pero, por otra parte, Triviño tampoco pensaba ya en el conjunto de España. En su opinión, la actuación en el norte de Marruecos interesaba y estaba justificada por las amenazas que podría evitar para la mitad sur de la península, ya que consideraba a ésta como la auténtica clave de la independencia política, económica o militar del país. Así, los daños de un Marruecos francés se sumarían a los que Argelia venía causando desde el siglo XIX, puesto que «el crecimiento y prosperidad de la gran colonia francesa está en razón directa del empobrecimiento y despoblación de nuestros pueblos del litoral Mediterráneo»<sup>(91)</sup>. En Marruecos, Francia podría crear

*«no una Argelia, sino un Estado potente desde el Atlas al mar, un país prolífico, rico, próspero [...] y decidme si no acaba aquí nuestra independencia, si no es cadena puesta al cuello esta transformación del país, que convierte nuestras fronteras en círculo de hierro [...] merced a la cual se obtendría nuestra*

(87) Para nuestro análisis vamos a emplear también esta segunda obra de Triviño, ya que, aunque publicada en 1920, consiste en una recopilación de artículos periodísticos del autor que vieron la luz en su casi totalidad entre 1890 y 1914. Por eso, consideramos que son válidos para presentar las reflexiones de Triviño en su época tangerina.

(88) Triviño Valdivia, Francisco. *Del Marruecos español. Notas políticas, militares, financieras, agrícolas, de comercio e industrias, estadísticas y cuadros de vida y costumbres*. Melilla : El Telegrama del Rif ; 1920. p. 55.

(89) *Ibid.*, p. 54.

(90) *Ibid.*, p. 42.

(91) *Ibid.*, p. 50.

*sumisión en todo y para todo y más tarde, al menor síntoma de rebeldía [...] la invasión de las costas de Levante y Sur [...] harían del pueblo ibero legión de esclavos y de su producción abastecimiento espléndido de sus ejércitos, llevando la guerra al solar patrio [...]»(92).*

En su opinión, sólo la ocupación del territorio asignado a España en los tratados internacionales evitaría la «ruina de nuestros renombrados vinos, de nuestros estimados aceites, de todo aquello que se produce en las provincias andaluzas, en el reino de Murcia y en el de Valencia, y que constituye la base de nuestra exportación»<sup>(93)</sup>. Esto era así porque «en este trozo de tierra marroquí [...] por ley geológica y por condiciones telúricas viven en potencia los elementos de nuestra vida de exportación»<sup>(94)</sup>. Si se perdiera la presencia en Marruecos, se arruinaria, por ello, «la parte más rica de España»<sup>(95)</sup>. En el mismo sentido, Triviño defendía la necesidad de controlar militarmente la otra orilla del Estrecho porque, si no, podía ser utilizada como base para operaciones contra la península y «la Historia dice de modo elocuente, que mientras las invasiones venidas del Norte a nuestro suelo hemos podido y sabido rechazarlas, las venidas por el Sur lo han señoreado dando ocasión a luchas de siglos»<sup>(96)</sup>.

En definitiva, la visión de Triviño sobre las relaciones hispano-marroquíes había reducido éstas a asegurar el control español de las dos orillas del Estrecho de Gibraltar. Triviño estaba dispuesto a aceptar la insignificancia de España en Europa y la pérdida del grueso de Marruecos a favor de Francia siempre que «sigamos siendo en la parte más estrecha del Mediterráneo factor principal»<sup>(97)</sup>. Si se renunciaba a la orilla marroquí, se podía terminar perdiendo la peninsular ; en cambio, si se lograba su control, se aseguraría el sureste español y se dispondría de una «realidad de gran peso y valor para España en la vida mundial», neutralizando el dominio británico a través de Gibraltar o, al menos, alcanzando un «condominio» de la zona con Gran Bretaña<sup>(98)</sup>. En apariencia, este control de la orilla marroquí debía realizarse para Triviño con esa «energía» que señalábamos anteriormente y, por ello, defendía la «necesidad absoluta de que España posea el Norte de Marruecos»<sup>(99)</sup>. Posesión significaba ir «adelante hasta dominar lo nuestro», ocupar militarmente el territorio y regular la sociedad de acuerdo «a las mismas leyes de vida y desenvolvimiento» de la península, ya que «no otra cosa significa el protectorado para Francia y por ley de igualdad eso significa para nosotros»<sup>(100)</sup>. De hecho, Triviño reconocía que su libro se había titulado *Del Marruecos español «en*

(92) *Ibid.*, p. 52 - 3.

(93) *Ibid.*, p. 46.

(94) *Ibid.*, p. 47.

(95) *Ibidem*.

(96) *Ibid.*, p. 4.

(97) *Ibid.*, p. 54.

(98) *Ibidem*.

(99) *Ibid.*, p. 46. La cursiva es mía.

(100) *Ibid.*, pp. 4, 47, 71.

vez de titularse del protectorado o de la zona» porque España tenía derecho a «constituir dos provincias españolas, una oriental Capital Melilla, otra occidental Capital Tánger-Tánger que es español por idioma, por costumbres, por razón de seguridad de nuestra acción, y por razón de política mundial [...]», esto es, «dos grandes provincias españolas de doce mil kilómetros cuadrados cada una»<sup>(101)</sup>. Se debía proceder a la «españolización del país» y, considerando lo que se había hecho hasta 1920, Trivílio afirmaba que «para garantía de nuestra seguridad, para bienestar de nuestros emigrantes, para defensa de nuestra producción, el suelo español se ha agrandado y a este ideal hay que sacrificar cuanto haga falta»<sup>(102)</sup>. En definitiva, España no aspiraba a establecer un protectorado o una colonia, sino a «tener una prolongación de su suelo aquí»<sup>(103)</sup>.

No obstante, la agresividad de la visión de Trivílio era más un deseo que una realidad. Su mirada pretendía, indudablemente, imponer una identidad española en Marruecos. Pero, dado que la actuación española sólo concernía al sur de España y al norte de Marruecos y dada la imposibilidad de España de actuar de forma verdaderamente autónoma respecto a otros países ; entonces Trivílio sólo pudo plantear la propuesta de «españolización» en términos retrospectivos, como retorno al pasado común hispano-árabe de Al-Andalus y de Granada. Es cierto que Trivílio, por ejemplo, llegaba a afirmar que es «mentira todo ; ni la Alhambra la hicieron los árabes, ni la historia es hija de la verdad», para imponer una reinterpretación de dicho pasado en la que el peso fundamental habría correspondido a lo «español»<sup>(104)</sup>. Pero, a pesar de que, después de su separación de los españoles, los marroquíes «sólo han guardado de sus progenitores el sello de pasada grandeza en la majestad de sus movimientos y vestiduras, el fanatismo religioso, el amor a los placeres del harem, dejando caer en el foso del olvido [...] sus primores de artistas, su fama de sabios y sus triunfos de guerreros», existía la posibilidad de devolverles a su antiguo esplendor a través de una nueva incorporación a la realidad española»<sup>(105)</sup>. De esta forma, España se aseguraría el apoyo de los marroquíes de su zona de influencia porque su iniciativa se formulaba en términos que les permitían una cierta identificación y un cierto papel activo. Además de encontrar apoyo local para compensar la debilidad de su actuación, España también evitaría que otros países, especialmente Francia, pudieran encontrar justificaciones para oponerse a su control del norte de Marruecos.

Alta bien, esta perspectiva implicaba asumir no una confluencia de los destinos históricos de España y Marruecos, como había pasado en tiempos de Ovilo, sino una auténtica con-fusión entre ambos, en el doble sentido simultáneo de fusión y distorsión. Trivílio trataba de favorecer un proyecto que era, al mismo tiempo,

(101) *Ibid.*, pp. 4, 54.

(102) *Ibid.*, p. 55.

(103) *Ibid.*, p. 5.

(104) *Ibid.*, p. 41.

(105) *Ibid.*, pp 11, 53.

verdaderamente transnacional y escasamente representativo de los intereses de conjunto de cada país. Se reducía por tanto aún más la diferencia hispano-marroquí, hasta renunciar a un dominio colonial propiamente dicho y hasta quedar anulada la posibilidad de desplazamiento, de viaje. En ningún lugar se expresa más claramente esta imposibilidad que en una de esas «experiencias marroquíes», como las califica Manuela Marín, que Triviño refiere en su libro *Cinco años en Marruecos*<sup>(106)</sup>. Al comienzo del mismo, Triviño relata su salida de Tánger al amanecer en compañía de otros viajeros en dirección a Larache y Alcazarquivir y cómo se detuvo «sobre una eminencia que domina Tánger y su bahía» para contemplar el paisaje, del que afirmaba : «sobre mi conciencia digo, que pocas cosas tan hermosas he visto»<sup>(107)</sup>. Pero no es la urbe tangerina o el panorama del Fahs lo que describe primero y con detalle en su relato, sino que su mirada examina «en el confín lejano las costas de la hermosa España, cuyas colinas, en días sin brumas como éste, enseñan sus casitas blancas rientes en sus verdes nidos de follaje»<sup>(108)</sup>. Triviño ha salido de Tánger, que «no es Marruecos», pero tampoco España, sino más bien Europa, para encontrarse dentro de una mezclada y retrospecctiva realidad hispano-marroquí<sup>(109)</sup>. Por una parte, señala «a la derecha el mar inmenso, delante el mar prisionero entre España y África, a la izquierda la boca del Estrecho y los motes azules que ha ocho siglos fueron teatro de las épicas hazañas de la raza hispana»<sup>(110)</sup>. Por otra, se transmuta en árabe y afirma :

*«No suspiré como Boabdil el chico ante la Granada de sus ascendientes, pero sí como muecín creyente iDios es grande ! mientras procuraba guardar en mi espíritu la impresión recibida»*<sup>(111)</sup>.

En todo el extenso relato del citado viaje, que ocupa las 130 primeras páginas de su libro, Triviño se mueve en los mismos registros. Arcila y Larache son para él testimonios de épicas batallas entre hispano-portugueses y árabes en los siglos XVI y XVII ; en el viaje se suceden escenas campestres, con meriendas, siestas, conversaciones a caballo, que podrían tener lugar en Castilla o Andalucía ; los cafetines moros proporcionan escenas de tertulia y embriaguez (por harchís, no por alcohol) como las que podrían suceder en cualquier casino de provincias ; Triviño asiste a un espectáculo de estilo flamenco y escucha en un cafetín de Larache una canción sobre la pérdida de Al-Andalus<sup>(112)</sup>. Triviño españoliza todo lo que ve en su viaje, pero se trata de una españolianización retrospectiva, que vuelve la vista a un pasado medieval o pre-moderno en el que «españoles» y «marroquíes» se

(106) Marín, n. 29, p. 164.

(107) Triviño Valdivia, n. 85, p. 20.

(108) *Ibidem*.

(109) *Ibid.*, p. 12.

(110) *Ibid.*, p. 21.

(111) *Ibidem*.

(112) *Ibid.*, p. 82.

confunden en el esplendor mítico de Al-Andalus y de Granada o se equiparan en la épica batalla de los Tres Reyes. Se trata de un viaje en el tiempo, más que en el espacio, y por ello Triviño va a Marruecos con la memoria llena de «los anhelos sentidos ante el alcázar de la Alhambra» y de «las consejas y leyendas que parecen vivir aún en los muros y rincones del morisco Albaicín» para poder

«ver en el cinematógrafo de la imaginación el ayer de la ciudad de los cármenes, con la poesía que emana de todo lo pasado y con la nota de realidad que presta el conocimiento de los elementos que en él actuaron»<sup>(113)</sup>.

Opuestamente a esta posibilidad de fusión, la auténtica agresividad de la mirada de Triviño (también bifronte, hacia España y hacia Marruecos) se derivaba del carácter periférico y marginal que su propuesta hispano-marroquí tenía para amplios sectores y territorios de ambos países. En el caso español, Triviño ignoraba por ejemplo la transformación industrial en marcha en áreas como el País Vasco y Cataluña o la entidad del capitalismo financiero y terrateniente de Castilla<sup>(114)</sup>. Precisamente estos sectores decisivos de la economía española se sintieron escasamente atraídos por el norte de Marruecos, salvo en algunos aspectos puntuales como la explotación de hierro o la colonización agraria<sup>(115)</sup>. Una oposición que se unió a la de carácter político que propugnaban los partidos extraparlamentarios y los regionalistas o a la de carácter social, impusada por el movimiento obrero. De ahí que Triviño criticara duramente las posturas «abandonistas» generadas por una «política de banderías», tildando a todos sus defensores de «enemigos de nuestra actuación en Marruecos» y a sus proyectos de «traición a nuestra raza»<sup>(116)</sup>.

De forma análoga, Triviño se preocupó de distinguir entre los «moros» de Larache o Alcazarquivir, que podían pasar por una «representación viva de los cabaleros Zegríes y Abencerrajes, de los valientes Amansures, de los espléndidos Abderramanes, de los sabios Aberroes y Abicena [sic]», y el «feroz rifeño», que rodeaba las plazas fronterizas «armado siempre hasta los dientes, dispuesto a la pelea, ladrón de ocasión, asesino por oficio, codicioso por hábito [...], brutal por instinto»<sup>(117)</sup>. Más allá de esto, difficilmente un proyecto de españolización, una política centrada en el Estrecho, una economía basada en las explotaciones agrarias y mineras, en la artesanía y el pequeño comercio podía atraer al conjunto de Marruecos, donde los sultanes luchaban desesperadamente por mantener su soberanía, donde había grandes comerciantes enriquecidos con la exportación y altos funcionarios familiarizados en el trato con los europeos y donde existía una

(113) *Ibid.*, pp. 9 - 10.

(114) Tuñón de Lara, Manuel. *Estudios sobre el siglo XIX español*. Madrid : Siglo XXI Editores ; 1972.

(115) Morales Lezcano, Víctor. *España y el Norte de África : el Protectorado en Marruecos (1912 - 1956)*. Madrid : UNED ; 1984.

(116) Triviño, Valdivia, n. 88, pp. 43, 73, 81.

(117) *Ibid.*, p. 10.

identidad histórica forjada en las luchas contra los enclaves europeos y en la expansión sahariana. Por ello, Triviño no ahorraba críticas para este Marruecos y para sus «moros» : la anarquía del país, la diplomacia definida bien por la «mala fe», bien por «el plazo dilatorio, el eterno mañana», el gobierno que mantenía al país «en el más alto grado de abyección moral», la justicia dominada por el «despotismo», la «arbitrariedad» y el «cohecho», las escuelas «infectas», la ausencia de «ideas en la Física, Química, Matemáticas e Historia Natural, base de todo progreso», los «apaleamientos bárbaros», la religión entregada a los excesos de las cofradías, el ejército inoperante y corrupto ; todo ello explicaba la «disolución» del imperio y su «desmembramiento» a manos de los europeos<sup>(118)</sup>.

En definitiva, la visión de Triviño proponía una suerte de «identidad andalusí», en la que algunos españoles y marroquíes tendían no a encontrarse en el presente sino a confundirse en el pasado, y que se definía tanto por oposición a un «otro marroquí» como a un «otro español». Esta visión sobre España y Marruecos no pudo surgir sino de su particular posición social y «circulación» profesional a ambos lados del Estrecho. Respecto a lo primero, Triviño nació en Canjávar, pequeño pueblo de la Alpujarra ameriense, y, aunque de familia humilde, cursó no obstante estudios de medicina en Granada, donde se graduó en 1884 y trabajó como médico en la ciudad y en pueblos de la zona hasta su ingreso por oposición en el Cuerpo de Sanidad militar en 1887<sup>(119)</sup>. De modo análogo, Triviño ya no tuvo en Marruecos contactos con el Sultán y sus ministros y fue perdiendo los pocos que consiguió establecer en la década de los 90 con notables tangerinos y del interior o con los cónsules europeos. Profesionalmente, la casi totalidad de su trayectoria en el ejército discurrió en una franja geográfica comprendida entre Granada, al norte y Larache, al sur. Sus destinos más prolongados fueron Larache (1897 - 1901), Tánger (1906 - 1913), Melilla (1887 - 1893, 1919 - 1921), Granada (1895 - 1897), Ceuta (1916 - 1917) y Tetuán (1917 - 1918)<sup>(120)</sup>. En estos destinos, Triviño actuó como Jefe de los hospitales militares de Ceuta y Tetuán, «médico consular» de Larache, médico de la Fábrica de Pólvora de Granada, médico de la Comisión del Cuerpo de Estado Mayor en Marruecos, médico de la Legación de España en Tánger o Jefe de Sanidad militar de la Comandancia General de Melilla. En ellos elaboró sus principales publicaciones generales y científicas, entre las que destacan, además de las anteriormente citadas, dos memorias inéditas tituladas respectivamente *Contribución al estudio de los servicios sanitarios y constitución médica de Larache (África)* (1901) y *Factores psicológicos del moro y conocimientos útiles a los Médicos primeros* (1914), así como numerosos artículos periodísticos para *El Imparcial*, *El Defensor de Granada*, *La Correspondencia de España*, *Diario de Barcelona* y *ABC*<sup>(121)</sup>.

(118) *Ibid.*, pp. 21 - 36.

(119) *Cuerpo de Sanidad militar. Hoja de servicios de D. Francisco Triviño Valdivia*. AGMS, la sección. T - 1175.

(120) *Ibidem*.

(121) *Ibidem* ; Triviño Valdivia, n. 88, p. 3. Las dos memorias citadas no han podido ser localizadas hasta la fecha.

A diferencia de Ovilo, Trivisño no recibió encargos internacionales de la sanidad española e incluso renunció a ir a la Guerra de Cuba en 1897, consiguiendo permutar su destino por otro en Larache<sup>(122)</sup>. En Marruecos, no fue director de la Escuela de Medicina, cerrada en 1899, ni tampoco médico consultor del Consejo Sanitario de Tánger. De hecho, el progresivo alejamiento de esta ciudad respecto a las zonas española y francesa en Marruecos, le supuso un creciente aislamiento de las iniciativas españolas lanzadas en las zonas de Larache y Melilla. Quien debería haber actuado como jefe de la sanidad española en Marruecos, liderando la acción de los médicos militares españoles que trabajaban para las delegaciones del Consejo sanitario y para los Tabores de Policía xerifiana creados tras el Acta de Algeciras, se vio, en la práctica, relegado a una situación de impotencia. Del mismo modo, quedó alejado de una perspectiva de conjunto de la sanidad militar española, ya que su única experiencia significativa fuera del sur tuvo lugar en Vitoria (1915, 1921 - 1924), un destino más bien marginal y poco representativo en aquella época<sup>(123)</sup>.

La actuación sanitaria de Trivisño en Marruecos estuvo basada en principios análogos a los que fundaban su visión de las relaciones hispano-marroquíes. No obstante, la debilidad de su posición en Tánger y las concesiones relativamente significativas que hacia a los marroquíes fueron dos de los factores que contribuyeron a que sus dos proyectos sanitarios más importantes no se llevaran a la práctica. Vamos a comentarlos aquí muy brevemente. El primero fue un proyecto de organización de dispensarios españoles elaborado a finales de 1906, nada más incorporarse a la Legación de Tánger. Trivisño pretendía que se instalara a los médicos consulares en dispensarios que les permitieran completar el «consejo técnico» que ya daban a la población local con «el suministro gratuito de medicamentos en todos los casos para los Marroquíes pobres y la hospitalización en aquellos en que las condiciones individuales o de orden patológico lo reclamen»<sup>(124)</sup>. Esto suponía una importante inversión económica, incrementada además por el hecho de que estas instituciones debían hacerse «compatibles con sus hábitos, costumbres y religión [de los marroquíes]», lo que supondría introducir modificaciones en su «menaje, alimentación y asistencia» que, si bien «tiene sus inconvenientes dentro del rigorismo científico [...] tiene a ventaja de facilitar su vida por la simpatía que en un pueblo despierta ver que los extranjeros se amoldan a sus usos y costumbres»<sup>(125)</sup>.

Para el establecimiento de los dispensarios debía también solicitarse a los bajás de las respectivas poblaciones «local perteneciente al Majcén cuyas condiciones

(122) *Ibidem*.

(123) *Ibidem*.

(124) *Proyecto de instrucciones para la organización y funcionamiento de los dispensarios médicos de España en Marruecos que propone a la Superioridad el Médico Mayor de Sanidad Militar D. Francisco Trivisño Valdovia*. Madrid, 25 de Octubre de 1906. 17 páginas. AGA, PHM, Caja 329, p. I.

(125) *Ibid.*, p. 2.

sean a juicio del médico lo más idóneas posibles», así como aprovechar los servicios prestados con anterioridad a dichos bajás o a otras autoridades marroquíes para obtener «donaciones» con las que realizar «las mejoras precisas en el local referentes a letrinas, ventilación, pavimentos y revestimiento idóneo de paredes y techos»<sup>(126)</sup>. Por tanto, la realización del proyecto contemplaba amplios servicios para los pacientes, el respeto de las costumbres locales y la implicación activa de las autoridades marroquíes. En su segundo proyecto, enviado en 1912 a la Sección de Sanidad militar del Ministerio de la Guerra, Triviño pretendía que soldados marroquíes de la Policía indígena y de las Fuerzas Regulares Indígenas se formaran como «practicantes» a través de un año de estancia en un hospital militar, «otro en un centro de estudios que se debe crear» y un periodo de servicio «en uno de los Consultorios del campo a las órdenes del médico de aquél»<sup>(127)</sup>. Ya no se preveía la formación de médicos como en la época de Ovilo pero, aparte de recibir una buena formación en instituciones locales, dichos practicantes tendrían un significativo grado de responsabilidad puesto que «después de obtener certificado de aptitud, irían a hacer labor humanitaria al servicio de España en las kábilas de la zona no sometida», sin depender para ello directamente de ningún médico español<sup>(128)</sup>. Este segundo proyecto iba en la línea de las propuestas que el médico higienista francés Louis Raynaud hizo en 1902 de transformar a gran escala a los *tebibs* (médicos) marroquíes en enfermeros y ayudantes de los médicos franceses<sup>(129)</sup>. Pero, al igual que sucedió con el primero, no llegó a ser realizado.

#### **4. JOSE VALDES LAMBEA (1888 - ?) O LA UNIFICACIÓN DE ESPAÑOLES Y MARROQUÍES A TRAVES DEL AUTORITARISMO MEDICO**

El discurso hispano-marroquí representado por el Médico mayor Triviño se transformó cuando el centro de la acción española en Marruecos pasó de Tánger a Tetuán en 1913 y dicha transformación se consolidó cuando esta última ciudad fue lentamente asentándose como auténtico centro director del Protectorado español años más tarde. Pero en el periodo previo al Tratado franco-español de noviembre de 1912, la perspectiva de Triviño sobre las relaciones hispano-marroquíes no constituyó la única corriente de opinión, ni siquiera la más importante, de las que en aquel momento existían sobre la cuestión. De hecho, desde sus experiencias en Larache y Melilla respectivamente, desde una posición social e institucional y una base científica distintas a las de Triviño, otros médicos militares españoles desarrollaron en paralelo sus propias reflexiones e impulsaron proyectos que parecían reflejar intereses más amplios y que tuvieron, por ello, mayor grado de realización práctica en aquel periodo.

(126) *Ibid.*, pp. 3 - 4.

(127) Triviño Valdivia, n. 88, p. 131.

(128) *Ibidem*.

(129) Raynaud, Louis. *Etudes sur l'hygiène et la médecine au Maroc*. Alger : Leon ; 1902. pp. 154 - 9.

En este sentido, el ejemplo más claro lo constituye la región de Melilla. Las particularidades de la acción médico-sanitaria española en el Rif oriental respecto a la que se desplegaba por un lado en Tánger y por otro en las ciudades de la costa atlántica, tanto en lo que se refiere al entramado administrativo como al personal allí destinado, dieron lugar a un discurso específico que encarnó de forma representativa José Valdés Lambea. Quizás lo que llama más la atención sobre Valdés en comparación con Ovilo y Triviño, es la ausencia de escritos suyos que aborden explícitamente el problema de las relaciones hispano-marroquíes. No se encuentran entre sus múltiples escritos ni relatos de viajes, ni artículos con reflexiones políticas y culturales, ni conferencias de temática histórica ; sólo queda el lenguaje técnico de las publicaciones científicas. Del mismo modo, las figuras múltiples del marroquí (funcionario, cherif, caudillo, notable, soldado o campesino) quedan reducidas a la condición del paciente que acude en busca de remedio para sus dolencias o recibe la visita del facultativo. Marruecos y España, españoles y marroquíes han desaparecido como sujetos de la narración y solo quedan la mirada médica, el momento de la consulta, el espacio del dispensario.

Por ello, la visión de las relaciones hispano-marroquíes en Valdés habría que buscarla esencialmente dentro de su discurso científico sobre la enfermedad y el cuerpo, a través de un análisis que revelara la situación histórica y social, la ideología política, en los conceptos médicos aparentemente neutros. Lamentablemente, tal análisis desborda las posibilidades y el espacio de este artículo. No obstante, el método de trabajo de Valdés en Nador adoleció de una limitación importante que él mismo reconocía y por donde se filtraron a la superficie de sus primeros textos científicos detalles explícitos de su ideología y del contexto de la acción española en la región de Melilla. Dicha limitación consistió en la falta de adecuados medios de laboratorio para el diagnóstico y la investigación, lo que le obligó a basar sus afirmaciones de forma casi exclusiva en observaciones clínicas que dejaban la puerta abierta a valoraciones cualitativas. Como él mismo lamentaba, «faltos de toda prueba necrópsica y sin más elementos de observación que el estetoscopio y los enfermos [...] no podemos, está claro, hacer un estudio verdaderamente acabado y científico, como han de ser, en lo posible, los que se escriban hoy relativos a estas cuestiones»<sup>(130)</sup>. A ello se unió el hecho de que algunos de esos primeros trabajos fueron a la vez memorias para sus superiores e incluyeron, por tanto, informaciones no técnicas. Muchos años después, Valdés reconocería respecto a sus primeras publicaciones que «no está mal la parte anecdótica y que es francamente mala la científica». Según su entrevistador, en aquel periodo «aún publica algunas cosas más [aparte de una monografía], de lo que hoy se arrepiente [...]»<sup>(131)</sup>.

(130) Valdés Lambea, José. Las enfermedades del corazón y de los vasos en el Rif. *Los progresos de la clínica*. 1916 ; 47/306.

(131) Recio, Pedro. Los médicos en la intimidad. El doctor Valdés Lambea. *España médica*. 1928 ; 532;17.

En realidad, tanto el prurito científico de Valdés como sus opiniones extra-científicas revelaban una tendencia a la disminución de las diferencias hispano-marroquíes. En cierta forma, esto parecía aproximarle a la «con-fusión andalusí» que proponía Triviño desde Tánger, pero su enfoque tuvo tres diferencias fundamentales respecto a aquél : no miraba al pasado para reeditar antiguas glorias, sino al futuro para evitar próximas amenazas ; no era un discurso colectivo, sino personalista e elitista ; y no hacía prácticamente concesiones locales, sino que se imponía de forma autoritaria. Respecto a lo primero, Triviño había propuesto explícitamente una identificación retrospectiva histórica, geográfica o cultural entre España y Marruecos, resucitar una grandeza común. En contraste, la ciencia (en general, la modernidad) era el mecanismo que permitía a Valdés construir prospectivamente al identificación de españoles y rifeños como común amenaza sanitaria. La extensión de la medicina y la autoridad sanitaria de los médicos permitiría homogeneizar a unos y otros por su condición de enfermos. Así, en una entrevista que le hizo el director de la revista *España médica* en 1928, se decía lo siguiente : «La visita al moro es la que lleva a sentir por él mismo asco que sintiera por el rancho [del ejército]. ?Por qué? Valdés Lambea no nos contesta cuando le preguntamos si el enfermo es desagradecido en todas las latitudes»<sup>(132)</sup>.

En la misma línea, Valdés equiparaba en su libro *El dispensario indígena de Nador* (1913) situaciones vividas en España con las que se encontrada en el Rif. Por ejemplo, Valdés se felicitaba del número de vacunaciones antivariólicas conseguidas en su primer año en el Dispensario indígena de Nador, del que fue director entre 1910 y 1915. En su opinión, esta labor se veía realizada «si se piensa en las dificultades con que en los pueblos españoles y aún en Madrid tropiezan los médicos vacunadores al hacer la vacunación obligatoria y en los verdaderos conflictos que dicha vacunación algunas veces ha originado por las ruidosas y energicas protestas de los individuos más incultos [...]»<sup>(133)</sup>. Del mismo modo, Valdés señalaba cómo los rifeños acudían al dispensario en busca de quinina para el paludismo, «como hacen los habitantes de algunos pueblos españoles infectados por la malaria»<sup>(134)</sup>. Sobre las gastroenteritis infantiles, afirmaba que «dada la frecuencia que tienen [sic] en España la citada afección se puede deducir la que en el Riff [sic] tendrá»<sup>(135)</sup>. Incluso Valdés hacía alguna transposición literaria al describir las viviendas rifeñas como «hornos de palos y barro» que favorecían la aparición de la tuberculosis<sup>(136)</sup>.

(132) *Ibidem*.

(133) Valdés Lambea, José. *El dispensario indígena de Nador. Iª memoria anual. Labor realizada y contribución al estudio de la Patología del Rif. Estadística*. Melilla : Tipografía de La Gaceta ; 1913. p. 35.

(134) *Ibid.*, p. 41.

(135) *Ibid.*, p. 78.

(136) *Ibid.*, p. 55. Valdés mantuvo a lo largo de su vida una gran afición a la literatura y, por ello, se puede pensar que esta concisa descripción está inspirada en *Cañas y barro*, título de la novela sobre la vida en la Albufera de Valencia que el conocido escritor Vicente Blasco Ibáñez publicó en 1902.

Más allá de las circunstancias análogas de la práctica médica, también sucedía que la terminología y la retórica científicas que Valdés aplicaba a las enfermedades de los rifeños se correspondían con las que se empleaban por entonces para describir las patologías asociadas a la clase obrera y a la población rural en la península, así como a los propios soldados del ejército español a ambos lados del Estrecho. Así, Valdés afirmaba respecto al paludismo, una de las enfermedades más extendidas en el Rif, que actuaba «a la larga atacando la raza misma, y siendo [...] una de las causas primordiales de su aniquilamiento y destrucción»<sup>(137)</sup>. Para Valdés, «la sífilis, el paludismo y la viruela son tres azotes de este pueblo», que afectaban «profundamente la vitalidad y la energía de una raza determinada», una formulación que calcaba claramente la «triada degenerativa de la raza» (sífilis, tuberculosis, alcoholismo) que, según ciertos médicos, mermaba a la clase obrera peninsular y frenaba el desarrollo del país en general<sup>(138)</sup>. En su trabajo diario, Valdés veía «todos los días a los esmirriados hereditarios, a los raquíticos inverosímiles, presenciamos las bodas de paludismo y sífilis y las uniones de sífilis y blenorragia, genitores de toda suerte de engendros y así se adquiere la evidencia que es cuento la energía de esta raza [...]»<sup>(139)</sup>. Los rifeños eran «un pueblo degenerado» : en sus cuerpos podían descubrirse a través de la exploración los «estigmas» de múltiples enfermedades ; eran frecuentes en ellos las «perversiones sexuales» como la masturbación, «por hábito, por vicio y por la necesidad que impone un precoz despertar sexual»<sup>(140)</sup>. En conjunto,

*«hacinados en obscuras viviendas contagiando el enfermo al sano, el enfermo al enfermo, así se consumen en sus aduares las pobres mujeres enfermas de toda la vida, los viejos prematuros achacosos, los adultos destruidos por la fiebre, los niños raquílicos hereditarios [...]»*<sup>(141)</sup>.

Valdés, al igual que su colega Sebastián Lazo García, director del vecino dispensario de Zoco el Had de Beni Sicar, tenía como objetivo general el «estudio de la patología del Rif», lo que incluía no sólo la identificación de las múltiples enfermedades de la población, sino también la patologización de sus hábitos y costumbres. Por ejemplo, Valdés se refería al «corazón de té» como dolencia específica de los rifeños, causada por el consumo excesivo que de este «tóxico» se hacía en la región<sup>(142)</sup>. Del mismo modo, se señalaba la existencia de síndromes de

(137) *Ibid.*, p. 44.

(138) *Ibid.*, pp. 45, 46. Molero Mesa, Jorge. La tuberculosis como enfermedad social en los estudios epidemiológicos españoles anteriores a la Guerra Civil. *Dynamis*. 1989 ; 9:185 - 224 . Molero Mesa, Jorge. Dinero para la cruz de la vida ! Tuberculosis, beneficencia y clase obrera en el Madrid de la Restauración. *Historia social*. 2001 ; 39:31- 48.

(139) Valdés Lambea, nota 130, 317.

(140) *Ibid.*, pp. 308 - 9.

(141) *Ibid.*, p. 317.

(142) *Ibid.*, p. 307.

obstrucción intestinal «en la época de los higos chumbos [...] por el abuso de la citada fruta»<sup>(143)</sup>. La tuberculosis tenía una rápida evolución por «efecto de la escasa resistencia del enfermo, de la dietética irracional y de que el rifeño tuberculoso, al agravarse, se aparta del aire, y de la luz y se encierra en su casa [...]»<sup>(144)</sup>. La abundancia de traumatismos era debida al «género de vida de los moros, la facilidad que tiene la raza para dirimir las contiendas a golpes, y el hecho de que estos individuos, por la índole especial de sus trajes, lleven casi al aire sus cuerpos»<sup>(145)</sup>. En contraste, las afecciones neurológicas eran poco frecuentes, y así «el sistema nervioso de los moros, por estar sometidos a pocas causas de desgaste y fatigas, es muy resistente a la acción de la sífilis. Es sabido que el mayor contingente de neurópatas se encuentra entre los elementos intelectuales»<sup>(146)</sup>. De hecho, en su opinión, «los moros no se suicidan nunca»<sup>(147)</sup>.

Como hemos apuntado antes, esta estrategia de patologizar a los rifeños y a su estilo de vida no era un rasgo exclusivo de los médicos destinados en el Rif, sino que se aplicaba también en la península a obreros, campesinos, soldados y grupos marginales. No es extraño que el propio Lazo García afirmara que «la clientela rifeña ofrece al Médico el interesante estudio de enfermedades poco frecuentes en nuestro país y notables casos de otras que, siendo comunes en España, revisten en los indígenas formas variadísimas y raras en relación con su peculiar naturaleza y modos y medios de vivir»<sup>(148)</sup>. En definitiva, la diferencia entre la patología de ciertos sectores de la población española y marroquí y entre la actuación de los médicos en ambos casos era sólo cuantitativa. Como afirmaba Valdés a propósito de la vacunación : «tropezamos aquí con análogas dificultades a las encontradas en España cuando se vacuna gente ignorante, claro es que en grado mucho mayor»<sup>(149)</sup>. De todas formas, la comparación más cercana la proporcionaban los propios soldados del ejército español en Melilla. El Médico mayor Naranjo Moreno, que escribió una memoria inédita titulada *La campaña sanitaria de Melilla de 1909*, refería como sus colegas, con ocasión del brote de fiebre tifoidea que afectó a las fuerzas que participaron en aquella operación militar, no formularon «más que acusaciones para nuestro soldado, el cual, por su incuria y falta de aseo, era el principal causante de la epidemia»<sup>(150)</sup>. A pesar de que él mismo combatía con múltiples argumentos esa opinión, no podía por menos que «reconocer que la higiene individual está poco desarrollada y extendida en el soldado español» y que

(143) Valdés Lambea, 133, p. 79.

(144) *Ibid.*, p. 55.

(145) *Ibid.*, p. 59.

(146) *Ibid.*, pp. 49 - 50.

(147) *Ibid.*, p. 53.

(148) Lazo Gareía, Sebastián. La medicina militar española en el Rif. *Los progresos de la clínica*. 1913 ; 1:197.

(149) Valdés Lambea, n. 133, p. 36.

(150) D. Naranjo Moreno. *La campaña sanitaria de Melilla de 1909*. Memoria manuscrita inédita. Biblioteca del Archivo General Militar de Madrid. Ref. 586 - 910, p. 2.

esto se debía en parte a «las condiciones de clase y posición social a que pertenecen en su inmensa mayoría los individuos que vienen a constituir nuestro ejército»<sup>(151)</sup>.

Tanto las condiciones de la labor profesional de los médicos militares destinados en el Rif como la base institucional de su actuación explican la equiparación de los soldados españoles (y de civiles también) con la población rifeña en términos de enfermedad, ya que era corriente que un médico militar prestara al mismo tiempo o en momentos sucesivos asistencia médica-sanitaria a las tropas españolas, a la Policía indígena y Regulares, a los cabillos e incluso a civiles españoles. Valdés, por ejemplo, comenzó su trabajo en la Enfermería militar de Nador en 1910 asistiendo a oficiales y soldados españoles y a soldados rifeños. En dicha enfermería ya se empezó a prestar atención médica a cabillos, aunque sólo acudieran por entonces «seis o siete enfermos al mes», pero después se creó a partir de ella el dispensario y con ello aumentó mucho el número de pacientes que acudían de Mazuza, Beni Bu Ifrur y otras cabilas, incluidas mujeres<sup>(152)</sup>. Esto no impidió que el dispensario siguiera asistiendo «a las fuerzas de la Aduana marroquí, a las de la 2º Mía y a las del Tabor de Alhucemas», ni que Valdés fuera periódicamente enviado a prestar sus servicios en diversas posiciones del ejército en Tres Forcas, Tumiad Zaio, Atlaten, etc.<sup>(153)</sup>. Además, los dispensarios indígenas de la región, cuyo número pasó de cuatro en 1912 a nueve en 1921, fueron utilizados cada vez más por los colonos españoles que trabajaban en explotaciones agrícolas como las de la Compañía Española de Colonización y poblaban las nuevas villas de Nador, Monte Arruit o Zaio<sup>(154)</sup>. El ejemplo más extremo de toda esta situación lo proporcionaba el Hospital Central de Melilla que, según Lazo García, «sin reunir condiciones para nada de ello, es a un tiempo hospital civil, hospital militar, hospital indígena, manicomio, etc.»<sup>(155)</sup>.

En definitiva, Valdés sólo distinguía entre médicos y pacientes y su regreso a la península no le obligó a cambiar de perspectiva, de forma que la experiencia marroquí no le supuso nada particular salvo una mayor intensidad de los casos de enfermedad y una mayor precariedad de los medios técnicos. A finales de 1916, Valdés fue destinado a la enfermería de la Fábrica de Armas de Trubia (Oviedo), una instalación especializada en la producción de cañones y otro material bélico pesado cuya creación se remontaba a 1794. Dicha fábrica empleaba por entonces a centenares de obreros en una región como Asturias especialmente activa en el ámbito revolucionario, algo que Valdés debió comprobar *in situ* en 1917<sup>(156)</sup>. Valdés

(151) *Ibid.*, p. 43.

(152) *Cuerpo de Sanidad militar. Hoja de servicios de D. José Valdés Lambea*. AGMS, Sección GU, B-41 ; Valdés Lambea, n. 133, pp. 9 - 10.

(153) *Ibid.*, p. 19.

(154) Sobre esta cuestión, ver Martínez Anthonio, n. 6.

(155) Lazo García, n. 148, p. 238.

(156) *Cuerpo de Sanidad militar. Hoja de servicios de D. José Valdés Lambea*. AGMS, Sección GU, B-41 ; Más detalles sobre Trubia en : Mortera Pérez, Artemio. *La fábrica de Trubia. Dos siglos de tecnología artillera*. Gijón : Fundación Alvaro González ; 2005.

permaneció en Trubia hasta 1928 y fue allí donde comenzó a especializarse en tuberculosis a través del trabajo clínico con su amplia muestra de pacientes y de la experimentación con cobayas en el laboratorio de la enfermería y en el suyo particular. En este periodo, publicó activamente sobre el tema en las principales revistas médicas españolas (*El Siglo médico*, *La medicina ibera*, *Los progresos de la clínica*, *España médica*, *Revista de Higiene y Tuberculosis*), escribió monografías como *Estudios sobre tuberculosis* (1926), que mereció el elogio de especialistas como el doctor Verdes Montenegro, y presentó su tesis doctoral en Madrid bajo el título *Estudios sobre el metabolismo de los tuberculosos. Investigaciones urológicas*.

En 1928, Valdés pidió el traslado al Hospital militar de Carabanchel, donde estableció una clínica de Fimatología que dirigió hasta el inicio de la Guerra Civil, y donde puso en marcha un curso de especialización para médicos militares<sup>(157)</sup>. Desde ese puesto central en la lucha antituberculosa en el ejército y en la formación de tisiólogos militares, consolidó su dominio de la especialidad, algo que se reflejó en la publicación de nuevas monografías (*Estudios de Fimatología ; Tuberculosis. Contagio, herencia y constitución*). Pero también participó activamente en la lucha antituberculosa civil a través de periódicas conferencias en universidades y en instituciones como la Escuela Nacional de Puericultura, de sus contactos con tisiólogos civiles como Julio Blanco, Pedro Zarco Bohórquez y el citado José Verdes Montenegro o de la fundación de la *Revista española de tuberculosis* (1930)<sup>(158)</sup>. La Guerra Civil le sorprendió en Madrid y, dado que el Hospital de Carabanchel quedó inutilizado por estar en la misma línea de frente, fue trasladado al hospital montado en el Hotel Palace. Posteriormente, fue nombrado director del Hospital militar Barceló, donde prestó sus servicios durante el resto de la contienda, aunque al mismo tiempo actuaba supuestamente como informante del S.I.P.M. (Servicio de Información Político-Militar del bando franquista) y miembro clandestino de Falange. Unos «méritos» que no impidieron, sin embargo, que se le abriera un expediente de depuración y que fuera retirado anticipadamente de la Sanidad militar en 1940<sup>(159)</sup>. En conjunto, la trayectoria de Valdés muestra cómo un sector de médicos de la Sanidad militar española de la época pasó sin sobresaltos de desplegar las luchas sanitarias en el Rif a liderar las mismas campañas dirigidas a los soldados y obreros peninsulares. Del mismo modo, y no por casualidad, un sector del ejército pasaría de combatir las revueltas armadas de los cabilenos del Rif a luchar contra los levantamientos obreros y finalmente contra los soldados del ejército y de las milicias del bando republicano.

La segunda diferencia entre la visión de Triviño y la de Valdés fue el carácter personalista o elitista de ésta última. Ya dijimos en su momento que Triviño había

(157) *Cuerpo de Sanidad militar. Hoja de servicios de D. José Valdés Lambea*. AGMS. Sección GU. B-41.

(158) *Ibidem*.

(159) *Ibidem*.

reducido España a su parte sur y Marruecos, a su zona norte, lo que dio a su proyecto hispano-marroquí un alcance minoritario en ambos países. Sin embargo, para Valdés, la unión hispano-marroquí fue aún más minoritaria, puesto que se encarnaba ya solamente en un contado grupo de personas (la gran mayoría españoles y algún que otro rifeño) cuyo proyecto era ajeno a la casi totalidad de las sociedades de ambos países y, de hecho, se construía por oposición a ellas. En su campo concreto de actividad, la medicina científica permitía una homogeneización del espacio sanitario desde los Pirineos al Rif, pero lo hacía a través de una contracción drástica del grupo que protagonizaba dicho proceso de homogeneización y de una ampliación desmesurada de aquellos que eran «patologizados». Tanto en la península como en el Rif, la acción médico-sanitaria debía ser, por tanto, la labor personal de una élite de facultativos frente a una multitud equiparada sin distinciones esenciales en su ignorancia y en su oposición. De esta forma, Valdés podía agrandar su trabajo individual al afirmar que

*«el destino de médico de moros lo hace el hombre. La clientela no la hace el Consultorio sino el médico. Su labor es puramente personal y por esto debe procurarse que la permanencia del médico en los Dispensarios indígenas sea lo más prolongada posible. Con ello ganará muchísimo la acción que el país nos ha encomendado»<sup>(160)</sup>.*

Esta personalización otorgaba a su trabajo tintes épicos ya que «como patriota» le proporcionaba el «entusiasmo de conquistar en esta tierra de odios, amores para España» y «como apóstol» le obligaba a «educar y enseñar a estas gentes los medios que la Ciencia nos da para conservar la vida»<sup>(161)</sup>. En un principio, la falta de formación obligaba a contar con rifeños en funciones de auxiliares e intérpretes que permitieran el acceso a la población local y la comunicación con los enfermos. No obstante, Valdés subrayaba «la necesidad [para los médicos] de conocer el árabe y la conveniencia de saber el dialecto de la región»<sup>(162)</sup>. De hecho, él mismo preparó un *Vocabulario médico español-árabe-rifeño* que debía servir de utilidad a los médicos de los dispensarios<sup>(163)</sup>. El conocimiento del idioma era necesario porque, en su opinión.

*«un intérprete (y menos aún un intérprete de escasa cultura) no puede nunca servir al médico en su íntimo trato con enfermos. El ridículo y paradójico pudor del rifeño lo impide ; la naturaleza del cargo lo repugna ; lo que de sacerdotal tiene a profesión se opone a ello. Respeto de mujeres la mediación del intérprete no se concibe»<sup>(164)</sup>.*

(160) Valdés Lambea, n. 133, p. 95.

(161) *Ibid.*, p. 8.

(162) *Ibid.*, p. 94.

(163) Lazo García, n. 148, p. 247.

(164) Valdés Lambea, n. 133, pp. 94 - 5.

En suma, los «médicos de moros», desde las islas de sus consultorios y sin ayuda, debían desempeñar su labor en medio de una población por lo general hostil o cuando menos refractaria a su labor. Pero, en realidad, esta imagen se podía trasponer perfectamente a los médicos de las enfermerías de los regimientos y unidades militares que, tanto en la península como en África, debían hacer frente a la falta de hábitos higiénicos y a la ignorancia de los soldados, extraídos de las capas más modestas de la sociedad (aquellas que no podían pagar una redención a metálico para evitar el servicio militar). Y también a los médicos de los dispensarios encalvados en los barrios obreros de las ciudades o en las comarcas rurales del país. De ahí que la descripción que Valdés hacía de la misión «civilizadora» y de «atracción» de los dispensarios del Rif pudiera aplicarse tal cual a los dos otros escenarios. En su opinión, los dispensarios tenían una función de atracción porque «ningún beneficio es tan evidente para un hombre inculto y primitivo como el beneficio que supone el alivio de los propios males»<sup>(165)</sup>. Además, servían «como elemento civilizador, enseñando a los moros lo que puede la Ciencia de curar, instruyéndoles en materias de higiene, reeducándoles poco a poco y demostrándoles a cada paso sus errores y falsos juicios por lo que se refiere a achaques de enfermar y morir»<sup>(166)</sup>. Cabilenos, askaris, obreros o soldados, a todos debían «civilizar» los médicos a través de la medicina y la higiene científicas.

De alguna forma, esta idea elitista reflejaba la particular actuación de las autoridades militares en la región de Melilla. Desde el general Margallo en 1893 al general Silvestre en 1921, la característica de los mandos del ejército en dicha región fue tanto la iniciativa autónoma frente a las directrices peninsulares, como la falta de respeto por la soberanía del Sultán<sup>(167)</sup>. En la misma línea de las actuaciones francesas desde el Oranesado, incluida la del futuro Residente General francés en Marruecos, el entonces general Hubert Lyautey, entre 1903 y 1910, los diversos jefes militares de Melilla se arrogaron cada vez más una iniciativa personal que pretendía tanto solucionar la incapacidad del Majzén para garantizar el orden en las cabilas vecinas, como remediar la indecisión del gobierno y del ejército español a la hora de intervenir en Marruecos<sup>(168)</sup>. Esto se tradujo en el hecho particular de que

(165) *Ibid.*, p. 20.

(166) *Ibidem*.

(167) Diversas perspectivas sobre esta cuestión aparecen en Madariaga, M. Rosa de. *España y el Rif. Crónica de una historia casi olvidada*. Melilla : Ciudad Autónoma de Melilla-UNED ; 1999 ; Pando, Juan. *Historia secreta de Anual*. Madrid : Temas de Hoy ; 1999 ; Pennell, Charles Richard. *La Guerra del Rif. Abdelkrim El Jattabi y su Estado rifeño*. Melilla : UNED ; 2001 ; Villalobos, Federico. *El sueño colonial. Las guerras de España en Marruecos*. Barcelona : Ariel ; 2004 ; Madariaga, M. Rosa de. En *el Barranco del Lobo. Las guerras de Marruecos*. Madrid: Alianza Editorial ; 2005 ; Nerín, Gustau. *La guerra que vino de África*. Barcelona : Crítica ; 2005.

(168) Sobre la actuación de Lyautey en el Oranesado ver, Hoisington, William A. Jr. *Lyautey and the French Conquest of Morocco*. New York : St Martin's Press ; 1995 ; Geshovich, Moshe. *French Military Rule in Morocco. Colonialism and its Consequences*. London : Frank Cass ; 2000.

toda la organización de «asuntos indígenas» que comenzó a desplegarse el Rif oriental desde 1908 estuviera al margen de los distintos tratados internacionales y fuera, en la práctica, una mera extensión del entramado militar de Melilla. La Subinspección de Tropas y Asuntos indígenas, de la que dependían los Tabores de Policía indígena, las unidades de Fuerzas Regulares indígenas o los propios dispensarios, era parte integrante de la Comandancia General de Melilla y continuó siéndolo hasta 1921 a pesar de los intentos del general Dámaso Berenguer por extender a la región la autoridad de la Alta Comisaría y del Majzén Jalifiano de Tetuán. Pero también dio lugar a que los jefes militares controlaran *de facto* todas las instituciones civiles de Melilla y de las plazas menores<sup>(169)</sup>. Con ello, los Comandantes Generales concentraban todo el poder civil y militar sobre españoles y rifeños sin gran distinción.

Para finalizar, nos referiremos a la tercera diferencia que existía entre las visiones de Triviño y Valdés. Triviño otorgaba cierto protagonismo a los marroquíes en sus proyectos sanitarios, ciertas concesiones y ciertas responsabilidades que hacían que la imposición de una visión española no fuera demasiado unilateral. Sin embargo, para Valdés, como acabamos de ver, la posibilidad de que los rifeños participaran en la labor de los médicos españoles y de que se respetaran de alguna forma sus usos y costumbres en la curación de enfermedades y en la organización sanitaria, era mínima. Valdés no se planteó en ningún momento formar practicantes marroquíes, como sugirió Triviño en 1912. Tampoco concibió que el tratamiento de los pacientes pudiese hacerse sino aplicando los métodos científicos. En este sentido, Valdés presentaba en su libro *El dispensario de Nador* numerosos casos de enfermedad en los que persuadía con argumentos de todo tipo a sus pacientes para que le dejaran actuar libremente, según sus criterios técnicos, o en los que no accedía a visitarles hasta que se le garantizaba esta condición. Y por ello criticaba también a los «médicos rifeños», en especial a los santones o morabos, que, en su opinión, eran «el enemigo más temible contra el que, hoy por hoy, hemos de luchar los médicos de indígenas»<sup>(170)</sup>.

Este autoritarismo de Valdés enfrentaba a los pacientes ante el dilema sin posible compromiso de su conversión o no conversión a los procedimientos científicos de la medicina moderna. La renuncia, que indicaba la voluntad extrema de los rifeños de mantener sus tradiciones culturales, sus creencias religiosas, su organización política, sus necesidades sociales y económicas o su resistencia armada, daba pie a Valdés a reflexionar sobre «el estoicismo con que esta gente sabe soportar sus dolores» y sobre la sorprendente e inexplicable «curación natural» que enfermedades como la viruela o la sarna tenían en la zona<sup>(171)</sup>. La conversión, por su

(169) Martínez Antonio, n. 6.

(170) Valdés Lambea, José. Estado de la medicina en el Rif. El rifeño en funciones de médico. *España médica*. 1914 : 124:15.

(171) Valdés Lambea, n. 133, pp. 53, 66?

parte, permitía a Valdés incluir el relato de algunos casos de curación en sus trabajos como ejemplo de éxito en la civilización de la conducta de los rifeños, que iba acompañada lógicamente de una aceptación de la presencia española. Como ejemplo representativo, Valdés incluyó al comienzo de su libre *El dispensario de Nador* el testimonio de un rifeño herido en la campaña de 1909. Este rifeño le había dicho : «Yo maté muchos españoles en la guerra. Un español me hirió. Ahora tú me curas y no me tratas como un perro. Dios te bendiga y te conceda la salud. España es buena. Nosotros somos malos»<sup>172</sup>. En general, la resistencia a acudir al dispensario se mantuvo largo tiempo, debido entre otras cosas, al citado dilema. Por ello, la acción médico-sanitaria aspiraba para Valdés más al control de la población que a conseguir mejorar su salud. En sus propias palabras :

«nuestra acción médica ha, por fuerza, de marchar a nivel de la acción política que nos hemos trazado. La conquista de un individuo, como la conquista de un país, la completa conquista del alma de un pueblo, no pueden realizarse hasta tanto no se conozcan bien. Conocer es siempre dominar y dominaremos tanto mejor cuanto más hayamos profundizado en el conocimiento total de la raza, en su psicología, en sus padecimientos, en todas sus manifestaciones»<sup>173</sup>.

## 5. CONCLUSIÓN

Independientemente de la fortuna posterior de las visiones, los proyectos y los discursos de Triviño y Valdés, lo más significativo es que, en su conjunto, reflejaron la atomización y la bifurcación que la mirada española sobre Marruecos había experimentado después de los tiempos de Ovilo. De las tres perspectivas, la que parece constituir un precedente más directo de la retórica de la «hermandad hispano-marroquí» es la de Triviño, por lo que tenía de proyecto de regreso a una «historia común, desviada de su trayectoria necesaria por una especie de fatalidad racial», siguiendo la expresión de Andrée Bachoud<sup>174</sup>. No obstante, cabría pensar que los enfoques elaborados desde Tánger y Melilla (también desde Larache, aunque no hayamos podido presentarlo en este trabajo) a principios del siglo XX persistieron en el tiempo, con diferente peso, y que habría que considerar la «hermandad» como un paraguas aparentemente homogéneo que ocultaba en realidad un conglomerado de actitudes y prácticas diversas. De esta forma, el Protectorado español aparecería como una realidad extremadamente compleja, no unívoca, a lo que habría que añadir su carácter de espacio en el que se forjó un proyecto no sólo unilateral para la población marroquí, como se suele considerar,

(172) *Ibid.*, p. 6.

(173) *Ibid.*, p. 94.

(174) Bacchoud, Andrée. *Los españoles ante las campañas de Marruecos*. Madrid : Espasa-Calpe : 1988. pp. 330 - 1.

sino también para la España peninsular. Un proyecto transversal que sólo reflejaba la visión de sectores minoritarios de las sociedades marroquí y española, pero que terminaría marginando autoritariamente otros enfoques alternativos de las relaciones entre ambos países y de las identidades de ambos pueblos.

Las perspectivas de los médicos que hemos analizado en este trabajo sólo representan posturas «oficiales» sobre las relaciones hispano-marroquíes de la época, por lo que la imagen de conjunto aún se podría precisar más con discursos «abandonistas», anticoloniales o de otro tipo. Del mismo modo, Marruecos, a pesar de su posición de creciente debilidad, estuvo lejos de ser un espectador pasivo de su devenir histórico y los enfoques de sus diversos actores sobre las relaciones con España y con otros países europeos tuvieron una influencia significativa en la realidad de los Protectorados español y francés y de la zona internacional de Tánger hasta más allá de la fecha clave de 1912. En cualquier caso, nuestro objetivo se ha limitado conscientemente al estudio de la parte española y, en concreto, de las ideas y actuaciones de los médicos como representativas de las relaciones de conjunto entre ambas orillas del Estrecho de Gibraltar. En la era culminante de los grandes imperios y del reparto de África y Asia, de la medicina tropical y la ciencia colonia, el recorrido por la vida y la obra del Dr. Ovilo y, sobre todo, de los Dres. Triviño y Valdés no puede parecer más alejado del exotismo. De «viaje a ninguna parte» hemos calificado su experiencia marroquí no sólo porque ésta terminara siendo, de una u otra forma, una versión ligeramente distorsionada de su propia realidad española, sino porque el resultado de sus iniciativas y proyectos, como de los de España en general, no sirvió para superar la división interna y la dependencia respecto a otros países que había acentuado en la sociedad peninsular el desastre del 98.

## ملخص

كان الأطباء الأوروبيون في بداية القرن 19 وبداية 20 رواد التسرب إلى أعماق المجتمع المغربي وتمهيد السبل للاستعمار والسيطرة. ويعرض البحث أعلاه إلى ثلاثة نماذج إسبانية من هؤلاء الأطباء أسهموا في الكتابة عما وقفوا عليه في المغرب، على اختلاف بينهم في المنطقات والهواجس وفارق السنين. فكتابات فلبيي أوبيولو Canales Felipe Ovilo Francisco Trivino Valdivia وكتابات فرانسيسكو تريفيينو بالديبيا مغرب ما قبل الحماية بينما كان النموذج الثالث خوسي بالديس لامبيا José Valdés Lambea طبيبا رسميا في مستوصف الناظور بعد فرض الحماية. ولذلك انطلق أوبيلو مما كان ينطلق منه الأفرقانيون الإسبان في زمانه عن الأخوة المغربية الإسبانية ليطالب بحقيقة إسبانيا في الأخذ بيد المغرب ومساعدته على تحديد الانبعاث (Regeneracion). وانطلق تريفيينو من ضرورة تجديد وحدة ضفتى المضيق تحت الرأية الإسبانية بناء على السوابق وبناء على مصلحة إسبانيا في اجتناب التطويق الفرنسي من جهة الجنوب فضلا عن التطويق البحري الإنجليزي من جهة جبل طارق. أما الطبيب لامبيا فإنه أبى إلا أن يقف عند أعماله الطيبة في أحواز مليلة والناظور مشيرا إلى الأمراض التي كانت تفتكر بالسكان في الغالب وجاعلا من ممارسة مهنته أداة لإثبات السلطة الاستعمارية الإسبانية، علما مع ذلك بأن هؤلاء الأطباء كانوا على بينة من أن الفوارق بين الشعبين الإسباني والمغربي لم تكن لتسمح لهم بأن ينظروا إلى المغاربة نظرة ازدراء وتعالي لأن كثيراً مما كانوا يتقدوه من العيوب جنوب المضيق كان متفتشا ملماسا في العدوة الشمالية منه، ولذلك كانت رحلتهم إلى المغرب «كلا رحلة» في نظر صاحب البحث.

## ABSTRACT

In the beginning of the 19<sup>th</sup> century and till the beginning of the twentieth century, European doctors led the infiltration into the depth of the Moroccan society and the preparation for colonization. This article deals with three Spanish types of such doctors who wrote about their various experiences in Morocco in ways that reflected their different perspectives and the different temporal contexts.



## LES SAINTS A L'EPREUVE DU POUVOIR : HISTOIRE D'UNE SAINTETE ET ANTHROPOLOGIE D'UNE CULTURE

JILLALI EL ADNANI  
Université Mohammed V, Rabat(\*)

Dans le contexte de l'engouement actuel pour l'étude des diverses formes de religiosité, le but de notre étude est de tenter de comprendre l'évolution d'un processus social et religieux à partir d'un cas précis : la personne et la sainteté de 'Ali ben Ahmed al-Ilighī (1851-1910). Ce travail est aussi une occasion pour relancer les débats théoriques qui ont alimenté la discussion autour des mutations socio-politiques au sein d'une région (le Sud ouest marocain) déjà étudiée par Robert Montagne, Paul Pascon, Abdellah Laroui, Mohamed Ennaji, Abdellah Hammoudi, Mohamed Tozy, Abderrahman Lakhssassi, Mohamed Alahyane et tout récemment par certains anthropologues américains<sup>(1)</sup>.

Nous nous appuierons en grande partie sur un fonds documentaire imprimé, dont l'œuvre de Mokhtar Soussi et la monographie d'Alfred Le Chatelier ou encore celle de Jean Chaumel, constituent l'essentiel<sup>(2)</sup>. L'accent sera mis sur le caractère ambigu de l'œuvre et de la personne de 'Ali ben Ahmed al-Ilighī et sur les divers rôles qu'il a joués sur le plan social, politique et religieux. En effet, le saint tout en menant son

(\*) Je remercie M.M A. Sebti, H. Ferhat, B. Boutaleb et A. Hammoudi pour la lecture de ce texte. Une pensée toute particulière à M. J.-C Garcin et M. Naciri qui ont contribué à sa mise en forme et qui l'ont surtout nourri par leurs remarques et suggestions.

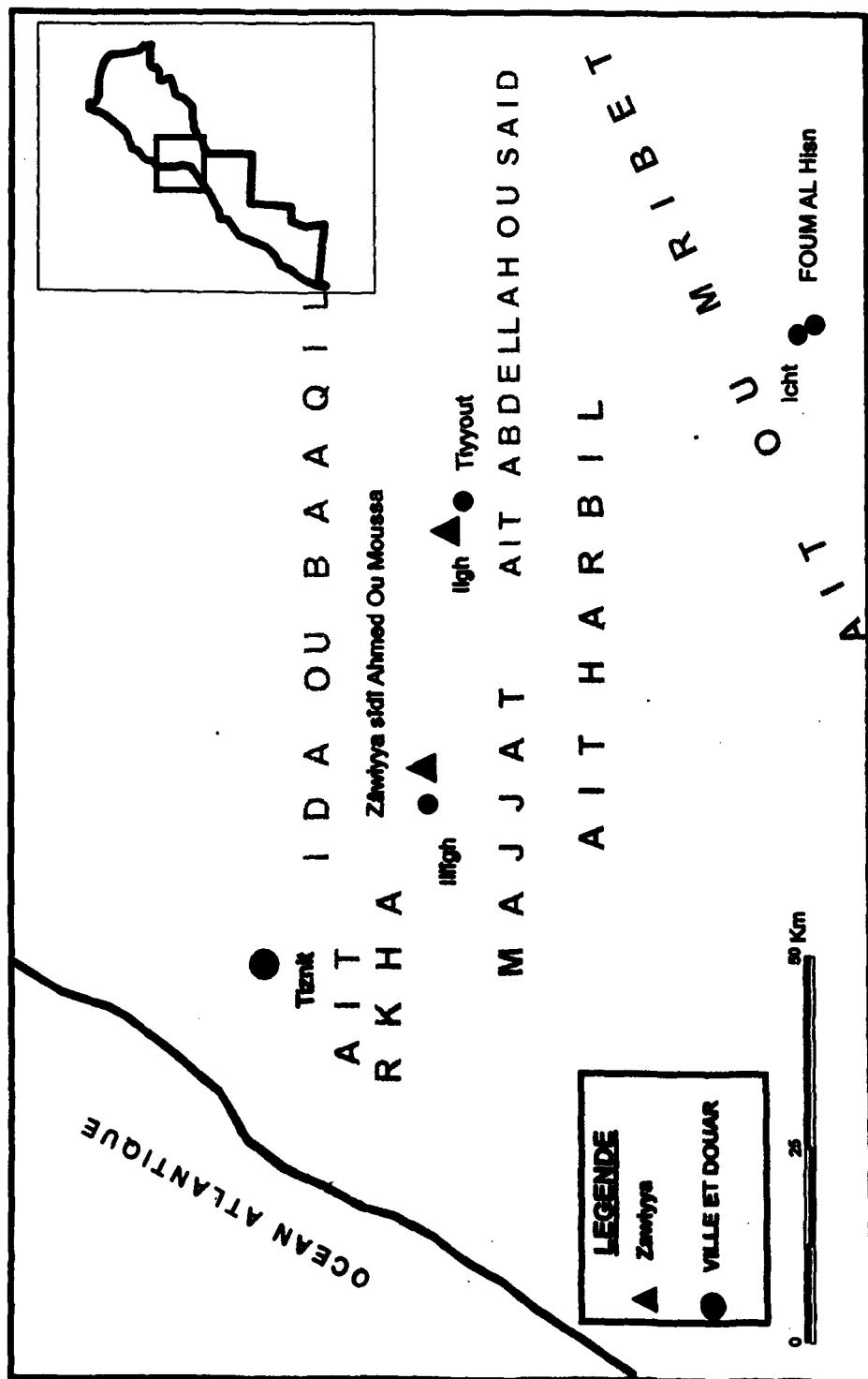
(1) R. Montagne, *Les berbères et le Makhzen dans le sud marocain*, Paris, éds Félix Alcan, 1930. P. Pascon et M. Ennaji, *Le makhzen et le Sous al-Aqsa*, Paris, CNRS, Rabat, éds Toubkal, 1988, 248p. A. Lakhssassi et M. Tozy, «Segmentarité et théorie des leffs : Tahuggat/Taguzult dans le sud-ouest marocain», *Hespérис-Tamuda*, Vol. XXXVIII, fasc. Unique, 2000, pp. 183-214. A. Hammoudi, Aspects de la mobilisation populaire à la campagne vus à travers la biographie d'un mahdi mort en 1919, pp. 47-55, In E. Geillner et J. C. Vatin (éds), Paris, 1981. R. Montagne, «La formation du pouvoir des caïds de Tagontaf», *Mémorial H. Bassat*, Publications de l'IHEM, XVII, éds Geuthner, Paris, 1928, t. II, pp. 169-184. A. Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)*, éds F. Maspero, Paris, 1980. M. Alahyane, Tribu et Leff en Anti-Atlas Occidental, *Cahiers du Centre J. Berque*, N°3, 2005, pp. 109-115. K. Dwyer, *Moroccan Dialogues : Anthropology in question*, The John Hopkins University Press, Baltimore, 1983.

(2) A. Le Chatelier, *Tribus du sud-ouest marocain*, Paris, éds E. Leroux, 1891, 89p. J. Chaumel, Histoire d'une tribu maraboutique de l'Anti-Atlas : Les Aït 'Abdellah Ou Sa'id, *Hespérис*, 1952, pp. 197-212.

entreprise religieuse a su manipuler les alliances, les *leffs*<sup>(3)</sup>, les caïds et même ses protecteurs parmi les chefs tribaux. On tentera de montrer dans ce travail comment un lignage, celui du saint, dominé et «féminisé» socialement, a pu constituer une force spirituelle et politique. Cette force a été la résultante de mutations locales, mais surtout d'une conjoncture marquée par la montée en puissance du pouvoir caïdal, et par le flux et le reflux du pouvoir central. On verra combien la trajectoire d'al-Ilighī montre le rapport existant entre le pouvoir politique et la formation d'un charisme.

'Ali ben Ahmed al-Ilighī a fondé sa zāwiyya en 1884 à Illigh (à ne pas confondre avec Ilgh on y reviendra) dans le sud-ouest marocain, et il a désigné pour continuer sa mission, son fils Mohammed al-Khalifa. Ce dernier, au lieu de préserver l'œuvre du père, s'est intéressé au pouvoir politique et sa consécration n'a pas tardé puisqu'il a été nommé caïd puis gouverneur à l'époque coloniale. C'est à cette époque que le charisme et la zāwiyya du père ont connu le début de leur déclin. Les souvenirs et les dires du saint fondateur auraient disparu sans l'entreprise d'un autre fils, Mokhtar Soussi (1900-1963), qui a pu les sauvegarder par son œuvre monumentale. Mokhtar Soussi qui a transformé la zāwiyya<sup>(4)</sup> de son père, à Marrakech, en école véhiculant les idées réformistes depuis son installation dans cette ville en 1929, est devenu Ministre des Habous puis Ministre du Trône après l'indépendance. On verra que dans cet espace géographique, la région du Sous, qui a engendré le premier pouvoir des sharifs saâdiens au XVI<sup>e</sup> siècle, la sainteté d'al-Ilighī qui a presque surclassé toute prétention sharifienne, est loin d'être fondée sur une affirmation d'autorité, comme a essayé de le montrer Abdellah Hammoudi<sup>(5)</sup>. Ce n'est pas la soumission des disciples au saint, mais celle du saint et de sa tribu aux tribus voisines, que nous serons amené à étudier. On verra combien est importante la prise en considération des mutations de la structure sociale et de leurs conséquences sur les formes du charisme.

- 
- (3) Il s'agit de deux leffs qui se partagent les tribus du sud marocain. Le leff *taguzzult* est celui des originaires issus de la tribu Jazūla installée dans la région depuis les Almoravides : quant à celui de *tahuggat*, il est celui de certaines tribus sanhajas, Zénètes et des arabes. Il est souvent associé au leff des étrangers et envahisseurs. Certaines tribus qui forment les deux leffs ont changé de camp et on voit des tribus *taguzzult* devenus *tahuggat* et vice versa. On peut même parler de l'existence des deux leffs au sein d'une même tribu.
- (4) La zāwiyya se trouve dans le quartier Rmila en face de la mosquée de Bab Doukkala. Il est à signaler que cette zāwiyya dargawiyya qui sera un des premiers noyaux du mouvement national contraste avec la zāwiyya nassiriyia à Fès qui sera à son tour transformée en école et abritera les premières réunions des nationalistes marocains. Les deux zāwiyyas seront fermées par les autorités coloniales. Voir M. Soussi, *Illigh kadiman wa hadtan*, Imprimerie royale, 1966, voir biographie de l'auteur.
- (5) A. Hammoudi, *Maitres et disciples. Genèse et fondements des pouvoirs autoritaires dans les sociétés arabes. Essai d'anthropologie politique*, Paris, Maisonneuve et Larose, Rabat, éds Toubkal, 2001, 277p. La thèse principale de cet ouvrage est l'explication de l'autoritarisme politique par le biais de la relation entre maître et disciple, un schème hérité des confréries soufies.

TRIBUS ET ZÂWIYYAS DANS LE SOUSS AU XIX<sup>e</sup> SIECLE

## POUVOIR, ECRITURE ET HAGIOGRAPHIE

La collecte des écrits et dires hagiographiques de 'Ali al-Ilighi par Mokhtar Soussi, montre la volonté de sauvegarder la sainteté du père par le biais de la mise en scène de ses prodiges. Les souvenirs des pérégrinations et les récits relatifs à la vie du père ont été enregistrés au cours des voyages et déplacements du fils, comme s'il s'était donné pour but de moissonner ce que le père avait semé. Ces écrits livrent à la fois des témoignages indirects sur la formation d'un charisme et, plus encore, des témoignages directs sur le reflux et la disparition de la sainteté et des zāwiyyas fondées du vivant du saint. Ces témoignages ont été réunis à *Ilgh*<sup>(6)</sup> où Mokhtar Soussi avait été exilé (par les autorités coloniales entre 1937 et 1945), à un moment où la zāwiyya de son père commençait à donner des signes de déclin.

La première des préoccupations de Mokhtar Soussi a été de défendre la position de son père lorsque 'Ali ben Ahmed al-Ilighi succéda à son shaykh Sa'id al-Ma'darī (m. 1882)<sup>(7)</sup>. Cette succession fut un sujet de controverse et de conflit avec son concurrent al-Hassan at-Tamudizti. Le recours aux témoignages des disciples encore vivants s'est avéré crucial. Ainsi le père aurait reçu l'autorisation «spéciale et générale «de son maître alors que at-Tamudizti (m. 1898) n'avait que l'autorisation «spéciale». Le résultat, selon Mokhtar Soussi, a été que son père a propagé la Voie parmi les jeunes, les caïds et les chefs tribaux alors que la zāwiyya de at-Tamudizti, qui s'est contenté d'éduquer les vieux disciples, s'est éteinte après la mort de son shaykh<sup>(8)</sup>.

Un grand silence dans l'œuvre de Soussi recouvre le pouvoir politique de son frère Mohammed al-Khalifa, devenu caïd et gouverneur au temps de l'administration coloniale. Mohammed al-Khalifa, héritier de la fonction et de la position de son père, a manqué à sa tâche principale, celle d'assurer la succession spirituelle, ce qui a précipité l'éclipse de la sainteté du fondateur. Mokhtar Soussi parle de «la gloire qu'on lui a reconnue, et qu'il a héritée de notre père, qui consistait en l'éducation des gens et la prise en main des disciples afin que ces derniers restent fidèles aux zāwiyyas (qui ont essaimé ailleurs)... ; il a perdu tout

(6) A ne pas confondre avec *Illigh* objet de plusieurs recherches menées notamment par P. Pascon et plusieurs chercheurs marocains. *Ilgh* est associée à la zāwiyya darqāwiyya (XIX<sup>e</sup> siècle) alors qu'*Illigh* est rattachée à la zāwiyya semlaliyya de Sidi Ahmed Ou Moussa (XVI<sup>e</sup> siècle). Plusieurs chercheurs ont confondu *Illigh* et *Ilgh*. C'est le cas de A. Hammoudi qui traitant du mouvement d'un mahdi du début du XX<sup>e</sup> siècle le rattache à la zāwiyya d'*Illigh* au lieu d'*Ilgh* et parle de la fondation de la zāwiyya qui inquiète le pouvoir central au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Or cette zāwiyya n'a vu le jour que vers 1884 et elle a été un appui pour le Makhzen. Il dit : «Bientôt le jeune M'barek (le mahdi touziniñ) est attiré par la congrégation d'*Illigh*, dont le renouveau dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle inquiète le pouvoir central». Voir A. Hammoudi, Aspects de la mobilisation populaire à la campagne vus à travers la biographie d'un mahdi mort en 1919, pp. 47-55. In E. Gellner et J. C. Vatin (éds), Paris, 1981.

(7) M. Souss, *Ma'sūl*, t. 2, pp. 114-118.

(8) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), Imprimerie Mahdia, 1963, t. 3, p. 69.

*cela lorsqu'il s'est intéressé (à la vie politique), aux chefs de tribus qui étaient souvent en conflit ; ainsi il a dévié de la voie du père qui s'est toujours tenu éloigné de ces milieux (politiques)... ; en 1339H/1920, Mokhtar Soussi a effectué une tournée vers Mogador et Marrakech où il a rencontré certains disciples d'al-Ilghī, et il a constaté que les liens s'étaient désagrégés»<sup>(9)</sup>.*

Les pérégrinations de Mokhtar Soussi sont à comparer avec les efforts du colonel Justinard qui lui aussi collectait les œuvres et les traditions de la culture berbère. N'y aurait-il pas là matière à cerner les contours d'une bataille cachée entre le dominant et le dominé ? L'abondante littérature réunie par les écrits de Mokhtar Soussi reflète le mal que se donnait son père 'Ali al-Ilghī, au cours de ses pérégrinations, pour mettre la foi et l'honneur sur les mêmes rails. Les textes réunis montrent comment les pérégrinations étaient de vraies «campagnes politiques»<sup>(10)</sup>. Le saint suivi par des disciples chantait des prières sur l'unicité de Dieu avec «une mélodie pénétrante qui attirait la population du village, et lui faisait suivre le shaykh en direction de la mosquée, lieu de la réunion..»<sup>(11)</sup> écrit Mokhtar Soussi qui rappelle que cette façon de procéder était également celle des adeptes de la Nassiriyya. Et on pourrait émettre l'hypothèse que dans la rédaction de l'histoire d'*Ilgh* (qui a donné *al-Ilghiyyāt* en 3 tomes) se reflète cette concurrence entre les deux confréries<sup>(12)</sup>. Mokhtar Soussi parle ainsi du souhait de son frère Ahmed de voir rédiger un livre comparable à celui sur Timgdicht (fief de la Nāṣiriyya). Mokhtar Soussi reconnaît que son frère avait beaucoup d'informations sur la vie des caïds<sup>(13)</sup> ; son frère s'étonnait qu'en dépit du fait que Mokhtar Soussi avait une faible mémoire, il avait réussi à rassembler autant d'informations et écrire autant de livres<sup>(14)</sup>. Il faut dire aussi que la rédaction de «*Tahliyyat aṭ-Turūs*» par le tijānī 'Ali as-Sugrātī pour faire

(9) M. Souss, Ma'sūl, t. 2, p. 242.

(10) M. Soussi parle des pérégrinations et des visites rendues par plusieurs groupes de disciples d'une manière autonome. Voir, *De la bouche des hommes* (en arabe), Imprimerie Mahdia, 1963, t. 1, p. 14.

(11) M. Soussi, Ma'sūl, t. 1, p. 259. Il faut dire à quel point le schéma suivant reflète l'implantation de la confrérie et des chaînes de transmission relatives au soufisme. L'historien Ahmed Taoufik a estimé, en s'appuyant sur al- Ma'sūl, que les shayhs des maîtres d'*Ilgh* étaient auparavant au nombre de 20 en soufisme et 43 pour les autres sciences alors que à la suite de l'implantation des confréries les disciples des maîtres d'*Ilgh* étaient au nombre de 92 pour les autres sciences et 125 pour le soufisme. Il est à signaler que le nombre des caïds et chefs politiques parmi les amis des maîtres d'*Ilgh* étaient équivalents à celui des savants et des soufis. Voir A. Taoufik, *L'histoire dans le temps mielleux ou M. Soussi de la grammaire à l'histoire* (en arabe), In In al-Mukhtār Soussi, la mémoire retrouvée (en arabe), *Actes du Colloque de l'Université Ibn Zohr, Agadir* publié avec le soutien de la municipalité d'Agadir, 1986, pp. 65-80, p. 77.

(12) Sur certains aspects de cette concurrence ; débats, joutes et polémiques voir M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), Imprimerie Mahdia, 1963, t. 2, pp. 39-53. M. Soussi tente dans cet écrit de montrer l'aspect orthodoxe de la confrérie et la conduite idéale de son père qui pratiquait «une écologie religieuse et politique en déclarant la guerre aux faux mahdis, voir pp. 52-53.

(13) Mokhtar Soussi, Ma'sūl, t. 2, p. 93. Ce frère s'appelle Ahmed et M. Soussi rajoute qu'il a bénéficié d'un bon délivré par le Makhzen pour vendre le sucre. Ce qui lui a permis de vivre dans une aisance matérielle. Ma'sūl, t. 2, p. 106.

(14) Mokhtar Soussi, Ma'sūl, t. 2, p. 107.

l'éloge du caïd al-Jirārī et aussi pour défendre la Tijāniyya, ainsi que la rédaction de «Rawdat al-Afnān» par al-Ikrārī pour défendre la Nāṣiriyya, ont poussé Mokhtar Soussi à écrire une œuvre en hommage au père, à la confrérie darqāwiyya et aux savants appartenant à la famille et à la région d'*Ilgh* en particulier et au Souss en général<sup>(15)</sup>.

Le rapport de soumission et de subordination de la tribu du saint Aït 'Abdallah Ou Sa'īd aux puissantes tribus voisines a affecté le saint 'Ali ben Ahmed al-Ilighī. On le voit maltraité par des chefs tribaux dont se venge le discours hagiographique. Ces textes n'ont pas pu cependant éliminer les sobriquets qui collaient au saint et à ses disciples, tels celui de «femmes» ou encore celui de «juifs». Ces deux appellations suffisent à elles seules à témoigner du statut social et de la position des saints dans la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'īd. Le «juif» est celui qui n'a pas de terres et surtout qui ne laboure pas : c'est une injure lancé à 'Ali ben Ahmed al-Ilighī lors de sa sortie du village pour accomplir une tournée alors que les membres de la tribu sont occupés à retourner la terre. Quant au sobriquet de «femme», il renvoie à l'attitude pacifique du saint, et non à celle mise en valeur dans la théorie de la segmentarité de E. Gellner. Il est attribué à l'incapacité du saint à se défendre par lui-même, car il est souvent protégé par un puissant, *amghrūs*. Dans ces conditions toute réaction malencontreuse du protégé risque de provoquer une guerre entre les protecteurs, d'où la nécessité d'adoption d'une attitude d'effacement et de réserve dans les conflits qui les dressent les uns contre les autres. Notre étude nous conduit à examiner le paradoxe d'un lignage ou d'une tribu qui domine spirituellement mais qui demeure dominée socialement. Le saint qui exerce une autorité à l'intérieur et surtout à l'extérieur de sa tribu est lui-même le protégé d'un chef tribal (un *amghrūs*, un *amghar* ou un Caïd). Ce fait révèle encore plus de complexité lorsqu'on constate que les membres des lignages saints de la tribu dite maraboutique se mettent sous la protection de puissants appartenant à des tribus ennemis.

#### AUX ORIGINES DE LA TRIBU DES AÏT 'ABDALLAH OU SA'ID

A en croire Mokhtar Soussi, l'origine de ses ancêtres, et donc de la tribu Aït 'Abdallah Ou Sa'īd, est à rechercher dans la ville commerciale et mythique de Tamedoult<sup>(16)</sup>. Les sources arabes rattachent les origines de la tribu des Aït Herbil<sup>(17)</sup>, qui occupe le même espace que les Aït 'Abdallah Ou Sa'īd, à la même ville de Tamedoult. Or on sait que la tribu du saint est venue s'installer tardivement sur

(15) Voir sur ce point M. al-Hassan Sugrati, «Quelques aspects de l'histoire de la famille sugrati et son rayonnement soufi et scientifique », pp. 202-212, p. 210. In *Les familles savantes dans le Souss* (en arabe), M. Saidi (coordinateur). Publications de l'Université Ibn Zohr, Agadir, 2003.

(16) Mokhtar Soussi, Ma'sūl, t. 1, p. 102. Sur l'histoire de cette ville médiévale voir B. Rosenberger, «TAMDULT, cité minière et caravanière pré-saharienne, IX<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles», *Hespéris-Tamuda*, 1970b, N°2, pp. 103-139.

(17) Sur les récits et les controverses de la question des origines des Iherbilen voir M. Naïmi, *La dynamique des alliances ouest-sahariennes*, Paris, MSH, 2004, 335p, pp. 196-197.

l'espace occupé par les Aït Herbil. Comment se fait-il que les anciens et les nouveaux occupants d'un même espace soient originaires de la même région ? Comment se fait-il qu'une tribu nomade les Aït Herbil (elle a servi dans l'armée des Mérinides) a été envahie par une tribu maraboutique qui allait lui soustraire une bonne partie de l'espace qu'elle occupait ? Peut-on parler d'un conflit social qui s'est doublé d'une concurrence généalogique entre les membres des deux tribus ?

Si on consulte d'autres sources, la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'id est rattachée religieusement à la tradition millénaire des Ragragas, les premiers amazighs qui selon la tradition ont rencontré le Prophète et lui ont parlé en *tachelhit* ; le nom *ragraga* se donne aux affiliés de la confrérie qui porte cette appellation. Selon la tradition rapportée par J. Chaumel, le nom de la tribu des Aït Abdallah Ou Sa'id vient du nom du *mrabet* Sidi 'Abdallah Ou Sa'id mort en 1631. Ce personnage est signalé aussi comme originaire de la modeste tribu des Ismougen comme le confirment les deux grands savants du Sous à savoir al-Hudaygī et ar-Rasmouki<sup>(18)</sup>. Cette version est rejetée par Mokhtar Soussi qui opte pour Tamedoult, d'ailleurs comme origine de beaucoup d'autres tribus, et pour une arrivée lointaine qui remonterait au XV<sup>e</sup> siècle.

Ainsi les Aït 'Abdallah Ou Sa'id sont socialement rattachés aux modestes Ismougen ou encore aux origines douteuses de Tamedoult. On comprend mieux à la fois le statut de *debihas*, ou protégés, des membres de cette tribu, ainsi que l'absence de toute tradition les rattachant à une lignée noble ou sharifienne. D'ailleurs, la biographie et les écrits hagiographiques *Darqāwi*s ne donnent pas à 'Ali ben Ahmed al-Ilighī une origine sharifienne. Il faut signaler cependant une tentative tardive menée par un *Tijāni* qui avance l'hypothèse d'une origine sharifienne<sup>(19)</sup>. Mais cette prétention a été rejetée par Mokhtar Soussi lui-même. On est donc en face d'un lignage dont les origines spirituelles sont enfouies et lointaines (tradition *ragraga*) et les origines ethniques, douteuses voir contestées.

Le deuxième personnage influent de cette tribu est Mohammed ben Abdallah al-Ilighī (1847-1885). Il est le frère de 'Ali ben 'Abdallah al-Ilighī at-Tijāni et donc cousin de 'Ali ben Ahmed al-Ilighī ad-Darqāwi. Ce personnage symbolise l'implantation des membres de la tribu Aït 'Abdallah Ou Sa'id au milieu des autres tribus telles que les Mejjāt, Aït Herbil et Ba'qila. Il est réputé pour ses connaissances en jurisprudence et surtout pour son habileté en matière de solution des conflits. Il est très apprécié par Mokhtar Soussi et sa famille parce qu'il est le fondateur de l'école d'*Ilgh* et celui qui a donné le terrain sur lequel 'Ali ben Ahmed

(18) J. Chaumel, *Histoire d'une tribu maraboutique de l'Anti-Atlas : Les Aït 'Abdellah Ou Sa'id*, *Hespéris*, 1952, p. 203. Rasmouki, *Wafayāt*, annoté par M. Soussi, Rabat, Imprimerie Sahel, 1988, p. 21. Al-Hudaygī, *Tabaqāt* (biographies), présenté et annoté par A. Boumezgou, DES. Faculté des Lettres et des sciences humaines, Rabat, 1994.

(19) Il s'agit de al-Habib as-Sukrati, *Tahliyyat al-Turus wa bahjat an-Nufūs fi tārikh a'yān Souss*, mss inédit.

al-Ilighī a bâti sa zāwiyya en 1884. Cette compétence a été attribuée plus tard à 'Ali ben Ahmed al-Ilighī ad-Darqāwī qui selon Mokhtar Soussi, «trouva (en 1876) ses cousins en conflit à cause d'une affaire d'héritage dans laquelle des legs pieux, *habous*, étaient mêlés aux biens hérités. Trois juristes, que Mokhtar Soussi n'a pas nommés, dont un maître d'al-Ilighī, n'avaient pas réussi à démêler ce problème. Ayant appris le retour de 'Ali al-Ilighī, ses cousins lui confierent leur affaire. Al-Ilighī résolut le problème en faisant admettre un compromis»<sup>20</sup>. L'installation définitive de 'Ali ben Ahmed al-Ilighī dans son village natal est liée à cette histoire. Il a donc fallu attendre le XIX<sup>e</sup> siècle pour voir émerger le personnage de 'Ali al-Ilighī qui par les stratégies sociales et spirituelles adoptées allait créer une rupture avec l'époque de Mohammed ben Abdellah al-Ilighī (1847-1885). Les sources locales, notamment les écrits de Mokhtar Soussi, attestent un changement au niveau de la neutralité dans les conflits intérieurs et surtout extérieurs. Avec 'Ali ben Ahmed al-Ilighī ad-Darqāwī, la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'id tentera une expansion territoriale doublée d'une implantation spirituelle. On verra donc comment cette stratégie allait connaître un échec au niveau spatial à cause de l'opposition des autres tribus et une réussite spirituelle par le biais des rapports d'alliances contractés par les saints avec les clans intérieurs et les tribus extérieures. Le saint 'Ali ben Ahmed al-Ilighī ad-Darqāwī va jouer un rôle clé dans une phase décisive de l'histoire de la tribu, tant au niveau de sa promotion sociale qu'au niveau des rôles politiques qu'elle allait jouer.

### SAINT OU AGURRAM : LOIN DES PRÉTENTIONS SHARIFIENNES

La majorité des chercheurs, y compris Gellner ou encore Geertz, posent comme préalable une origine sharifienne à la reconnaissance du statut de saint. 'Ali ben Ahmed al-Ilighī n'est pas dans ce cas, et on a vu que les écrits de Mokhtar Soussi, qui ont un souci d'édification, rejettent l'origine sharifienne. A l'en croire, 'Ali ben Ahmed al-Ilighī était appelé *agurram*, (saint en langue *tashelhite*)<sup>21</sup>. Il avait reçu une formation à l'extérieur de sa tribu, et son autorité et son charisme n'ont été reconnus qu'après avoir implanté sa confrérie à l'intérieur et surtout après avoir étendu son influence à l'extérieur de sa tribu. C'est sans doute à la suite de son retour au village et surtout après la reconnaissance de sa sainteté par le milieu tribal que l'*agurram* est devenu saint. 'Ali ben Ahmed al-Ilighī n'a pas recouru, contrairement à beaucoup de saints, à la vision prophétique pour attester une filiation généalogique<sup>22</sup>. Cette modestie est liée au statut de protégé, qui est celui du lignage saint. On remarque que la généalogie du saint souffre d'un «vide», résultant de la généalogie éclatée qui donne des informations sur l'ancêtre de la

(20) M. Souss, Ma'sūl, t. 1, p. 197.

(21) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), t. 2, p. 31. Voir aussi M. Soussi, *Tiryāq al-Mudāwī*, p. 19.

(22) C'est le cas d'Ahmed al-Tijānī. Voir J. El Adnani, *Les origines de la confrérie Tijāniyya (1781-1881)*, éds Marsam, Rabat, 2007, 249p.

tribu mais reste avare sur la vie du père de ‘Ali al-Ilighī qui est Ahmed al-Ilighī. La généalogie du saint comporte deux noms relatifs à l’origine religieuse, ar-Ragrāgī et al-Ilighī et trois noms relatifs à l’origine tribale, as-Samugnī, at-Tahālī et al-Ilighī. Le recours à la vision prophétique à la manière des Tijānis a souvent été utilisé par al-Ilighī sauf dans le cas de légitimer une généalogie sharifienne. Ainsi avant la fondation de la zāwiyya en 1884. Le saint était partagé entre le projet de fonder la zāwiyya à al-Ma’dar (la région de son maître) où la terre est fertile et les biens abondants, et celui de la fonder à Ilgh où la terre est aride et pauvre. Une vision du Prophète l’aurait orienté vers la deuxième alternative : la bénédiction divine se chargerait de la zāwiyya et de ses futurs disciples. ‘Ali ben Ahmed al-Ilighī fonda ainsi sa zāwiyya chez lui, là où il était humilié par les gens de la tribu alors qu’il pratiquait la transe et surtout là où ses proches parents lui reprochaient son allure (habit rapiécé et port du gros chapelet). La gloire d’une fondation et la consécration d’une sainteté remplaceront plus tard la honte des siens. On voit bien comment ‘Ali ben Ahmed al-Ilighī interroge à sa manière les hiérarchies et pose presque un problème social à ses parents et à son entourage par le biais de la transgression des limites convenues en matière d’habillement et de comportement.

On est donc loin d’une conjonction, dans le cas des Aït ‘Abdallah Ou Sa‘īd, entre soufisme et sharifisme comme l’ont décrite M. Garcia-Arénal et d’autres chercheurs<sup>(23)</sup>. Il est vrai que cette conjonction a souvent existé mais on ne la retrouve pas dans le cas de ‘Ali ben Ahmed al-Ilighī. C’est dire aussi que contrairement à certains saints qui trouvent dans le *sharaf* un fondement de sainteté, ‘Ali ben Ahmed al-Ilighī s’est appuyé uniquement sur la piété et les compétences intellectuelles et donc sur des valeurs maraboutiques. C’est ainsi que le saint d’Ilgh se démarque d’al-Jazoulī qui avait déclaré au XV<sup>e</sup> siècle : «L’homme puissant ne l’est pas par la considération dont il est l’objet ni par la tribu qui l’a vu grandir ; il l’est par la noblesse de son origine»<sup>(24)</sup>. On voit que ‘Ali ben Ahmed al-Ilighī se rapproche davantage du soufi Zarrouq qui condamne ouvertement l’idéologie du *sharaf* : «La noblesse de l’homme réside dans la perfection de sa religion, de son extérieur et de son humanité, et non dans les mérites de ses ancêtres : il n’y a pas de plus grand titre à la noblesse que la crainte de Dieu»<sup>(25)</sup>.

Zarrouq nous surprend aussi par sa vision du rapport maître/disciple car les disciples pour lui devraient s’appelaient *al-Māridūn*, les rebelles ; ce qui nous rappelle que, contrairement à ce qu’a avancé A. Hammoudi, ‘Ali ben Ahmed al-Ilighī n’est pas resté attaché à son maître al-Ma’dar pendant plusieurs années. Il a renoué avec lui en 1879 et il l’a quitté en 1881 pour accomplir une tournée dans le

(23) M. Garcia-Arénal, «La conjonction du soufisme et du sharifisme au Maroc : le mahdi comme sauveur», *RMM*, 55-56, 1990, 1-2, p. 247.

(24) *Idem*.

(25) M. Garcia-Arénal, «Sainteté et pouvoir dynastique au Maroc : la résistance des chorfas de Fès aux Saâdiens», p. 1035.

nord. Son maître meurt en 1882 avant son retour de Béni Zeroual, foyer de la Darqāwiyya et pays d'origine du fondateur al-'Arbī ad-Darqāwī (m. 1832). Une relecture de sa biographie contenue dans le «*Tiryāq*» et surtout dans «*De la bouche des hommes*» est éclairante<sup>(26)</sup>. 'Ali ben Ahmed al-Ilighī racontait d'après un disciple: «qu'au moment où il traversait la station de *jadhb* (transe), son shaykh al-Ma'darī n'était pas arrivé au degré qui lui aurait permis de guider le *majdhub*»<sup>(27)</sup>. Il se rattrapa par la suite et se situa de la manière suivante par rapport à son maître : «Lorsque j'ai atteint la contemplation de Dieu, j'ai vu mon shaykh dans la Présence Divine et je me suis dit : «Mon Dieu, Exalté soit-il, le shaykh al-Ma'darī a toujours été dans la Présence Divine, mais je ne m'en suis aperçu qu'au moment où je m'y suis trouvé avec lui»<sup>(28)</sup>. Ce témoignage montre qu'al-Ilighī a cru au début que son maître n'avait pas le statut requis pour diriger un disciple cheminant, *Sālik*, et surtout un extasié, *majdhub*. La reconnaissance du shaykh par le disciple n'est devenue effective qu'avec l'ouverture spirituelle de 'Ali ben Ahmed al-Ilighī. Ce qui indique que ce disciple avait une grande marge de liberté et surtout de manœuvre pour asseoir sa sainteté. Il faut dire que 'Ali ben Ahmed al-Ilighī n'a pas évolué dans la Voie par étapes mais par un arrachement. Cet arrachement est visible dans ses rapports avec son premier maître nasiri, maître et futur beau-père, al-Addouzī (grand-père maternel de Mokhtar Soussi) et dans ses rapports avec son maître al-Ma'darī. Mokhtar Soussi, tout comme A. Hammoudi, a oublié que 'Ali ben Ahmed al-Ilighī était déjà maître dans les sciences exotériques et qu'il était nasiri avant de rencontrer son maître darqawi. La rupture avec son maître et futur beau-père al-Addouzī est survenue après le désaccord qu'il a eu avec ses condisciples qui n'ont pas voulu reconnaître son statut de maître lorsque al-Addouzī l'a chargé de cette mission. 'Ali ben Ahmed al-Ilighī qui était encore nasiri a tenté de donner un enseignement sur la *Dāliyya*, un poème d'al-Youssī en hommage au fondateur de la Nāsiriyya, mais il a essuyé un refus de la part de ses condisciples. Ce fut le temps de la rupture avec la Nāsiriyya et les sciences exotériques, ainsi que la rencontre avec un saint illétré<sup>(29)</sup> qui s'est soldée après la mort de ce dernier, par un conflit ouvert avec son successeur at-Tamudiztī. Le parcours de 'Ali ben Ahmed al-Ilighī est davantage un parcours de la recherche de soi et des arrachements, qu'un parcours de discipline et de soumission à un maître. On verra aussi que les

(26) M. Soussi considère cet écrit comme le meilleur et le plus précieux parmi tous ses écrits. Voir *De la bouche des hommes*, t. 1, p. 5. Ces écrits ont été rédigés entre 1936-1945 quelques années après la soumission de la région du Souss et surtout après l'extradition de M. Soussi de Marrakech et son exil dans son village natal *Ilgh*. Il était sous la surveillance des autorités coloniales, et vivait grâce à l'assistance de son frère Mohamed al-Khalifa, désigné par l'administration coloniale comme caïd et gouverneur au sein de sa tribu.

(27) M. Soussi, *Tiryāq*, p. 137.

(28) Ibid. p. 17. Voir aussi M. Soussi, *Ma'sūl*, t. 14, p. 212.

(29) J. Chaumel rapporte d'après la tradition orale que le saint Abdallah ou Sa'Id était un *agurram*, saint et non juriste, et qu'il ne savait pas lire. J. Chaumel, Histoire d'une tribu maraboutique de l'Anti-Atlas : Les Aït 'Abdallah Ou Sa'Id, *Hespérus*, 1952, p. 203.

pérégrinations et les voyages que les saints multipliaient d'habitude avant l'ouverture spirituelle, 'Ali ben Ahmed al-Ilighī les effectua après la fondation de sa zāwiyya pour recruter des disciples et renforcer la voie choisie.

### UNE TRANSMISSION CONFLICTUELLE : DE LA FILIATION SPIRITUELLE A LA FILIATION AGNATIQUE

'Ali ben Ahmed al-Ilighī qui pratique la voie de la «récolte «loin de toute prétention sharifienne, s'est investi dans la vision prophétique pour recruter des disciples et surtout pour organiser la confrérie et assurer la succession de son fils aîné Mohammed al-Khalifa. 'Ali ben Ahmed al-Ilighī avait beaucoup souffert après la mort de son shaykh al-Ma'darī en 1882 puisque la succession de celui-ci était revenue à un condisciple, at-Tamudiztī ; un conflit avait éclaté entre les deux successeurs, ce qui avait entraîné des déchirures que 'Ali ben Ahmed al-Ilighī voulut à tout prix épargner à sa Voie. Mokhtar Soussi rapporte cette rupture violente entre at-Tamudiztī et al-Ilighī. La rupture fut définitive lorsqu'un disciple proche d'at-Tamudiztī gifla al-Ilighī à la suite d'un différend autour de la manière de se réunir pour exécuter chants et prières. Al-Ilighī était partisan du rituel qui s'appelle '*Amāra*<sup>30</sup>, et qui consiste à se réunir en cercle et à se tenir par les mains, ce que les Darqawīs suivaient depuis toujours, alors qu'at-Tamudiztī le considérait comme une innovation<sup>31</sup>. Juste avant sa mort en 1910, al-Ilighī rédigea un testament qui assurait la succession de son fils Mohammed al-Khalifa. La transmission du pouvoir religieux et temporel s'est opérée selon une tradition tribale et les disciples issus de la chaîne initiatique étaient exclus de la succession. Les grands disciples sont devenus les tuteurs des fils d'al-Ilighī et un certain Sa'id at-Tanīfī allait même se marier avec sa fille.

La rupture entre les deux saints eut aussi des répercussions sur la production littéraire et spirituelle. Les grands disciples des deux saints concurrents rédigeaient des ouvrages en *tashelhit* dans le but de recruter des adeptes. C'est dans ces circonstances que at-Tamudiztī a traduit l'œuvre d'Aznag as-Soussi<sup>32</sup>, le «Commentaire d'*al-Hawdh*» et que 'Ali ben Ahmed al-Ilighī a de son côté traduit Le Livre du Prince, «*Kitāb al-Amīr*»<sup>33</sup> «qui traite de jurisprudence, et les

(30) Ibn al-Muwaqqit, *ar-Rihla al-Murrākushiyya*, Dār al-Ma'rifa, (3 tomes) t. 1, p. 159. Il est à signaler que l'auteur de cet ouvrage s'attaque violemment aux pratiques de la Darqāwiyya et à la personne d'al-Ilighī. Voir p. 158.

(31) M. Souss, *De la bouche des hommes* (en arabe), t. 3, p.59.

(32) Voir Mokhtar Soussi, *Sūs al-'ilima*, (en arabe), 1984, p. 204. Voir aussi le commentaire d'A. Amahan, «L'écriture en tachelhit est-elle une stratégie de zawiya ?», pp. 437-450, in *La croisée des études libyco-berbères*, SLD, de J. Drouin et A. Roth, Paris, Geuthner, 1993, p. 442. L'écriture en tachelhit en vue de recruter des disciples s'est signalée depuis le XVI<sup>e</sup> siècle et surtout au XVIII<sup>e</sup> siècle avec la crise politique et spirituelle qui a touché la zāwiyya Nasiriyya de Tamegrout. Voir A. Ammalak, *La zāwiyya Nāṣiriyya*, Ministère des Habous et des affaires islamiques, Rabat, 1998 et A. Amahan, «L'écriture en tachelhit est-elle une stratégie de zawiya ?», op. Cit.

(33) Ce livre a été perdu au cours de la campagne d'al-Hiba à Marrakech en 1912 mais il a été retrouvé par des amis qui l'ont racheté à un vendeur. M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), t. 1, p. 109.

«Sagesse», «al-Hikam al-'atā'iyya» du soufi Ibn 'Atā' Allah<sup>(34)</sup>. Ces écrits en plus des centaines de voyages effectués par al-Ilighī pour recruter des disciples, montrent bien la rude concurrence qui a marqué les phases de l'implantation des confréries dans le Souss. La collecte des récits concernant la mémoire du saint (par Mokhtar Soussi) cache mal une défense intense de la légitimité de la succession de 'Ali ben Ahmed al-Ilighī au détriment d'at-Tamudizī. Cette concurrence s'est exprimée dans la biographie d'al-Ilighī contenue dans l'œuvre d'un nasiri l'historien al-Ikrārī. Cet écrit s'est attaqué d'une manière virulente aux personnes d'al-Ilighī et d'at-Tamudizī qui avaient quitté leur maître nāsiri à savoir al-Addouzī (1833-1905) (on y reviendra) pour un saint ignorant, Sa'īd al-Ma'darī<sup>(35)</sup>. Ce qui montre à quel point la production littéraire et mystique a été marquée par la concurrence entre l'ancienne confrérie, la Nāsiriyah, et les nouvelles, la Tijāniyah et la Darqāwiyyah. Les sources témoignent de la campagne menée par al-Addouzī contre la Darqāwiyyah qu'il considérait comme une innovation, *bid'a*, ce qu'il ne cessait de déclarer dans les grands *moussems* et rassemblements tels celui de Tazerwalt<sup>(36)</sup>. Cette concurrence s'est traduite aussi au niveau économique et surtout dans le domaine de la collecte des dons et *ziaras*. Mokhtar Soussi affirme que les gens avaient du mal à donner tous les ans un cadeau au maître nāsiri, ce qui était considéré comme une tradition. Avec le shaykh al-Ilighī, qui a rendu visite à tous les villages, les chefs politiques l'ont tous suivi et sont devenus des pro-darqawīs<sup>(37)</sup>. Le caractère populaire des pratiques darqawīs, la dispense des cours pour les femmes, la traduction des manuels en langue tashelhit en plus des pérégrinations qui consistaient à recruter des disciples et à instruire les gens dans les villages les plus reculés, expliquent la réussite et l'essaimage de cette confrérie. Mokhtar Soussi parle aussi de l'usage de la langue et des chants amazighs par les disciples, lorsque les gens d'un certain village refusaient de rejoindre la mosquée et boycottait les prédications d'al-Ilighī<sup>(38)</sup>. N'oublions pas que ce dernier présentait la zāwiyyah aux gens pauvres et aux disciples sincères comme une Ka'bā et donc comme un moyen de se rapprocher de Dieu, qu'il fallait en conséquence respecter et honorer<sup>(39)</sup>. Certains comme l'historien Brahim Harakat voit en la Darqāwiyyah une revivification de la samlāliyyah d'Illiğh<sup>(40)</sup>.

(34) Voir la biographie d'al-Ilighī dans M. Sous, Ma'sūl, t. I, p. 184 et suivants.

(35) Al-Ikrārī lui aussi beau-fils comme al-Ilighī de al-Arbi al-Addouz a violement critiqué 'Ali ben Ahmed al-Ilighī qui, selon ses dires, a trahi son maître et a surtout maltraité sa fille qui n'était autre que la mère de Mokhtar Soussi. Voir son œuvre *Rawdat al-Afnan f wafayāt al-A'yān*, annotation H. Annouch, Publications de la faculté des Lettres Agadir, 1988. La virulence de cette œuvre a été adoucie par M. Soussi qui a résumé l'œuvre de al-Ikrārī dans un ouvrage publié sous le titre révélateur «Taqatu rayhān min rawdi al-Afnān», Imprimerie Océan, Rabat, s.d. 88p.

(36) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), t. 3, p. 18.

(37) M. Soussi, Ma'sūl, t. I, p. 236. Voir aussi M. Soussi, *Munyat al-Mutatali 'In ilā man fi azzāwiyya mina al-munqati'īn*, Imprimerie Mahdia, Tétouan, 1963, pp. 3-4.

(38) M. Soussi, *Tiryāq*, p. 41.

(39) M. Soussi, Ma'sūl, t. I, p. 217.

(40) B. Harakat, *Le Maroc à travers l'histoire* (en arabe), t. 3, p. 565.

### LES LIENS DE LA TRIBU AVEC LES CAÏDS ET LE MAKHZEN

On peut comprendre comment la sainteté de ‘Ali ben Ahmed al-Ilighī s'est fortifiée au moment où les caïds s'appuyaient sur le pouvoir des saints pour soumettre les tribus<sup>(41)</sup>. Cette montée en puissance n'aurait pas été possible sans les difficultés rencontrées par la maison d'*Illigh* qui fut assiégée en 1884-1885 par les tribus, y compris par des tribus traditionnellement alliées comme la tribu Majjāt. A cela s'ajouta le fait que le champ religieux avait été dominé par la confrérie nāsiriyya, ce qui a facilité l'essaimage de la Darqāwiyya qui s'est implantée grâce au dynamisme de ses maîtres et aussi des oppositions et des enjeux socio-politiques. L'essor de cette dernière confrérie s'explique aussi par sa coalition avec la Tijāniyya, source de pouvoir politique car liée à la puissance du Glawi. Elle s'explique aussi par l'affaiblissement de la zāwiyya Nāsiriyya de Timglicht, survenue après la mort de son maître al-Hassan ben Ahmed en 1879 qui avait laissé les affaires aux mains des ses neveux et de sa soeur. Cette succession a été la source de multiples conflits et procès opposant les neveux et la sœur du maître<sup>(42)</sup>.

La concurrence entre les deux grands caïds al-Glawī et al-Goundafi<sup>(43)</sup> a beaucoup compté dans l'affirmation de la sainteté et du pouvoir d'al-Ilighī. Les rapports entre al-Goundafi, un pro-darqawī et al-Glawī, membre de la Tijāniyya, ont servi la famille d'al-Ilighī et la tribu des Aït ‘Abdallah Ou Sa‘īd puisque ‘Ali ben Ahmed al-Ilighī était darqawī et son cousin ‘Ali ben ‘Abdallah était tijānī. Ainsi, lorsque les caïds Goundafi et Glawi<sup>(44)</sup> entreprirent l'expansion territoriale de leurs possessions, les saints d'*Ilgh* en profitèrent pour conquérir spirituellement et territorialement la région. Mokhtar Soussi parle de la relation entre son père et le caïd al-Goundafi et surtout de la visite du saint au camp du caïd à Chichaoua en 1904<sup>(45)</sup>. La famille d'al-Ilighī profita aussi de l'arrivée au pouvoir de la famille Guillouli entre 1882 et 1913. Les relations amicales entre al-Ilighī et le caïd Mahjoub ben Ahmed al-Guillouli remontaient à 1885 lorsque al-Ilighī avait écrit un poème en l'honneur du caïd au cours de son pèlerinage<sup>(46)</sup>. Le plus grand bénéfice en fut tiré du temps de ce caïd al-Mahjoub ben Ahmed al-Guillouli (1882-1892), de son fils Sa‘īd al-Guillouli (1892-1901) et surtout du temps du fils de ce dernier Mbarek al-Guillouli (1901-1911) à qui les disciples d'al-Ilighī ont rendu visite en

(41) Sur la nature des rapports entre le saint et les chefs politiques voir, M. Soussi, *Tiryāq*, p. 83. L'auteur distingue entre les chefs qui croient au saint, et ceux qui n'y croient pas. Il ajoute que les premiers ont toujours demandé conseil au saint et que cela leur était souvent bénéfique.

(42) M. Soussi, *Ma'sūl*, t. 3, pp. 360-361.

(43) Sur le Caïd al-Goundafi voir R. Montagne, «La formation du pouvoir des caïds de Tagontafa», *Mémorial H. Basset, Publications de l'IHEM*, XVII, éds Geuthner, Paris, 1928, t. II, pp. 169-184. Justinard (colonel), *Le Caïd Goundafi*, éds, Atlantides, 1951.

(44) A. Arif, «Compétition caïdale et procès d'intégration d'un canton montagnard : l'Unayn», pp. 349-360, In *Etats, territoires et terroirs du Maghreb*, éds P.R. Baduel, Paris, CNRS, 1985, p. 356.

(45) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), Imprimerie Mahdia, 1963, t. I, p. 45.

(46) M. Soussi, *Ma'sūl*, t. 15, pp. 203-205.

1909<sup>(47)</sup>. Il faut dire que le cousin d'al-Ilighī, 'Ali ben 'Abdallah al-Ilighī fut nommé par le sultan en tant que Cadi, juge, sur la tribu des Majjāt avec la bénédiction d'al-Guillouli. Cela explique l'alliance entre la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'Id avec ce dernier. Le caïd Sa'Id al-Guillouli avait accordé au saint d'*Ilgh* le droit de recevoir la dîme afin d'assurer le fonctionnement de l'école<sup>(48)</sup>.

### **LA SAINTETÉ ENTRE IMPOSITION ET EXEMPTION : LES ENJEUX DE LA PARENTÉ**

Les rapports entre les caïds al-Guillouli, 'Ali ben Ahmed al-Ilighī et son cousin furent des meilleurs sauf à l'époque du changement politique qui a ramené au pouvoir le caïd Anaflous. Ce dernier avait autorisé les caïds des Majjāt, Sa'Id al-Majjātī et Mbarek al-Bannīrani, à soumettre les saints aux redevances, corvées et impôts. Cette situation, qui a duré entre 1900 et 1903<sup>(49)</sup>, a créé au sein de la tribu Aït 'Abdallah Ou Sa'Id une hiérarchisation imposée de l'extérieur entre les saints libérés des redevances et ceux qui ne l'étaient pas. Mokhtar Soussi affirme que les caïds Mbarak al-Bannīrānī et Sa'Id al-Majjātī ont soumis la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'Id et que seuls la famille d'al-Ilighī et son cousin 'Ali ben Abdallah al-Ilighī at-Tijānī échappaient aux sanctions et aux impôts imposés par les deux caïds. «Cependant le Caïd Sa'Id al-Majjātī respectait mon père à cause des liens familiaux (la mère d'al-Ilighī, Takada était originaire des Majjāt) et c'est pour cela qu'il ne rôdait pas autour de lui (il ne le soumettait pas au paiement d'impôts et aux sanctions) non plus qu'autour du maître 'Ali ben Ahmed al-Ilighī (at-Tijānī)»<sup>(50)</sup>. Mokhtar Soussi écrit que cette situation s'est reproduite pour une courte durée avec la colonisation : «Le caïd Mbarek (al-Bannīrānī) qui avait été désigné à la tête de la tribu Majjāt a cru que cette nomination ressemblait à celle (d'avant la colonisation) et il a ordonné à ses agents de réunir les taxes et impôts auprès des faibles parmi les saints (des Aït Abdallah Ou Sa'Id). Mon frère (Mohammed al-Khalifa) les a défendus contre l'injustice des agents du caïd. C'est dans ces conditions que Mohammed al-Khalifa a été nommé à la tête de la tribu»<sup>(51)</sup>. Cela veut dire que al-Ilighī et sa famille ont toujours été libérés des corvées et impôts, contrairement aux autres saints et savants de la tribu. Les caïds des Majjāt au temps du caïd Anaflous ont failli réussir à soumettre tous les saints et savants de la tribu au paiement des impôts et des redevances qui étaient souvent lourdes à supporter.

Les rapports entre caïds et saints montrent que les lignages saints (puissants ou faibles) au sein de la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'Id n'avaient pas qu'un rôle d'équilibre et d'arbitrage, mais étaient aussi lancés dans la course au

(47) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), Imprimerie Mahdia, 1963, t. I, p. 53.

(48) M. Soussi, *Ma'sūl*, t. 2, p. 166.

(49) M. Soussi, *Ma'sūl*, t. 20, p. 188

(50) M. Soussi, *Ma'sūl*, t. I, p. 334.

(51) M. Soussi, *Ma'sūl*, t. 2, pp. 246-247.

pouvoir et qu'ils étaient à la fois des noyaux de sainteté et des chefferies politiques. Le discours hagiographique met l'accent sur l'obstination louable des saints à refuser de payer le tribut et autres taxes, et ce malgré les menaces et les attaques auxquelles ils étaient soumis. Le parcours et les stratégies déployés à l'intérieur comme à l'extérieur par le saint 'Ali ben Ahmed al-Ilighī et son cousin 'Ali ben 'Abdallah, montrent que la zāwiyya a défendu l'autonomie locale contrairement à ce qu'avait conclu A. Laroui<sup>(52)</sup>. Il faut dire aussi que le saint a défendu les intérêts du groupe tribal en s'appuyant sur des agents et des caïds au service du Makhzen, mais nous sommes loin de la grille de lecture qui a mobilisé tant de chercheurs qui ont tenté de savoir si la zāwiyya était une force combattante du Makhzen, comme ce fut le cas chez les chercheurs coloniaux, post-coloniaux et aussi nationaux<sup>(53)</sup>. Le rapport entre le saint et le Makhzen est présenté selon des termes qui relèvent de la maîtrise du domaine de l'invisible. Al-Majjātī, un disciple connu et l'auteur d'une brève biographie du saint, parle de ce rapport à l'occasion de la visite d'al-Ighīl à Marrakech. 'Ali ben Ahmed al-Ilighī a provoqué la crainte de ses disciples qui l'accompagnaient. Ces derniers savaient que leur shaykh n'avait pas l'intention d'entrer en concurrence avec le Makhzen mais ils craignaient que leur saint connaisse le même sort que le saint al-Kattānī, un vrai concurrent au sultan, qui avait été battu à mort. Le saint homme les rassura en déclarant qu'il n'y a aucune créature qui pourrait le menacer. Et l'auteur de sa biographie suggère que la personne du saint devenait invisible aux envieux et aux gens du Makhzen qui avaient fini par croire en lui<sup>(54)</sup>. La maîtrise du monde invisible par le saint est à l'arrière plan de l'inversion de la théorie du don. Pour al-Majjātī, le saint avait été servi par des djinns. Sans doute, des caravanes qui approvisionnaient la zāwiyya venaient parfois de Damas ; mais selon l'auteur, les dépenses de la zāwiyya étaient supérieures à ce qu'on importait et cela était bien la preuve que le saint s'approvisionnait du monde invisible.

La sainteté d'al-Ilighī bien qu'elle se soit épanouie à l'extérieur de par la fondation des zāwiyyas, la prolifération des disciples et l'acquisition des terres, est restée fidèle à la cause d'un groupe tribal religieux dominé socialement. Tous les efforts menés par 'Ali ben Ahmed al-Ilighī ou par ses fils Mohammed al-Khalifa et Mokhtar Soussi, ont conduit à leur reconnaissance dans le cadre de trois schèmes : tribal/spirituel avec 'Ali ben Ahmed al-Ilighī; politique, avec Mohamed al-Khalifa ; politique et surtout culturel, avec Mokhtar Soussi.

(52) A. Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)*, éds F. Maspero, Paris, 1980, p. 154.

(53) Voir A. Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)*, éds F. Maspero, Paris, 1980. E. Gellner, *Les saints de l'Aïlas*, éds Bouchène, Saint-Denis, 2003. P. Pascon et M. Ennaji, *Le Makhzen et le Sous al-Aqsa*, Paris, CNRS, Rabat, éds Toubkal, 1988, 248p.

(54) 'Umar al- Majjātī, *As-Sir al-Jalīf manaqib Sidi al-Mājī 'Ali*, en marge du *Tiryāq*, pp. 1-29, pp. 20-21.

## HOMMES DE PAIX OU GUERRIERS

La modestie de la tribu et surtout la faiblesse socio-politique de ses lignages nous poussent à la classer parmi les tribus maraboutiques. L'une des caractéristiques majeures de ce genre de groupement religieux est le caractère pacifique de ses membres, bien que certains aient été impliqués dans des conflits tribaux et surtout dans les guerres menées par al-Hiba à partir de 1912. Les écrits de Mokhtar Soussi ainsi que la tradition orale véhiculée par cette même œuvre, parlent des mœurs et des habitudes d'hommes savants et humbles auxquels une activité militaire porterait préjudice. Cette situation nous fait penser à la réalité socio-politique au Sahara où les hiérarchies sociales sont très influentes<sup>(55)</sup>. On a vu que 'Ali ben Ahmed al-Ilighī s'achetait des armes mais seulement pour la protection de la zāwiyya d'Ilgh, de même que son fils Mohammed al-Khalifa qui a soutenu al-Hiba avant de s'allier au pouvoir colonial. Cela signifie que les saints n'ont porté les armes qu'à l'occasion du *jihād* et donc après la prise de Fès en 1912 et surtout après l'abdication forcée du Sultan 'Abdelhafid le 12 Août 1912. La proclamation d'al-Hiba par le Sud marocain avait pour but de continuer le *jihād*<sup>(56)</sup>. Aucun texte ne signale l'implication de membres de cette tribu dans un conflit tribal opposant la tribu des Majjāt et les Ida Ou Ba'qil par exemple. Mokhtar Soussi relate que lorsque 'Ali ben Ahmed al-Ilighī a acheté quelques armes et a commencé à exhorter les gens à se préparer au *jihād* contre les Français vers 1910 (date de sa mort). Le fait «a étonné les gens des tribus, car ses pairs (les saints) ne portaient pas les armes dans le Souss et ils ne savaient même pas comment en faire usage»<sup>(57)</sup>. M. Sa'aïdi (enseignant-chercheur et descendant d'un lignage saint d'Iligh) ajoute que les membres de cette tribu ne portaient pas les armes du fait de leur statut de protégés, *debihas*, c'est à dire de la protection accordée par les chefs de la tribu Majjāt<sup>(58)</sup>. Les seules armes dont on faisait usage habituellement étaient les malédictions et les prodiges qui frappaient certains ennemis. Cela veut dire que le saint recourrait à la violence symbolique quand il ne réussissait pas dans ses conquêtes spirituelles et dans ses interventions de médiation et d'arbitrage.

A partir de quelle date, la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'Id a-t-elle été consignée dans ce rôle ? Fut-ce après leur défaite dans les batailles qui ont précédé la ruine de Tamedoult, ou bien lors de leur installation sur le territoire de la tribu des Aït Herbil autour d'Ilgh ? Que signifie la pratique de la demande de repentance, *tawba*, faite aux poètes, aux caïds, aux chefs tribaux, *amghars*, et aux injustes, par le saint 'Ali ben Ahmed al-Ilighī ? Aurait-il opté pour une réislamisation par le bas, soutenu par

(55) Voir les travaux de Abdelwedoud Ould Cheikh, P. Bonte et autres in

(56) Cela montre que le changement d'attitude politique des saints était lié aux changements qui ont suivi la signature du traité de protectorat. Ce qui est un signe fort de l'insertion du local dans le global, et de ce que les saints étaient au courant de ce qui se passait ailleurs. Voir A. Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain*, pp. 409-410.

(57) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), t. 1, pp. 122-123.

(58) M. Saidi, *L'école d'Iligh et son rayonnement dans la région du Souss* . Op. Cit. t. 1, p. 81.

une bénédiction venue du haut ? Les textes recueillis par Mokhtar Soussi regorgent d'événements où le saint demande aux injustes de se repentir sous peine de voir s'abattre sur eux les effets de sa malédiction<sup>(59)</sup>. Al-Ilighi n'a pas hésité à occuper la place habituelle dans la danse d'*Ahwāsh*, une danse souvent condamnée par les juristes et les soufis, pour exécuter la lecture des prières et récitations<sup>(60)</sup>. La résignation à ce statut pacifique ne peut-elle pas s'expliquer par l'incapacité de la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'id de se mobiliser militairement ? Peut-on mobiliser un contingent armé lorsqu'on est un protégé et qu'on doit s'acquitter d'un *maghram* (un impôt) auprès d'un protecteur qui sauvegarde vos biens et votre honneur comme c'était le cas des Aït 'Abdallah Ou Sa'id ? Il est vrai que le saint 'Ali al-Ilighi et son cousin étaient exemptés d'impôt légal (le 1/10 sur les récoltes et la *zakāt*) mais pas de la redevance qu'ils payaient à un protecteur de la tribu de Majjāt ou de Ba'qila. Cela n'était pas le cas des autres membres de la famille ou encore de l'ensemble de la tribu Aït 'Abdallah Ou Sa'id qui payaient à la fois les impôts légaux et les impôts en vue d'une protection. On a vu comment les caïds al-Bannīrānī et al-Majjātī ont tenté par la force mais en vain de soumettre les saints d'*Ilgh* à payer aussi, comme les membres ordinaires de la tribu, les impôts légaux.

### STATUT SOCIAL ET ARBITRAGE : LES LIMITES DE LA NEUTRALITE

J. Chaumel écrit que l'arbitrage du saint n'était pas considéré par les gens des Aït Herbil comme honorable. Il précise que les gens recourraient au saint dans l'arbitrage et éventuellement dans des missions de réconciliation qui pouvaient être humiliantes<sup>(61)</sup>. De son côté Mohamed Alahyane affirme que les conflits internes aux tribus Lakhsās et aux Aït Baâmrane sont rarement arbitrés par les saints et que cela contredit les thèses des segmentaristes qui considèrent les marabouts comme un élément important dans l'équilibre social<sup>(62)</sup>. Voici donc un autre aspect de la fonction d'arbitrage qu'il faudrait revisiter. Les récits collectés par Mokhtar Soussi, parlent de cette tâche difficile qui était de rétablir la paix entre deux belligérants. 'Ali ben Ahmed al-Ilighi l'a entreprise plusieurs fois. Pour l'une d'entre elles, Mokhtar Soussi parle d'une durée de quarante jours de négociation pendant laquelle le saint a évité de manger chez les protagonistes sans doute pour montrer sa neutralité. Le saint qui n'a pas réussi dans cette mission, s'est contenté d'un repas bien modeste chez une femme (signe de neutralité ou de piété). Mais le saint a réussi à jeter sa malédiction sur la partie qui a refusé la paix, précise le témoignage<sup>(63)</sup>. S'appuyant sur Mokhtar Soussi, A. Laroui n'a pas manqué de signaler l'usage de la

(59) Pour superviser le même phénomène en Algérie voir les *Nawāzils de Mazouina*, in J. Berque, *L'Intérieur du Maghreb*, pp. 56-61.

(60) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), Imprimerie Mahdia, 1963, t. 3, pp. 80-81.

(61) J. Chaumel, *Op. Cit*, pp. 197-212, p. 210.

(62) M. Alahyane, Tribu et Leff en Anti-Atlas Occidental, *Cahiers du Centre J. Berque*, N°3, 2005, pp. 109-115, p. 113.

(63) M. Soussi, *Tiryāq*, p. 53.

ruse au cours d'un arbitrage difficile mené par al-Ilighi. Ce dernier devant l'échec probable de sa médiation qui restait sans succès auprès des chefs de deux tribus Chtoukas, s'adressa aux gens du commun et demanda à ceux qui étaient pour la paix de le dire à haute voix, et à ceux qui étaient pour la guerre, de faire de même. Tout le monde crie à la fois, les chevaux prennent peur et s'enfuient : plus de guerre, c'est une baraka<sup>(64)</sup>. En fait Mokhtar Soussi met l'accent sur le refus catégorique de la médiation du saint et donne une version un peu différente de ce conflit<sup>(65)</sup>.

On ne rejette pas le principe de la neutralité du saint, mais on considère qu'il y a plusieurs types et niveaux de neutralité tout comme il y a plusieurs catégories de soumission, que ce soit au niveau des rapports entre saints et tribus dominantes, saints et Caïds ou encore saints et disciples. A croire A. Adam, le serment collectif, qui est une procédure juridique permettant de déterminer le bien-fondé d'une accusation et de mettre fin à un conflit, était une tradition qui s'estompait dans la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'id. Il précise que trois personnes des Aït 'Abdallah Ou Sa'id détenaient un document attestant leur statut d'*Agemmam* et reconnaissant donc leur qualité morale qui les autorisait à jurer et à prendre leurs responsabilités, seuls et non dans le cadre d'un serment collectif<sup>(66)</sup>. Cette autonomie pour une personne reconnue comme incapable de faux témoignage et de parjure (c'est la définition d'un *agemmām*) n'est elle pas celle qu'on accordait au saint pour essayer de rétablir la paix ? Il se peut donc que les trois personnes mentionnées par A. Adam aient été des religieux influents comme 'Ali al-Ilighi. Il faut dire que ce dernier avait toujours su adopter une attitude susceptible d'en faire un recours dans les médiations et les arbitrages, et que sa religiosité et son statut sacré le rendaient apte à remplir cette fonction. Cependant les témoignages fournis par Mokhtar Soussi montrent que le saint qui était soumis socialement à la domination des tribus puissantes avait du mal à imposer la paix et que parfois la ruse devait être utilisée plus que la baraka.

## VERS UNE AUTONOMIE SOCIO-RELIGIEUSE

Remonter aux origines de la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'id, c'est surtout suivre leur itinéraire à travers l'espace, ou plutôt leur quête d'un espace. Le saint fondateur de la tribu qui est originaire de la tribu Ismougggen aurait quitté sa tribu pour s'installer à Aïmour en pays Tahala non loin d'Ilgh. La tradition rapporte que c'est dans cette région que sa sainteté a reçu sa consécration. La tradition soufie des Ragragas est rattachée à lui et on célèbre chaque année à Aïmour trois *Ma'rūfs*, cérémonies de bienfaisance. Les disciples du saint Abdallah Ou Sa'id ont même

(64) A. Laroui, *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)*, p. 142, note 48.

(65) M. Soussi, *Tiryāq*, p. 39.

(66) A. Adam, Les modalités de serment collectif dans l'Anti-Atlas occidental, *Hespèris*, t. XXXV, N°3/4, 1948, pp. 299-310, pp. 306-307. A. Adam voit dans l'apparition de l'*agemmam* une émergence de la loi musulmane au détriment du serment collectif qui est lié à la coutume berbère.

fondé une école qui vit du tiers du 1/10 de la dîme, *La'shûr*, versée au village de Tahala par la tribu Aït 'Abdallah Ou Sa'id<sup>(67)</sup>. On ne sait pas si les membres de cette tribu ont continué à verser cette contribution à cette école, mais on peut avancer l'hypothèse d'une rupture, étant donné que cette tribu a connu plus tard la construction d'une école et surtout la fondation de deux zâwiyyas, tijâniyya d'abord et darqawiyya par la suite. Les dahiras et les décrets sultaniens donnés par les sultans Mawlây al-Hassan et 'Abdelaziz datant de 1300-1328h/1882-1910 mentionnent le droit de la tribu à garder ses ressources matérielles et financières pour la gestion de ses propres institutions religieuses. Cela montre que les saints ont fait jouer à leur profit les possibilités de traiter avec le pouvoir du Makhzen. L'histoire de l'autonomie de la tribu est lisible dans l'acte de construction de l'école par Mohamed b. Abdallah al-Ilighî (1848-1885) entre 1874 et 1879. Ce personnage est le frère de 'Ali ben Abdallah al-Ilighî at-Tijâni qui allait fonder par la suite la zâwiyya Tijâniyya à *Ilgh*. Le fondateur de l'école a voulu par cet acte se détacher des étudiants de la tribu Doui Mellal qui finançait la mosquée d'*Ilgh*. Et comme les ressources n'étaient pas suffisantes pour finir les travaux, Mohamed b. Abdallah al-Ilighî a été obligé d'aller enseigner dans une prestigieuse école, la Marwâniyya. C'était au temps de la famine et de la sécheresse historique de 1879 qui a duré trois ans. La fortune amassée lui a permis de construire l'école et la sécheresse lui a permis d'acheter à bas prix les terres dans la plaine d'*Ilgh*<sup>(68)</sup>. La direction de cette école assurée par Mohamed b. Abdallah al-Ilighî, qui était d'obédience Nasiri, a été reprise par son frère 'Ali ben Abdallah at-Ilighî al-Tijâni (1858-1928) et par 'Ali ben Ahmed ad-Darqâwi (1851-1910). Tout se passe comme si c'était l'école qui représentait l'unité de la tribu, et non la zâwiyya. Il faut dire que Mohamed b. Abdallah, mort en 1885 alors qu'il revenait d'une rencontre avec le sultan Mawlây al-Hassan à Marrakech, a été à l'origine d'un début d'autonomie de la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'id, qui se concrétisa à l'époque coloniale avec Mohamed al-Khalifa. Sa mort est survenue un an après la fondation de la zâwiyya Darqâwiyya en 1884. On remarque que dès le début, les saints d'*Ilgh* ont eu besoin de l'appui des caïds et du Makhzen pour s'imposer ou surclasser leurs concurrents.

Il y a donc eu d'abord un détachement de la tribu des Ismougggen, puis un mouvement vers le pays Tahala, et enfin une implantation dans un territoire occupé par la tribu des Aït Herbil qui faisait partie du *leff tahuggat*. Mais comment expliquer que la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'id qui n'appartenait à aucun *leff*, ait pu envahir pacifiquement (par l'achat des terres) le territoire occupé par les Aït

(67) Sur le rôle de la dîme dans le fonctionnement des écoles voir M. Soussi, Ma'sûl, t. 3, pp. 275-278. M. Soussi montre combien la soumission politique et économique au Makhzen affaiblit la tribu et tarit les sources d'approvisionnement des écoles puisque la dîme était collectée par les agents du Makhzen. Il ajoute que les *Nfalliss*, les représentants de la tribu extorquent la dîme et monopolisent la direction des écoles et la nomination des enseignants. Voir *Ibid.*, t. 2, p. 165.

(68) M. Soussi, Ma'sûl, t. 1, p. 168.

Herbil (du *leff* *tahuggat*) ? Le saint al-Ilighī et sa tribu les Aït 'Abdallah Ou Sa'Id n'étaient-t-ils pas du *leff* *Taguzzult* ? Pourraient-ils avoir été des anciens *tahuggat* convertis ? La féminisation des saints, on y reviendra, ne trouve-t-elle pas ses origines dans le terme *tahugga* qui désigne, entre autre, la femme ? La greffe d'une sainteté dans un milieu social dominé par deux *leffs* n'est-elle pas une rare et stimulante occasion pour tester les lignes de partage entre les deux *leffs* et aussi pour mesurer la réalité d'un *leff* ? Tout ce qu'on sait sur l'itinéraire de la tribu Aït 'Abdallah Ou Sa'Id, c'est qu'elle s'est toujours confrontée à la tribu des Aït Herbil et qu'elle a toujours trouvé aide et assistance auprès des chefs des puissantes tribus voisines. Cette confrontation n'était pas possible sans l'appui d'une autre tribu puissante : Les Majjāt (du *leff* *Tagazzult*). C'est cette dernière qui a fourni sa protection aux membres et aux saints de la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'Id. Mais la grande mobilisation sociale et politique de la tribu allait débuter avec l'implantation des confréries dans la région et surtout avec le déclin de la force religieuse et politique de la *zāwiyya* de Sidi Ahmad ou Moussa et donc du Tazerwalt (elle aussi du *leff* *taguzzult*). On pourrait en conclure qu'au niveau local, les saints, même s'ils ne le déclarent pas, hésitent entre les deux *leffs* alors qu'au niveau extérieur et surtout politique, ils sont *tahuggat*. Cela pourrait s'expliquer par les liens qu'ils avaient tissés avec les caïds et les chefs alliés du Makhzen.

On comprend que les Aït 'Abdallah Ou Sa'Id ont eu du mal à s'imposer dans un espace dominé par des tribus guerrières : les Aït Herbil et surtout les Majjāt et les Ida Ou Ba'qil, et surtout dans un espace sous l'emprise religieuse du Tazerwalt. Cette situation ne facilitait pas la tâche d'un lignage saint qui devait garder la neutralité et surtout ne pas s'impliquer dans des conflits car ils étaient des protégés. La neutralité des saints n'est pas uniquement liée à la fonction d'arbitrage. Qu'elles ont été les stratégies déployées par les saints de cette tribu ? La réponse à cette question se trouve enfouie dans le discours hagiographique collecté par Mokhtar Soussi. Cependant le témoignage de J. Chaumel qui a eu accès à la parole et aux témoignages des protagonistes, montre quelles étaient les vraies positions du saint et celles de son entourage.

La fixation au sol des membres de la tribu Aït 'Abdallah Ou Sa'Id reposait sur l'achat et l'hypothèque des terres. Chaumel atteste que toutes les économies des membres de cette tribu servaient à cette tâche. C'est ce que confirme Mokhtar Soussi qui rapporte la vente de l'orge contenu dans les silos de la *zāwiyya* en 1910, alors qu'al-Ilighī était mourant. Ce dernier avait recherché par cette vente, à servir à la fois «l'intérêt des gens et celui de la *zāwiyya*. Les gens emporteront l'orge, et la *zāwiyya* sera renforcée par les terres données en contrepartie»<sup>(69)</sup>. Ce mode de fixation est en grande partie lié aux rapports de la tribu Aït 'Abdallah Ou Sa'Id avec les autres tribus. Mokhtar Soussi parle avec précision de cette question : «Lorsque les puissantes tribus ont affiché leur supériorité en faisant sentir aux Aït 'Abdallah

---

(69) M. Soussi, *Tiryāq*, p. 57.

Ou Sa'id leur faiblesse (*istad'afat*) du fait qu'ils manquaient d'une force tribale, chaque famille a trouvé des alliés (*hulafā*) dans toutes les contrées parcourues. Ils ont trouvé des alliés dans les Majjāt, Id Ou Brahim, Ida Ou Ba'qil. C'est ainsi qu'ils ont échappé aux attaques des voleurs et des tyrans»<sup>(70)</sup>. On remarque que Mokhtar Soussi a évité de parler de protecteur, *amghrūs*, et utilise le terme «allié» qui connote un rapport d'égal à égal. L'important dans ce témoignage, c'est qu'il montre que la tribu des Aït 'Abdallah ou Sa'id a suivi une stratégie qui la protégeait des inconvénients de la politique des *leffs* et la mettait à l'abri d'être à la merci d'un seul tyran et d'un seul *leff*. Or on sait que les Majjāt étaient du *leff taguzzult* et que la tribu des Ida Ou Ba'qil était du *leff tahuggat*. Cela n'exclut pas l'existence d'un parti des Majjāt allié au *leff Tahuggat* et d'un parti des Ida Ou Ba'qil attaché au *leff taguzzult*. Par leur statut de protégés, *debihas*<sup>(71)</sup>, les membres des Aït 'Abdallah ou Sa'id bénéficiaient, en contre partie de leur vassalité par rapport aux Majjāt ou aux Aït Herbil, d'un terrain de culture ou de parcours. Les alliances matrilinéaires notamment avec les Majjāt agrandissaient leur pré-carré<sup>(72)</sup>. La situation dont parle Mokhtar Soussi a été saisie sur le vif dans le témoignage précieux de A. Le Chatelier vers 1890, donc quelques années après la fondation de la *zāwiyya* d'*Ilgh*. Bien que Le Chatelier rattache les Aït 'Abdallah Ou Sa'id tantôt à la tribu des Ida Ou Gnidif, tantôt au Tazerwalt, il signale d'après les dires de la population locale, la récente autonomie religieuse et sociale de la tribu. Il écrit : «Ces Aït Abdellah paraissent être les mêmes qui figurent parfois dans les récits indigènes du pays, comme une tribu distincte, relevant du Tazerwalt. Ils sont Ida ou Gnidif mais indépendants de la zaouia (Nāsiriyya) de Timmeglicht»<sup>(73)</sup>. Ce témoignage atteste des débuts d'une autonomie sociale et surtout d'une indépendance spirituelle vis-à-vis de la Nāsiriyya de Timiglicht. La Nāsiriyya était la confrérie qui dominait dans la région du Souss depuis le XVII<sup>e</sup> siècle mais ce monopole avait été ébranlé avec l'implantation de la Tijāniyya et de la Darqāwiyya à partir de 1844<sup>(74)</sup>.

J. Chaumel, avant l'arrivée de Gellner au Maroc, donne une vision globale sur l'implication de la tribu dans les tensions locales ou régionales :

«Au cours de l'histoire, les Aït Abdallah ou Sa'id, tribu maraboutique, n'ont jamais pris part aux luttes de *leff*-s de l'Anti-Atlas. La plupart des terrains qu'ils occupent ont été achetés aux Aït Herbil ; ceux-ci tentaient souvent de leur reprendre par la force ce qu'ils leur avaient cédé contre argent comptant. Aussi les rapports entre Aït Herbil et Aït Abdallah ou Sa'id ont-ils toujours été mauvais ; les marabouts cherchaient appui chez d'autres

(70) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), Imprimerie Mahdia, 1963, t. 2, p. 102.

(71) Ce statut relevé par Chaumel dans *Ilgh* est très répandu au Sahara au sein de la société statutaire Bidāne (sud marocain et Mauritanie).

(72) J. Chaumel, *Op. Cii*, p. 204.

(73) A. Le Chatelier, *Tribus du sud-ouest marocain*, Paris, éds E. Leroux, 1891, 89p, p. 62.

(74) Voi 'Umar as-Sahili, *Les anciennes écoles du Souss* (en arabe), t. 3, Casablanca, Dār an-Nashr al-Maghribiyya, 1990.

*voisins, les Majjāt. Envers les Ismouguen, ils marquent généralement une sorte de sympathie un peu méprisante (sic)). Traditionnellement chaque agurram (saint) choisissait en Majjāt un amegras (amaghṛūs), un protecteur, auquel il égorgeait une bête en hommage. En revanche, les Majjāt s'arrogeaient certains droits chez leurs protégés, tel celui de faire pacager librement leurs troupeaux sur les terres de leurs vassaux. Les Aït Abdallah ou Sa'īd se faisaient une règle de tout supporter, contre la faculté qui leur était laissée de vivre pacifiquement sur leur maigre territoire. Il ne faudrait pas croire néanmoins que le pays des Aït 'Abdallah ou Sa'īd n'ait pas vu de combats. Au contraire, il représentait une terre d'élection pour les vendettas entre Aït Herbil et Majjāt, et pour les différents dans la tribu Majjāt qui fut toujours très divisée. Fréquemment, une querelle insignifiante entre deux Aït Abdallah ou Sa'īd était le prétexte d'un règlement de compte entre les deux ameghras, les deux protecteurs Majjāt ; ou bien la querelle éclatait entre un Aït Abdallah ou Sa'īd et un Aït Herbil, et se transformait en bataille, Majjāt contre Aït Herbil. A cela s'ajoute le fait que les familles qui forment la tribu Aït 'Abdallah ou Sa'īd «était souvent en conflit, ce qui l'a empêchée de constituer une force combattante contre les ennemis extérieurs, et a consacré une subordination aux grandes puissances tribales. Les environs de Dougadir étaient ainsi fréquemment troublés, d'autant que vivaient dans ce village quelques foyers originaires des Aït Herbil (...) Il n'existe pas dans cette tribu d'organe de commandement, assemblée d'Aït Arba'In comme dans les tribus voisines. On avait recours pour les règlements de différends aux Aït Arba'In des Majjāt, protecteurs attitrés»<sup>(75)</sup>. Selon Mehdi Sa'aidi la règle du jeu c'est que le principe se résume de la manière suivante : moi et le protecteur contre l'ennemi intérieur et extérieur<sup>(76)</sup>. Ce qui signifie que la domination de la tribu par les tribus voisines ne lui a pas permis de développer ses propres institutions».*

Telles est la description dense et précise fournie par J. Chaumel sur la situation sociale et politique au sein de cette tribu maraboutique. L'impact social et politique de la tribu Majjat devait être grand, puisque le saint 'Ali ben Ahmed al-Ilighī était le fils d'un Aït Abdallah ou Sa'īd et d'une mère des Majjāt<sup>(77)</sup>. On remarque que les membres du lignage saint ont tous pris des femmes dans des lignages puissants des tribus voisines. Quant à la situation religieuse, Chaumel parle de l'extinction de la

(75) J. Chaumel, *Op. Cit.* pp. 204-205.

(76) M. Saidi, *L'école d'Ilgħi et son rayonnement dans la région du Souss* (en arabe), thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Université Mohammed V, Rabat, 1994-1995.

(77) *Ibid.* p. 206.

tradition *ragraga* en faveur de l'implantation de la *Tijāniyya* liée au cousin du saint, 'Ali ben Abdallah al-Ilighī<sup>(78)</sup>, et de la *Darqawiyya* par le biais de 'Ali ben Ahmed al-Ilighī. En effet, le village de Dougadir était divisé en deux fractions : la haute *zāwiyya*, et les Aït Slimane (en plus d'une majorité des Aït Herbil). Le premier lieu qui a abrité la *zāwiyya* *ragragiyya* était dominé par la famille as-Salhia, avec à sa tête 'Ali ben Abdellah al-Ilighī at-Tijānī qui avait construit une école qui allait devenir célèbre, l'école d'*Ilgh*, en 1879<sup>(79)</sup>. Par la suite, cette même famille fut à l'origine de la rénovation de la *zawiyya* *ragragiyya* qui devint la *zāwiyya tijāniyya* par le biais de 'Ali ben Abdallah al-Ilighī vers 1882 (il était affilié à la *Tijāniyya* par le biais du grand poète et savant al-Hussīn al-Ifrānī<sup>(80)</sup> qui l'avait incité à construire sa *zāwiyya* à *Ilgh*). Quant à 'Ali al-Ilighī ad-Darqāwī, il construisit à son tour (au bout d'une année) la *zāwiyya* *darqawiyya* dans le territoire des Aït Slimane en 1884. A en croire Mahdi Sa'aïdi, auteur d'une thèse sur l'école d'*Ilgh*, cet espace qui était autrefois marqué par la pratique du '*urf* et des coutumes locales, fut désormais dominé par la loi islamique dite *Shra*', du fait de la prolifération des juristes. Et Mehdi Sa'aïdi, s'appuyant sur J. Chaumel et quelques éléments rapportés par Mokhtar Soussi, affirme que depuis la fondation de l'école d'*Ilgh* en 1879, la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'id s'est scindée en deux clans opposés. Le premier est mené par 'Ali ben Abdallah al-Ilighī et la *zāwiyya* *Tijāniyya* et le second par 'Ali ben Ahmed al-Ilighī ad-Darqāwī et la *zāwiyya* *Darqāwiyya*. J. Chaumel parle de rivalités entre les deux confréries alors que c'est le contraire qu'il faut comprendre. Les deux personnages et les deux confréries ont été comme l'écrit Mokhtar Soussi, «comme une seule âme». La faiblesse de cette tribu, et ce malgré la force grandissante de la confrérie *darqawiyya* et la prolifération des *zawiyas* fondées par 'Ali al-Ilighī, ont contribué à renforcer la cohésion sociale entre ses membres. On pourrait parler donc de cohésion sociale, selon le jeu segmentaire, et cela malgré les conflits internes qui ont secoué la tribu des Aït Abdallah Ou Sa'id. Les textes parlent des tensions lorsque les protecteurs appartenant souvent à des tribus ennemis intervenaient dans les conflits internes de la tribu mais la cohésion fonctionne à merveille lorsque les saints et les membres de la tribu faisaient face à un ennemi commun comme c'était le cas au temps du mandat des caïds Sa'id al-Bannīrānī et al-Majjātī. Il est à signaler que cette cohésion est survenue au moment où les saints n'avaient pas de protection extérieure de la part des caïds de la région du Haha, de Goundafa et du Makhzen, leurs alliés traditionnels.

(78) *Ibid*, p. 205.

(79) M. Sa'aïdi, *L'école d'Ilgh et son rayonnement dans la région du Souss* (en arabe), thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Université Mohammed V, Rabat, 1994-1995, 2 T, t. 1, pp. 92-93. Cette thèse a été publiée sous le titre «*Les anciennes écoles et leur rayonnement littéraire et scientifique au Maroc : le cas de l'école d'Ilgh (en arabe)*», Publications du Ministère des Habous et des Affaires Islamiques, Rabat, 2006, 675p.

(80) Pour en savoir plus, voir al-Ifrānī in *Ma'alamat al-Maghrib* et M. Soussi, Ma'sūl. Al-Ifrānī était *tijānī* mais aussi allié d'*Ilgh*. Son soutien au siège d'*Ilgh* en 1885 fut à l'origine de son exil à Taghjijt et Tiznit. Il fut un allié d'*Ilgh* et surtout du cousin d'*Ilgh* et aussi du caïd Glawi, des Caïds de Mejjet. Voir P. Pascon et M. Ennaji, *Le Makhzen et le Sous al-Aqsa*, Paris, CNRS, Rabat, éds Toubkal, 1988, 248p, p. 112.

## SAINTETE, QUÊTE D'UN ESPACE ET EMPRISE SPIRITUELLE : LA CONQUÊTE D'ISHT

A en croire la monographie de J. Chaumel qui a mené des enquêtes sur le terrain, la plaine d'*Ilgh* qui abritait la *zāwiyya* *darqāwiyya* de 'Ali ben Ahmed al-*Ilighī* et la *zāwiyya* *Tijāniyya* de son cousin 'Ali ben Abdallah al-*Ilighī*, se composait de «dix-huit feux... originaires des Aït *Herbil* et (qui étaient) restés en *llegh* (*Ilgh*) après le départ de leurs contribuables. En Agadir-Izri (au sud), le village d'Afa-n-Bou-Ahmed serait lui aussi peuplé d'anciens Aït *Herbil*, en majorité. Ensuite sont venus s'ajouter, vraisemblablement, bon nombre de réfugiés provenant de tribus voisines, incapables de mener une vie de lutte ou discrédités dans leur village d'origine, qui ont trouvé dans la profession maraboutique la misérable protection qu'ils recherchaient... Il semble que l'actuelle population des Aït 'Abdellah ou Sa'īd se soit formée autour de la descendance de Sidi Abdellah ou Sa'īd *Regragui* par apports étrangers et divers de gens qui, pendant ces époques troublées, se sentaient une «vocation» de marabouts». J. Chaumel fait une distinction nette entre les deux grands villages de la tribu Aït 'Abdellah ou Sa'īd :

*«Alors que les gens de Dougadir et d'Agouns-llerh présentent un caractère de marabouts calmes et craintifs, ceux d'Agadir Izri, vivant dans un pays plus rude, et étroitement enserrés entre les tribus étrangères, sont assez volontiers batailleurs. Ils sont considérés par leurs contribuables de la plaine comme relativement rustres et brutaux».* Et pour conclure J. Chaumel confirme l'absence de shorfas dans cette tribu<sup>811</sup>.

C'est dans ce contexte que les saints d'*Ilgh* ont acheté la majorité des jardins, d'abord dans le village d'*Ilgh*, ensuite dans celui de Tamanart et d'*Isht*<sup>821</sup>. L'achat des terres a suivi la fondation de la *zāwiyya* *darqāwiyya* en 1884. Cette *zāwiyya* a été bâtie sur un terrain acheté par Mohammed ben Abdallah al-*Ilighī* at-Tijāni et offert à 'Ali al-*Ilighī*<sup>831</sup>. Mokhtar Soussi relève combien le rôle du cousin tijāni, 'Ali ben 'Abdallah al-*Ilighī*, fut précieux pour la fondation, l'approvisionnement de la *zāwiyya* et même pour les activités d'al-*Ilighī* ad-Darqāwi. La biographie, consacrée par 'Ali ben Ahmed al-*Ilighī* à son maître illétré al-Ma'dari, a été écrite sur incitation de son cousin tijāni<sup>841</sup>. C'est dire combien le soutien familial (des deux frères Mohammed et 'Ali ben Abdallah al-*Ilighī*) et celui de la *Tijāniyya* fut important dans la fondation de la *zāwiyya* *darqāwiyya*. Mokhtar Soussi signale que son père n'a jamais procédé à l'achat de terres gagées par des propriétaires insolubles. Il signale qu'après hésitation, il a suivi l'avis du juriste 'Ali Tsouli<sup>851</sup> qui autorise ce recours en cas de nécessité. On sait que ces pratiques ont été suivies

(81) J. Chaumel, Histoire d'une tribu maraboutique de l'Anti-Atlas, op. cit. pp. 200-201.

(82) M. Soussi, Ma'sūl. t. 19, p. 262.

(83) M. Soussi, *Tiryāq*, p. 24.

(84) *Ibid.*, p. 24.

(85) Il s'agit du même juriste qui a donné une *fatwa* concernant le soutien ou non du sultan au *jihad* de l'émir 'Abdelkader contre les troupes françaises en Algérie.

par Tazerwalt, comme l'a montré P. Pascon dans ces travaux sur *Iligh*<sup>(86)</sup>. Mais Mokhtar Soussi, par souci de mettre en valeur la piété du saint, insiste sur le fait que son père ne pratiquait pas la spéculation et donnait toujours l'orge en contrepartie des terres, en suivant le prix du marché. Comme le dit P. Pascon, la loi musulmane est un peu sourcilleuse sur ce genre de pratiques puisqu'il s'agit d'appropriation de terres hypothéquées ou engagées, contre des prêts à terme défini. Mokhtar Soussi signale que certains juristes (sans citer leurs noms) interdisent ce genre de transactions<sup>(87)</sup>. On doit donc se demander dans quelle mesure ces pratiques ont été à l'origine des acquisitions foncières du saint d'*Iligh*. La monographie de J. Chaumel apporte un témoignage précieux, en notant que les anciens propriétaires refusaient de céder leurs terres aux successeurs d'*al-Iligh*. La même situation a été signalée par P. Pascon dans le cas de Tazerwalt. Le chef d'*Iligh* s'est plaint auprès du sultan Mawlay al-Hassan des *gens* de la tribu ennemie des Ida ou Ba'qil qui refusaient de reconnaître la propriété des terres achetées par *Iligh* en temps de sécheresse<sup>(88)</sup>. Il faut rappeler que les achats des terres par *al-Iligh* et son cousin dans le village d'*Isht* sont survenus après que 'Ali ben Ahmed al-Ilighi a échoué à conquérir spirituellement ce village rattaché traditionnellement à la confrérie nasiriyya. Cette tentative survint entre 1887 et 1895. On verra par la suite que l'implantation de la Darqāwiyya dans *Isht* est survenue après la mort du chef d'*Isht* et surtout après le retrait des Ida Ou Mribet qui l'ont envahi et conquis entre 1895 et 1900. L'histoire de l'opposition entre la Nāsiriyya et la Darqāwiyya a été considérée par M. Tozy et A. Lakhssassi comme une conséquence de la lutte des deux *leffs tahuggat et taguzzult*<sup>(89)</sup>. Ce qu'on peut remarquer en étudiant la conquête d'*Isht*, c'est qu'on ne sait pas quel fut le mobile du refus du village d'accueillir le saint. Nous ne savons pas si le mobile était foncier, spirituel, ou les deux à la fois. Etait-ce du fait d'une position politique doublée d'une identité religieuse (défense du fief de la Nasiriyya) ? Les écrits de Mokhtar Soussi montre que le chef d'*Isht* lui a refusé l'accès puisque le saint est venu récupérer ses terres que les habitants ont récupérés alors qu'ils les avaient vendues à 'Ali ben Ahmed al-Ilighi et son cousin Ali ben Abdallah al-Ilighi. Ces mêmes sources affirment que c'est le chef de la zāwiyya Nāsiriyya de Timgdisht qui a fait pression sur la population d'*Isht* pour qu'ils récupèrent leurs terres. A croire Mehdi Sa'aïdi, le procès des livres qui a opposé les saints d'*Iligh* et celui de Timgdisht a été derrière ce conflit. Le chef de la zāwiyya Nāsiriyya soupçonne les deux saints de s'accaparer des livres qu'ils ont empruntés, alors que les deux saints exhibent un acte d'achat de ces livres<sup>(90)</sup>. La concurrence spirituelle s'est changée donc en bataille territoriale.

(86) P. Pascon, *Le Rachat du Tazerwalt par la maison d'Iligh : formation d'une puissance foncière au XIX<sup>e</sup> siècle dans le sud-ouest du Maroc (1820-1894)*, AAN, pp. 59-77.

(87) M. Soussi, *Tiryāq*, p. 56.)

(88) P. Pascon et M. Ennaji, *Le Makhzen et le Sous al-Aqsa*, p. 134.

(89) A. Lakhssassi et M. Tozy, «Segmentarité et théorie des *leffs* : Tahuggat/Taguzzult dans le sud-ouest marocain», *Hespéris-Tamuda*, Vol. XXXVIII, fasc. Unique, 2000, pp. 183-214, pp. 197-198

(90) M. Sa'aïdi, *Les anciennes écoles et leur rayonnement littéraire et scientifique au Maroc : le cas de l'école d'Iligh* (en arabe), Publications du Ministère des Habous et des Affaires Islamiques. Rabat, 2006, 675p, pp. 168-169.

Mais ce qu'on peut dire, c'est que le chef d'Isht, al-Hussin Ou Hammū (m. 1900-1901) et 'Ali ben Ahmed al-Iighī ont toujours eu des attitudes changeantes par rapport aux *leffs taguzzult et tahuggat*. Mokhtar Soussi affirme que le changement de positions de al-Hussin Ou Hammū entre Aït Ou Mribet du *leff Tahuggat* et les gens d'Agred (le caïd de Tamanart) du *leff taguzzult* a été à l'origine de l'attaque et de l'occupation d'Isht à partir de 1895<sup>(91)</sup>. Chafik Arfag a montré que l'attitude instable du chef d'Isht, qui a tenté de s'allier discrètement aux Aït Ou Mribet alors qu'il était un allié classique du *leff taguzzult* et au caïd de Tamanart, a été derrière l'occupation d'Isht. Il rajoute aussi que la récupération d'Isht par le *leff Taguzzult* est survenue après les conflits internes qui ont éclaté entre les différentes fractions des Aït Ou Mribet. Certaines de ces fractions se sont alliées à l'ennemi de leur *leff* à savoir le caïd de Tamanart<sup>(92)</sup>.

D'autre part, il faut dire que l'opposition était symbolique, comme l'a bien décrite Mokhtar Soussi, entre un chef politique et un saint. Lorsque le chanteur et poète qui autrefois chantait les louanges du chef politique al-Hussin Ou Hammū, rentre à Isht en psalmodiant le *dhikr* de la Darqawiyya d'al-Iighī<sup>(93)</sup>, on voit que le saint a réussi à remplacer les chants en l'honneur du guerrier et du chef politique, par des prières en l'honneur de la confrérie, une victoire que le discours hagiographique enregistre parmi les succès du saint. De son côté le refus d'al-Hussin Ou Hammū d'entrer dans le village d'Isht exprime son inquiétude de voir 'Ali ben Ahmed al-Iighī soumettre ses hommes à sa voie et par conséquent les féminiser, car l'affiliation à une confrérie ôte le courage et chasse la bravoure des hommes et des combattants<sup>(94)</sup>. La malédiction du saint qui s'abattit sur le village et son caïd, se réalisa par l'intervention des Aït Ou Mribet du *leff Tahuggat* qui occupèrent la localité pendant cinq ans (1895-1901)<sup>(95)</sup>. On voit que la malédiction se réalise par le fait d'hommes injustes, *dhālims*, qui deviennent sans le vouloir des alliés du saint. Y compris dans la tradition prophétique, la possibilité de la punition d'un homme injuste par un autre homme injuste, est acceptée.

Après sa défaite, al-Hussin Ou Hammū alla demander le pardon, *tawba*. (la *tawba* signifie ici la manifestation d'un changement d'attitude) au saint 'Ali ben Ahmed al-Iighī en sacrifiant une bête<sup>(96)</sup>. Pour en revenir à l'attitude du poète, cela montre à quel point la poésie et les chanteurs ont été utilisés dans les batailles sociales et spirituelles. Et ce n'est pas un hasard si l'école d'Ighī, en l'absence de l'usage des armes, était à l'avant-garde de la production littéraire, surtout en matière de poésie qui a constitué un champ de bataille linguistique. L'opposition entre le saint et le chef politique (le combattant) s'inscrit dans le cadre des mutations (chants/*dhikrs*, poète/disciple,

(91) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), Imprimerie Mahdia, 1963, t. 2, p. 100.

(92) C. Arfag, *Caïdat de Tamanart : ses relations avec le Makhzen et son engagement tribal* (en arabe), Thèse de Doctorat d'Etat, Université Ibn Zohr, Agadir, 2 tomes, 2007.

(93) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), pp. 88-95.

(94) *Ibid*., p. 89.

(95) M. Soussi, *Ma'sūl*, t. 19, p. 261 et p. 269.

(96) M. Soussi, *De la bouche des hommes*, t. 2, p. 101.

Nasiriyya/Darqawiyya) et également dans le cadre de la maîtrise de la sphère de l'invisible<sup>97</sup> qui est le thème de préférence du discours hagiographique relatif à la sainteté d'al-Ilighi. Après la mort du chef d'Isht, al-Hussin Ou Hammū en 1900, le saint d'*Ilgh* acquit une grande partie des jardins d'Isht. C'était le temps du faible caïd al-Bashir ben Bella après lequel Isht changea de camp pour passer au *leff tahuggat*, et ce à partir de 1910. Cela montre comment l'opposition *tahuggat/taguzzult* n'est pas exclusive aux tribus Igzulen et aux autres tribus dites étrangères ou métissées. L'opposition entre les deux *leffs* opère au sein de la même tribu, comme c'est le cas des Majjāt, Aït Ou Mribet ou encore dans les différentes attitudes des saints qui peuvent s'allier selon les circonstances aux deux *leffs*. Cette période a été marquée par le déclin de la Nāsiriyya dans la région. Ce déclin est dû aux problèmes de succession et à l'absence d'un saint charismatique qui pourrait prendre la direction spirituelle. C'est dans ce contexte, qui a connu aussi la faiblesse des *leffs* et le reflux de la Nāsiriyya d'Isht, que la Darqāwiyya a pu conquérir ce village.

C'est dire que la lecture des conflits spirituels à travers la dualité des *leffs* comme l'ont fait Tozy et Lakhssassi, n'est pas suffisante. Ils ont négligé le fait que Isht comptait une zāwiyya d'al-Ilighi qui y possédait plusieurs lots de jardins<sup>98</sup>. Même s'il était logique que la conquête religieuse d'un espace finit par opposer deux obédiences religieuses, la Nāsiriyya et la Darqāwiyya, on voit ici (du moins du point de vue de l'hagiographie) que l'adversaire de 'Ali ben Ahmed al-Ilighi était bel et bien le chef tribal al-Hussin Ou Hammū et non le saint de la Nāsiriyya comme si le discours hagiographique était incapable d'opposer deux barakas.

Notre lecture diffère un peu de celle de M. Tozy et A. Lakhssassi qui ont souligné uniquement les conséquences pour l'implantation d'une confrérie, de la situation d'Isht sur la ligne de partage entre le *leff taguzzult* et celui de *tahuggat*<sup>99</sup>. La marche des confréries n'a pas souvent suivi cette ligne de démarcation sociale. Le cas des saints d'*Ilgh* qui ont rapproché deux confréries ennemis, à savoir la Darqawiya et la Tijāniyya, est éloquent. Il faut dire aussi qu'un caïd comme Tiouti a traité avec toutes les confréries malgré son appartenance au *leff taguzzult*. Ce fut aussi le cas du saint al-Ilighi qui a traité avec les deux *leffs* et presque toutes les confréries. Mais la connaissance de l'identité du *leff* nous est-elle utile pour comprendre certaines réalités ?

## LA QUETE D'UNE RECONNAISSANCE : LA VOIX DU CHEF ET LA VOIE DU SAINT

L'opposition entre les Aït 'Abdallah Ou Sa'Id et les Aït Herbil a connu un tournant décisif à l'époque coloniale. La jalouse des Aït Herbil concernant la

(97) Nous empruntons ce concept à Abdelouadoud Ould Cheikh, *Nomadisme, Islam et pouvoir politique dans la société maure précoloniale (XI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles)*, *Essai sur quelques aspects du tribalisme*, Thèse, Paris, 1985.

(98) M. Soussi, Ma'sūl, t. 2, pp. 129-130.

(99) A. Lakhssassi et M. Tozy, «Segmentarité et théorie des *leffs* : Tahuggat/Taguzzult dans le sud-ouest marocain», op. cit. pp. 197-198.

nouvelle situation des saints, devenus les protégés de l'administration coloniale, témoigne d'un changement de situation sociale. Le saint devient à la fois objet de mépris et de respect. Le Soussi respecte l'*agurram* en tant que personnage religieux; il le méprise en tant qu'homme. «Ces igutramen de Dougadir ne sont que des femmes, dit encore un *amghār* voisin. Ils n'ont jamais su se battre»<sup>(100)</sup>. Ce jugement donné par J. Chaumel, il l'a recueilli de la bouche d'un chef, *amghār*. On trouve des propos similaires dans l'œuvre de Mokhtar Soussi qui a recueilli de la bouche des hommes (des disciples de son père) des propos où des *amghārs* qualifient les saints de femmes. Il relate un dialogue entre un *amghār* et le saint al-Ma'darī alors en tournée. Le chef politique s'exprime sur la nature du pouvoir politique et celui de la sainteté mais sans renverser la situation en faveur du pouvoir māraboutique. Et lorsque certains saints sont les piliers de tout ce qui se passe sur terre, le chef politique lui rappelle que :

«sans notre protection (les chefs politiques), vous ne pouvez pas parcourir ces terres en compagnie de vos disciples, habillés de burnous sans qu'une main d'un tyran de Majjāt ne vous atteigne (la tribu et surtout ses deux clans puissants les Aït 'Ali et Aït Moussa auprès desquels le saint al-Ilighī cherche protection. Car si un des clans est protecteur du saint et donc son allié, l'autre clan pourrait se venger du même saint lorsqu'un de ses membres est nommé au poste de caïd). Et vous connaissez mieux que d'autres la tyrannie des Majjāt qui osent attaquer l'homme alors qu'il est à l'intérieur de sa maison et parmi ses enfants et femmes, et tout cela sous le regard des gens impuissants»<sup>(101)</sup>.

Les récits recueillis par Mokhtar Soussi sur son père montrent que ses pérégrinations ont été marquées par les difficultés et les heurts avec les chefs de tribus. Bien que ces récits mettent l'accent sur la repentance des chefs, ces derniers ont souvent fait preuve d'un mépris et d'un rejet du saint par leurs propos et leurs attitudes qui frôlaient parfois la violence physique<sup>(102)</sup>. Il faut dire que la soumission des disciples (bien que certains se soient confrontés au maître<sup>(103)</sup>) contraste avec le rejet des saints par les hommes de la tribu et les chefs politiques. Bien que les Majjāt fussent les protecteurs des saints, certains membres de la tribu n'hésitaient pas à attaquer ou à piller les biens des saints. Il ne faut pas oublier que la tribu Majjāt est composée de deux partis opposés. On peut retrouver la trace du statut des saints avant 1934 par rapport à la tribu dans les propos tenus par Mokhtar Soussi sur son frère Mohammed al-Khalifa «qui a fait face aux puissants et méchants de (la tribu) Majjāt qui font trembler les muscles des poitrines des saints (de la tribu Aït 'Abdallah ou Sa'id). Il leur a fait face, sans attaquer mais toujours en position de

(100) J. Chaumel, *Op. Cit.* p. 210.

(101) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), t. 2, p. 36. Pour lire ce dialogue intéressant voir pp. 32-36.

(102) M. Soussi, Ma'sūl, t. 2, p. 122.

(103) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), t. 3, p. 47.

défense. C'est pourquoi Dieu lui est venu en aide»<sup>(104)</sup>. Est-ce un mauvais tour joué aux saints dans les propos des disciples qui les féminisent ou s'agit-il d'une opposition entre un saint-viril en matière de sainteté, et un saint-feminisé dans la pratique sociale ?

La société avait ses moyens pour reconnaître la sainteté, et juger à part les hommes en dehors de leur sainteté. Ce qui remet profondément en question la nature des rapports entre la tribu et les saints comme on le voit dans les travaux de P. Pascon, qui dans une réplique à A. Hammoudi et A. Laroui, maintient que «l'analyse des textes montre une forte distinction entre un respect quasi général des tribus en direction des zaouias et du système des œuvres qu'elles entretenaient, et un fort désir de contenir les grandes Maisons dans un rôle purement commercial et bancaire»<sup>(105)</sup>. On ne peut être d'accord, du moins dans le cas de la sainteté d'al-Iligh, avec les propos de P. Pascon puisque la zāwiyya constitue un objet d'exactions et de pillages pour certaines tribus et personnes. C'est le cas de la zāwiyya ragrāgiyya d'Ilgh qui était protégée en 1130h/1717 au temps de l'installation des ancêtres de 'Ali ben Ahmed al-Iligh dans la région<sup>(106)</sup>. Il faut dire aussi que Mokhtar Soussi parlait du courage de son père qui allait récupérer auprès des caïds et des chefs tribaux des bêtes ou des animaux volés à la zāwiyya ou à son oncle pourtant saint et qadi. De même qu'on ne peut être d'accord avec le concept de l'autorité sacrée du saint que présente A. Hammoudi<sup>(107)</sup>. On a montré combien cette autorité n'est pas toujours respectée par les disciples directs ou encore par certaines personnes vivant dans l'entourage du saint. Les récits et les témoignages cités ci dessus montrent que la tribu et ses amghārs ont essayé de contenir les saints dans un rôle spirituel alors que les saints ont tenté de convertir les chefs politiques aux normes et valeurs maraboutiques.

## DEUX CONFRERIES, DEUX SAINTS ET UN MÊME POUVOIR

Les membres des lignages qui componaient la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'Id étaient partagés entre l'obédience nāṣiriyya, tijāniyya et darqāwiyya. Ces identités spirituelles ont eu une influence sur les décisions et les stratégies communes, mais sans que cela ébranle la cohésion sociale au sein de la tribu. Les membres des lignages, pour échapper à une domination totale et permanente, optent pour une

(104) M. Soussi, Ma'sūl, t. 2, p. 243.

(105) P. Pascon et M. Ennaji, «Les rapports du Makhzen avec ses marges au XIX<sup>e</sup> siècle, le cas de la maison d'Iligh», In *Etats, terroirs et tiroirs du Maghreb*, éds P. R. Baduel, Paris, CNRS, 1985, pp. 91-110, p. 107.

(106) M. Sa'aïdi, *Les anciennes écoles et leur rayonnement littéraire et scientifique au Maroc : le cas de l'école d'Iligh* (en arabe), Publications du Ministère des Habous et des Affaires Islamiques, Rabat, 2006, 675p, pp. 82-83.

(107) A. Hammoudi, *Maitres et disciples, Genèse et fondements des pouvoirs autoritaires dans les sociétés arabes, essai d'anthropologie politique*, Paris, Maisonneuve Larose, 2001, 277 p.

protection de la part de personnages différents, et surtout ennemis. Les conflits entre les trois obédiences confrériques, d'après l'œuvre de Mokhtar Soussi, se déroulent à l'extérieur de cet espace tribal puisque la Tijāniyya et la Dārqawiyya ont connu une alliance parfaite grâce aux liens sociaux des deux cousins : 'Ali ben Ahmed al-Ilghī ad-Darqāwī et 'Ali ben 'Abdellah al-Ilghī at-Tijānī qui selon les dires de Mokhtar Soussi sont devenus comme «une seule âme «ou encore qui «fonctionnent comme les aiguilles d'une même montre»<sup>(108)</sup>. Il suffit de dire que la zāwiyya Tijāniyya dans le village d'Ilgh a été créée peu de temps avant la zāwiyya darqawiyya de 'Ali al-Ilghī. On l'a vu, la terre sur laquelle a été bâtie la zāwiyya darqawiyya a été offerte par le cousin tijānī du shaykh 'Ali al-Ilghī. Ainsi, les différends qui ont opposé la Tijāniyya et la Darqāwiyya dans le nord du Maroc et même dans la région du Souss ont été proscrits dans Ilgh. Contrairement à ce constat, la terrible bataille qui a opposé la coalition Tijānis-Darqawis menée par 'Ali ben Ahmed al-Ilghī et par son cousin 'Ali b. 'Abdallah al-Ilghī contre les savants nasiris (de la Nāsiriyya) de Timgicht nous fait presque oublier l'entente cordiale et spirituelle entre la Tijāniyya et la Nāsiriyya dans les autres régions du Maroc. Cela ne peut être expliqué sans recourir à la structure sociale propre aux Aït 'Abdallah Ou Sa'Id et surtout à la coalition entre la famille de 'Ali al-Ilghī et celle de son cousin.

Bien que la direction politique revînt à 'Ali Ben Abdallah al-Ilghī, qadi et fondateur de la zāwiyya Tijāniyya, au temps de Mawlay al-Hassan (m. 1894), surtout après ses expéditions armées dans le Souss en 1882 et 1886<sup>(109)</sup>, cette direction était partagée avec 'Ali ben Ahmed al-Ilghī ad-Darqāwī qui avait su comment renforcer les positions de la tribu en créant une alliance sociale et religieuse entre lui et son cousin. La force religieuse d'Ilgh avait été consolidée par l'attribution des titres de caïds à des alliés aux saints d'Ilgh lors de l'expédition militaire, ḥarka , du sultan Mawlay El Hassan en 1882<sup>(110)</sup> qui survint deux ans avant la fondation de la zāwiyya Darqāwiyya d'Ilgh. C'est ainsi que 'Ali ben Ahmed al-Ilghī et son cousin étaient devenus des chefs de la tribu dont ils défendaient les intérêts. Le sultan Mawlay Abdelaziz avait été aussi accueilli dans le Souss lors de son passage en 1897, par les deux cousins. Il est vrai que cette direction devait être davantage le fait d'al-Ilghī at-Tijānī, après la mort de 'Ali ben Ahmed al-Ilghī ad-Darqāwī en 1910, qui avait connu son apogée au cours du règne du sultan 'Abdelaziz (1894-1907). On voit bien comment les deux saints d'Ilgh, contrairement à al-Hussin ben Hāshim, le chef d'Illigh, qui a toujours évité de rencontrer le sultan, ont profité de la tension entre le Makhzen et Illigh. Ce qui représentait en soi une reconnaissance de leur autorité de la part du Makhzen. Et de fait

(108) Ce qui est contraire à ce qu'a avancé Ali Oumlil sur la concurrence entre la Darqāwiyya et la Tijāniyya. Voir son article «M. Soussi : autorité du savoir et autorité politique , (en arabe), pp. 7-25, In *al-Mukhtār Soussi, la mémoire retrouvée (en arabe)*, Actes du colloque de l'Université Ibn Zohr, Agadir , publié avec le soutien de la municipalité d'Agadir, 1986, pp. 23-24.

(109) Voir D. Nordman, «Les expéditions de Moulay Hassan», *Hespéris-Tamuda, 1980-1981*, pp. 123-152.

(110) Voir P. Pascon et M. Ennaji, «Les rapports du Makhzen avec ses marges au XIX<sup>e</sup> siècle, le cas de la maison d'Iligh», Op. Cit. p. 106.

'Ali ben Ahmed al-Ilighi ad-Darqawi et 'Ali ben Abdellah al-Ilighi at-Tijani n'ont pas cessé de peser d'un grand poids dans la vie sociale et politique de la région. Leur nouveau rôle était dû en partie à la médiation des grands caïds, notamment al-Goundafi et par la suite al-Glaoui, qui était un adepte de la Tijaniyya<sup>(111)</sup>.

Il faut dire aussi que la Tijaniyya par son caractère élitiste propre au Maroc n'avait pas connu une grande implantation dans la région du Souss<sup>(112)</sup>. Les Tijanis du Souss ne voulaient pas divulguer la voie comme ceux de la Darqawiyya, affirme Mokhtar Soussi<sup>(113)</sup>. A la mort de 'Ali ben Ahmed al-Ilighi en 1910, juste après la visite qu'il fit, en compagnie de son cousin, à Ma' al-'Aynayn fraîchement installé à Tiznit, son fils Mohammed al-Khalifa lui succéda à la tête de la confrérie mais aussi de la tribu. Un conflit éclata entre Mohamed al-Khalifa (le politique) et 'Ali ben Ahmed al-Ilighi at-Tijani (le saint) à cause du droit de perception de la dîme puisqu'ils y étaient autorisés tous les deux par Ahmed al-Hiba<sup>(114)</sup>. Cet incident, visiblement lié à la chefferie tribale, a failli ébranler la cohésion entre les deux familles et donc les deux confréries, puisqu'il a été suivi de l'assassinat du fils de 'Ali ben Abdallah al-Ilighi at-Tijani. Certains ont soupçonné l'implication directe de Abdallah, le frère cadet de Mohammed al-Khalifa dans cet assassinat. Ce fait coïncide avec la décadence et le reflux de la zawiyya tijaniyya qui allait devenir une mosquée et dont l'influence s'éteindra faute de successeurs au profit de la zawiyya darqawiyya<sup>(115)</sup>. Ce fut le seul incident à avoir entaché l'entente entre deux branches d'une même famille et donc entre deux zawiyyas. On pourrait remarquer que la force et la continuité de la sainteté sont liées à la garantie d'une succession. Mohammed al-Khalifa qui a pu convertir le charisme religieux en pouvoir politique a pu devenir gouverneur dans la région au détriment de l'autorité spirituelle qui s'est évaporée avec la disparition des zawiyyas darqawiyyas fondées par son père. Le scénario de la succession dans les confréries se trouve aussi dans la succession monarchique comme c'était le cas après la mort de Mawlay Ismaïl (m. 1627) et Mawlay al-Hassan (m. 1894). Les autorités coloniales ont joué à plusieurs reprises sur ce registre après la signature du traité du protectorat en 1912..

#### LA TRIBU DES AÏT 'ABDALLAH OU SA'ID ENTRE CHARISME DU SAINT ET PROTECTION DES AUTORITÉS COLONIALES.

L'histoire des Aït 'Abdallah Ou Sa'id montre qu'il y a bien eu une évolution de cette tribu : formée en période précoloniale au temps des saints 'Ali ben Ahmed al-Ilighi ad-Darqawi, son cousin 'Ali b. 'Abdellah al-Ilighi at-Tijani, elle passa avec

(111) Il faut dire que la montée en puissance des saints d'Igh (le saint darqawi et Tijani) est liée aux pouvoirs de ces deux caïds et ce depuis 1883. La fondation des deux zawiyyas à Igh coïncide avec cette date. Les difficultés de la zawiyya d'Igh au Tazerwalt, surtout avec son siège en 1886, peuvent aussi expliquer le prestige des saints d'Igh. Voir P. Pascon et M. Ennaji, *Le Makhzen et le Sous al-Aqsa*, Paris, CNRS, Rabat, éds Toubkal, 1988, 248p.

(112) La Tijaniyya ouest saharienne a connu au contraire une implantation extraordinaire du fait que la voie était liée à un processus d'islamisation et aussi de promotion et de luttes entre les tribus.

(113) M. Soussi, *Ma'sūl*, t. 1, p. 265.

(114) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), t. 1, p. 60.

(115) Sur la tension entre Mohamed al-Khalifa et Ali al-Ilighi al-Tijani voir M. Soussi, *Ma'sūl*, t. 2, p. 130.

Mohammed al-Khalifa, sous le protectorat, de la situation de tribu dominée, à celle d'une tribu autonome susceptible ensuite d'exercer les fonctions de commandement. Avant la colonisation, les saints déployaient tous leurs efforts pour sauvegarder leurs biens et protéger leurs disciples, voire pour sauver leurs propres personnes. C'est ainsi que la majorité des alliances matrimoniales des saints étaient conclues à l'extérieur de la tribu, et surtout avec de grands chefs politiques ou encore des savants puissants et proches du pouvoir<sup>116</sup>.

Mohammed al-Khalifa s'est allié au mouvement d'al-Hiba en 1912. Cette alliance avait été précédée deux ans auparavant, par une rencontre entre Mā' al-'Aynayn et 'Ali ben Ahmed al-Ilighī morts, tous deux, la même année (1910). L'aventure d'Ahmed al-Hiba appuyé par Mohammed al-Khalifa tourna court après la défaite de sidi Bou'athmān contre les colonnes françaises près de Marrakech en 1912. Cependant il n'a pas trahi l'émir du *jihad* qui a trouvé refuge à Tiznit, à Taroudant et surtout à Kerdous. Mohammed al-Khalifa a même pris les armes pour défendre l'émir et combattre l'armée makhzanienne et française. J. Chaumel signale qu'al-Hiba l'a envoyé soulever les tribus pro-Darqāwiyya surtout les Ida Ou Tanān contre le caïd Mtougui. Son oncle tijānī, lui aussi, a continué, tout comme les Tijānis du sud-ouest à soutenir al-Hiba. Cependant Mokhtar Soussi signale le changement d'attitude de son frère qui a rencontré le caïd al-Goundafi à Tiznit en 1919-1920 pour protéger les zāwiyas et les disciples, qui risquaient d'être attaqués à cause de ses positions favorables au mouvement d'al-Hiba. Ce qui constitue un acte de soumission au Caïd et au Makhzen et un signe de détachement du mouvement d'al-Hiba. Ce changement d'attitude lui a attiré des ennuis et des soupçons de la part des partisans d'al-Hiba<sup>117</sup>. C'est donc après la soumission de la région aux autorités coloniales que M. al-Khalifa a envoyé une missive déclarant sa soumission à la personne du sultan par le biais du Chef de cercle d'Agadir. «Il se met en relations constantes avec les Bureaux de renseignements de Tiznit, puis d'Ighrem. Dans la mesure où il le peut sans se compromettre, il prépare, dans sa tribu et aux alentours, les esprits à admettre l'éventualité d'un rapprochement avec le Makhzen (l'Administration coloniale). En mars 1934, il présente la soumission de sa tribu à la colonne makhzen (française) ; il est nommé amghar des Aït 'Abdellah ou Sa 'Id. peu de temps après. Mokhtar Soussi affirme qu'il était aussi caïd sur les Aït Wafqa, Ighshā n et une partie d'Amanūz»<sup>118</sup>. Il conserve ce poste jusqu'en 1946 où, appelé à un commandement un peu plus important dans le Cercle de Tiznit, il laisse la place à son frère cadet<sup>119</sup>. Ainsi l'autonomie de la tribu des Aït 'Abdallah ou Sa 'Id est officialisée avec la soumission de la région du sud-ouest aux autorités coloniales.

(116) Voir le mariage de Ali al-Ilighī avec la fille du savant al-Addūzī et de M. al-Khalifa avec la fille du chef al-Ighshānī. Voir M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), t. 1, p. 99.

(117) M. Soussi, *De la bouche des hommes* (en arabe), t. 1, p. 75.

(118) *Ibid.*, p. 76. Voir aussi A. Adam qui parle de ces trois tribus comme dépendantes de l'Annexe des Affaires Indigènes de Tafraout et du Cercle de Tiznit. Voir A. Adam, *Les modalités de serment collectif dans l'Anti-Atlas occidental*, *Hespérus*, t. XXXV, N°3/4, 1948, pp. 299-310, note 1.

(119) M. Soussi relate le récit de son père qui prédit la nomination de son fils par les autorités coloniales. op. cit., p. 78.

À cette époque, la tribu a eu un statut particulier accordé par l'administration coloniale : pas question de sacrifier des bêtes en faveur des protecteurs, *amghras*. La protection de l'administration coloniale et des bureaux s'est substituée à celle des Majjāt. Mokhtar Soussi parle de cette situation pour l'année 1352h/1933, à l'approche d'une colonne armée d'*Ilgh* dirigée par les Français, le caïd al-Ighshāni (beau-père de Mohammed al-Khalifa) et le caïd Mohammed b. Brahim Tiouf<sup>(120)</sup> : «*Lorsque notre frère Ahmed a demandé que les saints (et la tribu des Aït 'Abdallah ou Sa'Id) ne soient plus subordonnés à d'autres tribus comme les Majjāt, sa demande a été acceptée et c'est ainsi que la tribu des saints (la tribu des Aït 'Abdallah ou Sa'Id) est devenue autonome après avoir été soumise aux autres (forces tribales) qui exerçaient sur elle avant la colonisation toutes sortes d'exactions*»<sup>(121)</sup>. Il ne faut pas oublier que Mokhtar Soussi a considéré la fin des conflits tribaux et des exactions des caïds, comme une baraka réalisée par la colonisation<sup>(122)</sup>. Cette expression reflète la vision d'une tribu maraboutique, les Aït 'Abdallah Ou Sa'Id qui allait s'épanouir à l'époque de la colonisation.

Le rôle de la zāwiyya d'*Ilgh* et surtout de son chef Mohammed al-Khalifa est alors réduit à des manœuvres politiques. Ce qui confirme la théorie selon laquelle les zāwiyyas s'éclipsent au contact d'un centre administratif colonial. C'est ainsi que les tribus puissantes n'osaient plus utiliser la force contre elles, et les membres des Aït 'Abdallah ou Sa'Id n'hésitent pas à traîner les membres des autres tribus devant les tribunaux coutumiers pour défendre la propriété des terres. J. Chaumel parle en ces termes de cette mutation : «*Au tribunal, ils présentent des actes en bonne et due forme, tandis que leurs adversaires ne se prévalent que de l'occupation. Les Aït Abdallah ou Sa'Id se montrent, lors de tous ces conflits, opposés à toute concession, même réciproque ; ils ont trop eu l'habitude de voir les autres parties toujours prêtes en parole à souscrire à tous les engagements avec l'intention secrète de les rompre dès que possible. Les tribus voisines accoutumées à exercer une sorte de suzeraineté condescendante à l'égard des marabouts, ne sont pas loin de considérer comme injuste que ceux-ci veuillent s'affranchir d'une vassalité qu'ils ont, jusqu'ici, supportée sans réaction mais dont ils faisaient évidemment tous les frais. Ils arguent que les actes présentés par les Iggurramen (saints) ne furent jamais que des actes de complaisance, presque de politesse : aran-n-lkas-n-watay, acte du verre de thé, disent-ils avec mépris*

La montée en puissance de la chefferie politique a eu des conséquences graves sur le rayonnement spirituel de la confrérie. Au contact de l'administration coloniale la baraka du saint régresse<sup>(123)</sup>. Que ce soient les archives ou les documents imprimés

(120) M. Soussi, Ma'sūl, t. 19, p. 219. Il s'agit aussi d'un ami du saint 'Ali al-Ilghi. Ce caïd a multiplié les relations avec les saints d'obédiences confrérielles différentes.

(121) M. Soussi, Ma'sūl, t. 2, p. 246.

(122) M. Soussi considérait la colonisation comme un destin déjà prédit par les sages et les gnostiques, voir Ma'sūl, t. 2, pp. 246-248.

(123) Ce constat élaboré par G. Drague (S. Spillman) est visible dans le cas des zāwiyyas tijānis algériennes. Voir notre ouvrage sur *Les origines de la Tijāniyya*, Éds Marsam, Rabat, 2007.

arabes ou encore les écrits coloniaux, ils sont unanimes sur la décadence de la Darqāwiyya et du *moussem* Dougadir. J. Chaumel ou Mokhtar Soussi ont fourni des témoignages précieux sur le reflux du spirituel. Les deux témoins n'ont pas omis de s'apprécier. Sans le nommer, J. Chaumel parle de Mokhtar Soussi en disant qu'il était devenu directeur d'une école à Marrakech, qu'il était parmi les rares membres de la tribu qui se soit lié avec le mouvement réformiste moderne, et que son activité gagnait des partisans alors qu'elle perdait au niveau strictement religieux (spirituel). De son côté Mokhtar Soussi a exprimé sa profonde considération vis-à-vis du projet colonial qui a intégré son frère dans les rouages de l'autorité et de l'administration, ce qui a provoqué une crise et une stagnation dans l'essaimage de la Darqāwiyya. Les deux personnages s'accordent sur un point : c'est que Mohammed al-Khalifa a toujours tenté de rester neutre ou de ne pas s'impliquer trop dans la politique coloniale.

Cette question sera à nouveau posée après l'indépendance, lorsque le Gouverneur d'Agadir a inscrit le nom de Mohammed al-Khalifa sur une liste contenant les noms des collaborateurs de la période coloniale. Mehdi Sa'aïdi cite une lettre envoyée par 'Umar as-Sāhīlī au secrétariat général du parti de l'Istiqlal, pour disculper Mohamed al-Khalifa des accusations portées contre lui. Selon as-Sāhīlī, ce dernier n'a jamais emprisonné un nationaliste et n'a pas soutenu le projet du Glawī et de l'administration coloniale visant la destitution du roi Mohamed V. On lui a reproché que certains disciples se soient réunis au sein de la zāwiyya Darqāwiyya à *llgh* sur ordre du Glawī pour soutenir le projet de destitution, mais Mohamed al-Khalifa ne participait pas à cette réunion. Ce dernier ne fut pas impliqué dans l'affaire, mais le rassemblement annuel, *moussem*, de la zāwiyya qui existait depuis 1853, ne s'est plus tenu depuis lors<sup>(124)</sup>. Mokhtar Soussi, nommé ministre des Habous (biens de mainmorte) et ensuite ministre du Trône, a joué sans doute un rôle dans l'abandon de l'accusation. On a parlé même d'un projet de nommer son frère gouverneur, mais ce dernier a refusé le poste pour jouir d'une retraite paisible mais teintée d'une amertume : celle d'avoir abandonné l'œuvre de son père 'Ali al-Illighī.

## CONCLUSION

On veut croire que le lecteur aura du mal à concevoir le cas de 'Ali al-Illighī comme étant un phénomène généré par une affirmation autoritaire du saint. On aurait bien des difficultés à construire un tel modèle culturel, lorsqu'on constate que le saint avait une autorité religieuse certes, mais une autorité qui ne lui permettait pas de se libérer de la tutelle des chefs politiques et tribaux, qui s'exerçait sur lui. On a vu aussi comment les stratégies religieuses et politiques déployées par le saint visaient à libérer un groupe historiquement dominé. C'est dire combien le saint, ou

---

(124) Voir 'Umar al-Mutawakkil as-Sāhīlī, L'Institut islamique de Taroudant (en arabe), d'après M. Saidi, *Adab ar-rassā'il fi Souss au XIV<sup>e</sup> siècle de l'hégire*, Thèse d'Etat, Université Ibn Zohr, Agadir, 2002, 3 tomes, t. 2, 709p, p. 367.

encore son successeur, avait du mal à gouverner à l'intérieur de l'espace tribal. La vassalisation subie par la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'Id était à l'origine la ligne de défense adoptée par les saints qui durent faire face à un processus de dissolution qui menaçait leurs lignages. Et on voit que, de ce fait, la ligne de partage culturel (valeurs maraboutiques contre valeurs des chefs politiques) constituait une garantie de survie et une marge de manœuvre pour la promotion sociale et politique.

L'arrachement du saint de son milieu et de ses maîtres est comme en harmonie avec «l'arrachement des terres» aux Aït Herbil par les Aït 'Abdallah Ou Sa'Id et la prise du commandement politique qui revenait autrefois aux forces tribales dominantes. Le parcours de 'Ali ben Ahmed al-Ilighi montre à quel point la tribu du saint s'est battue pour avoir des parcelles, pour que ses lignages saints puissent fonder écoles et zāwiyyas et tisser des liens avec le pouvoir caïdal et ensuite avec celui du Makhzen. Son cas montre bien comment le Makhzen (lors des expéditions de Mawlāy al-Hassan et de Mawlāy Abdelaziz) a renforcé le pouvoir des saints par l'intermédiaire des grands caïds. On a vu combien les liens ont été fort entre le caïd al-Goundafi et surtout le caïd al-Glawi qui ont introduit les saints d'Ilgh dans le cercle du Makhzen. Ces derniers ont bénéficié des Dahirs de respect qui offrent un autre type de protection lorsque le recours à la politique des *leffs* est inopérant. Les saints ont rejoint à la fois le *leff taguzzult* et *tahuggat* pour les affaires internes, mais souvent le *leff tahuggat*, allié du makhzen, quand il s'agissait des rapports extérieurs. Il faut dire que parfois on pourrait distinguer chez les saints d'Ilgh leur appartenance *tahuggat* au niveau politique et extra-tribal en même temps qu'une appartenance *taguzzult* au niveau social et tribal. Cela montre que le fonctionnement dual des *leffs* est loin d'être opérationnel dans le cas de la tribu des Aït 'Abdallah Ou Sa'Id où l'étouffement social s'apaise dans l'épanouissement spirituel. A cela s'ajoute le fait que les institutions locales ont été réduites par le biais de la subordination aux autres tribus et aussi du fait des liens entre les saints et le Makhzen par l'intermédiaire des caïds. Nous avons vu combien le poids de la hiérarchie sociale et l'opposition entre saints et chefs tribaux (et guerriers) ont été les causes du déploiement de la sainteté d'al-Ilighi qui selon l'expression de A. Dupront «est une création collective ; il est une image, un modèle et en ce sens il est pleinement intégré dans l'histoire»<sup>(125)</sup>. C'est dire combien l'écrit hagiographique n'est pas seulement une littérature propre au lignage saint, mais un terrain où continue sous d'autres formes la bataille autour du pouvoir, entre les saints et les agents du pouvoir politique. Le saint se sert de ce discours pour ré-islamiser la société, neutraliser les ennemis et va même jusqu'à lui offrir les valeurs maraboutiques si elle veut se repentir comme le montrent les écrits de Mokhtar Soussi. Le parti adverse qui tout en refusant ce piège, puise dans sa propre culture, constituée de valeurs relatives à l'honneur et à la guerre, n'hésite pas à féminiser les saints et leurs disciples qui ont été déjà soumis par l'ascendant (*al-hayba*) du saint. On est loin d'une hagiographie qui témoignerait seulement du processus de

(125) A. Dupront. *Du sacré, croisade et pèlerinage*. Paris, Gallimard, 1987.

formation d'une autorité religieuse devenue politique, et autoritaire selon A. Hammoudi. On est donc au sein d'une hagiographie qui renouvelle tous les ingrédients d'un processus « primaire » traitant des partages et des tentatives de monopoliser l'autorité. On voit à quel degré la soumission spirituelle et politique des disciples est l'écho de la soumission sociale du saint et de son lignage. De même l'ascèse, la *mujâhada*, en vue d'une reconnaissance spirituelle, va de pair avec une *mujâhada* en vue d'une libération de la domination sociale des tribus puissantes. Ce constat est lisible dans l'opposition entre une domination sociale du saint par les tribus et sa suprématie spirituelle qui relève du domaine de l'invisible. Ce qui nous incite à dire que le repérage des voies qui mènent à la compréhension des structures sociales par l'étude du discours hagiographique est le seul remède contre les risques des dérives du réductionnisme et de la généralisation.

Les oppositions constantes entre confréries et tribus montrent à quel degré, le modèle de la montée de la dynastie saâdienne se perpétue. Ce modèle reste lisible, que ce soit dans le mouvement d'al-Hiba qui a pu mobiliser tribus et confréries en un temps record, ou encore dans la soumission aux autorités coloniales qui ont accompli, au regard de Mokhtar Soussi, le miracle jamais réalisé à long terme, celui de faire régner la paix ; une paix qui était souvent demeurée provisoire quand les saints étaient parvenus à l'instaurer. On voit que la théorie des *leffs* n'est pas applicable à toutes les régions. Le cas des Aït 'Abdallah ou Sa'îd remet en cause ou invite à nuancer les idées avancées par R. Montagne, M. Tozy et A. Lakhssassi.

Les tribus les plus hostiles ont été donc les protectrices des membres de la tribu des Aït 'Abdallah ou Sa'îd. Par ailleurs, deux confréries, impossibles à concilier dans toutes les régions du Maroc, à savoir la Darqâwiyya et la Tijâniyya, ont été à l'origine de la formation d'une tribu et de la promotion spirituelle d'une sainteté. La conséquence en a été que le charisme du saint s'est presque évanoui quand les gens des Aït 'Abdallah ou Sa'îd autrefois marginalisés, sont devenus une tribu distincte et autonome après la mort du saint 'Ali ben Ahmed al-Ilighi. Tout se passe comme si la tribu avait survécu à l'effondrement spirituel de la confrérie.

Le problème de la succession du saint nous a fait voir comment l'arrachement du saint à son milieu familial et à son entourage, a été suivi par une implication dans la vie sociale et économique du groupe. Ensuite l'implication des successeurs dans le quotidien et surtout dans la vie politique a été à l'origine du tarissement du spirituel. C'est dire que si le père a joué un rôle sur le plan religieux et politique, le fils, Mohammed al-Khalifa, s'est consacré à la conversion du pouvoir charismatique en pouvoir politique. L'œuvre de Mokhtar Soussi qui a tenté de reconstituer l'histoire de l'autorité des saints, témoigne d'une oscillation entre le spirituel, le culturel et le politique. Les deux fils d'Ali al-Ilighi ont été portés vers le pouvoir spirituel et politique par le biais de la nomination et de la désignation (par le père dans le cas de Mohamed al-Khalifa et par le Roi pour le cas de Mokhtar Soussi). Leur consécration n'a pas été le fruit d'un rapport initiatique qui serait issu

de la relation maître/disciple mais plutôt d'une conversion d'un charisme religieux en pouvoir politique et de la bonne gestion d'un patrimoine culturel.

L'opposition entre saints et chefs politiques qu'on a essayé de comprendre, présente au fond la synthèse du fonctionnement du pouvoir du sultan-sharif. Ce dernier se situe à l'intersection des deux pouvoirs et des valeurs provenant des saints et des chefs politiques locaux (amghârs, caïds). Ce croisement des deux types de pouvoir a connu une routinisation depuis l'installation des Saâdiens et surtout de la dynastie alawite. Après le dernier saint-mahdi (Abû Mahallî) qui tenta de s'emparer du trône au début du XVII<sup>e</sup> siècle, il n'y a plus eu que des tentatives sans lendemain, comme ce fut le cas de Dilâ' et d'al-'Ayyâshî. Depuis que la jonction a été faite entre pouvoir religieux et pouvoir politique par les sharifs alawites, la marge de manœuvre a été réduite pour les prétendants issus du milieu maraboutique. Cela montre que le schéma adopté par C. Geertz, dans *Islam Observed*, en opposant le marabout au sultan ne fonctionne pas dans la région du sud-ouest et surtout dans le cas de 'Ali al-Ilighî<sup>(126)</sup>. La grande question qui n'a pas encore reçu de réponse et qui constitue une sérieuse piste pour comprendre l'autorité et la stabilité du pouvoir monarchique, est liée à la compréhension de la nature et des particularités du pouvoir des sharifs alawites. Ces derniers n'ont pas fondé un pouvoir politique éphémère ou encore une zâwiyya comme le disent A. Hammoudi et A. Laroui<sup>(127)</sup>. On comprendra mieux alors ce que signifie un pouvoir politique qui fait la synthèse des pouvoirs guerriers et maraboutiques, surtout quand il a pris soin de les opposer, de les instrumentaliser et de les surclasser.

(126) Voir C. Geertz, *Observer l'Islam*, Paris, éds la découverte, 1992 (publié en anglais en 1967). Il faut dire que l'approche de Geertz s'appuie sur un schéma déjà avancé par A. Bel concernant le maraboutisme et le sharifisme et qui voyait l'histoire marocaine comme une succession de tensions entre le maraboutisme berbère et le pouvoir du sultan sharif et aussi étranger. Bien que Geertz ne prenne pas en considération la dichotomie arabe/berbère ou encore l'opposition entre islam populaire et islam élitiste, il a avancé la thèse d'une histoire marocaine fonctionnant selon une dynamique marquée par la tension qui existe entre la baraka du saint et celle du sultan. La présente étude montre combien il est facile de constater que cette tension existe surtout entre le pouvoir du saint et celui des amghars et non entre le saint et le sultan. On a montré combien les saints de la tribu des Aït 'Abdallah ou Sa'îd avaient bénéficié du soutien du sultan et de ses représentants dans la région. Une étude sur cette question a été présentée au dernier colloque organisé par l'I.E.P. Lyon. Voir J. EL Adnani, *Le Maraboutisme chez Geertz : quelques réflexions anthropologiques*, *Colloque Autour de Geertz, Lyon, Janvier 2008*, (à paraître in H. Addi éds, Paris, la découverte).

(127) Geertz a parlé dans le *Souk de Sefrou* de la confrérie Mawlay 'Ali Sharif confondant par là l'origine des personnes qui se déclarent sharifs et non affiliés à une confrérie alawite. Il n'existe pas de *winds* et de zâwiyyas qui dépendent de la dynastie alawite. Si on parle de la baraka de Mawlay 'Ali sharif et de la vénération de son tombeau, on ne peut parler d'une généalogie spirituelle et d'une chaîne de transmission mystique propre à ce personnage. Voir C. Geertz, *Le Souk de Sefrou, sur l'économie du bazar*, traduction et présentation de D. Cefai, Saint-Denis, éds Bouchène, 2003, 263p, p. 103. Il faut dire aussi que la classification de Geertz entre confréries sales et confréries propres n'a pas de sens du moment où cette classification a été opérée selon les métiers exercés par les affiliés (bouchers contre marchands de soie par exemple). Des sultans, ministres, secrétaires, marchands, caïds et autres ont été affiliés à la darqâwiyya considérée comme populaire. De même que la Tijâniyya plus élitiste recrutait des affiliés exerçant des métiers «sales», comme le dit Geertz..

## ملخص

اعتمادا على وثائق محلية وأخرى أجنبية يحاول صاحب هذا المقال إظهار جوانب جديدة في إطار الأبحاث التي تهتم بدراسة العلاقات التي تربط ما هو سياسي بما هو ديني. ومن خلال قراءة في التجربة الدينية والسياسية لعلي بن أحمد الإلغي بمنطقة سوس، الذي شكل نموذجاً لدراسة الباحث ع. حمودي، حاولنا تبيان كيف أن المرید لم يكن خاضعاً كلياً لشیخه وكيف أن الولي كان يخضع لسلطة وحماية الزعماء السياسيين من قواد وشيوخ القبائل. كما تبين هذه الدراسة على أن السلطة الدينية والسياسية للولي الصالح مرتبطة خصوصاً بتحولات خارجية خاصة مع المحن ومتلاهيه وكذا بالدخول في حماية شیوخ محليين أكثر مما هي مرتبطة بسلطة الولي من خلال إخضاع وتربيه المریدين. كما حاولنا تبيان بعض مظاهر «فصل السلطتين» الدينية والسياسية وذلك بتوزيع الأدوار بين الولي الصالح وزعيم القبيلة. وفي الأخير قمنا بتتبع مسار تحول السلطة الروحية إلى سلطة سياسية مع أبناء الولي الصالح وهما محمد اختار السوسي و محمد الخليفة خلال العهد الاستعماري وكذا بعد الاستقلال.

## ABSTRACT

This article relies on local and foreign documents to shed light on new aspects of studies that are concerned with the relations between religions at the political Level. Through a reading of the religious experience of Ali Ben Ahmed al-Illigli in the Souss region, the article elaborates on the idea that the disciple was not entirely dependent neither upon his master nor on the saint ; he was dependent rather upon the power and the protection of the political leader.

# **Notes et Documents**

# **Notas y Documentos**



## THE IMPACT OF EUROPEAN INVASION ON MOROCCAN MARKETS : THE CASE OF BRITISH CLAIMS FOR ROBBERIES AND DEBTS

KHALID BEN-SRHIR

This is the second part of the report written about Morocco by the Royal Envoy of Queen Victoria, Sir West Ridgeway, to the Sultan of Morocco Mawlay Hassan, at the last years of the nineteenth century<sup>(1)</sup>. The main subject of this second part of the same report is the pecuniary claims of British traders against Moroccan subjects of robberies and debts during the second half of the nineteenth century. However, most of the claimants concerned were Moroccan Jews naturalized as Gibraltarian, or were from Gibraltarian origins or simply British protégé with connections to international trade.

Since the earliest dynasties who ruled the country, the distinctive economic position of Moroccan Jews, due to their constant interest in local and international trade, awarded them a special standing in the Makhzen circles. Many of them had been entrusted with commercial and political missions in European countries, like Mordecai De La Mar of Essaouira and his brother Masud, Samuel Sumbal and many others during the reign of Sidi Mohammed Ben Abdullah (1757-1790)<sup>(2)</sup>. Moroccan Jews who felt comfortable with some foreign languages were used as interpreters during audiences of foreigners with the Sultans. Many Jewish courtiers played decisive roles in Moroccan diplomacy, especially in concluding international treaties with western countries.

On the other hand, since the earliest times, international treaties and conventions concluded between Moroccan rulers and western countries, dealt totally or partly with trade. Articles of these treaties were devoted to regulations of commercial exchanges between subjects of the two nations. However, there was a big difference between the contents of international treaties concluded during middle ages, modern times and contemporary periods. The validity of most treaties concluded before 1856 was limited to only few years. Both parties were free to accept or refuse

---

(1) The first part was published in *Hesperis-Tamuda*, vol.XLI, (2006), pp. 93-157, under the following title: A "British imperial eye: Sir West Ridgeway's report on the general situation of Morocco in 1893".

(2) Daniel J. Schroeter. *The Sultan's Jew, Morocco and the Sephardi World*. Stanford University Press, California, 2002, pp. 26-27.

renewing its validity. In the case of renewing, the new text signed could be a mere confirmation of its old content or by making changes. So, the procedure of concluding international treaties between Morocco and foreign countries was complicated for many reasons. The texts of the concluded treaty must be written in Arabic and in a foreign language. Both parties, during the modern period, were unable to solve this problem without using the services of interpreters who were most Jews. But the said interpreters were, in most cases, rarely able to master a foreign language and Arabic at the same time, which made of them mere intermediaries who could communicate in Hebrew, the common language of their coreligionists, and try to put it into Arabic and a foreign language formula. The two intermediaries or interpreters could be assisted by an Arab clerk who finalise the Arabic version before its signature. This is the reason why old treaties were written in a confused Arabic style, full of mistakes, mixed with odd Arabic expressions taken from Spanish, French and English terms and with some Arabic or Judeo-Arabic expressions influenced by spoken Moroccan dialectical words.

One of the most famous examples of Moroccan Jews who were in the service of the Moroccan Court during the reign of Mawlay Suleyman (1792-1822) and Mawlay Abderrahman (1822-1859) was Meir Macnin. He acted as the Sultans commissioner and as their special envoy to many European countries, especially to Britain where he resided many years without being able to perfect his English<sup>(3)</sup>. But his coreligionist Samuel Sumbal who lived during the reign of Sidi Mohammed Ben Abdullah was educated in Marseille and spoke many foreign languages fluently. But most those who were in the service of European consul in Moroccan ports during the nineteenth century were ignorant and unable to master a foreign language as mentioned in Ridgeway report.

As far as this report is concerned, the British diplomat tried to explain, the whole issue of British claims to the Foreign Secretary of State, The Earl of Rosebery by summarising the process which led to that embarrassing problem both for the Makhzen and the British Government. However, the historical facts known to most scholars who dealt with the period and the topic lead us to say that Ridgeway was not so consistent in his arguments as to the historical process which led to the problem of Consular Protection or the Irregular Protection in Morocco. On the other hand, he seemed to stress on the complete responsibility of the Makhzen, especially the Sultan, regarding the British and foreign claims in general. But the historical research produced by foreign and Moroccan scholars on the subject came to different conclusions to say that the responsibility was practically shared by all the concerned parties, and it reflects the complexity of the contradictions raised after the sudden contact between two different economical spheres during the pre-colonial period.

---

(3) Daniel J. Schroeter, *The Sultan's Jew, Morocco and the Sephardi World*, Stanford University Press, California, 2002, p.73.

Ridgeway considered that Béclard convention, concluded between the Makhzen's commissioners and the French representative in Tangier, in 1863, was the main text that constituted the basis of foreign claims against Moroccan subjects, in connection with Consular Protection. He also confirmed that the Madrid Convention of 1880 was "the Magma-Charta of foreign protection". We agree about the importance of these two conventions as mentioned by Ridgeway, but the Royal envoy was absolutely silent in his report about the first text which constituted, in fact, the origin of the whole process of Consular Protection in connection with trade practices between Morocco and Britain, and between Morocco and western countries. We are alluding here to the famous Commercial Treaty concluded, under the threatening of using force, between the Makhzen and Britain in 1856<sup>(4)</sup>. The provisions of the General Treaty and the Commercial Convention focused on details on the protection of the property and of the commercial interests of British subjects and their agents in Morocco. The problem for the Makhzen was that the application of the above-mentioned treaty has opened widely the country not only to British trade whose products invaded Moroccan markets, but also to all western enterprise. Prior to this period, monopoly of many products to be exported or imported was at the hand of the Sultans who were able to sell them or to allow their agents known by the name of *Tujjar as-Sulam*, (Merchants of the Sultan)<sup>(5)</sup> Musiims and Jews, to make business in Morocco or abroad on their basis. Moreover, the previous freedom of the Sultans to impose high duties or to reduce them, at any moments, on imported or exported goods, allowed them controlling trade with foreign countries. But, after 1856, the Makhzen was deprived from all these instruments, which were described by British traders and diplomats, since the forties of the nineteenth century, as obstructive tools used by Moroccan rulers to destroy foreign trade.

The process of consular protection began with the application of the contents of two main articles included in both texts of 1856 Treaty. The first one was article 3 of the General Treaty that referred in an explicit manner to the term "protection":

"(...) The said Chargé d'Affaires shall be at liberty to choose his own interpreters and servants, either from the Musulmans or others, and neither his interpreters nor servants shall be compelled to pay any capitation tax, forced contribution or other similar or corresponding charge. With respect to the Consuls or Vice-Consuls who shall reside at the ports under the orders of the said Chargé d'Affaires, they shall be at liberty to choose one interpreter, one guard, and two servants, either from the Musulmans or others, and neither his interpreters nor servants shall be compelled to pay any capitation tax, forced contribution or other similar or corresponding charge.

(4) Texts of the treaty in English and Arabic versions are published in *al-Wasaïq*, vol 2, 1976, Direction des Archives Royale, Rabat. Both of the General Treaty and The Commercial convention were signed on 9 December 1856.

(5) For more details, Daniel J. Schroeter, *Merchants of Essaouira, Urban Society and Imperialism in Southwestern Morocco, 1844-1886*, Cambridge: Cambridge University Press, 1988, pp. 21-60.

If the said Chargé d’Affaires should appoint a subject of The Sultan of Morocco as Vice-Consul at a Moorish port, the said Vice-Consul, and those members of his family who may dwell within his house, shall be respected and exempted from the payment of any capitation tax, or other similar or corresponding charge; but the said Vice-Consul shall not take under his *protection* any subject of The Sultan of Morocco except the members of his family dwelling under his roof (...)".

The second one was the article 3 of the Commercial Treaty by mentioning that:

"(...) The subjects of Her Britannic Majesty within the dominions of His Majesty the Sultan shall be free to manage their own affairs themselves or to commit those affairs to the management of any persons whom they may appoint as their broker, factor, or agent, nor shall such British subjects be restrained in their choice of persons to act in such capacities (...)".

From the British point of view, these two articles seemed to be necessary and appropriate to protect commercial interests of British and foreign traders in Morocco. However, other privileges provided by other articles of both conventions concluded with Britain, stimulated at an unprecedented stage the arrival of more and more foreign traders to the eight Moroccan ports opened to international trade, and led to progressive increase of the number of Moroccan protected brokers.

After the signature, in November 1861, of another commercial treaty imposed to Morocco by Spain<sup>6</sup>, following her victory in the war of Tetuan, the 3rd article of her treaty was so similar to the 3<sup>rd</sup> article of the commercial treaty concluded five years ago with Britain. Following that date, the number of Moroccan *semsar* protected by Spain grew up so quickly especially amongst Moroccan Jews who were so active traders in Tangier and Gibraltar<sup>7</sup>.

The French Consul-General Béclard, in Tangier, entered into talks with the Makhzen commissioners with a view to limit the scope of application of the "Irregular Protection". Béclard was so efficient and succeeded in concluding a settlement<sup>8</sup> in august 1863 which completed the missing elements in the British and Spanish above-mentioned treaties. By virtue of this short convention, each French house of commerce was allowed to protect two *semsar* chosen from the subjects of the Sultan to help in conducting business in the interior regions of the country.

(6) See the French version of this treaty in Rouard de Card, *Les traits du commerce conclus par le Maroc avec les puissances étrangères*, Toulouse and Paris, 1907, p. 203.

(7) More details in Mohammed Kenbib, *Les protégés, contribution à l'histoire contemporaine du Maroc*, pp.51-53, publications of the Faculty of Letters, Mohammed V University, Rabat, 1996; Ahmed ibn Khalid, al-Nasiri, *Al-istiqla li-akbar duwal al-maghrib al-aqsa*, vol 9, Dar al-kitab, Casablanca, 1956, p.101.

(8) Text of the convention in French is published in *al-Wataiq*, vol 4, 1977, Direction des Archives Royales, Rabat, pp. 194-195: *Règlement relatif à la protection arrêté d'un commun accord entre la légation de France et le Gouvernement Marocain, à Tanger, le 19 août 1863*.

However, the French traders did not respect the limits fixed by that convention, so many of them protected more and more Moroccan merchants particularly Jews.

The consequences were so bad for Moroccan treasury and general interests that the Sultan Sidi Mohammed Ben Abderrahman (1859-1873) sent, in February 1866, his ambassador Mohammed Ben Abdelkerim Es-Chergui, to Paris, to attract the attention of the French Government to the importance of respecting the contents of Béclard Convention, but it was in vain. Moreover, the representatives of other western countries whose commercial and political influence in the country was insignificant, like the United States of America and Italy, used the Consular Protection as a tool to confirm their presence in the Moroccan scene.

As mentioned by Ridgeway in his report, Consular Protection became a subject of an illicit commerce by the head of foreign legations, their consuls and vice consuls. European traders and members of the diplomatic bodies in Tangier began to choose their different protégé from the wealthy Moroccan people in the urban area who bought their protection to escape the authority of the Makhzen. In the countryside, many members of different tribes found in the Consular protection a suitable instrument to get rid of the tyranny of their governors, Caïds and Sheikhs. Even these people who constituted the base of the Makhzen authority, found themselves involved in some awkward situations connected with foreign debts and consular protection was their only refuge in many cases as mentioned in Ridgeway report.

In 1876, The Sultan Mawlay Hassan sent his ambassador Mohammed az-Zebdi to France, Britain, Belgium and Italy to ask for the collaboration of western countries and to convince them to reconsider the global issue of protection with view of stopping the abuses due to the wide expansion of "Irregular Protection". However, the outcome of this diplomatic mission to Europe was the transfer to Tangier of discussions on Consular Protection in order that the representatives of western states there would reach a consensus which might strengthen the Makhzen legal and fiscal authority over its subjects. After two rounds of the Tangier talks from 1877 to 1879, the issue of Consular Protection took a new turn, which led after high-level consultations and contacts between the foreign ministries of countries with interest in Morocco, to the convening of an international conference in Madrid.

As confirmed in Ridgeway report, the Madrid Convention of 1880 was really "the Magma-Charta of foreign protection". The results of the conference were absolutely the contrary of what Mawlay al-Hassan hoped to reach. The conference adopted an eighteen-point resolution on 28<sup>th</sup> of June 1880 giving further support and legitimacy to the principle of Consular Protection – something which had been lacking prior to the conference.

The other side of the question in Ridgeway report was the issue of robberies and pecuniary claims connected with this behaviour. From all the cases well described

in the report, it was a very complicated situation for all the parties concerned. Robberies and banditries were so common and even considered as a normal behaviour in traditional societies like Morocco in the pre-colonial period<sup>(9)</sup>. The social and political structure was based on an economy of subsistence, in a wide geographical space difficult to control by the Makhzen for very complicated reasons. The Makhzen and its elite were so conscious of the fact that the country should not open its doors to foreign trade without any control, because the society was not ready for that yet<sup>(10)</sup>. Economical and military pressures were so strong from western countries, and the invasion of Moroccan markets by manufactured products in the context of an economy where the circulation of money is very limited had disturbed the ancient equilibrium which prevailed prior to 1856. The cases of British commercial debts<sup>(11)</sup> as described in Ridgeway report illustrates this complicated situation which had, partly contributed, at the end of the XIX century and the beginning of the XX century to accelerate the generalisation of the crisis in Morocco.

History department  
Faculty of Lettres,  
Mohammedia, Morocco.

---

(9) More details in Rahma Bourqia, vol. «Pillage et banditisme dans le Maroc du XIX<sup>e</sup> siècle», *Hespéris-Tamuda*, vol. XXIX, fasc. 2 (1991), pp. 191-226.

(10) Khalid Ben-Srhir, "L'impossible réforme, le programme de John Drummond Hay (1856-1886), contribution au colloque international "La réforme et ses usages", Université Montesquieu, Bordeaux IV, 1-3 décembre 1999, in *Hespéris-Tamuda*, vol. XXXIX, Fasc. 2 (2001), pp. 71-84.

(11) More details about the effects of European commercial expansion in Morocco on its domestic situation in Khalid Ben-Srhir, *Britain and Morocco During the Embassy of John Drummond Hay, 1845-1886*, translated by Malcolm Williams and Gavin Waterson, Routledge Curzon, Taylor and Francis Group, London and New York, 2005, pp. 138-144, 147-150.

Sir West Ridgeway to the Earl of Rosebery

II - Report on claims of British subjects in Morocco

My lord,

I HAVE the honour to submit, as required by my instructions, a Report upon the subject of the long-standing claims of British subjects in Morocco.

1. Claims for robberies.

2. Claims for debts.

The first question which suggests itself is, why should the Moorish Government have any responsibility in the matter ? If a Moor were robbed in England he would not be entitled to compensation from the States, and certainly he would not recover from the Government unpaid debts due to him by the Englishmen with whom he had traded in England .Why, then, should the liability in both cases attach to the Sultan of Morocco?

As regards claims for robberies, the reply is that there is no security for life or property in Morocco, for the Sultan has no system of police administration. He expends the revenues he collects on himself, with the exception of a comparatively small amount on his army, and entirely neglects his administrative duties. Consequently, he must be held responsible for the robberies which are the inevitable result of his indifference, unless he can catch and punish the robbers. This rule is, I think, fair and expedient. It is in force in some of the native States in India, but if the Ruler can show that he has discharged his administrative duties by providing an adequate system for the detection and punishment of crime and for the protection of life and property, the responsibility referred to would be removed from his shoulders.

As regards debts, the responsibility of the Moorish Government is far more vague and doubtful. Owing to the unsettled state of many parts of the country and to the obstructive commercial policy of the Shereefian Government, a merchant established in one of the ports cannot deal directly with the inhabitants of the country outside the ports.

If he wishes to sell to them his goods, or to buy from them their produce, he must employ a broker or agent who is a native of Morocco, and a subject of the Sultan. To this man he entrusts his money or goods, but generally before the broker starts documents called *ressom* are recorded by the Public Notaries, or *Adools*, and countersigned by the *Kadi*, or judge, which are, practically, an acknowledgment of the trust. No inquiry, however, is made by either *Adools* or *Kadi* into the *bona fides* of the transaction, and thus the door is open to fraud and deception.

By virtue of this transaction the broker acquires protection in a less or greater degree

- in a greater degree if he is a *semsar*, that is to say, one of the two brokers whom, according to the Convention of Madrid, each firm is entitled to have at each of its places of business; and in a less degree if he acquires merely a certificate of temporary and partial protection so long as he is associated with the European merchant. This is a valuable privilege, often paid for at a high price, for, though nominally the certificate merely entitles the European merchant to notice before the native employé or partner is arrested, in practice it exempts the holder of the certificate from the jurisdiction of the Sultan. There is no limit to the number of these certificates, which have, however, to be signed by the Minister of the nation to which the merchant belongs, and, consequently, a merchant can cause as many as he likes to be issued unless care and supervision are exercised at his Legation. It is notorious that many merchants make a larger income by traffic in these certificates than they do by legitimate trade.

These remarks, however, apply in a limited degree to British merchants, for more care is exercised in issuing a certificate by the British Legation than by the majority of foreign Legations. There have been this year only 333 certificates issued by the British Minister throughout the whole of Morocco. But it is notorious that more than one legation indulges in a reckless and barefaced traffic in these certificates, while by other Legations there are issued without inquiry or scrutiny on the application of any Consular Agent-perhaps himself a trader.

The convention of 1880 -the Magna Charta of protection- legalizes the issue of these certificates, and, scandalous as the abuses of the system are, I do not see how, in the absence of Mixed Tribunals or some similar substitute, trade can exist without their assistance. Not only are the buying and selling carried on by their means, but under cover of them do Europeans succeed in defeating, in a limited degree, the Sultan's policy, in defiance of his Treaty obligations, of preventing their holding real property, for, though the European cannot hold land himself, he can enter into a partnership with a native landholder, who *ipso facto* becomes entitled to a certificate. But, as I have remarked above, the Moor who thus associates himself with a European often pays highly for the privilege. Perhaps he contributes all the capital. The European finds the protection, and the Moor the land, money, or cattle.

The holder of a certificate must not be confounded with the *semsar* or *censaux*. By the French Agreement of 1863(which, under the best-favoured-nation clause, applies to all nations having Treaty relations with Morocco) two *semsar*, or agents, are allowed to each European firm engaged in wholesale import and export trade. Firms having several houses at different ports are allowed two protected *semsar* for each house. The protection given to the *semsar* is absolute so long as it lasts. He practically ceases to be a subject of the Sultan, and the protection extends to all his family, and generally, in transgression of the agreement to his employé. The privilege was originally restricted to European firms established in Morocco. Now, however, firms in Europe who have no establishment in Morocco are allowed to have *semsar*.

Protected Moors also claim, and often obtain, the privilege. This too, is in defiance of the Convention, but I may point out that whenever a European nation, say France, transgresses the limits of a Treaty or Convention, and the Sultan, either through helplessness or indifference, does not successfully protest, other nations, say England, follow the example and claim similar rights, on the ground that, under the best-favoured-nation clause, concessions to one nation must be made to all. Otherwise, their trade would be handicapped to the great advantage of their rivals. The following instructions, which Sir John Hay received in 1883, refer to this point: "So long as other Governments insist upon extending foreign protection beyond the limits laid down in the Madrid Convention, and are suffered to do so by the Sultan, Her majesty's Government are not disposed to debar themselves from claiming similar benefits in all cases where the interests of British subjects may be involved."

Certainly it is only by an extravagant fiction that the Sultan can be assumed to consent to the extension of protection beyond the limits assigned to it by international engagement, for he has never ceased to protest. Protection is the Nemesis which overtakes him in consequence of his maladministration and bad faith, but, nevertheless, the position of the European Powers, forced as it may have been on them, is not altogether dignified or creditable.

The manner in which trade in Morocco is carried on is accordingly as follows :

- A European firm establishes itself in one of the ports. It engages two *semsar*, who generally act as inspectors or brokers. The firm imports tea, cotton, and other commodities, and exports wool, grain, &c. It employs native agents to carry on its transactions in the country. Often little is known regarding the trustworthiness of the agent, for the Moorish Government will give no advice or opinion, and it is out of the power of the merchant to make local inquiries. Accordingly, he must rely on the reputation which the man has for honesty in the port where the transaction occurs. The goods and money are then entrusted to the agent, and both parties go before the *Adools* and then the *Kadi*, and have recorded the necessary *ressom* or acknowledgment. The few large British firms, however, dispense with *ressom*. They exercise more care as regards their agents, and when bad debts occur they write them off instead of appealing to the Legation. Of all the claims for debt, I doubt if there is one by the five or six large English firms on the coast.

The remarks in this despatch accordingly refer to the class of merchants, nearly always Gibraltarians and protégés, from whose ranks only the claimants are recruited.

The agent departs, his instructions being to sell the cotton and tea, and to buy the wool and grain for export. Often it is desirable to buy cheaply from some farmer, in want of ready money, the produce of the coming harvest, or to advance him money to buy sheep, in order that he may take up a contract for wool.

Soon the agent returns; he has been, he says, robbed of everything. Dispositions, or *bina*<sup>(12)</sup>, are recorded before the *Adools*, but they must not be the depositions of the man robbed, or of his companions, for, being interested persons, their evidence, according to Mahomedan law, is not admissible. The only evidence which can be produced is consequently very meagre and imperfect, and is generally hearsay. The merchant then makes his claim to compensation to the Vice-Consul, who forwards it to the Governor, who ignores it, or, driven to make some reply, quibbles and evades inquiry. Time is thus lost, and the case is then submitted to the Legation, which represents it to the Sultan.

His Majesty pursues the same tactics as the Governor, and the case is added to the long list of unsatisfied British claims, which increases in size like a snowball. If the claimant is a man of energy and persistence, he may visit the Court and buy the intervention of a powerful Shereefian Minister, and perhaps get a settlement or, more likely, an order to the Governor to inquire and settle. But if he is obliged to hold an inquiry he often threatens the witnesses for the claimant with imprisonment if they dare to come forward. He may be convinced that the case is fraudulent and trumped up, but his procedure is the same. Rather than expose the fraud by an open and searching inquiry, he prefers to fight the claimant with his own weapons. Or perhaps he himself may have the stolen horse (if it is a horse that has been stolen) in his own stable, and he may be in the habit of riding it. Every one knows the fact, but who dare come forward and deposes to it? In the eyes of the Governor it is not a theft. He saw the horse, liked it, and therefore seized it, as he had a right to do, the owner being a Moor. It is a mere accident his being a protected Moor, and the Governor feels that he himself is the aggrieved person whom it is desired to rob of his rights.

Supposing the agent is not robbed, and does not pretend to be robbed. He sells his goods and buys other goods, and returns. He is sent forth again, and a running account is kept up with the merchant. At last he dies or absconds, or becomes bankrupt. The merchant has a balance due to him. He cannot proceed to the locality where the man lives and has, perhaps, property. He must appeal to the Moorish authorities to arrest the debtor or sell his property. This he does through his Vice-Consul, but the Moorish authorities do nothing, and consequently the Sultan becomes responsible for the debt. Or a farmer, to whom an advance of money has been made, does not fulfil his contract, possibly through no fault of his own, but owing to a drought or some visitation of God. His debt is entered in the list which will be sent to the Sultan for realization or payment.

When the debtor lives a town the claimant is not so helpless. He can proceed against the debtor before the Governor, but if the case is important it must be dealt with by the *Kadi* or Judge. But the *kadi* only dispenses justice according to *Shraa*,

---

(12) The exact term in Arabic is: *bayina*, which means: evidence or proof.

which is Mahomedan custom founded on the Koran. A leading principal of *Shraa* is that no evidence of Christian or Jew, not even documentary evidence, such as mercantile books, notes of hand, &c., can be looked at. The only documents admissible as evidence are those drawn up by the *Adools* and countersigned by the *kadi*. In 1868 Sir John Hay attempted to turn this obstacle to justice by proposing arbitration in cases where the evidence was not admissible according to *Shraa*, but this well-meant attempt failed, as other attempts have failed, and will probably continue to fail, before the apathy and passive resistance of the Moorish Court.

It will thus be seen that it is not possible to leave the merchant to seek his own redress. The influence of the Legation must be exercised in his behalf; otherwise trade would cease, or would fall entirely into the hands of the nations whose Representatives assist and support their merchants.

Originally the responsibility of the Shereefian authorities consisted in, and was limited to, the obligation of helping the merchant to recover his money, either by imprisoning the debtor or by selling his property, but as this responsibility was never adequately or promptly discharged, and the evidence of the claim, and the means of enforcing it, were lost by lapse of time and its accidents, the entire responsibility for paying the debts grew in time to be thrown on the Sultan, as a consequence of his *lâches* and maladministration, and, consequently, the idea has gradually developed that the Sultan should pay all the bad debts owing by his subjects. Consequently, it has become the custom for a certain class of merchant to send periodically to his Legation a list of debts, some genuine, some fraudulent, and nearly all exaggerated. So long as the *resoom* are in order, the list is forwarded without any further scrutiny to the Sultan with a demand for payment. The communication is ignored, the claims accumulate, the crowds of claimants at the doors of the Legation become noisy and impatient, and at last the Minister, when he proceeds on a visit to the Court, tries to arrive at a compromise, perhaps a 50 per cent. payment. The claims are thus wiped out, only to accumulate again in the same fashion.

In short, one of the principal duties of a foreign Representative is the constant "dunning" (I can find no other word which adequately describes the duty) the Sultan for debts varying in amount from a few shillings to thousands of pounds. There can be nothing more destructive to the influence of a European Minister than the undignified role which he is thus obliged to fill at the Court of Morocco. Sometimes, when the Sultan is particularly obstinate, and the claims have accumulated to a large amount, force, or the threat of force, has to be employed. Thus, in 1883, Italy sent men-of-war to Tangier, where they remained for some months, until the Italian claims were paid.

There are two considerations which make the duty of the foreign Representative as regards claims particularly odious. The first is the conviction that all the claims are exaggerated, and many of them fraudulent. I dare say that my predecessors had

suspicions of this, but careful inquiry has convinced me that it is the case. The principal merchants, certainly the principal British merchants, will not be found among the claimants, and if their names do appear at rare intervals, their claims will be found to be modest and well supported. The mass of British claimants are protected Jews, Gibraltarians, and protected Moors, especially the Consular Staff and their dependants. For instance, the total amount of the British claims is about 27.000 l; of this sum, 12.000 l. are claimed by Consular employé. The question naturally suggests itself, How comes is that a Consular employé, an interpreter for instance, is engaged in trade? It will be found that, generally, the interpreter of a Consulate is a Jew trader, who can speak no language except Arabic and Hebrew. There is no salary attached to the post, but the trader by accepting it earns protection, and consequently gains the assistance of the protecting Government in collecting whatever he chooses to describe as debts due to him. It is evident why the trader accepts the honorary office, but the object in giving it to him is not equally clear. In most cases the present British Consul or Vice-Consul is not responsible for these appointments, which were made before his time.

The second consideration which distresses, or ought to distress, the foreign Representative when he presses claims on the Moorish Government is the conviction that if action be taken in consequence of his representations it will be in the shape of harshness, oppression, and perhaps robbery.

For when the Sultan is roused into action he sends to the Governor of the district a list of the debtors or their relations. Accordingly, an unfortunate cultivator, whose default is the inevitable result of a bad season, is in consequence of the action of the foreign Minister thrown into prison - I have elsewhere described the horrors of a Moorish prison- and there left to rot in chains till the debt is paid for him by some friends. If the debtor is dead, the father, brother, or son (perhaps a mere child) takes his place in the dungeon. On this point I quote from a Circular addressed by Sir John Hay on the 16<sup>th</sup> February, 1886, to Consular officers:

"The claims of British creditors upon Moorish subjects dwelling in districts of the interior have been a constant source of vexatious correspondence for several years with this Government. The greater number of these claims originated, as you are aware, from the distress suffered by the peasantry engaged in agricultural pursuits during successive years of drought and famine, and many of the unfortunate Arabs who had bound themselves to deliver grain or other produce to foreign subjects at a fixed period, were unable to fulfil their engagements, and when threatened with prosecution they had given their assent to the preparation of documents, drawn up by Moorish notaries, in which the sums they owed were doubled, or otherwise raised to an usurious amount.

"When the claims of British and other foreign subjects were pressed upon the notice of this Government, the latter appointed Commissioners to investigate them, and directions were given to the Governors of districts where the debtors resided to

arrest and send the debtors prisoners to the dungeons at the Moorish capitals or other places, and to confiscate their property. Many of these prisoners, after suffering most cruel hardships, have died from disease or starvation, for their families, having lost all their property through confiscation, have not had the means of providing for the subsistence of the subsistence of the imprisoned relatives. Cases of most distressing character have frequently been brought under my notice".

I think I have written enough to show your Lordship the gravity of the question at issue; it is to my mind more than sufficient to account for the loss influence and the slow progress of commerce and civilization in this unhappy, distracted country, which are the subject of so much regret and surprise in Europe.

I now propose to deal with British claims in particular. These claims number 1048, and are of the aggregate value, as stated, of 27. 300 l. They range in value from 5s. to 4,000 l. Of the 1048 claims, 567 do not exceed 5 l. in value. Owing to the long period of time over which they are spread, and to the consequent loss of documents - some mislaid, others lost by the Shreefian Government, to whom they were referred - it has been very difficult, indeed in the case of the majority of claims impossible, to arrive at a satisfactory opinion regarding them. With the view of obtaining better information than the archives of this Legation could afford, I made a tour in May last, and visited all the ports on the west coast. I then personally examined all the claimants who could be found, and, with the able assistance of Mr. Consul White, I elicited all the information obtainable. This is embodied in Mr. White's notes attached to this Report; but before summarizing their contents it may be convenient if I review the history of the British claims.

One of these claims dates as far back as 1858, but as a rule nearly all have originated since 1881, when the great famine of the preceding year had impoverished the population and deprived them of the means of discharging their liabilities.

Previous to 1872 there does not appear to have been any great difficulty in the settlement of claims, save in a few exceptional cases which have descended to us. Whether the unfortunate change which then occurred is due to the substitution, about that time, of unpaid for paid Vice-Consuls I am not in a position to say. At any rate the two events coincide, and the inference that one is the result of the other need not be considered strained. There is little doubt, I think, that if this retrograde step had not been taken the question of claims would not have reached its present acute stage.

In 1873 Sir John Hay arranged with the Sultan that Commissioners should be sent to all the ports to examine claims in the presence of the Vice-Consul, and to give a written decision on each claim. An appeal was to lie the Minister for Foreign Affairs at Tangier as provided in the Treaty. Cases where the evidence was not admissible by *Shraa* were to be decided by arbitration. This admirable scheme fell

through, probably owing to the apathy of the Moorish Government. A Commissioner was sent in 1874 to conduct the inquiry as proposed, but he did nothing.

In 1875 the Moorish Government warned the foreign Representatives that credit should not be given to Governors and Sheikhs, and that the Government would not be responsible for their debts. This ruling was accepted by Sir John Hay, and communicated to merchants; in later years Sir John wrote that he had reason to believe that the rule had been relaxed in the case of some other nation, and that therefore he would claim the same treatment of British claims against Governors and Sheikhs. The ruling of the Moorish Government, which appears to be a fair one, must, I think, be considered to be binding on us.

In 1875 Sir John Hay visited Fez and obtained a Royal Order to the Commissioner for Foreign Affairs at Tangier for the settlement of claims, but nothing was done.

In 1880 Sir John Hay, again visited Fez and settled a few claims, but no arrangement was made for the settlement of claims in general.

In 1882 Sir John Hay, during his visit to Fez, went through the claims with a Commissioner appointed by the Sultan, and a settlement was promised within six months. About this time British merchants were warned, by the desire of the Vizir, against giving reckless credit, and they were told that claims on account of such transactions would not be supported.

In 1880-81 there had been a great famine, and from this date for this cause the claims multiplied and accumulated at a great rate. Commissioners were sent to Mogador and elsewhere, and Consular officers were instructed to collect the resoom from claimants and to send them to the Governors with a request that the debtors should be made to pay or be sent into the ports. Nothing, however, was done. Many of the resoom were lost by the Moorish officials, and on the 17<sup>th</sup> July, 1882, Sir John Hay warned the Vizir that unless his claims were settled within six months the Sultan would be held responsible.

In the same year the Sultan stated that he would accept no claim of an earlier date than 1875, and this limitation appears to have been accepted by Sir John Hay; but two years later he called it in question, and stated that the limitation would be unfair in case of claims the settlement of which had been delayed, not by any want of due diligence on the part of the claimants, but by the lâches of the Sultan's officials.

In 1883 Cid Boobeker, a wealthy English protégé was sent, with the concurrence of the Sultan, to locally examine and report on the claims. He proposed the dismissal of the bad claims, and a compromise - the payment of 52 per cent - of the good claims. All the merchants agreed to accept 50 per cent.

The Sultan, however, refused, and proposed instead that all robbery claims, if supported by valid documents, should be paid after the claimant had taken oath, and that, as regards commercial claims, the debtors should be imprisoned and their property sold.

Sir John Hay accepted the proposal, and having collected all the *resoom*, sent them to the Sultan's Representative at Tangier, as arranged, to be examined. Commissioners were also sent to different ports.

In 1884 Her Majesty's Government ordered that all claims of British subjects should be searchingly scrutinized before payment.

About this time arose the question of debtors' debts. The Morocco Government raised objection to enforcing payment based on documents in which the name of the claimant did not appear, but which had been surrendered to him by a third party. Sir John Hay asked whether Italian and French subjects had not been allowed to realize similar debts. The Moorish Minister replied in the negative, and there the matter appears to have dropped.

Sir John Hay then pressed for the payment of all debts, on the ground that this course had been taken in the case of Italian claims - gun-boats had been sent to Tangier by the Italian Government - but the Moorish denied this, contending that the terms given to the Italian were as follows:

1. That old debts should be abandoned and cancelled.
2. That just claims of recent date against solvent debtors be paid within a year.
3. That claims not fully proved by documents be treated in a similar way if the claimant will publicly take the oath regarding them.
4. All robbery claims of doubtful character to be abandoned.

Sir John, however, replied that he had heard that the agreement with the Italians had been that all claims should be settled and paid within a year, with the exception of those against people who had become bankrupt or died insolvent. Sir John expressed, however, his opinion that this exception had merely been inserted to mislead the Americans, who were at that moment pressing for a settlement. He demanded the immediate payment by the government of the entire amounts, intimating that the Sultan could afterwards refund itself from the debtors.

About this time the Vizir addressed a Circular to the Corps Diplomatique warning foreign subjects against engaging in commercial relations with bankrupt persons or persons belonging to certain tribes not fully under the control of the Sultan. Sir John Hay accepted this ruling, provided that all other Legations did the same.

In November 1884 Sir John Hay returned from England, and wrote to the Moorish Minister expressing the grave dissatisfaction of Her Majesty's

Government at the dilatory course which had been adopted in the matter of the claims. He complained particularly of some Governors who had deprived the debtors of all they possessed, and had retained the money for themselves instead of paying the creditors.

Then followed a correspondence as to the validity of certain claims.

Meantime, the Shereefian authorities were actively collecting the debts, and, consequently, many debtors and their relatives were cast into prison. The facts were brought to light in the London press, and a considerable agitation followed. Her majesty's Government gave orders that all claims of British subjects should be subjected to a searching scrutiny before payment was required, and inquiry was ordered into the conduct of Mr. Lapeen, British Vice-Consul at Dar-al-Baida, who was accused of having caused the imprisonment of several persons for debt which they had paid, and for various other misdeeds. The result of the inquiry was the dismissal of Mr. Lapeen from the post of Vice-Consul. It should be noted that two interpreters in the same Vice-Consulate were dismissed about this time, one for usury, and the other for selling protection. In 1885 and 1886, 14,363 dollars were paid into the British Legation on account of claims, and the documents connected with several others were returned to the Legation in an imperfect state. These were sent to the ports with orders that all claims should be examined at the ports in accordance with arrangements between Sir John Hay and the Minister.

In 1886 Sir John Hay wrote to the Shereefian Court proposing the following procedure:

1. Debtors to appear before governor and Consul of port where creditors reside.
2. Documents to be examined as to their validity before *Shraa*, and to see if they are of a usurious or unjust character.
3. If the debtor be solvent but not possessed of sufficient ready money to pay the claims, his Government to sell an adequate amount of his property and remit the proceeds to the Governor of the port, he being meanwhile detained in prison.
4. If he pleads bankruptcy; he is to be sworn before *Shraa* and thereupon liberated.
5. If persons be proved to have inherited property of a deceased debtor they are to be charged with his debts.
6. Fraudulent bankrupt to be imprisoned and his property sold for benefit of creditor.
7. Governor assisting debtor to evade payment to be made personally liable, and to be punished by the Sultan.
8. Persons imprisoned in the interior or account of claims to be sent to the ports for legal proceedings.

9. Claims not based on notarial documents, but on letters, note of hand, &c., to be adjudicated on by arbitration of merchants selected by Governor and Consul.

These rules were accepted, and a Circular despatch was addressed to the Consular officers ordering their adoption. But they have been a dead letter. A Commissioner was about this time appointed to examine into the Mogador claims in concert with the Consul, but no practical result followed.

In 1886 Sir John Hay was succeeded as Minister by Sir William Kirby Green, who, when he visited the Court in April 1887, reopened the question, and demanded that the local Governors should be required to submit lists of the sums received by them on account of claims, and that the amount should be delivered to the Legation, the Moorish Minister declared that fresh orders for the settlement of claims had been issued, as arranged with Sir John Hay.

In 1888 there was further correspondence, the Moorish Minister repeating his former statements. About this time Her Majesty's Government, having learnt that British subjects often caused the imprisonment and ill-treatment of debtors by gaining the ear of the Moorish officials, directed that the Sultan be requested not to imprison debtors on the private application of British subjects.

In 1889 the Sultan visited Tangier, and promised Sir William Green a prompt settlement of claims. Further correspondence ensued, Sir William Green complaining that the promise had not been kept.

In November 1890 Sir William proceeded to Morocco. He was engaged in settling the question of claims when he died. Mr. de Vismes de Ponthieu remained, and tried to settle the question. He obtained the dispatch of a Commissioner to Dar-al-Baida, who did nothing, and orders were sent to the Governor of Mogador to examine claims there, but nothing was done.

In May 1892 Sir C. Euan-Smith visited Fez, and tried to induce the Sultan to send a Commissioner to examine the claims, but he quite failed, and at his last audience with the Sultan His Majesty took a new line, and absolutely refused to admit the existence of any claims, and said he would not settle them. It should be, however, remembered that the relations of the British Minister and the Sultan were at this time much embittered owing to the rupture of the negotiations.

Sir Charles Euan-Smith then asked for authority from Her Majesty's Government to demand and enforce payment of the claims.

In the following year I was dispatched as Special Envoy to Morocco. My instructions were, *inter alia*, not to take any immediate steps in the matter, but, to bear it in mind, and eventually to report my opinion as to the best means of effecting a satisfactory settlement. I was also to give my attention to the history and reliability

of these claims. In May I visited the different ports, and examined the claimants. The following is a summary of the results of my inquiries:

### *Laraiche*

The first port I visited was Laraiche, which is the nearest port for Fez. The Vice-Consul, Mr Imossi, had been appointed in 1872, but had been absent for the last twelve months from his post. He had just tendered his resignation. He is, it will be observed, one of the claimants. It will be seen that the total claims amount to about 36.570 dollars, and of this amount over 26.000 dollars are debts due to the Vice-Consular Staff. The late Vice-consul, Mr Imossi (Gibraltarian), claims 8490 dollars, of which the earliest is dated 1868, and the latest 1881. There are 170 items in his claim, of which the smallest is for 5 s. (dated 1872), and the largest item is for 450 dollars, dated 1873. Of the 170 items, 100 are for sums of 5 l. and under.

All the claims are for debts due by agriculturists from whom he had bought grain, and who had failed to deliver it. Many of these debtors must be dead, and most of these debts were incurred before the famine years of 1879-81. The claims are supported by *ressom*, but the *resoom* are not for the most part in the name of Mr. Imossi or of his agent. They are in the name of third party, and were transferred to Mr. Imossi by his agent on his death in discharge of his liabilities to Mr. Imossi, but how the agent acquired them does not appear. It will be observed in my summary above that in 1884 the Moorish Government protested against this system, which is known as that of "debtors, debts" and declared that they would not accept them. This ruling, however, is generally subsequent to the time when these debts originated. The system, however, is a very bad one, and should be discontinued. All *resoom* should be in the name of the claimant. Otherwise *resoom* between Moorish subjects may be bought up by British subjects and protégés as a speculation, and presented to the British Legation for enforcement of payment. Indeed, I have strong suspicions that this is often done. It will further be seen that Mr. Imossi obtained from this agent *resoom* for larger sums than those due to him.. Another difficulty is that the *resoom* are for kind, and it is difficult to say whether they have been converted into the equivalent pecuniary value at the time of the transaction. Altogether I consider Mr. Imossi's claims are far from satisfactory, but there is, on the other hand, the fact that he has to make good to his principals in Gibraltar the amount of his agent's default, and also that his claim has been accepted by this Legation, and repeatedly pressed upon the Sultan with other claims.

The next claims worth noticing are those of the Matitia family. Mr. White's notes show that this family has been hereditary interpreters for many years. The present occupant of the office has no particular qualifications, and draws no salary. But in virtue of his appointment he has become a British protégé, and therefore is entitled to the assistance of the Legation on collecting his debts.

The total amount claimed by his family is 15,080 dollars, or about 2600 l. The earliest claim is dated 1866, and the latest 1891. There are 284 items, of which 169 are under 5 l. in value. The smallest item is for 5 dollars and the largest for 790 dollars. Matitia's claims are open to the same objections as Mr. Imossi's. There is nothing to show that he has not purchased as a speculation the *resoom* which he produces, none of which are in his own name. There is nothing to show that his agent was indebted to him and one or two of the items are particularly open to objection. For instance, it will be seen that he advanced to this agent in 1872 about 1000 l. on condition that he was to receive half profits. After nine years the bad debts alone on this capital amounted to almost double the original capital, and this amount is claimed from the Sultan. Besides the claims on account of his agent, Matitia has claims on account of his own business. In this case the *resoom* are in his own name; but there are no account books or ledger to show that the amount entered in the really due to him and not entered by collusion. Moreover, he took no step to recover any of his debts till he sent in a list to the Legation in 1883.

All the other claims in this Vice-Consulate are open to very similar objections. I would, however, specially draw attention to the claims of Levy and Co., Gibraltar. In the list of his local agents his claims are said to amount to about 3080 dollars, while in Messrs. Levy's list, submitted from Gibraltar, the same claims are given at about 1280 dollars, half that amount. The explanation given is that the agent must have taken the opportunity of including his own private debts, which he, a Moorish subject, was not entitled to do, and that he also doubled the amount of Mr. Levy's claims, as stated in the *resoom*, apparently in anticipation of a 50 per cent. reduction.

The only sound claim in the Laraiche Vice-Consulate is Mr. Ford's robbery claim for 1707 dollars. This originated so late as 1891, and I was therefore able to hold a local inquiry into its merits, as reported in my dispatch No. 104 of the 30<sup>th</sup> June last.

#### Rabat

At Rabat there were no claims. The reason is not that there are few British merchants at this port, for it will be seen that British merchants are seldom claimants, and there are no British merchants except Mr. Forde at Laraiche, where the claims are so heavy. The claimants are Gibraltarians or protégés. I attribute this satisfactory state of things in a great measure to the fact that Mr. Frost, the Vice-Consul, gives up his entire time to his Consular duties and is not himself a trader, nor does he employ any trader on the Consular Staff.

#### Dar-al-Baida.

The total claims amount to 30,516 dollars, of which 24,723 dollars are due to present or former members of the Consular Staff. The history of this Vice-Consulate

is not satisfactory. In 1872, when the paid Vice-Consulate was abolished, Mr. Lapeen (Gibraltarian) was appointed trading Vice-Consul. His unpaid claims amount to 20.416 dollars, but other claims have been paid through the Sultan. In 1884 your Lordship will remember there was a considerable scandal regarding this Vice-Consul's trading proceedings, and an inquiry was held, the result of which was his dismissal from his post for what may be described as extortion and wrongful imprisonment of Moorish debtors. In 1885 the Interpreter Benchimol (a claimant for 980 dollars) was dismissed for usury, and his predecessor had been dismissed for flogging a Jewess, and his brother, the Interpreter of the Danish Vice-Consulate - the English Vice-Consul is also Danish Vice-Consul - was also dismissed about the same time as his brother for selling protection in the name of the Vice-Consul.

Mr. White's notes will show that of the total 20.416 dollars only 3122 dollars are supported by resoom Mr. Lapeen's own name. As regards the item 4586 dollars for robbery claims, it will be observed that they were not robberies of his own goods, but alleged robberies from his agents, Moorish subjects, who transferred these claims, together with certain resoom in their names, to him in payment of a balance of account, viz., 3699 dollars, alleged to be due by them to him. It will thus be seen that to pay 3699 dollars they have transferred to him certain dubious claims aggregating 11.475 dollars. I think that the whole of the amount should be struck out.

I also notice that debts of Jews, aggregating 7428 dollars, and similar claims of other residents of towns, are included in Mr. Lapeen's list. These should be excluded, as this Legation is only supposed to concern itself, save in very exceptional cases, with debts due in the interior where the British creditor cannot obtain redress. In a town, particularly a port where there is a residential Governor and a Consular officer, there need seldom be difficulty in proceeding against the debtor. It is generally acknowledged that claims of this description should not be admitted. I should add that after a personal examination of Mr. Lapeen I came to much the same conclusion as that arrived at by Mr. Consul Payton when he conducted the inquiry of 1884, namely, that his apparent dishonesty is more the result of dullness and carelessness than of fraudulent intention.

Mr. Cansino (Gibraltarian) claims 1662 dollars for civil debts, and 2403 dollars for robberies. I formed a very unfavorable opinion of these claims after a personal examination of the claimant. Mr. White's notes state the particulars and I would merely remark that the robberies appear to have been greatly exaggerated as regards value of property stolen and that one or two of the claims have been rejected in whole or in part after inquiry by a British Consular officer and a Moorish Commissioner in 1887.

Your Lordship will observe that the claimant in one instance not merely demands the value of the animals stolen, but also the value of the possible offspring that might have been produced if the parents had remained in his possession. Mr.

Cansino is not singular in making this claim; others, too, have claimed the annual wool crop and possible off-spring of sheep that have been stolen during the period that the claim has remained unsettled.

As regards Mr. Casino's claim on account of camels stolen, I should observe that the local officials recovered the animals but Mr. Cansino refuses to accept them unless all possible hire that the animals might have earned during the period of their detention were also refunded to him. The only claims which seemed to me unexaggerated and unquestionably genuine were those of Mr. Pons (Gibraltarian), 235 dollars; Mr. Fernau ( Vice-Consul), 2852. Dollars, Messrs. Murdoch, Butler, and Co., 376 dollars; and Messrs. Lamb Brothers, 300 dollars.

The last two are on account of robberies, but Mr. Lamb, who has been lately entertained by the Governor, against whom he preferred the claim, has good-naturedly with-drawn it.

Messrs. Alvarez and Carraro did not appear in support of their claims.

### *Mazagan*

As at Rabat, the Vice-Consul, Mr. Redman, practically gives up all his time to his Consular duties and none of his Consular Staff is a trader. I am not aware that there are any unsettled claims in the Vice-Consulate except that of the widow of the *semsar* of a British subject who was murdered in 1890. I examined the woman, and was favorably impressed, though the documents produced in support of her claims were by no means conclusive. I think that moderate compensation should be obtained for her.

### *Saffi*

The total claims amount to 9,399 dollars; of this sum, 7,562 dollars are due to the Vice-Consul, Mr. Hunot. There is a claim by Messrs. Lamb and Co. for the value (839 dollars) of the property stolen when their *semsar* was murdered, referred to in previous paragraph. This is apparently a sound and unexaggerated claim.

I had no opportunity of examining the remaining claimants, Messrs. Andrews and Co., but I understand that their claims are recent. They should be carefully examined, and any items which they should be able to collect for themselves or which are of ancient date should be struck out.

Mr. Hunot, when I visited Saffi, was at Fez trying to arrive at a settlement directly with the Vizir, to whom I had given him a letter of introduction. His claims are explained in Mr. White's notes, and no doubt he would readily accept a 50 per cent. Settlement, especially as one of his claims, for recovery of duty paid on beans, is of doubtful validity. Mr. Hunot remained about two months at Fez, and was

almost daily in attendance on the Vizir, who continually told him that there would be a settlement in "four or five days" Finally, Mr. Hunot was informed that the principal claim (for robbery) would be settled at Tarudant, where it occurred. He has been instructed to meet the Sultan at that place, and has been given a safe-conduct. It is to be hoped, in the interest of exploration, that Mr. Hunot, who is an unrivalled Arabic linguist and a naturally clever man, will avail himself of this rare opportunity of visiting Soos. I have not, however, encouraged him to do so.

### *Mogador*

The claims amount to 52,575 dollars; of this sum, 7,812 dollars are due to the Consular Interpreter, a Jew of high position, who cannot speak any language but Arabic and Hebrew.

The principal claims are those of Mr. Damonte, aggregating 52,666 dollars, and dating back to 1858. Mr. Damonte has been recently appointed Consular Clerk. The principal claim is for losses sustained when Mr. Damonte's grandfather had to leave the country in 1858 in consequence of the war with Spain. It amounts to 24,988 dollars, and has been the subject of correspondence with the Foreign Office.

I examined Mr. Damonte (a very respectable young man), and the conclusion I arrived at was that his claims are well founded, and considering that the family have never ceased, since the cause of action arose, to agitate for a settlement, and that the question has been kept open solely by the apathy and obstruction of the Moorish Government, the claims should not be prejudiced by the fact that they are of ancient date. I have reason to believe that Mr. Damonte would accept 10,000 dollars in satisfaction of all his claims.

The other claims have been more than once the subject of inquiry by the British Consul and a Moorish Commissioner, but no practical result has followed, though I believe that the validity of most of them was admitted. Nevertheless, the examination which we made of the claimants showed that many of the claims were not free from the defect and flaws discovered in the claims of the Laraiche and Dar-al-Baida Vice-Consulates. The same features present themselves, namely, a multitude of small items, ancient date, absence of all corroborative evidence, flaws in the *resoom*, absence of due diligence on the part of claimant, &c.

It should be noted that all these claimants accepted the 50 per cent. compromise negotiated by Cid Boobekir in 1883.

Such are the British claims against the Moorish Government. There are a few considerations, however, which should be borne in mind:

1. That the exaggerated or fraudulent claims are not the claims of British merchants, but of Gibraltarians - that is to say, persons of foreign origin, born on the Rock - and of protected Moors and Jews.

2. That if the Moorish Government had acted with ordinary care, expedition, and good faith, and had given effect to the repeated proposals of Sir John Hay, proper inquiry would have been made, if not at the time, at least stage, when it would have been comparatively easy to ascertain the truth.
3. That these claims have been accepted as sound, and pressed as such on the Moorish Government, and that the claimants, or the descendants of claimants, even to the second and third generation, are living in hope, for they have been led to expect that the British Government would aid them to recover the money.
4. That there is a foundation for nearly all claims, though the superstructure raised on that foundation is often huge, and even grotesque.
5. That other Legations recover similar claims for their countrymen and protégés, and that it has always been held that a British subject or protégé is entitled to every privilege - even, it appears, the privilege of fraud - which is enjoyed by a foreigner.
6. By a decision of Her Majesty's Government in 1888, claimants were forbidden to approach the local officials direct in order to imprison their debtors.

Under all these circumstances, and especially considering the loss of documents and evidence, I am of opinion that it would not be just or expedient to summarily sweep away the claims, but after going through each list roughly, I am of opinion, though further inquiry will probably be necessary, that a sum of 11,000 l. (excluding the claim of Mr. Madden, which will be probably settled direct with him, and the claim of Mr. Forshaw, which I have not yet examined) would suffice to dispose of British claims according to the principles laid down in the rules which I am about to propose for your Lordship's approval. In arriving at this result I have struck out claims undoubtedly fraudulent or untenable, that is to say, claims unsupported by any evidence or on the face of them fraudulent; claims based on insufficient documents; claims for town debts; claims for debts due by Governors since 1875. I have further allowed full payment in some cases, and 50 per cent, or 25 per cent, payments in other cases, when the claims are ancient or evidently the consequence of bad harvests.

The benefits which would follow the settlement of this mischievous question are incalculable. A millstone would be removed from the neck of the British Minister. Instead of filling of the role of an importunate tradesman dunning for debts of doubtful morality, he would be free to act as the friendly, disinterested adviser of the Sultan, with the untarnished dignity which becomes the Representative of Great Britain. When he approaches the Sultan, it will not be to beg for and haggle about money, but to urge the improvement of his prisons, the abolition of slave markets, and other administrative reforms. His voice might then be heard, and if the system

of protection were also swept away, he would not be liable on those occasions to be told to remove first the beam out of his own eyes. To gain these great advantages, and to remove for ever this stumbling-block from the path of the British Representative, some might be inclined to suggest that Her Majesty's Government should pay the money themselves, in order to get rid of a question which has clouded for so many years their relations with Morocco, on the understanding that in future every claim should be promptly inquired into and settled as soon as it is brought to the notice of the local authorities.

But, apart from the obvious difficulties in the way of such a policy, I am of opinion that its adoption would not be advantageous to our future relations with the Sultan. An uncivilized Ruler is apt to regard as weakness justice which is not stern, and he might in future be still more difficult to deal with when rightful claims arise. A premium, moreover, would be given on the evasion and obstruction in which the Sultan and his *entourage* love to revel. If this view be accepted by your Lordship, there is no alternative but to press vigorously on the Sultan the payment of the sum necessary in order to extirpate this poisonous question. One sharp operation is all that is necessary, and I think that it should be promptly performed by the new Minister when he visits the Court, but unfortunately, owing to the Sultan's departure for Tafilelt, this cannot be for some time. The visit will probably be made to Morocco, as the Sultan is not likely to return to Fez for another two years. I do not settle the question cheaply, and his advisers would probably not object, for money does not pass through the fingers of a Shereefian Minister without leaving a valuable residuum.

There may be in addition some recent claims not yet presented. These should be carefully, indeed mercilessly, examined, and I doubt if they will amount to more than a very small amount.

Finally, as regards the future. It is of little use to cut down the weeds if they are to be allowed to spring up again. This may be avoided by the enforcement of the following rules, which, if they meet with your Lorship's approval, should be communicated through the Consular Staff to all merchants and traders:

1. No protected person is entitled to more than protection of person and property. The British Government shall have nothing to say to his trading debts. This rule, of course, applies to Consular employés.

2. Save in exceptional cases to be decided as they arise, no debt shall be accepted as sound by the British Minister unless based on valid documents, which must be in the name of the claimant, and not of a third person. If there are documents not admissible by *Shraa* the case should be referred to arbitration, but if they are *resoom* or notarial documents they must have been properly attested by the *Adools* and *Kadi*.

3. Save in very exceptional cases, no town debts shall be taken up by the British Legation. If the local authorities refuse ordinary justice, the matter should be reported at once by the Vice-Consul or Consul.
4. *Ressoom* exceeding 100 dollars in value must be registered on payment of a small sum at the British Vice-Consulate. The British Vice-Consul shall examine the parties, character and antecedents of the native agent, he shall register the document.
5. No claim of less than 20 dollars in value shall be taken up by the British Legation, although there is no objection to the Consular officer exercising his personal influence to obtain a settlement for creditors in case of smaller debts which, after inquiry, he is satisfied are justly due.
6. *Ressoom* between the value of 20 and 100 dollars, and any other valid documentary evidence of debts, may be registered on the payment of a small fee at the British Consulate, and *ressoom* thus registered shall be held to have priority in every way over *ressoom* not registered.
7. No claim shall be taken up by the British Government which is not presented at the Vice-Consulate within one year from the date of cause of action. (This will necessitate an annual settlement of accounts, which is very desirable).
8. The claims when presented shall be carefully examined, if possible in the presence of the debtor, and the claimant shall be required to show that the default is not due to a visitation of God, that every reasonable attempt has been made to obtain payment, that the failure to do so is owing to the non-co-operation or obstruction of the Moorish officials. He must also show that there ground for believing that the debtor has means of paying the debt, and his residence and the locality where his property are situated should be indicated.
9. The Vice-Consul or Consul if satisfied on these points, should register the claim in a book of prescribed form, called the "Register of Claims", and should then seek the co-operation of the Moorish responsible authority.
10. Once a-quarter he shall furnish Her Majesty's Minister with a list of the claims thus registered, and the latter shall order him to strike out the claim of any claimant who, in his opinion, after inquiry, is not entitled to have his claim registered.
11. Every six months the Minister will send to the Shereefian Court a list of claims which are not discharged by reason of the obstructiveness or want of diligence of the Local Governments. But he should first satisfy himself so far as possible that the debtor has the means of discharging his liability.
12. Once the Moorish officials have produced the debtor at the port to be confronted with the claimant, and when the Moorish officials has proceeded against

any property of the debtor which is indicated to him, and has paid into the Vice-Consulate the money thus realized, the responsibility of the Moorish Government for this particular claim shall cease.

13. The Vice-Consul should not demand, or, so far as it lies in his power, permit the imprisonment of any debtor unless he is satisfied that the man is acting fraudulently. All cases of imprisonment which come to the knowledge of the claimant should be immediately reported by him to the Consular officer and by the latter to the Legation. Every effort should be made that the debtor when imprisoned be imprisoned in the port or town where the Vice-Consul resides. The subsistence of the prisoner shall be paid for by the creditor at a rate fixed, with the approval of the Minister, by the Consul or Vice-Consul.

14. In cases of robbery, information is to be immediately given to the Consul or Vice-Consul, who shall make full and prompt inquiry, if possible on the spot, either personally or by a trustworthy agent, into all the circumstances of the case, including the value of the property stolen.

15. Rules 2, 4 and 5 apply to all cases of robbery where pecuniary compensation is required.

16. If the offenders are arrested and adequately punished by the Moorish authorities, the responsibility of the latter will cease, and no pecuniary claim shall be made against them, provided that compensation for any actual loss sustained be paid if the offenders have property available for the purpose. This rule is not intended to relieve the district which harbors the offenders from any responsibility attaching to them by equity and the custom of the country.

17. As soon as the inquiry has been concluded, a full Report shall be submitted to the British Minister, who will decide as to the redress, if any, which should be demanded by the Legation from the Shreefian Government.

18. Whenever in the above rules an inquiry is prescribed, every effort should be made to obtain the co-operation in the inquiry of a Moorish Representative, but in default of such co-operation the inquiry should not be abandoned or even unduly postponed.

19. In future, compensation to British subjects or protégés for insults or injuries shall not necessarily take a pecuniary form. Pecuniary compensation shall only be paid to the claimant to the extent that he has sustained bodily or pecuniary loss, and in all cases any sum which it may be considered desirable to levy in excess of that amount from the Moorish Government shall, after the claim has been satisfied to the extent prescribed above, be paid into a Legation fund to be called the "Legation Claims Fund". From this fund may be advanced money to pay approved claims for robbery or assault in anticipation of their payment by the Shreefian Government.

The object and expediency of each of these rules are explained by what has been written above. Rule 19 alone perhaps needs further explanation. It is the fashion in Morocco to demand pecuniary compensation for every trifling assault and insult - compensation generally quite disproportionate to the moral or physical injury which the claimant has sustained - even supposing him to be the most haughty and sensitive of men. This system is a direct encouragement to travelers and others to rove about Morocco inviting assault and seeking insults. I need not enlarge on the evils of the system, and the rule which I propose will prevent their recurrence.

I see no reason why the above rules should not be put into force at once, should your Lordship approve them. The particular merit which differentiates them from former schemes is that the co-operation of the local Moorish officials is not essential; for this is the rock on which all other proposals have been wrecked.

But the whole scheme is contingent on prompt local inquiry and careful treatment by Consular authorities. This will involve some expense for traveling, &c., and this small difficulty - the expenses should not be large - has prevented my predecessors from constantly visiting or deputing an experienced officer to visit and inspect the Vice-consulates. In another Report, in which I recommend a reorganization of the Consular Service in Morocco, I shall describe how necessary such periodical inspections are. I am convinced that if, for instance, that experienced and able officer Mr. Consul White, to whose assistance I am so much indebted for the unraveling of this entangled web, had been authorized to visit the Vice-Consulate of Larache the existing condition of that Vice-Consulate would never have reached its present acute stage.

Most important is the local inquiry into robbery. It is the only way of arriving at the truth. I have tried it in three cases since I have been in Morocco. In one case the inquiry is still proceeding; in the second case a settlement has been arrived at; and in the third case the Moorish Representative did not appear, and the inquiry (in a very unsettled part of the country) was conducted by the British officers (Mr. Allan Maclean and Captain Count Gleichen) without Moorish co-operation, but with the tacit consent of the Governor. The result was the release of an unfortunate boy who had been in prison for two years, and the verification of a pecuniary claim which I can now - a case almost unprecedented - press upon the Moorish Government with a conviction that it is genuine. For one result of the fraud and exaggeration through which a British Minister wades when dealing with the question of claims is that he becomes skeptical and suspicious even in cases which are true and reasonable.

I have, &c.  
(signed)  
WEST RIDGEWAY

*Memorandum of the Steps that have been taken for the Settlement of Claims of British Subjects.*

In 1869 the Sultan appointed a Commissioner, who examined all the claims and effected a settlement of nearly all.

In 1873, fresh claims having arisen, Sir J. D. Hay obtained appointment of another Commissioner, but with no result.

In 1874 claims against Governors and Sheikhs were compromised, and an agreement come to that such claims be debarred in the future.

In 1882, during his Mission to the Court, Sir J. D. Hay went through the list of claims and discussed them with the Moorish authorities, and it was again agreed that Commissioners be sent to the port. They settled but few claims, however.

In 1883, by arrangement between the Sultan and sir J. D. Hay, Cid Boobekir visited the ports and examined the claims. He reported that claimants of the southern ports, which he had then visited, all had agreed to accept 50 per cent. in full settlement. The Sultan, however, refused to accept this arrangement, and proposed, instead, that all documents be examined at the Court. All resoom and other documents were accordingly sent to Tangier, and handed over to the Minister for Foreign Affaires, who examined them with a Commissioner, and presumably sent them to the Court. They were detained till 1886, when they were returned to Sir J. D. Hay, and by him sent back to the various ports, but a number of them had been apparently lost, and were not returned by the Moorish minister.

In the meantime, a certain number of claims had been paid, and the debtors had been imprisoned and cruelly treated. Many cases of usury and unjust claims were brought to light, and, consequently, Sir J. D. Hay made an agreement that on the resoom being returned to the ports each claim should be examined jointly by the Vice-Consul and Moorish Governor in the presence of the debtor and claimant, and settled once for all by a payment if the claim were valid and the debtor solvent, or by release of debtor if insolvent, and by dismissal of claim if invalid. Unfortunately, it was found impossible to carry out these regulations owing to the willful obstruction of country Governors, who would not send the debtors to the ports.

Since that time there has been much correspondence and negotiation during the various Missions, and occasionally Commissioners have been sent to the various ports, but with very little results, owing to the above-mentioned cause, that country Governors persistently refuse to co-operate, and will neither make the debtors pay nor send them in.

In some cases there is no doubt that debtors have paid their debts to the Commissioners, but that the money has remained somewhere on its way to the Legation, either in hands of Commissioners or of some other officials through

whom it had to pass. The above-referred-to loss of resoom is another obstacle to the proper examination of some of the claims.

#### General Summary of Claims

|                           | Amount     |            |
|---------------------------|------------|------------|
|                           | Dol. r.vn. | Dol.r.vn   |
| <i>Commercial</i>         |            |            |
| Laraiche                  | 34,862 19  |            |
| Dar-al-Baida              | 22,851 2   |            |
| Mazagan                   | 1,020 0    |            |
| Saffi                     | 6,975 0    |            |
| Mogador                   | 10,307 0   |            |
| Various                   | 13,192 12  |            |
|                           |            | 89,208 13  |
| <i>Robberies, &amp;c.</i> |            |            |
| Laraiche                  | 1,707 0    |            |
| Dar-al-Baida              | 7,665 0    |            |
| Mazagan                   | 23,052 0   |            |
| Saffi                     | 2,242 0    |            |
| Mogador                   | 42,268 0   |            |
| Various                   | 4,215 0    |            |
|                           |            | 81,331 0   |
|                           |            | 170,539 13 |

Of the above total, 75,492 dollars are claimed by past or present Consular officers and employés.

#### *Memorandum*

The following notes embody the results of an examination of the claims at Tangier, at Gibraltar, and at each of the Moorish ports. The examination in many cases could not be very thorough, as the time at our disposal did not admit of searching inquiry into each claim; these notes cannot, therefore, be regarded as exhaustive. In some cases, notably the Dar-al-Baida claims of Mr. Lapeen, the Laraiche claims of Messrs. Imossi, and of Messrs. Levy and Co., of Gibraltar, and in many of the Mogador claims, each resm, or notarial document, has been perused and compared with the list; in other cases certain documents were chosen at hazard from the bundle, and the claims inquired into. The claimant, wherever possible, was personally questioned as to the circumstances under which the claim arose, the position of the debtor, steps taken by the claimant to recover payment, &c., and the commercial books, ledgers, &c., were in some cases also examined. Unfortunately, however, it appeared to be the custom of many of the claimants (so-called

merchants) to conduct the business in a very loose manner, keeping no books of any kind whatever, but merely memoranda on loose slips of paper, which they stated that they had destroyed or lost, although the transactions to which they referred were the subject of claim.

#### Summary of Laraiche Claims

|   | Amount.    |           |
|---|------------|-----------|
| Commercial  | Dol.r.vn   | Dol.r.vn  |
| Vice-Consul Imossi, per agent,<br>Lislami, List I       |            |           |
| " " " " " List II                                       | 2,927 10*  |           |
| " " Soliman El Kharrat                                  | 3,811 3    |           |
|   |            | 8,490     |
| Meir Matitia, Consular Interpreter ..                   | 2,714 0    |           |
| .. .. per agent, Moses EL Kharrat ..                    | 9,713 0    |           |
| Heirs of Mesod Matitia, late<br>Consular Interpreter .. | 2,653 6    |           |
|   | " 15,080 6 |           |
| Lewis Forde .. .. (about)                               | " 1,100 0  |           |
| Heirs of late J.and J.Coute .. ..                       | " 3,930 10 |           |
| J.Fereres .. ..   | " 2,456 8  |           |
| J . Fava .. ..  | " 726 10   |           |
| Levy and Co., of Gibraltar, per<br>agent, Benzaquen     |            | 3,079 10  |
|   |            | 34,862 19 |
| Robbery claims.   | " "        |           |
| Lewis Forde, per agent, Benishu, ..                     |            | 1,707 0   |
|   |            | 36,569 19 |

*Laraiche Claims*  
*Examination of Mr. Imossi at Gibraltar*  
*(Mr Imossi's claim, 8,490 dollars)*

(Abdullah Lislami, List I, 2,927 dollars): The claims on list I are against debtors residing in the Gharb districts under the jurisdiction of the Governors Habassi and Remoosh.

(Ditto, List II, 1,751:12 dollars): All Mr. Imossi's transactions through Lislami were on behalf of Messrs. Smith and Imossi, of Gibraltar, whose agent at Laraiche he was. His own private business he did entirely through El Kharrat.

Mr. Imossi wound up his account with Messrs. Smith and Imossi a few since, and then had himself to make good the deficit arising from the amounts owing through Lislami. Messrs. Smith and Imossi used to purchase large quantities of grain through him as much as 97,000 dollars in one year.

His system of business with Lislami was as follows:

He would give money to Lislami from time to time as required, taking as security either a *resm* (notarial document) or a note of hand. Lislami would visit the various markets and purchase grain and send it in to him at Laraiche, taking note of all thus sent. Lislami compared notes with him from time to time, and when it was found that any grain had not been sent in Lislami would visit the seller or carrier (as the case may be) who had engaged to deliver it, and if unable to fulfil the contract would take from him a *resm* acknowledging the debt. *The resoom* thus collected remained in Lislami's possession, as he was the person responsible to him (Imossi). At the end of every year Imossi would balance accounts with Lislami, and a fresh paper would be drawn up showing the total amount then owing, all the former notes of hand ,&c., being destroyed. No books were kept, but merely memoranda on slips of paper, which were destroyed. Lislami did no business on his own account except in cattle; all his transactions in grain were for account of Mr. Imossi, as agent for Messrs. Smith and Imossi.

In 1874, hearing that Lislami was dying, Mr. Imossi, then British Vice-Consul, called on the Basha and asked his advice as to the sum owing to him. By the basha's recommendation he saw Lislami, and with his consent, *Adool* (Notaries Public) were called to his bedside, and took his declaration as to the amount owing by him to Imossi (3,382 dollars.)

A few days later Lislami died, and the Kadi took possession of all his property and assumed the administration of his estate. He took note of Mr. Imossi's claim, but declined to hand him over any documents. When, however, in 1883, Sir J. D. Hay called for a list of claims, Vice-Consul Imossi wrote to the Kadi, saying he would hold him responsible for the amount of the debt if he did not deliver the *resoom*; the kadi handed them over to him, taking a receipt for them.

The total amount represented by these documents is in excess of the sum owing to him by Lislami, but he intended to pay over to the heirs any balance that might be recovered. He made some endeavours to recover payment on these *resoom*, but did not succeed in getting anything, although he went to considerable expense in sending messengers, &c. He believes the debtors had means, but they used to evade payment by making presents to their Governors. Lislami left no property except a small amount of realty, so that Imossi could only recover the amount owing to him by accepting transfer of the debts due to Lislami.

*Examination of "Ressom"*

Of the sixty resoom, only six, representing 115 dollars, are in Lislami's name (list I); of the others, thirty-six are in the name of Buselham, described in one of the documents as agent of Mr. Imossi. He was an employé of Lislami; seven resoom are in the names of Fereres, a partner of Lislami, and the others are in the names of various Moors. They are all dated in the years 1869-74, and vary in amount from 2 to 500 dollars, the total being 2,927: 10 dollars. With few exceptions the *ressom* only give the amount of grain, and not the value; the prices quoted in the list are evidently exaggerated, probably by not less than 60 per cent., though it is difficult to say exactly, as prices in this country vary greatly both from month to month, and in different places. The quantities of grain are given correctly, except in item No. 15, where 60 mood beans are given instead of 50 mood canary seed. Item No. 15 is stated as for 23 dollars, whereas it is only for 11 «ducats,» which at the rate of exchange at that time would have been about 2 dollars.

There are fifty-six items in this list, for a total sum of 1,655 dollars, wrongly stated as. 1,751: 12 dollars.

Five resoom are in Lislami's name, thirty-four in Buselham's name, one in Imossi's name, seven in Fereres' name, and eight in names of various Moors. They date in the years 1868-74, and vary in amount from 1 ? to 140 dollars.

The prices of the grain and rates of exchange are again grossly exaggerated. At a rough estimate on the basis of the prices stated in some of the documents, I should think that the money actually out of pocket by these bad debts was about 900 dollars. The list is very confused, the various debts being frequently put down to the wrong names, the list having evidently been copied by column instead of by line.

Probably a sum of 1,700 or 1,800 dollars would cover the true amount of the claims (lists I and II) included in both lists.

*Examination of Mr. Imossi.*

(El Kharrat's list 3,811:3 dollars): These claims are similar to those on Lislami's lists, except that they are for amounts due to Mr. Imossi personally, and not as agent for Messrs. Smith and Imossi. The Business was carried on the same principle, El Kharrat, however, being a jew resident at Laraiche, and no memoranda or papers existing in support of Imossi's claim on him.

El Kharrat died about the year 1882, and on his death his widow and his cousin, Moses El Kharrat called on Mr. Imossi and informed him that the deceased had told them, he owed him 2,490 dollars. Deceased did no business on his own account except to retail wheat and barley, and he left no property except a half share of a house. Mr. Imossi wished to take that as security for his debt, but he yielded to the

entreaties of the widow and accepted transfer of these documents instead, representing a sum of 3,811 dollars, the balance, if collected, to be returned to the widow. A son of the deceased went into the country to try and collect on them for account of Mr. Imossi, but got nothing, and Mr. Imossi has never recovered anything. All the grain transactions mentioned in these documents, except the wheat and barley, were made by El Kharrat on Imossi's account.

#### *Examination of the «Resoom»*

There are fifty-six items in the list, each of which is supported by a resm. All these resoom are in the name of El Kharrat, or of a relative of his, except one which is indorsed to him, and three which are in the names of Buselham or Fereres.

The *resoom* date of the years 1865-81, and vary in amount from 6 to 600 dollars. The majority of the documents are for cash, and the figures given in the list are therefore more correct than in the lists of Lislami; thirteen items, however, are for grain, and two are for ducats, in those the values are exaggerated. The true amounts of the list would probably total up to about 2,500 dollars. Some of the resoom, however, included herein are not quite in order.

(Summary of Mr. Imossi's claims) : The true value of all the documents presented by Mr. Imossi in support of his claim for 8,490: 5 dollars, as per his three lists, does probably not exceed 4,300 dollars, even admitting all the documents as valid, and that he is entitled to claim on them all.

#### *Examination of Meir Matitia, Interpreter to Vice-Consulate at Laraiche. (Matitia claims, 15,080: 6 dollars):*

(The Matitia family): Samuel Matitia was appointed Interpreter to the Vice-Consulate about the year 1848. He died in 1873, and was succeeded as Interpreter by his son, Mesod Matitia, who died in 1879, when his brother, Meir Matitia, the present Interpreter, was appointed to the post.

The Vice-Consulate house was built by the Sultan's orders with money advanced by Samuel Matitia, the family receiving as rent 8 dollars per month, representing the interest on their money.

(Personnal claims of Meir Matitia in his own name, 2,714 dollars): This amount is made up of ninety-seven items, varying from  $1\frac{1}{2}$  to 216 dollars, the resoom being dated 1866-91.

He has other claims of more recent date, but has not yet sent them in to the Legation, or brought them under the notice of the Vice-Consul. He has made private attempts at settlement, both by direct application to the debtors, and by private application to their Governors, but with no effect, the Governors being either

unwilling or unable to enforce payment. He has no day-book, account-book, ledgers, or other commercial books to produce in support of these claims, but only has a list of documents similar to that sent in to the Legation. The following items on his list were then selected at hazard and inquired into :

«N°. 11, for 40 dollars, date 1877.»

He sold half share in some goats for 40 dollars, to be paid in yearly installments of 10 dollars. Debtor escaped to a different district, and Matitia had been unable to recover payment. He had taken no steps, however, until list was sent in eight years later, nor has he done anything since that time.

«N°. 90, for 90 dollars, dated 1889.»

He advanced this sum to a Moor of Hel Serif district. He applied to the Basha, who sent soldiers to the debtor, but without result. The district has been in revolt for two years, and Basha advised him to wait till it was quiet again. At the time he advanced the money the district was in a settled condition.

«N°. 74, for 158 dollars, dated 1866.»

This is for a balance of accounts being 11 dollars, paid three months ago.

«N°. 86, for 140 dollars, dated 1869.»

This amount was advanced by Samuel Matitia to a Laraiche man for purchase of woollen coverings. No steps were taken against him at the time, although he was living at Laraiche, as he was expected to pay. He died about 1886 or 1887, and a settlement was attempted with the heirs, but fell through owing to obstruction of the Kadi, who had presumably been bribed. Matitia complained to the Vice-Consul, but there was no record of his having done so, all that passed having probably been verbal.

Mr. Matitia considers that it is fair to require the Sultan to pay claims of foreigners, as, had the Moorish officials done their duty, debtors would probably have to pay, and the claims would not have arisen. He admitted, however, that in many cases it would have been impossible for the debtors to pay owing to failure of crops, &c.

The origin of these claims was as follows:

(Meir Matitia per El Kharrat, 9,713 dollars): Samuel Matitia in 1872 advanced 5,000 dollars to Moses El Kharrat to trade with; by the contract, Samuel Matitia was to receive credit for 10,000 dollars (though he only actually paid the 5,000 dollars as above), and was to receive half profits. The Hebrew notarial document of contract was produced in proof of the above. El Kharrat was at this time a merchant doing an independent business on his own account, and also carrying on business as agent for some Tangier firms, as well as the partnership with Matitia.

In 1881 El Kharrat became insolvent and his business with Matitia was wound up. He then handed over to Meir Matitia (Samuel Matitia having died previously) the documents of his debts in payment of what he owed. Matitia endeavoured to obtain possession of El Kharrat's house, but it was shown to belong to his son. El Kharrat died about 1880.

There was no formal settlement of accounts on the dissolution of partnership in 1881, nor does Mr. Matitia hold any document to prove that El Kharrat was indebted to him at that time, nor are there any account-books showing the state of accounts between them, in fact, nothing whatever in writing, but merely the fact that the *resoom* are in Matitia's possession, although his name is not mentioned in one of them. He knows nothing whatever about the transactions to which the *resoom* refer, nor whether the debtors are alive or dead, rich or poor, who they are, or where they live. He has taken no steps to recover payment further than to send in the list to the Legation.

The total of 9,713 dollars given in the list is made up of 113 items, varying from 2 to 710 dollars, the *resoom* being dated 1866-84, two of them being at a period when the partnership of Matitia with El Kharrat did not exist, and there is nothing in any of them to show that Matitia was directly or indirectly in the transactions they record.

The following items were selected at hazard and examined:

"N° 60, for 23 mood beans, 23 dollars, dates 1877."

The *resm* states the value of the beans as 16 dollars. The claim is thus exaggerated by 7 dollars, i.e., nearly 44 per cent.

"N° 65, for 100 mood beans, 52 dollars, date 1875."

The amount of 52 dollars is correct, and the number of *mood* of beans is also correct, but their value is not stated in the *resm*. The value of 100 dollars given in the list is evidently much exaggerated; the real value would probably have been about 70 dollars.

It is worthy of notice, in connection with the claims on this list, that with an original capital of 5,000 dollars on which Matitia was only entitled to half the profits, the bad debts alone - or rather Matitia's share of them - amounted at the end of nine years to 9,713 dollars, or nearly half the original capital.

Even were it to be supposed that Matitia share of these bad debts really was those specified in the list, it is a question whether his claim based on them should be supported, for it would be difficult to account for their amount except on the supposition that there has been the grossest usury, which unfortunately was, and in some cases still is, so common in this country. The fact that the majority of these

items are for cash would rather appear to favour this theory. Of the total sum claimed, 1,944 dollars is claimed for 1,944 mood of beans, of which the value would probably at the time of purchase not have exceeded 1,000 dollars, take one season with another.

(Mesood Matitia, 2,653: 6 dollars): These claims are brought by the heirs of the late Interpreter, brother of Meir Matitia, who, however, was not able to throw any light upon them.

Our time was not sufficient to enable us to examine the documents, which were not immediately forthcoming, and there apparently was no one who could give us any particulars concerning the claims and their origin.

#### *Examination of Mr. Forde*

(Forde, commercial, 1,100 dollars): The claim is composed of twenty-three items, of which eight are not in the name of Mr. Forde, but of a man who he states was his agent, employed on the same system as dollars. Mr. Imossi employed Lislami.

The mounts of the separate items vary from about 5 to 210 dollars, and date 1873-78.

Many of the items are for grain, no money value being stated; the amount given in the summary is therefore only roughly approximate, and having been calculated on the basis of the calculations in the other Laraiche list, is probably considerably too high.

Mr. Forde explained that he had been continuously endeavouring to collect his outstanding debts, but though he had succeeded in recovering certain amounts, thus reducing his list to its present proportions, he had failed to obtain a settlement of those in his present list. One, however, which figured at 350 dollars, had been reduced by instalments to 210 dollars, and he hoped to receive payment in full in time, so he thought the item could be withdrawn from the list. Some of the debtors are under protection of a powerful Shereef, and the Governor is therefore powerless to help him, as such men are to all intents and purposes independent of all authority.

With regard to the debts transferred to him by his agent, he knows nothing of the individual transactions, nor has he been able to discover the debtors, though he has tried to trace them. He took no steps with regard to them till 1891, when he included them in his list for the first time. His agent was killed in the country some six or eight years previously.

(Forde, Benishu claim, 1,707 dollars): This claim forms the subject of a Special Report by Mr. Maclean and captain count Gleichen, forwarded to the Foreign Office in despatch N°.104 of the 30<sup>th</sup> June. It arose out of the attack by a Sheikh in the

district of kaid Habassi upon Alal Benishu (Mr Forde's agent, duly certified as such) and his family, when property to the value indicated was said to have been seized or destroyed, and Benishu himself and some members of his family were wounded. Repeated representations have been made to the Moorish Court by this Legation on the subject, but hitherto without any result whatsoever. The inquiry by Mr. Maclean and Captain Count Gleichen tended to show that the claim was well founded, and the amount claimed not exaggerated.

*Examination of Mr. Guillen,  
who is related by marriage to one of the Claimants.*

(Heirs of J. and J. Coute, 3930: 10 dollars): Joseph and John Coute (father and son) died within a few months of each other about the year 1879. The claims first passed to the widow, and on her death to her daughters, who, however, are unacquainted with business, and have been unable to attend to them. Accordingly, he, Mr. Guillen, has assisted them, but has been unable to do much for them, as he has his own business to attend to. He knows nothing of the transactions out of which the claims arose, but he formerly succeeded in collecting some amounts. He ceased, however, to take any further action in the matter once the claims had been sent in to the Legation, and he does not consider it would have been right for him to have done so. He only holds the documents, and has no account-books or ledgers connected with the claims, nor does he know whether any exist.

(The total amount of 3,930: 10 dollars is made up of fifty-eight items, varying from 8 to 202 dollars, and dating in the years 1866-80, one, however, of 1888. In the Arabic copy of the list the total value is given in dollars, each item being specified in kind, or okeat (i.e., 1/10 ducat), and a few only in dollars. According to my rough estimation the value should be only about 2,500 dollars. H. E. W.)

The following items were selected at hazard and examined:

"N°. I, for 260 okeat, date 1867."

The document is not in the name of Coute, but in that of a Jew. Mr. Guillen said this Jew was indebted to Coute, and must have transferred the debt, but he could produce nothing in proof of this.

"N°. 31, for certain quantities of various grains, date 1878."

The *resm* states that the quantities of grains indicated "belonging to Juan the Englishman", were in the hands of the debtor.

"N°. 38, for three Bullocks, date 1867."

*Resm* states that the debtor held two bullocks and a cow belonging to Coute.

(Ferrerres, 2,456: 8 dollars) : This list contains 138 items, which vary from 16 reals vellon to 280 dollars, dating in years 1869-91. Thirty-eight of these items are for grain, which is valued at the same exaggerated rates as in the other lists.

Mr. Fereres was absent from Laraiche on the occasion of our first visit there, and on our return our stay too short to permit of our entering into any details. He stated that the claims were for money advanced for the purchase of grain, &c., on the same system as has been explained above, and that he had failed to obtain any settlement.

(J. Fava, 726 dollars): Mr. Fava was absent, and though asked to come to Tangier to explain his claims, has not appeared. There are thirteen items of from 8 to 200 dollars, and dating 1876-89.

*Examination of Mr. Levy at Gibraltar.  
(Levy and Co, 3,079: 10 dollars):*

Mr. Levy explained that he personally knew nothing of the items, but that Mr. Benzaquen was their agent at Laraiche, and did their business for them. Mr. Levy, who was most frank, exhibited his books, correspondence with Benzaquen, and contract with him. Under this contract Benzaquen was to receive a commission of one-third of the profits, and was precluded from doing any business except as their agent.

I drew Mr. Levy's attention to the fact that Mr. Benzaquen's list totalled to 3,079: 10 dollars, whilst the list received from them was only for 1,280 dollars. Mr. Levy at once stated that Benzaquen's list was not correct, as he quoted present prices of the grain instead of price at time of purchase. He read to me a letter from Benzaquen forwarding the list of claims and document, and saying that only 514 dollars of the total amount was due to Messrs. Levy (the remainder being presumably on Benzaquen's own account). Mr. Levy knew nothing of the extra items included in Benzaquen's list and not appearing in his own, and told me he would instruct Benzaquen to deliver all resoom for examination, and to call himself to give explanations. The documents were since delivered, but Benzaquen, who came to Tangier when we were at Laraiche, returned to Laraiche when we were at Tangier without appearing to afford explanations.

Messrs. Levy's books show that they wrote off as bad debts in 1882 a sum of 825 dollars owing at Laraiche, and again in 1891 they wrote off a further sum of 280 dollars.

The conclusion to be drawn would appear to be that though Messrs. Levy and Co. are themselves honourable merchants, and do not wish to claim more than is due, they are in the hands of their agent, an unprotected Moorish subject, who thought the occasion for obtaining payment, with interest, of some of his private claims was too good to let slip.

The examination of the *resoon* showed that out of a list of ten items, varying from 10 to 1,310 dollars, and dated 1876-89, two items for 210 dollars are unsupported by *resoom*, and the others have *resoom* in name of Benzaquen, but only

four of them appear in Messrs. Levy and Co's list, where they are correctly stated as making a total of 1,244 dollars, whilst in Mr. Benzaquen's list they amount to 2,440 dollars. One of the five items on Messrs. Levy and Co's. list, being for 36 dollars, is unsupported by *Resoom*. Only 514 dollars is due to Messrs. Levy and Co., and therefore entitled to the support of the Legation.

#### Summary of Dar-al-Baida Claims.

|   | Amount.  |          |
|---|----------|----------|
|   | Dol.r.vn | Dol.r.vn |
| <b>Commercial</b>   |          |          |
| Ex-Vice-Consul Lapeen, claims on Moors...                       | 8,400 15 |          |
| ... .. .. Jews.. ..   | 7,428 12 |          |
|   |          | 15,829 7 |
| A. Benchimol (dismissed Consular Interpreter) .. ..             | ..       | 979 10   |
| Ex-Vice-Consul Fernau .. .. ..                                  | ..       | 2,852 0  |
| H. Cansino .. .. ..   | ..       | 1,622 0  |
| W. Pons .. .. ..  | ..       | 235 5    |
| J. Alvarez .. .. ..   | ..       | 106 0    |
| A.N. Carara .. .. ..  | ..       | 1,227 0  |
|   |          | 22,851 2 |
| <b>Robbery Claims.</b>  |          |          |
| Ex-Vice-Consul Lapeen per various agents                        | 4,586 0  |          |
| Ex-Vice-Consul Hunter's firm (Murdoch, Butler, and Co.).. .. .. | 376 0    |          |
| H. Cansino .. .. ..   | 2,403 0  |          |
| Lamb Brothers .. .. ..  | 300      |          |
|   |          | 7,665 0  |
|   |          | 30,516 2 |

*Examination of Mr. Lapeen, and of his Books, at Dar-al-Baida; of his "Resoom" at Tangier: (Lapeen claims, 20,415: 7 dollars.*

(Claims on Moors, 8,400: 15 dollars): His claims on Moors, as per list presented in 1883, consisted of 187 items, varying from 2 to 1,150 dollars, and dated 1867-83, aggregating to a total sum of 19,846 : 5 dollars.

Since that time Mr. Lapeen states that he has collected on these resoom 11, 448 : 10 dollars, leaving a balance due of 8,400 : 15 dollars on 138 documents, of which

only thirty-three are in his own name, the remainder having been transferred to him by his agents in payment of the amounts they owed him. Forty items are for grain, &c., of which the value stated in the list is evidently much exaggerated.

An examination of all the resoom showed several serious errors in Mr. Lapeen's figures, e.g., N°.6, for 100 sheep. Mr. Lapeen states the value as 250 dollars, whereas the resm states explicitly that he is only entitled to 57 dollars on them.

« N°.19, for 120 mood beans, 450 dollars,» whereas the resm is for 1 *mood* beans, value 2 dollars.

« N° .136, for three cows, value 72 dollars,» the *resm* being for 6 dollars cash only.

«N° .176, for one camel, value 60 dollars,» the *resm* being «for 16 ? dollars for half a camel.»

In other cases Mr. Lapeen, in his lists, takes no notice of sums paid on account, as in «N°.60, for 282 dollars», where the resm is indorsed with a payment of 51 ? dollars on account, reducing the amount due to 230:10 dollars.

Mr. Lapeen's books apparently show no entry of this payment on account either, the balance there stated as due being 282 dollars, so I fear the books are not very reliable either.

«N°.73, for 484 dollars», the *resm* being indorsed with a payment of 92 dollars on account, reducing the debt to 392 dollars. In this case also Mr. Lapeen's books show the full amount of 484 dollars as being the balance due.

In the case of items N°.30, 31, and 31 against the same person for an aggregate of 548 dollars, Mr . Lapeen's books show a balance due of only 181 dollars.

The list also contains some items which have been settled. Some of these, Lapeen admits, have been wrongly inserted in the list by an oversight; the others he states have been inserted, as, although the money has been recovered from the debtors, it has never been paid to him. He explains that he signed a receipt and gave up the documents at the time of the inquiry into his claims in 1884 when he was dismissed from the Vice-Consulate, as at that time, when so many charges were brought against him, he was anxious that his debtors be released from prison, and consequently signed receipts for amounts he never himself received, though he alleges that in many cases they were received by the Moorish authorities. A careful examination of all Mr. Lapeen's *resoom* shows that the amounts due are:

| With resoom             | Dollars |
|-------------------------|---------|
| Direct ... .. .. .. ..  | 3,122   |
| Indirect .. .. .. .. .. | 2,084   |

**Without resoom**

|             |    |    |    |     |
|-------------|----|----|----|-----|
| Direct ..   | .. | .. | .. | 805 |
| Indirect .. | .. | .. | .. | 751 |

I will remark on the indirect claims in a general summary of all Mr. Lapeen's claims at the end.

(Claims on Jews, 7,428: 10 dollars): The original list contained thirty-nine items varying from  $12 \frac{1}{2}$  to 2,247 dollars, and aggregating 9,877: 15 dollars, of which 2,439:10 dollars has been recovered.

Only seven documents have been shown representing 1,812 dollars. These resoom reveal two errors in Lapeen's list. N°.29, 30, and 31 show a sum of 1,072 dollars to be due, whereas, according to the document, only 352 dollars are due. Mr. Lapeen's books in this case also show the larger amount as the balance due. In the original list first presented no account was taken of payments on account, but this has been in most cases corrected in the list now before me.

All these claims are against Jews resident in the towns of Rabat, Salle, and Dar-al-Baida, many of whom were sent in chains to Fez and Mequinez, and there imprisoned till they were released by Sir J. D. Hay's orders in 1884. Mr. Lapeen's action in connection with these claims was severely commented on at that time, and it is probable that he gave up the resoom then.

(Robbery claims, 4,586 dollars): This list is composed of five items, each of which are for robberies from separate agents of Mr. Lapeen.

N°. 1 is for robbery from Jacob Abitbol at Demnat in 1879, the amount claimed being 1,500 dollars.

Some correspondence passed at the time between the Legation and the Court on the subject, and it was shown to be probable that the agent's story was false, and that there had been no robbery. He was therefore required to make oath, but instead of doing so he escaped from the country and went to the East. Mr. Lapeen himself admits that he did not at first believe in the robbery, and Abitbol put in prison on account of the money he owed him, which by Lapeen's books was only 352 dollars, and which is included in his list of claims against Jews; but he says that he subsequently (when he found the man had no means of paying his debts himself) thought this story must be true, and accordingly released him and claimed from the Moorish Government. Abitbol has since died in Tunis.

N°. 2. for 336 dollars, on account of an alleged robbery from an agent named Escalants in 1877.

Escalants owed Lapeen 273 dollars, and was cast into prison on that account, but was released and given a receipt at the time of the inquiry in 1884. Lapeen claims

336 dollars on account of the robbery, the difference between that sum and 273 dollars representing prospective profits. He has no documents to prove either sum due or robbery.

N°. 3, 1,600 dollars, on account of an alleged robbery from his agent, Ruimi, in 1878.

Lapeen has no papers in proof. His books show a balance of 594 dollars against Ruimi, whereas he is claiming on these lists 1,600 dollars for robbery, and 299 dollars on commercial debts list, i.e., a total of 1,899 dollars.

N°. 4, for 800 dollars on account of an alleged robbery from his agent, Serguini, in 1877.

This claim is exactly similar to those preceding. Lapeen's books show a balance against Moors (item N°.62) the claim was examined by Mr. Vice-Consul Hunter in 1885, when Serguini was released from prison and a receipt given to him, together with the *resm*, yet the amount of 428 dollars still appears in Mr. Lapen's list, as well as this robbery claim.

N°.5, for 350 dollars, on account of an alleged seizure of goods of his agent, Benshitrit, by a Governor in 1882.

Mr. Lapeen's books do not contain the name of this man, but show an account with his wife and a balance against her of 459 dollars, which was compromised for 350 dollars. It appears that she was merely a customer, and not an agent. Mr Lapeen has no documents in proof of this claim.

Mr. Lapeen states that all the preceding amounts have been levied by the Moorish Government from the districts where the robberies are said to have occurred, but he has no proof of this.

(General summary): Thus, of the total amount of 20,415 :7 dollars claimed by Mr. Lapeen on his three lists, only 4,934 dollars are shown by *resoom* to be due to him directly, and he has also transferred resoom for a further sum of 2,084 dollars.

It also appears that for a sum of 3,699 dollars owed by six alleged agents, Mr. Lapeen puts in claims as follows :

|                                      | Dollars |
|--------------------------------------|---------|
| Transferred claims on Moors .. .. .. | 3,542   |
| Claims on the Jews .. .. ..          | 3,697   |
| Transferred robbery claims .. ..     | 4,226   |
| Making a total of .. .. ..           | 11,575  |
| Or an excess of .. .. ..             | 7,776   |

After a very careful and detailed examination of all Mr. Lapeen's documents, *resoom* and books, and giving due weight to all he stated when under examination, and taking into consideration all the circumstances that have been brought to light in this inquiry, and that have been reported to the Legation by Mr. Payton after his inquiry, and by the succeeding Vice-Consuls at Dar-al-Baida, I am of opinion that Mr. Lapeen is entitled to claim a sum of about 5,800 dollars, or, at the most, 6,000 dollars, in full settlement of all his claims, the claims for robberies and the claims on Jews being dropped by the Legation.

(Benchimol, 979: 10 dollars): Abraham Benchimol, formerly Interpreter of the Vice-Consulate, was dismissed from that post in 1885 for gross usury in connection with the claims sent to Legation. A bond for 25 dollars having risen in nine months to 330 dollars, the debtor was imprisoned in chains for two months, and only released on his brother giving a bond for 180 dollar. Subsequently the brother was imprisoned for four years on his bond for 180 dollars, whilst the original debtor was again for a further period of seven months on account of the bond for 330 dollars.

We did not, when at Dar-al-Baida, summon Abraham Benchimol or inquire into his claims, as it was not considered desirable to give him any grounds for believing that the Legation would lend him any assistance in recovering them.

#### *Examination of Mr. Fernau*

(Ex-Vice-Consul Fernau, 2,852 dollars): This claim is only composed of two items, the principal of which is for 2,752 dollars, cash advanced to a Moor for purchase of cattle, grain, &c. He applied the money, however, to buying landed property for himself, and although steps were taken by Mr. Fernau at the time he could not recover anything. The Moor died in 1881, leaving some property, but still Mr. Fernau could not obtain payment. The money was advanced by Mr. Fernau when he first arrived as a young man in the country, and had had no experience.

The other item is for 100 dollars owed by a Moor, who commenced doing a ready money purchase of wool, and eventually absconded with 100 dollars.

Mr. Fernau has documents to prove both these items.

#### *Examination of Mr. Cansino.*

This list is composed of six items of from 4 to 700 dollars each:

(Mr. Cansino, 4,025 dollars, Commercial, 1,622 dollars): N°, I, for 850 dollars. Debtor was Cansino's *semsar*, and was imprisoned by his governor, and his property seized. Mr. Cansino states that his own property in hands of *semsar* was also seized at the same time. Cansino claims from Sultan on grounds that his *semsar* was prevented from paying what he owed him by the action of the Governor, but he

admits that the *semsar* was released and an indemnity of 200 dollars paid to him, which, however, he states was personal to the *semsar*, who is now dead.

This claim was examined in 1887 by Mr. Vice-Consul Hunter and a Moorish Commissioner, and they were both of opinion that Cansino has no claim on the Sultan.

N°. 2, for 14 dollars. A balance of a larger debt due to Cansino's *semsar* and transferred to him. The debt is of old standing, and the debtor is dead, though the *semsar* is alive.

N°. 3, for 30 dollars. The debtor is alive, and his residence was pointed out to Sultan's Commissioner in 1887, but he was not sent in to settle.

N°. 4, for 4 dollars. The debt arose about 1885. The debtor fled to the disturbed district of Zair.

N°. 5, for 24 dollars. Debtor was put in prison, but subsequently released on payment, the money was, however, retained by Commissioner, and not delivered to Cansino.

N°. 6, for 700 dollars. The *resm* is for 300 dollars only, but Cansino claims 700 dollars, as that is the present price of the grain which the 300 dollars should have purchased at that time; 300 dollars was collected by the Commissioner from the debtor, but was not delivered to Cansino.

Thus, Mr. Cansino is not entitled to claim more than 354 dollars on the list of 1,622 dollars; of that amount, 324 dollars has apparently been recovered from the debtors by the Moorish authorities, and can therefore be claimed from the Government.

(Robberies, &c, 2,403 dollars): N°.1, for 700 dollars, for robbery of 133 sheep, 1 mare; 1 cow, and 2 donkeys from an agent.

The sum claimed includes not only «the full value of said animals», but also «all they might have produced in young, wool, &c.» Mr. Cansino has a document proving that the agent held 100 sheep of his.

N°. 2, for 863 dollars, said to have been robbed from his agent, i.e., 613 dollars in cash, and the agent's animal and clothes. Mr. Cansino states that Sultan admitted the justice of this claim, and ordered its payment in a letter of Cid Hadj Mohammed Torres of the 60th September, 1885 (As a matter of fact, the letter referred to runs as follows: «the Governor states there is no truth in it, and that the said Jew had begged him 10 dollars in settlement, which the Governor declined to do, knowing that the claim was unfounded. After this the Jew did not again refer to the question, and it is now more than five years since anything has been said about the matter. Now he (Cansino) demands that the Governor be put upon his oath... The Sultan

orders the Governor to make some settlement instead of taking an oath in order to finish the affair, to which the Governor agrees» - the Governor in whose time the alleged robbery was said to have taken place, and it was not to be expected that his successor should take an oath regarding it. No settlement appears to have been come to, presumably as the parties could not come to terms).

N°.3, for 250 dollars, for the robbery of a mule. This amount is arrived at by estimating the value of the mule, then adding the expenses said to have been incurred in endeavouring to recover it, and also ? dollar a-day for hire of the mule up to date of sending in the claim.

Mr. Vice-Consul Hunter, in his Report of 1887, says that the Governor against whom the claim was brought had produced a letter from Vice-Consul Lapeen, dated 1882, to the effect that «in consequence of oath in accordance with *Shraa* taken by Sheikh in whose district robbery was alleged to have been committed, the matter was at an end, and no further claim would be made respecting it; » and Mr. Hunter adds that it should not have been brought forward.

N°. 4, for 440 dollars, for an alleged robbery in 1890, which, however, was never reported to the Vice-Consulate at Dar-al-Baida or to the Legation, except that it was included in a list of claims sent in 1890, no particulars whatever being given except that it was «value of goods and money stolen.» No documents whatever have been produced in support of this claim, and there is at present no evidence that there was any robbery, or that the man said to have been robbed had any property belonging to Mr. Cansino.

N°. 5, for 150 dollars, for robbery of a camel and her young one. This amount includes value of camels, expenses said to have been incurred, and 1 dollars *per diem* for hire from time of robbery till claim was sent in. Mr. Cansino, on examination, denied that there had been any offer to return the camels seized, but in a Memorandum by him dated 1885, he states: «Cansino presented to the Governor a letter from the Sultan,... but as the Governor only offered to return the animals without allowing expenses, &c., no settlement could be come to.»

From the foregoing notes it will appear that though there may be perhaps some slight foundation for some of these robbery claims, they are at any rate grossly exaggerated. It will be necessary to examine all resoom and documents that Cansino can produce in support of them before recognizing them at all, but presuming that such are forthcoming, and that it is shown that the goods, &c., seized or robbed were really Mr. Cansino's a sum of 1,000 dollars would probably be more than sufficient to cover them all.

*Mr. Pons having left Dar-al-Baida to reside at Mazagan, was examined at that place.*

(W. Pons, 235: 5 dollars): These claims are for money advanced for the purchase of grain. We had not the documents or list with us, so were unable to look into them,

but Mr. Pons stated that all the claims were based on resoom in his own name, and that the value was the price actually paid. He took all possible steps to recover payment, and in many cases succeeded, but the items in his list are still due. All the debtors reside in country districts, and he has been unable to effect a settlement, as their Governors neglect to send them into the ports. Since he left Dar-al-Baida he has been unable to take any further steps to obtain a settlement of his claims.

(J. Alvarez, 106 dollars) : Mr. Alvarez did not appear to explain his claims when we were at Dar-al-Baida.

Mr. Vice-Consul Fernau stated that his claims are composed of three items, each of which had been collected by the Sultan's Commissioner, who stated that he had remitted it to the Moorish Government, but it has never been paid over to Mr. Alvarez.

(A.N. Carrara, 1,227 dollars) : Mr. Carara has left Dar-al-Baida, and now resides at Port Saïd. There was apparently no one acting as his agent who could explain his claims; but Mr. Fernau stated that the land belonging to the debtors (two brothers, who owed the whole amount) had been sold by their Governor, who states that he remitted the amount to the Moorish Government for Mr. Carara, who, however, never received it.

(Lamb Brothers' robbery, 300 dollars) : Mr. Lamb has withdrawn this claim, as he has lately received hospitality from the Governor in whose district the robbery took place, and he is consequently unwilling to put forward a claim against him.

(Murdoch, Butler and Co, 376 dollars) : This claim arises out of the robbery of some camels and their loads by some troops of the Sultan near Rabat, when His Majesty was at that place in 1891. The matter was reported at the time to the Legation, and correspondence has passed with the Court, but so far without result except the recovery of a camel.

The case is well authenticated, and it seems reasonable that the Government should pay for the depredations of its troops.

(General summary) : It would thus appear that the total amount of 30,516 dollars claimed by merchants at Dar-al-Baida could fairly be compounded for a sum of 12,150 dollars, to be apportioned.

|                               | Dollars |
|-------------------------------|---------|
| Mr. Lapeen .. .. ..           | 6,000   |
| Mr. Benchimol ..              | <hr/>   |
| Mr. Fernau .. .. ..           | 2,852   |
| Mr. Cansino .. .. ..          | 1,354   |
| Mr. Pons .. .. ..             | 235     |
| Mr. Alvarez .. .. ..          | 106     |
| Mr. Carara .. .. ..           | 1,227   |
| Messrs. Murdoch and Butler .. | 12,150  |

Of the above, it is possible that Mr. Cansino has been too liberally treated, as his robbery claims, for which 1,000 dollars has been allowed, have not yet been sufficiently investigated, and Mr. Lapeen has been allowed the higher of the two figures given above.

#### Summary Mazagan Claims.

|   | Amount<br>Dollars |
|---|-------------------|
| <i>Commercial</i>   |                   |
| L. de Maria, heirs of *(?) .. .. .. ..                                  | 1,020             |
| <i>Robbery Claims, &amp;c.</i>  |                   |
| Ali Abdi ( <i>semsar</i> of Dassoy), seizure of cattle and grain (?) .. | 1,500             |
| Lamb Brothers, per murdered <i>semsar</i> Ruimi .. .. ..                | 1,564             |
| Mr.Ruimi's heirs (Lamb Brothers' <i>semsar</i> ) .. .. ..               | 13,500            |
| Carara, Rahamna robbery *(?) .. .. ..                                   | 1,100             |
| Madden, burglary .. .. ..   | 5,388             |
|   | <b>24,072</b>     |

(L. de Maria heirs, 1,020 dollars): This is a claim of Dar-al-Baida origin, M.de Maria having subsequently left that place for Mazagan, where he died. There was no one who could give any explanations regarding the claims.

The claim had not been settled in July 1891, as Sir W.K. Green then addressed a letter to the Court asking that the Commissioner then at Dar-al-Baida should settle it. Since that time nothing more has been heard of the matter, but probably it is still unsettled. The claims are of old date, and the Moorish Government stated that they had been settled some years previously, and suggested that the papers had been falsified. Sir J. D. Hay directed the Vice-Consul to examine the claims carefully in presence of the debtors. The country Governors, however, as usual, neglected to send the debtors in, notwithstanding repeated requests that they should do so.

(Ali Abdi, 1,500 dollars): The claim is against two Moors for seizing, in 1889,»a large quantity of cattle, sheep, goats, donkeys, camels, and 'matamors' of wheat and barley,» belonging to a *semsar* of a British subject, who himself is a small trader. The Vice-Consul made repeated representations to the Governor of the district (who is known for his hostility to Europeans and all Moors connected with them), but with no effect, the Governor neither taking any steps himself nor sending the two Moors into Mazagan. This claim is illustrative of two points:

1) the evils of the extension of protection. Here is a small trader who engages a wealthy Moor as *semsar*. The Moor thus obtains protection both for himself personally and for his property; in fact, is to all intents and purposes in the same position as a true British subject, and the British Minister is expected to use all his influence for the protection of the personal interests of this Moorish subject.

2)The Moorish officials, by their obstinate and persistent obstruction and custom of saying «No» to whatever a British - or, indeed, a foreign, for it applies to all nations equally- official requests defeat the ends of justice, and prevent any investigation of claims, ever when the British officials desire it in the interests of the Moorish debtors or accused, and in order to guard against fraud or gross usury on the part of British subjects. Were it possible to induce the Moorish Government to co-operate in a prompt investigation of every case as it arose, there would be an end to the perennial vexatious question of claims.

(Lamb Brothers, 1,564 dollars): This claim is put forward by the Saffi branch of the firm of Lamb Brothers. It arose out of the murder in 1890 of their *semsar*, Mesod Ruimi, through which Messrs. Lamb had been prevented from recovering certain camel-loads of beans purchased by them under Ruimi's guarantee to the value above indicated (1,564 dollars). An official named Kaïd-el-Ganti is accused of the murder. He was a debtor of the deceased, and is supposed to have murdered him in order to gain possession of the document proving his debt, which, however, it appears was not on him at the time, he having left it at his house. The evidence against Kaïd-el-Ganti is principally circumstantial. The Government put him in prison, not as a murderer, but avowedly on account of his debt. On his release he is said to have sold various documents which had been in the possession of Ruimi at the time of his murder, and he is also said to have been seen with Ruimi's gold watch and ring.

(widow's claim): In addition to the claim of Messrs. Lamb Brothers, Ruimi's widow claim (1) «blod-money» i.e., an indemnity for the loss of her husband, (2) the amount of cash he had on his person when robbed, and (3) the value of the resoom he had with him, and which Kaïd-el-Ganti is said subsequently to have sold to the debtors, the widow through their loss being prevented to recover the sums due to her late husband.

The documents presented in support of this accusation and claim are not very conclusive, but it must be borne in mind that in Morocco it would be impossible to obtain written and valid testimony against a Moorish official that could be regarded as conclusive.

The amount claimed by the widow is 15,000 dollars (about); i.e.:

|                      | Dollars.  |
|----------------------|-----------|
| Kaïd-el-Ganti's debt | 6,000     |
| Ressom lost          | 7,500     |
| Blood money say)     | 1,500 (?) |
| Total                | 15,000    |

(Carara robbery, 1,100 dollars): This is a claim for robbery of specie from their agent in the country in 1879.

Documentary evidence was produced. In support of these claim, and some of the robbers who were caught were imprisoned. Messrs. Carara held documents of land belonging to their agent as guarantee for his debt to them, and it was suggested that they recover the debt of their agent to them by sale of the land, leaving him to recover from the Moorish Government for the robbery.

The Court subsequently declined to admit for the robbery, on the grounds that there was some flaw in the documents presented by the claimants. Much correspondence passed between the Court and Sir J. D. Hay and Sir W. K. Green, who both supported the claim; but since 1887 there appears to have been no correspondence on the subject.

(D. Madden, 5,388 dollars): This is a claim for a burglary said to have been committed on the house of Mr. Madden during his absence from Mazagan, when it is alleged a quantity of jewellery and other goods were carried away. The Sultan has sent a Special Commissioner to Mazagan to examine the affair in conjunction with the British Vice-Consul and the Governor of the town, and it is to be hoped that a settlement will thus be arrived at.

#### Summary of Saffi Claims.

|  | Amount.     |
|--|-------------|
|  | Dollars.    |
| <i>Commercial</i>                                  |             |
| Vice-Consul Hunot's firm (Hunot and Co.)           | 5,138       |
| ... .. (about)                                     |             |
| Andrews and Co... .. .. .. .. »                    | 837         |
| Lamb Brothers .. .. .. .. »                        | 1,000       |
|  | <hr/> 6,975 |
| <i>Claim on Moorish Government.</i>                |             |
| Vice-Consul Hunot's firm, for duty paid on beans . | 2,424       |
|  | <hr/> 9,399 |

The lists furnished of the above commercial claims gives, in many cases, the goods purchased, and not their value. The value quoted above is calculated on an average, and can therefore be regarded only as approximate.

(Hunot and Co, 5,138 dollars) : Our stay at Saffi was so short that there was not time to examine the claims.

Messrs. Hunot's list shows twenty items, varying from 5 to 320 dollars, some being for cash to the amount of 1,008: 10 dollars, and the remainder for beans, wool, oil, &c., the value of which I have roughly estimated, as it is not indicated in the list presented by Messrs. Hunot and Co.

The claimants observe that they have made repeated efforts to obtain a settlement, but have failed principally through neglect of country Governors to send in debtors, or through the debtors living in sanctuary, and the authorities consequently refusing to touch them. As half the town of Saffi nearly is sanctuary and it is in that half that the stores and business premises of Messrs. Hunot and other merchants are situated, business is seriously affected by the system of regarding all persons there as beyond the reach of the law. In other cases the debtors have been imprisoned, but their landed property not sold to pay their debts, as demanded.

(Andrews and Co, 837 dollars) : This list is composed of ten items, varying from 11 to 370 dollars, two items being for beans and wool, value unindicated, and the others for cash.

The Vice-Consul states that in eight cases the Governors have neglected to send in the debtors, and in the other two cases, including the claim for 370 dollars, the debtors are in sanctuary, where they are carrying on their business unmolested.

(Lamb brothers, 1,000 dollars): There are six items in this list, of which one is for thirty loads of beans, and the others for sums of money varying from 13 to 380 dollars.

None of the debtors have been sent in by the country Governors, though frequent applications have been made.

In addition to the above three claims, there are other debts due to British subjects which it is hoped may be settled without the intervention of the Legation.

(Hunot's bean duty case, 2,424 dollars): This claim arose in 1878, when, on account of the probability of a famine, the Sultan gave notice that after a certain date the exportation of grain would be prohibited. Just before the date fixed Messrs. Hunot, who had some beans in store for export, but no vessel in port at the time, requested the Customs officers to duty them at once in their stores, so that they might be subsequently shipped; this was done, but only half the duty was then paid, the remainder being only paid some time later; when the claim was sent in.

Finding that there was a great rise in price of beans in Morocco; and that a greater profit could be obtained by selling them locally instead of sending them to England, Mr. Hunot withdrew them from his store and sold them at Saffi, claiming that the Customs officials should hand him back the duty he had paid them, on the grounds that they had not been exported after all.

The Moorish Government have hitherto declined to entertain this claim, stating that it was Messrs. Hunot's concern, and a mere matter of business, that the beans had not been exported.

Messrs. Hunot allege, in reply, that there is a precedent for the return of duty, as duty was returned to an Italian firm once at another port.

#### Summary of Mogador Claims.

|  | Acount.                |
|--|------------------------|
| <i>Commercial</i>  |                        |
| J. S. Levy (Consular Interpreter) .. .. .. ..                                      | Dol r. vn.<br>2,262 10 |
| Hunot and Co. (Vice-Consul at Saffi),  | 0180                   |
| A. Bitton .. .. .. ..  | 1,1260                 |
| A. Coleman .. .. .. ..   | 2,878                  |
| S. Bensaude (Moorish subject, naturalized English, but living in Oran) .. .. .. .. | 2,943                  |
| H. N. Damonte (Clerk of Vice-Consular)   | 677 0                  |
| A. Farache .. .. .. ..   | 76 10                  |
| M. and Y. Macnin .. .. .. ..   | 50 10                  |
| J. S. Serfaty .. .. .. ..  | 112 10                 |
|  | Total 10,307 0         |
| <i>Roberies, &amp;c.</i>   |                        |
| J. S. Levy (Consular Interpreter) .. .. .. ..                                      | 5,550                  |
| Hunot and Co. (Vice-Consul at Saffi),  | 8,000                  |
| Tarudant claim .. ..   |                        |
| Damonte heirs, Shiadma claim ..  |                        |
| H. Yuly heirs .. .. .. ..  | 24,988                 |
| S. Assor, of Demnat .. .. .. ..  | 620 0                  |
| A. Bitton, murdered agents .. ..   | 2,060                  |
|  | Total 1,050 0          |
|  | 52,575 0               |

*Examination of Mr. Levy and his Papers*

(J. S. Levy 7,812: 10 dollars): Mr. J. S. Levy («Akkan Ben Hammu») has been Interpreter since about 1865.

He is a wealthy man doing a large business. He speaks no language except Arabic and Hebrew, and is consequently useless as an Interpreter, but Mr. Johnston states that he is of service in giving advice in cases between Jews, where his knowledge of Rabbinical law is of use. The trade of Mogador being largely in the hands of Jews, many cases of importance arise between them, and Levy can then render good service to the Consul and to British claimants.

He receives no pay whatever, but is amply compensated for the time and trouble he bestows by the indirect advantages conferred on him by his position as Interpreter and by British protection, which he acquires thereby with the consequent assistance in the recovery of his numerous claims.

*Commercial Claims, 2,262: 10 dollars.*

(Levy's Commercial claims): Mr. Levy states that all these claims are on Moors residing in country districts, and that the documents are in his own name, and have been examined by the Sultan's Commissioner, who decided that all the claims should be paid if he declared on oath they were good, but that he declined to make oath till the money was produced.

The list consists of fifteen items of from 15 to 330 dollars each.

N°. 15 is for 330 dollars money advanced to the Sheikhs at the request of their Governor by his brother and partner at Marrakesh, who was ignorant of the rule prohibiting the giving of credit to Governors and Sheikhs.

Levy produced a letter from the Governor to his brother asking that the money be advanced, and also a *resm* proving the advance of 330 dollars to twenty-two Sheikhs. Both documents are in the brother's name, date 1874. There is also a Jewish notarial document proving partnership since 1863 of the two brothers.

Mr. Levy produced valid *resoom* for all the other items on this list, except N°. 8, for 100 dollars, which he said he had mislaid. All these documents were in his own name, and for the amounts stated in his list, for goods supplied to the debtors, both goods and value being indicated in the *resoom*.

Levy stated that he had taken all possible steps to recover payment of these amounts, but without success. He had complained on several occasions to the local authorities through the Consul, and had obtained letters from the Governors of Mogador to the various Governors in the interior, but no satisfactory replies were received, nor were the debtors sent in. Some of the debtors had since died, but he

believes that their heirs are in a position to pay off the debts, and would do if pressure were brought to bear on them.

This list is composed of six items as follows:

N°. 1, for 2,000 dollars, for goods sent to Tarudant, in Soos, and robbed on the road.

Documents produced as follows:

(Robberies, &c. 5,550 dollars): (A.) A resm, dated 1878, proving delivery of certain goods (value not stated) to two camel-drivers to be delivered to Levy's agent at Tarudant.

(B.) Declaration of five Moors that they met the camel-drivers at certain spot, some of the party being wounded, and they said they had been robbed of sixteen loads goods, of which thirteen belonged to Levy. This document is dated 1878.

(C.) Declaration of twelve merchants of Tarudant as to the ruling prices at that time there of goods stolen. (On this Levy estimated the value of the goods at 2,000 dollars, which is thus the price he expected to realize by their sale at Tarudant, and not the price he had paid.)

(D.) Shereefian letter to Governor of district where robbery took place, ordering immediate settlement.

(E.) Shereefian letter reprimanding said Governor for not having settled British claims, and warning him that he will be held personally responsible if he does not promptly settle them.

There is no evidence of the camel-drivers themselves.

N°. 2, for 150 dollars, on account of a robbery of goods at a halting-place on road to Soos.

Mr. Levy says the documents were sent to Tangier, and not returned.

N°. 3, for 300 dollars, for robbery on road.

Levy states he believed goods to two muleteers, Jews, but he could produce no evidence that he had done so, the only document he had being merely the evidence of twelve Moors that these two Jews, «agents for some Mogador merchants,» were attacked and robbed of a donkey-load and mule-load of goods - what the goods were, or what their value, not appearing - the document being dated 1877.

Mr. Levy referred to the *resoom* mentioned in the next case proving that the above goods were his, but as these *resoom* were of a date posterior to the occurrence of the alleged robbery they do not bear on the present case at all.

N°. 4, for 1,300 dollars, on account of a similar robbery from the same two agents as in the preceding case. This robbery was said to have been taken place the following year, i.e., 1878. In this case, however, the goods were said to have been robbed from the men's house, and not on the road. The alleged robbery took place six months after the delivery of the goods to the two agents, and thirteen months after the former robbery (300 dollars).

Mr. Levy produced the following documents in support of this claim:—

(A.) A *resm* showing that Levy delivered certain specified goods, value 2,239 dollars, to the two agents, date 1878.

(B.) Declaration of twelve Moors that robbery was committed in house where the two agents were robbed, and can only have repeated what the two agents themselves must have told them.

Mr. Levy has no evidence showing clearly that the goods robbed were his, and admits that it was strange that these two men should have been robbed twice in succession; he adds that he did not employ them again after the second alleged robbery.

N°. 5, for 1,000 dollars, on account of robbery on the road of a bag of specie in the year 1878.  
--

Mr. Levy held the two documents in support of this claim, and transmitted them to Tangier, whence they have never been returned. He complained to the Sultan's Commissioner regarding the claim, and received letters to the governor of the district, but nothing was done.

N°. 6, for 800 dollars, for goods delivered to a camel-driver in 1891 for conveyance to his agent in Marrakesh. The camel-driver, however, appropriated the goods for himself, depositing one load (tartaric acid) with a friend in one district, and took the other three loads (calicoes) to his own district, where he sold a portion in different markets.

In consequence of the action of the Consul at Mogador the camel-driver was arrested, and the property, or what remained of it, taken possession of by the Governor.

The sum of 140 dollars was subsequently paid to Levy on account of value of one of these loads, but nothing further has yet been obtained.

Mr. Levy produced a *resm* showing what the loads consisted of, though no value is stated therein; he estimates the total value at 960 dollars, of which he has recovered 140 dollars; the balance he claims, however, is only 800 dollars.

(Hunot and Co, 8,180 dollars, Commercial, 180 dollars) : This is a claim on a Governor of Ait Zilten for goods sold to him before he was appointed Governor, and

therefore, as Mr. Hunot argues, not barred by the arrangement excluding debts on Governors.

The Moorish authorities, on the other hand, have persistently maintained that it is so barred, and a long correspondence between the Legation and the Court has led to no result.

(Robbery, 8,000 dollars) : This is claim of old standing, and has much correspondence. It arose out of the murder in 1879 at Tarudant of Messrs. Hunot's agent, Hadj M. Suggur, and the consequent loss, as Messrs. Hunot allege, of goods to the value of 7,870 dollars in his possession at the time. Complaint being made to the Sultan, an inquiry was instituted which, as the Moorish authorities assert, elicited nothing in proof of the claim. Messrs. Hunot, however, state that the Kadi of Tarudant was implicated in the affair, and prevented proof, being brought, and that the slave-girl of the deceased was kept in the house of the Kadi, who said she was dead, and that he also prevented the evidence being taken of the witnesses brought forward by the son of the deceased, and further that he imprisoned another person for assisting the son of the deceased in obtaining evidence.

The slave-girl was subsequently produced, but she either could not or would not remember what had happened many years previously when she was still a young girl.

No thorough and impartial inquiry ever seems to have been held into this case, and Mr. Hunot who has on more than one occasion himself personally pressed it at the Court, has obtained nothing but repeated promises of a settlement, and last month a permit to visit Tarudant himself for the purpose of inquiry.

(Bitton, 2,176 dollars) : This list consists of twenty-five items, varying from 18 to 126 dollars, and dated 1877 to 1889.

(Commercial, 1,126 dollars): Each item is supported by a resm in his own name, and stating the goods sold and their value.

He stated that he had done what he could to recover payment of these amounts, but had failed.

He explained that it is difficult when selling goods on credit to satisfy oneself as to the credit of the purchase, as inquiry cannot be made of the Moorish authorities.

The Notaries Public, however, refuse to draw up the resoom unless they believe the man to be trustworthy.

He does not know whether some of the debtors are alive or dead, but if dead, he presumes they must have left property.

(Robberies, 1,050 dollars) : This claim is composed of two items exactly similar to one another. The first is for the murder of his agent, Benzekri, in April 1891, and

the second for the murder of two other agents, the brothers Alihaseera, in September of the same year. In each case there is no doubt that the murder was committed, though both having occurred on the borders of two tribes, each cast the responsibility on the other.

Correspondence has passed with the Court, and the Sultan ordered an inquiry, but there the matter has remained.

Mr. Bitton failed to produce any satisfactory proof in support of his personal claims as above stated. He only showed two Jewish notarial documents, one dated 1888, to the effect that Benzekri was, in business relations with him, and owed him 500 dollars, and the other, dated 1891; to the effect that one the brothers Alihaseera was in business relations with him, and owed him 500 dollars. Each document provides that Bitton can advance up to 1,000 dollars.

Coleman, 2,878: 15 dollars): There are fifteen other items of from 2 to 1,538-15 dollars. Of these, twelve are for smaller amounts, and mostly, As Mr. Coleman stated, for balance of accounts, each item being proved by a *resm* in his own name.

Two of the other items are connected together, being each for goods, value 500 dollars, delivered respectively to a Governor of Ait Zilten and to certain Sheikhs of the same district, at the request and on the guarantee of the said governor. The goods were sold in 1879, subsequent to the arrangement barring claims against Governors and Sheikhs. Moorish Government rejects claim on that ground, but Mr. Coleman states that other similar claims have been paid.

Mr. Coleman produced in evidence:

(A.) A *resm*, dated 1879, against the five men, Sheikhs, for 500 dollars, value of goods sold, which they engage, to pay in four months.

(B.) A letter from the Governor guaranteeing the said amount.

(C.) A note of hand of the said Governor engaging to pay 500 dollars to Mr. Coleman in four months for goods sold to him.

The remaining item is a claim of 1,538: 15 dollars against the estate of a deceased merchant named Guenoon, being for a balance of account. This claim has been the subject of correspondence since it was first presented in 1887, but it is hoped that it is now in course of settlement, as a letter lately received from the Court states that orders have been given for the Governor's heir to pay the claim, and, in the event of his not doing so, for the sale of his house at Rabat, and the payment of the amount due out of the proceeds of the sale.

(S. Bensaude, 2,943: 15 dollars) : Mr. Bensaude is a Moorish subject who has been naturalized in England, but resides at Oran, in Algeria.

His list consists of twenty-one items, varying in amount from 8 to 450 dollars, and dating from the year 1879.

No one appeared to represent Mr. Bensaude and give information regarding these claims, and there is some doubt as to the district where some of the debtors reside.

As a British naturalized subject of Morocco residing out of England, it is doubtful whether the Legation would be justified in taking up the claims of his agency in Mogador.

(Damonte claims, 25,665 dollars) : There are only six items in this list, varying from 8 to 323 dollars, and dating from 1862-1885.

(Commercial, 677 dollars) : They are each supported by a notarial document.

(Shiadma claim, 24,938 dollars) : This claim has been fully reported to the Foreign Office in despatches N°. 113 of the 5<sup>th</sup> August, 1888, and N°.76 of the 19<sup>th</sup> September, 1890. It arose in 1859, when the late Mr. Damonte left Mogador on account of the Spanish war, and intrusted for safe custody to his friend a country Governor various goods and property to the value, it is said, of 21,203 dollars. The said Governor was deposed, and his successor took possession of all his property and that of Damonte as well. Representations were made to the Sultan, but all that was recovered was 2,215 dollars worth of oil. The new Governor also seized a "fondak," or caravanserai, which had been mortgaged to Damonte for 6,000 dollars.

After much correspondence the claim was referred to the Kadi of Tangier in 1870, but the proceedings appear to have led to no definite conclusion, and the claim has never been thoroughly investigated or adjudicated on; and at this distance of time it would be difficult to hold any satisfactory investigation. The best way of settling the question would be to effect a compromise of the claim, and Mr. Johnston stated that he is of opinion that Mr. Damonte would be disposed to accept a sum of 9,000 or 10,000 dollars in settlement of all the claims of the family, including the Shiadma claim, the "fondak" claim, and the commercial claims. The Moorish Government, on the other hand, ought to be willing to compromise the matter, as there can be no doubt that there is a valid claim, though the amount may be difficult to ascertain.

(A. Farache, 76:10 dollars): In this list there are four items of 7,8, 19 ?, and 42 dollars respectively; they are of recent date, and would soon be settled if only general orders of a satisfactory character for settlement of claims at Mogador could be obtained

(M. and Y. Macnin, 50 dollars): A claim of about thirteen years standing against the heirs of the debtor. The claimants hold title-deeds as security.

(J. S. Serfaty, 112:10 dollars) : This is a debt of recent date supported by a notarial document.

Both these last two items could be recovered were satisfactory orders given in the sense above indicated.

(Heirs of H. Yuly, 620 dollars): This is a claim arising out of an alleged robbery before 1869. The claimants say that the case was brought before the Sultan's Commissioner in 1869, and they produced a resm stating that the commissioner had compounded the claim against some Sheikhs for 621 dollars, of which 460 dollars to be paid in six months, and the balance when Yuly's agent swore that the claim was valid. Moorish authorities allege that claim is of too old a date, that it was settled, and that the *resm* is fraudulent.

The only ground for the interference of the British Legation appears to be that Mr. H. Yuly, who succeeded to a share of the estate of the original claimant, is a British subject, the original claimant having been a Moorish subject.

(S. Assor, 2,050 dollars): This claims is put forward by a British subject residing at Demnat on account of two robberies said to have been committed at his shop.

No especial information is obtainable at Mogador, as Demnat is far distant, being at some distance on the farther side of Morocco city.

Mr. Assor is said to be a respectable man, and is now residing in England, but the evidence at hand is very far from conclusive, and it is desirable that a proper investigation be held into these two alleged robberies, of which the first was in 1889, when 500 dollars were said to have been taken, and the second in the same year, when 1,560 dollars' worth of goods are said to have been abstracted. There was also said to have been an attempted robbery during the intervening months.

#### Summary of Claims at Tangier, &c.

|   | Amount.<br>Dol. r. vn  |
|---|------------------------|
| <i>Commercial</i>                       |                        |
| M. Delmar on Salawi of Fez .. ..        | 158 0                  |
| Widow of H. Labos .. .. ..              | 532 0                  |
| Carr and Co, on El Kasry of Fez .. ..   | 48 0                   |
| Cornwell, Brooks, and Co. .. ..         | 400 0                  |
| M. de J. Levy .. .. ..                  | 1,000 0                |
| T. Forshaw on Lazrak .. ..              | 11,054 12              |
|   | <b>Total</b> 13,192 12 |
| <i>Robbery, &amp;c., Claims.</i>        |                        |
| M. Levy .. .. .. ..                     | 1,386 0                |
| Laredo and Bengio .. .. ..              | 565 0                  |
| H. Amar (advanced by Sir J.D.Hay) ..    | 1,155 0                |
| Rabbi Maman (advanced by Sir J. D. Hay) | 634 0                  |
| Lady Kirby Green .. .. ..               | 150 0                  |
| Mr. J. Kirby Green .. .. ..             | 110 0                  |
| W. B. Harris .. .. .. ..                | 215 0                  |
|   | <b>Total</b> 17,407 12 |

(M. Delmar, 158 dollars): This claim arose in 1883, when the debtor, a Moor of Fez, became bankrupt, and his property was seized and sold, the proceeds being applied to pay other creditors, but not Mr. Delmar, who is a native of Gibraltar. The claim was made against the Governor of Fez for wrongful application of the proceeds of sale of debtor's property, and much correspondence passed. Now, the Governor of Fez, and the claimant also (?), leaving as heir a brother who is not a British subject.

(Widow Labos, 532 dollars) : These are claims against Moors for debts, and were a portion of a set of claims sent in in 1883, some of which were paid. The Moorish authorities rejected these as being transferred debts, and in returning the resoom failed to return some of the principal documents, which apparently had been lost by the Commissioner.

(Carr and Co, 48 dollars): Amount due to an English firm on a bill of exchange. The debtor resides at Fez, and during Sir C. Euan-Smith's recent Mission he promised to pay the amount due, but, there is no record to show that he has done so.

(Cornwell, Brooks and Co., 400 dollars) : This is a claim of a London firm against a son of Cid Mohammed Bargash, late, Minister for Foreign Affairs. It is for value of some cloves which Bargash claimed to return as not being equal to the sample. The matter was referred to arbitration, but difficulties have been raised, and it still remains unsettled. The debtor is a Government official of some position, which renders it the more difficult to obtain a settlement. He resides generally at Rabat.

(Messrs. Levy and sons, 1,000 dollars): The claimants are a London firm, and the debtors reside at Fez and Mequinez, the claims being for value of goods sold through claimants' agents. Most of the claims are for balance of accounts.

(F. Forshaw, 11,054:12 dollars): This is a claim of old standing of a Manchester firm against a Moor named Lazrack, who formerly resided at Manchester, where the debt was principally contracted. Forshaw brought an action against Lazrack in 1876, and obtained a default judgment in the Manchester Court for 8071.19s 6d., and 4l. 6s for costs, but Lazrack returned to Rabat, where he has resided ever since. He became interpreter to the Spanish Vice-Consul, and thus obtained Spanish protection, so that the claimant was unable to do anything with him. Now, however, he is no longer under Spanish protection, and the claimants wish to bring the claim against him before the Moorish authorities, as he is said to be a wealthy man. The claim has not yet been put forward, however.

(M Levy, 1,386 dollars): This is a robbery claim of old date (1879), which was rejected by Sir J. D. Hay as invalid. Claimant, however, now asserts that Sir W. Green promised to support it. This is very doubtful, and it would appear that the claim is one that should be struck off the list.

(Laredo and Bengio, 565 dollars): This claim arose in the autumn of 1891, and is for the robbery of their store. They paid the chief Government guard a special fee for a watchman for their shop, and after an attempted robbery gave notice that good watch be kept. The burglary was evidently effected with false keys, and they claim that, according to precedent, when a special guard is hired the Government make good their loss. The Governor argues that as entry was effected with false keys, and not by breaking open door, the responsibility of the watchman ceases.

The claim appears to me to be one which, in accordance with custom and precedent, the government can properly be called upon to pay.

(H. Amar, 1,155 dollars): This was an old-standing robbery claim for 5,550 dollars, which Sir J. D. Hay compromised in 1886, shortly before retiring, for 1,155 dollars, paying that amount out of a sum of money which had been paid in for claims, though Sir J. D. Hay had been unable to elicit for what particular claims. As this Amar claim had not been admitted by the Moorish Government at that time, the money could not have been intended to be delivered to the claimant. The Moorish Government has repeatedly since been pressed to repay this sum in order that it may be paid to the claimants on whose account it had been delivered, but though promises have been given, the money has not yet been paid.

(Rabbi Maman, 634 dollar): This case is exactly similar to the preceding one - a robbery claim for 860 dollars, compromised by Sir. J. D. Hay for 634 dollars, and paid out of the claims fund. The above remarks apply to this case also.

(Lady Kirby Green, 150 dollar): This claim arose out of the last Mission of Sir W. K. Green to Morocco city. Sir W.K .Green's horses were sent ahead by land to the port at which the Mission was to disembark in charge of a Government soldier provided by the Basha of Tangier. When near to Rabat an altercation arose between the soldier and a village, from which he had demanded supplies, and a fight ensued, during which one of Sir W. K Green's horses was shot and some property damaged. Sir W. K. Green mentioned the matter to the Sultan when at the Court, but, being a personal matter, did not care to press any claim.

(Mr. J. Green, 110 dollars): This is a claim of the son of the late Sir W. K. Green for some cattle, & C., seized by a country Sheikh. It has just been investigated by Mr. Maclean and Captain Count Gleichen, as reported to the Foreign Office in despatch N°. 104 of the 30<sup>th</sup> June, and there is every reason to believe that it will be promptly settled.

(Mr. Harris, 215 dollars): Mr. Harris when travelling in an unsettled part of the country in the interior, was attacked, and had to fly for his life; his tents and luggage were brought on by his men and taken to the house of a Government official, where it is alleged-certain articles to the value above mentioned were abstracted. The Moorish Government argue that Mr. Harris was travelling in apart of the country

known to be unsafe, and also that he did not conform with the regulations, which require that travellers take a soldier supplied by the Government as guard. Mr. Harris replies that he makes no claim or complaint for what occurred in the unsafe district, but that he claims merely for what was robbed from his luggage after it had been brought to a safe district, and was actually in the custody of a Government official.

(Signed)  
HERBERT E. WHITE.  
Tangler, July 10, 1893.



# **Comptes rendus**



Valensi, Lucette, *Mardochée Naggiar. Enquête sur un inconnu*, Editions Stock, Paris, 2008, 379 p.

Pari risqué que celui auquel s'est livrée Lucette Valensi lorsqu'elle a formé le dessein de consacrer un livre à un personnage sur lequel elle ne disposait au départ que de minces bribes d'informations qui auraient immédiatement découragé tout autre chercheur. De fait, le Mardochée Naggiar par lequel elle s'est sentie interpellée n'avait, de prime abord, rien qui sortait de l'ordinaire, si ce n'est le concours apporté à Tunis à un missionnaire anglais venu de Malte, Joseph Greaves. En dépit d'innombrables embûches, elle s'en est fermement tenue à son intuition et, à force de ténacité, a réussi à mener à son terme son «*Enquête sur un inconnu*».

Au terme d'investigations minutieuses, de recoupements, et de découvertes menant à des «révélations» en cascade, l'ouvrage qui nous est livré se révèle, osons le qualificatif, passionnant à plus d'un titre. Il ne dresse pas seulement un portrait plus que parlant de Mardochée Naggiar, «inconnu» qui, au fil des pages, prend corps, voire de l'envergure, et devient de plus en plus familier. Il ne fournit pas non plus de simples indications sur les personnages auxquels celui-ci a eu affaire à Tunis, Paris, Trieste et ailleurs. Mêlant intimement ce qui pourrait être appelé par commodité micro-histoire et histoire plus générale, Lucette Valensi brosse aussi, en historienne attachée à la mise en évidence des contextes, le tableau de l'époque et des lieux où Naggiar a eu à se mouvoir. Par ce biais, elle nous plonge, avec érudition, dans l'univers des grands maîtres orientalistes européens (avec, principalement, la figure tutélaire de Silvestre de Sacy). Elle évoque à cet effet la part apportée à leurs travaux par des lexicographes, des traducteurs ou de simples «informateurs» orientaux ou nord-africains (tel ce vieux zouave algérien de Tunisie sur lequel l'auteur s'arrête un moment). Elle souligne en la circonstance «l'oubli» dans lequel est tombée (ou a été jetée) pareille contribution.

Non moins instructive pour le lecteur habitué au ton impersonnel des historiens et au parti – pris affiché d'éviter toute implication «subjective» dans leur travail est, dans cette démarche qui ne manque ni d'audace ni d'originalité, la part d'elle-même que l'auteur(e) met dans son livre. L'usage qu'elle fait savamment de sa connaissance intime de la Tunisie, de son histoire et de sa culture en est l'une des illustrations. D'ailleurs l'on appréciera aussi, à sa juste valeur, cette autre «innovation» : un mode d'écriture qui ne dédaigne pas le suspense et, en frisant à certains égards le style haletant du «thriller», rend irrépressible l'envie d'en savoir toujours plus sur un personnage qui prend progressivement de la consistance et

pique la curiosité du lecteur. Captivé, il en arrive à scruter fébrilement même les notes infra – paginales et demeure à l'affût de ce que peuvent révéler les «indices» supplémentaires qu'elle y insère.

L'approche adoptée dans cet ouvrage demeure, bien évidemment, fondamentalement historique. Lucette Valensi le réaffirme d'ailleurs explicitement lorsqu'elle reprend, en entérinant l'apport ou s'en distanciant, des théories ou des modèles de Max Weber, Norbert Elias, Maurice Halbwachs, Carlo Ginzburg, Edward Saïd et autres. Elle discute ainsi de la relation de l'historien avec le sujet qu'il étudie, du rapport de la biographie avec l'autobiographie, de celui de «l'individu avec sa/ses communautés et ses possibilités de singularisation, voire d'autonomisation», ou encore du binôme tradition/modernité et ce qu'on entend précisément par l'une et l'autre. *«La division du travail longtemps établie, écrit-elle avec un humour non dépourvu de causticité, n'accorde pas à l'historien de fonction théoricienne... Au surplus, la division sexuelle du travail m'interdirait d'intervenir sur un terrain aussi viril que celui de la théorie, ou même de la méthode. Mais il faut bien s'expliquer..., et cesser de travailler porte fermée dans l'ombre des cuisines».*

En tout cas, c'est en partie sur la base de ces questionnements et de la discussion de la pertinence de concepts afférents que Lucette Valensi fait revivre Mardochée Naggiar. Grammaire, lexicographe, traducteur, enseignant de langues, intéressé par l'élaboration de dictionnaires français – arabe et d'un lexique du berbère, intermédiaire d'orientalistes en quête de manuscrits et de livres arabes, copiste, quelque peu aussi marchand de tissus pour gagner sa vie et pallier les retards d'érudits européens peu pressés de lui régler son dû, Mardochée Naggiar a fréquenté, directement, ou à travers des échanges de correspondances, des gens de renom, antiquisants et orientalistes pour la plupart. Outre les Français De Sacy et Volney (celui-ci s'étant montré fort bienveillant à son égard), il a été en rapport avec, notamment, l'Allemand Christian Maximilien Habicht (*éditeur des Mille et Une Nuits*) qui le qualifie (en arabe) de «frère cheri (akhî al-'azîz), Murdikhay ibn al-Najjar al-Tânsi», le Hollandais Jean – Emile Humbert, le Suédois Gustav Knös pour qui il est «Mourad Tounsi le bien-aimé [muhibbna al-'aziz]», et l'Italien Camille Borgia.

Essayant de trouver des précurseurs en la matière à son «inconnu», Valensi fait référence en particulier à un coreligionnaire marocain de Naggiar, Moïse Der'y, retrouvé dans les archives de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres. Après avoir quitté Agadir puis Essaouira, ce Marocain a longtemps séjourné en Angleterre (où il a été, entre autres, Private Tutor à l'Université de Cambridge), en France (où il a, lui aussi, connu De Sacy), en Hollande, en Belgique, en Allemagne et au Levant.

La partie de l'ouvrage consacrée à Naggiar à son retour en Tunisie en 1816, via Trieste, est l'occasion d'un affinement de ses traits et d'éclairages additionnels sur

son parcours. L'arrière plan de cette phase de sa vie est examiné avec soin. N'en sont absents ni la poursuite de la course en Méditerranée, ni le régime de Mammūda Pacha et de son successeur Mahmūd, ni le rôle de renégats et d'affranchis à la Cour beylicale, ni les us et coutumes des Juifs de la Régence et leurs rapports avec les Musulmans, ni les calamités (peste, sécheresse...) qui se sont abattues sur le pays. Est bien évidemment posée à l'occasion de cette évocation la question de l'évolution de la Tunisie dans un contexte où l'Europe venait, avec le congrès de Vienne, de remettre de l'ordre dans ses affaires et s'apprétrait à donner une impulsion décisive à ses visées expansionnistes au Maghreb et en Orient, régions du monde sur lesquelles elle a accumulé un savoir considérable. Lucette Valensi rappelle au passage que, dans le contexte des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, «la connaissance est partie prenante de l'appropriation du monde par les grandes puissances européennes. La construction intellectuelle de l'Orient accompagne l'action sur le terrain conduite par l'armée et l'administration coloniales».

Dans pareilles circonstances, de quel apport pour son pays pouvaient bien être l'expérience et le savoir acquis en Occident par un sujet tunisien comme Naggiar, lequel avait d'ailleurs ses entrées au Bardo et semble même avoir été membre d'une ambassade envoyée à Paris ? La question ne peut bien entendu que renvoyer au rôle qu'ont eu dans la Nahda des Egyptiens ayant séjourné en France (Rifa'aat Rafi' Tahtawi, Mohamed Abdouh...).

Avec les interrogations que pose ainsi Lucette Valensi et les éléments de réponses qu'elle apporte, on se retrouve bien évidemment loin de la simple reconstitution du parcours d'un individu dont l'identité et le profil étaient au départ des plus obscurs, et le nom lui-même fort problématique. D'ailleurs dans les graphies qu'il a de sa propre main laissées de son nom précisément, ce «Maure de Tunis», «arabe de nation», père de deux filles, Halima et Morjana, et que certains de ses interlocuteurs européens appelaient «Mourad», a bel et bien écrit «Naggiar» en alphabet latin mais «Nejjar» en arabe.

Ayant opté pour «Naggiar», Lucette Valensi a donc, à force de patience, de recherches minutieuses à Paris, Leyde et Princeton, et de «convocations de témoins», «fait (son) miel» (ainsi qu'elle l'écrit elle-même, avec délectation sans doute) de l'histoire de ce personnage. Au vu des innombrables tâches accomplies au milieu de tous sorts de difficultés, voire dans la précarité, celui-ci méritait effectivement que soit reconnu l'apport qui a été le sien à l'élaboration du savoir accumulé par des maîtres européens plus prestigieux mais dont les «constructions» demeurent, est-il besoin de le rappeler, l'objet de vives controverses. «Momification de l'Orient» écrit du reste Lucette Valensi dans sa présentation d'un volet de l'œuvre de René Basset.

En guise de conclusion et de vœu: à quand des ouvrages sous-tendus par les mêmes desseins et consacrés à des pairs de Naggiar issus d'autres horizons

maghrébins ou moyen-orientaux. A commencer par deux de ses coreligionnaires marocains, l'infatigable Moïse Dery [ou plutôt Drey, voire Dra'i] et, plus avant dans le XIX<sup>e</sup> siècle, le non moins intrépide Mardochée Abi Srour, natif de Mhamid el Ghazlane, marchand à Tombouctou, protégé du consul de France à Mogador, le distingué arabisant Auguste Beaumier (traducteur du fameux *Rawd al Qirtas*), correspondant de la Société de Géographie (Paris) et, surtout, guide de Charles de Foucauld ?

MOHAMMED KENBIB  
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines,  
Rabat

André Hardy, *Sidi el Hakem. Mémoires d'un contrôleur civil au Maroc, 1931-1956*, Editions La Porte, Rabat, 2003, 260 p.

La bibliographie portant sur l'histoire contemporaine du Maroc s'est enrichie en 2003 d'une nouvelle parution qui ne peut qu'interpeller le chercheur. Et ce tant par sa teneur que par le statut de son auteur. Il s'agit en effet des Mémoires posthumes d'un Contrôleur Civil, André Hardy. Intitulées de son vivant même *Sidi el Hakem*, elles ont été rédigées en 1958-1959. Elles couvrent la période allant de 1931 à 1956 et exposent le point de vue de l'auteur sur les faits et événements (parfois dramatiques) dont il a été témoin dans l'exercice de ses fonctions dans différentes localités et villes du Maroc, notamment El Hajeb, Berkane, Salé et Marrakech. Son passage dans la capitale du sud, aux côtés du Chef de Région puis à titre intérimaire, a coïncidé avec la phase cruciale et particulièrement agitée que l'ensemble du pays a eu à traverser entre 1953 et 1956.

En guise de remarques préliminaires, il conviendrait sans doute d'indiquer que le lecteur a affaire dans le cas d'espèce à un «genre» considéré ailleurs comme solidement établi et «classique», voire banal. Pour ce qui est du Maroc, on pourrait le situer dans la continuité d'ouvrages dont certains ont commencé à être publiés dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Il en est ainsi, exemples entre autres, du Maroc de Narcisse Cotte, secrétaire de la Légation de France à Tanger (Paris, 1860), de celui de son collègue Eugène Aubin (Descos), auteur d'un ouvrage remarquable qui mérite d'être relu attentivement, *Le Maroc d'aujourd'hui* (Paris, 1904), et de *Au seuil du Maroc moderne* (Rabat, 1947) de Franz Weisgerber, médecin et «honorifique correspondant» du Temps, témoin direct des derniers soubresauts du Maroc indépendant et de l'instauration du protectorat.

Pour ce qui est de la période proprement dite du Protectorat, pourraient être mentionnés à cet égard *Le Maroc* (Paris, 1968) de Vincent Monteil et, surtout, *les Souvenirs d'un colonialiste* (Paris, 1968) de Georges Spillman, ou encore *Ma mission au Maroc*, (Paris, Plon, 1956) du Résident Général Gilbert Grandval. Il serait sans doute utile de lire *Sidi el Hakem* en ayant aussi en mémoire le contenu et la démarche d'auteurs ayant exercé des fonctions similaires ou été chargés de missions dans le cadre du Protectorat, et eu un poids particulier dans la production du savoir. L'on pourrait faire référence ici à Jacques Berque et Robert Montagne (celui-ci ayant été Directeur de la Section Sociologique de l'Institut des Hautes Etudes Marocaines sous le «proconsulat» de Lyautey, lequel l'avait d'ailleurs instamment encouragé à se lancer dans l'étude de ce qui deviendra *Les Berbères et le Makhzen dans le sud du Maroc. Essai sur la vie politique des Berbères sédentaires* (publié en 1930 et dédié au Maréchal).

Pour mieux apprécier la personnalité de l'auteur de *Sidi el Hakem* et comprendre la perspective dans laquelle il se place, il ne serait sans doute pas inopportun de le relier à l'environnement familial qui a été le sien. Il est en effet le fils de Georges Hardy, c'est-à-dire un membre éminent du véritable «brain trust» dont le général Lyautey s'était entouré et auquel il avait confié la Direction de l'Instruction Publique, Direction dont les grandes orientations et l'empreinte ont façonné pendant des décennies (et même au-delà de 1956) le système éducatif au Maroc. Son «patron» allait d'ailleurs devenir, par la suite, Directeur de l'Ecole Coloniale. Le fils devait suivre des cours au sein de la Section Afrique du Nord de cette institution qui affiche clairement sa vocation et y côtoyer, entre autres, Philippe Boniface, lui aussi futur Contrôleur Civil au Maroc, Chef de Région (Casablanca), Directeur des Affaires Politiques (Rabat) et membre de ce qu'André Julien appelle «l'équipe de Constantine» (avec le général Juin) ou la «camarilla» ayant préparé la déposition du sultan Sidi Mohamed Ben Youssef en août 1953.

Il faut rappeler encore que ces Mémoires ont été rédigées en 1958-1959, c'est-à-dire à une époque où leur auteur était encore sous le choc de ce qui venait de se passer au Maroc. En d'autres termes, il n'avait pas encore pris de distance par rapport aux événements et ne se montrait pas trop soucieux de dissimuler ses convictions et ses sentiments.

Dans la lecture de ces Mémoires, il convient de distinguer le contenu «technique», si on peut l'appeler ainsi, et des prises de position qu'on peut qualifier de politiques. Pour ce qui est du premier volet, les indications fournies par l'auteur permettent de se faire quelque idée sur l'itinéraire personnel et professionnel d'un Contrôleur Civil qui a exercé des fonctions pendant près de 25 ans dans diverses régions du Maroc et à la Résidence Générale.

De son témoignage, peuvent être notamment retenus sa formation et l'état d'esprit, «missionnaire» pourrait-on dire, dont il était animé ainsi que, sur un plan plus général, la manière dont la machine du Protectorat fonctionnait. Détail significatif : le fils de l'ancien «patron» de la DIP, naguère proche de Lyautey, se voit affecter, au sortir de l'Ecole Coloniale, dans un coin perdu, El Hajeb, point stratégique certes mais le toit de la modeste maison de fonction qui lui est assignée n'en laisse pas moins passer l'eau de la pluie. Cela ne décourage guère le jeune Contrôleur car il veut faire ses classes en pays berbère et initier ses administrés à l'hygiène, à des méthodes modernes d'élevage et de gestion de leur cheptel et à l'école (y compris pour fillettes). Son but est, écrit-il, de les «sortir de leur Moyen-Age».

Deuxième type d'intérêt quant au contenu factuel de l'ouvrage : la nature des relations entre, d'une part, les Contrôleurs Civils ou les Officiers des Affaires Indigènes et, d'autre part, les représentants du Makhzen (caïds et pachas) avec lesquels ils devaient coopérer (ou collaborer, comme on voudra) et qu'ils étaient

censés «contrôler» de manière à réaliser l'un des objectifs assignés au Protectorat aux termes du préambule du traité de Fès. Peuvent être relevés à ce niveau les propos d'André Hardy sur ses relations tant avec les caïds des Beni Mir (ou Aït Ndhir) pour ce qui est du monde tribal qu'avec le pacha de Salé.

Il convient peut-être de noter que c'est à l'occasion de l'évocation de ces relations que transparaît la conception que l'auteur se fait du régime du Protectorat et de ce qu'il considère comme des déviations par rapport à l'esprit et la lettre du traité de Fès, à savoir l'administration directe. Sa position à ce niveau est en fait très ambiguë. Il l'entoure d'une sorte de flou artistique qu'il a peine à entretenir au fil des pages (préparation des «indigènes» à la gestion ou cogestion des affaires de leur pays mais pour une période indéfinie et selon le bon vouloir de l'autorité française). Cette ambiguïté est encore plus manifeste lorsque l'auteur aborde, de manière plus explicite, les aspirations des Marocains, notamment la volonté d'indépendance exprimée à la fin de la Deuxième guerre mondiale et le rappel des sacrifices consentis par ces mêmes Marocains pour la libération de la France.

Le flou n'est plus de mise lorsque André Hardy se met en devoir de commenter (pp. 145 - 205) le déroulement des événements et l'accélération de l'histoire dont il est témoin entre 1953 et 1956. Manifestes sont sa sympathie et son parti pris pour les grands caïds et les autres forces rétrogrades qui ont comploté avec le général Guillaume pour déposer le sultan Sidi Mohammed Ben Youssef et faire proclamer Ben Arafa. C'est quasiment aussi sans appel qu'il condamne les règlements de comptes et le lynchage auxquels la foule s'est livrée à Marrakech contre ceux qui passaient à ses yeux pour des «traîtres» qu'il convenait de châtier sans autre forme de procès. A ses yeux, les nationalistes et les fidayyine n'étaient que des agitateurs et des terroristes. L'Armée de Libération n'était constituée, d'après lui, que d'un ramassis de déclassés semant le désordre.

Point crucial dans le livre et dans l'histoire contemporaine du Maroc. Qui a poussé initialement à la déposition de Sidi Mohamed Ben Youssef ? D'après l'auteur, la France n'a fait que suivre le pacha Thami Glaoui, l'alem Kettani et consorts. En tant que personnalité française de haut rang à Marrakech même, il dit n'avoir rien su de la conjuration qui s'est tramée, assure-t-il, dans l'ombre. Il n'en ajoute pas moins lui-même : «(j'ai disposé) d'un délai de plus d'un mois pour liquider mon territoire, brûler toutes mes archives inutiles (ou éventuellement susceptibles de nuire), replier mes camarades du bled etc...». On peut se poser la question, de quelles archives s'agissait-il ? En quoi étaient-elles «susceptibles de nuire» ? Et à qui ?

Toutefois, et au-delà de ces «appréciations» rédigées à chaud, quoique publiées beaucoup plus tard, les pages consacrées aux trois dernières années du Protectorat par Hardy, en tant que témoin et acteur, puisqu'à un moment donné il assuré l'intérim du Chef de Région après l'attentat perpétré contre le général de Hauteville,

n'en sont pas moins précieuses pour l'écriture ou la ré-écriture de l'histoire de cette période mouvementée et décisive dans l'évolution et le devenir du pays.

Un dernier mot avant de clore cette présentation : si l'on veut examiner ce livre-témoignage sous un autre angle et le situer dans une perspective d'appréhension de l'ordre colonial, il me semble qu'il est possible d'y voir non seulement le destin d'un homme mais aussi et peut-être surtout un système. On peut voir en Hardy un technicien de la colonisation et dans sa démarche et ses questionnements une sorte de quête de ce que Max Weber appelait la «domination rationnelle». Mais ceci est une autre histoire.

**MOHAMMED KENBIB**

Jérôme Monod, *Le déchirement. Lettres d'Algérie et du Maroc, 1953 - 1958*, Fayard, 2008.

Considéré depuis plus de deux décennies comme l'une des composantes de l'histoire contemporaine, le Temps présent est un champ qui ne se laisse pas aisément investir tant sont nombreux les obstacles auquel se heurtent les historiens qui voudraient en faire un objet d'étude. La difficulté, voire l'impossibilité d'accès, aux archives officielles des années cinquante et soixante, et à fortiori, celles de périodes plus récentes, représente à cet égard l'un des handicaps majeurs auxquels ils se trouvent confrontés. Il existe cependant des «biais» susceptibles de contribuer à atténuer ou pallier cette «lacune». La presse, les témoignages oraux, les mémoires de contemporains et les sources iconographiques s'imposent ainsi comme autant de références et de «points d'appui» fort utiles. Et ce quelles que soient les précautions particulières et la multiplicité des recoupements auxquels le chercheur doit les soumettre avant de les utiliser.

Dans ce matériau, les témoignages directs de contemporains occupent une place de choix, surtout lorsqu'il s'agit d'acteurs et/ou de décideurs ayant pesé, d'une manière ou d'une autre, sur le cours des événements ou été informés directement, à des degrés divers, de leurs tenants et aboutissants par des tiers davantage impliqués dans l'action.

*Le Déchirement. Lettres d'Algérie et du Maroc*, représente à cet égard une référence de choix car il relève de la première catégorie de témoignages. Son auteur, Jérôme Monod, l'a articulé essentiellement, comme l'indique le sous-titre, autour de lettres qu'il a envoyées à ses parents entre 1953 et 1958. Ces correspondances, dont quelques unes sont reproduites *in extenso* sous leur forme manuscrite à la fin du livre, émanant du jeune appelé qu'il était, remplissant ses obligations militaires et civiles en Algérie et au Maroc, pays où il vécut certains des moments les plus dramatiques de leur marche respective vers l'indépendance.

A ce témoignage confèrent encore plus de relief les hautes fonctions que Monod a occupées au sein de l'Etat puisque, dès la fin des années cinquante, il a assumé d'importantes responsabilités auprès du Secrétaire Général du Gouvernement Général d'Algérie, du Ministre en charge des Affaires Algériennes, du Premier Ministre Michel Debré, et du Général de Gaulle. Qu'il ait été étroitement associé au Plan de Constantine est, à cet égard, hautement révélateur. Ne l'est pas moins, bien évidemment, le suivi de l'exploitation du pétrole algérien à laquelle il s'est très tôt intéressé, c'est-à-dire avant même la conclusion des accords d'Evian.

Ce livre, dont le titre mérite à lui seul de longs développements, se distingue par la sobriété du style et la pudeur du propos d'un appelé écrivant à ses parents, à sa

mère surtout, et leur confiant les sentiments et les réflexions que lui inspirait ce qui se passait sous ses yeux. Dès les premières lettres, ressort d'emblée le sens aigu de l'observation animant le jeune homme. L'attention prêtée à l'environnement dans lequel il évolue et sa sensibilité à la beauté des paysages qu'il traverse se doublent d'une grande compassion à l'égard des populations autochtones. Leur misère le touche profondément. Il considère que c'est l'iniquité du système colonial qui est en cause et s'offusque de l'arrogance de gros colons étalant sans vergogne leur réussite matérielle et paradant bruyamment au volant de grosses et rutilantes voitures américaines.

«Les Kabyles sont des gens farouches, écrit-il dans une lettre datée de Souk et Tnine (2 août 1953), mais... si on est poli, si on leur agrée, ils sont généreux... Les jeunes refusent d'aller travailler en France. Ils sont attachés à leur pays... La confiscation des terres dont Bugeaud avait donné le signal général a eu des résultats désastreux pour la population musulmane : 40 % des terres indigènes dépossédées en un siècle, avec pour conséquence surpopulation et misère» (p. 28).

Le lecteur attentif ne manquera pas de déceler dans cette dénonciation de l'ostentation et de la morgue des puissants une inspiration huguenote puisée dans ce que «l'éthique protestante» (au sens où l'entend Max Weber) a de plus déterminant et de plus fort.

Ces lettres révèlent aussi l'énergie dont fait preuve le jeune Monod. Dans ses confidences à ses parents, il n'est quasiment guère question de fatigue ou d'ennui. Les séances de maniement d'armes, d'interminables marches (de jour comme de nuit), et la participation à des opérations militaires devaient en principe beaucoup l'éprouver. En fait, et bien qu'ayant grandi dans les beaux quartiers de Paris, il semble à l'aise au milieu de soldats se déployant par monts et par vaux. Il l'est résolument moins lorsqu'il est approché pour devenir officier de renseignements. Persuadé, comme il l'écrit à ses parents, que cela équivaut à accepter de prendre part à des «corvées de bois» (exécution sommaires en forêt de prisonniers ou de personnes arrêtées) et des séances de «gégène» (torture à l'électricité), il se montre réfractaire au «sale boulot» et refuse le déshonneur.

En dépit climat d'insurrection et de guerre (lui-même parle de «terrorisme») qui prévaut autour de lui, le jeune Monod trouve le temps de correspondre régulièrement avec ses parents, de dire d'affilée plusieurs numéros du journal *Le Monde* et de poursuivre la préparation de son diplôme de droit. Lorsqu'il arrive à «Port Lyautey» en 1954, il en est à sa troisième année de Faculté. Outre les ouvrages de droit et les recueils de jurisprudence, il s'immerge aussi dans toutes sortes d'écrits philosophiques et littéraires, y compris en anglais.

Ses lettres font état des titres d'ouvrages qu'il pressait ses parents de lui envoyer. Du lot se distinguent notamment les romans de Louis Aragon, Victor Hugo, Marcel Proust, Mouloud Feraoun, Grahame Greene, T.S. Eliot, et ceux d'autres romanciers

et philosophes, dont des anciens, Eschyle, par exemple. Ces lectures s'accompagnent de visites de sites antiques, tels Tebessa (Tipassa).

Parmi ces lectures, plus instructives les unes que les autres, figure, entre autres, le roman de John Dos Passos, auteur de *Big Money*, paru en 1943, traduit en français sous le titre évocateur de *La grosse galette*. Il y est question de l'orgie des spéculations boursières ayant conduit au krach de 1929 et complète le panorama que dresse des répercussions sociales de la dépression des années trente, notamment parmi les fermiers du Middle West, un autre grand écrivain américain, John Steinbeck, avec ses *Goupes of Wrath* (*Les Raisins de la colère*).

*The Naked and the Dead*, best seller de Norman Mailer, romancier et journaliste novateur et iconoclaste (décédé en novembre 2007), occupe sans doute une place particulière dans les lectures du jeune appelé. Paru en 1984, ce roman rapidement traduit en français (*Les Nus et les Morts*) et porté à l'écran en 1953 par Raoul Walsh, dépeint les horreurs de la guerre dans le Pacifique, dans la jungle des Philippines plus précisément. Il serait à mettre en parallèle avec *Le Pont de la rivière Kwaï* et autre succès cinématographique, beaucoup plus tardif, *Apocalypse Now*.

Au vu des lettres publiées dans *Le déchirement*, il est possible de se demander si Mailer, qui a dépeint dans le style qui le distingue les atrocités de la guerre et vivement fustigé des officiers de l'armée américaine insensibles aux souffrances de leurs soldats et à la valeur de la vie humaine, n'a pas profondément marqué le jeune Monod. Ce roman a-t-il pesé d'une manière ou d'une autre sur la perception qu'il s'est faite à l'époque de certaines pratiques de l'armée, surtout lorsque, après le vote par le Parlement de pouvoirs spéciaux, carte blanche lui a été donnée pour briser le soulèvement des Algériens ? En tout cas, dans son livre, c'est en toute logique qu'il revient sur les événements de Sétif (mai 1945). De fait, et sans qu'il soit besoin de remonter jusqu'aux «enfumades» des débuts de la conquête, c'est sans doute en mai 1945 que le processus infernal a été enclenché de manière irréversible et les dés irrémédiablement jetés. Monod en rappelle les instantanés les plus tragiques, notamment les arrestations en masse, les fusillades et de gens obligés par des éléments de l'armée et des gendarmes à se jeter dans le vide du haut de ponts enjambant de profonds ravins du Constantinois. Ce dont il est lui-même témoin dans les années cinquante le révèle. C'est sans circonlocutions qu'il écrit dans l'une de ses lettres évoquant une opération dite de rattissage dans l'Ouarsenis :

«*Alger 17 février 1957... Sur ce, des suspects (qui étaient-ils ?) embarquent dans des camions militaires. Cela avait un petit air de Gestapo que n'excusaient ni la vérité de l'opération ni les impératifs de la situation*» (p. 102).

*Une autre lettre est datée de Kénitra, ville où le lieutenant Monod arrive en 1954 et se voit confier l'instruction de tiraillers marocains devant être envoyés en Indochine. Il se trouve aussi*

*impliqué dans le maintien de l'ordre après le déclenchement des manifestations qui ont éclaté dans cette ville à l'occasion de la commémoration de la déposition et de l'exil du sultan Sidi Mohammed Ben Youssef. «Les Français d'ici, écrit-il, sont durs... Moi, je regarde avec stupeur, j'écoute, je comprend les réactions des gens, mais je pleure intérieurement ces cadavres de gens mitraillés à bout portant, et trompés de tous côtés» (p. 83).*

Dans sa quête d'intelligibilité des situations auxquelles il se trouvait confronté, le jeune Monod choisit soigneusement ses lectures. Pour mieux comprendre ce qui se passe au Maroc à partir de 1953, il se documente et lit des ouvrages fraîchement publiés. Il se procure ainsi *Révolution au Maroc*, l'ouvrage le plus en vue depuis sa parution en 1953 précisément. Son auteur, Robert Montagne, qui a d'ailleurs commencé sa carrière marocaine à Kénitra sous le Proconsulat de Lyautey, est en effet un savant estimé depuis la publication en 1930 de sa thèse *Les Berbères et le Makhzen dans le Sud marocain*. Tout aussi remarquable a été l'*Emquête sur le prolétariat marocain* qu'il a dirigée entre 1948 et 1950 et qu'paraît dans *Hespéris* en 1952. Pendant la guerre (après novembre 1942), il a été à Alger l'un des conseillers du Général Catroux, nommé par De Gaulle Commissaire aux Affaires Musulmanes. Toutefois, et le jeune lieutenant ne pouvait sans doute pas s'en rendre compte immédiatement, *Révolution au Maroc* ne représente pas ce qu'il a écrit de mieux ou de plus pertinent. Le personnage a d'ailleurs refusé de siéger au Comité France Maghreb animé notamment par Louis Massignon, Charles – André Julien, François Mauriac et... le Général Catroux. Ses travaux demeurent cependant autant de références incontournables.

En tout cas, la soif livresque du sous-lieutenant (puis lieutenant) Jérôme Monod semble inextinguible. Sa curiosité intellectuelle est sans limite. Dans ses lettres, il évoque Ernest Renan. Ses lectures ont-elles porté aussi, à l'époque, sur la fameuse leçon au Collège de France au cours de laquelle le célèbre orientaliste a essayé de répondre à la question qu'il s'est lui-même posée : «*Qu'est ce qu'une nation ?*». Si tel est le cas, on comprend sans doute mieux le constat que fait Jérôme Monod de l'ampleur du fossé séparant Français et Algériens, des rendez-vous manqués avec l'histoire à cause de l'aveuglement de politiciens et d'administrateurs à courte vie, et de l'inexorabilité de la marche des colonies vers l'indépendance.

Sur un tout autre registre, et en tenant compte du parcours ultérieur et de la carrière de l'auteur du *Déchirement* à la tête d'une entreprise française d'envergure internationale et à l'Elysée auprès du Président de la République, il est possible de se demander aussi si ce n'est pas au cours de son dur apprentissage sur les terrains algériens et marocains que l'on peut (ou pourrait) déceler les prémisses de l'une des idées directrices de son engagement et de son action. Il s'agit en l'occurrence de son souci d'adéquation entre, d'une part, la pensée, l'organisation et l'action politique et, d'autre part, les mutations de la société, l'évolution des mentalités, et la nécessaire adaptation aux exigences et aux défis de temps nouveaux...

Cette interrogation découle en partie de ce que le lieutenant Monod écrit en 1954 lorsqu'il débarque à Kénitra : «p. 71 «*Le contrôleur civil de Port Lyautey est médiocre dans sa carrière (quinze ans à la même place). Vissé dans cette ville inintéressante*»... A plus de cinq décennies de distance, la question n'est pas non plus sans rapport avec le rôle central (cette fois-ci) du Président Monod dans la création en 2004 de la Fondation pour l'Innovation Politique.

Si on re-situe ce livre, *Le déchirement*, dans la perspective historique, on ne peut, encore une fois, qu'insister sur la valeur du témoignage de son auteur. Cette appréciation s'applique tant pour les années 1953 - 1958 que pour la période allant de 1958 à 1962. Dans l'un et l'autre cas, Jérôme Monod a été témoin et acteur. Il a vécu les choses de l'intérieur si l'on peut dire. Outre le récit de ce qu'il a vu de ses propres yeux sur le terrain en tant qu'appelé et en tant qu'officier, il a aussi occupé des fonctions sensibles au sein du Gouvernement Général à Alger et auprès du Général de Gaulle avant l'accession de l'Algérie à l'indépendance. Son parcours ultérieur a été tout aussi impressionnant.

Le titre de son livre, *Le déchirement*, est plus que parant. Dans son avant-propos, l'auteur insiste certes sur l'Algérie mais évoque aussi le reste de l'empire colonial français, en Afrique du Nord et ailleurs. Il constate le fossé d'incompréhension et les blessures toujours ouvertes des deux côtés de la Méditerranée. Son souhait de voir s'instaurer la réconciliation, le rapprochement et la solidarité est manifeste. Il déplore d'ailleurs explicitement le retard pris par la signature d'un traité d'amitié entre la France et l'Algérie.

Le lien avec le Temps présent et l'histoire immédiate s'impose donc avec force. Se profilent alors l'ombre du processus de Barcelone (1995), le Dialogue des Peuples et des Cultures de la Méditerranée et du Golfe initié par le Président Chirac (septembre 2006) et l'Union pour la Méditerranée lancée par le Président Sarkozy... Si l'on ne perd pas de vue le contexte plus général de ce qui a présenté comme le «Clash des civilisations» et ce qui s'est passé à Gaza en décembre 2008 – janvier 2009), *le Déchirement* ne peut qu'interpeller tous ceux qui se préoccupent du devenir des rives de la Méditerranée.

A l'évidence, son auteur n'effectue pas un retour sur ses premiers séjours au Maroc et au Maroc par pure nostalgie de ses années de jeunesse ou avec l'idée de se lancer «à la recherche du temps perdu». Il soulève en réalité, par le biais de ses lettres, des questions fondamentales et d'une brûlante actualité.

Dans cette même perspective précisément, à quand donc une sélection de notes, de lettres et de réflexions de l'ancien conseiller spécial du Président Jacques Chirac, secrétaire général du RPR, concepteur de l'UMP, et (actuellement) président honoraire de GDF – Suez, faisant l'objet d'une publication comparable à celle qui a réuni les lettres du jeune appelé Jérôme Monod ?

MOHAMMED KENBIB



**Zakia Daoud, *Les années Lamalif, 1958-1988. Trente ans de journalisme au Maroc*, Tarik editions / Senso Unico, Casablanca, 2007**

Beau livre que celui que vient de faire paraître Zakia Daoud ! Dans un style épuré à travers lequel transparaît cependant une grande sensibilité et la passion tant de l'engagement journalistique (dans son sens noble) que de l'écriture, cette figure de proue d'une revue qui a fortement marqué son époque, retrace avec sobriété et sur le ton de la sérénité un parcours qui, bien évidememnt, n'est pas uniquement le sien.

Pour toute une génération *Lamalif* n'a pas été une revue comme les autres. Ayant bénéficié d'une longévité nettement plus grande que celle de *Souffles / Anfass*, par exemple, elle a été à la fois une tribune, un vecteur et un forum de discussion entre des chercheurs de renom appartenant aux disciplines les plus diverses. Les uns et les autres y ont présenté des analyses et exposé des points de vue sur les réalités politiques, économiques, sociales et culturelles du Maroc dans son environnement régional et international.

A l'époque déjà, y étaient abordés et discutés des thèmes majeurs aussi «sensibles» et actuels que ceux de la condition féminine en butte à «l'intangibilité» supposée de la *Moudawwana* et à d'innombrables pesanteurs sociales, de la jeunesse aussi bien rurale que citadine confrontée à l'absence d'horizon, du système d'enseignement mis à mal par toute une série de «réformes» n'allant pas nécessairement dans le sens du progrès, de la diversité culturelle, de la construction maghrébine lestée par les rivalités régionales (dans le contexte de la guerre froide) et, à partir du début des années soixante-dix, la question du Sahara etc... Et ce avec le concours de «contributeurs» d'envergure tels que Paul Pascon, Abdallah Laroui, Guy Martinet, Mehdi El-Manjra, Abdelkbir Khatibi, Mohamed Khaïr Eddine, Fatima Mernissi, Mohamed Guessous, Mohamed Lahbabí, Habib Malki, Fathallah Oualaou, Mohamed Tozy, Salim Jay etc... Ou encore des entretiens avec, entre autres, Allal Fassi, Abdallah Ibrahim, Abdallah Guennoun, Abdelkrim Khatib etc... Un Index des noms cités est été d'ailleurs le bienvenu dans les dernières pages de ce livre.

A travers l'évocation de ces «années Lamalif», et au vu du matériau considérable qu'elle a brassé et des problématiques qu'elle a posées d'entrée de jeu, c'est en fait à l'écriture de trois décennies déterminantes (pour ne pas dire fatidiques) dans l'évolution du Maroc indépendant que s'est consacrée Zakia Daoud. L'une des premières «impressions» qui ressort de ce livre dense et haletant réside dans ce qui pourrait paraître de prime abord comme un incroyable paradoxe entre, d'une part, le climat politique ambiant marqué par le verrouillage de l'espace des libertés publiques et ce qu'on appellera plus tard «les années de plomb» et, d'autre part, l'extraordinaire

créativité intellectuelle, culturelle et artistique de cette période. Sur la lancée de l'indépendance fraîchement recouvrée et de l'enthousiasme pour le progrès, les élites «y croyaient» et semblaient rejeter sciemment tout désenchantement.

En se penchant sur ce passé et en faisant largement appel à la mémoire, Z. Daoud s'est fixée un pari qui était a priori d'autant plus difficile à tenir dans cet ouvrage qu'elle s'est efforcée de «croiser» en quelque sorte son «itinéraire» personnel avec l'histoire proprement dite du pays. Tout en livrant des pans entiers de ce qui pourrait être perçu comme une sorte d'autobiographie, elle a pu en fait se prémunir contre les risques d'une subjectivité excessive et réussir la gageure de laisser la journaliste, l'observatrice et la commentatrice en première ligne. Et ce sans renoncer, bien évidemment, à clamer haut et fort ses convictions et son éthique et à rappeler, après les tracasseries et les intimidations, les compromissions vers lesquelles des puissants ont essayé de la pousser.

Ce livre mérite d'être lu attentivement de bout en bout. L'analyse à distance, voire réfrigérée, y alterne avec une extraordinaire proximité avec les faits et les événements, dans une sorte de bras le corps, d'où ne sont absents ni l'enthousiasme, ni la sensibilité, ou même la passion, ni, ici et là, l'abattement et le découragement. L'engouement qu'exprime Z. Daoud et les aléas qu'elle évoque ne traduisent pas ses seuls états d'âme ou des manifestations de son seul trait de caractère. A maints égards, ils reflètent aussi ceux de larges segments de toute une génération qui, dans la foulée de l'accession du pays à l'indépendance et au cours des années suivantes, a cru qu'elle était maîtresse de son destin et qu'il lui appartenait d'être partie prenante dans son façonnement.

Ce n'est certainement pas de manière fortuite que l'auteur évoque à plusieurs reprises dans cet ouvrage les propos d'intellectuels de premier plan commentant des faits et événements majeurs dans l'évolution du pays. Abdallah Laroui est l'un d'entre eux. Z. Daoud cite à plusieurs reprises ses commentaires sur la société marocaine et le système politique. A travers ses réflexions sont clairement posées les questions fondamentales de la modernité et de ce que lui –même appelle la «traditionnalisation» ou la «retraditionnalisation».

Cette référence appuyée à un historien et, incidemment, le rappel de l'apprentissage de l'histoire du Maroc auprès de l'ancien président du conseil et leader umnpéiste Abdallah Ibrahim en dit long sur la «tentation historienne» de l'auteur des «*Années Lamalif*». D'ailleurs si tel n'était pas le cas, comment expliquer les ouvrages qu'elle a consacrés à Mohamed Ben Abdelkrim Khattabi (*Une épope d'or et de sang*, Séguier, 1999), Zaynab, (*reine de Marrakech*, L'Aube, 2004), ou Mehdi Ben Barka (*Une vie, une mort*, Michalon, 1996 – avec Maati Monjib) et Ferhat Abbas (*Une utopie algérienne*, Denoël, 1995 – avec Benjamin Stora) ?

Quoi qu'il en soit de cette tentation, le fait est que Z. Daoud est parvenue à conférer une cohérence d'ensemble à son ouvrage et à lui donner un souffle qui ne peut qu'inciter le lecteur attentif aux mutations et blocages auxquels le Maroc a été confronté entre 1958 et 1988 à suivre sa démonstration de bout en bout. Il aura alors tout le loisir de méditer l'évolution générale du pays à la lumière de ce qu'elle a écrit à propos de ses premiers pas de journaliste à Rabat et à Casablanca (notamment comme rédactrice à la Radio Marocaine et parmi l'équipe du périodique de l'Union Marocaine du Travail, *L'Avant-Garde*), de ses tentatives concernant les revendications féminines (en dépit des résistances et des sarcasmes de ses propres camarades syndicalistes), du suivi des dramatiques événements des étés 1971 et 1972, de sa présence enthousiaste au Sahara parmi les volontaires de la Marche Verte, et d'autres faits marquants qu'elle clôt par sa décision et celle de son mari, Mohamed Loghlam, de cesser de faire paraître *Lamalif* :

«Nous étions, écrit-elle à ce propos après avoir au préalable rendu compte des circonstances d'un dernier face à face avec le ministre de l'Intérieur de l'époque, confrontés au dilemme de continuer en aliénant notre indépendance ou de disparaître : nous nous sommes appliqués à nous-mêmes l'attitude que nous avions adoptée vis-à-vis des autres : ne pas faire parler de nous, ne pas utiliser l'arme médiatique pour prendre l'opinion publique à témoin de l'injustice qui nous était faite... En tout cas notre choix était définitif : pourquoi accepter de faire un autre numéro alors que le 200<sup>ème</sup>, chiffre symbolique, était parfait ! Il parlait des réformes et nos amis et collaborateurs nous couvraient d'éloges. C'est mieux de mourir sous les fleurs, non ?»

Indications chiffrées et significatives (pp. 376-377) qu'il convient de relever : «*Lamalif apparaît comme le magazine national le plus lu (11,18%)... Le lecteur type de Lamalif est un homme à 78,29%, célibataire à 69,07%, à 90% ayant entre 20 et 39 ans, dont le niveau d'instruction est à 78,29% supérieur, qui, pour 67,75% pratique les langues étrangères. Pour plus du tiers il est étudiant, plus du quart professeur et enseignant, cadre moyen et supérieur pour le reste. Il habite pour un tiers à Casablanca, pour un autre tiers à Rabat... Il a la télévision, la radio... C'est un lecteur cultivé, ouvert sur le monde, un privilégié mais pas un égoïste. Il cherche à s'instruire.*»

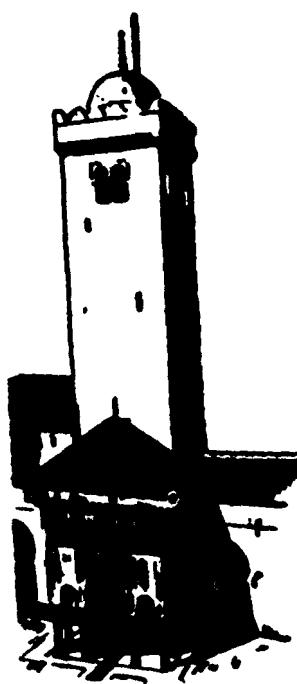
MOHAMMED KENBIB

جامعة بغداد الخامسة عشر  
منشورات كلية الآداب والعلوم الإنسانية  
بالرباوة



ج ١١

# فيسبريس تهوكا



العدد XLIII مجلد فريد  
2008

# هسيبريس تمودا

تحت إشراف  
عميد كلية الآداب والعلوم الإنسانية  
السيد عبد الرحيم بنحادة

## اللجنة العلمية الدولية :

أحمد التوفيق - عبد الرحمن الموساوي - هواري التواتي - جوسلين داخلية - مسعود ضاهر - محمد الطوزي - عبد الحميد هنية - إدمون بورك III - دنيال ريفي - فرناندو مديانو - دنيال شرويتير - بيتبنا دينيرلين - كرسيا لوبيز بيرنابي.

## هيئة التحرير :

إبراهيم بوطالب - محمد كنبيب - محمد بريان - عبد الأحد السبتي - جامع بيسا - المختار الهراس - محمد صالح - محمد الصغير جنгар - عبد الحي المودن - خالد بن الصغير محمد حبيدة - إدريس المغراوي - لحسن علوى حافظي.

تعنى مجلة هسيبريس تمودا بدراسة مجتمع المغرب وتاريخه وثقافته وبكل ما يتصل بمجتمعات الغرب الإسلامي بصفة عامة، وتصدر كل سنة في جزء واحد أو عدة أجزاء، ويتضمن كل جزء مقالات أصلية ودراسات وعروض بيليغرافية ودراسات نقدية بالعربية والفرنسية والاسبانية والانجليزية أو بلغات أخرى عند الاقتضاء.

وتسلم المساهمات لروما في ثلاثة نسخ مصححة بكل عناء ومرقونة على واجهة الصفحة فقط مع أكثر ما يمكن من التهوية بين السطور.

ويُذيل كل مقال بملخص محرر بلغة غير اللغة التي وضع بها في الأصل، ولا ترد المقالات التي لا تنشر إلى أصحابها الذين يشعرون بذلك.

ويسلم لكل مؤلف ثلاثة فراسن إضافية إلى الجزء الذي يصدر ضمه.



طلب جميع المنشورات من مصلحة التوزيع  
 بكلية الآداب والعلوم الإنسانية، ص.ب. 1040، الرباط

JM

)

میسریں تھوڑا

جامعة محمد الخامس  
منشورات كلية الآداب والعلوم الإنسانية  
باريس



# فیسبریس تھوک

العدد XLIII مجلد فريد  
2008

# هيبسيوس نموذج

2008

العدد XLIII، مجلد هرید

## المحتويات

باللغة العربية :

◦ أبحاث :

|   |    |
|---|----|
| بناصر البغدادي - علم الطب زمن ابن خلدون .....   | 11 |
| مصطفى الشابي - من مظاهر اعتماد المخزن بالجيش ورجاله في القرن التاسع عشر (1830 - 1912) .....                   | 45 |
| محمد أمطاط - الجزائريون بالمغرب ضمن سياق التحولات السياسية والاجتماعية خلال فترة الحرب العالمية الثانية ..... | 79 |
| عبد الهاادي أعراب - المعرفة والسلطة بالبادية الغربية، قراءة في أسس الرأسمال الرمزي لفقهاء الشرط .....         | 95 |

◦ حواش ووثائق :

|   |     |
|---|-----|
| إبراهيم بوطالب - من مواقف العلماء المغاربة من التغلغل الإمبريالي في القرن التاسع عشر وبداية العشرين ..... | 129 |
|---|-----|

باللغة الأجنبية

◦ أبحاث :

|   |    |
|---|----|
| حليمة غازي بن مایسه - يوما الأول (50-46 قبل الميلاد) أو فشل مشروع تحرير «الأفریقا» .....  | 11 |
| أونطونيو مارتينث - السفر بغير رحلة - الأطباء الأسبان في المغرب وتطلعاتهم السياسية ومشاريعهم الصحية وخطبهم العلمية (1878 - 1913) ..... | 23 |
| الجيلاي العدناني - الصلحاء واختبار السلطة : تاريخ الصلاح وأنطروبولوجيا الثقافة  | 61 |

• حواش ووثائق

خالد بن الصغير - وقع التغلغل الأوروبي في الأسواق المغربية من خلال دعوى التجار الإنجليز في قضاء الاختلاس والديون ..... 101

• عروض بيليوغرافية

انظر قسم اللغات الأجنبية

# أبحاث

## علم الطب زمن ابن خلدون

بناصر العزّاتي

كلية الآداب - الرباط

### تقديم

المنطلق في هذا العرض مستفادٌ من فهم لتطور العلوم في الماضي، مؤذًا أن الميادين العلمية متداخلة ومتفاعلة، وأن ثمرة الفاعلية العلمية بقدر سيولة التواصل بين العلماء وكثافة التفاعل بين الميادين الفكرية ونرسيف المعارف المشيدة في دواليب الإنتاج والتوزيع والتنظيم الاجتماعي. هكذا تقتضي الخصوصية العلمية توفر مناخ فكري منفتح نسبياً، تجد في أحضانه الفرضيات المختلفة مجالاً للتلاقي، ويتداول فيه العلماء نتائج اجتهادهم بروح نقدية بناءً.

لقد تطورت العلوم الطبية في تفاعل مع المعرفة النباتية والمناخية والبيئية؛ فكانت لكل مجموعة ثقافية طرق للعلاج مرتبطة بيئتها. لكن بعض الثقافات حققت تراكمًا معرفياً أكثر من أخرى، بحكم اعتبارات جغرافية ومعاشية؛ وتمكّنت نتيجة لذلك من تطوير العلوم أكثر؛ غير أن المعرفة تنتقل من ثقافة إلى أخرى، شأنها شأن الخبرات والمعتقدات، فلا تستقر على وضع ثابت.

ومن هذا المنطلق ينظر هذا العرض في وضع العلم الطبي زمن ابن خلدون (732 - 1332/808)، مبرزًا مدى نموه، وحجم العوائق المختلفة التي كانت تقف في طريقه.

وسنقدم فهماً للفاعلية العلمية في الطب زمن ابن خلدون، من خلال بعض النصوص؛ حيث نقوم بقراءة في بعض الكتابات الطبية لابن الرقام والتجيبي والقربياني وأبن حاتمة وأبن الخطيب وأبي عبد الله الشعوري وأبن هيدور وأبن مهنا؛ ثم نطرح أسئلة نابعة من صلب النصوص الطبية ذاتها. هل استوعبت هذه

الكتابات الخبرة المتراءكة منذ حوالي عشرين قرناً، أي منذ أعمال حلقة الطبيب (إفراط 460 - 375 ق. م.)؟ وهل ساهمت هذه الكتابات في تطوير المعرفة الطبية؟ وهل استطاع الأطباء إبراز جدوى العلم الطبى في العلاج؟ وكيف استقبل العموم المعرفة والممارسة الطبيتين آنذاك؟

لا ندعّي أنّ هذا العرض يأتي باجيات يقينية عن هذه الأسئلة، لكن قد يساهم في تقديم الفهم، ولو كان تقدماً بسيطاً، محفزاً على مزيد تنقيب قصد إيصال الصورة أكثر.

### 1- اضطراب الوضع الصحي خلال القرن الرابع عشر الميلادي

عرفت الأندلس أطباء مرموقين، مثل أبي القاسم الزهراوي (325 - 404 / 936 - 1013)، صاحب التشريح نظراً وعملاً؛ إذ ظل كتابه الموسوعي التصريف، بجانب الحاوي للرازي والقانون لابن سينا، مصدراً أساسياً في التكوين الطبي؛ حيث اجتهد عن طريق الدرس والتجريب، للكشف عن أسباب الأمراض، ولم يكن يتسرع في الحكم والعلاج<sup>(1)</sup>. كما لمع ابن بكلارش وابن السمح وأبو الصلت الداني وعبد الملك ابن زهر وابن البيطار وأبو العباس النباتي وعبد الله بن صالح الكتامي وآخرون<sup>(2)</sup>. وفي أواخر القرن الثالث عشر كون العالم الطبيب أبو بكر محمد بن أحمد الرقوطي عدداً من الأطباء من ملل متعددة<sup>(3)</sup>. كما برز ابن خلصون (توفي حوالي 701 / 1301) كممارس جيد

(1) من كلام الزهراوي في المقالة الأولى من الكتاب: «ما قدرت أن تعالج بالأغذية فلا تعالج بالأدوية، وإنما يوافق طبائع الأدوية من الأغذية في ذلك متسع. وما قدرت أن تعالج بدواء مفرد فلا تعالج بدواء مركب؛ وفي هذا للطبيب متسع. لا تلتفت إلى الأدوية المجهولة الغريبة ما أمكنك، إلا أن يصح عندك من ذلك أمر قوي بالتجربة والمشاهدة». التصريف لمن عجز عن العاليف، تحقيق صحي محمود حمامي، الكويت : مؤسسة التقدم العلمي، 2004، صص. 247 - 246.

(2) يقدم محمد العربي الخطابي أسماء الأطباء المعروفين بالأندلس، في مطلع الجزء الأول من كتابه الطب والأطباء في الأندلس الإسلامية (2 ج)، بيروت : دار الغرب الإسلامي، 1988؛ وفي كتاب الأغذية والأدوية عند مؤلفي الغرب الإسلامي، بيروت : دار الغرب الإسلامي، 1990.

(3) قال عنه ابن الخطيب: «كان طرقاً في المعرفة بالفنون القديمة؛ المنطق والهندسة والعدد والموسيقا والطب، فليسوفاً، طبيباً ماهراً، آية الله في المعرفة بالأسن، يقرئ الأم بالستتهم فنونهم التي يرغبون في تعلمها، شديد الباو، متربعاً، متعاطياً. عرف طاغية الروم حقه، لما تغلب على مرسية، فبني له مدرسة يقرئ فيها المسلمين والنصارى واليهود، ولم يزل معظمها عنده». الإحاطة في أخبار غرناطة، نشره يوسف علي طويل (4 مج.).، بيروت : دار الكتب العلمية، 2003، ج. 3، ص. 48.

للطب<sup>(4)</sup>؛ فكان يناقش آراء الأطباء، بما فيها آراء كلاوديوس جالينوس (200 – 129م) التي طبعت العلم الطبي حتى العصور الحديثة. هكذا نشط الطب، نظراً وعملاً، في سياق تبادل ثقافي بين أطباء متخصصين إلى ثقافات متعددة، وفي سياق تنافس مهني يحتم عليهم الاجتهد المسترسل؛ كما أن المناخ الفكري المنفتح على التعدد المنهجي وفر سبل التفاعل والتلاقي بين المعارف العقلية المختلفة، التي منها يتسلم الطب مبادئه.

واستمر التقليد الطبي في خضم الاضطرابات المجتمعية حتى منتصف القرن الرابع عشر تقريباً. ومن أبرز من كان ذا مكانة مرموقة في علوم الطب بالغرب الإسلامي ابن الرقام الأوسي (توفي 1315/715<sup>(5)</sup>)، وابن هذيل التجيبي (توفي 1352/753) وأخرون. والمسلم لدى هؤلاء الأطباء أنَّ العلم الطبي مرتبط بالمنطق والفلسفة الطبيعية والعلوم الجغرافية والنباتية والمناخية، مما يوجب على الطبيب تكويناً جيداً في مختلف الميادين العقلية؛ إذ ينصح الزهراوي مثلاً من يريد التقدُّم في تعلم الطب بالإقبال على قراءة كتب إبرهارط وجالينوس رغم قدِّمها<sup>(6)</sup>.

ولكن، منذ منتصف القرن الثالث عشر للميلاد، السابع الهجري، تراجع مستوى المعرفة الطبية والميادين المرتبطة بها بالتدرج. فالطب مرتبط بالمجتمع،

(4) عرف عن أبي عبد الله محمد بن يوسف بن خلصون تشبيهه بالتفكير الفلسفى وميله الصوفية وقربه الشعري، إضافة إلى تكوينه الطبى وممارسته كطبيب موفق. وقد تعرض لعدة مشاكل مع العامة وال المتعلمين على حد سواء، فهاجر بلدته لوشية بسبب ذلك ولم تسمح له الظروف بتطور تكوينه العلمي. ابن الخطيب، الإحاطة، ج. 3، صص. 194 – 202.

(5) قال عنه ابن الخطيب: «كان نسيج وحده، وفريد دهره، علماً بالحساب والهندسة والطب والهيئة، وغير ذلك، مديداً الباع، أصلب المعرفة، مضطلاً، متجرأ لا يشق غباره؛ أقرأ التعاليم والطب والأصول بغرناطة [...]». الإحاطة في أخبار غرناطة، ج. 3، ص. 49. ألف في الهندسة والفلك؛ وفي الخزانة الوطنية بالرباط مخطوط بدون عنوان، تحت رقم 1681د، مبتور البداية، منسوب إلى ابن الرقام، يتحدث عن حفظ الصحة ويأتي بنصائح عملية، تدلّ في نظرنا، على أن صاحبها ليس ذا تكوين علمي متيقن في الطب؛ ففي النص مثلاً: «وبصاق الجائع أو العطشان يقتل العقرب، وتعليق عظم الإنسان الميت يبرئ من وجع الرأس» (ص. 3)؛ وأيضاً: «وإذا لطخت امرأة بطنها وثديها بدم النفساء، لم تحمل أبداً [...] وإن خرجت المرأة عرياناً تحت السحاب ورفعت وجهها، لم ينزل هناك برد» (ص. 15)؛ وكذلك: «وإذا صب بول الناس في أصول الشجر كثُر حملها؛ وأبوالنساء جيدة لشجر التفاح، تُصب في أصولها؛ ورماد عظام الإنسان تُرى من الصرع ووجع المفاصل»؛ ص. 16.

(6) الزهراوى، التصريف، صص. 255، 269. وعرفت مدرسة إبرهارط بالدعوة إلى دراسة الفلسفة؛ كما اعتبر جالينوس الاطلاع على الفلسفة والمنطق ضرورياً للطبيب.

وبالمناخ الفكري السائد؛ وإذا تراجع مستوى الأفكار عامة، ضعف مستوى الطب نظراً وعملاً. ثم إنه ظهر من بين الأطباء من يمزج المعرفة الطبية بالمعارف الأخرى، التي قد لا تكون مفيدة في تطويرها، مثل محمد بن ابراهيم بن عبد الله بن روبيل المكتئ ابن السراج (654 - 1256/730) الذي نشر كتاباً في دراسة الطب والنبات<sup>(٧)</sup>.

وتحب الإشارة إلى أنه ساد عدم الاستقرار، وتتابعت الأوبئة والمحاجع خلال منتصف القرن الرابع عشر؛ وكان الطاعون الجارف الذي أصاب شمال إفريقيا خصوصاً، عام 749 - 1348/750 - 1349، مصيبة أنهكت قوى المجتمع المغاربي. فأقبل الناس على التصوف الشعبي، مما ينخرط فيه من معتقدات وطقوس ساذجة ومتذلة؛ في حين تراجع الفكر الصوفي المتنوع الرواقد ذو المناحي الفلسفية المفتحة، وترك المكان فارغاً لادعاء الولاية والبركة والتأثير في مجرى الأحداث.

يرجح أنه خلال الثلث الأول من القرن الثامن الهجري، كان التدريس والتأليف العلميان متعشين، مع الحفاظ على مستوى متوسط على الأقل؛ أما بعد منتصف القرن، فقد تقلص التدريس والتأليف معاً. وحتى الذين كانوا ذوي تكوين فكري متقدم، مثل أبي موسى عيسى بن الإمام (ت 749/1348) والأبي (توفي 1356/757)، لم يتركوا تأليف علمية، رغم دورهم الرائد في التدريس. ويمثل الوباء، إضافة إلى غرق الأسطول البحري المغربي في نفس التاريخ، حادثتين خطيرتين في التاريخ الفكري المغربي، حيث مات علماء مرموقون كثيرون وضاعت مؤلفات عديدة. وقد وصف ابن خاتمة الأنصارى هذا الوباء كما يلي: «إنه حمى خبيثة دائمة عن سوء مزاج قلبي بسبب تغير الهواء عن حاله الطبيعية إلى الحرارة والرطوبة، مُهلكة في الغالب، يتبعها كربٌ وعرقٌ غير عام، لا يعقب راحة، ولا ترتفع عقبه حرارة؛ وقد يوجد لها فتورٌ في اليوم الثاني واضطرابٌ في عامة

(٧) قال ابن الخطيب عن ابن روبيل (أو روبيل) : «كان [...] طرفاً في المعرفة بالعشب، وعيّن أعيان النبات، سنياً [...] وعين ربع ما يستفيده في الطب صدقة على يديه [...] ألف كتاباً كبيرة، منها في النبات والرؤيا»؛ الإحاطة، ج. 3، صص. 122 - 123.

الأوقات، ثم تزايده من بعد. وقد يتبعها تشنج وبرد في الأطراف وقيء ماري سمج متواتر وعطش [...]»<sup>(٨)</sup>.

وفي هذا الظرف المحرج، أصبحت ممارسة الطب معرّضة لا ضطرابات مهنية واجتماعية؛ ثم إن الاضطراب أفرز مواقف انتقافية من لدن أفراد يدعون الكفاءة المهنية، بدون علم متين. ويعبر القربياني عن مشاكل ممارسة الطب في جبر الكسور، قائلاً: «أعلم أن صناعة الجبر في زماننا هذا ما رأيتُ من يتحلها إلا الجهل ممَّن لم يقرأها في كتاب ولا طالعها مع شيخ يريه كيف يصنع في ردفك أو جبر عظم، وكيف تكون نسبة العضو عند رد العظم المكسور إلى حده، وكيف يكون مد العضو وتسوئه حتى يعود إلى حاله الطبيعي»<sup>(٩)</sup>. ولابد أن يتآثر التعاطي للمعرفة، في كل الميادين، بالظروف السياسية والاقتصادية التي توجه سلوك الأفراد والفنانين؛ ففي وضع مازوم، اقتصادياً وثقافياً وسياسياً، تتخلص الموارد ويتناقص الطلب في كل الأمور، بما في ذلك الأمور الفكرية.

وأمام ندرة المداخيل المالية، اضطربت السلطة الحاكمة إلى الزيادة في الضرائب، فازداد هامش الفقر؛ وازداد البغض بين المجموعات الثقافية، واتسعت رقعة العنف. والتجمّعت بعض الاتجاهات السنّية المتزمّنة بمعاقب الخوارج العنيفة، وتكونت جماعات تتبع العامة وتندّع إلى العنف في سبيل إقرار ما تعتبره تعبداً

(٨) ابن خاتمة الانصارى، تحصيل غرض القاصد، ضمن محمد العربي الخطابي، الطب والأطباء في الأندلس الإسلامية، ج. ٢، ص. ١٦٤. وقد أصاب هذا الوباء مناطق كثيرة من العالم آنذاك، من الصين إلى أوروبا؛ ويقول ابن خاتمة: «أعلم أن هذا المرض - فيما بلغنا - إنما كان على هذه الصفة، حيث ظهر هذا الحادث من البلاد والأقاليم، ومتى ظهر من فصول السنة لا يختلف باختلاف الأقاليم، ولا يتبدل بانتقال الفصول، لكن يتراجع مع كل فصل ما يناسب ذلك الفصل من أصنافه وأعراضه؛ إذ هو مرض واحد بال النوع والسبب، مختلف بالكيفيات والأعراض [...]»؛ ص. ١٦٥.

(٩) أبو عبد الله محمد بن علي بن فرج القربياني، المكتن الشفرة، كتاب الاستقصاء والإبرام في علاج الجراحات والأورام، ضمن محمد العربي الخطابي، الطب والأطباء، ج. ٢، ص. ١٠٢. ثم يقول: «أعلم أن صناعة الجبر تعلمتها في سن العصبة، واشتعلت بها، ثم منعني ووكّد على مولاي الوالد - قدس الله روحه - ألا أشتغل بها، لقلة فائدتها ولكثرتها ما يحدث فيها من الآفات، وذلك من فساد العليل على نفسه من جهة الغذاء أو من حرارة العضو الالم، فيقع الفساد من العليل وينسب إلى الطبيب»؛ ن. ص.

حقيقياً<sup>(10)</sup>. ومن خلال الرغبة في حشد الأتباع والتنافس في ذلك، احتدَّ الخلاف بين المخرطين في التصوف الشعبي، بزعامة الأولياء، وبين الفرق المتشددة بزعمادة بعض الفقهاء؛ فتقلصت حظوظُ الجدل الفكري وتراجع أفق النظر العقلي، نتيجة انعدام فرص التواصل بين العلماء على أسس سليمة.

كما حصل امتراج هجين بين المعارف الشعبية والمعرف الدينية والمعتقدات الساذجة حول الولاية والكرامة والرؤيا، التي سيطرت على الأذهان، مثل تأليف ابن عاشر<sup>(11)</sup>؛ ولذلك تضاءل التأليف العلمي وخفت تداول المؤلفات العلمية. ولم يصب سوء الحظ ميدان الفلسفة الدينية والطبيعية والكسنولوجيا فحسب، بل تأثرت بذلك علوم الطب بدرجة مهمة. فعلاً، أصبحت كُتب الطب الأساسية نادرة، كما هو أمر الكتابات العلمية في الميادين الأخرى؛ وحتى إن توفر بعضها، فإن ما يُتداول منها هي الملخصات الموجزة؛ وهذا دون إخضاع محتوياتها إلى فحص تجريبي.

## 2- التأليف والممارسة في الطب

بعد تكوين متين في العلوم العقلية، ارتَأى ابن هذيل التجيبي أنه لكي ينخرط في مهنة الطب، عليه أن يكتسب معرفة بالميدان، لأن الخبرة، في نظره، تقتضي تكويناً نظرياً متيناً؛ إذ يقول: «فلما حصلنا من العلوم القديمة ما يجب تحصيله، ولم ننهض إلى قوم الزهد، لزمنا ضرورة النظر في علم الطب، لأنه من القبيح أن يكون

(10) وفعلاً نشرت هذه الجماعات المخوف، إلى درجة أن المفكرين أنفسهم أدركوا أن الإقبال على قراءة العلوم العقلية مصدر المحن والويلات؛ ومن هذا الشعور أوصى ابن الخطيب أولاده بالابتعاد عن هذه العلوم ومساربة الوضع القائم؛ إذ كتب: «واختاروا من العلوم التي ينفقها الوقت، ما لا (للعلّ) «لا ما») يناله في غيره المفت [....] ثم الشروع في أصول الفقه [...] والتدريب في طرق النظر وتصحيح الأدلة [...] وإيماكم والعلوم القديمة والفنون المهجورة الذمية، فما ذكرها لا يفيد إلا تشكيكاً ورأيكم»؛ متوهات ابن الخطيب، تحقيق الحسن السائع، الرباط : وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية، 1978، ص. 107.

(11) عن مكانة أبي العباس أحمد بن عاشر الأندلسي (توفي 765/1363) وأمثاله في صقل الخيال الجماعي، انظر ابن قنفذ القسنطيني أنس الفقيه وعزّ المغير، نشره محمد الغاسي وأدولف فور، الرباط : المركز الجامعي للبحث العلمي، 1965، صص. 7، 9، 79، 84. كما ذكر ابن قن念佛 انتشار الأوينة، خصوصاً «الوباء العظيم العام» الذي حصل عام 749 - 1348/750 - 1349، (ص. 47).

الإنسان يهتم بأن يعلم أن زوايا المثلث الثلاثة متساوية لقائمتين، ولا يعلم عدة أمعانه وهو وعاونها وحامل لها. فقطعت في تحصيل هذا العلم برهة من زمانه، حتى أحاطت بأقصاصيه، واحتويت على جزئياته من كلياته. فلما انتهيت إلى هذا المعراج، سمع لي اجتناء ثمراته والانتفاع بغايتها، وهو حفظ الصحة وبرء السقم. وكان من شأن هذا العلم وطبعه أنه لا تحصل هذه الغاية على ما يجب إلا ملائكة هي كالكمال لهذا العلم وللعلمه به. وعلة هذا الكمال هي طول المزاولة، بشرط تحصيل العلم على الكمال من استقصائه واستحضاره»<sup>(12)</sup>. ولكن أبا هذيل يؤكد على عادة انتشرت في أواسط الأطباء آنذاك، مؤداتها أنهم لا يقبلون على نشر العلم الطبي لكي لا يكثر المتنهون للطلب؛ لذا يخلون عن إطلاع المتهمن؛ فسار هو في نفس النهج من البخل؛ حيث أنه لم يطلع أحداً على «الكتنز» الذي صبه في مؤلف يحتوي إحصاء بالأمراض والأدوية المناسبة لها. فيقول : «واعلم، وفقك الله، أن هذا الكلام الذي كلمنا به على هذا المركب، لم يتضمن الأطباء في كتبها فيما أعلم، ولا أودعته بُطون الأوراق، لضيانتها به ولصعوبة العبارة عنه، لأنه مبني على الحدس، لتفاوت الأطباء فيه عند العلاج. فبقدر حدس الطبيب وعلمه بالأصول وضبطه واستحضاره لها يقوى في هذا القصد أو يضعف. وبين الأطباء فيه تفاوت كثير؛ وكأنها مملكة تحصل بعد تحصيل العلم والمزاولة لتركيب الأدوية، مع شرط العلم. فلهذه الأسباب كلها ضلت رؤساء الأطباء بالكلام عليه»<sup>(13)</sup>.

(12) أبو زكريا بن هذيل التجيبي، تكميلة الأغراض في مزاولة الأمراض، خطوط خ. و. بالرباط، رقم 1318، ص 6-7. ويتم : «وقد غلط جل أهل هذا العصر في هذه المسألة، وظنوا أن هذا الكمال يحصل بالمزاولة، وأن العادي إذا زاول الأمراض حصلت له هذه الملكة، فيقلد في [صحة] حفظ الصحة وبرء الأمراض. وهذا غلط لا يخفى علة من له أدنى تأمل صحيح؛ لأن هذه الملكة إنما هي كمال العلم بعد تحصيله؛ فكيف يتعين الكمال إذا عدم التكامل ؟؟؟ ليس هذا من الحال ؟؟؟ إنما هذه الملكة عند أهل هذا العلم عَلَّتها المزاولة وشرطها العلم. وإذا عدم الشرط عدم المشروط. ولا تنفع المزاولة مع عدم الشرط بتات. فلما كانت هذه الصناعة لا تحصل غايتها على الكمال إلا بحصول هذه الملكة، لزمنا النظر في تحصيل هذه الملكة. فرأينا أنها إنما تحصلت لِمَنْ تقدَّمَنا بمزاولة زمان طوبل [...]؟؟؟ (ص 7).

(13) ابن هذيل التجيبي، تكميلة الأغراض، ص 147 - 148. ويستمر : «وعلى الجملة، فإن هذا الإدراك في هذا العلم إنما هو الذي تناول به الأطباء المعيشة من الملوك والجهاز. فلذلك بخلت به الأطباء لغيره الإنسان على المعاش بالطبع. وقد أشار إليه جالينوس في بعض المركبات، لكن إنما. وأما أبو علي بن سينا، مع حرصه على إحصاء العلوم وتكلمتها، فإنه، لما بلغ إلى موضع الكلام على تركيب الأدوية في أول الأقرباذين، أعطى القوانين التي جرت عادة الأطباء وجالينوس أن يعطيها في تركيب الأدوية، وت遁ص منها بحسب ما يوجه الحدس الطبي. وأما أبو الوليد بن رشد [...]؟؟؟ ص 148.

وفعلاً فإن التأليف الطبي تراجع بنسبة مهمة خلال جيل واحد عند منتصف القرن ؛ فترك المجال فارغاً للتملاه كثاباتٍ من أجناس غير علمية، أو تمزج أفكاراً طبية بآراء عامية مبتدلة، قصد ابتزاز أموال المرضى السذاج. وما ألم في الطب، كما في العلوم الأخرى، فعبارة عن شروح مختصرة للمؤلفات السابقة، مع إشارات إلى أمثلة من علاج الأمراض على يد المؤلف.

واهتم ابن فرج القربلياني (توفي 761/1359 - 1360) بسبل العلاج، على ضوء خبرة تجريبية شخصية، وألف في الجراح والأورام ؛ إذ كتب : «أما بعد، فإني لما رأيتُ صناعة الجراحات من أغمض أصناف الطب وأكثرها جريأاً على المركب الصعب، والناظرین فيها مَنْ لم يعرف قوانينها الغامضة إلى الاستقصاء، ولا عنده علم بالتشريح ومنافع الأعضاء، بل اقتصر على الكنائش المُلْمَلة، واقتَدَم على الأمر بغير البراهين والأدلة، استخَرَتُ الله تعالى في تأليف كتاب يحصر علاجها ويضبط عمومها واندراجها، ليكون لِمَنْ طالعه وتفقه فيه من أهل هذه الطريقة الطالبين عليها قانوناً يُقتدى باحتذائه وسراجاً يستضاء بضيائه»<sup>(14)</sup>. فالتأليف بهذا الشكل يرمي إلى تعين الأمراض وأسبابها والأدوية المناسبة لعلاجها، مع تفصيل حول مكونات المواد النباتية والزيتية التي تترکب منها مختلف الأدوية، وإلى ترسیخ الشعور بالحاجة إلى مزيد بحث. إذ يقتضي الكشفُ عن سبب المرض وصفة مستوفيا للأعراض الظاهرة من أجل الكشف عما ليس معطى للملاحظة ؛ واستفادة من خبرته قدّم القربلياني تصنيفاً للأورام : «والأورام تنقسم قسمين : حارة وباردة. والحار ينقسم قسمين : إما أن يكون عن دم وإما أن يكون عن مرأة صفراء»<sup>(15)</sup>.

**وألف ابن خاتمة الأنصاري في الطب، من منطلق الخبرة التجريبية، بعد التكوين النظري، وعنه أن «الطب صناعة حاصلة عن العلم والتجربة، تحفظ**

(14) ابن فرج القربلياني، كتاب الاستقصاء والإبرام، مرجع مذكور، ص. 33.

(15) ابن فرج القربلياني، كتاب الاستقصاء والإبرام، مرجع مذكور، ص. 37. ويقسم كل قسم إلى حالات، بحسب قسمة ثنائية، حتى تصل إلى ستة وثلاثين ورماً. ويقول أيضاً : «واعلم أن كل واحد من هذه الأورام إنما يحدث من سيلان مادة إلى عضو من الأعضاء، وسيبيها إنما من داخل وإنما من خارج، كما قدّمت لك. فالسبب الداخلي كأحد فضول الأخلاط الأربع، التي هي الدم والصفراة والبلغم والسوداء، والخارجي مثل الضربة والكسر والوث، ونحو ذلك» ؛ (ص. 40). ويلاحظ القربلياني أن «الأورام لها ابتداء وتزيد وانتهاء وانحطاط» ؛ (ص. 41).

المزاج الطبيعي على حاله، وترد المزاج المخائد عن الاعتدال إلى الحال الطبيعية»<sup>(16)</sup>. وفي نظره، فإن للأمراض والأوبئة أسباباً، بدون معرفتها يتعدّر العلاج الفعال ؛ إلا أن الأسباب متشابكة، منها قريبة ومنها بعيدة، وتحتاج إلى عمل للتمييز. وكتب في الطاعون الذي عمّ عند منتصف القرن، عن دور فساد الهواء في انتشار الوباء، يقول: «اعلم أن سببه القريب غالباً هو تغير الهواء الحيط بالإنسان الذي فيه نفسه، وهذا التغيير يكون في الكيف ويكون في الجوهر»<sup>(17)</sup>. وبما أن الوباء متعلق بالهواء، فإنه يمسّ الحيوانات كما يمس النبات والأشجار وكل ما هو نام، وينتقل عن طريق التجاورة والمعاشرة. ثم يؤكد : «وأعجب ما جلاه التأمل والأعتبرار على طول التجربة أن الذي يلبس مريضاً من نزل به هذا الحادث، فإنه يتطرق إليه مثل ذلك المرض بعينه، وتظهر عليه أعراضه بعينها ؛ فإن كان ينفث الدم نفث هو الدم، أو كان به ذبحة حدث له ذبحة كذلك؛ أو بزرت له طراغين في موضع من مغابن جسده، بزرت له في ذلك الموضع بعينه مثلهما ؛ أو خرجت له قرحة في بدنه مرض هو من مثل تلك القرحة ؛ وكذلك من لا يلبس من لا يلبس، حتى إن أهل المنزل ليعمّهم مرض واحد وأعراض متتشابهة ؛ فإن كان المرض مهلكاً تبعوه في الهلاك، أو صار أمره إلى بحثة جرت أحوالهم على ذلك»<sup>(18)</sup>.

وقد ألف ابن الخطيب السلماني (توفي 776/1374) وأبو عبد الله الشقروري (توفي بعد وفاة ابن الخطيب بقليل) والرياضي ابن هيدور التادلي (توفي 816/1413) أيضاً في هذا الوباء، وانتبهوا إلى طابع العدوى المتقللة الذي فيه، ودور الهواء واللامسة والمخالسة والاشتراك في الطعام والشراب في انتقاله من شخص إلى آخر. كما ربطوا حدوث الوباء بوضع الفقر الذي عليه أغلب السكان.

في مؤلف مختصر، يصف ابن هيدور الوباء ويدعو إلى علاجه، استفادة من الأطباء السابقين ؛ فيقول : «إذ هذا الزمان وقت كيانه ونفوذه وإتيانه. فبادرت

(16) ابن خاتمة الأنصاري، تحصيل غرض القاصد، ضمن عمدة العربي الخطاطي، الطب والأطباء، ج 2، ص. 162.

(17) ابن خاتمة الأنصاري، تحصيل غرض القاصد، مرجع سابق، ص. 166.

(18) ابن خاتمة الأنصاري، تحصيل غرض القاصد، مصدر مذكور، ص. 180. ويترسل : «وعلى هذا الأسلوب جرت أحوال الناس ببلدنا في غالب الأمر، وقد يقع الاختلاف، لكن الأكثر ما ذكرت لك [...] ؛ (ن. ص.).

بإلقائه ما قالته الحكمة في دفعه ومداواته وجسم علته الكائنة في أوقاته. وذلك أن بناء الإنسان ودوامه في عالم الكون والفساد إنما هو بدوام مزاجه الاعتدالي الصحي، الذي نشأ عليه تركيب جسده الصحي بتأليف أخلاطه الكائنة عن غذائه ودوام استنشاقه الهواء الموافق لزجاجه في كميته وكيفيته<sup>(19)</sup>. والمولف يساير التفسير السائد، من كون الوباء يحصل عن فساد الهواء، الذي يفسد الأغذية والأشربة. والفساد يؤدي إلى الإصابة بالطاعون الوبائي إما «بسرعة» أو «عمهلاً»؛ ويصيب الناس أفراداً أو جماعات عديدة؛ والإصابة قد تكون شاملة أو غير شاملة. ويرى ابن هيدور أن فساد الهواء يحدث بسبب وقع أشعة الكواكب التي تقصد الجو من خلال القرائن والاجتماعات بين الكواكب، كما يحدث بسبب فساد الأغذية زمن المخاعات. ثم يربط بين المخاعة والغلاء؛ ويرى أن تفشي الغلاء يتبع عن احتباس المطر أو عن فتنة أو حرب. ويستمر : «فإذا دامت الفتنة وقع الفساد في الحواضر والبوادي، وفسدت حبوبها المختزنة وانقطعت الطرق، وعدمت المرافق لأجل ذلك. وهذا الوباء لازم من لوازم الغلاء، كما أن الغلاء لازم من لوازم الفتنة الدائمة»<sup>(20)</sup>. والعلاج عنده يجري بطريقتين : طريقة تنجيمية وطريقة طبية<sup>(21)</sup>. الأولى تستعمل تلائم وأدعية وطلاسم، والثانية عن طريق تدبير الهواء والتطهير بالرياحين وماء الورد والنظافة والأغذية الطيرية. ويرى أن اعتدال المزاج شرط في الصحة؛ ولذا يجب تجنب الانقباض النفسي. أمّا إذا حصل الانقباض في النفس، «فيتدارك بإصلاحها بسمع الألحان المطربة المفرحة [...] وضرب الأوتنار ونفع المزامير على اختلاف أنواعها، وجمع الشمل بما تقرّ به العين»<sup>(22)</sup>. والاعتدال في كل جوانب الحياة، عند ابن هيدور، هو مفتاح الصحة، كما عند ابن الخطيب والشقويري والآخرين.

(19) علي بن عبد الله بن هيدور التادلي، مقالة في ماهية الأمراض الوبائية، مخطوطٌ. و. بالرباط، رقم 9605 (خمس صفحات)، ١٠. ويضيف : «واعلم، أيديك الله برؤوح منه أن سبب هذا المرض يكون من فساد الهوى <كذا> وتعفنه؛ ويكون أيضاً من فساد الأغذية؛ ويكون أيضاً منها معاً، وهو الطامة الكبرى» (نـ. صـ.).

(20) ابن هيدور، مقالة في ماهية الأمراض الوبائية، نفس المرجع، ١٤.

(21) في باب تأثير الكواكب في الإنسان، يقول ابن هيدور : «وأما الحيوان الناطق، فصورة الآخر فيه متعددة المراتب، مختلفة الأشخاص، لأجل اختلاطه وتركبيه وعجيب تنويعه وتديরه، لأن الآخر شيء واحد، وإنما يختلف باختلاف القوابل؛ والقابل منه صورة الآخر إما كثير وإما قليل [...]»؛ الاعتبارات النظرية في الأحكام التجويمية، مخطوطٌ. و. بالرباط، 2147 (صص. 333-339)، ص. 335.

(22) ابن هيدور، مقالة في ماهية الأمراض الوبائية، مصدر مذكور، ٣٩.

ويختلف التأليف الطبي لدى ابن الخطيب عمّا لدى معاصريه؛ فبفعل تكوينه الموسوعي والأدبي، اهتم بالجانب النفسي لدى الفرد ومدى تأثيره على الصحة، ودور الرياضة في الحفاظ على التوازن بين الجانب البدني والجانب النفسي. وقد انتبه إلى أثر الوضع النفسي لدى الفرد على اشتغال الأعضاء والأنسجة؛ ومما يقول: «واما ما يؤثّر في الطبيعة من تصوّرات نفسانية من غير هذه - ينكرها من لم يتعاهد الحكمة - فكثير، كتضليل العضو عند النظر إلى آفة حلت بنظيره في الغير، وإعداء التمطي والتباوب وسيلان اللعاب عند النظر إلى أكل الحوامض، وثوران الدم عند النظر إلى الحمراء، وإعداء الرمد وشحّ الماء من حكّ الحزف الأحرش وأمثال ذلك»<sup>(23)</sup>. ولهذا يرتكز على دور الرياضة والتغذية الجيدة والاغتسال في الحمام والإقبال على الفنون والموسيقى في الوصول إلى التوازن لدى الفرد. ويؤكد الشقوري أيضاً على الاعتدال في التدبير الغذائي والرياضة والحركة والسكن، وتجنب الصدمات والبالغة في الفرح؛ فيلاحظ: «وكما أن الحركات البدنية إنما تُضعف الهضم، كذلك تفعل الحركات النفسانية؛ فلا تظن أن المستقر على وضع - وهو في حال غضب أو فكر أو هم - يجري هضمه على توفيق؛ فإن الهضم يُغيّره أدنى سبب، لأنّه يتعلّق بالحرارة [...] وأيضاً فإن الإفراط في الفرح مُضعف؛ وأجود الأحوال حالة الاعتدال [...]»<sup>(24)</sup>. إذ أنّ أداء الأعضاء لوظائفها أداءً عادياً يتطلّب توازناً وانسجاماً بين الانشغالات العضوية والنفسية.

ويدلّ كلام الشقوري (ولد عام 727/1327) على أنه ذو خبرة في النطبيب، حيث يتحدث عن دور الأغذية والدهون والماء والنباتات والدلك والفصد في علاج الأمراض المختلفة بامثلة. كما يبدو من كلامه أنه ذو تجربة في علاج الزكام وصداع الرأس وأمراض المعدة والرئة؛ حيث يتحدث عن الأمراض إن كانت في بدايتها أو في تقدّمها، وكيفية علاجها، حيث يقول: «واما الزكام فحارٌ وبارد. فاما الحار فيُمنع كونه بشّم ماء الورد وصبه على الرأس، والتبيّخ بالصنّيلين؛ فإن

(23) ابن الخطيب السلماني، الوصول لحفظ الصحة في الفصول، ضمن محمد العربي الخطابي، الطب والأطباء، ج. 2، ص. 219.

(24) أبو عبد الله محمد الشقوري، تحفة الموصى وراحة المتأمل، ضمن محمد العربي الخطابي، الطب والأطباء، ج. 2، ص. 264. وقبل ذلك، نقرأ: «اعلم أن حكم تناول الغذاء راجع إلى شرطين أولين هما: تناوله على جوع صادق وشهوة حقيقة من غير مجاهدة؛ والثاني ترکه قبل الاستيفاء»؛ (ص. 250).

تَكَوَّنَتْ فِي حِلَّهَا الْحَمَّامُ الْمُعْتَدَلُ وَصَبَّ الْمَاءَ عَلَى الرَّأْسِ. وَأَمَّا الْبَارِدُ فَيَمْنَعُ كُونَهُ فِي الْابْتِدَاءِ وَضَعُّ الْخَرْقُ الْمُسْخَنَةُ عَلَى الرَّأْسِ حَتَّى تَصُلُّ الْحَرَارَةُ إِلَى مَوْضِعِ مَسَّ الْبَرُودَةِ؛ فَإِنْ تَكَوَّنَتْ فَشَمْ [...]<sup>(25)</sup>. وَلَكِنْ هَذِهِ اَقْتِرَاحَاتٍ تَقْرِيبِيَّةٍ، لَمْ يَعْمَلْ عَلَى تَحْيِصِهَا وَتَحْدِيدِ الْمَقَادِيرِ فِي الْأَدوَيْةِ وَبِيَانِ مَسْتَوَيَّاتِ تَأْثِيرِهَا إِلَّا نَادِرًا.

وَلَكِنْ، يَغْلِبُ الْمِيلُ إِلَى الشَّرْحِ وَالْأَخْتَصَارِ عَلَى جَلِّ الْكِتَبِ الَّتِي أَفْتَ بَعْدَ مِنْتَصِفِ الْقَرْنِ؛ بَلْ إِنَّ الشَّرْحَ قَدْ لَا يَأْتِي بِكُلِّ مَحْتَوِيَّاتِ الْكِتَبِ الْمُشْرُوَّةِ، بَلْ يَقْتَصِرُ عَلَى بَعْضِ الْأَبْوَابِ، إِضَافَةً إِلَى تَجْنِبِ النَّقْدِ وَالتَّجَدِيدِ. فَقَدِ الْفُعْلُ الْعَزْفِيُّ (تَوْفِيَ 1366/768) فِي الْطَّبِّ مُخْتَصِّرًا لِكِتَابِ مُوسَوعِيِّ لَابْنِ الْبَيْطَارِ<sup>(26)</sup>، حِيثُ بَرَزَ اَخْتَصَارُهِ كَمَا يَلِي: «فَإِنِّي لَمَّا رَأَيْتُ الْإِمَامَ فِي فَتْهِ (عَبْدَ اللَّهِ بْنَ أَحْمَدَ، لَابْنِ الْبَيْطَارِ) رَحْمَهُ اللَّهُ قَدَّ وَضَعَ كِتَابَهُ الْجَامِعَ لِقوَى الْأَدْوَيْةِ وَالْأَغْذِيَّةِ، وَقَفَتْ عَلَى مَا فِيهِ مِنَ الْفَوَائِدِ الْجَلِيلَةِ الْمُقْدَارِ، وَالْتَّجَارِيبِ الْحَمِيمَةِ الْآتَارِ، وَرَأَيْتُ نَقْلَهُ عَنِ الْفَضْلَاءِ [...] وَلَكِنْ لَيْسَ لِلْطَّبِيبِ النَّبِيلِ إِلَى مَعَالِجَةِ مَرْضٍ مِنْ كِتَابِهِ سَبِيلٌ، فَرَأَيْتُ أَنْ أَخْتَصَرَهُ، وَأَنْظَمْ لَأَنَّهُ وَدُرْرَهُ، وَأَخْذَهُ بِيَدِ الاعْتِنَاءِ، وَأَقْلَبَ الْأَدْوَيْةَ عَلَى الْأَدْوَيْةِ»<sup>(27)</sup>.

وَاشْتَغَلَ اَبْنُ مَهْنَا بِالْطَّبِّ، وَالْفُؤُلُ فِيهِ شَرْحًا عَلَى أَرْجُوزَةِ اَبْنِ سَيْنَا الْمُنْتَشِرَةِ وَالْمُشْرُوَّةِ مَرَارًا فِي الْغَرْبِ الْإِسْلَامِيِّ. وَهُوَ يَرْرُ شَرْحَهُ بِكُونَهِ اَطْلَعَ عَلَى شَرْحِ

(25) أَبْو عبدِ اللَّهِ الشَّقْوَرِيُّ، مَقَالَةٌ فِي الْطَّبِّ، مُخْتَطَطُ الْخَزَانَةِ الْوَطَنِيَّةِ بِالْبَرَاطُونِ، 1035 د (47 ظ - 55 ظ) و 1680 د (18 ظ - 22 ظ)؛ 1035 د، ص 49. ظ. أَنْظُرْ تَحْقِيقَ مُحَمَّدِ الْعَرَبِيِّ الْخَطَابِيِّ، الْأَغْذِيَّةُ وَالْأَدْوَيْةُ عَنْ مُؤْلِفِ الْغَرْبِ الْإِسْلَامِيِّ، بَيْرُوت: دَارُ الْغَرْبِ الْإِسْلَامِيِّ، 1990، ص 426. (مَعَ اِخْتِلَافٍ بِسَيِطٍ فِي بَعْضِ الْكَلِمَاتِ).

(26) هُوَ أَبُو مُحَمَّدِ عَبْدِ اللَّهِ بْنِ أَحْمَدَ الْأَنْدَلُسِيِّ الْمَالِقِيِّ الْعَشَابِيُّ (تَوْفِيَ 646/1248)، الْمُعْرُوفُ بِابْنِ الْبَيْطَارِ، صَاحِبِ الْجَامِعِ لِفَرَدَاتِ الْأَدْوَيْةِ وَالْأَغْذِيَّةِ، يَقُولُ فِي مَقْدِمَتِهِ: «صَحَّةُ النَّقْلِ فِيمَا أَذْكَرَهُ عَنِ الْأَقْدَمِينَ وَأَحْرَزَهُ عَنِ الْمُتَّخِرِّينَ: فَمَا صَحَّ عَنِّي بِالْمَشَاهِدَةِ وَالنَّظَرِ، وَثَبَّتَ لِدِيَ بِالْحَلْبِ لَا الْحَلْبِ أَذْخَرُهُ كَنْزًا سَرِيًّا، وَعَدَدُ نَفْسِي عَنِ الْإِسْتِعَانَةِ بِغَيْرِي فِيهِ سُوَى اللَّهِ غَيْرُهُ. وَمَا كَانَ مُخَالَفًا فِي الْقَوْىِ وَالْكِيفِيَّةِ وَالْمَشَاهِدَةِ الْحَسِيبَةِ فِي الْمَنْفَعَةِ وَالْمَاهِيَّةِ لِلصَّوَابِ وَالْتَّحْقِيقِ، أَوْ أَنْ نَاقَلَهُ أَوْ قَاتَلَهُ عَدَلًا فِي عَنْ سَوَاءِ الطَّرِيقِ، نَبَذَتْهُ ظَهْرِيًّا وَهَجَرَتْهُ مَلِيًّا [...] وَلَمْ أَحَبْ فِي ذَلِكَ قَدِيمًا لِسَيِّقَهُ، وَلَا مُهَدَّدًا أَعْتَمَدَ غَيْرِي عَلَى صَدَقَهُ»؛ (طَبِيعُ بِالْأَفْسِيَّتِ بِبَغْدَادِ: مَكْتَبَةُ الْمُشَنِّيِّ، عَنْ نَشْرَةِ 1291هـ، ص 3).

(27) أَبُو الْقَاسِمِ مُحَمَّدِ بْنِ يَحْيَىِ الْعَزْفِيِّ، الْأَكْتَفَاءُ فِي طَلَبِ الشَّفَاءِ، ضَمِّنَ مُحَمَّدُ الْعَرَبِيُّ الْخَطَابِيُّ، الْأَغْذِيَّةُ وَالْأَدْوَيْةُ، ص 445. وَيَسْتَمِرُ: «لِيَسْهُلَ عَلَى الطَّالِبِ نَظَرُهُ، وَيَلْوُحُ مَعْمَاهُ، وَيَدُوِّ مَضْرُورُهُ؛ وَسَمِّيَّ بِالْأَكْتَفَاءِ فِي طَلَبِ الشَّفَاءِ، وَبَوْتَهُ عَشَرِينَ بَابًا عَلَى الْكَمَالِ وَالْأَسْتِفَاءِ، مَرْتَبَةُ عَلَى الْأَمْرَاضِ مِنَ الرَّأْسِ إِلَى الْقَدْمِ، وَمَا يَخْتَصُ بِكُلِّ عَضُوٍّ مِنْهَا مِنَ الدَّوَاءِ، عَلَى شَرْطِ الْأَخْتَصَارِ وَالْإِبْجَازِ [...]».

موضوّعة على تلك الأرجوحة من طرف ابن رشد وابن طملوس والشريف الصقلي، فوجدها ناقصة، ويقول : «وسميت بكتاب الإيضاح والتميم لاحتوائه على أمور غفل عنها ذوي العلم والتقديم. وليس ينكر أن يمنع الله متأخرًا ما لم يعطه لذوي التعلم والتعليم، وما ذاك إلا ليشمل الجميع مصداق قوله تعالى **«فوق كل ذي علم علّم»**، مع الاعتراف بالتصير في جميع العلوم واحتلال الفكر باحتلال الرزق المقسم. وعلى الناظر فيه الإغفاء عن الزلات والتجاهفي عن تتبع العثرات [...]»<sup>(28)</sup>. لكن ليس بيّنا ما إذا كان الشارح موقفًا في ممارسة الطب ؟ إذ يغلب عنده السرد النظري. وقد وجد الطبيب السبتي نفسه مجبراً على الدفاع عن العلم الطبي أمام التشكيك في فائدته من لدن من يقول إن كل شيء بقدر، وعلى التذكير بأن الطب أشرف العلوم.

ينطلق ابن مهنا في الشرح، بعد أن اقتنع بأن في الشروح السابقة نقصاً؛ ويستفيد في شرحه من قانون ابن سينا ومن مؤلفات أخرى كثيرة لغيره؛ بل يذكر جل المؤلفات الطبية المؤلفة قبله. وينصح الراغبين في علم ابقراط أن يحدوا حذوه في اكتساب الفضائل والابتعاد عن الرذائل ؛ ويدرك بما يجب عليه عندما يصبح طبيباً من واجبات مهنية وخلقية، من احترام المهنة والأستاندة وخدمة المريض بدون ميز، وتعليم صناعة الطب لمن أبدى رغبة في ذلك، مع توفر الاستحقاق، وبدون مقابل مالي.

ففي نظر ابن مهنا، يجدر بالطب أن يعلم ويتعلم، رغبة في علاج الأمراض وخدمة للمعرفة ؛ وهو مقتنع بأن العلم الطبي تبلور وتطور بمساهمة عديد من الناظرين المحرّبين، الذين يتّمرون إلى مجموعات ثقافية متّبعة ؛ لكن يجمع بينهم انشغال واحد، هو حبّ المعرفة والإقبال على التكوين. فيقول : «وأما الأشياء التي يحتاج إليها من يقصد (تعلم) صناعة الطب فهي ثمانية أشياء ؛ ويقال لها الروّوس الثمانية : وهي رسم علم الطب وموضوعه ومبادئه وغايتها ومرتبته من العلوم ونوع التعليم المستعمل فيه وأجزاءه العظمى التي ينحصر فيها ومسائله»<sup>(29)</sup>. وليس هذه

(28) أحمد بن محمد بن مهنا، الإيضاح والتميم، مخطوط المخازنة الحسنية بالرباط، 11546 م 8775 ظ 2 ج 1546 ظ 8775 ج 2.

(29) ابن مهنا، الإيضاح والتميم، 11546 م 8775 ظ 2، و 8775 ج 4.

المباحث مستقلة عن المبادئ الفكرية المحاورة، التي لا بد للمتعلم أن يلم بها في حدود الحاجة التي يفرضها العلم الطبي بالذات.

كما كتب ابن هيدور في نفس الفترة شرحاً على أرجوزة ابن سينا، لا نعرف عنه شيئاً كثيراً؛ إلا أن مطلعًا على ذلك الشرح يقول إنه ألفه للسلطان أبي سعيد المريني؛ وقد ذكره المؤلف في مقالة كتبت بعد موت ابن هيدور<sup>(30)</sup>.

### 3- الاستدلال والخبرة في الطب

من منطلق تبيّن الترابط العضوي بين مختلف العلوم، يقرر ابن مهنا أن الطب مستند إلى المعرفة بحمل العلوم الطبيعية؛ فيؤكد : «وقد تبيّن في العلم الطبيعي أن العلم بالشيء إنما يحصل ويتم بمعرفة أسبابه؛ إذ كانت له أسباب يعلم بها؛ فوجب أن تعرف في الطب أسباب الصحة وأسباب المرض، وأنهما قد يكونان ظاهرين للحس، وقد يكونان خفيين لا ينالان بالحس، بل بالاستدلال من عوارضه»<sup>(31)</sup>. ويقر الطبيب السبتي بأن الطبيعيات كانت دائماً جزءاً أساسياً من الفلسفة؛ ولهذا فالطبيب ملزمه بالاطلاع على كيفيات العناصر والأمزجة والأخلاط ونسب تركيبها، والتسليم بصدقها، لكي يعرف ما يلحق بالبدن من تغير، وعلى ضوء ذلك يكشف عن المرض. ويكرر ابن مهنا عبارة وقد «تبين في العلم الطبيعي» مرات

(30) الكاتب هو محمد عبد الكريم بن عبد المولمن، قال ما يلي : «فلما طالعتُ شرح الشيخ ابن هيدور رحمة الله عليه ميمية ابن سينا، وجدته يخصل الكلام على خمسة عشر عضواً من الأعضاء الالمة، فعزمت أن اختصر ذلك في رجز ليسهل حفظه. فلما فتح الله فيه، أطلعتُ عليه بعض الأصحاب حفظه الله؛ فأكدوا علي أن أضع لذلك شرحاً أقتصر فيه على حل الفاظ الرجز، وما ندعوه إليه الضرورة من الزيادة؛ فاستعنت بالله، وشرعت في ما طلبوه، رجاء من الله أن ينفع به». شرح على ميمية ابن سينا، مخطوط خ. و. بالرباط، 162 ج (صص 286-295)، ص. 286. لكن السلطان أبي سعيد حكم بين سنتي 1310/710 و 1331/732؛ وربما كان ابن هيدور آنذاك طفلاً صغيراً. وهذا اضطراب في تحديد تاريخ كتابة الشرح. ونشير إلى أن عالم الرياضيات ابن هيدور توفي خلال الماجدة التي ضربت فاس ذلك العام.

(31) ابن مهنا، الإيضاح والتمم، 28775 ظ، في 11546 ظ ورد «الأسباب». وفي سياق الكلام عن البلغم، قال : «فاعلم أن لكل شيء محدث أربعة أسباب؛ ويقال لها العلل، سواء كان الذي يحدث طبيعياً أو صناعياً. وهذه الأسباب مما يتسلّمها الطبيب من صاحب العلم الطبيعي، وكذلك الأخلاط والأركان والأمزجة يتسلّمها الطبيب من الطبيعي، أعني يتصدق بوجودها وعدها وكيفياتها؛ إلا أن الطبيب يلزمها أن يعرف أسباب ما يتعاطاه من مثل الأخلاط وغيرها»؛ 11546 ظ.

عديدة في الكتاب<sup>(32)</sup>؛ وعنه أنه لا بد أن ينطلق الاستدلال على أسباب المرض من معرفة مستوفاة بأثر العناصر الطبيعية في عمل الأجهزة والأعضاء، من أجل الكشف عن الأسباب.

إن النظر العلمي في الطب بحث في شروط الصحة وعمل المرض، من خلال تحليل طبيعي للعناصر وتركيبها؛ ولذلك يعمل الطبيب لتحقيق على البحث عن أسباب الأمراض، ولا يكتفي بما ينقل على أفواه الجمورو؛ ولا يتأنى ذلك إلا بأن يعن الأسباب القرية والبعيدة، من أجل تصنيف الأسباب وتحديد درجة الخطورة على المريض. ومن هذا المنطلق يصنف القريلياني الأورام حسب أسبابها؛ إذ يقول: «واعلم أن الأورام تكون من أحد شيئاً : إما أن تكون من سبب سابق، وإما أن تكون من سبب بادي. والسبب البادي هو الذي يكون من خارج، والسبب السابق هو الذي يكون من داخل»<sup>(33)</sup>. ومن هنا، يرتبط الطب بكل العلوم، خصوصاً المسماة علوماً عقلية، التي تدرس العناصر والمناخ والنبات.

ولا شك أن العلم الطبي مرتبط بالفلسفة منذ إباقراط؛ ثم ألح جالينوس بعده على فائدة هذا الارتباط. لكن، بما أن كل معرفة محكومة بالتطور، من خلال التجربة والاستدلال، من المفترض تبيئة المعرفة الموروثة لتكيف مع تنوع البيئات الثقافية وتتجدد على ضوء الخبرة المتراكمة؛ فيكون الاستدلال في نفس الوقت فاعلية نقدية. بينما نرى ابن مهنا يكتفي باتباع خطوات ابن سينا وابن رشد؛ ويصل الأمر باتباع التعليل الفلسفى إلى إقحام العلل الأرسطية الأربع في أمور قد لا تقييد فيها البة. ففي حديثه عن مكانة الدم في الجسم الحي، باعتباره جسماً رطباً حاراً، يرى أن أسبابه أربعة: «أما الفاعلي فالقوءة المنضجة واعتدال الحرارة الغريزية، وأما المادى فالأغذية الصالحة، وأما الصورى فالتضخم الفاضل الكبدي، وأما الغائي فما ذكرناه من فائدته»<sup>(34)</sup>. لكن ربما لا يفيد هذا الإقحام الصناعة الطبية في شيء، في حين يكرّس تلك الهوة بين الطب والعلوم الشرعية، ويعطي تبريراً للمواقف المناوئة له.

(32) ابن مهنا، الإيضاح والتعتمم، 11546 جزء 4، ظ 8775، 2 ظ 11546، 69 و 11546 جزء 109. ويشير ابن مهنا مراراً إلى أن الطبيب «يتعلم من العلم الطبيعي» أو أنه «يتسلّم مبادئ من العلم الطبيعي»، وأن علم الطب «جزء من العلم الطبيعي»؛ لكن يبدو أن اطلاعه على محتوى العلوم الطبيعية ضعيف.

(33) ابن فرج القريلياني، كتاب الاستفهام والإبرام، مصدر مذكور، ص. 37.

(34) ابن مهنا، الإيضاح والتعتمم، في 11546 جزء 100 ظ.

وقد حاول الأطباء النظر في المرض والوباء باعتبارهما نتيجة لسبب أو لأسباب يجب الكشف عنها بالتحليل المستمر للخبرة والتجربة. فيرى ابن الخطيب أن الصواب في المعرفة متعلق باللحظة واستقراء الحالات التي يقوم عليها التعليل العقلي ؛ فيقول : « وقد ثبت وجود العدوى بالتجربة والاستقراء والحسن والمشاهدة والأخبار المتواترة، وهذه مواد البرهان»<sup>(35)</sup>. ويرد على من يدعى تعذر المعرفة والتبرير بالاستسلام للقضاء والقدر، محتاجاً بالأحاديث والفتاوی، ومنها على أن الطب ميدان والشرع ميدان مغاير. ثم يرى أنه إذا تعارض الرأي مع المشاهدة، فيجب التقيد بهذه تصويب الرأي على صونها؛ ومن ثمة يقول : « ومن الأصول التي لا تُجهل أن الدليل السمعي إذا عارضه الحسُّ والمشاهدة لزم تاویله، الحق في هذا تاویله بما ذهب إليه طائفه ممن أثبت القول بالعدوى»<sup>(36)</sup>.

ولدى ابن مهنا قول عن كون الاستقراء والقياس يشهدان على أن تكون البدن من سبعة أقسام هي مادة الأعضاء والأركان؛ ويؤكد على دور الاستقراء والقياس، ولكن بعبارة لا تبلغ معرفة حول اشتغال الآلتين ؛ فيقول : « فإن قيل ما الدليل على أن مبادئ البدن منحصرة في هذه السبعة [...] أما الاستقراء، فإنما نراها موجودة كاملة بوجود البدن، وبارتفاع واحد منها بعدم البدن ؛ إذ كان منها يتقوّم وهي مبادئه. وأما القياس فإن المبادئ الذاتية التي تقتضي المادة والصورة بما هو موجوداً، والفاعل والغاية بما هو موجود»<sup>(37)</sup>. ولكن يصعب على المتلقى فهم المقصود من مفردتي القياس والاستقراء في هذا الاستعمال، ولا يفهم أن الأمر يتعلق بالآلتين عقليتين يفترض أنهما تشغلان في توليد المعرفة. ويظهر أن هذا الاستعمال حاصل أتباع لأقوال السابقين (خصوصاً ابن رشد) بدون امتحان.

(35) ابن الخطيب السلماني، مقدمة السائل عن المرض الهائل، ضمن محمد العربي الخطابي، الطب والأطباء، ج 2، ص. 187.

(36) ابن الخطيب السلماني، مقدمة السائل عن المرض الهائل، ص. 188.

(37) ابن مهنا، الإيضاح والتمييم، ج 15، 11546. ويستمر : « أما المادة فتنقسم إلى قريب وبعيد ومتوسط. أما القريب فهو أرجوحة أو روح ؛ أما بعيد فهو الأركان ؛ وأما المتوسط فهو الأخلاط ؛ إذ ليست الأعضاء مركبة تركيباً أولياً من الأركان، بل من مزاج الأخلاط، والأخلاط من مزاج الأركان [...]». وأما الصوري فهو المزاج بأن كل عضو إنما يكون موجوداً بالمزاج الذي يوجد له مولفان من الحرارة والبرودة والرطوبة والجفاف. وأما الفاعل فهي القوى. وأما الغائب فهي الأفعال. وهذا هو الدليل على أن مبادئ البدن سبعة» ؛ نفس الصفحة.

ويحرص ابن مهنا على الإشارة إلى آراء إب Crate وجالينوس والرازي وأبن الجزار وعلي بن عباس والزهراوي وأبن سينا وأبن رشد وأبن النفيس وغيرهم في مناسبات عدّة، لكنه يورد آراء غير متعلقة بالحال بكيفية وثيقة؛ ويعرّف عرضه بمقولات فلسفية أصبحت مشوشة، لكثرتها وروادها في سياقات مختلفة كثيرة دون أن تدعوا إلى ذلك ضرورة ما؛ ويأتي بتقسيمات نظرية موروثة بدون تمحّص، مثل ما يقول عن أجزاء الطب العلمي، شارحاً ابن سينا: «والقسمة تنقسم باعتبار الأشياء المقسمة إلى سبعة أقسام، وإليها يتنهى كل منقسم : أحدها قسمة الجنس إلى الأنواع [...]؛ الثاني قسمة النوع إلى الأشخاص [...]؛ الثالث قسمة الكل إلى الأجزاء [...]؛ الرابع قسمة الاسم المشترك إلى معان مختلفة [...]؛ الخامس قسمة الجوافر إلى الأعراض [...]؛ السادس قسمة الأعراض إلى الجوافر [...]؛ السابع قسمة الأعراض المتباينة [...]»<sup>(38)</sup>. واضح من هذه الأقوال أن الطب موضوع تأمل فلسطي بامتياز؛ ولكنه تأمل مصاغ في لغة ميتافيزيقية قد لا تفيد العلم الطبي في شيء. ومنهج ابن مهنا في العرض سريدي لا بحثي، ولا يحتكم إلى خبرة مستجدة. وهكذا فرغم أن الطب عنده علم مستحب، فإنه ظل مستندًا على الرواية والسند، لا على فحص الحالات المرضية.

ويوافق ابن مهنا السابقين حول كون الطب يستند إلى التجربة والقياس ذي المقدمات الصادقة، وأن القياس والتجربة ضروريان لا يُستغني عن أيٍّ منهما؛ ملاحظاً : «وجب الآ يكون القياس معرى عن التجربة [...]». والقياس أكثر ما يستعمل بين الأشياء التي شهدت التجربة بها، غذائية كانت أو دوائية [...]». وكذلك يجب الآ تكون التجربة معرة من القياس»<sup>(39)</sup>. وعنده أن القياس ليس مجرد آلية لتنظيم المعارف المنشقة عن التجربة، بل هو الذي يكشف عن كنه الظواهر والعلاقات بينها التي ليست معطاة للحواس. ويصرّح بأن القياس «مؤلف من مادة وصورة؛ فالمادة هي المقدمات اليقينية الصادقة، والصورة هي تألف المقدمات على

(38) ابن مهنا، الإيضاح والتعجم، 11546 ج 13. بل يدخل في شروح لغوية للمفردات المستعملة. ويأتي بتصنيف جالينوس للأمراض وهي أربعة، ثم تعريف الصحة والمرض والطبيعة لدى إب Crate وجالينوس وفخر الدين الرازي وأبن النفيس وغيرهم، إضافة إلى النص المشروح.

(39) ابن مهنا، الإيضاح والتعجم، 11546 ج 13. منذ جالينوس إلى ابن رشد، يؤكد دارسو الطب على دور التجربة والقياس (المنطقي) في تكوّن الأفكار حول الأمراض والعلاج.

نوع من الترتيب مخصوص [...] القياس هو الذي يعطي وجود الشيء وسببه معاً»<sup>(40)</sup>. ففي نظره، أن القياس الصائب هو المتعلق باختبار الأدوية والأغذية، ولكن القياس لا يستطيع أن يقرر في أمر ملائمة دواء ما أو غذاء ما للعلاج مرض معين؛ وبال مقابل فالتجربة العادلة لا تستطيع التقرير في أسباب المرض وفعل الدواء. لكن ابن مهنا لا يطبق قوله عن الاستدلال في الحالات المتحدث عنها؛ إذ يظل خطابه سرداً للأراء، ولا يباشر امتحانات ولا يبني استدلاله في شكل مقدمات ونتائج تلزم عنها؛ إنما تطغى عنده الأفكار الكتبية ويغيب الفحص النقدي.

ومن جهة أخرى، فإن النظر المنطقي في الاستدلال ظل باهتاً في هذا الوقت، ويقوم على تكرار ما يصل من السابقين. ورغم أن بعض النظار حاولوا الإطلاق على طرق استنباط الأحكام، وأشاروا إلىفائدة آليات القياس والاستقراء في ذلك، ودور الجدل الكلامي في التطرق للمسائل الخلافية وبسطها وتحليلها، مثلما لدى التلمساني (710 - 1310/771 - 1369) والشاطبي (730 - 1330/790 - 1388)، فإن النظر يتم بایجاز غير مفيد، كما لدى الأول، أو بذكر غير مُجد، كما عند الثاني. ولا يتعمق النظر في آليات التعقل والاستدلال، لا في أنماطها القياسية التمثيلية ولا في صيغها القياسية المنطقية<sup>(41)</sup>.

وقد أَلْفَ ابن عرفة الورغمي (716 - 1316/803 - 1401) كتاباً موجزاً في المنطق، يشيد فيه بأهمية المنطق، مدعماً رأيه بشواهد من مؤلفين عديدين؛ لكن طريقته في العرض وأسلوبه الشديد الاختصار يقفان حاجزاً أمام القارئ، فلا يفهم النص إلا المطلع مسبقاً؛ وهو يعرض لتصورات مهمة للاستدلال، لكنه يضغط العبارة ضغطاً مانعاً من

(40) ابن مهنا، الإيضاح والتميم، 11546 ج 57.

(41) كان أبو عبد الله التلمساني ذا تكوين متعدد، لكنه لم يؤلف كثيراً. كتب في أصول الفقه كتابات موجزة، لا تفيد القاريء، أكان مبتدئاً أو مستزيداً للعلم، مثل مفتاح الوصول إلى بناء الفروع على الأصول (نشرته دار الرشاد الحديثة، الدار البيضاء، 2000) وكتاب مغاربات الفلط في الأدلة (نشره المصطفى الوسيفي مع اشتراك لفظ الإجماع بين إجماع الأئمة وإجماع أهل المدينة، البيضاء : مطبعة التيسير، 1991). ورغم أن مضمون هذه المؤلفات مهم جداً، مثل آفاؤيه عن التعليل والقياس المستقيم وقياس الخلاف والأطراد والعكس وأشكال الإجماع والاختلاف، فإن طريقة تناولها مختصرة إلى أبعد حد، بحيث لا تفيد القاريء الراغب في فهم متقدم. أما عندما يتكلّم أبو إسحاق الشاطبي عن التعليل والاستقراء وعلم الكلام، فذلك بدون فحص ولا تعليق مفيد؛ (المؤلفات، ج 2، صص. 5-6).

متابعة تحليله ؛ كأن يقول : «وموضوع كل علم ما يبحث فيه عن عارضه الذاتي وهو ما لحقه كذاه أو مساوتها أو أعمّها الذاتي لا عن عارضه الغريب، ما لحقه لأخصه أو أعمّه العرضي»<sup>(42)</sup>. فيدمج الفقيه التونسي مسائل مهمة في حاجة إلى تفصيل، في جمل من كلمات قليلة لا تقى بالغرض. ولم يكن تدريس المنطق يخرج عن دائرة الترديد لما ورد في الكتابات التعريفية عن التصور والتصديق والكلية والجزئية. ولم تقدم الكتابات النادرة في أصول الفقه إلا فقرات موجزة تلخص الآراء حول مسائل مفردة، مثل خبر الآحاد والقياس الفقهي والإجماع، على غرار ما فعل الشريف التلمessianي.

الواقع أنه يمكن ملاحظة أن الاستدلال في أغلب التأليف، الطبية وغيرها، ضعيف ؛ فهناك استطراد من غير داع معقول، وغلبة السرد على التحليل، وغلبة الاتباع على الاستكشاف. وليست هذه العيوب اختياراً من العلماء أنفسهم، لأن المناخ الفكري آنذاك لا يوفر أسباب التواصل والتعميّص العقلي لبلورة آراء وفرضيات تتنافس على البلوغ إلى الصواب؛ بل إن هذا الضعف في الاستدلال والبحث مرتبط بثورة المؤلفات العلمية الجيدة وانحسار التواصل العلمي.

ويستدل مؤلف في الطب، غالباً الظن أنه من نفس الفترة، من علامات بادية على الوجه والبدن للوصول إلى نوع فقدان التوازن المزاجي. فعندئذ أنه إذا ظهرت صفرة بالجسم، «وحدث بالضم مرارة شدة عطش ولدغ في المعدة وضعف شهوة الطعام وغور في العينين ورؤية النيران في النوم، فذلك دليل على غلبة الصفراء»<sup>(43)</sup>.

(42) ابن عرفة الورغمي، المختصر في المنطق، ضمن رسالتان في المنطق، تحقيق سعد غراب، تونس: الجامعة التونسية، د. ت.، ص 61 ؛ ويستمر : «وموضوع المنطق التصورات والتصديقات وفي كونها الثواني أي هي من حيث الحكم لبعضها على بعض تقييدياً وبحرياً موصلة لعلم مجھول نوعها توصلات قريباً أو من حيث مطلق توصيلها وإن بعد قوله الأثير مع الفخر والشيخ والكتابي مع السراج والخوينجي محتاجاً لهما في التصور من حيث كونه جزئياً وكلياً وأحد الخمسة والتصديق من حيث كونه عدولاً وتحصيلاً وعكساً ونقضاً» ؛ نفس الصفحة.

(43) مؤلف مجھول، تأليف في الطب بدون عنوان، مخطوط خ. و. بالرباط، 1763 د (1)، (مجموع من 1 إلى 12، ص. 8. ويتمم : «وأما العلامات الدالة على غلبة السوداء، كُمُون اللون وحموضة الفم وقرء الشهوة للغذاء وكثرة الفكرة وخبت النفس ورؤية الأحلام (الم) فزععة والسهوا مع عدم القلق [...] وأما العلامات الدالة على غلبة البلغم، فكياض اللون وطول النوم وبلاادة الحواس وكسل المشي وسيلان الريق وعدم العطش [...] وأما العلامات الدالة على غلبة الدم، فحرمة اللون وحرارة اللمس وأمثاله العروق مع علظتها وكثرة النوم وحلاؤة الفم والأحلام المفرحة وسلام التدبير، واستفراغه بالفصد والحجامة، لأن الأدوية التي تسهله قاتلة» ؛ (صص. 8 - 9).

ولا يبين المؤلف علاقة بين السمات الbadية على البدن وعلة الإصابة؛ ويدلّ عدم البيان هذا على غياب الاشتراك بين الأطباء في فحص الآراء وعلى غلبة التخمين الشخصي.

ومن جهة أخرى، فإن بعض المؤلفات التي وضعت بعد منتصف القرن لا تهتم بتحقيق المعارف وشحذ الأدلة، لأن ما يهم واضعيها هو التوجّه إلى أسماع العوم للاسترزاق؛ إذ السنّد عند بعضهم هو الإثبات بقول سني، وتأييده بالتطبيق، من أجل التأكيد على أن السلف كانوا أهل علم بالأمراض والأدوية، ويكتفي تطبيقها. فيبني علاجه ونصائحه على ما رواه ابن عباس والترمذى وأبو هريرة، وما ورد في كتابات تسمى طب السنة أو طب العرب، في مختلف الأمراض. فيقول المؤلف مثلاً: «[...] قال رسول الله صلى الله عليه وسلم : «ما من أحد من بنى آدم إلا وفيه عرقان : عرق في رأسه يهيج الجذام، وعرق في بدنّه يهيج البرص ؛ فإذا هاج العرق الذي في الرأس سلط الله عليه الزكام ؛ وإذا هاج العرق الذي في البدن، سلط الله عليه الدماميل ؛ فإذا رأى أحدكم به زكامًا أو دماميلًا، فليحمد الله على العافية»»<sup>(44)</sup>. واضح أن الطب لدى هؤلاء لا يستند إلى استدلال، ولا إلى بحث، قصد إيجاد الدواء المناسب للداء بعد فهم أسبابه، بل يقتصر على تأكيد ما ورد في كتب الأنواء أو كتب السنة؛ وهذه علامة على ضعف مستوى التعقل في العلم الطبي.

#### 4- تقلص التواصل بين الأطباء

لاتتوفر معلومات كافية حول طرق انتقال الأفكار الطبية بالغرب الإسلامي، إن كان عن طريق المدرسة أو المستشفى. وعندما نقرأ أن فلاناً أخذ صناعة الطب عن فلان، فلا يشار إلى وسيلة الأخذ بدقة. فالطبيب الشعوري تكون بجانب ابن الخطيب على يد ابن هذيل؛ وربما أن ابن الخطيب لم يدرس في مؤسسة مستقرة؛ والغالب أن أحمد بن محمد بن مهنا أخذ عنه عن طريق اتصال مباشر؛ إذ يُعدُّ ابن مهنا ابن الخطيب شيخه، كما عدَّ ابن هذيل شيخَ شيخه<sup>(45)</sup>. والأخبار متقطعة حول قنوات التواصل، وهذه علامة على عدم الاتصال المعرفي المسترسل بين العلماء.

(44) مؤلف مجهول، *تأليف في الطب*، مخطوط، و. بالرباط، 1763م (2)، (صص. 13 إلى 86، ص. 22).

(45) ابن مهنا، الإيضاح والتعتمم، 11546 م، ج 3، 8775 م.

ويبدو أن الطبيب أصبح آنذاك ملزمًا بتبرير الدراسة الطبية أمام التشكيك في جدوى الطب علمًا وعملاً. فنرى ابن مهنا منشغل بالردة على الطاعنين في الطب بتفسير مهمته الطبيب وبيان عدم تناقضه مع المعتقد الديني؛ إذ كتب : «وطعنَ في هذا العلم قومٌ، واحتاجوا على ذلك بأمور، قالوا «إنا نرى الطبيب يمرض ويموت، فلو أفاد الطب هذا النفع لكان الأولى للطبيب أن يفید نفسه»؛ وقالوا «إذا كانت الغاية الموت فما نفع في الطب»؛ وقالوا «إن الله تعالى قدر الصحة فلا حاجة إلى الطب، وإن قدر المرض فلا فائدة في الطب»<sup>(46)</sup>. ومن نفس الحرص على إعلان الاندماج في المناخ الفكري السائد، يصرّح الشعوري في علاج مرض السحوج الحاد، وهو يصيّب الجهاز الهضمي : «[و]الشفاء بهذا الدواء الذي يكتسر حدتها ويقاوم كفيتها؛ وقد وافقتُ عليه السنة، ونطقت فيه ببديع الحكمة»<sup>(47)</sup>. إذ أصبح الطبيب ملزمًا على الدفاع عن خبرته وتبرير ممارسته، لا بالبحث والدليل الوثيق من علمه فقط، بل يجب بيان أن الطب لا يتعارض مع قول السنة.

ومن علامات تقلص التواصل بين الأطباء البخل في التأليف، كما يعبر ابن هذيل. فقد تكون هذا العالم في الطب بعد تكوينه في العلوم العقلية، وأصبح طبيباً لحاكم سبعة، يحيى العزفي، وليس في حاجة إلى أن يعيش عن طريق ممارسة الطب للعلوم. ولكنه رفض إطلاع الجمهور على مؤلف وضعه يجمع الأمراض والأدوية في جدول. فيقول عن مؤلفه : «فلما كملت هذا الغرض، صار كالكتن في هذه الصناعة لمن أراد أن يستغل بغير الطب [...] فهذا التأليف لم نطلع عليه أحداً، إلا بعض أصحابي؛ فطمعوا فيه، فائيثُ من ذلك؛ فربما أظهروا لي العداوة على منعه؛ وتركته مفرقة في ميسقات، بخلافاً مني أن لا يكتب أحد في حياتي»<sup>(48)</sup>. وقد ترك انحساراً تنقل الأفكار والمؤلفات العلمية الفضاء شاغراً التملأ المؤلفات ذات المستوى الفكري الوضيع، والتي تمزج الطب بالأدعية والأحاديث، أو بالشعوذة والطلاسم. ويعرض الشعوري خبرة بدون خلفية علمية منخرطة في ما تراكم وتطور لدى الرازى والزهراوى؛ ولا تظهر أواصر اتصال بين الخبرة والنظر في العلم

(46) ابن مهنا، الإيمان والتعميم، 11546 ج 3، 8775 و 90.

(47) الشعوري، مقالة في الطب، 1035 د، 53.

(48) ابن هذيل التجيبي، تكملة الأغراض، ص. 9.

الطبي في ما يقدمه من نصائح طبية. بل اتسع الشرخ بين أساليب التأليف الطبي. فأسلوباً الشعوري وابن مهنا مثلاً لا يشتراكان في الخلفية النظرية ولا في سبل التدخل العلاجي: إذ هناك طغيان التجربة لدى الأول وطغيان التأمل لدى الثاني. ويتبين من نصي الشعوري وابن مهنا أنهما لا يستغلان في إطار إبدال فكري راسخ في المذاق الثقافي السائد؛ إذ تغلب الخبرة العملية عند الشعوري، ويغلب التناول الفلسفى لدى ابن مهنا، ويدو أن اللاحق المنظر لا يستفيد من خبرة السابق المحيط. حيث لا يوجد اتصال علمي بين الأسلوبين؛ بل إن خبرة السابق مهددة بالسقوط في الممارسات الساذجة السائدة لدى المشعوذين أو السائدة لدى مدعي طب ديني؛ وتنظير ابن مهنا مهدد بالإغراق في المقولات الفلسفية الجامدة. ورغم أن الشعوري يذكر الطبيب الرازى وجالينوس غير ما مرّة، فإنه لا يأتي بفكرة من عندهما؛ بل إن الشعوري يدعوا إلى الاختبار وترك ما تحتويه الكتب؛ فيقول، «مناسبة الحديث عن علاج الإسهال: «والذى كثر فيه الجهل وعظم فيه الخطأ أن يعطي <الطبيب> في أنواع الإسهال الأدوية القابضة استناداً إلى الكتب الموضوعة في ذلك، من غير نظر في كمية الإسهال وكيفيته - كما وصفنا»<sup>(49)</sup>. ورغم أن ابن مهنا يشير إلى تعدد الأساليب لدى القدماء، فإنه لا يحتكم إلى خبرة للتمييز بين الاقتراحات. ولهذا سهل الاعتراض على الطب العلمي من لدن مناوئيه؛ إذ كثيراً ما يستغل المناؤون للعلوم العقلية تعدد الرؤى والأساليب للطعن في سداد عبارات هذه العلوم وسلامة القيم المرتبطة بها.

وليس الشاطبي فقيهاً فريداً في أحکامه المعارضة للعلوم العقلية، بل إن أغلب من كانوا قبله وأغلب من أتوا بعده من الفقهاء دعوا إلى منع الاشتغال بها، وإلى الاكتفاء بالعلوم المتعلقة بالعروبة والإسلام، و بما ينفع في العمل الديني، وتجنب الجدل والسؤال. إن الجدل والسؤال من صميم التعقل؛ ولكن جل الفقهاء عارضوهما، كما عارضوا التناول النقدي للتصورات؛ وفي ذلك يقول الشاطبي:

(49) أبو عبد الله الشعوري، *تحفة المرسل وراحة المتأمل*، مصدر سابق، ص. 276. ويستمر: «ولذلك قيل: «من عالج من الكتب أتلف». فلا ينبغي الاستناد في العلاج إلى الكتب؛ إذ لا يكفي ما ذكره الأطباء فيه دون تحصيل أصول الصناعة وتحقيقها. والأطباء في الحقيقة لم يتكلموا مع العوام، وإنما تكلموا مع أطباء مثلهم؛ فاجترزوا بقليل من الشرح في الأمراض وفي العلاج المجزئ؛ ومن طلب ما ذكرناه في العلم الكلّي، الفى الأمر كما قلناه»؛ (ن. ص.).

«والحاصل أن كثرة السؤال ومتابعة المسائل بالأبحاث العقلية والاحتمالات النظرية مذموم؛ وقد كان أصحاب رسول الله صلى الله عليه وسلم قد وعظوا في كثرة السؤال حتى امتنعوا منه»<sup>(50)</sup>. بل إن الشاطبي، وهو أقل ترمتا من مالكين آخرين، يرى أن لا ضرورة إلى مزيد تفكير حتى في علم المواقف والفرائض، ما بالك بعلم الهيئة، لأن ما قاله الرسول (صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّدَ) كاف من أجل إرشاد المسلم إلى العمل النافع. ويؤكد الفقيه المالكي المقاصدي على الاستغناء عن كل ما هو غير موجود لدى العرب مفضلاً علوم «الأميين» على علوم الفلسفه. فالعلم الحقيقي عند الشاطبي قطعي متعلق بالدين الإسلامي ولغة العربية؛ وهو علم غير قابل لأن يوضع موضع سؤال، بل يتطلب التفصيل فيه فحسب. ومكذا بعد أن أحصى العلوم المستحبة، أضاف: «فهذا أنموذج ينبهك على ما نحن بسيله، بالنسبة إلى علوم العرب الأمية»<sup>(51)</sup>. ولا يترك الشاطبي فسحة للتفكير خارج ما يعده علوماً إسلامية عربية أصيلة، لأن الإسلام عربي، وعليه أن يفكر في نطاق الموروث العربي. فهو يقول: «واعلم أن العرب كان لها اعتماداً بعلوم ذكرها الناس؛ وكان لعقلائهم اعتماداً بـ**مكارم الأخلاق**، وـ**اتصاف** بـ**محاسن** <ال>شيم؛ فصححت الشريعة منها ما هو صحيح وزادت عليه، وأبطلت ما هو باطل، وبينت منافع ما ينفع من ذلك، ومضار ما يضر منه»<sup>(52)</sup>. والعلوم الموصى بها للمسلم هي تلك

(50) أبو إسحاق الشاطبي، المواقف في أصول الشريعة، ج 4، ص. 202. وقبل ذلك كتب: «الإكثار من الأسئلة مذموم؛ والدليل عليه النقل المستفيض من الكتاب والسنّة وكلام السلف الصالح»؛ (ص. 199). وعنه أن لا فائدة في السؤال، لأن علم الشريعة من جملة العلم القطعي، الضروري لل المسلم؛ والباقي ظنيات قد تشتعل العقل وتوقع به في ما لا ينفع.

(51) أبو إسحاق الشاطبي، المواقف في أصول الشريعة، ج 2، ص. 55. فالنظر الفكري المندوب عنده هو التدليل من أجل دعم المعتقد الإسلامي، وإخراج الدليل على صحة الأحكام وبطلان الآراء الخارجية والبعيدة عن العمل الشرعي. ومن هذه العلوم علم النجوم وعلوم الأنواء وعلم التاريخ وعلم الطب والبلاغة والأمثال، «ومنها ما كان أكثره باطلأ أو جميعه، كعلم القيافة [العيافة؟] والرجر والكمامة وخط الرمل والضرب بالحصى والطيرة؛ فأبطلت الشريعة من ذلك الباطل ونفت عنه»؛ ج 2، ص. 54.

(52) أبو إسحاق الشاطبي، المواقف في أصول الشريعة، ج 2، ص. 52. ويضيف: «ألا ترى أنه كان للعرب أحكاماً عندهم في الجاهلية أقرّها الإسلام»؛ ج 2، ص. 56؛ «إذا ثبت هذا وضح أن الشريعة أمية لم تخرج عن أقواله العرب» (ج 2، ص. 57)؛ وما يلزم عن أمية الشريعة «أنه لا بد في فهم الشريعة من اتباع معهود الأميين، وهم العرب الذين نزل القرآن بلسانهم؛ فإن كان للعرب في لسانهم عرف مستمر، فلا يصح العدول عنه في فهم الشريعة؛ وإن لم يكن لهم عرفاً، فلا يصح أن يجري في فهمها على ما لا تعرفه»؛ (ج. 2، ص. 59).

المتعلقة بلغة العرب وعقيدة الإسلام، ولا يجوز أن يضاف إليها شيء لا من علوم المتقدمين ولا من اجتهادات المتأخرین. ولا شك أن الفقهاء كانوا يتدخلون حتى في العلوم الطبيعية؛ فيقول القرطبي مثلاً، وهو بقصد الحديث عن فن جر الكسور: «وقد رأيتُ من هؤلاء المنتحلين لهذا الشأن خلقاً كثيراً، فلم أزِّ منهم من يتبع طريقَ الصواب، إلا نصراًنياً في بلنسية - وهو أحد شيوخِي - يُعرف بالمشير بزناد؛ ورأيتُ أن الذي يقاربه هو الوزير أبو يحيى بن المول؛ وسمعتُ أن الرئيس كان مثله؛ وأمّا من بقي من رأيتُ من أهل هذا الفن، فكان الخير <أو الحق> في معهم شرعاً»<sup>(53)</sup>. معنى هذا أن أهل الشرع كانوا يتدخلون بالمنع. بل إن الاجتهاد أصبح متعدداً بسبب كثرة العرائض والحواجز في وجه ذوي الرغبة في العلم العقلي؛ وحتى في باب الطب والرياضيات، وإن بدراجه أخف. ولذلك تقلصت حظوظ نشر العلم الطبيعي في مؤسسات مدعومة من السلطة ومن المجتمع؛ فظللت الآراء تتخذ طابعاً فردياً، ويتحدث عنها كل مؤلف بحسب ما يقع بين يديه من تلخيص أو شرح.

وفي باب التلقين، توجد في نظر ابن مهنا خمس طرق للتعليم والتعلم، هي التحليل والتركيب والقسمة والحد والرسم<sup>(54)</sup>. واضح من سردتها أنها نقل عن كلام الفلاسفة والمناطقة عند النظر في أمور معرفية. ولكن كلام ابن مهنا غير متعلق

(53) ابن فرج القرطبي، كتاب الاستفهام والإبرام، مصدر مذكور، ص. 102.

(54) ابن مهنا، الإيضاح والتعليم، ج11546، ج5، 8775، 39: «وأما نوع التعليم المستعمل فيه فهو الخمسة المذكورة بعد؛ وذلك أن أنحاء التعاليم والطرق التي يسلك إليها في وضع الكتب هي خمسة: أحدها طريق التحليل بالعكس، وهو أن تنظر إلى الشيء الذي تريد علمه فتضنه في وهمك من أوله إلى آخره، ثم تبتدئ من آخره راجعاً بالعكس إلى أن تنتهي إلى أوله. مثل أن تقول الإنسان ينحل إلى الأعضاء الآكبة والأعضاء المتشابهة ولهما مشابهة المشابهة تتحلل إلى الأخلاط والأخلاط تتحلل إلى النبات الذي هو المزاج؛ والنبات ينحل إلى الأسطقفات. وهذا التعليم استعمله جالينوس في حلقة البرهان وفي كتاب العلل والأعراض وفي كتابه المسمي بالأعضاء الآكبة. وثانيها طريق التركيب، وهو عكس ما تقدم، واستعمله جالينوس في كتاب الأسطقفات والمزاج وفي كتاب القوى الطبيعية. وثالثها طريق التقطمة، وهو أن تبتدئ بالتقسيم من أعم الأشياء إلى أن تنتهي إلى أخص المخواص، وهو المستعمل هنا، وهو الذي استعمله على بن العباس في المستغنى. ورابعها طريق الحد، ولا يستعمل إلا عند قصد الإيجاز والاختصار؛ وهو الذي استعمل جالينوس في الصناعة الصناعي. وخامسها طريق الرسم والصنفة. وفي الحقيقة إنما هي أنحاء التعلم ثلاثة: التحليل والتركيب والقسمة؛ وأما الحد والرسم فليسما من أنحاء التعليم، وإنما هي علوم منطقية».

بالممارسة الطبية عن قرب. وبدون شك، فإن ضعف التواصل بين الأطباء يؤدي إلى عدم تراكم المعرفة والخبرة الطبيتين.

ونظراً لهذا التشتت بين أساليب النظر والعمل في الطب، لم تبلور سبل للنقاش البناء والتبادل المثمر، ولم تندمج مختلف المساهمات لتكون قوّة فكرية تراكمية. وحتى عندما يبدي مؤلف ما اعتراضاً على رأي، فإن ذلك غالباً ما يكون بصيغة تبرير أو تهرب من الجدل؛ أو يصبّ في باب الدفاع عما يسمى بالطب العربي أو الطب السنّي أو الطب النبوى.

#### 5- انعدار الطب عند أواخر القرن الرابع عشر

يتحدث ابن مهنا عن المعادن في كونها ذات خصائص ذاتية، وعما تعرض له من تغير، وعن تحول بعضها إلى بعض بفعل تأثير الحرارة والبرودة والرطوبة والبيوسة، بحسب محددة. وعنه أن الكبريت يابس، بينما الزئبق رطب؛ وامتزاج أحدهما بمعدن ما يحوله إلى معدن آخر. فيقول في ذلك : «قال علماء الصنعة : إنما صار <الرصاص> فضة لأن رطوبة الزئبق اتصلت بالبرد الذي على ظاهر جسلده، فهربت البيوسة إلى باطنه طلباً للحرارة التي هناك ؛ فلما اتصلت بها صار باطنه حاراً يابساً وظاهره بارداً رطباً ؛ فصار فضة بعد أن كان رصاصاً»<sup>(55)</sup>. فهناك قول صريح لدى ابن مهنا عن ضرورة المعرفة بالطبيعتيات لمارس علم الطب، لكنه لا يعيّن طبيعة العلاقة بين العلمين، ولا يبحث في الشروط العقلية لقيام معرفة طبية وثيقة، بدون ضرورة الارتباط. بمعاذب فلسفية أصبحت عرضة لهجوم الفقهاء المتشددين ؛ لكنه يرمي في تخمينات بعيدة غير مُقنعة لمن يتلوّح الضبط.

إن الرابطة وثيقة بين صناعة الطب والعلوم الطبيعية ؛ وهذا مصريّح به منذ زمن ابقراط. وفي ذلك يقول الخوارزمي الكاتب (توفي 997/387) : «وأما العلم الطبيعي، فمن أقسامه علم الطب، وعلم الآثار العلوية أعني الأمطار والرياح والرعد والبروق ونحوها، وعلم المعادن والنبات والحيوان، وطبيعة الأشياء مما تحت فلك القمر ؛ وصناعة الكيمياء تدخل تحت أقسامه، لأنها باحثة عن

(55) ابن مهنا، الإيمان والتميم، 11546 جز 52.

المعدنيات»<sup>(56)</sup>. ولدى المقلبين على العلوم العقلية، لا يحتاج الأمر إلى تبرير، مادامت العلوم متراقبة فيما بينها، كما أن أجزاء الكون متراقبة. وفي ذلك يقول ابن الخطيب : «اعلم أن الله - جل جلاله - خلق العالم منظماً مرتبطاً، وجعل بعضه سبباً لبعضه أو كمالاً له ؛ فكما أن الفصول انقسمت بحركات الأجرام العلوية وتعينت طبائعها من حارٍ وبارد ورطب ويباس، فكذلك عالم الكون والفساد المرتبط بالعالم العلوي المتاثر عن آثاره العلوية، المعلول بعلله القصبة، اشتمل منه مُعَقِّرٌ فلك القمر على عناصر لكل مكون من معدن ونبات وحيوان، أربعة كأربعة الفصول ذوات طبائع أربع كطبيعتها، منها إثنان ثقيلان : الماء والأرض، وإثنان خفيفان : النار والهواء»<sup>(57)</sup>. وشروط الصحة في نظر ابن الخطيب متعلقة بدورة الفصول وبتغير الأمزجة. ولكن، يغلب عند ابن الخطيب التخمين الفلسفي بعيد ؛ ثم أنه يدخل اعتبارات نحوية ليست مفيدة في صناعة الطب ؛ إذ يقول : «إن الفصول، لما تَعَيَّن وجودها وأمزجتها تخصيصها، كانت تقبل التأثيرات كما يقبلها غيرها مما لها طبيعة أو ما تغلب عليه كيفية؛ والتغيرات التي تعرض للफصول مخرجية إليها على أمزجتها الطبيعية، إما عامة تطرقها بحسب الأمور الفلكية، أو خاصة بالمساكن بحسب أوضاعها ؛ والأول يتغير به الفصل في نفسه، والثاني يتغير بحسب ما يجد أهل البلد من تأثيره، وقد يجتمع التغييران بحسب البلد»<sup>(58)</sup>. وكيفما كان الأمر، فإن المعرفة الطبية تفترض اطلاعاً على العلوم العقلية، وتتطلب استزادة عن طريق البحث المنفتح، وهو ما لا يستسيغه أمثال الشاطبي، الذي اجتهد أيما اجتهاد، قصد تحيين التدليل الفقهي لغاية تضييق فسحة إعمال العقل.

إن المبادئ التي يقوم عليها العلم الطبي، القائم على التجربة والاستدلال، وتلك التي تقوم عليها طرق العلاج التي يدافع عنها أهل السنة متعارضة تعارض لا

(56) أبو عبد الله محمد بن أحمد الخوارزمي، مفاتيح العلوم، بيروت: دار الفكر اللبناني، 1993، ص. 162. ويؤكد ابن الأكفاني (توفي 749/1348) على انتفاء علم الطب إلى العلم الطبيعي. إرشاد القاصد إلى أنسى المقاصد، بيروت: مكتبة لبنان، 1998، صص. 62 - 63.

(57) ابن الخطيب، الوصول لحفظ الصحة في الفصول، مرجع مذكور، ص. 200.

(58) ابن الخطيب، الوصول لحفظ الصحة في الفصول، مرجع مذكور، ص. 201. ولكن، يغلب عند ابن الخطيب التداعي غير القابل للأختبار، لأنه يدخل اعتبارات نحوية بعيدة في صناعة الطب ؛ حيث يقول : «فأما أسباب التغيرات العامة فما مر تحدث في الأخلاق عن اقتران كواكب وتقابل نيرات أو أشعة تقضي مطارحها تأثيرات، أو قرب أحد الكواكب من الشمس أو استقامة أو رجوع من حركات الكواكب في أفلال التدوير [...]» ؛ (ن. ص.).

يترك فرصة للتفاعل؛ حيث يدعو الشاطبي مثلاً إلى الاكتفاء بالطب كما كان لدى العرب القدماء، وكما ورثه الإسلام عن العرب، أي بدون ارتباط بالعلوم الفلسفية. فيقطع الفقيه بأن المسلم في غير حاجة إلى معرفة بعلوم أجنبية عن الثقافة العربية القائمة، في نظره، على خاصية الأمية؛ مقرراً : «علم الطب، فقد كان في العرب منه شيء لا على ما عند الأوائل، بل ما خواز من تجارب الأميين، غير مبني على علوم الطبيعة التي يقررها الأقدمون»<sup>(59)</sup>. ومن هذا التعارض في المطلقات، يبدو أن سبل التفاهم بين التقليدين قليلة جداً. فقد يقبل الفقيه ممارسة طبية ذات جذور ثقافية غير إسلامية، لكنه لا يقبل تلك التبريرات حول ارتباط صناعة الطب بالخلفية الفلسفية المنفتحة على السؤال والشك والقد. ومن جهتهم، لا يستطيع الناظرون في الطب المرتبط تاريخياً بالمنطق والفلسفة، مثل ابن مهنا، مزيد اجتهاد يجعل الطب مستقلاب نفسه، في حدود ما، لأن ذلك يحتاج إلى استيعاب محبط بكل الإرث الطبي السابق، وهو متعدد، لأن المؤلفات المتداولة نادرة ولأن المهتمين قليلون.

وهكذا، فخلال تطور الأفكار العلمية في أحضان الثقافة الإسلامية لم يتوقف العلماء عن تبرير اشتغالهم بالعلوم العقلية أمام الطعون التي يقدمها الفقهاء المترمتون. وكان هؤلاء يقدمون علوماً عربية إسلامية بدليلاً عن العلوم التي ارتبطت بالفلسفة، بحكم ملابسات تاريخية جعلت العلوم تنمو في أحضان الفكر الفلسفي. فالفقهاء يرون أن الأنواء والفراسة والقياس والرمل والطب النبوى هي المتعلقة باللغة العربية وهي «العلوم» القريبة إلى عقل المسلم، والأفعى لصحته، وهي لذلك أبدر بأن تنال اهتمامه.

هكذا تراجع الطب المستند إلى المبادئ العلمية، وضعفـت القدرة على التمييز بين العلم الطبي والتقاليد العلاجية ذات الخلفية المعرفية الضحلة؛ وكثـرت التأليف السينية التي تمزج معرفة طبية عامة بمعتقدات ساذجة وآراء عامة لم تخضع لأى فحص جدى. وربما أدى هذا الوضع من التراخي في الطب العلمي إلى انتـحال المؤلفات. ويبدو لنا أن النص المنسوب إلى ابن الرقـام، المذكور أعلاه، يـتنمى إلى أواخر القرن الثامن الهجري أو أوائل القرن الـلاحـق، أو أنـ النـص تـعرـض لـتـغيـير؛

(59) الشاطبي، المواقف، ج 2، ص. 54.

حيث يورد ملاحظات ساذجة ؛ مثل : «وأكثُر ولد الأحداث إناث، وكذلك أولاد المسنّين؛ وأمّا الشباب، فـأكثُر أولادهم الذكور [...] ومن أكثُر الجماع قويت لذته، وبالعكس»<sup>(60)</sup>.

وفي هذا الوضع، اختلط الطب بالأنواء والقبافة والفراسة. فالسنّي يفضل المعرف الطبية الموروثة عن العرب، حتى لو كانت من فترة قبل الإسلام ؛ وهذه المعرف الضعيفة البناء أدججت في الفقهيات، وأصبحت تدرج ضمن ما يسمى بالطب النبوي. وقد أشار ابن خلدون إلى خفوت صناعة الطب عما كانت عليه من ازدهار زمن الرازبي والمحوسى وابن سينا : «وهي لهذا العهد في المدن الإسلامية كأنها نقصت لخفوت العمran وتناقصه. وهي من الصنائع التي لا يستند إليها إلا الحضارة والترف [...]»<sup>(61)</sup>. بل كان الطب، عند نهاية القرن الرابع عشر، قد أخذ في الانحدار، علمًا وعملاً؛ وانتشرت ممارسات علاجية ممزوجة بالشعوذة ؛ وبدأ يسود ما سمى بالطب السنّي أو الطب النبوي. ثم قال المؤرخ : «كان عند العرب من هذا الطب كثير. وكان فيهم أطباء معروفون، كالحارث بن كلدة وغيره. والطب المنقول في النبوات من هذا القبيل، وليس من الوحي في شيء»<sup>(62)</sup>. وفعلاً، ظهرت مؤلفات في أواخر القرن الثامن الهجري، تأتي بمعلومات تؤكد ما يرد في الأحاديث النبوية حول العلاج. فقد كتب شخص كتاباً يشرح أربعين حديثاً بالطب ؛ وبعد تقديم حول الاعتدال في النفس الناطقة والغضبية والشهوانية، يقول : «وتكلّم بعد ذكر كل حديث بما يليق بذلك الحديث من علم الطب ؛ يجعله على هذا الترتيب لأنّه ورد عنه صلى الله عليه وسلم من طرق شتى وروایات مختلفة أنه قال : «من حفظ عنّي من أمتي أربعين حديثاً مما يحتاجون إليه، كنت له شفيعاً يوم القيمة» [...] . فلما رأيت أن الحاجة إلى الطب أكيدة جداً، لأنه

(60) ابن الرقام، مخطوط خ. و. بالرباط، مصدر سابق، أنظر الهاشم 5. وفعلاً، فإن ابن الرقام كتب في الفلك والهندسة والظلال بأسلوب علمي رصين ؛ في حين أن محتوى هذا النص «الطبي» مبتدئ؛ إذ ورد فيه مثلاً : «وإن حملت تراباً أحرق عليه ميت، لم ينبع عليك كلب» (ص. 35) ؛ ثم : «وعشُّ الخطاف إن مرغت به عانة المرأة سهلت ولادتها» ؛ (ص. 57).

(61) ابن خلدون، المقدمة، تحقيق عبد السلام الشدادي (3 ج)، الدار البيضاء : بيت الفنون والعلوم والآداب، 2005، الجزء الثالث، 2005، ص. 101. في تحقيق الشدادي، «خسوف العمران» ؛ وفي نص دار الجليل (بيروت)، د. ت. ، ص. 546، «الوقوف العمران». قد يكون «خسوف العمران» أفضل.

(62) ابن خلدون، المقدمة، نفسه، ص. 101.

لم يتم للإنسان أفعال الطاعة إلا بصححة الجسم؛ وصححة الجسم في العادة لا تكون إلا برعى الأمور الطيبة «أو الطيبة»، فلا غرو إذ لا شيء أكدر من الحاجة إلى الطب»<sup>(63)</sup>. ومن خلال فصول الكتاب، يبدأ المؤلف الكلام عن المرض أو العلاج بابراط حديث مع سنته، ثم يؤكد محتواه بلاحظة أو قصة؛ ففي الحديث المرتب بالخامس والثلاثين، يقول: «خرج أيضاً عن نافع عن ابن عمر، قال: «يا نافع، قد اتسع في الدم، فأنتمن لـ حجاماً، واجعله رفيناً، إن استطعتَ، ولا تجعله شيئاً كبيراً ولا صبيحاً صغيراً. فإني سمعتُ رسول الله صلى الله عليه وسلم يقول: «الحجامة على الريق أمثل، وفيه شفاء وبركة، وتزيد في الحفظ، فاحتجموا على بركة الله يوم الخميس، واجتنبوا الحجامة يوم الأربعاء والجمعة والسبت ويوم الأحد تحرّياً، واحتجموا يوم الإثنين والثلاثاء، فإنه اليوم الذي عفا الله فيه أیوب عليه السلام من البلاء، ضربه البلاء يوم الأربعاء»<sup>(64)</sup>.

ومن نفس المنطلق كتب مؤلف في الطب، ربما يكون من تلاميذ ابن هذيل التيجيي وابن حميد، أو يدعى ذلك فقط، من منطلق يجمع المعارف الطيبة العادبة ذات المستوى الضعيف وما يرد في كتب الحديث. فيبدأ فصول الكتاب بحديث نبوى من رواية ابن داود أو ابن عباس أو الترمذى ويعتمد على كتاب طب العرب لابن حبيب السلمى وطب أهل البيت للحميدى. ويدأ بالرد على من ينكر وجود طب عربي إسلامي، حيث يقول: «[...] فتخيل بعض الناس أن الشريعة لم تتكلم في شيء من ذلك <طب الأجسام>، ولا سلك طريقة الطب من أهل السنة سالك. فها أنا أقرع أسماعهم بالتنبيه على بعض ما ورد من الآثار فيه مجردًا من التفسير، كما نبه الشارع، انكالاً منه على سامع، كقوله [...]»<sup>(65)</sup>.

(63) مؤلف مجهول، أربعون حديثاً في الطب مع شرحها، مخطوط خ. و. بالرباط، 532 د (2)، (صص. 269 - 356) ص. 273 - 274. والمؤلف يتحدث عن مذاهب في الطب، من أرباب القياس وأرباب التعاليم وأرباب الحيل.

(64) مؤلف مجهول، أربعون حديثاً في الطب مع شرحها، صص. 351 - 352. وقبل ذلك، ما يلي: «فكان آدم، كلما مرض، دعا الله تعالى وتضرع إليه، وسأله أن يُرئه؛ ف<يـ>بعث الله ملائكة يخبره بما يعالج به؛ فإذا فعل ذلك الدواء، برأ بإذن الله. والأمراض التي لم تصلب آدم، فيما بلغنا، الجذام والبرص والسل والحسنا. ثم إن آدم هلك، فنسى ولده الدواء، ولم يكن آدم يكتبه»؛ (صص. 279 - 280).

(65) مؤلف مجهول، تأليف في الطب، مخطوط خ. و. بالرباط، 1763 د (2)، (من ص. 13 إلى 86)، ص. 13. يذكر ابن هذيل وابن حميد بقوله «شيخنا رحمة الله»؛ (ص. 37).

ويبدو أن الاهتمام بعلوم الطب قد ظل من عمل أقلية من الناس، بدون برامج عمل ولا تركيز. فابن مهنا يستعرض آراء السابقين عليه بأسلوب سردي، لا يدعو إلى امتحان ولا تمحیص. وفي كلامه عن اعتدال المزاج لدى الإنسان بفعل لين تركيب العناصر فيما بينها، يورد رأي ابن سينا ومن قبله منذ ابقراط. ويسترشد ابن مهنا بأراء الآخرين، مقرراً أن الحدثين لم يزيدوا شيئاً مفيداً عن الأقدمين، ويقول: «فرجعت إلى الكتب فنظرت في كتاب المسلمين، فلم أجده من يعرض لشيء من ذلك. فنظرت في كتاب جالينوس فلم أر فيه غير ما في كتاب القوم؛ وكلهم ناقلون عنه»<sup>(66)</sup>. لقد أصاب الطبَّ ما أصاب العلوم الأخرى، من تكرار وتردد وحفظ في الذاكرة ونظم الأرجيز، وتوقف البحث المتخصص.

ولم يكن الشاطبي وجل الفقهاء المالكية هم وحدهم الذين ناهضوا الطب المرتبط بالفلسفة الطبيعية والمعارف العقلية، بل حتى المفكرون الذين أتوا نظراً نقدياً في أمور كثيرة، مثل ابن خلدون، حيث أبدى تحفظاً من الفلسفة الطبيعية، مستندًا إلى ضعف براهين الطبيعيين، ومعبراً كما يلي : «أما ما كان منها في الموجودات الجسمانية، ويسمونه العلم الطبيعي، فوجه قصوره أن المطابقة بين تلك النتائج الذهنية التي تستخرج بالحدود والأقيسة كما في زعمهم، وبين ما في الخارج غير يقيني [...] ينبغي لنا الإعراض عن النظر فيها، إذ هو من ترك المسلم لما لا يعنيه. فإن مسائل الطبيعيات لا تهمّنا في ديننا ولا معاشرنا؛ فوجب علينا تركها»<sup>(67)</sup>. بينما أقرَّ علماء قبل هذا الزمن بأن لا تعارض بين العلوم الطبيعية، وهي تبحث في ظواهر الطبيعة، والمعتقد الديني، الذي يتعلق بالألوهية والنبؤة والمعنويات. وفي ذلك يرى أبو الحسن العامری (توفي 381/992)، مثلاً : «أما صناعة الطبيعيين فهي متعلقة بالجسمانيات الواقعية تحت المشاعر، وليس يشك أن جواهر العالم كلها مفتتة إلى قسمين : أحدهما المبدعات بتمام قدرته الإلهية [...] والثاني المكونات عنها

(66) ابن مهنا، الإيضاح والتميم، 11546 ج 42.

(67) ابن خلدون، المقدمة، الجزء الثالث، ص. 181. هذا وقد سبق أن أقرَّ مؤرخنا، في سياق الحديث عن تفريعات العلوم، بأنَّ الطب داخل ثخت العلم الطبيعي : «ولكل واحد منها فروعٌ تفرعُ عنه. فمن فروع الطبيعيات الطب»؛ (نفسه، ص. 72). ويبدو أن موقفه غير منسجم شيئاً ما؛ مما يدلُّ على ضعف مستوى تكوينه في العلوم العقلية، وعلى عدم اطلاعه على معارف طبيعية لا تندرج ضمن الطبيعيات التأملية ضرورة.

بالتسخير الإلهي [...] وقد يتولد من هذا العلم صناعاتٌ شريفة : كالطب والطبيخ والأصباغ والأطالية»<sup>(68)</sup>. كما أن تناول الطبيعيات بالدرس لا يستلزم انخراطاً في الفلسفة الطبيعية المشائة ؛ إنما يجب أن تستند معارضته التصور المشائى إلى النقد العقلى والبحث، لا إلى الرفض العينى. وهنا يتضح قصور النظر الخلدونى فيما يتعلق بالعلوم العقلية، وقصور أبين لدى الفقهاء أمثال الشاطبى.

خلال الربع الثاني من القرن الثامن الهجرى كتب ابن هذيل التجيبي عن الحاجة إلى التكوين العلمي، لأن مزاولة العلاج تستلزم تكويناً نظرياً. وقد أدرك أن المعرفة العلمية تراكمت من الخبرة السابقة، منذ ما قبل جالينس إلى زمانه هو، وأن المعرفة لا تتوقف عند حدٍ ؛ فيقول في ذلك : «وكما قال أبو الوليد بن رشد، أن نأخذ التراكيب المشهورة عند الأطباء، ونتكلم على كل دواء دواء، ونبين وجه الحكمة في كمية ما وضع منه في ذلك المركب، ونستقصي ذلك بقدر الطاقة، فيكون دستوراً وأصلاً لمن يأتي بعدي، فيزيد عليه ؛ لأن العلم بهذا الشأن لا يقف عند غاية. ولذلك وضعت الأطباء أمره على الحدس مطلقاً. ولا نبالي من استفاده من أهل زماننا، كما بالي غيرنا من تقدمنا ؛ ولزهدنا في التعيش بصنعة الطب، يسهل علينا ذلك»<sup>(69)</sup>. وليس في مؤلفه ذكر لأحاديث سنية، ولا إلى المعارف الساذجة المبثثة في ما يسمى طب العرب أو الأنواء ؛ فالمراجع عنده هي خبرة جالينس وابن سينا وابن رشد بالأساس ؛ ويشير إلى كتاب القانون لا إلى أرجوزة ابن سينا الموجزة؛ ويشير إلى هؤلاء باعتبارهم أتوا بأفكار، لكنها تقبل التجاوز عن طريق البحث؛ ويعيب على ابن رشد كونه لم يأت بما وعد به من تفاصيل في تركيب الأدوية، فيعلق: «ثم إنه ختم الكتاب (الكتليات) ولم يأت بما وعد، ولا ذكر شيئاً مما اشترط. وليس ذلك لقصوره، ولكن أظن ذلك ضنانة منه على أهل عصره ؛ إذ كان أكثرهم لا يعرفون له قدرأ»<sup>(70)</sup>. بينما في أواخر القرن، وبعده، أصبحت السلطة الفكرية

(68) أبو الحسن محمد بن يوسف العامري، كتاب الإعلام بمناقب الإسلام، تحقيق أحمد عبد الحميد غراب، القاهرة: دار الكتاب العربي، 1967، صص. 91-92. ويعلق : «فهذه جامع ما يرتفق به من صناعة الطبيعين. وقد علم أنه ليس بينها وبين العلوم المثلية عناذ ولا مضادة» ؛ (ص. 92). فالعامري يدمج بين مكونات الملة وعناصر الحكمة، داعيا إلى إعمال النظر التاليفي ؛ في حين أن ابن خلدون يكرس دعوى غرابة العلوم الفلسفية عن المعتقد الدينى.

(69) ابن هذيل التجيبي، تكميلة الأغراض، ص. 149.

(70) ابن هذيل التجيبي، تكميلة الأغراض، ص. 148.

مستمدّة من الحديث والفقه لدى بعض «الأطباء» الذين يمزجون الأغذية والأدوية بالأدعية، أو مستمدّة من سليم غير منظم من المعرف الساذجة لدى بعض المعالجين، يمزجون الأدوية بطقوس مبتذلة؛ ولسنا ندرى إن بقى هناك من تمسّك بالطب ذي الخلفيّة العلميّة.

لقد برزت بالغرب الإسلامي خلال قرنين ونصف مؤلفات طبية جيّدة، خصوصاً التصريف (لأبي القاسم الزهراوي) والتيسير (العبد المالك بن زهر) والعمدة (لأبي الحسن الإشبيلي) والكليلات (لابن رشد) والجامع (لابن البيطار)؛ وكانت هذه المؤلفات متكمّلة فيما بينها نوعاً ما<sup>(71)</sup>. بينما تراجعت قيمة ما يُكتب، تدريجيّاً، منذ منتصف القرن الثالث عشر للميلاد، ولم يبرز كتاب في مرتبة الكتب المذكورة، ولا احتفظت المؤلفات بالانسجام النظري؛ بل إن البعض اكتفى بشرح أرجوزة ابن سينا في الطب.

#### خاتمة

بعد هذه النّظرة الموجزة، نلاحظ أنّه عند أوائل القرن الرابع عشر الميلادي، كان الطب بالغرب الإسلامي، على يد التجيبي والقربياني، مرتبطاً بعلوم الظواهر الطبيعية، التي تنظر في خصائص النباتات والأغذية والفصول. وظلّ الأطباء يغرسون من المؤلفات القديمة، وحافظوا على ما تراكم من معارف مستحدثة وأبحاث مبدعة، من الزهراوي إلى ابن البيطار؛ وبعد ذلك انصرف بعض المؤلفين إلى الاكتفاء بشرح الكتب المتداولة تدريجيّاً. أمّا عند نهاية القرن، فقد انفك ذلك

(71) فعلاً، مثل هذه الكتب، وغيرها، التي ألفت على مدى قرنين وثلث قرن، كلاماً متارباً ومنسجماً، تتكمّل فيها مكونات النظر والخبرة العملية. مثلاً، فقد ختم ابن رشد (توفي 595/1198) كتابه، بعد الإشارة إلى نيته في تأليف جزء عملي في الطب، بما يلي: «[...] حتى يجمع في أقاوبلنا هذه إلى الأشياء الكلية الأمور الجزئية. فإنّ هذه الصناعة أحق صناعة ينزل فيها إلى الأمور الجزئية ما يمكن. إلا أنا نرجي هذا إلى وقت تكون فيه أشدّ فراغاً، لعنايتها في هذا الوقت بما بهم من غير ذلك. فمن وقع له هذا الكتاب دون هذا الجزء، وأحبّ أن ينظر بعد ذلك في الكتاكيش، فاؤفق الكتاكيش له الكتاب الملقّب بالتيسير (في المداواة والعداوة)، الذي ألفه في زماننا هذا أبو مروان بن زهر؛ وهذا الكتاب سالفه أنا إياه، وانتسخته، فكان ذلك سبيلاً إلى خروجه؛ وهو، كما قلنا، كتاب الأقاوبل الجزئية التي قيلت فيه، شديدة المطابقة للأقاوبل الكلية». الكليات في الطب، تحقيق سعيد شبيان وعمران الطالبي، القاهرة: الهيئة المصرية العامة للكتاب، 1989، ص. 422.

الارتباط شيئاً ما، وارتبط أكثر بالمعارف التي عَدَت عربية أو إسلامية، وبالوروث الفكري «المحلي».

وتلك المعرف ذات البناء الاستدلالي الضعيف، مثل الأنواء والفراسة والقياسة، مندرجة بشكل أكثر انسجاماً مع مكونات الفضاء الثقافي الإسلامي الأخرى، لكنها لم تستفيد من المعارف التي اثبتت في نطاق البحث العلمي العقلي، المقتبسة أوائلها من كتب القدماء، ولم تتخذ سبل التقدير بالكمية والنسبة؛ ولهذا لم تتعرض للتهدیب وإعادة التكوين، وبالتالي لم تتطور منذ قرون. فقد بقيت هذه المعرف «المحليّة» تشكل الخلفية الثقافية التي تبرر ممارسة الشعوذة والسحر، لأنها تقوم على التداعيات المألوفة والمقبولة لدى العامة، ولا تقبل التمحیص النقدي.

وبديهي أنّه في ظل مجتمع معرض لأنكماش النشاط الاقتصادي ولا ضطراب الهيكل السياسي ولتخلل النسيج الثقافي، يصعب أن تتوفر شروط الاستمرارية والتراث في التقاليد العلمية، لا في الطب فحسب، بل في الميادين الفكرية كافة. فتقهقر الطب تبعاً للتراجع الحضاري الشامل الذي وقعت فيه المجتمعات الغربية الإسلامية زمن ابن خلدون.

#### RESUME

La science médicale, dans l'Occident Musulman, au temps d'Ibn Khaldūn n'était plus ce qu'elle était au temps d'Ibn Roshd ou d'Ibn al-Baītār. La société était tombée en dépression profonde après la Grande Peste de 1348. Une manière de stérilité avait saisi tous les secteurs de productivité. La médecine, en l'occurrence, allait se confondre avec des recettes dénuées de toute rationalité.

#### ABSTRACT

The article aims to show the change in medical knowledge which took place before and during the time of Ibn Khaldūn (second part of XIV<sup>th</sup> c.). Actually Medical knowledge had reached a high level of maturity in Islamic West between the end of X<sup>th</sup> c. and the middle of XIII<sup>th</sup> c. After that period Medicine declined gradually but steadily in parallel with a deterioration of the health conditions of the people and the degradation of the economic and social situation. Our argument is that medical knowledge declined as a result of the general intellectual decline, particularly the decline of Natural Philosophy (and Natural History), with which it interacted for centuries ; and the decline accelerated during Ibn Khaldūn's life.



## من مظاهر اعتناء المخزن بالجيش ورجاله في القرن التاسع عشر (1912-1830)

مصطفى الشابي

تمهيد

لقد كانت للمخزن سياسة خاصة وثابتة في التعامل مع عناصر الكيش وال العسكري، كانت تبني على مجموعة من المبادئ والأسس في تدبير شؤونهم، وضمان ولائهم ووفائهم للدولة، مما كان يقتضي تمييزهم عن عموم الناس، وتتييعهم بعدد من الامتيازات والعطاءات.

وبما أن مرجعية الحكام والحاكمين على السواء، في الحال والمال، كانت تستند، قبل كل شيء، إلى أعمال وأقوال السلف، فإن كل سلوك، أو تفكير، أو تدبير، إنما كان يُقاس ببنظيره أو شبيهه في العصور البائدة، وهذا يعني تشبيث هذه الأطراف كلها بالعادات والتقاليد، ونبذ كل تصور جديد.

يقول مؤرخ مكناس مولاي عبد الرحمن بن زيدان، في سياق الحديث عن سيرة السلطان مولاي الحسن (1290 - 1311 / 1873 - 1894)، ما يلي :

«... وكان مُحافظاً على العوائد في إنعاماته وحفلاته الرسمية وسائر تصرفاته، بحيث كان خرق عادة من العوائد عنده من الخطأ العظيم...»<sup>(1)</sup>.

وكتب القائد المكي بن عبد السلام العرائشي، عامل مدينة العرائش إلى الوزير الصدر الفقيه محمد بن العربي الجامعي، في هذا الصدد، ما يلي :

(1) ابن زيدان، عبد الرحمن، إتحاف أعلام الناس بعمال أخبار حاضرة مكناس، المطبعة الوطنية، الرباط، 1929 - 1933، ج 2، ص. 512.

«... والثاني طلبنا منه أعزه الله (السلطان) إبقاء الجيش العرائسي على عادتهم في أعشار حروفهم من تفرقهم (هكذا) على ضعفائهم...»<sup>(2)</sup>.

وعلمون كذلك أن معظم القواعد والمارسات التي كان يقتدي بها الخزن في تعامله مع أفراد الجيش، ترجع على الأقل إلى عهد السلطان سيدى محمد بن عبد الله (1171 – 1204 / 1757 – 1790) الذي أعاد للمؤسسة العسكرية هيبتها، وضبط شؤونها، وأنهى فترة زيف وطيش عناصرها. وقد نهج نفس السياسة حفيده السلطان مولاي عبد الرحمن بن هشام (1238 – 1822 / 1859 – 1869)، حيث كان يتعهد باستمرار، وبالخصوص عناصر الجيش الريفي والعرائسي، بالعطاء والصلات، كما يتبيّن ذلك من العديد من الوثائق.

ومهما يكن الأمر، فإننا سنحاول التعرض إلى بعض مظاهر اعتماد الخزن بجنوده، عمومهم وقوادهم، كإقطاع هؤلاء، مثلاً، أراضي فلاحية تسع مقدار زوج الحرش واحدة أو أكثر، مع ما كان يكفيها من نوبات الماء لسقيها، وإعفائهم جمياً من أداء الضرائب غير الشرعية، ومن الكلف والفرائض، ومنحهم صلات وإنعامات في مناسبات معينة كالأعياد مثلاً.

وأما النقطة التي ننوي معالجتها في مبحثنا هذا، فهي على النحو الآتي :

- أنواع الإعفاءات والصلات والامتيازات.
- خاذج من الإنعامات والإقطاعات.

- عواقب هذه السياسة على الأطراف المستفيدة، وما كانت تتسبّب في خلقه من نزاعات فيما بينها، ومع أطراف أخرى غير عسكرية.

#### أولاً : أنواع الإعفاءات والصلات والامتيازات

فيما يتعلق بهذه النقطة الأولى، كثيرة هي الوثائق الخزنية التي كانت ترد بها تعليمات وأوامر موجهة إلى عمال المدن وقادات القبائل، بعدم إزام عناصر الجيش، ما داموا طبعاً في خدمة الجنديّة، بالقيام بأدنى كلفة أو وظيف، وبإخلاء سبيلهم و«بالجريان على الضابط المهد في ذلك»،

(2) خ. س، ق. ح، مع. ح، ملف رقم 1، وثيقة بتاريخ 20 ربيع الثاني 1302 / 6 برابر 1885.

وهو أن كل من دخل العسكرية فهو محترم، لا كلفة عليه سوى خدمة

العسكر، ما دام قائمًا بها، وحيث يتحرر منها، يعمم ما يعم قبيلته...»<sup>(3)</sup>.

ويشمل الإعفاء من الكلف والوظائف كذلك واحداً من أقارب الجندي، ينوب عنه في دواره أو جماعته، ويتكلف برعاية مصالحه بها، حيث: «إن الضابط في العسكرية هو أن يحرر العسكري ومن يخلفه في محله من أب، أو أخ، أو قريب، فالعمل على ذلك...»<sup>(4)</sup>.

وتعزيزاً لهذه الإجراءات، كان السلطان يصدر ظهائر توقير واحترام لفائدة القواد والأئم على السواء، عليهم ينجون من كيد ومضائقات قواد وشيوخ قبائلهم الأصلية، كما نستشف ذلك من الفقرة الآتية :

«....الإسدال على ما سكه قايد المائة بالعسكر السعيد بوشعب بن الحاج محمد الحوزي، ولديه سالم وسعيد العسكريين التوقير والاحترام، والرعى الجميل المستدام، وأسقطنا عنهم ساير التكاليف الخزنية والوظائف السلطانية، وألحقنا بهما في ذلك نواييهما أخويهما الطالب عبد القادر والطالب عبد العزيز...»<sup>(5)</sup>.

وأما ما كان يعطاهم في شكل منع وصلات في مناسبات مختلفة، وبالخصوص عند الانتهاء من الحركة، والعودة إلى مكان الاستقرار، فتحدثنا عنه العديد من الوثائق. فقد جاء في واحدة منها أن السلطان المولى عبد الرحمن قد أمر بتسليم 6000

(3) خ. س، ك. 370 .. ص. 187، رسالة السلطان مولاي الحسن إلى القائد عبد الرحمن الزرارى، بتاريخ 10 رجب 1303/14 أبريل 1886، يخبره فيها بالأوامر الصادرة إلى عدد من قواد سوس، وهم الكلولي، ومحمد بن علي الجرارى، وأبلاغ، وحسن الساحلى، ويحيى البرى، وأحمد بن عبد الله العذري، بعدم التعرض إلى عناصر عسكر تيزنيت الذين كان يُرخص لهم بزيارة ذويهم، من حين آخر. وانظر، كذلك، ما خاطب به نفس العامل أخاه وخليفته بمدينة مراكش الأمير مولاي عثمان في شأن ما صودر من خرارات القمع والمال للقائد أحْمَنْ على بن بوغزة الموري وجُنْدَه، على إثر صدور الأمر بترحيلهم من هذه المدينة إلى جهة أخرى، حيث خاطبه قائلاً : «...فإن قواد المخازنة، ومن الحق بهم، لا يعاملون معاملة غيرهم من النوايب في حوز مالهم بعد العزل أو الموت...».

- خ. س، مع. ح، سنة 1292، وثيقة بتاريخ 27 ربى الأول 1292/3 مارس 1875.

(4) خ. س، ك 224، ص. 1، رسالة أحمد بن موسى إلى القائد العربي بن التمار العبدى، بتاريخ 29 شوال 1313/13 أبريل 1896.

(5) خ. س، ك 199، ص. 73، الوثيقة بتاريخ 19 جمادى الأولى 1314/26 أكتوبر 1896. وحصل على ظهير مماثل لهذا الإخوان لحسن بن محمد التكاني وحَمَ «الخدامين في العسكرية...». خ. س، ك 199، ص. 74، وثيقة بتاريخ 20 جمادى الأولى 1314/27 أكتوبر 1896.

مثقال إلى عناصر الجيش الريفي بطنجة، من أجل «الاستعانا على عولتهم». وبمناسبة أخرى، أمر عامله على العرائش بوسليمان بن علي أزطوط بدفع 20 ريال، وكسوة كاملة من الملف والكتان للمعلم أحيمدة بن الجراح الجزائري الطبعي، مكافأة له على ما أبان عنه من ثبات وشجاعة نادرين أثناء تعرض مدينة طنجة إلى اعتداء الأسطول البحري الفرنسي الذي أمرتها «بالوف من الكور والنب»<sup>(6)</sup>.

وبالرغم من استمرار المخزن في نهج نفس الأسلوب في تعهد الجندي بالبذل والعطاء، من حين لآخر، ولا سيما عند بداية أو نهاية الحركة السلطانية، على عهد السلطان سيدي محمد بن عبد الرحمن (1276 - 1859 / 1873)، وابنه وخلفه مولاي الحسن على الخصوص، فإن ما تجمع لدينا من وثائق حول هذه النقطة، يسمح بالخروج باستنتاج مفاده أن القيمة الذاتية للمبلغ المالي الذي صار يعطى لكل نفر من أنصار الكيش والعسكر، وعدد المرات في السنة التي كانت تتم فيها عملية العطاء، قد تقلصاً معاً، بالقياس إلى ما كان عليه الأمر في عهد السلطان المولى عبد الرحمن، وذلك راجع بالأساس إلى الظرفية المالية والدبلوماسية الصعبة التي عرفها البلاد في النصف الثاني من القرن التاسع عشر من جهة، والارتفاع المطرد لأعداد عناصر الكيش والعسكر من جهة ثانية.

ومن شأن الجدول الآتي أن يساعد على تكوين فكرة عن حجم وقيمة العطاء الذي كان المخزن يجود به على جنوده وعساكره، بين الفينة والأخرى :

(6) خ. س، مع. ر. رقم 1/37/ك 5، رسالة السلطان إلى عبد السلام السلاوي المكناسي، عامل طنجة، بتاريخ 5 محرم 1239 / 11 سبتمبر 1823.

وجاء في وثيقة مماثلة لهذه، ولكن موجهة إلى عامل طوان، القائد عبد الرحمن أشعاع، بتاريخ 14 محرم 1239 / 20 سبتمبر 1823، أن عدد حراك الجيش الريفي الذين استفادوا من هذا المبلغ المالي، وعدد رمائهم 472، وفرسانهم 193، وقد تسلم كل نفر من الأولين كسوة جديدة و25 أوقية، بينما كان حظ الخيالة من هذه الصلة كسوة جديدة كذلك و50 أوقية لكل واحد منهم طبعاً، في حين أعطي لكل قائد من قواد المائة 4 أذرع من الملف البندقي، و25 ذراعاً من طرول (نوع من الكمان ولا شك)، و10 ريالات. وأما القائد ابن عبد الصادق الريفي، فتوصل بعشرين ريالاً «لتمكّله لل فلاّحين، للزمته حركته، وصبره، وطول شفته معنا ولابد...». أورده داود، محمد، في مؤلفه: تاريخ طوان، المطبعة الملكية، الرباط، ج 8، ص 65.

خ. س، مع. و. رقم 14/ك 5، وثيقة بتاريخ 23 شعبان 1260 / 7 سبتمبر 1844.  
الناصري، أحمد بن خالد السلاوي، كتاب الاستعضا تاريخ المغرب الأقصى، دار الكتاب، الدار البيضاء، 1956، ج 9، ص 65.

| ملاحظات   | المصدر وال التاريخ   | المبلغ التالي (بالأربو) |       | النكان                 | التنظيم                | نوع العطاء |
|---|--|-------------------------|-------|------------------------|------------------------|------------|
|   |  | رماء                    | خيالة |                        |                        |            |
| تولية القائد الجنرالي بن الموادر على رسمي<br>سعادة (عبد البخاري) والأعلم عليه بوسق من<br>القمح و ٥٣ مشتاً «كما يفرض ذلك لمثاله».                        | ش. س. و. ز، مع ٣٠، وثقة ٢٥٩<br>بتاريخ ١٦ رجب ١٢٦٧  |                         |       | مكتاف                  | قائد عسكري             | صلة        |
| منحت هذه الصلة للمشاركيين في المركبة<br>السلطانية من مدينة مكتاف في اتجاه<br>العدوين الرابط وسلام، وكان عدد الميلاد<br>٣٦٤٥ فارس، وعدد الرماة ٢١٠١ رام. | ش. س، لـ ٢٩٨ ، ص. ٢١، وثقة<br>بتاريخ ٥ جسمادي الأول ٤/١٢٨٤<br>سبتمبر ١٨٦٧  | ١٠                      | ٢٠    | مكتاف                  | حرساً                  | صلة        |
| انتهاء المركبة من مراكش إلى مكتاف<br>وقاس.  | ش. س، لـ ٢٩٨ ، ص. ٨٦، وثقة بتاريخ<br>١٨٦٧ رباع الأول ١٠/١٢٨٥<br>١٨٦٧   | ١٠                      | ٢٠    | مكتاف                  | حرساً                  | صلة        |
| وزعت هذه الصلة على أفراد الكبير<br>والعسكر بمدينة مراكش، والسلطان<br>باتا به لغافورتها. وكان عدد الرماة<br>٣٨٧٣ فارس،<br>وأعطي هؤلاء ١٤٣٨٣ مثقال.       | ش. س، لـ ٢٩٨ ، ص. ٦٧، وثقة<br>بتاريخ ٢٥ جرم ١٢٨٥/مايو ١٨٦٨<br>بتا به لغافورتها. وكان عدد الرماة<br>١١٠٣٧ رام، وعدد الفرسان ٣٨٧٣<br>فارس،<br>وأعطي هؤلاء ١٤٣٨٣ مثقال. | ٧,٥٠                    | ١٥    | مكتاف                  | حرساً                  | صلة        |
| أعطيت الصلة لملاوة، بمناسبة حلول عيد<br>الأضحى، وكان عددهم ١٣٠٤ جندي،<br>بينما أعطي لكل واحد من صيانتهم<br>أوقيه، وعددهم ٨٧٩ صيباً.                     | ش. س، لـ ٢٩٨ ، ص. ٩٧، حجية ١٢٨٥<br>١٨٦٩ /مارس  | ٣٠                      |       | الصورة<br>حماية عسكرية | الصورة<br>حماية عسكرية | صلة        |
| عدد الموزع عليهم :<br>٣٢٧٥ : رماة : ٨٦٤٦ - خيالة : ١٣٣٣١<br>مقدار الملاول : ١٣٣٣١ مثقال.  | ش. س، لـ ٣١٥ ، ص. ٢٢، وثقة<br>بتاريخ ١٣ شوال ١٢٩٢ /نونبر ١٨٧٦  | ٧٥٠                     | ١٥    | الرباط                 | حرساً                  | صلة        |

| النوع | التنظيم                                | المكان        | المبلغ المالي (الأرقام)  | الصدر وال تاريخ |       | الملحوظات  |
|-------|--|---------------|--|-----------------|-------|--|
|       |  |               |  | رماة            | خيالة |  |
| صلة   | شخص                                    | فاس           | خ. س، و. ز، مع 3، وثيقة 261 بتاريخ 26 جمادى الثانية 1293 / 19 يوليو 1877     |                 |       | الأمر بتنفيذ «للدر الملاج عزوز بن خوح العادة التي يচله بها مولانا وهي ثلاثة مئاون من القمح، وثلاثون مثقالاً، ونصف قطاع من الحن».»                    |
| صلة   | حرراك و«علامة مولاي إدريس»             | فاس           | خ. س، و. ز، مع 25، وثيقة رقم 120 بتاريخ 22 حجة 1294 / 28 دجنبر 1877          |                 |       | منع الصلة لهؤلاء، بمناسبة عودتهم من الحركة في ركاب السلطان.  |
| صلة   | شخص                                    | فاس           | خ. س، و. ز، مع 10، وثيقة رقم 236 بتاريخ 25 جمادى الأولى 1295 / 27 مايور 1878 |                 |       | يعطى 3 أميدان من القمح إلى محمد المراني في السنة الممتدة، عانت البلاد الأمريكية من ويلات الجفاف، والجفاعة والأرمة.                                   |
| صلة   | حامية عسكرية                           | فاس           | خ. س، ك 117، ص. 181 وثيقة بتاريخ 25 قعدة 1300 / 27 سبتمبر 1883               |                 |       | توزيع 4000 مثقال على طبقة وبهرية العدوين، الرباط وسلا، وكذلك 500 مثقالاً على « أصحاب السكون».  |
| صلة   | حامية عسكرية                           | أسيفي         | خ. س، مع. ح رقم 103، وثيقة بتاريخ 23 جمادى الثانية 1303 / 29 مارس 1886       |                 |       | بلغ مقدار الصلة التي أمر السلطان العامل عبد الخالق بن هيبة بتوزيعها على أفراد هذه الخامسة 200 ريالاً (الريال بسعر 20 أوقية للواحد، في التاريخ بيته). |
| صلة   | حامية عسكرية                           | العرائش       | خ. س، ك 218، ص. 128، وثيقة بتاريخ 2 ربیع الأول 1312 / 3 سبتمبر 1894          |                 |       | مقدار الصلة هو 267 ريالاً وثمانين، بحسب 1 ريال 125 = أوقية، وزعت على جند المدينة بمناسبة تولي المولى عبد العزيز الحكم بالبلاد، وتسمى «صلة النصر».    |
| صلة   | فرقة قائد الرحي علال بن الشيلح الشراطي | أهل سوس أزغار | خ. ع كناش د 1690، ص 256، وثيقة بتاريخ 30 ذي القعدة 1312 / 25 مايور 1895      |                 |       | أعطي لهم 129 ريالاً، بحسب 125 أوقية في ريال. وكان هذا القائد وفرقته قد شاركا في معركتي 25 و 26 من الشهر المذكور بمعته ضد متصرف قبيلة الرحمن.         |
| صلة   | كيش وعسكر                              |               | خ. س، مع. م. ع رقم 4303، وثيقة بتاريخ شهر حرم 1318 / 19 مايور 1900           | 30              | 60    | عدد الخيالة : 937 - عدد الرماة : 8499<br>أعطي لهم جميعاً 31119 مثقال، بمناسبة «يوم عاشوراء، عام أعلاه (1318)».                                       |

وبالإضافة إلى ما سبق ذكره، لابد من الإشارة هنا إلى نوع آخر من العطاء والإعانة، كان المخزن يخصص به عدداً من أطر الكيش وال العسكري، على غرار ما كان يصل به بعض الأشخاص من حاشية السلطان، أو من العلماء والمرابطين، وذوي النفوذ والجاه في المدن والقبائل، وذلك في مناسبات معلومات، تحدثنا الوثائق المخزنية عن بعضها على النحو الآتي :

- الإعانة على تنظيم حفل زفاف البنين والبنات وختن الأطفال.
- المساعدة على القيام بفرضية الحج.
- المساعدة على تنظيم حفلات موسمية.

على أنه يأتي في الرتبة الأولى، من حيث الطلبات المقدمة إلى السلطان من أجل الحصول على الإعانة أو الصلة، وهذا طبعاً على ضوء ما تجمع لدينا من وثائق حول هذه النقطة، مسألة تأهيل البنين والبنات، سواء كانوا من صلب أصحاب هذه الطلبات، أو من أقاربهم، مما يدل على ما كانت تتطلبه من نفقات مهمة عملية إقامة وليمة العرس وتجهيز العروسين.

وهكذا نستفيد مما ورد في وثيقة تحت عنوان:

«تقيد الصاير السعيد، لصاحبه عبد السلام بن محمد السلوى»، أن مائة مثقالاً قد تسلّمها أربعة أنفار من فرق الكيش، ثلاثة منهم كانوا يتسبّبون إلى فرقة القائد عبد بن عبد الملك بمدينة طنجة، بنسبة خمسة وعشرين مثقالاً لكل واحد من المستفدين الأربعة<sup>(7)</sup>.

ومن الملاحظ كذلك في هذا الصدد، أن طلب الإعانة كان لا يقتصر على ابن أو قريب واحد، أو الاثنين معاً، بل كان عددهم أكثر من هذا القدر، يصل أحياناً إلى خمسة أشخاص فأكثر، كما يتضح ذلك من الفقرة الآتية، وهي عبارة عن ملخص لرسالة القائد الجرازي، ولعله المهدى، قائد كيش قصبة الأوداية بمدينة الرباط، حيث ورد فيه ما يلي :

(7) خ. س، لـ 5، ص. 42، وثيقة بتاريخ 5 ذي الحجة 1244/8 يونيو 1829.

«... فإن أناساً من جانبه (أي الجراري)، إثناان ولداً أخته، والثان ولد آخر له، وخامسهم ولد قايد ماية في الجيش السعيد، عزموا على التزويع، ويوملون من سحائب فضل مولانا الانعام على كل واحد منهم بصلة وكسوة...»<sup>(8)</sup>.

وهذا عامل الرباط محمد السوسي يتلمس من السلطان إعاناً :

«... قايد الماية الخازنية محمد الشركي صاحبه، عزم تزويع ولده وأخيه، وبناته، يطلب لهم ماتعودونه من الكسوة، وما يسعون به على وليمة العرس...»<sup>(9)</sup>.

وأما الإعانا على القيام بفرضية الحج، فهي الأخرى نجد لها أثراً وذكراً متكرراً في الوثائق. فهذا مثلاً القائد محمد أعراب المحيلدي، وهو من قواد الأطلس المتوسط البارزين والذين كانت لهم حظوة ملحوظة عند السلطان المولى الحسن، يتدخل لدى الأخير، لفائدة قائد المائة محمد بن عبد الكامل البوعزيزي الجامعي، وقدور بن الحاج سعيد، وكلاهما من إدالة عسکر قبيلة دكالة المُعينين للخدمة بقصبة أزرو، ملتمساً الترخيص لهما بأداء فرضية الحج، وتمكينهما من السفر بحراً إلى الديار المقدسة.

ولا ندرى ماذا كان مآل هذا التدخل، وهل أسعف القائدان العسكريان المذكوران على نيل مرادهما أم لا؟ وكل ما في الأمر، هو أن وزير الشكايات وقتئذ، علي المسفيوي، هو الذي كان مكلفاً بهذا الملف، كما يتضح ذلك مما كتب في ظهر رسالة القائد محمد أعراب المحيلدي المذكور، حيث نقرأ ما يلى :

(8) خ. س، أك 175، ص. 8، وثيقة بتاريخ 10 جمادى الثانية 1308 / 21 يونيو 1891.  
انظر رسالة السلطان إلى القائد المهدى الجراري بتاريخ فاتح جمادى الثانية 1306 / 2 / 1889،  
المنشورة في اللوحة 75 من كتاب «رسائل شريفة»، لصاحبها محمد نهليل.  
ورسالة نفس القائد إلى السلطان في شأن عدم احترام القائد محمد السوسي، عامل الرباط، «القاعدة  
فيما يرجع لأحكام المخزنية، وأن يكفى أهل البلد عن التعرض لمثل ذلك ويزجر الفعال، ويمكتنى من  
المخزني (وهو من سلاح الطبجية ويدعى المخجوب بن المنضلي الأولي الزرارى) بتوجه تحمل خدمته،  
ومن قديم لا يدخل عامل المدينة في إبالة الأولي، كما أن الأولي لا مدخل له في البلد...».

(9) خ. س، مع. رقم 480، وثيقة بتاريخ 19 ذي القعدة 1311 / 24 مايو 1894.

«العادة فيمن ي يريد التوجه للحج من العسكر، أن يقييد كلامه عند السيد على المسفيوي، ويفذ له الركوب»<sup>(10)</sup>.

وتدخل القائد محمد أطالب اليوسي هو كذلك لدى السلطان، ملتمساً إعاناًة محمد المراني على أداء مناسك الحج، برفقة ثلاثة من الأصحاب، وهو الأمر الذي أجاب عنه السلطان، على ما يبدو، في ظهر الوثيقة على النحو الآتي: «مركب واحد»، أي أن الإعاناًة له وحده، ولا شيء لغيره<sup>(11)</sup>.

وعما كان يصل به الخزن بعض هؤلاء القواد كذلك، حين تدعوههم الحاجة إلى ختن أبنائهم، أو أبناء ذويهم، تقدم لنا المصادر عدداً من النماذج المعتبرة والمفيدة في هذا الصدد. ومن ذلك مثلاً ما تتحدث عنه الفقرة الآتية :

«... فقد وصلنا جوابك عما كتبنا لك، في شأن الإعاناًة لأولاد قواد الأرجى على ختناة أولادهم أصلح الله الجميع، وذكرت نعين لك ما يعطى لأمثالهم، فيعطي لهم عشرة مثاقيل للواحد...»<sup>(12)</sup>.

وتقييد وثيقة أخرى، شبيهة للسابقة، أن أحدتهم، وهو الوصيف الجيلاني بن يعقوب، كان قد التمس من السلطان، على يد الحاجب موسى بن أحمد، إعاناًه على ختان أبناءه الستة، الأمر الذي تم له فعلاً، بالإضافة إلىكسوة جديدة لكل واحد منهم<sup>(13)</sup>. وتقييد المصادر كذلك أن السلطان كان يصل عدداً من كبار قواد الكيش والعسكر، بكميات من الخليع مرة في السنة، ويهد آخرين بشور أو إثنين لذبحهما، في مواسم الأولياء والصلحاء، كموسم المولى إدريس بزرهون مثلاً، فضلاً عن تمويله لنزهة «شعبانة» كما يتضح من العنوان الآتي لوثيقة ترجع إلى شهر شعبان من سنة 1308 الموافق لمارس - أبريل 1891 :

(10) خ. س، مع. ح رقم 180، وثيقة بتاريخ 12 رجب 1306/14 مارس 1889.  
وانظر كذلك ما كتبه على المسفيوي نفسه إلى باشا مدينة مكناس، حم بن الجيلاني، في شأن صدور إذن السلطان بأداء نفقات سفر «الطالب المدني مقدم في الجيش السعيد...» إلى الديار المقدسة.

خ. س، و. ز، مع 6، وثيقة رقم 6 بتاريخ 7 رمضان 1306/7 مايو 1889.

(11) خ. س، مع. ح رقم 237، وثيقة بتاريخ 5 شوال 1307/9 مايو 1890.

(12) خ. س، ق. ح، مع. س. م، ملف رقم 21، وثيقة بتاريخ 2 ربيع الثاني 1389/9 يونيو 1872.

(13) م. س، أعلاه، رسالة عبد الله بن أحمد البخاري إلى أخيه الحاجب موسى بن أحمد بتاريخ 80 ربيع الأول 1289/5 يونيو 1872.

«صائر نزهة شعبانة للجيش السعيد بجنان العافية (مراكش) من 25  
شعبان إلى 29 منه عام 8»<sup>(14)</sup>.

ولا يأس أن نختتم حديثنا هذا عن هذه النقطة بالإشارة إلى حالات وأمثلة خاصة في ميدان الإنعام والعطاء، ونقصد به ما كان يهبه السلطان من عقارات، هنا وهناك، لعدد من كبار قواد الكيش والعسكر، إما على سبيل الانتفاع، أو على سبيل التمليلك، مكافأة لهم لما قد أسدوه من خدمات جلّى إلى المخزن. ولthen كان هذا العطاء يطال حتى أبسط الناس وأوضاعهم، على عهد السلطان المولى الحسن مثلاً، فإن العديد من القرائن والدلائل، وهي مستقة من الوثائق، توحّي بأن كبار القوم وأوثقهم صلة بذوي النفوذ والجاه في الجهاز المخزني، هم المستفيدون قبل غيرهم من مثل هذه الهبات والإنعمات، وبالخصوص في السنوات الأوائل من عهد السلطان المولى عبد العزيز (1311 - 1894).

وللدلالة على ما نقول، نورد هنا نص الظهير الذي أصدره السلطان المولى الحسن، بتحويل الملكية التامة لدار من دور مدينة مراكش، لقائد سلاح المدفعية وفرقة «الطلبة المهندسين» وقتئذ مولاي أحمد بن عبد الله الصوري، لما ينطوي عليه من معان معبرة شكلاً ومضموناً، حيث نقرأ ما يلي :

(14) خ. س، مع. ح رقم 303، وثيقة بتاريخ 26 ذي القعده 1309/22 يونيو 1892.

خ. س، و. ز، مع 22، وثيقة رقم 291 بتاريخ 16 محرم 1313/9 يوليو 1895.

خ. س، ق. ح، مع. س. م رقم 2/433، وثيقة بتاريخ 23 شعبان 1277/6 مارس 1861.

خ. س، مع. ح رقم 303.

حيث وردت في الوثيقة حول «نزهة شعبانة» كافة التفاصيل عن كميات وأئمة المواد الغذائية وغيرها التي تم شراؤها المناسبة. وقد حصر المبلغ الإجمالي الذي أداه أبناء البنيقة المراكشية في 13512 مثقال، و6 أواق وثمانية أفلس، وبلغ صرف الريال وقتئذ 125 أوقية.

على أن هذا النوع من العطاء لم يكن مقتصرًا على قواد الجيش وحدهم، بل كان يشمل عدداً من الشرفاء والنقباء، والعلماء والفقهاء، والكتاب، والمرابطين. فهذا مثلاً المؤرخ العربي بن علي المشرفي، وفي سياق الحديث عن انتهاءه من جمع وترتيب ما قاله من قصائد في مدح السلطان المولى الحسن في ديوان خاص بها، ونظم قصيدة أخرى في حرفة السلطان ضد قبيلةبني الكيش في صيف سنة 1888، ومقتل الشريف سرور غدرًا على يد أشخاص من قبيلة أيت سفروشن، يطلب من نائب الوزير محمد بن أحمد السنهاجي التدخل لدى السلطان لغافنته، قائلاً :

«... وأعلم أن حاضرة فاس خلع موسراها ومعسرها، حتى بلغت قلة الزيت 25 مثقالاً، وعيالي ترافق زفاته من حسرة الخليل، فهانا مشوق لأنعام سيدنا، فيه أخلع لهم إن شاء الله...».

- خ. س، مع. ح رقم 162، وثيقة بتاريخ 25 قعدة 1305/3 غشت 1888.

«...يعلم من هذا المسطور الكريم... أننا أقطعنا لمساكه مولاي أحمد بن عبد الله الصويري جميع الدار الكابينة بحومة الولي الأشهر سيدى أبي عمرو من حمراء مراكش صانها الله، المعروفة بدار العربي الحمادي الحمري إقطاعاً تاماً، ملكناها له بسببه، وبسلطنا له الخوز عليها، وأبحنا له التصرف فيها بجميع منافعها ومرافقها وكافة حقوقها الداخلة فيها والخارجية عنها تصرف المالك في ملكه، وذى المال في ماله، من غير ما ينافق أسباب الملكية المؤسسة على القواعد الشرعية لأنحياشه جانبنا الشريف، وقد خدمه واستظلله تحت ظل جنابنا الوريف.

لأمر الواقع عليه من خدامنا وولاة أمرنا أن يعمل بمقتضاه، ويعمل حامله فيما اقتضاه... 8 جمادى الثانية 1308/19 يناير 1891...»<sup>(15)</sup>.

وتضمنت بطاقة للوزير الصدر أحمد بن موسى موجهة إلى باشا مدينة مراكش، عباس بن داود، ما يلي:

«...لعم الأمر الشريف، مكن سيدى محمد الأمراوى من رياض أبيهى الذى بالمواسين والسلام... ومنه، العصكين داخل فيه جميع المنافع والمرافق الداخلية فيها والخارجية عنه، صبح به...»<sup>(16)</sup>.

ولا شك أن هذا الروض كان يعتبر من أفخر وأبهى دور مدينة مراكش وقتئذ. فصاحبها، وهو القائد عبد الله أبيهى الحاجى، كان قد أدرك الجاه والممال معاً، أيام السلطان سيدى محمد بن عبد الرحمن، قبل وفاته في الاعتقال بهذه المدينة، في شهر ذي القعدة من سنة 1284 الموافق لشهر يرارير 1868.

فقد تمكן من امتلاك العديد من العقارات والأراضي. ويكفى أن نشير هنا إلى أن الدرب الذي كان يوجد به هذا الروض، كانت جميع دوره ومبانيه الأخرى في ملكه الخاص، ولا يزال يحمل اسمه حتى يومنا هذا وهو «درب عبيد الله».

(15) خ. س، ك 639، ص. 26.

(16) خ. س، ك 224، ص. 12، وثيقة بتاريخ فاتح قعدة 1313/14 أبريل 1896.

هذا، وَتُطلِّعُنا وثيقة مائة للسابقة، على أن السلطان، على يد أحمد بن موسى المذكور، قد نفذ لأحد أبناء القائد عبد الله أبيهـ، وهو الطالب عبد المالك، وفي نفس اليوم «دار بن بلة الرحماني، بجميع منافعها ومرافقها»، مما قد يعني أن هذا الأخير اضطر إلى إفراغ روض أبيهـ، والاكتفاء بالاستقرار بحومة الزاوية العباسية، قرب باب الخميس، أي في حي أقل رفعة ومكانة من حي الواسين، في إحدى الدور التي تمت مصادرتها مؤخراً لقادة الراحمةـ، المتورطين في ثورة القائد مبارك بن الطاهر الرحماني، على إثر انهزامهم<sup>(17)</sup>.

وأما عموم الجنـد، فلا شك أن المحظوظين منهم، وهم بالضرورة أولئك الذين كانت لهم علاقات ووسائلـ، قادرة على إسماع صوتـهم في الحاشية السلطانيةـ، هـم الذين كان المخزن ينفذ لهم مسكنـاً يستقرـون بهـ، أو دـكانـا يستغلـونـهـ.

وها هو مثال أولـ، استقـنـاهـ من رسـالةـ الحاجـبـ موسـىـ بنـ أحـمدـ إـلـىـ الـباـشاـ سـعـيدـ بـنـ فـرجـيـ، باـشاـ فـاسـ الجـديـدـ، حيثـ كـتبـ لهـ ماـ يـليـ :

«... وبعدـ، لـحامـلـهـ زـوجـةـ عـباسـ الرـحمـانـيـ، ولـدـهاـ فـيـ العـسـكـرـ، وـيـأـمـرـكـ سـيـدـنـاـ أـنـ تـنـفـذـ لـهـ دـوـبـرـةـ تـسـكـنـ بـهـ وـرـاتـ بـمـ جـمـلـةـ العـسـاـكـرـيـةـ...»<sup>(18)</sup>.

واما المثال الثانيـ، فيتعلـقـ بـطـلـبـ مـخـزـنـيـ منـ مـدـيـنـةـ طـنـجـةـ الـانتـفاعـ :

«ـبـحـانـوـتـ الأـحـيـاسـ التـيـ كـاـلتـ بـهـ صـهـرـ أـحـمدـ بـنـ عـبدـ الـفـغـورـ المـتـوفـيـ، وـصـارـ بـالـهـاـلـ.ـ فـلاـ يـأـسـ بـهـاـلـ،ـ إـنـ لـمـ يـكـنـ مـاـعـ وـظـهـرـنـاـ الشـرـيفـ لـلـنـاظـرـ بـهـاـلـ بـصـلـكـ...»<sup>(19)</sup>.

(17) المصدر السابق أعلاه؛ الناصريـ، المصدر السابقـ، جـ 9ـ، صـ. 119ـ؛ بـوـعشـرـينـ، الحـسـنـ بـنـ الطـيـبـ بـنـ الـيـمـانيـ، التـنبـيـهـ الـمـعـربـ عـمـاـ عـلـيـهـ الـآنـ حـالـ الـمـغـرـبـ، تـقـدـيمـ وـتـصـحـيـحـ مـحـمـدـ الـمـنـوـنـيـ، مـطـبـعـةـ الـمـعـارـفـ الـجـديـدـةـ، الـرـبـاطـ، 1994ـ، صـ. 49ـ.ـ وـماـ بـعـدـهـاـ.

ونـصـتـ وـثـيقـةـ بـتـارـيخـ 20ـ جـمـادـيـ الـأـولـ 1314ـ/ـ27ـ أـكـتوـبـرـ 1896ـ.ـ عـلـىـ مـلـكـ الـقـائـدـ الـمـهـدـيـ بـنـ الـعـرـبـيـ الـنـبـيـ وـأـحـدـ الـمـقـرـبـينـ لـلـوـزـيرـ الصـدرـ أـحـمـدـ بـنـ مـوسـىـ، 6ـ حـرـانـيـتـ، وـفـدـقـ، وـدـارـ بـالـمـلاحـ، وـ«ـعـرـصـةـ»ـ بـاسـكـجـورـ كـانـتـ فـيـ مـلـكـ اـبـنـ عـمـهـ عـيـادـ بـنـ أـحـمـدـ الـنـبـيـ.

(18) خـ.ـ سـ،ـ معـ.ـ حـ سـنـةـ 1293ـ،ـ وـثـيقـةـ بـتـارـيخـ 8ـ قـعـدـةـ 25ـ/ـ1293ـ 1876ـ.

(19) خـ.ـ سـ،ـ لـكـ 113ـ،ـ صـ. 143ـ،ـ وـثـيقـةـ بـتـارـيخـ 8ـ جـمـادـيـ الـأـولـ 1308ـ/ـ20ـ دـجـنـبـرـ 1890ـ.

### ثانياً : نماذج من الإنعامات والاقطاعات

ويتعلق الأمر هنا، بالأساس، بالأراضي الفلاحية التي كانت تتوزع على بعض الجهات من البلاد كسوس، وحوز مراكش، وتادلة، ونواحي مكناس وفاس، وأزغار قرب سidi قاسم، ومنطقة الهبط، وفحص طنجة... وينبع الخزن حق استغلالها تنظيمات قبائل الكيش المختلفة<sup>(20)</sup>.

ومن المعلوم كذلك أن جميع الدول التي تعاقت على الحكم بالمغرب، بدءاً من الأدارسة وانتهاء بالعلويين، قد اعتبرت أن فتح البلاد وإخضاع سكانها، قد تمّ عنة وبحد السيف، لا صلحاً وتراضياً. ومن ثمة سيادة الدولة العليا على كافة أراضي البلاد، وحرفيتها المطلقة في التصرف فيها كيفما شاءت. وما يدل على تأصل وترسخ هذه الفكرة في ذاكرة الحكام والمتلقين من السكان، وعلى استمرار مراودتها أذهانهم في القرن التاسع عشر، ما كتبه في هذا الشأن ناظر الأحساب بمدينة القصر، محمد بن السائع، في سياق رسمه للسلطان المولى الحسن الحالة والأوضاع في هذه الربوع الهبطية، وكذا في منطقة جباله، حيث قال :

«... وعبد السلام الوزاني، وشاوش (عبد السلام كذلك)، ما  
عندهم أرض بقبيلة أخلوط وطليق، إما أرض الخزن وأرض الجامع، وسيدنا  
أعزه الله دفعها لهم في المكاليف الخزانية والوضائف السلطانية هو كراءها،  
وكذا بلاد الغرب، وببلادبني احسن متاع الخزن... وجميع تلك أرض  
أرض الخزن... وكتب كتابه الشريف بأن البلاد بلاد الخزن، وببلاد الجامع،  
لاتباع، ولا ترهن...»<sup>(21)</sup>.

ويبدو كذلك أن المربيين هم أول دولة في المغرب أقطعت القبائل الموالية لها أراضي فلاحية، مقابل الخدمة في الجنديه على الدوام. وصار على نفس النهج السعديون، على الأقل في بداية أمرهم، فاستخدمو جماعات قبilia في ناحية سوس، وأقطعواها أراضي فلاحية في أحواز مدينة أكادير، ككسيمة، ومسكينة مثلاً.

Le Coz (Jean), *Les Tribus Guichis du Maroc. Essai de Géographie Agraire.* R.G.M. n° 7. (20) Rabat, 1965, pp. 1 - 52.

(21) خ. س، مع. ح رقم 183، وثيقة بتاريخ 2 شوال 1306 / 15 يوليو 1885. الشخصان المذكوران هنا مما: الأول شريف وزان طبعاً، وأما الثاني فأحد المغالطين للتجار اليهود والأوربيين. مدحبي القصر والعراش، والإثنان معاً كانوا يغريان الناس، ويُشجّعانيهم على بيع أراضيهم إلى الأجانب.

وأتبع نفس السياسة العلويون بعد أن آل الأمر إليهم، بل طوروه، وأحسنوا تنظيمه وضبطه وعمموه، وبالخصوص على يد المولى إسماعيل (1083 - 1140 / 1672 - 1727)، والمولى عبد الرحمن بن هشام، والمولى الحسن بالنسبة للفترة التي تهمنا هنا.

ومعلوم كذلك أن هؤلاء الجنود المزارعين كانوا لا يملكون سوى حق الانفاس من بقعة الأرض الخولة لهم من طرف السلطان، والتي كانت مساحتها طبعاً تختلف من قبيلة إلى أخرى، ومن مستفيد إلى آخر. وقد تكون كذلك في مناطق المسمى، أو في مناطق البعلبي، أو تكون من جزء يسكنه مياه السوادي والعيون، ويخصص لإنتاج القطاني، وهي من الخضر والفواكه، وتربية بعض رؤوس من الأنعام، بينما يتكون جزءها الآخر من أراضي البور تستغل فقط لإنتاج الحبوب.

وإذا كانت الأراضي الممنوحة لأفراد قبائل الكيش، كالأوداية، والشرارة، وأهل سوس مثلاً تمت على مئات الهكتارات، ويتولى المستفيدين تقسيمها فيما بينهم، فإن الأرض المنفذة لقواد العسكر وكباره، وكذلك إلى أشخاص آخرين لا ينتسبون إلى مؤسسة الجيش، كانت مساحتها تفاس بزوج الحرف، أي ما كان يناسب حرثه من الأرض بواسطة محرك تجره بهيمتان، ويكفل إنتاجه من الحبوب عولة صاحبها وأسرته، خلال السنة. ولهذا، كانت مساحة البقعة من الأرض المنفذة رهينة بنوع بهائم الجر المستعملة، هل من الجمال والبغال، أو من الأبقار والحمير، الأمر الذي يعطي مساحة تتراوح ما بين 2,50 و 10 هكتارات لزوج الحرف الواحد<sup>(22)</sup>.

وعلاوة على معيار «زوج الحرف» في قياس وتحديد سعة القطعة الأرضية المنفذة، فإن معلم «البلادات» الكبرى والتي كان المخزن يقطعها بعض فرق الكيش

Salmon (G.), *La Tribu des Faluya, Arch. Maroc*, vol. 1, p. 228 ; Le Coz (Jean), *op. cit.*, p. 5 (22) حيث يقول المؤلف عن البقعة الأرضية التي كان يقطعنها السلطان للجندي المزارع الواحد، كانت تدعى «مخزن»، وتتراوح مساحتها ما بين 5 و 18 هكتاراً.

- لم نعثر سوى على إشارة شاردة إلى ثمن بقعة أرضية تناسب سعة زوج الحرف، وردت في تقدير تركة شخص يدعى أحمد البوعناني، وهي كالتالي : «... ومن البلاد مقدار حرث زوج كان اشتراها بأربعة وثلاثين ريالاً...».

خ. س، لـ 664، ص. 71. 9 رجب 1285 / 29 أكتوبر 1868.

بكيفية إجمالية، على أن يتولى رؤساؤها فيما بعد تقسيمها بين ذوي الحقوق من إخوانهم، «على نسبة ديواوهم في التكاليف المخزنية»، كان يتم تحديدها باستعمال الحبال لضبط طول ضلوعها، كما تبين ذلك مما ورد في وثيقة مخزنية حول المهمة التحكيمية التي أناطها السلطان بالباشا ولد أب محمد الشركي في منطقة أزغار، وإنها النزاع القائم هناك حول الأرض بين أولاد دليم، وزراره، والشبانات، حيث يتهم كل فريق من هؤلاء جاره باغتصابه أراضي تابعة له. وما كتبه السلطان إلى الباشا المذكور، ما يلي :

«... ووقفتم على ما ييد كل من البلاد المذكورة، وقدرتوه بالحبال طولاً وعرضنا، فألفيتهم دركاً للدليم ومن معهم على زراره ومن معهم ثمانية عشر حبلأ طولاً، في كل حبل مائة وأربعون قامة...»<sup>(23)</sup>.

يقول لوطورنو، في سياق الحديث عن مقاييس الطول المستعملة بفاس قبل سنة 1912، ما يلي :

«... كانت مختلف حرف البناين والشراطين تستعمل عادة لقياس الاعانة (القامة)، وبشكل مقياس طول ذراعين متعددين بتصالب، كانت تقام به أبعاد حجرة مبنية، وأبعاد حبل... كان هذا المقياس يعادل في المعدل 1,65 متر...»<sup>(24)</sup>.

و واضح أن ما تسمح بالكشف عنه المعطيات الواردة في الاستشهادين السابقين، هو مقدار طول الحبل المستعمل هنا في قياس أضلع الأرضي الخولة لكل فريق من هذه الفرق، وهو 231 متراً، ثم مقدار الطول والعرض معاً للقطع الأرضية التي يدعى كل طرف من هذه الأطراف المتنازعة أن خصمه قد اغتصبها له، مطالباً ببارجاعها أو تعويضها له.

ونشير بالمناسبة إلى أن مثل هذه العملية وغيرها، والهادفة إلى مسح أراضي قبائل الكيش على المخصوص، كانت تتم بمعتنه الدقة والضبط، تحت إشراف قاضي الجماعة، وبashوات الكيش، وعدد من العرفاء و«أهل البصر»، وأعيان الفرق

(23) خ. س، ك 371/ص. 129، وثيقة بتاريخ 10 ربيع الأول 1303/10 ديسمبر 1885.

(24) لوطورنو، روحي، فاس قبل الحماية، ترجمة محمد حجي، ومحمد الأخضر، منشورات دار الغرب الإسلامي، بيروت، 1986، ج 1، ص ص. 402-403.

المتنازعة. وكانت تستغل معلم البلد الطبيعية، كالجداول، والخنادق، والرسي، والصخور، وبعض الأنواع من النبات المتميز كالدوم، والسدرة، في رسم صورة تقريبية لها، وثبتت الكل في إشهاد عدل، تعطى منه نسخ للمتنازعين، فضلاً عن الأصل الذي يبعث به إلى السلطان.

ولنا في وثيقة من هذا النوع، أحسن مثال دال ومسجد مثل هذا النوع من العمليات، ويتعلق الأمر بتحديد البقعة الأرضية التي :

«... أنعم مولانا جل علاء على الجيش الجديد المفروض من الفرقين المذكورتين (رحى أهل تافلات ورحى أهل الريف)، وأمر مولانا المنصور بالله بتنفيذها على يد البشا الأنصح وعاملها الأفلح القائد العربي ولد أب محمد الشركي... مبتداً حدها الكافي حرارة عشرة أزواج المعتادة وفق الأمر الملوبي...»<sup>(25)</sup>.

ونقرأ في تقييد مخزني بتاريخ 25 ربيع 1297 الموافق 6 يناير 1880،  
 «أسامي بلادات الجيش السعيد المنسوبات لمناب المخزن وفره الله لأمر أو جبه...».

والمقصود هنا بالجيش السعيد قواد وكبراء فرق عبيد البخاري بمكناس، أي عبيد الزنقة، وسعادة، والڭوارم، والزماني، وسعود، رُتبت أسماؤهم حسب هذا التسلسل، وأثبتت أمام كل واحد منهم عدد «البلادات» التي كانت مسجلة عليهم، كأولاد بن يعيش مثلاً، أو القائد الجيلاني بن يعقوب، أو القائد بوعزة السريفي، أو إدريس بن زينة. وأماماً عدد «البلادات» التي تم إحصاؤها، فقد بلغ عددها 227 قطعة أرضية، كانت موزعة على الأماكن الآتية :

- تانوت والڭعدة وما أضيف إليهما.

- حمام العزيّات وبرج العدة إلى سيدى بوزكري، إلى باب الفزدير.

- العوilyجة وما أضيف إليها.

- الدار البيضاء وما والاها إلى سهب الرمان<sup>(26)</sup>.

(25) خ. س، ص. س، س. III. حرف ب، مع رقم 23، وثيقة رقم 3405 بتاريخ 5 رجب 1311 / 12 يناير 1894.

(26) خ. س، ق. ح، مع ح رقم 8.

وكان يحدث كذلك أن يأمر السلطان بإسقاط المؤونة والراتب عن بعض القواد العسكريين، إذا ما تبين له أن الاستغلاليات الفلاحية الممنوعة لهم توفر لهم إنتاجاً كافياً لضمان عولتهم. وهذا ما حدث بالفعل لعدد من قواد كيش أهل سوس بحوز مدينة مراكش، وهم القائد عبد الله بن الجيلاني الدليمي، والقائد محمد بن الحسن النسب، وأحمد بن العربي العمري، ومنصور التكني، وعلي بن بلعيد، وقاسم الشباني، حيث إن كل واحد منهم، يضيف السلطان قد :

«توصلي بما نفذناه له على يد وصيفنا إبراهيم الأكراوي (باشا قصبة المشية بمراكش) بالحوز من قدر ما يسع حمرت زوجة أو زوجتين. فإن أكمل الله أمر هذا الحمرت الذي نفذناه لهم، وحملوا زرعه، فلا يبقى لتنفيذ المثونة لهم محل. للقطع عنهم إن شاء الله، لأنهم يتسلخون، ويحرثون، فريادة المثونة لهم بعد هذا، زيادة في غير محلها...»<sup>(27)</sup>.

وينبغي أن نذكر هنا بعض الحالات الخاصة، نظر على نماذج منها في الوثائق، من حين آخر، وتمثل في الأساليب المستعملة من قبل المخزن، أي السلطان، بهدف استغلال أراضيه في جهات مختلفة من البلاد، وذلك إما على يد قواد القبائل، أو بواسطة قواد قبائل الكيش، علاوة على ما كان لأولئك وهؤلاء يذرونه من مقدار القمع والشعبير، في الأراضي الخلوة لهم أو لاتبعاعهم.

ففي المثال الأول وقد استقيناها من وثيقة بتاريخ 29 ربيع الأول 1274 الموافق 31 أكتوبر 1857، ويتعلق الأمر بتقرير مختصر عما اتخذ من تدابير لتنفيذ أوامر السلطان في شأن :

«... تفريق الأزواج على الواقفين الشليح والشديد، وإن فضل شيء من البهائم يُزاد منها لكل واحد من الواقفين ما يستحقه بحسب سعة البلاد وجودتها، ومن التكليف بأمر الحرالة...».

هذه الأرضي التي كلف كل من الشديد وبارك بن الشليح الشرادي بحراثتها لصالح المخزن كانت توجد في تراب قبائل كيش أهل سوس أزغار، وتولى

(27) خ. س، مع. س. رقم 39، وثيقة بتاريخ 19 ربيع الثاني 1290 / 16 يونيو 1973.

ثاني هذين القائدين، أي ابن الشليع حرث ما يناسب خمساً وعشرين زوج حرث، في كل من الحجرة الشريفة، وعين الشيخ، والعين الباردة، بينما كلف الأول بحرث ما يناسب أربعة عشر زوج حرث فقط، ستة منها ببومزون، وثمانية بجنان مولاي بننصر<sup>(28)</sup>.

وأما المثال الثاني، فوردت الإشارة إليه في كتاب وجهه أحد قواد كيش أزغار أيضاً، وهو الصديق بن مبارك الزراروي إلى السلطان، يطلعه فيه على ما يقوم به من تدليس واختلاس، حسب ادعائه، القائد أحمد الزراروي، على حساب ممتلكات الخزن والخواص معاً، وبالخصوص الزرع المخزون في أمراس السلطان المنتشرة في تراب قبائل كيش هذه المنطقة.

ونعلم بالمناسبة كذلك :

«بأن الأمر الملوبي كان صدر إليه (أي القائد أحمد الزراروي) ولسائر قواد إال سوس أزغار بيدر سنة أوزق مناصفة في توزيز الجائب الأسماء كل سنة لكل عامل، وتلك العادة من قيد حياة سيدنا الجد الكبير قدس الله روحه، وهم يخرونون في ذلك خيانة متفاوحشة بدءاً ونهاياً...»<sup>(29)</sup>.

وأما المثال الثالث، فيفيد بأن الخزن كان يفضل تكليف قواد قبائل الدير، كدويران، ودمسيرة، وكدميبة، ووريكة، وغيفاية، ومسفيوة... بخدمة أراضيه في كل من عين دادة، والخوز، وسلطانات، وأغاطيم، وتبوهنيت، بحوز مدينة مراكش، عوض إسناد أمر حراثتها إلى قبائل الكيش، كما هو الشأن مثلاً في كل من أزغار، ونواحي مكناس وفاس. وأضاف صاحب الكتاب بأن عدد أزواج الحرث التي كان يتبعن تسليمها لكل «مقدم» أي مكلف، من مقدمي «أجرانات» الخزن، هو رهين بسعة الأرض المحوثة موكداً على أن :

«عدد أزواج الحرث التي تكون، حيث يكون سيدنا نصره الله بمراكش، بخمسة أزواج، تدفع لكل مقدم من مقدمي الاجرانات بحرث

(28) خ. س، و.ز، معج 4، وثيقة رقم 159.

(29) خ. س، مع. ح رقم 466، الوثيقة بتاريخ 3 شوال 1311 / 9 أبريل 1894.

بها من أول السنة إلى آخرها، وتردف لها تويزة من أزواج القبائل بقصد  
إعانتهم في المراجلة السعيدة...»<sup>(30)</sup>.

ومهما يكن من أمر، فإن السلطان كان يكفي خدامه من قواد ورؤساء  
الكيش والعسكر، وكذلك بعض الأشخاص الآخرين مِنْ اعتناد تكليفهم بقيادة  
عدد من الحملات العسكرية، كالشريفين محمد المراني وأخيه عبد السلام، وذلك  
بإقطاعهم أراضي فلاحية هنا وهناك، مع ما كان يكفيها من ماء السقي، ارتأينا  
إثبات مجموعة منهم في الجدول الآتي :

(30) خ.س، ك 554، ص. 6 وما بعدها، وثيقة بتاريخ 27 رجب 1305/9 أبريل 1888.  
وردت أسماء القواد المكلفين بأمر حراثة أراضي الخزن بالجوز، حيث بلغ عددهم اثنى عشر  
قائداً، يتقدّرهم أحمد أمالك، باشا قصبة المنشية. براكنش وكيش أهل سوس بها، وهم حميدة  
المسيحي، ومحمد بن العباس المزميزى، ولحسن المزوضى، وعبد الرحمن المسفيوي، ومحمد بن  
القرشى الأوريكى، والطيب الكتافى، ومحمد الجرجوري، وأحمد الدويرانى المغوسى، وعباس  
بن داود (باشا المدينة)، وخليفة حمادى المسفيوي.

| الرسول         | المرسل إليه              | المسجد              | المكان   | عدد زوج الحوت أو «البلاد» | المصدر والتاريخ                                 | ملحوظات   |
|----------------|--------------------------|---------------------|--|---------------------------|---|---|
| موسى بن أحمد   | الخليفة مولاي الحسن      | القائد المحرج       | أسكجور (حوز مراكش) الفلافي                         | 1                         | خ. س، ق. ح، مع س. م، ملف رقم 2 بتاريخ 1870/1287 | هذا الرجل من وصيفان السلطان ونفذت له البلاد فعلا  |
| السلطان        | الخليفة مولاي عشان       | أحمد الزرارى        | الجوز («في البلاد التي يحرث بها القواد المعزولون») | 2                         | خ. س، مع سنة 1291. 1874/1291                    | ورد التصريح على هذه «البلاد» الخاصة بالقواد المعزولين، وهي ساقية مزر كانت في كتاب وجهه قواد قبة الشيشة بمراكش، في 7 جمادى الأولى 1310/27 نوفمبر 1892. - خ. س، ك. 705، ص 82.   |
| أحمد بن موسى   | حمد بن الجيلاني          | بوشنا «صاحب الفراش» | مكس  | 2                         | خ. س، و. ز، مع وثيقة رقم 297 1297               | خدم الحاجب كابي قانلا: «على أن يكون فيه (الخل) مقدار زوجين ليكون يحرث في محل سنة، وفي محل آخرى على القاعدة في ذلك».   |
| أحمد بن موسى   | عبد الله بن محمد المرانى | وادي التجا          | مكس  | 5                         | خ. س، و. ز، مع 26، رقم 1881/1298. 27            |   |
| المهدي الجراري | بارك بن الشليع           | مكس                 |  |                           | خ. س، مع ح رقم 142. 1887/1305                   | فهم من كلام هذا القائد أن الأرض التي أمر بتعيينها له والإخوانه القائد علال بن بوعزة الأودي، عرض التي كانت يملئهم. ولكنها نفذت للقائد بارك بن الشليع والتي «غاية ما تسعه حرث ثلاثة ترواج أو لربعة ترواج...» مما يعطي فكرة عن سعة الأرض المتوفحة لابن الشليع. |

| المرسل                 | المرسل إليه                                 | المستفيد   | المكان           | عدد زوج الحرف أو «البلاد»        | المصدر والتاريخ                   | ملاحظات |
|------------------------|---|--|------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---------|
| ظهور                   |   | ورثة الوصيف القائد محمد بن الفقيه البحاري  | مكّس             | ١<br>التي كانت بيد أبيهم (الوفى) | خ. س، لـ ٦٣٩، ص. ٢٣.<br>١٨٩٠/١٣٠٨ |         |
| ظهور                   |   | قائد الرحى محمد بن الشاوي البخاري  | مكّس             | ٢<br>«وعرة»                      | خ. س، لـ ٦٣٩، ص. ٢٣.<br>١٨٩٠/١٣٠٨ |         |
| السلطان                | قواد كيش عبده، واحمر، والتابية، وحريل، وتكة | قائد المائة بنعيسى العبدى  | سعادة حوز مراكش) | ١<br>«وعلانها»                   | خ. س، لـ ٦٣٩، ص. ٢٥.<br>١٨٩٠/١٣٠٨ |         |
| قواد قصبة المشية مراكش | السلطان                                     | - القائد خنيشيش (إدريس بن محمد، ياشام مراكش سابقا)<br>- شريف وشريفة من قرابة السلطان<br>- محمد الصغير (العلاف الكبير)<br>- محمد الجاوش (العلاف الكبير) كذلك<br>- بنعيسى العبدى | سعادة            | ١<br>٢<br>١<br>١<br>١            | خ. س، لـ ٧٠٥، ص. ٨٢.<br>١٨٩٢/١٣١٠ |         |
| محمد بن مبارك المغافري | السلطان                                     | - القائد محمد بن عبد الرحمن<br>- الشيخ محمد علي بن بوسليم (من حنطة المكاحل)  |                  | ٣<br>١<br>١                      | خ. س، مع. ح رقم ٤١٢.<br>١٨٩٣/١٣١٠ |         |

| المرسل                          | المرسل إليه                 | المسجد                                       | المكان | عدد زوج المرث<br>أو «البلاد» | المصدر والتاريخ                         | ملاحظات   |
|---------------------------------|-----------------------------|--|--------|------------------------------|---|---|
| الخليفة<br>مولاي<br>الرشيد      | السلطان                     | سليمان المهندس<br>(من الخاطي)                | مكناس  | ١                            | خ. س، مع. رقم 469.<br>1894/1311         |   |
| القائد قاسم<br>الأودي<br>السوسي | أحمد بن<br>موسى             | المرسل نفسه<br>وهو خليفة لقائد<br>أرجى       | أزغار  | ١                            | خ. س، مع. م. ع. رقم ٥/٤٠٩.<br>1894/1312 | يتوفر هذا القائد على قطعة أرضية<br>ظل يستغلها حتى هذا التاريخ، ولكه<br>غيره الحصول على أخرى تسع زوج<br>المرث واحدة لأن «الخلاف يكلهم<br>عندم الزائد في البلاد عدى أنا<br>نكم المرث بالكراء».  |
| إشهاد                           |                             | ٧ قواد المائة لقبيلة<br>الروحة بحوز<br>مراكش | تبونيت | ٧                            | خ. س، ك ٥٥٤، ص ٢٢.<br>1894/1311         | توصل هؤلاء القواد، وأسماؤهم<br>واردة في الوثيقة، بقطفهم الأرضية<br>على يد خليفة «الباشا الأرضي» القائد<br>المهدي (بن العربي المنبهي) ... .<br>ورد ذكر لهؤلاء الروحة، في وثيقة<br>بتاريخ ١٤ ربـ جـ ١٢٩١، الموافق ٢٧<br>غشت ١٨٧٤، التمس فيها الباشا<br>أحمد أمالك من السلطان الإنعام<br>عليهم بأرض يستقلونها، بمناسبة<br>انحرافهم في صفوف قبائل كيش<br>حوز مراكش، وكان عددهم وقتذاك<br>بهذه المدينة وفي الخدمة ٥٠٠ نفرًا.<br>خ. س، مع. ح، سنة ١٢٩١. |
| ظهير                            | عمر بن عبد<br>الكرم البخاري | مكس  |        | ١                            | م. و، م. ر، مع ٤.<br>1908/1326          | تعطى عادة هذه القطعة الأرضية إلى<br>أغا عسكر البخاري.   |

ثم إننا نستشفُّ من الوثائق أنَّ المخزن لم يكن دائمًا يعامل أطره العسكرية على قدم المساواة، بل العكس هو الصحيح، إذ إن سعة الأرض المخولة، وموقعها وجودة تربتها وتتنوع مغروباتها، وغزاره مواردها المائية، رهينة بمكانة الشخص في مؤسسة الجيش، ودرجة ونوعية علاقاته وصلاته بكتار أوعون المخزن.

فهذا مثلاً القائد مبارك بن الشليح الشرادي، وفي الوقت الذي كان متولياً فيه على كيшиش أهل سوس بأحواز مدينة مراكش، كان قد منح حق استغلال فردية من ماء ساقية موزَّكَلْفَت وحده لسكنى أراضيه ومغروباتها. ولما انتهت مهامه بهذه الناحية، وأُسند له المخزن مهام مماثلة في منطقة أزغار، على رأس فرق أولاد دليم، وعامر، وتكنة، وزع مقدار ما كان يتصرف فيه من موارد مائية، على خمسة قواد عسكريين عينوا في مكانه<sup>(31)</sup>.

ثم إن مجاري المياه التي كانت مياهها في اندفاع وتدفق مستمرٍ، متفرعة عن أنهار وأودية تغذيها باستمرار مياه العيون الغزيرة التي نادرًا ما كانت تنساب، كانت طبعاً من حظ ذوي النفوذ والجاه، الأمر الذي كان يقلل من أهمية السواعقى والجداول الأخرى التي كان صبيب مياهها ضعيفاً، أو يتوقف مدة شهور طوال. ويبدو أن السواعقى المتولدة في جهة زاوية الشرادي بحوز مدينة مراكش كان ماؤها قليلاً، «بخلاف سواعقى أيت سعادة وأسكجور...» الغنية بمياهها<sup>(32)</sup>.

(31) خ. س، لـ 175، ص. 8، رسالة القائد جامع العمري إلى السلطان، بتاريخ 10 جمادى الثانية 1308 بنابر 21/1891.

- خ. س، لـ 707، ص. 73، وثيقة بتاريخ جمادى الأولى 1310/21 نونبر 1892.

(32) خ. س، لـ 47، ص. 150، رسالة السلطان إلى الخليفة مولاي الحسن، في شأن فردية من الماء لشخص يُدعى قدور بن الطاهر المنفري.

ومن المعلوم أن هاتين الساقيتين، وكذلك ساقيتنا أكفاي وتماركَلت، كانت تتفرع جميعها عن وادي نفيس. وكان أوعون المخزن البارزون، وكبار القوم يملكون عزائب، ويستغلون أراضي كانت تسقى مياه الساقيتين الأوليين على الخصوص، أي سعادة وأسكجور، الأمر الذي يفسر ولا شك ورود ذكرها باستمرار في وثائقنا.

انظر حول توزيع أراضي الكيسي، والجماعات القبلية، والخواص، وشبكة مياه السقى في منطقة حوز مراكش، والمتداول من مصطلحات في هذا الميدان، في أوساط المزارعين وقتنا، ويرد بعضها في الوثائق المخزنية كلفظة «فردية» مثلاً، والتي كانت تعني مدة الوقت المعادل لنصف «نوبة» من الماء، أي مدة نصف يوم من 24 ساعة، أو «جران»... :

Pascon (Paul), *Le Haouz de Marrakech*, Edit. Mar. et Internat, Tanger, 1977, T. 1, pp. 82, 89, 98, 100, 134, 211, 279 et du même auteur.

*Théorie Générale de la distribution de l'eau dans le Haouz de Marrakech*, R.G.M.? n° 18, 1970, p. 15.

وسبق للمؤرخ الناصري أن كتب، في سياق الحديث عن نهاية تمرد الرحامة وتغلب السلطان سيدى محمد بن عبد الرحمن عليهم سنة 1278 - 1862، ما يلي:

**ثالثاً : عرّاقب هذه السياسة على الأطراف المستفيدة، وما كانت تسبّب في خلقه من نزاعات فيما بينها، ومع أطراف أخرى غير عسكرية**

ومعلوم كذلك أن استغلال هذه الأرضي، كان يودي، من حين لآخر، إلى نشوب نزاعات ومشادات بين الفرقاء، جماعات وقبائل كانوا أم عشائر وأشخاصاً، فإن السبب في ذلك يرجع إلى مشكل تقسيم وتوزيع حصص مياه السقي على المستفيدين منها. ولقد كانت هذه النزاعات حادة وضاربة، وتتجدد باستمرار، سواء تعلق الأمر بما يحدث من هذه النزاعات والخصومات، في صفوف فرق الكيش فيما بينها، أو بين عناصر هذه التنظيمات وملوك الأرضي المستفيدين هم كذلك من حصص مياه السوق والعيون، من أهل المنطقة أو المدينة القرية منها. ولا يأس أن نسوق هنا أمثلة عن هذا الجانب، في كل من ضاحية فاس، وحوز مراكش. ففي كتاب من السلطان إلى عامل فاس القائد الجيلاني بن حم، وفي آخر وجهه خلف هذا الأخير، البشا سعيد بن فرجي إلى الحاجب موسى بن أحمد، بضعة أسابيع فقط بعد تاريخ إرسال الأول، وردت الأوامر السلطانية بإبقاء بلاد بوغزوان كلها في يد إداوبلال وأولاد إدريس من كيش فاس الجديد وحدهم، لا أحد ينزعهم فيها؛ وأما بلاد الحريشة المجاورة لها، فتنقسم «أثلاثاً بينهم وبين أولاد الحاج لا غير...»<sup>(33)</sup>.

ويتضح من الرسالة الثانية كذلك، أن السلطان كان أمر «بقسمة بلاد أبي غزوان مناصفة بين خدام سيدنا إداوبلال وأولاد إدريس...».

بيد أن هذا الفريق كان لا يرى القسمة على هذا النحو، مدعياً بأن :

«ما عندهم ساكن بالقصبة وبفاس الجديد، إلا النزر القليل،  
وخيامهم بأبي غزوان أكثر من خيام دوبلال وأن معظم عمارة  
دوبلال القصبة وبفاس الجديد...». ولهذا، فإنهم يتلمسون من  
السلطان بأن :

= «...فهجم عليهم، وأوقع بهم وقعة سيفوا بها بعد ساعة إلى مراكش مفرنن في المبال حتى  
ضاقت بهم السجون...، ثم عفّا عنهم، بعد أن انتزع منهم بلاد أبّت سعادة، وغواطم،  
والآدابة، وهي من أخصب البلاد وأذكّاهـ...». الناصري، المصدر السابق، ج 1، ص 110.

(33) خ. س، و. ز، معج 15، وثيقة رقم 122 بتاريخ 2 رمضان 1291/12 أكتوبر 1874.

« تكون القسمة لأبي غزوان بينهم وبين دوبلال على عدد  
الخيام...»<sup>(34)</sup>.

على أن وثيقة ثالثة، صدرت عشرين سنة بالتقريب بعد تاريخ صدور الوثيقتين السابقتين، تفيد بأن أولاد إدريس وإدوبايل :

«صاروا يترامون على بلادات الناس الذين يملكونها بالرسوم....». يتعلق الأمر طبعاً ببلاد بو غزوان. فكان جواب السلطان هو :

«... فالذي يكون عليه عملك (باشا فاس الجديد)، سعيد بن فرجي) هو إقرار كل منهم على تصرفه، من حياة سيدنا الجد، وسيدنا والد رحمهما الله والسلام...»<sup>(35)</sup>.

فإذن، يعني هذا الكلام أن أراضي بلاد بوغزوان لم تكن حكراً على هذين الفريقين العسكريين وحدهما، بل كان أناس آخرون يشاركونهم استغلالها، وذلك منذ عهد السلطان المولى عبد الرحمن بن هشام على الأقل. ومن الملاحظ في هذا الصدد، أن السبب الأكثر إثارة للجدل والتزاع، في صفواف هؤلاء المزارعين الجنود، أو مع جيرانهم من الملوك الخواص، كان يتمثل بالأساس في مسألة الاستفادة من مياه السقى، إذ كان الأولون على الخصوص، يميلون إلى الاستحواذ على مصادر المياه وإقصاء الآخرين.

وفي مثل هذه الحالات، كان السلطان يتدخل لحسن الخلاف، وفض النزاع، وإرجاع المياه إلى مجاريها.

وتشير الفقرة الآتية إلى واحد من هذه النزاعات المتعددة والمكررة، والذي نشب :

«... بين ملاك بلادات المسرة، خارج باب الشريعة من هذه الحضرة الإدريسية صانها الله من أهل فاس، وبين معتزمي بلاداتها التي هي للجانب

(34) خ. س، و. ز، مع 18، وثيقة رقم 295 بتاريخ 23 شوال 1291 3 ديسمبر 1874.

(35) خ. س، مع. ح رقم 391، وثيقة بتاريخ 24 رجب 1310 11 يناير 1894.

العالى من أهل سوس، وعبيد سيدى البخارى من الجيش السعيد في الماء الذي تسقى به بلادات المسرة المذكورة الآتى لها من عين الشقف...»<sup>(36)</sup>.

المقصود من باب الشريعة هنا هو باب محروق، أحد الأبواب المشهورة بمدينة فاس، والذي كان «باب العقوبات، تعلق فيه رؤوس الفوار الذين قتلهم الجيوش الشريفة...»<sup>(37)</sup>.

وكان سبب اندلاع النزاع، استحواد عناصر الكيش المذكورين على جميع بمحارى المياه المتداقة من عين الشقف، والخليولة دون وصولها إلى حقول ومزارع الملك الآخرين.

وفي محاولة لرد الأمور إلى نصابها، أمر السلطان المولى عبد الرحمن بتكونين لجينة عهد إلى أعضائها بالتوجه إلى عين المكان، وتقضي الحقائق، وتقديم تقرير في هذه النازلة، تحت إشراف عاملٍ فاس العتيق محمد بن الطالب (الهنتيفي)، وفاس الجديد البشا فرجي، كما عين خبيرين في شؤون حراثة الأراضي، وقواعد توزيع مياه السقى على ذوي الحقوق، دُعيا في الوثيقة بـ«شيخي البصر»، وهما الشريفان العربي بن الطيب الدباغ، وإدريس بن عبد الرحمن الشفشاوني الموسوي.

(36) خ. س، ك 348، إشهاد عدلٍ بقلم الفقيه أحمد بن العربي العلوي البغدادي و محمد بن محمد الطالب بن سودة المري، بتاريخ 3 ذي القعدة 1275، الموافق لـ 4 يونيو 1859.  
 وأشار الأستاذ المنوفي، في سياق الحديث عن «منشآت مرينية بضاحية فاس الجديد» إلى حدائق كانت تسمى المصارة - بضم الميم - قائلاً بأن رسم هذه اللقطة على هذا النحو وارد في «القاموس الخبيط» للفيروزابادي، وعند عدد من مؤلفي الغرب الإسلامي، كابن أبي زرع، وابن الخطيب، وابن خلدون مثلاً. وحول معنى الكلمة، يقول المنوفي: «... وقد استعمل هذا الإسم بالأندلس للدلالة على الفضاء الواسع في جوار المدن، حيث يكون ميداناً لألعاب الفروسية، وعرض الجيوش، ومن الأندلس انتقل للمغرب، وانتشر في ضاحية فاس، ثم في ناحية تازا عند مزارعبني عبد الله...».

وعن موقعها، فيقول: «وحسب إشارة في «روض القرطاس»، فإن هذه الحديقة كان موقعها بالضاحية الشمالية لفاس الجديد...». انظر: المنوفي، محمد، ورقات عن حضارة المرينين، مطبعة النجاح الجديدة، الدار البيضاء، 1996، ص. 62 . وما بعدها.

وأما كاستون دوفر دان (Deverdun G)، فقد نبه، وهو يستعرض منجزات السلطان سيدى محمد بن عبد الله العمراني بقصبة مدينة مراكش على المخصوص، إلى اعتماد هذا الأخير بالبيستان الفسيح الأرجاء الذي كان يُدعى «المسرة»، وهو من الحدائق الفخامة التي يرجع غرس أشجارها إلى عهد السعديين، قرب القصر السلطاني، وهذا البيستان هو الذي صار يُدعى فيما بعد «أكدا»، انظر: Deverdun (G), *Marrakech des Origines à 1912*, Edit. Techn., Nord-Afric., 1959, p. 492.

(37) لوطورنو، المصدر السابق، ج 1، ص. 168.

وانضاف إلى هؤلاء العدلان أحمد بن العربي العلوى البلغى، ومحمد بن محمد الطالب بن سودة المري، وممثلون عن طرف النزاع، ومن ملاك الأراضي الفلاحية بالمسرة من سكان فاس الإدريسية، والذي بلغ عددهم خمسة عشر شخصاً، من بينهم، على الخصوص، عدد من «المعلمين» ومقدم الحرم الإدريسي المفضل محمد الرامي، وعناصر الكيش وعييد البخاري والذين لم يتعدّ عدد ممثليهم سبعة أفراد، من بينهم القائد أحمد وعزيز السوسي الراحلى، والقائد الجيلانى بن إبراهيم السوسي المنبهى. وبعد تطوافهم جميعاً في البلاد، والوقوف على منيع مياه السقى، وكيفية تفرع المخاري منها، والاطلاع كذلك على رسوم ملكيات الأرض التي كانت بيد الخواص، اتضحت :

«...أنَّ الماء مشتركٌ بين ملاك الأراضين ومعتمري بلادات سيدنا المنصور بالله، وأن لا اختصاصٍ فيه لأحدٍ عن الآخر، وأن قسمته تكون على ما تضمنه الرسم الذي يهدى الملاك المذكورين، المسجل على العالم العلامة المرحوم بنونة الله مولاي عبد الهادي العلوى، وهو أن تقسم الساقية أرباعاً، رباعها يذهب للقادوسين المذكورين (قادوس لسقى بلاد الفقيه العلامة العربي برذلة، وقادوس لسقى بلاد الباشا عزوز، وكلا البلدين في صواغة)، والثلاثة الأرباع تُقسم أثلاثاً مثلها، الواحد يذهب لدار الدبيفع ولجنان سيدنا المنصور بالله بقربها، والثلثان الباقيان تُقسم أصنافاً بين ملاك الأرضين وبين بلادات سيدنا التي بيد الجيش السعيد...»<sup>(38)</sup>.

وأما منطقة الحوز، فكانت هي كذلك مسرحاً لنزاعات وخصومات من هذا القبيل، بين القبائل والجماعات المستغلة لأراضي الكيش، إما حول حيازة الأرض، أو بسبب مساعي البعض للاستحواذ على أكثر قدر ممكن من مياه السقى، لاسيما في حالة وضع سد أو حاجز على مجرى الساقية أو «المَضَرْف»، أي الجدول الصغير

(38) نفس المرجع الوارد في الهاشم رقم 36 أعلاه.  
ورود الحديث عن نفس الموضوع، في رسالة السلطان المولى الحسن إلى الباشا العربي ولد أب محمد الشركي، بتاريخ 8 ربيع الأول 1308 / 7 يناير 1884، أي ربع قرن ونيف بعد التاريخ السابق، حيث اختتمت بما يلي :  
«وعليه، فليبق ما كان على ما كان وقرفاً معه». - خ. س، لـ 348، ص 189.

المتفرع عن هذه الأخيرة، ويوصل الماء إلى المكان المقصود، بهدف تحويل اتجاه مجرى مياها، والاستفادة منها على حساب ذوي الحقوق الآخرين، وهو الأمر الذي كان يتم على يد المستقرين مباشرة في قدم الجبل، أي في مستويات أعلى من كانت أراضيه في مستويات سفلية.

وأول حالة نسقها في هذا الصدد، تتمثل فيما كتبه السلطان سيد محمد بن عبد الرحمن إلى خليفته بمدينة مراكش ومنطقة الحوز بأسراها، المولى الحسن، في شأن شكوى القائد علي بن إسماعيل الدخبيسي لما لحقه وإخوانه من أضرار، بسبب استحواد شخص يدعى المكي الجناوي على «صرف» أكفاي المنسوب إلى أرض أيت سعادة. وبغض النظر عن البث في مسألة انتساب أكفاي لأرض أيت سعادة أم لا، فإن السلطان أمر ابنه بتتكليف :

«أهل المعرفة حتى يتعظوا على البلاد التي يهدى دخيسته وأولاد نصر،  
ويعرفوا ما يهدى كل فريق منهم، ومن عنده الفاضل منهم، رئيسوا القسم  
بینهم في البلاد بالعدل حتى لا يتضرر هؤلاء، ولا يتصرف في الفضل  
هوؤلاء...»<sup>(39)</sup>.

وأما المثال الثاني، فتقدمه لنا وثيقة بتاريخ 23 رجب 1301 الموافق 19 أبريل 1884، ويتعلق الأمر بما وقع من خلاف ونزاع بين أولاد دليم وإداوبلال، حول نصيب كل واحد منهما من الأراضي التي سبق وأن أقطعها إياهم السلطان. وجرياً على العادة المتّبعة في حالة وقوع مثل هذه النازلة، كونت لجنة ضمت في عضويتها «أرباب البصر وأهل المعرفة» وممثل لباشا كيش أهل سوس بقصبة منشية مراكش أحمد أمالك على الخصوص، بهدف تقسيم :

«البلاد المذكورة بين الفريقين المذكورين أعلاه على نسبة ديوانهم في  
العكاليف الغزنية، الشثان لأولاد دليم، والثالث لإداوبلال، وتحويز قسمة  
كل فريق لمن غُيّرت له بعد تحديدها...»<sup>(40)</sup>.

(39) م. و. م. ر، مع 3، وثيقة رقم 7429، 1866، وثيقة بتاريخ 10 شعبان 1283، 18 ديسمبر 1866.

(40) خ. ص، س، سلسلة III، مع 22، وثيقة رقم 3175.

كان مُتوكلاً على القبيلتين وقتنة ابن الطاهر الدليمي، والرجراجي الدوبلالي.

وتفيد وثيقة بتاريخ 24 جمادى الأولى 1310 الموافق 14 ديسمبر 1892، بأن قواد فرق كيش قصبة المنشية، براكس، وهم محمد بن الحسن الحربيلى، ومبارك بن حمان الحمرى، وقاسم بن الحافظى العبدى، وسعيد بن التمار العبدى، وعبد الله بن الطاھر (نيابة عن القائد المهدى بن العربى المنبهى)، والقائد الهاشمى العبدى البخترى، قد كلفهم السلطان : «بساقية سعادة وياضها، على أن يبيتوا قدركم عند كل واحد من المفدىن بها من الأزواج والماء...»<sup>(41)</sup>.

ويندرج قرار السلطان هذا في إطار المساعي المبذولة من أجل فض النزاع الذي نشب حول حيازة الأرض وحصص الماء بين : «حفدة سيدي عمرو بن غفير النازلين بأرض باحولى بالسوهلة... وأعيان حمير، وعبدة والمنابهة، وحربيل النازلين بساقية سعادة...».

وتضمنت نفس الوثيقة أسماء مجموعة من الشخصيات الخزنية والأعيان المنعم عليهم بأراضي، و«عزائب»، ومقادير من مياه السقى، كان من بينهم محمد الصغير بن العربي الجامعى، وزير الحرب، حيث كان يستغل، في هذه المنطقة، أرضاً تسع 18 من زوجات الحرت، أي حوالي 180 هكتاراً، إذا ما قدرنا مساحة الأرض المناسبة هنا لزوج الحرت بـ 10 هكتارات، بالإضافة إلى زنوبتيس من ماء ساقية سعادة.

وأما ثالثي شخصية أمكننا التعرف عليها من بين هذه الأسماء، فهو الطالب المهندس محمد بن محمد الجباص، وزير الحرب هو كذلك والنائب السلطاني في عهد المولى عبد العزيز والمولى عبد الحفيظ، وقد منح حق الانتفاع من نصف فردية من الماء لسقى أراضيه، والتي يمكن تقدير مساحتها بحوالي 45 هكتاراً، إذا ما افترضنا أن «النوبة» من الماء هي القدر منه الذي كان يتتدفق إلى البساتين والحقول المراد سقيها في المدة الزمنية المناسبة ليوم يكون عدد ساعاته طبعاً 24 ساعة، وأن الفردية بدورها تناسب نصفها، ومن ثمة يكون عدد الهكتارات المناسب لنصف فردية من الماء هو 45 هكتاراً<sup>(42)</sup>.

(41) خ. س، ك 404، ص. 35.  
Pascon (P), *op. cit.*, T. 1, p. 86 et suiv. (42)

ومهما يكن من أمر، فإن ما كان ينفذه السلطان من أرض، ومقادير من مياه السقي لفائدة أشخاص من المؤسسة العسكرية أو من لا مسيس لهم فقط لها، كان يتسبب في خلق وإثارة كثير من الإزعاج والمتاعب والمشاكل لقرواد الكيشن والمسؤولين على شؤونه هنا وهناك، حيث كانت هذه التنافيد، وما أكثرها، تتم على حسابهم، وحساب إخوانهم والتابعين لهم من الجندي.

فقد كتب، في هذا المعنى، خليفة إبراهيم المحاطي، أحد قواد منطقة حوز مراكش، بجيئاً على تساءل واستغراب السلطان من الانخفاض الكبير الذي طرأ مؤخراً على عدد زوجات الحرف التي كانت تسخر وتستخدم في حراثة الأراضي المخزنية، ما يلي:

«... بأنه بلغ علمه الشريف أن ما نحن مكلفوون به من الحرف بجامة وسعين زوجة لم يبق منها لدينا إلا القليل، وأمرنا سيدنا أيده الله بالقيام على ساق لإيجار ما هو مخصص لعام العدد المذكور بالأزواج الصحاح الكبار... للبيك في كريم علم سيدنا أنها لا شك بأننا كنا قائمين بالعدد المذكور من الأزواج وأزيد في بعض الأعوام وأقل في بعضها قبل دخول المخلفين المسطرين بالطرة وغيرهم في بلدنا. ولعله سيدنا أن الإيالة كانت متعددة في البلد والماء قبل، ولما طرأ المتفدون، صاق الناس في البلد والماء إلى الآن، وبسبب ذلك ارتحل جلهم...»<sup>(43)</sup>.

وأما الأشخاص الذين سبق وأن نفذ لهم السلطان بلادات، أو فرديات من الماء، ووردت أسماؤهم في الطرة، فهم:

- أولهم الدمناتي (القائد الجيلافي بن علي).

- ولد بن خمليج (يُقرأ بن خمليش، الشاوية).

- السيد محمد بن عبد الواحد.

- الخليفة سidi عثمان (صنو السلطان مولاي الحسن).

- ولد بن اعيش (إدريس بن يعيش، قائد المشور).

(43) خ. س، مح: ح رقم 94، وثيقة بتاريخ 3 صفر 1303 / 11 نونبر 1885.

وبين نفس القائد بالأرقام، في طرة كتابه كذلك، النقص الكبير الذي عرفته مقادير المياه التي كان يستعملها أهل المنطقة من فرق الكيش في سقي أراضيهم، قبل أن يشاركون إياها ويستفيد منها، هؤلاء الطارئون من جهات أخرى، منقطعهم السلطان الأرض والماء معاً، أو واحداً منهما فقط، حيث نقرأ ما يلي :

«وأما الماء، فليعلم سيدي أنه ينقسم في الماضي على هذا :

عندنا فردیات 07

وعند الحمرى هذا ... 07

وعند تكنة هذا ... 02

وعند بن داود هذا ... 02

وللمخزن هذا ... 02

الجميع صار هذا ... 020

والآن صار ينقسم على هذا 035

بسبب دخول المتنفذين المذكورين أعلاه

وغيرهم في البلاد والماء...».

وهذا قائد فرقة المغافرة من الأوداية، محمد بن مبارك المغافري، يكتب إلى السلطان بأنه نفذ جميع الأوامر المتعلقة بتمكين عدد من الأشخاص من الأرض التي نفذت لهم، وملفتاً انتباذه بالمناسبة إلى ما يلحقه هذا الأمر من أضرار بمصالح إخوانه المستغلين لهذه الأرضي.

وبعد أن ذكر أن هذه الأرضي تسع خمس أزواج الحرف، علاوة على الأرض المنفذة لشخص آخر، قال هذا القائد :

«... ولعلم سيدي أسماء الله أن أرضنا مقسومة من عهد سيدنا الجلد (مولاي عبد الرحمن بن هشام)... مائين وخمسينات، وشعر ذلك حتى صار لكل مخزن حظه معلوم غير مجهول. وحين نريد نأخذ لأحد نفعه على أمر سيدي، يجعل للبعض الضرر لذالك، فيحتاجون لإعادة القسم بينهم كثرة أخرى، وربما يكون البعض في خدمة سيدي غائباً، وحين يأتي، لا يُريد ما تبدل له وما نقص...»<sup>(44)</sup>.

<sup>(44)</sup> خ. س، مح. ح رقم 412، وثيقة بتاريخ 12 جمادى الثانية 1310/فاتح يناير 1893.

وغمي عن البيان أن رعاية الخزن لجنوده لم تكن تقتصر على الجوانب التي ذكرناها هنا، بل تتحدد مصادرنا كذلك عن مظاهر أخرى لهذا الاعتناء، كأن يصدر العاهل الحاكم مثلاً ظهائر لفائدة عدد منهم، قواداً وأنصاراً، يتمسكون بها، تنبيهاً لأولي الأمر من عمال، وقواد، وشيوخ بعدم التعرض إليهم بسوء، أو ابتزازهم، أو مطالبتهم بأية كلفة أو عطاء، ما عدا واجب الزكاة والأعشار. ويتجلى هذا الاهتمام كذلك في الرعاية التي كان يحيط بها الخزن ورثة القائد العسكري الذي قضى نحبه، سيما إذا كان من هؤلاء الخدام الذين سبق وأن أسدوا خدمات ثمينة إلى الدولة، ولا حظهم السلطان وأعوانه الكبار.

ونلمس هذا مما ورد في كتاب للسلطان مولاي الحسن إلى البشا حم بن الجيلاني، على إثر وفاة القائد محمد بن الفقيه البخاري، حيث خاطبه قائلاً :

«... ونأمرك أن تستوصي خيراً بأولاد الوصيف الهاilk، وتربد بالك لأهله وداره حتى لا يلحقون بمحروم. وقد أقررنا أولاده على الانتفاع ببلاد الخزن التي كانت بيده بمكّس، وما ظهرنا الشريف به يصلك لتدفعه لهم بيدك...»<sup>(45)</sup>.

وفي حالة العجز عن الخدمة، أو الإعفاء منها، فإن معاشًا يومياً كان يُرتب للمعنى بالأمر، كما يتضح لنا ذلك من رسالة موجهة إلى أماء مرسى العرانش بأن يُرتبوا: «لما سكه عبد القادر بن بوحسينة من طبجية ذلك التغر حرسه الله، نصف بسيطة في كل يوم، إعانة على التعيش بها لقيام العذر به...»<sup>(46)</sup>.

وتطلعنا رسالة وجهها النائب السلطاني محمد بن العربي الطريس إلى أماء مرسى طنجة على ما تقرر منحه لجندى كان يحارب في صفوف الجيش الخزني بناحية وجدة، أتباع الشائر الروكي بوحمارة، وقد أعضاء من جسده، حيث نقرأ ما يلي :

= - وكان يحدث أحياناً أن يُقرّ السلطان نفسه وبكل صراحة، بأن كثرة التنفيذ والإقطاعات تحدث مشاكل للمخزن إلى حد أنه «... كادت الوظائف القائمة بها الأحباس أن تعذر من أجل التنفيذ...».

- رسالة السلطان مولاي عبد الحفيظ إلى القائد أحمد ولد ابْ محمد (الشركي) بتاريخ 9 صفر 1328 يوليوز 1910.

(45) خ. س، و. ز، مج 15، وثيقة 25 بتاريخ 27 ربيع الأول 1308 / 10 نوفمبر 1890.

(46) خ. س، ك 218، ص. 145، الوثيقة بتاريخ 14 صفر 1313 / 6 غشت 1895.

«... فَتَفَدُّوا لِلرَّجُلِ الْوَارِدِ مِنَ الْخَلْلَةِ الْوَجْدِيَّةِ، الْفَاقِدِ يَدِهِ الْيُسْرَىِ، وَرَجْلِهِ مَعَا بِالْبَارُودِ خَمْسَةَ بِلَيْنَ مِيَاهَةً. وَلَتَشْتَرِوا لَهُ حَصِيرًا، وَتَلِيسًا، وَعَانِيَةً شَرْبَ الْمَاءِ إِلَى أَنْ يَظْهُرَ مَا يَكُونُ مِنْ أَمْرٍ مِنَ الْحُضْرَةِ...»<sup>(47)</sup>.

واضح مِمَّا سَبَق ذِكْرَهُ، وَبِالْخُصُوصِ مِنَ الْحَالَةِ الْأُخْرَىِ، أَنَّ لَا تَنَاسُبَ الْبَثَّةِ بَيْنَ جَسَامَةِ وَفَظَاعَةِ الرَّزِّيَّةِ وَالْخَسَارَةِ الَّتِيْنِ ابْتُلُوا بِهِمَا فِي جَسَدِهِ هَذَا الْجَنْدِيِّ الْمُسْكِنِ، وَمَا ارْتَأَى النَّائِبُ الطَّرِيقُ مِنْهُ إِيَاهُ مِنْ مَعَاشِ يَوْمِيِّ، وَنَوْعِ الْفَرَاشِ الْمُنْعَمِ بِهِ عَلَيْهِ لَيْسَتْلَقِيَ فَوْقَهُ مَا تَبْقَى مِنْ جَسَدِهِ الْجَرِيعِ وَالْمَشْوَهِ إِلَى الأَبْدِ. ثُمَّ إِنَّ الْخَمْسَةَ بِلَيْنَ الْمَقْرَرِ مِنْهُا إِيَاهُ كُلُّ يَوْمٍ، وَتُسَاوِي رُبْعَ الْرِّيَالِ الَّذِي كَانَ سُرْهُ وَقَتْنَدُهُ قَدْ تَجَاوِزُ 140 أَوْقِيَةً، لَا تَمْثُلُ شَيْئًا يُذَكَّرُ بِالنَّسْبَةِ لِإِعْالَةِ شَخْصٍ فِي وَضْعِيهِ الْصَّحِيَّةِ.

هَكُذا إِذْنُ، نَكُونُ قَدْ أَعْطَيْنَا فَكْرَةً عَنِ الْهَتْمَامِ وَاعْتِنَاءِ الْمَخْزَنِ بِجَنْوَدِهِ، فِي فَتْرَةٍ زَمْنِيَّةٍ أَضَحَى مَعَهَا أَكْثَرُ اضْطَرَارًا إِلَى خَدْمَاتِ وَمُؤَازِّرَةِ قَوَافِلِ الْعُسْكَرِيَّةِ. وَبِالرَّغْمِ مِنْ أَنَّ هَذِهِ الرَّعَايَاةِ كَانَتْ لَا تَشْمَلُ جَمِيعَ أَفْرَادِ قَوَافِلِهِ، وَظَلَّتْ مَقْتَصِرَةً، فِي غَالِبِ الْأَوْقَاتِ وَالْمَنَاسِبِ، عَلَى رُؤَسَاءِ وَقُوَادِ الْجَيْشِ الْكَبَارِ، فَإِنَّهَا، مَعَ ذَلِكَ، تَمَثِّلُ التَّفَاتَةَ تَسْتَحِقُ التَّرْقُفَ عَنْهَا، وَتَلْمُسُ بَعْضَ جَوَانِبِهَا، وَهُوَ الْأَمْرُ الَّذِي حَاوَلَنَا إِنْجَازُهُ فِي دراستنا هذه.

الرباط في 22 يوليو 2007

.(47) خ. س، لـ 763، ص. 500، وثيقة بتاريخ 17 رجب 1322 / 27 سبتمبر 1904.

## قائمة الرموز المستعملة في البحث

|                     |  |
|---------------------|--|
| خ. س                | : الخزانة الحسنية بالرباط.                             |
| م. و. م. ر          | : مديرية الوثائق الملكية بالرباط.                      |
| خ. ص. س             | : الخزانة الصبيحية بسلا.                               |
| مح                  | : حفظة.  |
| مح. س. م            | : حفظة سيدي محمد بن عبد الرحمن.                        |
| مح. ح               | : حفظة حسنية.  |
| ك                   | : كناش.  |
| ق. ح                | : قوائم حسابية.  |
| و. ز                | : وثائق زيدانية (خزانة مؤلف : «إتحاف أعلام الناس...»). |
| مح                  | : مجلد.  |
| س                   | : سلسلة (بالنسبة لوثائق الخزانة الصبيحية).             |
| م. س أو op. cit     | : Opuscule Citato                                      |
| Archives Marocaines | : Archives Marocaines                                  |
| T., ou Vol          | : Tome, ou Volume                                      |

### RESUME

Le Makhzen portait une attention soutenue à son armée avant le Protectorat. L'armée était l'instrument de la souveraineté. Les sultans avaient toutes sortes de possibilités pour récompenser les officiers comme les soldats du rang, en fonction de leur zèle à servir l'Etat. Le moyen le plus simple était «l'enveloppe», comme on dit en français, et qui était appelée *sila*, don particulier en argent, en plus du *ratib* ou rétribution régulière. L'autre moyen était d'offrir des biens-fonds, tantôt sous la forme de maisons en ville, tantôt sous la forme de *bleds* ou terre agricole, accompagnée, éventuellement, de «parts» en eau d'irrigation. On appelait cela des «*tenfida*». Ces dons, évidemment, n'étaient pas sans provoquer des frictions entre individus, voire entre fractions tribales du «Guich bienheureux». De tout cela, M. Chabbi offre, au lecteur, de multiples exemples puisés dans les archives du Makhzen.

### ABSTRACT

The Makhzen paid sustained attention to its army before the protectorate. The army was the instrument of sovereignty. The sultans had all kinds of possibilities to reward officers in accordance with their zeal to serve the state. The simplest means used was called *the sila*, money given as a gift, in addition to *the ratio* (*the regular retributio*). The other means deployed was the offer of property some times in the form of houses in the city, and sometimes in the form of bleeds or agricultural lands accompanied by shares in irrigation waters. This used to be called «*tenfida*». Naturally, these gifts provoked frictions between individuals and even tribal fractions of «*the all-happy Guich*». Chabbi offers the reader numerous examples of all the above-mentioned issues drawn from the Archives of the Makhzen.

## الجزائريون بالمغرب ضمن سياق التحولات السياسية والاجتماعية خلال فترة الحرب العالمية الثانية

1945-1939

محمد أمطاط

باحث من الرباط

كان أهم حدث ميز منتصف القرن العشرين هو اندلاع الحرب العالمية الثانية. هذه الحرب التي لم يكن طابعها وتأثيرها عسكريا فحسب، بل ارتبطت أيضا بتحولات على مستوى العلاقات ما بين مكونات المجتمع المغربي الذي كان يعيش في ظل نظام الحماية الفرنسية. حيث أصبحت ساكنته تضم بحكم الظاهرة الاستعمارية عناصر مختلفة، من بينها الجزائريون المسلمين واليهود. فطرح هذا النمط الاجتماعي الجديد عددا من القضايا، أبرزها موقفهم من دعم المجهود الحربي الفرنسي، في أفق الحصول على حقوق المواطن الفرنسية كاملة بالنسبة للجزائريين المسلمين، وتأكيد الانتماء لفرنسا بالنسبة لليهود الجزائريين، وذلك في إطار تحولات سوسiego/اقتصادية وسياسية طالت أوضاعهم في فترة عصيبة من تاريخ المغرب وفرنسا على السواء.

فكيف تعامل جزائريو المغرب المسلمين واليهود مع حدث الحرب العالمية الثانية؟  
ومشاركة فرنسا في مجهودها الحربي؟

وما طبيعة التحولات السياسية والاجتماعية التي طالتهم بالمغرب خلال هذه المرحلة؟

وما الموقف التي اتخذتها المجموعة الجزائرية بالمغرب إزاء نظريتها المغربية في فترة بدأت تشهد نمو الشعور الوطني وتصاعد مد الحركات الاستقلالية في المغرب الكبير؟

## 1- التعبئة المشتركة للتعبير عن الانتفاء لفرنسا 1939 - 1940

حلت الحرب العالمية الثانية قبل أن يظهر أي حل للوضع القانوني للجزائريين المسلمين<sup>(1)</sup>. ورغم ذلك تصرف غالبيتهم لصالح فرنسا، بتلبيةهم دون تأخير أمر التعبئة ونداءات مختلف اللجان مثل: الإنقاذ الوطني (Le Secours national) والصداقات الإفريقية (Les Amitiés Africaines) والقرض الوطني (L'Emprunt national) وانخرطوا بحماس في لفيف المغاربة الفرنسيين (L.C.F)<sup>(2)</sup> وذهب مسيرو جمعية جزائرية وجدة إلى اقتراح القيام باكتتاب يساهم فيه جزائريو المغرب لتقديم الدعم لإعادة بناء قرية دمرتها الحرب في فرنسا<sup>(3)</sup>، وهو نموذج دشنه المغاربة بتبرعاتهم للمجهود الحربي الفرنسي منذ دخول فرنسا الحرب<sup>(4)</sup>.

كما ثبت من جهة أخرى، تعبئة العديد من اليهود الجزائريين - مواطنين فرنسيين - إلى جانب العديد من اليهود المغاربة الذين أعلناوا تطوعهم. لكن السلطات العسكرية الفرنسية لم تسمح للمغاربة اليهود بالانخراط سواء في اللفييف الأجنبي، حيث العديد من عناصره من أصول ألمانية، أو إلى جانب الرماة المغاربة الذين يرفضون أن يقودهم أحد اليهود<sup>(5)</sup>. وشكل ذلك شعورا «بالتمزق» لدى يهود المغرب الذين رأوا في مشاركة إخوانهم في الدين الجزائريين تمييزا إضافيا في هذه

(1) ظل انشغال الجزائريين المسلمين بالمغرب، منذ حلولهم به في السنوات الأولى للحماية، قائما حول الحصول على المواطنة الفرنسية، مادامت تشريعات 1865 و 1889 قد منحتهم مواطنة من درجة ثانية باعتبارهم رعايا فرنسيين فقط. وكانت رغبتهم قوية في الحصول على كامل العضوية في المجتمع الفرنسي، ليصبحوا مثل المواطنين الفرنسيين في الجزائر أو المغرب ، دون شرط التخلص من الالتزامات الدينية التي يخضعون لها. لمزيد من التفاصيل، انظر : الجزائريون بالمغرب ما بين سنتي 1830 - 1962، أطروحة لنيل الدكتوراه في التاريخ المعاصر ، كلية الآداب والعلوم الإنسانية، أكدال، الرباط، 2005، (مرقونة)، ص. 249 - 260.

Henry Lombard, *Aspects de la situation et du rôle de l'immigration algérienne musulmane dans la Région d'Oujda de 1907 à 1953*, C.H.E.A.M., 1953, p. 73.

Le Contrôleur civil adjoint, Chef de l'Annexe au Contrôleur civil, Chef de la Circonscription des Beni-Snassan, Martimprey- du Kiss 22 juillet 1941, 161 Région d'Oujda, C.A.D.N.

H. Lombard, op. cit., p. 73 (4)

(5). انظر لوائح التبرعات ضمن جريدة السعادة خاصة خلال سنة 1939 وبداية 1940.

Yvette Katan Oujda, une ville-frontière du Maroc (1907-1956), Musulmans, Juifs et Chrétiens en milieu colonial, Editions l'Harmattan, Paris, 1990, p. 547.

المرحلة الحرجة، وفوات فرصة أخرى للحصول على الجنسية الفرنسية، على الأقل لدى فئة الاندماجيين من اليهود المغاربة «المتنورين»<sup>(7)</sup>.

وأمام التطورات الميدانية للحرب وتمكن القوات النازية من تحقيق انتصار كاسح على فرنسا، انهار بذلك «الوطن بالتبني». وفرضت ألمانيا في 22 يونيو 1940 شروط الهدنة التي حاول المارشال بيتان (Pétain) التخفيف منها بقوله : «هدنة مقبولة بنداء الخصم إلى معنى الشرف والمعقولية [...] فلا يمكن لأحد أن يستعمل طائراتنا وأسطولنا، وسنحتفظ بما يلزمنا من الوحدات البرية والبحرية لحفظ النظام في فرنسا والإمبراطورية»<sup>(8)</sup>. وصوتت الجمعية الوطنية في 10 يوليو على نص يتضمن فصلاً وحيداً يضع مصير فرنسا بين يدي (بطل فيردان)<sup>(9)</sup>. في المقابل نشأت مقاومة بقيادة الجنرال دوكول<sup>(10)</sup> للاستمرار في الحرب.

فكان أن أصبح هؤلاء الجزائريون المسلمين بالمغرب - لحظة المواجهة - منقسمين بين اتباع دوكول كزعيم لمقاومة نشأت دون مشروع سياسي محدد، سوى متابعة الحرب إلى جانب الحلفاء لطرد الألمان من فرنسا، أو مناصرة حكومة جديدة في فيشي تتحكم في مصير المستعمرات وخاصة شمال أفريقيا. لكن عند فشل العرض الذي قدمه دوكول للمقيم العام نوكييis بتعيينه قائداً أعلى للمقاومة الفرنسية<sup>(11)</sup>، وقبوله المنصب الذي اقترحته عليه حكومة فيشي كقائد أعلى لميدان العمليات بالشمال الأفريقي<sup>(12)</sup>، تأكد الجزائريون بأن المغرب أصبح تابعاً لحكومة فيشي ، شأنه شأن باقي المستعمرات الفرنسية. فأصبحوا إلى جانب المغاربة يتکيفون مع وضع جديد لم يكونوا يحسبون له أي حساب، ويتظرون مصيرهم تحت كتف مقاومة الجنرال نوكييis (Noguès) وحكومة بيتان. فكيف عاشوا ظروف هذه المرحلة؟

(7) محمد كنبيب، *يهود المغرب، 1912 - 1948*، ترجمة إدريس بنسعيد، منشورات كلية الآداب والعلوم الإنسانية بالرباط، سلسلة نصوص وأعمال مترجمة، 8، الدار البيضاء، 1999، ص 206 .

(8) البلاغ الجزائري، العدد 486، السنة 14، الجمعة 5 يوليو 1940.

S. Bernstein et Paul Milza, *Histoire de la France au XX<sup>e</sup> siècle (1939-1945)*, Bruxelles, 1991, (9) pp. 313-315.

(10) نائب كاتب الدولة في الشؤون الحربية في حكومة بول رينيو (Paul Regnaud) الذي قدم في إذاعة B.B.C. اللندنية يوم 18 يونيو 1940 نداء الشهير للاستمرار في المقاومة. Ibid., p. 362.

(11) الجنرال دوكول، *مذكرات الحرب (1945 - 1942)*، ترجمة عبد اللطيف شرار، الطبعة الأولى، بيروت، 1967، ص. 376.

(12) إبراهيم بوطالب، «قراءة في كتاب ولیام هوزنغتون، الاتصال بالدار البيضاء»، هیسپیریس - غودا، العدد XXX، ج 1، الرباط، 1992، ص. 150.

## 2- الجزائريون المسلمون بالغرب بين طموح الحصول على حقوق المواطن الفرنسية وردود فعل الإقامة العامة

**1.2- الجزائريون المسلمون بين الامتيازات المؤقتة وتفكك علاقتهم مع المغاربة والفرنسيين**

دخل المغرب الحرب كمستعمرة إلى جانب فرنسا، فسنت الإقامة العامة مجموعة من القوانين أصبحت بموجبها البلاد وسكانها وغيراتها موجبة لخدمة المجهود الحربي الفرنسي. كما دخلت مرحلة من التقنين الغذائي، أصبحت معه المواد الغذائية الأساسية مفقودة. فكان الحصول على القليل منها رهيناً بالتسجيل في لوائح التموين. وتصاعدت من جهة أخرى الأوبئة خلال الحرب، بسبب قلة الأدوية والأطباء، مما أدى إلى حدوث نزيف بشري كبير<sup>(13)</sup>. ومنذ سنة 1940 ومع صعوبات التموين في الجزائر، تدفق العشرات من الجزائريين نحو المغرب. وتكتفي ملاحظة الأقساط الغذائية الموجهة للجزائريين المسلمين بالغرب والجزائر مثلاً خلال شهر أكتوبر 1946، لمعرفة الامتياز الذي كان يدفع إلى الهجرة إلى المغرب.

**الأقساط الشهرية للتموين الموجهة للجزائريين المسلمين بالغرب**

**والجزائر خلال شهر أكتوبر 1946<sup>(14)</sup>**

| في المغرب  |  | في الجزائر  |  | المواض   |
|--|--|---|--|--|
| حصة الأطفال  | حصة البالغين   | حصة الأطفال   | حصة البالغين                               |  |
| من 600 إلى 1000 غ -<br>لا شيء<br>600 غ<br>لا شيء<br>-            | 600 غ<br>300 غ<br>200 غ<br>200 غ<br>من 5 إلى 15 ل ح<br>الأعمار | 500 غ<br>لا شيء لأقل من 3 س<br>100 غ<br>لا شيء<br>- | 500 غ<br>300 غ<br>100 غ<br>120 غ<br>لا شيء | سكر<br>بن<br>صابون<br>زيت<br>نبيذ<br>حليب الأطفال<br>شكولاته<br>كاربيل<br>سميد |
| من 5 إلى 20 ل ح الأعمار<br>400 غ (أطفال وشيوخ)<br>500 غ<br>500 غ | -<br>-<br>-<br>-   | لا شيء<br>لا شيء<br>لا شيء<br>لا شيء                | -<br>-<br>-<br>لا شيء                      |  |

Daniel Rivet, «La recrudescence des épidémies au Maroc durant la deuxième guerre mondiale, Essai de mesure et d'interprétation, in *Hespéris-Tamuda*, vol. XXX, fasc. 1, 1992, p. 100.

(14) بتصرف عن :

Michel Le Comte, *La Colonie algérienne à Martimprey-du Kiss...*op. cit., p.p. 11-13

| في المغرب             |               | في الجزائر  |              | المواد      |
|-----------------------|---------------|-------------|--------------|-------------|
| حصة الأطفال           | حصة البالغين  | حصة الأطفال | حصة البالغين |             |
| -                     | 500 غ         | -           | لا شيء       | دقيق        |
| 500 غ انطلاقا من 2 سن | -             | -           | -            | صهارة خنزير |
| 500 غ                 | -             | لا شيء      | -            | فاصوليا     |
| 400 غ                 | 300 غ         | لا شيء      | لا شيء       | الخبز       |
| -                     | 7 كلغ و 200 غ | لا شيء      | لا شيء       | دقيق عادي   |

بل أكثر من ذلك، ومع بداية تنفيذ مرسوم 7 مارس 1944<sup>(15)</sup>، الذي اعتبر الجزائريين - نظريا - مواطنين فرنسيين ارتفعت كذلك تعويضاتهم الاجتماعية بالمغرب، دون أن يشمل هذا القرار إخوانهم في الجزائر<sup>(16)</sup>.

وفي ظل هذه الظروف، وفي إطار عملية حسابية بسيطة، أمكن لأسرة جزائرية مكونة من 6 إلى 7 أفراد - حالة عادية - أن تعيش في ظروف حسنة دون أي عمل، مكتفية فقط بمعادن تعويضاتها وبيع جزء من أقسامها الغذائية التي تستغني عنها في السوق السوداء. وهذا ما شجع على هجرة جزائرية كثيفة خاصة نحو المناطق الحدودية مثل وجدة وأحفير. زاد في تدفقها حصول انفجار دیغراافي ملحوظ في منطقة الشمال من مقاطعة وهران، والفقر المدقع لهذه المناطق التي تعودت سنويا على إرسال أبنائها إلى الميتروبول للعمل. وخلال الحرب، ضاقت الحياة أكثر بسبب النقص الغذائي وصعوبات التموين خاصة بعد نزول الحلفاء بشمال أفريقيا وانقطاع الاتصال بين الجزائر والميتروبول، مما قضى على إمكانية الهجرة نحو فرنسا<sup>(17)</sup>.

ورغم جهود إدارة الحماية إلى اتخاذ إجراءات صارمة لمنع الهجرة الجزائرية عبر تفعيل مقتضيات ظهير 15 نونبر 1934، وتجاوزه بإصدار ظهير ثان في 16 مايو 1941

(15) هو مرسوم أصدرته اللجنة الفرنسية للتحرير الوطني من الجزائر (C.F.L.N.) يتعلق بمنع «حقوق» المواطن الفرنسي للجزائريين المسلمين بشروط، والذي كان يهدف إلى تجنيدتهم داخل نظام أحوالهم الشخصية. انظر تفاصيله وردود فعل الجزائريين إزاءه في: محمد أمطاط، م.س.، ص.ص. 286 - 289.

Ibid., p. 12. (16)  
H. Lombard, op. cit, pp. 29-30. (17)

الذي أضاف شرط الحصول على رخصة من مديرية الأمن العمومي<sup>(18)</sup>. فان الهجرة السرية ظلت قوية نحو المغرب الشرقي، خاصة نحو وجدة وأحفيار، حيث سجلت في سنتي 1941 و1942 ، 2686 مهاجر جزائري سري<sup>(19)</sup>. ولم تتوقف الهجرة، طيلة الحرب، نحو وجدة<sup>(20)</sup>. وظل السبب الرئيس هو الاستفادة من التموين، وكان أغلب المهاجرين من العاطلين والمعوزين<sup>(21)</sup>.

لقد أصبحت المجموعة الجزائرية المسلمة بالغرب خلال الحرب منقسمة إلى ثلاث فئات: الموظفون المرتبتون بجهاز الحماية، والتجار وعامة الجزائريين من بينهم المعوزون (المهاجرون الجدد). وبرز التجار في مختلف المدن كفئة مستفيدة من ظروف الحرب، إذ كانت تحقق أرباحا كبيرة من السوق السوداء عبر تهريب المواد الغذائية نحو الجزائر<sup>(22)</sup>. كما أصبحت تختكر بيع الخضر والفواكه تقريرا في كل أسواق المدن الغربية<sup>(23)</sup>. وعليه بدأ الجزائريون المسلمين يلعبون دورا أكبر في مدن المغرب بحكم تنامي ثرائهم وعددتهم بشكل تدريجي. وبرز ذلك بوضوح عندما نجحوا في الضغط على سلطات المراقبة بجهة وجدة، لإحداث منصب إضافي داخل لجنة المصالح المحلية لصالح جزائري مسلم بهدف الدفاع عن مصالحهم الجديدة<sup>(24)</sup>.

ومنذ السنة الثالثة للحرب، بدأ التعاون بين فئة النخبة من الجزائريين المسلمين<sup>(25)</sup> والسلطة الفرنسية يفتر تدريجيا. عندما أخذت تصطدم مع كل من

(18) لمزيد من التفاصيل حول مضمون هذه الظهائر ، انظر: محمد أمطاط، م.س. ، ص.ص. 221 - 220 ، هامش 7 ، ص. 280.

Le Contrôleur civil, Chef de la Région d'Oujda au Directeur de l'Intérieur, Oujda, 4 (19) décembre 1947, pp.2 - 3, 333 D.I., C.A.D.N.; M. Le Comte, op. cit., pp. 13-14.

Le Contrôleur Civil, Chef de la Région d'Oujda, op. cit., pp.4-5 (20)

Chef de la Région d'Oujda au Dir. de l'Intérieur, Oujda, 4 décembre 1947, pp.2 - 3, 333 (21) D.I., C.A.D.N.

M. Le Comte, op. cit., p. 17 (22)

Jean Jacques Rager, *Historique et principaux aspects de l'émigration algérienne en France*, (23) Alger, 1948, p. 36.

M. Le Comte, op. cit., p. 17 (24)

(25) يعني بالنخبة المثقفة، الفئة المترورة من الأطر الجزائرية التي حصلت على مستوى دراسي مهم بالجزائر، و منحت لها وظائف إدارية في مختلف أجهزة الحماية. كانت تسمى الأدباء الفرنسيون بالمتطورين (Les évolués) مقابل عامة الجزائريين بغير المتتطورين (Les non évolués)

سلطات المراقبة والسلطات المخزنية المحلية. وظهر ذلك بوضوح في المناطق الحدودية، عندما ضغطت جمعية الجزائريين بوجدة على المراقب المدني، لإدماج أحد منخرطيها في الشعبة الفرنسية للجنة الاقتصادية الاستشارية للجهة (C.E.C.R.O)<sup>(26)</sup>. ولما كان الرد سلبيا توترت علاقاتها مع السلطات الفرنسية وكذلك المغاربة تمهدا لتوتها كذلك مع إخوانهم من العامة.

ففي أحفير - وهي مدينة صغيرة - أصبح فيها مثل الجزائريين أو الحاسي أحمد<sup>(27)</sup> يتخد مواقف غير مبررة في لجنة المصالح المحلية خصوصا ما يتعلق بالتمويل، كمطالبته بتكليفه بتوزيع حصة التموين على مواطنيه في المركز عوض المصالح المختصة، مما جعل العديد من عامة الجزائريين يتقدون تصرفاته، واعتبره أنصار حزب الشعب الجزائري - رغم ذلك - دمية في يد المراقب المدني<sup>(28)</sup>. وزادت تصرفات الجزائريين من النخبة المثقفة سواءً في علاقتهم مع السلطات المخزنية المحلية بعد صدور مرسوم 7 مارس 1944. وظهر ذلك خلال جمع التبرعات للجنة الهند الصينية الفرنسية، حيث رفضوا أن يرأسها القياد أو الباشوات واتهموهم باستغلال نفوذهم أثناء مجاورة 1945 لتوسيع أرباحهم<sup>(29)</sup>.

كما أن الأوربيين - معظمهم موظفون يميلون لأحزاب يسارية ومعمرون والمولودون بالمغرب - لم يستسيغوا تحسن أحوال بعض الجزائريين المسلمين بسبب مشاركتهم لهم في نفس حصة التموين، والاستفادة في نفس الوقت من التجارة السوداء. فأصبحوا يخشون - وهم قلة - أن يذوبوا في العدد الكبير للجزائريين. وتتأكد لهم ذلك عند انتخابات جمعية العائلات المتعددة الأفراد (A.F.N.) حيث أصبح أعضاء مكاتبها تقريرا من الجزائريين<sup>(30)</sup>.

أما علاقة الجزائريين المسلمين بالمغاربة، فقد تحكمت فيها عدة عوامل. حيث اتخذت عامة الناس من تحسن الأحوال المادية للجزائريين سببا في تشكيل مواقف

Lombard, *op. cit.*, p. 74. (26)

Le Comte, *op. cit.*, p. 18. (27)

*Ibid.*, p. 20. (28)

*Ibid.*, p. 22. (29)

Le Comte, *op. cit.*, pp. 25-26 (30)

سلبية اتجاههم. فامتياز التموين الكامل والتعويضات العائلية المغربية مقابل الحرمان من الضروريات الذي تعرضوا له، جعلتهم يتعدون عنهم ويسمونهم في مجالسهم «بدوزيام فرنسيس». فكيف تم الوصول إلى هذه المرحلة؟

## 2.2- الجزائريون المسلمين وفشل الحصول على حقوق المواطنة الفرنسية

باقتراب نهاية الحرب العالمية الثانية ، وظهور بوادر انتصار الحلفاء أحس الجزائريون المسلمين أن مرسوم 7 مارس 1944 لم يغير كثيراً من أوضاعهم الاجتماعية وحقوقهم السياسية. رغم أنه اعتبر نظرياً جميع الجزائريين مواطنين فرنسيين، وبالتالي لهم حقوق سياسية ويتمتعون كذلك نظرياً بالمساواة في تولي الوظائف العامة. لكن الواقع هو أن القانون ميز بين مجموعتين انتخابيتين، ضمت الأولى الذين توفر فيهم شروط معينة اجتماعية وثقافية، لكن ليس من ضمنها كما كان في الماضي شرط التخلص عن قانون الأحوال الشخصية الإسلامية . أما الثانية فكانت تتالف من باقي الجزائريين. وظلت مسألة تحويل الجزائريين إلى لowanج التموين الأوربية سواء بالنسبة لقدماء المهاجرين أو الجدد إلى جانب الحصول على بعض التعويضات الاجتماعية أهم مكاسب المجموعة الجزائرية بالمغرب من مرسوم مارس 1944.

وتمثلت آثار هذا المرسوم على المغرب في الهجرة الكثيفة للجزائريين بهدف الاستفادة من هذه المكاسب - رغم قلتها - التي لا توفر لهم في الجزائر. فعاشت غالبيتهم في أوضاع غير مستقرة أخذت تقترب تدريجياً من الفتنة الاجتماعية الأكثر فقراً من المغاربة. لكنها ظلت مستفيدة من إمكانية الهجرة إلى «الميتروبول» بكل حرية بحكم أنها فرنسية بينما ظل المغاربة في أغلبهم محروميين من هذا الحق<sup>(31)</sup>. وهذا ما ساعد بعض المهاجرين بعد عودتهم على الادخار والعيش في ظروف أفضل، خاصة إلى المدن الحدودية كوجدة. وأصبح ارتباطهم بالفرنسيين وفرنسا يضعف أكثر خصوصاً وأنهم حصلوا على كل شيء، ولم يعد لهم ما يطلبوه من «الميتروبول». بل أصبح بعضهم ينضم سراً أو علانية إلى بعض التيارات السياسية النشطة في وهران كحزب الشعب الجزائري<sup>(32)</sup>. وشكل ذلك دليلاً على

H. Lombard, *op. cit.*, p. 31. (31)

*Ibid.* (32)

استمرارهم في الحافظة على هويتهم وعلى علاقتهم ببلادهم. أما أغلب عناصر النخبة المثقفة فقد شعروا بالإقصاء والتهميش، وبدأوا يفقدون الأمل في الحصول على حقوق المواطنة الفرنسية كاملة عوض وضعيتهم الحالية كفرنسيين من الدرجة الثانية. فجعلوا من فدراليتهم<sup>(33)</sup> منبراً للدفاع عن هذا الحق في سنوات ما بعد الحرب معلين كثيراً على بنود الدستور الجديد المنتظر صدوره سنة 1946. واكتشفوا متأخرين أن مرسوم 7 مارس 1944 الذي أخل بقاعدة المساواة بين المواطنين الجزائريين في الحقوق السياسية لم يكن إلا لذر الرماد في عيونهم في مرحلة حرجة من تاريخ فرنسا العاشر، احتاج فيها دوّكول إلى دعمهم ومساندتهم عندما كانت الجزائر قاعدة سلطنه.

لقد كان من نتائج السياسة الفرنسية وخاصة ما نهجته ضمن قانون التموين والتعويضات تأثير عميق في طبيعة علاقة غالبية الجزائريين المسلمين بإخوانهم المغاربة. غير أن مجال الامتيازات هذا لم يصل إلى خلق اصطدامات مباشرة بينهم، بل إن طابع التعايش ظل مستمراً بينهما، الأمر الذي يفسر في تبلوره ضمن مستوى أكثر إيجابية بعد بداية ظهور الشعور الوطني وتصاعد ميولات التحرر والانتفاض من الاحتلال الفرنسي بشكل عام، خاصة على إثر فشل فكرة الاندماج لدى غالبية الجزائريين المسلمين. فهل ينطبق نفس المعنى على طبيعة علاقة اليهود الجزائريين بنظرائهم المغاربة، خصوصاً وأن تفسير ذلك يظل بصيقاً بنوعية النظام السائد خلال فترة الحرب والذي لا يمكن أن يستثنى منه نظام حكومة فيشي؟

### 3- اليهود الجزائريون بالغرب بين إجراءات حكومة فيشي وتصدع علاقتهم مع الفرنسيين وإخوانهم في الدين المغاربة

كان اليهود الجزائريون منذ صدور مرسوم كريميو (Crémieux) في سنة 1870، يتمتعون بصفة المواطن الفرنسي، لكن قوانين فيشي وضعتهم سياسياً في حالة دون حالة المسلمين، مما دفع بنائب مدينة قسنطينة مورنيو (Morinaud) المعروف

(33) فدرالية الجزائريين المسلمين بالغرب (F.A.M.M.) كانت الناطق الرسمي باسم الجزائريين المسلمين لدى الإقامة العامة، ظلت تقدم المطالب تلو الأخرى للإقامة العامة في كل المواضيع التي تهم منخرطتها إلى حين استقلال المغرب. وللحظ أن أغلب مراسلات الإقامة العامة بعد الحرب العالمية الثانية كانت تسمى فدرالية الجزائريين المسلمين بفدرالية فرنسيي الجزائر المسلمين (FF.M.A.).

مناهضته للسامية إلى التنويه بالمارشال بيتان على «حسن صنيعه»<sup>(34)</sup>. فقد طبق في 31 أكتوبر بالمنطقة الفرنسية ظهير 8 أكتوبر 1940<sup>(35)</sup>. تحت اسم النظام الخاص باليهود أو ضابط اليهود (Statut des juifs) وهم بالخصوص المغاربة<sup>(36)</sup>. أما ظهير 5 غشت 1941، فقد هم اليهود غير المغاربة القاطنين بالمغرب<sup>(37)</sup>. وشكلت هذه القوانين إغراقاً لليهود الفرنسيين بين اليهود المغاربة، والذين لا يمكن لهم إلا أن يسعدوا بهذا القرار الذي وضع اليهود الجزائريين في «مكانهم الحقيقي»<sup>(38)</sup>. من جهة أخرى أثرت هذه القوانين سلباً في يهود الجزائر، خصوصاً وأن غالبيتهم كانت تشغله بعض القطاعات الاقتصادية الحديثة وفي بعض الإدارات التابعة للحماية.

أصبحت معاناة اليهود - مغاربة وجزائريين - مزدوجة، فمن جهة بفعل هذه القوانين، ومن جهة أخرى من هيجان الأوساط الأوروبية، وخاصة الفرنسية المعادية للسامية، التي أصبحت تطالب من جديد بتنقييل اليهود كما حصل عندما دعت إلى ذلك في 1934<sup>(39)</sup>. وزاد من تخوفهم الإحصاء الذي تم تطبيقه في سنة 1942 بفرنسا، ثم صدور قرار وضع «شارقة يهودي» في بطاقة الهوية<sup>(40)</sup>. إلى جانب إنشاء مفوضية

(34) شارل أندرى جولييان، إفريقيا الشمالية تسي: القوميات الإسلامية والسيادة الفرنسية، ترجمة المنجي سليم وآخرون، الجزائر، 1976، ص. 301.

(35) صدرت قوانين فيشي بالغرب على شكل ظهائر لإعطائها صبغة الشرعية. وأشار هذا الظهير في فصله الأول إلى تعريف الإسرائيلي وحصر أصوله في ثلاثة أجياد من عرق يهودي، أو في جدين من عرق يهودي إذا كانت الزوجة نفسها يهودية. أما المادة الثالثة فتهم الوظائف المتنوعة على اليهود مباشرة. والمادة الرابعة تشير إلى الفئات الممكّن استثناؤها من ذوي بطاقة المحارب أو الحاصلين على النياشين الفرنسيّة أو المخزنية وقدماء الجنود المشاركون في عملياتاحتلال المغرب :

Statut des Juifs marocains et algériens (1941-1948), D 432 Archives du B.G.A

(36) حول أوضاع اليهود المغاربة وعلاقتهم بنظام فيشي خلال هذه المرحلة، انظر محمد براص، الأحزاب الوطنية واليهود المغاربة 1934 - 1967، أطروحة لنيل الدكتوراه في التاريخ المعاصر، كلية الآداب والعلوم الإنسانية، أكدال، الرباط، 2004، (مرقونة)، ص. 70 - 80.

(37) انظر : المواد الأولى والثانية والثالثة من هذا الظهير في :

Application du Statut des Juifs, professions interdites ou réglementées (1940 - 1942), D 298, Archives du B.G.A.

Katan, *op. cit.*, p. 547. (38)

(39) محمد كنبيب، م. س.، ص. 25 - 24.

S. Berstein et P. Milza, *op. cit.*, p. 323. (40)

في الشؤون اليهودية وضع على رأسها رجل من اليمين المتطرف، معروف بمعاداته للسامية هو كزافيي فالا (Xavier Vallat) الذي اتهمه الألمان، رغم ذلك بتسامحه، فعرض بدارككي دو بالپوا (Darquier de Pallepoix) في مارس 1942<sup>(41)</sup>.

وهكذا، مثلت الإجراءات الإقصائية لحكومة فيشي في منح نسبة 2% للمحامين اليهود في المجموع العام للمحامين غير اليهود باستثناء قدماء المحاربين وضحايا الحرب<sup>(42)</sup>، والتسرع من عدة وظائف<sup>(43)</sup>، فضلاً عنطرد من المدارس الفرنسية، حيث لم يتم الاحتفاظ إلا بـ 10% من المجموع العام. ومن هذا الإجراء بالخصوص اليهود الجزائريين أكثر من نظرائهم المغاربة، حيث كانت صفتهم الفرنسية تسمح لهم بولوج الإدارة والتعليم الفرنسيين<sup>(44)</sup>. وقد حاولت مدارس الرابطة الإسرائيلية إدماج المدرسيين اليهود المطرودين من الثانويات الفرنسية<sup>(45)</sup>، للتخفيف عليهم. ومن جهة أخرى أصبح يهود الجزائر مجردين على التصريح بممتلكاتهم لدى السلطات المعنية، وكان تخوفهم كبيراً أن يستهدف هذا الإجراء مصادرتها<sup>(46)</sup>. بينما اليهود المغاربة لم يتعرضوا لهذا الإجراء إلا على الممتلكات التي تجاوزت قيمتها 5000 ف. ف.<sup>(47)</sup>.

أما في مجال التموين فبحكم أن اليهود الجزائريين أصبحوا رعايا فرنسيين، فإنهم استفادوا من نفس بطاقات التموين المقدمة للأوربيين. وكانوا بذلك في وضعية أفضل من نظرائهم المغاربة، رغم أن حالات التمييز كانت بادية على الأقل على مستوى الصنوف خلال عمليات التموين، حيث خصص الأول للأوربيين والثاني للمسلمين والثالث لليهود<sup>(48)</sup>. ويتبين امتياز اليهود الجزائريين عن نظرائهم المغاربة في هذا الجدول المقارن.

Ibid., p. 324. (41)

Y. Katan, *op. cit.*, p. 548. (42)

(43) فصل الفصل الخامس من قانون 2 يونيو 1941 في المهن المتنوعة على اليهود، إلى جانب عدة أنواع من الوظائف، وأشار في نفس الوقت إلى العقوبات (الغرامات أو السجن) بالنسبة للذين يتحايلون عليه. انظر : Application du Statut des Juifs, D 298, *op. cit.*

Y. Katan, *op. cit.*, p. 549. (44)

(45) محمد كنبيب، م. س.، ص. 231.

Y. Katan, *op. cit.*, p. 550. (46)

(47) محمد كنبيب، م. س.، ص. 231.

Katan, *op. cit.*, p. 551 (48)

جدول مقارن لحصص تموين اليهود في المغرب خلال فترة الحرب العالمية الثانية<sup>(49)</sup>

| المواد الاستهلاكية | نماذج من بعض | حصة اليهود | حصة المغاربة | ملاحظات                 |
|--------------------|--------------|------------|--------------|-------------------------|
| الحليب المركز      | 15 علبة      | 10 علب     |              | أطفال إلى حدود 16 سنة   |
| البطاطس            | 1 كلغ        | - 0 -      |              | أطفال من 2 إلى 10 سنوات |
| كاوبيل             | 500 غ        | - 0 -      |              | أطفال من 2 إلى 16 سنة   |
| الشوكولاتة         | 300 غ        | - 0 -      |              |                         |
| بن                 | 300 غ        | 50 غ       |              |                         |
| سكر خاص بالكبار    | 400 غ        | 350 غ      |              |                         |
| سكر الأطفال        | 600 غ        | 35 غ       |              |                         |
| سميد               | 250 غ        | - 0 -      |              |                         |
| زيادة              | 100 غ        | - 0 -      |              | أطفال إلى حدود 4 سنوات  |
| لسم                | 200 غ        | 70 غ       |              |                         |
| نييد               | 15 لتر       | 4 لتر      |              |                         |
| صابون الكبار       | 150 غ        | 60 غ       |              |                         |
| صابون الأطفال      | 150 غ        | - 0 -      |              |                         |

اضطر يهود الجزائر بالمغرب إلى الخضوع لمقتضيات قوانين فيشي، وحاولوا البحث عن وسائل تمكنهم من استعادة وضعيتهم كمواطنين فرنسيين عن طريق إبراز الخدمات التي قدموها لفرنسا. فسارعوا إلى تقديم طلباتهم للاستفادة من الاستثناءات المنصوص عليها في الظهائر ذات الصلة. وبلغ جموع هذه الطلبات 4858 حالة من أصل 7001 طلب فرنسي<sup>(50)</sup>.

وأغلب هذه الطلبات تم رفضها، ولم يتلق المقبولون جواب الإقامة العامة إلا في شهري فبراير - مارس 1943<sup>(51)</sup>. مما جعل الغالبية العظمى من يهود الجزائر تشعر بالعزلة وخيبة أمل، مقابل انتشار الأمل في صفوف نظرائهم المغاربة، عندما استقبل

Ibid. (49) بتصرف :

Législation relative au Statut des Juifs non-marocains (1940-1943), D 371, Archives du B.G.A. (50)

Ibid. (51)

السلطان محمد بن يوسف وفودا منهم بفاس في صيف 1942، حيث أكد لهم على حقوقهم في الاستفادة والتمتع بحماية شأنهم شأن رعاياه المسلمين<sup>(52)</sup>. ورغم أهمية مواقف السلطان، فإن آثارها كانت أقل نظراً لضعف سلطته أمام السلطة الاستعمارية لنظام فيشي، وهذا ما يفسر الفرحة العارمة التي استقبل بها المغاربة عموماً الإنزال الأمريكي<sup>(53)</sup>.

لقد ساهم عقد مؤتمر أنفا في 22 يناير 1943، ولقاء الصدر الأعظم محمد المقرى وال الحاجب المعمرى في اليوم الموالى بالمستشار الخاص للرئيس روزفلت هاري هوبيكينز (Harry Hopkins)، وتأكيدهما على عدم وجودة أية مشكلة يهودية في المغرب<sup>(54)</sup>. إلى جانب تأسيس اللجنة الفرنسية للتحرير الوطني برأسة الجنرال دوكلول، - التي أصبحت السلطة الفعلية في المستعمرات الفرنسية - في الإعلان عن إلغاء قوانين فيشي بالمغرب. فصدر ظهير 23 يناير 1943 بفصل وحيد يؤكد إلغاء كل القوانين الاستثنائية الصادرة بشأن «ضابط اليهود المتعلقة باليهود الجزائريين»<sup>(55)</sup>. وتلاه ظهير 31 مارس 1943 المتعلق «بفسخ جميع المقتضيات التشريعية والقانونية الصادرة في إياتنا الشريفة بعد تاريخ 22 يونيو 1940 المتضمنة جعل تمييز مبني على صفة اليهود فيما يتعلق بالدخول في المهن ومبادرتها وكذلك فيما يتعلق بالتردد على مدارس التعليم»<sup>(56)</sup>. فصدرت تعليمات في هذا الشأن من مديرية الشؤون السياسية إلى المرافقين المدنيين لإعادة صفة المواطن الفرنسية ليهود الجزائر مشيرة إلى أنه «بعد تصريح 21 أكتوبر 1943 توّكّد اللجنة الفرنسية للتحرير الوطني أن اليهود الجزائريين لم يكونوا أبداً غير مواطنين فرنسيين»<sup>(57)</sup> وبذلك انتهت محنة يهود الجزائر والمغرب تحت نظام فيشي . لكن آثارها ظلت عالقة بأذهانهم، خاصة بعد الحرب عند «اكتشاف المذابح» التي وقعت في ألمانيا، وتطور المشكل الفلسطيني الذي ساهم في إحياء أحقاد قديمة، دفعت بالطائفة اليهودية إلى التفكير في مغادرة المغرب<sup>(58)</sup>.

(52) محمد كنبيب، م. س.، صص. 230 – 229.

Y. Katan, *op. cit.*, pp. 554-555. (53)

.241 (54) محمد كنبيب، م. س.، ص.

*Application du Statut des Juifs..., op. cit.* (55)

*Ibid.* (56)

*Ibid.* (57)

Y. Katan, *op. cit.*, p. 556. (58)

لقد أسرف التطور الذي لازم النظام الاستعماري في منطقة الحماية الفرنسية منذ نهاية الثلاثينيات، وبعد دخول المغرب الحرب العالمية الثانية كمستعمرة إلى جانب فرنسا، عن مجموعة من التحولات السوسية/اقتصادية والسياسية المهمة، والتي مست بقوة مكوننا أساسياً من مكونات المجتمع، مثلاً في المجموعة الجزائرية المسلمة والمسيحية. فمن جهة، بدأ يظهر أن سياسة تشغيل الجزائريين المسلمين لم تعد في خطوطها العامة عنصراً أساسياً في استراتيجية سلطات الحماية وفي عملها السياسي بالغرب، إذ تبنت أبرز معالم ذلك في سحب حقوق المواطنة الفرنسية عن الأقلية الساحقة منهم. كما تأكّد تدريجياً أن السلطات الاستعمارية في المغرب، كما هو الحال في الجزائر، لم تكن مستعدة أو راغبة في منحهم كامل حقوق العضوية في المجتمع الفرنسي، باستثناء بعض الامتيازات الاجتماعية والاقتصادية. فظلت غالبية الجزائريين المسلمين، رغم الخدمات التي قدمتها للحماية، ولفرنسا زمن الحرب، تعاني من نظرة الفرنسيين التشكيكة والمستصرفة للعنابر المسلمة. عندها تأكّدت أن رتبتها ثانوية دون رتبة الفرنسيين المواطنين، فأخذت تقترب أكثر فأكثر من المغاربة في فترة بدأت تشهد نمو الحركات الاستقلالية في المغرب الكبير، بعد أن كانت تفقد أواصر الترابط والتضامن معهم، مسلمين ويهود، والذين كانوا منقسمين بدورهم ما بين دعم الإدارة الفرنسية ومناهضتها بشكل عام. أما اليهود الجزائريون، فرغم انتهاء محنتهم بانتهاء حكومة فيشي، واسترجاع الجنسية الفرنسية، فإنهم تأكّدوا أن نظرائهم المغاربة يتمتعون بحماية سلطانهم، وهي حماية مضمونة أكثر من تخnisي فرنسي معرض لتقلبات الزمان والسياسة. فكان أن انخرط بعضهم بشكل أو بآخر ضمن دعوات وتطلعات سياسية جديدة حكمتها ظروف داخلية وخارجية متباعدة.

**RESUME**

Les autorités du Protectorat français se sont servis d'algériens, musulmans et juifs, pour établir leur emprise sur la société marocaine. La deuxième Guerre mondiale a renforcé ce courant migratoire, devenu quasi volontaire. Pour les Algériens musulmans, s'installer au Maroc leur permettait de jouir des bons de ravitaillement dans des conditions meilleures que celles qui existaient dans leur pays. Certes, ils n'avaient pas la citoyenneté française. Mais ils étaient mieux considérés que leurs coreligionnaires marocains par les autorités coloniales. D'où les tensions et les regards obliques dans la communauté. Pour les Algériens juifs, citoyens français depuis 1870, venir au Maroc resta avantageux jusqu'à ce que le régime de Vichy décrétât les ordonnances antisémites. Ils furent victimes, alors des pratiques de la chasse aux sorcières. Mais dès que De Gaulle eut pris le pouvoir, leur citoyenneté pleine fut rétablie. Cependant les secousses subies avaient préparé l'ensemble des juifs d'Afrique du Nord à regarder vers d'autres horizons.

**ABSTRACT**

The authorities of the French Protectorate made use of Algerians -both Jews and Muslims - to establish their hold on the Moroccan Society. The second world war strengthened this migration tendency which became quasi voluntary. For the Algerian Muslims, settling in Morocco allowed them to benefit from better provision conditions than those which prevailed in their country. Although they did not have French citizenship; they were better treated by the French colonizers than the Moroccan Muslims. Hence, the tensions between the two communities : for the Algerian Jews who had been French citizens since 1870, going to Morocco remained advantageous until Vichy decreed anti-semitic ordinances. They were then victims of witch-hunt practices. However, when De Gaulle took power, they recovered their full citizenship. Still, the ordeals they went through prepared all North African Jews to look for other horizons.



## المعرفة والسلطة بالبادية المغربية قراءة في أسس الرأسمال الرمزي لفقهاء الشرط<sup>(\*)</sup>

عبد الهادي أعراب  
باحث في علم الاجتماع

«إنها فئة مثيرة للاهتمام في كل حال، فئة هؤلاء الناس «أناس متوسطين» الذين دون أن يكونوا علماء أو أولياء صالحين، يحق لهم أن يثروا هذا النوع من المشكلات». <sup>(\*)</sup>

فاني كولونا «مثقفون في الأطراف» :  
الاتلوجنسيا في المغرب العربي، ص. 276.

### مقدمة

نسعى في هذه الورقة التي جعلنا مدارها على علاقة المعرفة والسلطة بالبادية، إلى إماطة اللثام عن موقع ومكانة «فقه الشرط»، كشخصية دينية استطاعت أن تلعب أدواراً كبيرة عبر تاريخ المغرب، سواء على المستوى التعليمي أو الديني أو أوالعلاجي....، وفي الوقت نفسه أن تملأ الفراغ الذي تركته الدولة في بعده هذه الميادين الحيوية. يتعلق الأمر إذن بمؤسسة اجتماعية، فاعلة في المجتمع المغربي ، بالنظر إلى أهمية أدوارها وقدرتها على تأثير كبير من جوانب الحياة الثقافية والدينية للأفراد.

في دراسته للبنيات الاجتماعية بالأطلس الكبير، نظر بيرك (J.Berque) إلى «فقهاء الشرط» أو «الطلبة» (بضم الطاء) بوصفهم جماعة مهنية، يتمتع الواحد

(\*) بنينا هذه القراءة على معطيات ونتائج بحث ميداني، هو في الأصل أطروحة لنيل الدكتوراه في علم الاجتماع، أنظر :

عبد الهادي أعراب «الفقية كمؤسسة بال المجال القريري : دراسة لغير مكانة وأدوار فقهاء الشرط بالمغرب، إلينهم عريضة مودعا»، إشراف، د. المختار الهراس، كلية الآداب والعلوم الإنسانية، جامعة محمد الخامس - أكدال، الرباط، 2007.

منهم بشخصية مركبة لها أدوار كثيرة ومتعددة، الرابط بينها ذلك بعد الروحي الذي له أهميته وطقوسيته في الحياة القروية<sup>(1)</sup>. إنهم حاملو الثقافة الكتابية والشفوية معاً وحفظة القرآن الكريم، لذلك يعلمون كمدرسین وأنممة، بناء على عقد خاص يعرف «بالشرط»<sup>(2)</sup>، يصبح الإطار القانوني - العرفي الذي ينظم عملهم ومهامهم بالبادية.

وبالرغم من أنهم عملياً رجال دين بسطاء، و مختلفون تماماً عن رجال الدين المعروفين رسمياً مثل العلماء والقضاة الشرعيين والفقهاء الذين يشكلون قمة الهرم<sup>(3)</sup> الاجتماعي، فهم يشغلون مكانة متميزة ك المتعلمين، وممتلكين لثقافة غير التي يمتلكها العوام<sup>(4)</sup>، بل إنهم يحتلوا المرتبة الثانية بعد الشرفاء، كما أوضح فسترمارك (Westermarck)<sup>(5)</sup>.

من هنا نؤكد، أنه خلف ربطنا بين «فقيه الشرط» والسلطة، رغبة شديدة في فهم أشكال التمفصل والاستثمار والاحتكار التي تخص رأس المال الرمزي، ومستويات توظيفه، سواء في علاقته مع الساكنة أو مع أجهزة المخزن. وبشكل أوضح كان منطلق سؤالنا كالتالي : كيف يستطيع الفقيه تحويل رأس المال الديني والمعرفي على نحو أوسع، إلى سلطة ؟ ثم ما هي ملامح هذه السلطة وتجلياتها ؟

قبل ذلك كله ثمة تساؤل أكبر لا يمكن استبعاده، وهو : لماذا ارتبطت السلطة بهذا المجتمع بالفقه تحديداً، ولم ترتبط بغیره من المعرفة والعلوم ؟ وما دلالات وأبعاد هذا الارتباط ؟

J.Berque,*Structures Sociales du Haut-Atlas, Retour aux Seksawa*, PUF, Paris, 2<sup>e</sup> éd., 1978, 254.(1)

(2) أحمد التوفيق، المجتمع المغربي في القرن التاسع عشر : إبولان (1850 - 1912)، منشورات كلية الآداب والعلوم الإنسانية، الرباط، أطروحة دكتوراه ورسائل، ط. II، 1983، ص. 453.

(3) عز الدين الخطابي، سوسيلولوجيا التقليد والحداثة بالمجتمع المغربي، مطبعة النجاح الجديدة، البيضاء، ط. I، 2001، ص. 79.

Jacques Jawhar Vignet - Zunz «Une Paysannerie de Montagne, Production de FUQAHÀ, (4) Les Jbalas, Rif Occidental, Maroc» : *L'Annuaire de l'Afrique du Nord XXXIII*, ed. CNRS, 1994, p. 205.

Mokhtar El Harrass, «La Société D'Anjra à travers les écrits, d'Edward Westermarck», in : (5) *Westermarck Et La Société Marocaine*, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines - Rabat, Série : Colloques et Séminaires, n° : 27, 1<sup>re</sup> éd. 1993 , p. 68.

انظر أيضاً : فاني كولونا : «متقون في الأطراف» الانقلاب في المغرب العربي، (مؤلف جماعي)، تحت إشراف د.ع. القادر جعلول، دار الحداثة للطباعة والنشر والتوزيع، بيروت، ط. I، 1984، ص. 276.

### عن الفقه والسلطة بال المغرب

بالرجوع إلى تاريخ المغرب، يدو الارتباط والتكميل قوياً بين الفقه والسلطة، وهو ذات الارتباط الذي يؤسس لسلطة الدولة، كسلطة مزدوجة تقوم على توظيف الدين وحيازة المشروعية المطلوبة. فبتحالف الفقه والقوة السياسية ارتبط الفقيه العالم بالأمير. ولنكن كان الأول يعتمد على سلطة المعرفة التي يملكتها، والثاني يلجأ إلى سلطة القوة التي بحوزته، فإن الفقيه عملياً، في حاجة إلى سلطة الأمير، كما أن هذا الأخير بدوره في حاجة إلى السلطة العقائدية والإيديولوجية التي يحوزها الأول؛ على هذا النحو ظلا معاً فاعلينا سياسيين لفترات طويلة<sup>(6)</sup>.

استجابة لهذه الخصوصيات الثقافية والتاريخية، تمكّن العلماء والفقهاء من المزاوجة بين السلطتين : المعرفية/الفقهية والسياسية، باعتبارهم أهم ممثليها داخل المجتمع<sup>(7)</sup>؛ وبوصفهم أهل الحلال والعقد، كانوا مؤسسي فكرة الدولة وصانعي الحياة السياسية، لذلك عملت إدارة الحماية في مرحلة معينة، على توظيف مكاتبهم لتحديث أجهزة المخزن وعقلنة المؤسسات الإسلامية، سواء بمراجعة الأموال المخزنية أو الدعوة إلى ضرورة التمسك بالشريعة ضد العرف أو هيكلة الأديان... إلخ<sup>(8)</sup>. غير أن تداخل الفقيهي السياسي، يمثل إحدى الإشكالات الكبرى بال المغرب، ولا يعبر عن ارتباط ثقافي بين الطرفين فقط، إنما يتترجم أيضاً مستويات إيديولوجية. لهذا يرى البعض<sup>(9)</sup>، أن صورة الفقيه ترسخت فكريّاً بكل أبعادها وحملاتها الاجتماعية والتاريخية والثقافية، ولعله ذات التداخل الذي يخترق الثقافة السياسية بهذا البلد إلى حدود الوقت الراهن. ولنكن كانت علاقة المعرفة بالسلطة قد وجدت جذورها داخل الفكر السياسي الغربي<sup>(10)</sup> في تسير شؤون المدينة اليونانية، فإنها في الثقافة الإسلامية،

(6) كوثر المعتر «المذهب المالكي وبناء الدولة في المغرب الأقصى» : مؤلف جماعي، المعرفة والسلطة بال المغرب. قضايا راهنة، مطبعة النجاح، البيضاء، الطبعة الأولى، 2005، ص. 86.

A. Laroui, *Les Origines Sociales et Culturelles du Nationalisme Marocain (1830-1912)*, (7) Maspéro, Paris, 1977 p. 98.

(8) انظر : دانييل ريفي «السياسة الدينية للحماية بالمغرب» : المجلة المغربية لعلم الاجتماع السياسي، العدد 13 - 14 - 1991، صص. 157 - 158.

(9) عبد الحميد الصغير، الفكر الأصولي وإشكالية السلطة العلمية في الإسلام : قراءة في نشأة علم الأصول ومقدمة الشريعة، دار المسنوب العربي للدراسات والنشر والتوزيع، الطبعة الأولى، 1994، صص. 7 - 8.

(10) المرجع نفسه، ص. 9.

طلت حكومة بمشروعات نوعية، كالشرعية والإمامية والتزام حدود الشريعة...، وهي المشروعات التي عمقها الاختلاف المذهبي في الإسلام، والتباين السياسي والإيديولوجي في التعامل مع النصوص الشرعية بين السنة والشيعة أو غيرهما<sup>(11)</sup>.

وتبقى أقوى صورة لتوحد الفقه بالسلطة السياسية، تلك التي جسدها المهدى بن تومرت في بناء الدولة الموحدية<sup>(12)</sup>، فباستثمار هذه العلاقة تمكّن الفقهاء من تدعيم مكانتهم، مستفيدين من توجّه الدولة ومذهبها المالكي<sup>(13)</sup>، مما جعلهم دون غيرهم سادة مجالس العلم والفكر<sup>(14)</sup>. وبالتوقف عند مفهوم البيعة، نلمس جلياً أن سيناريو الحكم نفسه، يرسخ دلالة هذا الارتباط بين الفقه والسياسة، مما يدعم مشروعية السلطان<sup>(15)</sup>، التي لا تكتمل دون حضور العلماء، وتوقيعها تحديداً بمدينة فاس بوصفها مهد أول دولة شريفة ومركز أكبر عدد من الفقهاء<sup>(16)</sup>؛ وبعقتها يصبح السلطان مدعواً كإمام<sup>(17)</sup>، إلى الالتزام بمقتضياتها الشرعية. لأنّه طالما سلطته تقوم أساساً على موجب شرعي مقدس، فلا يحق له تجاوزه، بل لا يعذر في عدم حفاظه على الدين وتطبيق الشريعة<sup>(18)</sup>. إنّ مفصل المقدس والسياسي إذن، جزءٌ مهمٌ

(11) كوثر المعتر، م. س، ص. 103.

(12) يؤكد محمد القبلي أن ما ميز الموحدين، هو استعمالهم لمفهوم «أمير المؤمنين» الذي اختص به المهدى بن تومرت بوصفه إماماً أيضاً، في المقابل استعمل المرابطون مثلاً لقب «أمير المسلمين»، أما السعديون ومن جاء بعدهم، فقد توارثوا مفهوم «أمير المؤمنين» لكن دون «الإمامية» التي اختصر بها المهدى وحده: محمد القبلي، الدولة والولاية والجهاز في المغرب الوسيط علاقتين وتفاعل، دار توبقال للنشر، البيضاء، الطبعة الأولى، 1997، ص. 108.

(13) مثلت المالكية بالإضافة إلى نظام الشرف، أهم عناصر المشروعية التي ميزت الحكم بالمغرب: محمد القبلي، م. س، صص. 110 - 115.

(14) إبراهيم حرّكات، المغرب عبر التاريخ، المجلد الأول، مطبعة دار السليمي، البيضاء، الطبعة الأولى، 1965، صص. 372 - 373.

A.Laroui, op.cit. p. 81 (15)

(16) رحمة بورقية، الدولة والسلطة والمجتمع، دراسة في القايد والمحور في علاقة الدولة بالقبائل في المغرب، دار الطليعة، بيروت، 1991، ص. 38.

(17) يؤكد Doutté أنه من الضروري أن يكون حاكم المجتمع «إماماً»، وهو نفس اللقب الذي يميز الشخص الذي يتقدم المسلمين في الصلاة، والذي يرأس مصوب الدولة، إلا أن سلطة الإمام بهذا المعنى تُمتد إلى كل المسلمين، لأنّها تقوم على مبدأ الخضوع الذي يأخذ بعدها مقاييساً يتجاوز الحدود الترابية.

E. Doutté, *Le Sultanat Marocain, Bureaux de la Revue Politique et Parlementaire*, Paris, 1909, pp. 3 - 8

A.Laroui,,op. cit.,72 - 73 (18)

من خصوصيات المجتمع المغربي واستراتيجيته في الحفاظ على النظام القائم<sup>(19)</sup>، لأن السلطة تستدعي المقدس داخل المجال السياسي، على نحو يمكنها من احتواء كل إمكانية للتمرد أو الثورة من قبل الأفراد<sup>(20)</sup>.

في سياق حديثه عن وضعية المثقف ودوره ومسؤولياته، يؤكد جون بول سارتر (J.P.Sartre) أن لكل جماعة بشرية نظامها القيمي والرمزي، هذا الذي سيكون بحاجة إلى إطار معرفي يهيكله وبينيه، فتحتما بالمعرفة يتقوى النظام ويجد لنفسه كافة وسائل التثبيت والاستمرارية<sup>(21)</sup>، وبها أيضاً يضمن شروط التوازن ضد كل ما يهدد وجوده واستقراره. هنا تتحول هذه المعرفة إلى معرفة سلطوية<sup>(22)</sup>؛ وكما يؤكد عبد الله حمو迪 : «لا ثقافة بدون نفوذ، لأن كل من ينشر أفكاره يحاول أن يقنع الناس بشيء ليؤثر في الواقع ويوجهه»<sup>(23)</sup>. وبعبارة بورديو (Pierre Bourdieu)، فإنها لن تكون معرفة مفصلة عن حقل السلطة بوصفه «حقل صراعات من أجل السلطة بين مالكي سلطات متباعدة، أي فضاء من اللعب، فيه يتواجه فاعلون ومؤسسات، يشتغلون في امتلاك كم من الرأس المال الخاص (اقتصادي أو ثقافي خاصة) كاف من أجل احتلال أوضاع مسيطرة في حقولهم الخاصة»<sup>(24)</sup>، على أن هؤلاء المتنافسين المتواجهين، يعمل كل منهم بدرجة أو بأخرى للاحتفاظ بموقع القوة أو تحويله لصالحه في سياق يشبه نوعاً من تقسيم العمل وتوزيع الأدوار، لا يخلو طبعاً من مبدأ السيطرة.

(19) يعتبر بلانديه أن ارتباط السلطة بال المقدس يمثل قاعدة أنثروبولوجية أساسية، ميزت كثيراً من المجتمعات والثقافات الإنسانية، كما تشي بذلك طقوس التنصيب وإجراءاته، والأمر لا ينطبق فقط على المجتمعات «القديمة» أو «البدائية»، بل يمتد للمجتمعات الحديثة والمتعلمة، والتي لا يمكن للسلطة فيها أن تخلي ما هو ديني : جورج بلانديه، الأنثروبولوجيا السياسية، ترجمة : علي المصري، المؤسسة الجامعية للدراسات والنشر والتوزيع، بيروت، 1990، صص. 127 – 139.

(20) رحمة بورقية، م.س، صص. 9 – 10 – 11.

J.P.Sartre, *Plaidoyer pour Les Intellectuels*, Gallimard, Pari, 1972, 10 (21)

Ibid., 15. (22)

(23) عبد الله حمو迪 «مصير المجتمع المغربي، رؤية أنثروبولوجية لقضايا الثقافة والسياسة والدين والعنف» : دفاتر وجهة نظر، العدد 5، 2004، ص. 82.

(24) ب. بورديو و د. فاكونت، أسلحة علم الاجتماع، في علم الاجتماع الانعكاسي، ترجمة : عبد الجليل الكور، إشراف ومراجعة : محمد بودودو، دار توبقال للنشر، البيضاء، 1977، ص. 50.

### سلطة الفقيه : مستوياتها وتجلياتها

مع «فقيه الشرط» نحن أمام حقول<sup>(25)</sup> عديدة، إلا أنها جمِيعاً تُوجَد متمفصلة، بفضل رأسه الديني ومؤهلاته المتعددة؛ وبالرغم من اتساع الشقة بين السلطة والتسلط الذي هو نوع من توظيفها أو ممارستها على نحو يتضمن فرضها على فرد أو جماعة، أو على مجتمع بأكمله<sup>(26)</sup>، فإن السلطة عموماً، بما فيها تلك التي تستند إلى مشروعية دينية لا تخلي من تسلط وعنف، إنما عنفها يصبح مقبولاً ومستساغاً. من هنا نتساءل : ما هي أهم ملامح سلطته داخل المجتمع القروي؟ وما هي أشكال تصريفها واستثمارها اقتصادياً واجتماعياً ورمزاً أيضاً؟ ثم ما هي حدودها ومحاذيرها، بالنظر إلى قيم وأعراف هذا المجتمع؟

#### أولاً - اللغة المشروعة

تعتبر لغة الفقيه جزءاً من سلطته، إن لم تكن تجسيداً لها، فهي ليست مجرد وسيلة للتواصل، إنما هي أداته في التوجيه والإرشاد وممارسة التأثير على الأفراد. وهو يستمدّها من معجم ديني يضفي على كلماته مشروعية واضحة، مشيداً بفضلها نظاماً معرفياً خاصاً به وبحال عمله، وبشخصيته الرمزية، ليبدو بذلك صاحب الخطاب المشروع وفقاً لأدواره الكبرى : الإمامة – الفتوى – الوعظ والإرشاد – التعليم القرآني – العلاج السحري... الخ.

تتمتع لغته أيضاً، بقوة اجتماعية بالغة، لأنها تستطيع أن تخلق مستوى واضحاً من «الإجماع» تنشده الجماعة (بتسكن الجيم) ويعبّر عنه بـ : «ما قاله الفقيه» أو «كلّها الفقيه». إنها قول يطبعه الصدق ويجسد كامل المصداقية، بل هي الكلام المشروع – بلغة بورديو – والذي يمكنه أن يعمل على إعادة إنتاج النظام الاجتماعي ككل<sup>(27)</sup>؛ ويوصفها لغة الدين/المقدس، تحظى لدى الفرد القروي بمكانة خاصة، وتعالى على خطابه اليومي والديني/المدنى؛ كما تحوز القوة

(25) ب. بورديو أن لكل حقل مسيطرون ومسطرون عليهم، ولكل حقل، نزاعاته الخاصة دون أن ينكر مع ذلك، وجود تفاوتات بين حقول مختلفة ومتعددة : بورديو، المرجع نفسه، ص. 73.

(26) نور الدين أغاية، الهوية والأخلاق، في المرأة، الكتابة والهامش، أفريقيا الشرق، البيضاء، 1988، ص. 68.

(27) انظر : ب. بورديو، الرمز والسلطة، ترجمة : عبد السلام بنعبد العالى، دار توبقال للنشر، البيضاء، الطبعة الثانية، 1990، ص. 54.

الكافية لتنظيم حياته<sup>(28)</sup>. تزداد هذه المكانة وتتضاعف في الأوساط الأمازيغية، لأن القلة القليلة وحدها من تستطيع الوصول إلى العلم الكتابي، الذي يوجد مخصوصاً عن الثقافة الشفاهية التي هي ثقافة المجال الجغرافي والطبيعي للأفراد<sup>(29)</sup>. وبالنظر إلى حاجة هذا المجتمع إلى العربية والعلم الديني<sup>(30)</sup>، ومادام الدين لا يفهم بلغة القوم ولم ينزل بها، فقد كانوا حتماً في حاجة إلى نخبة عالمية بلغتها، وكان لفقهاء «كمثقفين دينيين»، سلطة علمية كبرى، وعانياً خاصاً مخصوصاً عن العوام<sup>(31)</sup>.

تستمد لغة الفقيه إذن قوتها وشرعيتها من الدين، فباسمها يصلى بالناس، وباسمها يخطب يوم الجمعة، ومن خلاله أيضاً يمارس السحر، وبقوته العلاجية يشفى المرضى منهم، وبتمثيله داخل فضاء القرية، يصبح وجوده ومقامه بينهم أمراً لا غنى لهم عنه. على هذا النحو، تتأسس سلطته على نوع من «التفويض» الذي يجسد له عملياً اعتراف المجتمع القروي. إنها في ذلك شأن سائر السلط الرمزية، لا تؤدي عملها إلا من خلال اعتراف واضح يقدمه أولئك الذين تمارس عليهم<sup>(32)</sup>.

الاعتراف نفسه والتفويض ذاته، نلمسهما في ممارسته السحرية، حيث تصبح للكلمات التي يستعملها في مئامنه، القدرة على إنجاز تحويلات طبيعية ومفاجئة؛ ومثلكما يفعل الكلام السحري فعله في الطبيعة، يفعل في الإنسان المسحور، لتمتد إلى أعماقه اللاشعورية وتنفذ إلى خياله وخيالاته. إنها ليست لغة فرد أو مجرد إنسان، بل كلمات الله وأسماؤه، لذلك تمكّن صاحبها من ممارسة التأثير على

(28) إن قوة اللغة الدينية هو ما سمع للسلطة السياسية في المجتمعات العربية عموماً، من أن تبني نفسها عبر فترات طويلة مشيدة مشروعية الدولة. وهو ما يمكننا أيضاً من أن «نفهم خلفية السلطة المنشبة بتاريخية اللغة، وهي على وعي بأن هيئتها تكمن في الإنشاء اللغوي ليبقى الفرد مستيناً وقادراً لإمكانية التحرر» : عبد الغني أبو العزم، «اللغة والدين وسلطة الدولة. الدولة الإسلامية نموذجاً» : الماهل، العدد 62 - 63، 2001، ص. 235.

(29) علي أومليل «المختار السوسي : السلطة العلمية والسلطة السياسية» : الماهل، العدد 62 - 63، 2001، مص. 284 - 285.

(30) لكون العلم الديني هو الأكثر تداولاً بسوس، فإن اللغة العربية، لا تطلب لذاتها بل لارتباطها بالمعرفة الدينية، ليبدو الأمر، كان العربية توقفت بها عند كونها مجرد أداة لتعلم الديني : علي أومليل، المرجع نفسه، ص. 285.

(31) علي أومليل، المرجع نفسه، ص. 286.

(32) ب. بورديو، الرمز والسلطة، م.س.ذ، ص. 60.

المواس والشعور أيضا، كما «تفسح المجال واسعا للمعتقدات الدينية ل تستقر وتجاور ما هو معقول إلى ما هو لامعقول، وتخترق الممكن واللاممكّن، حتى تمتلك سيطرة واسعة تفوق إمكانية قوى الفرد»<sup>(33)</sup>. إلى جانب شرعيتها الدينية، تتضاعف سلطة لغة الفقيه، بما يمكن أن نسميه - بلغة السيميوولوجيا - «تقليل الرسالة الدلالية»؛ فكثيراً ما يعتمد خطابه اللغوي على قدر كبير من الغموض والالتباس، مستثمراً جهل القرؤين وأميتهم واعتقادهم المسبق في صحة ما يقوله ويفتي به، أو ما يكتبه من مئام أو ما يهمس به من تعازيم.

إجمالاً، نستطيع القول إنه لا وجود لسلطة لغوية، أو أيها كان نوعها بدون رأسماي، ورأسمال الفقيه غني ومتعدد، توّطره مشروعية دينية واضحة، بفضلها تصبح كلماته مستساغة ومقبولة وتحظى بكل اعتراف والاحترام. إنها لغة المقدس، ولذلك فهي تميّز عن اللغة العادية التي لا تملك سوى قوة الإيحاءات والصور، بل تتجاوزها إلى الهيمنة على الأشياء والأفراد.

### ثانياً - المباركة

تشكل البركة كقدرة رمزية جزءاً أساسياً من عمل «فقيه الشرط» إلا أنها مع ذلك، مفهوم ممتد ومطاط<sup>(34)</sup>، يختزن أشكالاً عديدة من الولاء والتقدّيس والهيبة ويخترق حقولاً مختلفة (الدين - السياسة - المعرفة - السلوك اليومي - الزراعة - ... - الخ)، بل إنها من أهم المعتقدات الأساسية الراسخة في سلوكيات المغاربة وتعاملاتهم المختلفة، ولا تُماثلها في هذه الأهمية، كما يؤكد ديل إيكلمان، سوى تعاطي السحر لدى قبائل الأزاني<sup>(35)</sup>.

(33) عبد الغني أبو العزم، م.س، ص. 237.

(34) لدى ابن منظور، نجد أن البركة هي النماء والزيادة، ومنها التبريك وهو الدعاء للإنسان أو غيره بالبركة وهناك المباركة بمعنى التشريف والكرامة كما هو الحال في الصلاة الإبراهيمية، ولها أيضاً معنى التيمن والكثرة في كل خير : ابن منظور، لسان العرب الهبيط، الجزء الأول، دار الجليل، بيروت، 1988، صص. 200 - 201.

على أن البركة أيضاً كقدرة إلهية، يملكونها بعض الناس، كما يملكونها بعض الأشياء، وهي توجد ببعض الأماكن دون غيرها، كما يمكن أن توّظر أفعالاً خاصة :

Cyril Glassé, *Dictionnaire Encyclopédique de l'Islam*, Préface de J. Berque, Trad :Yves Thoraval, Bordas, Paris, 1991, p. 57.

(35) ديل إيكلمان، الإسلام في المغرب، الجزء الثاني، ترجمة محمد أغريف، دار توبقال للنشر، البيضاء، 1991، ص. 46.

للبركة مساران مختلفان، مسار بيدولوجي وراثي، وآخر مكتسب<sup>(36)</sup> – كما هو الحال لدى الفقيه – ومتلكوها عديدون، لأنه في الواقع، هناك مستويات متفاوتة من امتلاكها والوصول إليها<sup>(37)</sup> (الخدمة – الزواج – الاتصال...). ثم هناك الممتلك الظاهري والممتلك الباطني، وعادة ما يحصل بين هؤلاء صراع وتنافس حول امتلاكها وتصرifها، بالرغم من أنهم جميعاً مدعوون إلى الاستجابة لطلبات الناس منها<sup>(38)</sup>.

تعمق البركة كرأسمال رمزي، نوعاً من التفاوت والتراتب بين الذين يمتلكونها والذين يفتقدون إليها<sup>(39)</sup>، وبهذا التفاوت النوعي تخترق تمایز الطبقات والفنانات والواقع الاجتماعية وكذا الإثنيات<sup>(40)</sup>. وبوصفها قوة خارقة، يمكن من تحويل الكائنات والأشياء<sup>(41)</sup>، كما يمكن حاملتها من الشرفاء والصلحاء من القيام بأدوار أساسية<sup>(42)</sup>، كإيقاف مسلسلات العنف القبلية

M'hammed Sabour «La Baraka, Capital et Pouvoir Symbolique» : Westermarck et La (36) Société Marocaine, Publications de la faculté des lettres et des Sciences Humaines, Rabat, Série : Séminaires, n° : 27, 1<sup>er</sup> éd, 1993, p. 125. Voir aussi : R. Jamous, *Honneur et Baraka : Les Structures Sociales Traditionnelles dans Le Rif*, éd, de la maison des sciences de l'homme, 1981, pp. 192 – 201.

E. Westermarck, *les Survivances Pagiennes dans la civilisation mahométane*, Payot, Paris, 1935, p. 116. (37)

M'hammed Sabour, op.cit, p. 125. (38)

(39) في سياق حديث إيكلمان عن سيادة نمط الزواج الداخلي في تزويع النساء الشرقاويات، أثار انتباها وجود استثناءات لهذه القاعدة، إذ حصل أن تزوجت إحدى الشرقاويات فقيها يدرس بالكتاب، دون أن يثير الأمر أي اعتراض لدى أحفاد الولي، وهو ما يمكن أن يتضمن في نظرنا، إشارة قوية إلى ابعاده عن العوام، لما يحوزه من البركة. انظر إيكلمان، الإسلام في المغرب، الجزء الثاني، م.س. ذ، ص. 103.

M'hammed Sabour, op.cit, p. 126. (40)

نشير أيضاً إلى أن إيكلمان اعتبر البركة كأيديولوجياً دينية، في سياق تنظيمها وتأثيرها لعلاقة الصلحاء بالأتباع والخدم، كما بين شدة ارتباطها بالشرعية الدينية كأساس تبريري لهذه الإيديولوجيا، من خلال السلوكيات والممارسات اليومية للأفراد : إيكلمان، الإسلام في المغرب، الجزء الثاني، م.س. ذ، ص. 48.

R. Jamous, op.cit, p. 202. (41)

(42) إلى جانب بركة الصلحاء والشرفاء، هناك بركة «إمزوارن» أو «إنفلاس» وهم مجموعة من الأشخاص ليسوا بشرفاء إلا أنهم يمتلكون بركة خاصة، إذ يتم استدعاؤهم «لباركة» بعض الأعمال الفلاحية كالحرث والزراعة... كما يقومون أيضاً بدور الوساطة، انظر بهذا الصدد :

R. Montagne, *Les Berbères et le Makhzen dans le Sud du Maroc, Essai sur la Transformation Politique des Berbères Sédentaires (groupe chlouh)*, Paris, Alcan, 1930, p. 199.

وحقن الدماء والتوسط بين الأفراد، وتأمين الشفاعة<sup>(43)</sup>. ولدى الصوفية فهي ترتبط بمفهوم «الكرامة» الذي يفيد معنى الصلاح أيضاً. وللتمييز، فالكرامة لا تطلب لذاتها، بل هي نتاج للمجاهدة، لهذا كانت سلاحهم ضد الظالمين من الولاة يستعملونها كتحذير أو كعقاب، ويوظفونها لمساعدة العوام على قضاء حاجاتهم أو التشفع لهم<sup>(44)</sup>.

على غرار هؤلاء جميعاً، (الولي الصالح - الصوفي...) يمتلك فقيه الشرط قدرًا من البركة يستمدّها أساساً من حفظه للقرآن<sup>(45)</sup>، كأهم رصيد معرفي ورمزي يميزه عن «العوام»، ويقربه من منزلة الأولياء<sup>(46)</sup>، فيصبح شخصاً مباركاً (بفتح الراء) ومباركاً (بكسرها) يسعى القرويون من خلال استدعائه مباركة كافة الأفعال والمارسات التي يقومون بها والاحتفالات التي ينظمونها (خطوبة<sup>(47)</sup> - زواج - ختان - عقيقة - مأتم... الخ).

إن حضور الفقيه إذن بإحدى هذه المناسبات يصبح ضروريًا بوصفه حضوراً مباركاً، متقد بركته إلى المنزل وأهله، كما متقد إلى الطعام الذي يتناول بهذه

(43) R. Jamous, op.cit, p. 219.

(44) محمد المغراوي «العلماء والصلحاء والسلطة بالمغرب والأندلس في عصر الموحدين»، بحث لنيل درجة الدكتوراه الدولة (تاريخ)، جامعة محمد الخامس، الرباط، 2002-2001، ص. 383.

(45) بين وسترمارك أن القرآن مصدر بركة مهم، منه ينهل الفقيه، وصيبيته الذين يتدرّبون على حفظه E.Westermarck, op.cit, p.117

(46) من صور التشابه القائمة بين الفقيه والولي - رغم اختلاف الرجلين - ما لا حظه إيكلمان بخصوص بعض الأولياء الذين تراجعت مكانتهم فصاروا أقرب إلى الفقهاء، يمارسة ما يمارسه هؤلاء من كتابة التعاويذ ومنع الدعوات : د. إيكلمان، الإسلام في المغرب، الجزء الثاني، م.س. د، صص. 51-70. أما الحسن البودواري فيقدم لنا من خلال دراسته، سيناريوها آخر لهذه المشابهة فيه يتحول الفقيه إلى ولی، باستئثار خاص ببركته، وهو ما جسده نموذج «شريف وزان» مولاي عبد الله :

Hassan El Boudrari, «Quant les Saints font les Villes .Lecture Anthropologique de la Pratique Sociale d'un Saint Marocain du XVII siècle» : Annales, Economie, Sociétés,Civilisations, N° : 3, mai-juin,1985, p. 491.

ويؤكد وسترمارك أن الفقيه إذا امتنع عن التورط في علاقات جنسية، سيصبح ولیاً، بمكتبه إنماز خوارق مميزة كالطيران : E. Westermarck, op. cit.,165

(47) تعرف الخطوبة ببعض جهات المغرب، بـ«يوم الزغاريد» (الزغاريد)، ولا يتم إعلانها وإشهارها بين سكان الدوار دون استدعاء الفقيه إلى جانب أهل الخطيبين لمباركة هذا العقد الشفوي المهدى للزواج.

المناسبات، فيصبح بدوره طعاما مباركا<sup>(48)</sup>، ويتحول من مجرد مأدبة أو «زردة» إلى «صدقة»<sup>(49)</sup>، أي إلى إنفاق ينال من ورائه صاحبه أجرا وثوابا.

تؤسس مباركة الفقيه عمليا، طقوس وإجراءات خاصة، أولها حضوره المادي أو الجسدي وثانيها تلاوته للقرآن، وثالثها دعاء الختم الذي يوجه للجميع، وأخيرا استلام المقابل المادي الذي يرسخ صدق «النية»<sup>(50)</sup> وحصول البركة. أحيانا يستدعي الفقيه وتطلب مباركته لبعض العقود الاقتصادية أيضا (شراء - بيع - رهن - إيجار - ...). ومرة أخرى يلعب الطعام دورا أساسيا في تأثير الحقل الرمزي لهذا الدور المميز<sup>(51)</sup>. يقول مبحوثنا (الفقيه الحسين) : «... جاءني رجال من الدوار، عزما على الفتح مشروع تجاري شركة بينهما، واستدعاني لوليمة عشاء أعدت ببيت أحدهما...، وبعد تناول الطعام تلوت ما تيسر من القرآن الكريم، ودعيت لهما بال توفيق ونجاح شركهما... وفعلا كتب لشروعهما النجاح، ولا زالت تجارتهم إلى الآن قائمة».

أحيانا أخرى، يلجأ الفقيه إلى استثمار بركته بشكل سافر، في تحصيل مكاسب مادية، من ذلك مثلا، طريقة خاصة تعرف بـ«باروك الفقها» وهي عادة قلبية وتقليد توارثه عن شيوخهم، نلخصه فيما يرويه مستجوينا (الفقيه محمد س.) : «في حفل أو مناسبة حيث يكون الحضور كثيرا، يخرج مقدم الفقهاء بعد تلاوة القرآن الجماعية، قالب سكر قرئ عليه جزء من القرآن - وكتبت عليه بالصمع بعض أسماء الله - ويطلب من أحد المدعين شراءه تقدير البركة التي يحملها بوصفه «باروك»، فترى الناس في

(48) لمسنا أن الرابط بين «الوليمة» ومفهوم «الصدقة» هو ذات الخطاب الذي يروجه الفقيه نفسه، كخطاب يؤسس لشرعية عمله باحياء الولائم والمآدب، ضدا على الصورة السلبية والنمطية التي تختزل هذا الارتباط في شراحته وجبه للأكل.

(49) من المؤكد أن لارتباط الطعام «بالصدقة» جذورا صوفية واضحة، حيث يقترن سلوك الإطعام بالبعد والنسل، ولا أدل على ذلك من قول الشيخ أبي محمد عبد الخالق بن ياسين «طلينا التوفيق زمانا فاختلطناه فإذا هو في إطعام الطعام» كما أن للصوفية قصصا كثيرة مع الطعام، بلغ فيها الجود مبلغ الإسراف، كما هو شأن «أبي يعزى» الذي كان لا يحتفظ من الزكاة إلا بعشر واحد : محمد المغراوي، م.س، مص. 375 - 377.

(50) إذا كان أساس اشتغال البركة هو ما يعبر عنه بـ «النية» فإن هذه الأخيرة، تقاس لدى ممتلكيها بمقدار ما يقدمه الزبناء من عطايا وهدايا : د. إيكلمان، الإسلام في المغرب، الجزء الثاني، م.س. ذ، ص. 52.

(51) للطعام أدوار ثقافية ورمزية دقيقة، تتجاوز بهذه الحيواني والبيولوجي (التغذية) إلى جوانب ثقافية مميزة، كالصحة والعلاج، والممارسة السحرية والصلح والعار وإبرام العقود وتوثيق الأحلاف والارتباطات، وتدبير الحملات الانتخابية... إلخ.

شكل أقرب إلى المزاد، يتنافسون على شرائه، إذ يصل ثمنه أحياناً إلى خمسمائة (500) درهم، بينما سومته الحقيقة لا تتجاوز أحد عشرة درهماً ونصف !».

### ثالثاً - الاستشارة

نؤكد أن الاستشارة ارتبطت أساساً بالعلماء والفقهاء من حماة الدين الرسمي بالمعاصر، إذ كان السلطان المغربي عند حالات الاقتضاء، يطلب مشورتهم في قضايا خاصة، محصلة دعمهم ومساندتهم في اتخاذ قراراته التنظيمية<sup>(52)</sup>. كانت هذه الاستشارة الرسمية تأخذ طابع الفتوى، مقتصرة على الاستشارات القانونية دون شروط السياسة العامة، وهو أمر يكتسي ملماحاً خاصاً في المذهب المالكي - خلافاً لوظيفة المفتى بالنسبة للدولة العثمانية<sup>(53)</sup> - كما يشهد في الآن نفسه، على ضعف العلماء وعجزهم عن تأسيس فئة خاصة مستقلة خارج دعم طقس البيعة، مادامت سلطتهم من خلال هذه الاستشارة نفسها، تراجعت إلى الحد الذي صارت فيه مجرد استشارة شكلية<sup>(54)</sup>، وتبريرات موقف السلطان الذي يملك وحده الرأي النهائي دون غيره.

أما عن الاستشارة التي تطلب من «فقيه الشرط» فإنها تؤطر جزءاً منها من علاقته بالساكنة القروية، إذ عادة ما توجه إليه في كثير من الأمور التي تتصل بالحياة الجماعية للدوار أو بالقضايا الخاصة والخيمية للأفراد. ثم إنها محصلة للثقة التي تودعها فيه. فبقدر ما تتسع هذه الثقة، تتسع دائرة الاستشارة وصولاً إلى ما هو حميمي وشخصي. يقول (الفقيه الحسين) : «كثيراً ما يأتي أحد القرويين ليستشيرني في شروطه الخاصة التي لا يستطيع أن يحدث فيها الآخرين : بيع - شراء - ... بل إن بعضهم قد يفتخني في شروط زواجه أو طلاقه وعزمه على إنجاز المعال تتعلق به ... إنها أمور خاصة، إلا أنها تعودنا أمراً بها كفقهاء، فلا حياء مع الفقيه ولا حياء في الدين». ثم إنها استشارة تستند إلى المعرفة التي يمتلكها قياساً إلى العام. يقول (محمد، فلاح) : «نحن أميون وجهلة لم ندرس أو نتعلم، ومنا من يصلى فقط

(52) لا يستجيب العلماء دائمًا لرغبات السلطان ولا يؤيدون كافة قراراته. فقد أورد الناصري مثلاً، أن الحسن الأول كتب إلى علماء فاس يطلب مشورتهم في حكم تجارة التبغ والأعشاب المخدرة التي حيزت بيد المخزن، فأجابوا هؤلاء بالحرمة، رغم ممارستها من طرف عدة سلاطين : إدموند بورك «العلماء المغاربة في 1860 و 1912»، ترجمة : احمد بن عبود و عبد العزيز السعود : البحث العلمي، العدد، 31، الرباط، أكتوبر، 1980، ص. 119.

(53) للمفتى بالدولة العثمانية دور أكبر من المغرب، لأن أعلى سلطة بالبلاد يقدم نفسه كأمير للمؤمنين : إدموند بورك، م.س، صص. 119 - 120.

(54) رحمة بورقية، الدولة والسلطة والمجتمع، م.س. ذ، صص. 75 و 76.

«بالمحمد»؛ إننا لا نستطيع حتى التوقيع على «أوراقنا» ولا قراءة رسائلنا... لهذا نسأل الفقيه ونستشيره في عدد كبير من القضايا التي نعلم أنه أدرى منهاها، ثم إنه حامل لكتاب الله».

فضلاً عن ذلك، لسنا أن جزءاً كبيراً من أحاديث الفرد القرولي مع الفقيه، يتصل أساساً بالجوانب السرية والحسنة التي يعجز عن مفاسحة غيره فيها (كالأمراض المرتبطة بالسحر أو العين - الواقع في معاصي - المشاكل الجنسية والزوجية...) ف أمام الخوف على صحته وسلامته النفسية والبدنية، لا يجد غير الفقيه طرفاً آخر، يسر له معاناته أو طمعاً في حل مشكلته . يقول (الفقيه كبور) : «إن الناس في واقع الأمر، لا يلجأون إلى الفقيه لاستشارته والبوج له بما يسرون إلا تحت ضغط الضرورة وال الحاجة».

وما ينبغي ذكره أيضاً، أن استشارة الفقيه لا تقتصر على الفرد فقط، بل عادة ما تمت إلى مستوى الجماعة (بتسكن الجيم)، التي تذهب بعيداً بإشرافه في اتخاذ القرارات التي تهم مصلحة الدوار. لكن نتساءل، هل تمت ثقة الفرد القرولي في الفقيه باستشارته وإشرافه في القضايا التي تهم الساكنة إلى تحكيمه في النزاعات والخلافات التي تحدث بينه وبين أفراد آخرين؟

#### رابعاً - التحكيم

ارتبط دور التحكيم بمؤسسات أخرى غير «فقيه الشرط»<sup>(55)</sup>، منها مثلاً، الصلحاء والزوايا والشرفاء والأعيان...، غير أن ما يجمع بينها جميعاً هو الاستناد إلى الحياد<sup>(56)</sup>، والابتعاد عن موقع التنافس والصراع المباشر، بالرغم من أن هذا التنافس والصراع هو نفسه ما يضمن بقاءها واستمراريتها.

(55) يؤكد حمودي أن «الأضرحة وقبور الأولياء، أماكن حج يحرم فيها القتال، ولهذا السبب تشيد المخازن وتعقد الأسواق وتمر المسالك بجوارها»؛ عبد الله حمودي «الانقسامية والتراتب الاجتماعي والسلطة السياسية والقذافة. ملاحظات حول أطروحة كيلنر»؛ الأنثروبولوجيا والاريخت، (مؤلف جماعي)، ترجمة، عبد الأحد السبتي وعبد اللطيف الغلق، دار توبيقال للنشر، البيضاء، الطبعة الأولى، 1988، ص. 73.

(56) بالرغم من أن الحياد هو ما يؤمن المرابطين وغيرهم لدور التحكيم، فإنه ليس قاعدة ثابتة باستمرار. فقد أوضح حمودي أن صلحاء حنصالة كانت لهم نزاعات شديدة مع القبائل؛ حالة سيدى سعيد اخنصال مع أيت «تاكلة». كما أبرز أيضاً كيف أنهم كانوا يتحالفون مع المقاتلين من العوام لتوزيع الغنائم ويساهمون أحياناً أخرى في عملية القتال، غير مكتفين بسلامتهم من البركة والصلاح؛ عبد الله حمودي «الانقسامية والتراتب الاجتماعي...» م.س.، ص. 74.

أكَدَ إِرْنَسْتُ كِيلَنْرُ (E. Gellner) مِنْ خَلَالَ دراسته لِقبائلِ الأَطْلَسِ الْكَبِيرِ، أَنَّ للصلحاء/«إِكْرَامَنْ» دُوراً حِيويَا فِي التَّوْسُطِ وَعَقْدِ الصلحِ وَفَضِّلِ النِّزاعاتِ الْخَاصَّةِ بَيْنِ الْقَسْمَاتِ الْاجْتِمَاعِيَّةِ<sup>(57)</sup>، وَهُوَ دُورٌ يَتَعَشَّشُ أَسَاسًا مِنْ وَضْعِيَّةٍ خَاصَّةٍ يَغْيِبُ فِيهَا الْأَمْنُ – بَفْعَلِ ضَعْفِ الدُّولَةِ الْمُرْكَبَةِ – وَلَا يَصْبُحُ مَتَحَقِّقاً إِلَّا مِنْ خَلَالِ «تَوازنِ الرَّعْبِ» وَالْتَّحْكِيمِ الَّذِي يَمْارِسُهُ هُؤُلَاءِ الصلحاء بِوَصْفِهِمْ رِجَالاً مُحَايِدِينَ وَمُبَارِكِينَ<sup>(58)</sup>. وَلَدِيِّ الزَّوَايا أَيْضًا<sup>(59)</sup>، تَسْتَندُ مَارِسَةُ التَّحْكِيمِ إِلَى الْحِيَادِ وَالْبَعْدَانَ عَنْ دَائِرَةِ الْصَّرَاعَاتِ الْمُخْلِيةِ وَالْخَلْفَاتِ الْقَائِمةِ<sup>(60)</sup>، وَهِيَ تَسْعَى جَهْدَهَا لَا إِلَى مَنْعِهَا أَوْ الْحِيلَولةِ دُونَ وَقْعَهَا، إِنَّمَا تَتَدَخِّلُ أَثْنَاعَهَا أَوْ بَعْدِ قِيَامِهَا؛ بِحِيثَ يَتَحَوَّلُ التَّحْكِيمُ إِلَى اسْتَرَاتِيجِيَّةٍ لِلْاِسْتِمْرَارِيَّةِ، وَذَلِكَ بِالْاِسْتِفَادَةِ مِنْ مَوْاقِعِ خَاصَّةٍ خَارِجَ لِعَبْدَ الْصَّرَاعِ الَّذِي يَتَنَاهِي بِغَلَبَةِ تَامَّةٍ لِقَسْمَةٍ عَلَى أُخْرَى. هَا هُنَا، نَفْهُمْ سُرَّ تَشْبِيهِ بُولَ باسْكُونَ (Paul Pascon) لِدُورِ الزَّاوِيَّةِ بِمَحْكَمَةِ «الْلَّاهِيَّ» كَمَحْكَمَةٍ عَلَيْهَا بِالنِّسْبَةِ لِلْمَجْمُوعَاتِ الْقَبِيلِيَّةِ<sup>(61)</sup>.

مِنْ جَهَةِ ثَانِيَّةٍ، لَا يَفْوَتُنَا أَنْ نُشِيرَ إِلَى أَنَّ دُورَ التَّحْكِيمِ بِالْمَغْرِبِ، ظَلَّ آلِيَّةً سِيَاسِيَّةً قَوِيَّةً مَيَّزَتْ لِعْقُودَهُ، طَبِيعَةَ السُّلْطَةِ وَأَسْلُوبَ الْحُكْمِ. فَالْمَلِكُ كَأَعْلَى سُلْطَةِ بِالْبَلَادِ، يَمْارِسُ بِدُورِهِ مَهْمَةَ الْحُكْمِ<sup>(62)</sup>، وَهِيَ صَفَّةٌ ثَالِثَةٌ، يَلْحَقُهَا حَمْوَدِيُّ بِمَؤْسَسَتِهِ.

(57) انظر : إِرْنَسْتُ كِيلَنْرُ «السُّلْطَةُ السِّيَاسِيَّةُ وَالْوُظِيفَةُ الديِنيَّةُ فِي الْبَوَادِيِّ الْمُغْرِبِيَّةِ» : الْأَنْتَرِو بِولُوجِيَا وَالْعَارِفُ م. س. ذ، صص. 55 – 56.

Voir aussi : E. Dermenghem, *Le Culte des Saints dans L'islam Maghrébin*, Gallimard, Paris, 1954, p. 165.

A. Hammoudi, «Itinéraire de la Sainteté et Société : de la Structure aux Symboliques Spécifiques et Éclatés» : *La Campagne à travers L'histoire du Maroc*, Publication de La fac. des Lettres et Sciences Humaines – Rabat, série ; Colloques Séminaires Coordination : Brahim Boutaleb, n° : 77, 1999, p. 26.

(59) أحمد التوفيق، المجتمع المغربي في القرن العاشر عشر...، م.س. ذ. صص. 439 – 440.

(60) مِنَ الْإِجْرَاءَتِ الَّتِي كَانَتِ الزَّوَايا تَتَخَلَّهَا أَيْضًا لِمَنْعِ الْاِصْطَدَامَاتِ بَيْنِ الْقَبَائِلِ، خَصْصَوْهَا فِي الْأَسْوَاقِ، إِبْدَاعَ الْأَسْلَحَةِ الَّتِي يَحْمِلُهَا رِجَالُ الْقَبَائِلِ : «... وَمِنْ هَنَالِكَ يَرَافِقُهُمْ أَحَدُ مُرَابِطِيِّ الْزَّاوِيَّةِ أَوْ نَائِبٌ عَنْ أَحَدِ الْمُرَابِطِينَ الْبَارِزِينَ (...). فِي هَذِهِ الْخَفَارَةِ ضَمَانَةٌ مَزْدُوجَةٌ، فَهِيَ تَحْمِيُ الزَّائِرَ مِنْ خَطَرِ الْاعْتَدَاءِ وَتَحْمِيُ الْقَبِيلَةَ الْمُسْتَضِيَّةَ مِنْ سُوءِ تَصْرِفِ الْوَافِدِينَ عَلَيْهَا» : إِ. كِيلَنْرُ، م.س، ص. 51 – 50.

P. Pascon, *Le Hauz de Marrakech*, T1, Centre Universitaire de la Recherche Scientifique, (61) Rabat, 1983, pp. 256 – 257.

(62) يُؤكِّدُ جُونَ وَاتِّبُورِيُّ – فِي سِيَاقِ أَطْرَوْحَتِهِ الْانْقِسَامِيَّةِ حَوْلِ الْمَلِكَيَّةِ الْمُغْرِبِيَّةِ – أَنَّ الْمُجْتَمِعَ الْمُغْرِبِيَّ يَتَكَوَّنُ مِنْ قَسْمَاتٍ مُتَعَارِضَةٍ، يَقْوِمُ تَوازِينُهَا أَسَاسًا عَلَى مَا يَعْرِفُهَا مِنْ تَوْزُّعٍ وَنِزَاعٍ. وَهُوَ مَا يَهْرُرُ دُورَ التَّحْكِيمِ الَّذِي يَقْوِمُ بِهِ الْمَلِكُ، لِلْبَقاءِ فِي الْحُكْمِ، لِتَصْبِحُ الْمَلِكَيَّةُ نَفْسَهَا، رِمَزاً لِلْحِيَادِ : جُونَ وَاتِّبُورِيُّ، أَمِيرُ الْمُؤْمِنِينَ، الْمَلِكَيَّةُ وَالنِّسْخَةُ الْمِسَايِّسَةُ الْمُغْرِبِيَّةُ، تَرْجِمَةُ : عَبْدِ الْفَتَنِيِّ أَبْرَارِ الْعِزْمِ، عَبْدِ الْأَحْدِ السَّبْتِيِّ، عَبْدِ اللَّطِيفِ الْفَلَقِيِّ، مَوْسِيَّةُ الْغَنِيِّ، الطَّبْعَةُ الثَّانِيَّةُ، 2004، صص. 208 – 209.

الملك إلى جانب مفهوم البيعة، كثوابت أساسية لممارسة السلطة وتحديد النظام المغربي. فقد ظل القصر مقرأ لبث الشكاوى الكبرى والمعضلات الصعبة بين القبائل والمخزن، والملك بنفسه من يتولى حلها أو بالأحرى الإفتاء فيها<sup>(63)</sup> ؛ على هذا النحو، استطاعت السلطة بهذا البلد أن تجد لنفسها مسوغات دقيقة وقوية داخل الحياة الاجتماعية والثقافية والرمادية للأفراد، عبر قنوات البركة و«الضمانة» والتحكيم والصلح... إلخ، وفي الوقت ذاته أن تبقى على مسافة كافية من مدار الصراع القائم، سواء بين الأحزاب والهيئات السياسية أو غيرها<sup>(64)</sup>. لكن تساءل : ماذا عن التحكيم الذي يمارسه «فقهاء الشرط» داخل الوسط القروي ؟ ما هي خصوصياته ؟ ثم إلى أي حد يتم القبول والترحيب به من طرف القرويين ؟

يقوم تحكيم الفقيه إجمالاً، على مؤهلاته الدينية والرمادية (حفظ القرآن - البركة)، غير أنه يرتكز أساساً على موقعه الحيادي من نزاعات ساكنة الدوار<sup>(65)</sup>، وهو وضع تعمقه غربته ومسافته من «العوام». أحياناً قد يميل بعض الفقهاء إلى درجات علياً من الحياد مجنبين أنفسهم الاصطدام مع السكان، ومستمسكين في الآن ذاته بمسافتهم الحذرية عن كل ما يتصل بشؤون القرويين. والواضح أن هذا الموقف، يبرره خوفهم من التورط في الصراعات الدائرية، كما يجد دعمه في ثقافتهم وخبرتهم. بهذه الشرط، إذ يلفون في حيادهم ما يقوى مكاناتهم، عاملين بالمقوله : «كم حاجة قضيناها بتركها».

يذهب بعض هؤلاء إلى تعليل حيادهم هذا، بفوضوية حياة «العوام» وانصرافهم عن جادة الشرع في معاملاتهم وسلوكاتهم، وميلهم الدائب للنزاع والخلاف. يقول (الفقيه بوعزة) : «العوام صعب، تعني ما تتصح وتعني ما تشرح ليهم»

(63) عبد الله حمودي، الشيخ والمريد، النسق القافي للسلطة في المجتمعات العربية الحديثة، دار توبقال، الطبعة الثالثة، 2000، ص. 42.

(64) يشي تاريخ النظام المغربي باختراق قاعدة الحياد. ففي حالات ثابتة، تورطت دار الملك في مصالح خاصة وتدخلت في صراعات مباشرة، دفاعاً عن قوة دوالib إدارتها أو من أجل احتواء المعارضة : عبد الله حمودي، م.س، ص. 46.

(65) حرصاً على موقع الحياد لدى الفقيه، كان هذا الأخير ينفادى شراء الأرض داخل مقر عمله، لأنه بامتلاكه هذه الثروة، سيدخل في دائرة الزراعة والمنافسة، بينما تتطلب منه طبيعة أدواره ومنها التحكيم، عكس ذلك :

A. Nadir «Le Maraboutisme, Superstition ou Révolution» : P. Auteurs, *Méthodes d'Approches du Monde Rural*, Office des Publications Universitaires, Alger, 1984 p. 202.

والو. عايشين في الصداع والغوات... اجري علي نجوي عليك (...) والفقيه لا حول له معهم... إنك لا تهدي من أحبت والله يهدى من يشاء» (كذا).

لنفس الأسباب، لا يتدخل الفقيه للصلح إلا إذا طلب منه ذلك. وبالرغم من أنه يعتبر إصلاح ذات البين جزءاً من مهمته الشرعية، وتحديداً ضمن باب الأمر بالمعروف والنهي عن المنكر، فإن حساسية هذا المبدأ، تدفعه إلى عدم المبادرة والمبادرة<sup>(66)</sup>، كما جاء قوله صراحة على لسان (الفقيه محمد بن ر.). : «الصلح غير طبعاً» وأصلحوا ذات بينكم» كما قال عزوجل، لكن الفقيه لا يستطيع أن يتدخل دائماً. فإذا طلب منه الأمر أصلح ذات بين المתחاصمين، أما إذا لم يطلب منه ذلك، فسيكتفي بالنصائح والإرشاد، حتى يتجنب نفسه الاصطدام مع أي طرف». نستطيع أن نلمس هنا، أن إستراتيجية التحكيم لدى الفقيه تقوم على تدبير الخلافات والتزاعات داخل سياق لا يبعد به في نهاية المطاف عن منطق العوائد والأعراف و«القيم القروية». فكثيراً ما يجد نفسه مضطراً في إطار عقد الشرط الهش إلى مجازة القرويين، ليصبح دوره أقرب إلى المداهنة منه إلى المهاذنة، بالرغم من أن التفويض الذي تمهي إياه الجماعة، يمكنه من إضفاء الطابع الشرعي على اختيارات معينة<sup>(67)</sup>.

بالمقابل، هناك صنف آخر من الفقهاء، يعتبر نفسه مسؤولاً عما يقع داخل الدوار وهو ما يبرر تدخله لحل الخلافات وإصلاح ذات البين، مستندًا إلى مكانته الرمزية، ومتانة علاقاته وقوته نفوذه (الكلمة المسومة) بين الساكنة<sup>(68)</sup>، فتراه كلما حدث خلاف أو نزاع، سعى إلى إنهائه وأسرع بالإصلاح بين المتنازعين؛ وقد يذهب إلى أبعد من ذلك بال بت في كثير من الشؤون العائلية والاجتماعية

(66) انظر ما أورده أحمد التوفيق بخصوص عدم قدرة الفقيه عن طريق العنف على فرض آرائه، من خلال حالة فقيه بايت بلال : أحمد التوفيق، م.س.ذ، ص. 429.

(67) لاحظ كيلر، ما يماثل ذلك لدى الصلحاء، بما يفرز نوعاً من التأرجح بين الحياد والمصادفة الشرعية على أفعال ومارسات معينة، واستخلص أنه طالما الجميع (الخاصة والعوام) يعلن تشته بنفس المبادئ الدينية، فإن الظروف الخاصة : الجغرافية والثقافية هي التي تملّى الطريقة التي بها تصاغ أشكال التكيف مع متطلبات الحياة القبلية : إرنست كيلر، م.س، ص. 57.

(68) الشيء نفسه، لاحظته كولونا بأوراس الجزائر، مبينة أن الفقيه يلعب دور حارس القانون والأعراف المحلية، والحكم في المشاكل التي تخص الأفراد فيما يتعلق منها بما هو أخلاقي.

F. Colonna «La Répétition. Les Tolba dans une Commune rurale de L'aures» : *L'Annuaire de L'Afrique du Nord*, ed, CNRS, 1979, p. 191.

للأفراد<sup>(69)</sup>، وإنها الخصومات التي تنشأ بين الأقارب والجيران والأزواج أيضاً. ومن أدوار التحكيم الكبرى التي كان يمارسها فقهاء الشرط إلى حدود الماضي القريب، ما يعرف بـ«ظهور المسلمين»<sup>(70)</sup>، وهو تقليد قانوني – عرفي، ينهي النزاعات القائمة بين الأزواج، وينجحهما فرصة من الزمن قبل الوصول إلى قرار الطلاق، إلى أن تبين محكمة «الجماعة» (بتسكين الجيم) أسباب الخلاف<sup>(71)</sup>. بهذا الصدد، يجمع مخبرونا الشيوخ – تحديداً – أنه إلى حدود الخمسينيات من القرن المنصرم، كانت جماعة الدوار وعلى رأسها الفقيه، تقدم للزوجين العازمين على الطلاق فرصة زمنية لتدارس وضعهما أملاً في التراجع عن هذا القرار؛ ولإنجاح هذه المهمة، تنصب أسرة متقطعة (زوج وزوجته) خيمتها بجوار خيمة/منزل الزوجين المتنازعين، مدة من الزمن قد تجاوز الأسبوعين، يراقبان فيها عن كتب سلوكهما، وبعد ذلك يتم نقل تقرير شفوي كامل للفقيه وبقى أعضاء الجماعة، ليبيتوا جميعاً في الحكم النهائي بشأن مصير زواجهما.

أما اليوم، فقد انتهى العمل بهذا التقليد العرفي المميز، كما تراجع عموماً دور الفقيه في التحكيم<sup>(72)</sup>. والتحصل من هذا، أن الفرد القروي صار في مقدوره تدريجياً أن يتوجه في حل نزاعاته إلى قنوات أخرى، كالسلطات المحلية والقضاء،

L. Paye, *Introduction et Evolution de L'enseignement Moderne Au Maroc (des origines jusqu'à 1956)*, ed. et introd. par : Mohammed Benchekroun, imp. Arrissala, Rabat, 1992, p. 108

إن أهمية التدخل الحيوى للفقيه ومارسته لأدوار التحكيم والواسطة بالمجتمع القروي، لا ينافسه فيها، إلا الروايا، خصوصاً بجنوب المغرب : L. Paye, *op. cit.*, p. 94.

(70) نؤكد أنه إذا تجاوز رفع الدعوى مجال الدوار، فإن «ظهور المسلمين» كان يتم بأمر من القائد أو القاضي أحياناً. أما إذا انحصرت داخله، فإن الفقيه من يشرف على الأمر، وهو الذي يعين أيضاً الأسرة التي تراقب الزوجين المتخاصمين.

(71) يذكرنا هذا الأمر، بتعبير فاني كولونا، واصفة المجتمعات المغاربية بكونها «مجتمعات مفاوضة»، تلعب فيها الوساطات الدينية والرمادية كالفقهاء أدواراً كبرى وحيوية :

F. Colonna «Comment ruser avec l'uniformité» : P. Auteurs, *Etre Marginal au Maghreb*, CNRS, Paris, 1993, pp. 5-9.

(72) بالرغم من أن المختار السوسي أكد أهمية الفقيه كقاض للقبيلة بسوس، فإن هذا الوضع لم يعد قائماً اليوم، بل صار جزءاً من الماضي : احمد كبارك : «من مظاهر القوة والنفوذ في المدارس العلمية بسوس قدّها من خلال الوثائق، مدرسة أزاريف الحامدية نموذجاً» : مؤلف جماعي، المدارس العلمية العتيقة. آفاق إصلاحها واندماجها في محيطها المعاصر، مطبعة فضالة، الحامدية، الطبعة الأولى، 1996، ص. 78.

كما بدا في موازاة مع ذلك، مستغليا عن تحكيم باقي الوسطاء التقليديين، مثل الشرفاء والوجهاء والمسنين من أفراد الجماعة<sup>(73)</sup>.

إن مثل هذا التحول لا يرى فيه الفقيه سوى تراجع جزء من أدواره الرمزية، كما يمثل بالنسبة إليه أيضا، إضاعة للوقت والمال وغباء من القرويين/«العوام»، متأسفا على زمن الماضي/«بكري» حيث كان هو القاضي الذي يحل ويعقد داخل الدوار<sup>(74)</sup>. يقول (الفقيه العربي) : ««بكري» كان الفقيه هو الذي يحل ويعقد، ويصلح بين الناس. أما الآن، فقد أصبح القرويون يسارعون إلى «الخزن»، وصرنا نرى رجال الدرك يدخلون إلى الدواوير، خلافا لما كان عليه الأمر؛ كما أصبحوا أيضا أكثر عداء، لا ينورون عن الشجار والخصام والافتئات على بعضهم البعض من خلال شواهد طيبة ملفقة، غير آبهين بوساطة الكبار وتدخل الشيخ والفقهاء». في السياق ذاته يؤكّد (الفقيه بوعزة) : «العوام أغبياء، لأنهم لا يدركون أن الصلح أفضل وسيلة لإنهاء المشاكل والمنازعات. فما الجدوى من اللجوء إلى «الخزن» وإنفاق أموال كثيرة بتحضير شواهد طيبة، وتوكيل محامين... مع العلم أن النتيجة ستكون سلبية في غياب قضاء عادل؟».

إن المفارقة الصارخة التي تستخلصها من هذه الشهادة، هي أنه في الوقت الذي تستغرق فيه قضية نزاع ما، زمنا طويلا داخل المحاكم اليوم، كقضايا الإرث والأرض ومشاكل «الحدود» التي تضبط ملكيتها، فإنها فيما قبل، وبتدخل من الفقيه وجماعة الدوار، كانت تجد حلها في أزمة قياسية وبأقل الخسائر.

#### خامسا - تميز الفقيه وامتيازاته

يحظى الفقيه بمكانة خاصة ومتميزة داخل الوسط القروي<sup>(75)</sup>، فلا يعامل معاملة «العوام»، بل معاملة «الخاصة» - بما يقتضيه ذلك من الاحترام والتقدير<sup>(76)</sup> -

(73) تشير رحمة بورقية إلى أن إحدى التحولات الكبرى التي عرفتها الباادية المغربية، تزايد قوة وهيبة الدولة أو الخزن مستفيدا من ضعف الجماعة (بتسكن الجيم) مما أدى إلى تراجع دور الأطر الاجتماعية للتضامن المحلي : رحمة بورقية : «الأرياف المغربية في ظل التحولات الكبرى للمجتمع» : في الفكر والحضارة وال المجال، دروس جامعة العاصمة، 1984 - 2002، جامعة ابن زهر، منشورات كلية الآداب والعلوم الإنسانية أكادير، دار المعارف الجديدة، الرباط، 2002، ص. 263.

(74) انظر : اختار السوسي، المسؤول، الجزء الأول، مطبعة النجاح، البيضاء، 1961، ص. 57.

Voir : J.Vignet-Zunz, «Une Paysannerie de Montagne, Production de fuqaha ...», op.cit..(75) pp. 205 - 206.

J. Berque, *Etude d'histoire rurale Maghrébine*, les Editions internationales, 1938, p. 52. (76)

ولا يمارس ما يمارسونه من أعمال، كالحرث والزرع والرعى...، ولا يلبس نفس ما يلبسون، ولا ينادي عليه باسمه مجرداً، إنما بلقبه «الفقيه» أو باسمه مسبوقاً بلفظ «السي» الدالة على الاحترام والتشريف<sup>(77)</sup>. ثم إنه لا يحمل أحتمالاً أو انتقالاً، بل تحمل إليه إلى بيته، ولا يجلب الماء بنفسه من البشر، بل يجلب له، وإذا ما استدعي إلى وليمة أو «مناسبة» كان له بها مكان خاص ومتميز، مترئساً أعمالاً رمزية وطقوسية أساسية، مثل إعداد الشاي والإشراف على «الصينية»، وتوزيع اللحم...، وكما يقول (الفقيه الحسين) : «القصورية الجيدة» تكون من نصيب الفقهاء، ولهم دون غيرهم مائدة (حطة) مميزة عن موائد المدعين، كما أن مهمة إعداد الشاي، من المستبعد جداً أن توكل لشخص من العوام، والفقير موجود «فالقاعدة» أو العادة تقتضي أن يكون الإشراف على «الصينية» وإعداد الشاي من مهمة الفقيه وحده». فضلاً عن ذلك فإنه يعفى من سائر المساهمات المادية التي يدفعها الأفراد، فيما يخص المصالح المشتركة للدوار : (حفر بئر - إصلاح أو ترميم الجامع - ...).

وقد أمكننا أن نلاحظ، أن الفقيه يحرص بدوره على تعميق هذه المسافة التي تميزه عن الآخرين، سواء على مستوى اللباس والمظهر الخارجي أو على مستوى السلوك الاجتماعي والأخلاقي أيضاً ؛ معتقداً أنها مسافة تستلزمها مكانته العلمية ومقامه الديني، فهو كشخص حافظ للقرآن وحامل لكتاب الله، يرفض أن يسوى بالجائع. وأن عمله يقتضي منه الاحتكاك بالعوام، فإنه يعتمد باستمرار إلى تقليل المسافة التي يمكن أن تربطه بهم، بشكل يضمن له هيبيته واحترامه، متصوراً أن الاقتراب الشديد أو المبالغ فيه من القرويين، ليس فعلاً إيجابياً بقدر ما هو فاتحة العديد من المشاكل التي هو في غنى عنها : «البدوين صعب، إلا قاتلته معهم، ودخلتني معهم في السواقات ديالهم، ما غادي تجني غير الصداع والمشاكل» (فقيه - طالب / متدرب).

(77) إلى جانب الاحترام والتشريف الذي يعامل به الفقيه، أشار أحد مبحوثينا القرويين إلى مفهوم «الهيبة»، مؤكداً أن للفقيه أيضاً «هيبة» خاصة لحمله كتاب الله، واعتصامه ببيت الله «الجامع»، لذلك لا يدخل عليه شخص إلا بإذنه، ولا يتجرأ على مجالسته إلا من أذنه منه، أو جاءه طالباً علاجاً أو تخيلاً، أو سائلًا أو مستفتياً.

وبدر استنا لتصور الفقهاء بصدق «العوام»، لمسنا أنهم يحملون تصوراً متعالياً واضح المعالم عن انتماهم للخاصة ضد العامة، وأحياناً أخرى ضد زملائهم من فئة الفقهاء محدودي التكوير؛ وبتعميقنا لمستوى البحث حول مصدر هذا التصنيف، وبتجذرها في لغتهم وخطابهم، تبين لنا أن ثانية «الفقيه - العامي» يتشربها أثناء مراحل تعليمه الأولى، بما تتضمنه لغويها، من معنى تحفيري يصل حد العداء الذي يناسبه الأول للثاني، ولا أدل على ذلك من المثل المشهور بين الفقهاء : «العامي عدوك وأختاك يكون بوك». كما تبرز معانٍ الاستعلاء أيضاً، حينما يسخر الفقهاء من «العوام»، ومن أنفسهم أيضاً، وتحديداً من وضعيتهم المادية التي تدفعهم للتعاقد مع بسطاء القرويين، وفقاً لمقولتهم : «الطلبة عينين الحمير». ومعناه أن الفقيه أو الطالب، هو العين التي يصر بها الحمار، كنابة على العامي وإشارة إلى جهله، وهو ذات الجهل الذي ينزل بهذا الأخير إلى مصاف الحيوان.

يزداد إحساس الفقيه بالتمييز والاستعلاء، حينما يعتبر نفسه منشغلًا بعمل نظري، دون أن يكون مضطراً إلى بذلك مجدهم عضلي، وهو ما تلخصه تحديداً عبارة الفقهاء : «أذنا الفقيه بيضاوتان باستمرار»؛ «فالاذن البيضاء» إشارة هنا إلى الامتياز الذي ينعم به مهنياً، لأنّه يمارس عملاً لا يعرض جسده لأشعة الشمس أو للإرهاق، ولا يبعده عن شروط النظافة التي تقتضيها مهمته الدينية.

يعي الفقيه ويدرك جيداً، أن مؤهلاته الدينية والرمزية، هي أهم ما يملكه كرأسمال يبوءه مكانة خاصة بين القرويين، لذلك يحرص في علاقته بهم أن يحافظ على المسافة الموضوعية والكافية لاحترامه، إلا أنه في الوقت ذاته مدعو إلى تحسين علاقاته معهم، منعاً للاصطدام بحساسياتهم القبلية والقيمية. ولربما يدفعه مثل هذا الوضع إلى استراتيجية ملتيسة، تقوم على الخياد أحياناً والمهادنة والمداهنة أحياناً أخرى. غير أنه لا ينبغي أن يفهم من الخياد ووضعية المسافة، أنه يعيش منفصلاً ومعزولاً عن السكان، بل إن له داخل الدوار حضوراً خاصاً ومحابيث دون حدود التورط، وله به أتباع ومحالسون، ينصنون إلى أحاديثه ويتواصلون مع أفكاره، كما يمكن أن يقعوا تحت دائرة تأثيره أيضاً.

في هذا السياق، نؤكد أن علاقة الفقيه بالقرويين تصل أحياناً جداً تتجاوز فيه مستوى التواصل البسيط، إلى مستوى التأثير و«القيادة»، خصوصاً إذا كان يتمتع

بسمعة أخلاقية طيبة داخل الدوار<sup>(78)</sup>، يرمز لها مفهوم «المقول» يقول (محمد. ب، قروي) : «إلى كان الفقيه راجل مزيان ومعقول كيركب كيف بغي، ويحرّك كيف بغي في الدوار». تستوقفنا هذه الشهادة الشفوية، التي يشبه فيها المستجوب، السكان بالفرس والفقـيـه بالفارس الذي يعتلي صهوتها ويقودها نحو الوجهـة التي يـرـيدـهـا، لكنـهـ يـضـعـ لـذـلـكـ شـرـوـطاـ،ـ هيـ الأـخـلـاقـ الطـيـبـةـ التـيـ يـنـبـغـيـ أنـ تـتوـافـرـ فـيـ شـخـصـ الفـقـيـهـ/ـالـفـارـسـ،ـ وـتـيـ يـعـتـرـهـاـ مـؤـشـراـ إـيجـابـياـ لـحـسـنـ قـيـادـتـهـ.ـ هـنـاـ نـسـتـطـعـ أـنـ نـلـمـسـ أـنـ الـقـرـوـيـنـ يـبـدـوـنـ اـسـتـعـادـهـمـ الـمـبـدـئـيـ وـالـكـلـيـ لـأـنـ يـكـوـنـواـ تـحـتـ قـيـادـتـهـ،ـ لـيـسـ فـقـطـ كـيـامـ يـقـودـهـمـ فـيـ الـصـلـاـةـ،ـ وـإـنـماـ فـيـ أـشـيـاءـ أـخـرـىـ كـثـيرـةـ.

#### الفقيـهـ وـالـدـوـلـةـ/ـالـخـزـنـ<sup>(79)</sup>

نشير إلى أن العلاقة بين الفـقـيـهـ وـ«ـالـخـزـنـ»ـ،ـ عـلـاقـةـ مـلـتـبـسـةـ،ـ لـأـنـهـ عـلـىـ المـسـتـوـىـ الرـسـمـيـ وـالـمـبـدـئـيـ شـبـهـ مـعـدـوـمـ<sup>(80)</sup>ـ،ـ بـيـنـمـاـ عـلـىـ المـسـتـوـىـ الـوـاقـعـيـ وـالـعـمـلـيـ،ـ قـائـمـةـ وـمـوـحـدـةـ،ـ بـلـ مـمـتـدـةـ وـمـتـجـذـرـةـ فـيـ تـارـيـخـ الـمـغـرـبـ.

كان الفـقـيـهـ وـلـاـ يـزالـ يـعـتـمـدـ فـيـ موـارـدـهـ الـمـادـيـ وـالـمـعيـشـيـ عـلـىـ عـقـدـ «ـالـشـرـطـ»ـ الـذـيـ يـرـبـطـ بـالـسـكـانـ،ـ وـظـلـ الـخـزـنـ بـشـكـلـ أـوـ بـآـخـرـ خـارـجـ تـنظـيمـ عـمـلـهـ.ـ فالـكـاتـيـبـ وـالـجـوـامـعـ الـقـرـوـيـةـ يـؤـسـسـهـاـ السـكـانـ لـاـ الـدـوـلـةـ،ـ وـمـوـارـدـهـاـ وـنـفـقـاتـ تـسـيـرـهـاـ،ـ ظـلـتـ رـهـيـنـةـ الـأـعـرـافـ الـجـمـعـيـةـ وـفـيـ حـمـاـيـةـ جـمـاعـةـ الدـوـارـ.ـ نـسـتـطـعـ أـنـ نـعـمـ هـذـهـ الـمـلـاحـظـةـ

(78) إن أهم ما يميز الفـقـيـهـ، هو قـدرـتـهـ عـلـىـ الـانـدـمـاجـ دـاخـلـ الـجـمـعـيـةـ الـبـشـرـيـةـ التـيـ يـعـمـلـ بـهـاـ،ـ محـصـلاـ بـذـلـكـ مـكـانـةـ مـتـمـيـزةـ،ـ خـلـاـفـاـ لـلـمـعـلـمـ الـذـيـ يـخـتـلـفـ بـنـعـطـ حـيـاتـهـ عـنـ الـقـرـوـيـنـ،ـ ليـجـدـ نـفـسـهـ فـيـ النـهـاـيـةـ معـزـولاـ وـمـسـتـقـلاـ عـنـهـمـ :ـ L. Paye, op. cit., 103.

(79) انطلقتـنـاـ فـيـ الجـمـعـ بـيـنـ الـدـوـلـةـ وـالـخـزـنـ،ـ منـ إـجـرـائـيـهـ هـذـاـ الـمـفـهـومـ الـأـخـيـرـ فـيـ تـلـخـيـصـ كـلـ أـشـكـالـ الـسـلـطـةـ التـيـ تـمـثـلـهـاـ مـوـسـسـاتـ الـدـوـلـةـ،ـ وـخـصـوصـاـ أـجـهـزـتـهـاـ التـنـظـيمـيـةـ وـالـإـدـارـيـةـ وـأـدـواتـهـاـ الـمـباـشـرـةـ فـيـ الـمـراـقبـةـ وـالـضـبـطـ،ـ وـكـذـاـ حـمـولـتـهـ الـرـمـزـيـةـ وـالتـارـيـخـيـةـ بـالـبـادـيـةـ.ـ وـبـالـرـغـمـ مـنـ الـخـلـافـ الـمـمـكـنـ تـصـورـهـ بـيـنـ مـفـهـومـيـ :ـ الـدـوـلـةـ وـالـخـزـنـ،ـ فـإـنـهـ مـنـ الـرـاـضـيـ بـالـمـغـرـبـ،ـ أـنـ الـبـيـانـاتـ الـتـقـلـيدـيـةـ لـلـمـجـمـعـ،ـ ظـلـتـ قـائـمـةـ وـوـرـتـنـاـ الـدـوـلـةـ الـمـعاـصـرـةـ عـنـ الـمـهـدـ الـسـلـطـانـيـ وـأـسـلـوـبـهـ فـيـ الـحـكـمـ وـعـلـاقـتـهـ بـالـقـبـائـلـ.ـ وـلـهـذـاـ «ـلـاـ زـالـ عـدـيدـ مـنـ الـمـغـارـبـ يـرـونـ فـيـ الـخـزـنـ وـاقـعـاـ حـيـاـ مـاـثـلـاـ أـمـاـهـمـ»ـ كـمـاـ يـوـكـدـ وـاتـبـوريـ :ـ جـونـ وـاتـبـوريـ،ـ أـمـيرـ الـمـؤـمنـينـ،ـ مـ.ـسـ.ـ ذـ،ـ صـ.ـ 55ـ.

(80) منـ الـاسـتـثنـاءـاتـ مـاـ ذـكـرـهـ أـحـمدـ التـوفـيقـ،ـ مـنـ أـنـ الـسـلـطـانـ مـ.ـالـخـسـنـ الـأـولـ،ـ الـحـلـ عـلـىـ تـعـيـنـ فـقـيـهـ مـشـارـطـ بـكـلـ دـوـارـ،ـ وـهـوـ الـأـمـرـ الـذـيـ اـعـتـرـهـ الـمـؤـلـفـ مـؤـشـرـاـ عـلـىـ اـهـتمـامـ الـسـلـطـةـ بـفـقـهـاءـ الـشـرـطـ دـاخـلـ الـبـادـيـةـ الـمـغـرـبـيـةـ :ـ أـحـمدـ التـوفـيقـ،ـ مـ.ـسـ.ـ صـ.ـ 429ـ.

للقول أنه، حتى بالمناطق التي عرفت أساسا بنشاطها العلمي والديني كرسوس مثلا، فإنه من الواضح أن حركتها العلمية - الدينية، تكونت بفضل جهود الناس والفقهاء معا و «لم يستطع أي مؤرخ أن يثبت أن السلطة المركزية وظفتهم (الفقهاء) للقيام بالتدريس أو شجعتهم ماديا على ذلك، اللهم إلا ما كان من سلطة الجماعة»<sup>(81)</sup>. وإلى الآن، لازلت نشهد أن المساجد والجوامع القروية لا تحظى بدعم الدولة<sup>(82)</sup>، بل إنه مع انتشار ثقافة المحسنين، سواء ببناء المساجد أو إصلاحها...، تكاد الدولة أن ترفع يدها كليا، محتفظة بدور المترفج من بعيد، إلا إذا تعلق الأمر بمراقبة منطلقاتها الأمنية الصرفة.

وخلال ما يحصل في البوادي، كانت المدارس العلمية بالمدن والعواضير، تقع تحت إشراف الحبيس وت تخضع لمراقبة خاصة ينفذها القضاة<sup>(83)</sup>. لأن المخزن يتوجه وجهة أخرى يحكمها الهاجس الأمني، منصرفًا عن المدارس إلى غيرها من المؤسسات الدينية كالزوایا التي يمكن أن تمثل تهديدا لسلطته الفعلية والرمزية. فقد أدرك - تاريخيا - أن حيادها بخصوص الصراعات القبلية وعدم حملها للسلاح ليس أمرا ثابتا وقارا، كما أدرك أن حركاتها الصوفية تمثل تحكم وسيادة حينما تحول المقدس إلى احتجاج، مراكمة بذلك قوة تهدد قوته السياسية<sup>(84)</sup>. لهذه الأسباب ظل هدفه باستمرار إضعاف خصمه التقليدي (القبيلة والزاوية)<sup>(85)</sup>، وذلك من خلال التحكم في الرابطات الصوفية وإدامتها في الدولة. والواضح أنه بمحض في هذه المهمة، لأن كل الزوايا - إلى اليوم - لا تتحرك أو تنشط خارج سلطته،

(81) المتوكل عمر الساحلي، المدارس العلمية العتيقة برسوس، الجزء الثالث، مطبعة دار النشر المغربية، 1990، ص. 35.

(82) ظلت المؤسسات الدينية والتعليمية بالغرب وتحديداً الجماعات والمسايد، خارج تأثير مؤسسي واضح، تتحمل فيه الدولة مسؤوليتها كاملة، وهو ما يبرر كونها لم تكن تملك آية سلطة مؤسسية:

L. Paye,,op. cit., p. 87

L.Paye,,op. cit, p. 88.(83)

P. Pascon, Le Hauz de Marrakech,,op. cit.,p. 256.(84)

(85) تؤكد بورقية، أن المخزن، استطاع أن يتغلغل داخل القبائل ليس كجهاز إداري فقط، بل كسلطة وظفت بنجاح مستويات محلية كالعرف والرموز الثقافية المشتركة وهو ما ضمن له التواجد والاستمرار، كما مكنته أيضا من احتكار العنف المادي والرمزي : رحمة بورقية، الدولة والسلطة والهيمنة، م.س. ذ، صص. 110 - 111 - 196 .

بل إن تنظيم مواسمها<sup>(86)</sup>. لا يتم دون إذن ورعاية ودعم منه، كما استطاع بالتدريج أن يحتوي القبيلة و يجعلها أداته الإدارية، فمنذ أواسط الثمانينيات تم «تأويل جديد للقبيلة والقبلية من طرف الجهاز الإداري حولهما إلى جماعات قروية تسودها علاقات الزبونية والأخذ والعطاء»<sup>(87)</sup>.

### أولاً - الولاء والواسطة

يحمل التراث الفقهي بين طياته اعترافاً وتبريراً شرعاً للحكم الدنيوي على الأرض والعباد، وذلك من منطلق أن عبادة الله تقتضي فيما تقضيه تنظيم المؤمنين لشئون حياتهم، وتدبير أمور علاقتهم. في هذا السياق، يتم التأكيد على احترام الحاكم وطاعة أولي الأمر، وتفادي الاصطدام بهم، استناداً إلى الآية القرآنية : «يا أيها الذين آمنوا أطيعوا الله وأطيعوا الرسول وأولي الأمر منكم»<sup>(88)</sup>. هنا تصبح طاعة السلطان من طاعة الله، وعصيائه من عصيان الله، والسلم يعتقد لهذا أن «السلطة من الله ويجب أن تطاع»<sup>(89)</sup>. على هذا النحو، أفرزت صلة الدين بالسياسة والحكم اتجاهات كثيرة، وكل يستفيد من الدين في اتجاه، إما ليؤكد من خلاله شرعيته ومشروعيته الخاصة، أو ليستعمله كtributary لمصالحه، ويجد هوّلـاء وأولئك في النصوص الدينية ما يجعل السلطة الحاكمة فوق مستوى التشكيك الديني.

بالوسط القرمي المغربي، يجسد الفقيه، كإمام وخطيب، دور الولاء المباشر وال رسمي للسلطة الحاكمة<sup>(90)</sup>. هذا إلى جانب دور الوساطة التي يلعبها بين هذه السلطة

(86) ومع ذلك يؤكد باسكون أن هناك ثلاث حالات تخشى فيها الدولةتجاوز حدود تنظيم المواسم الشعبية وهي : موسم الشيفخ ماء العينين - وركراكه وموسم سيدي احمد وموسى ، وذلك بحكم التداعيات القوية للحركة التي تتمثلها هذه الأقطاب الثلاثة : P. Pascon,,op. cit.,p. 257

(87) عبد الله حمودي «مصير المجتمع المغربي، رؤية أنثروبولوجية لقضايا الثقافة والسياسة والدين والعنف»، م.س.ذ، صص. 59-60.

(88) القرآن الكريم، سورة النساء، الآية : 59.

(89) حليم بركات، المجتمع العربي المعاصر، مركز دراسات الوحدة العربية، بيروت، الطبعة السابعة، 2001، ص. 241.

(90) الشيء نفسه نجده لدى فئة العلماء بالمدن والمحاضر : A. Laroui, *Les origines....,op. cit.* 196 - 119، وجون واتربروي، م.س، ص.120. ورحمة بورقية، م.س، الصفحات : 74 - 75 - 76 - 77. ويؤكد حليم بركات أيضاً، أنه رغم اختلاف الإسلام عن المسيحية، وغياب طبقة كهنوتية بالأول، فإن فئة العلماء كانت تمارس أدواراً مشابهة لكهنوت المسيحية : حليم بركات، م.س، ص. 252.

وزبنائهما التقليديين/القرويين ؛ فمن أعلى منبر المسجد وكل أسبوع (الجمعة) يمجد الدولة ومنجزاتها ويردد خطاباتها ويبارك خطواتها، ويتو نصوص الخطب الجاهزة التي تملئ عليه أو يتلقاها من أجهزتها الخاصة. ويتعمق دور هذه الوساطة بشكل أكبر في المناطق التي لا تتحدث العربية، وهنا يتحول الفقهاء - كما تصفهم كولونا (Fanny Colonna) - إلى وسطاء لستينين<sup>(91)</sup>. لأنهم يقرؤون خطب الجمعة بالعربية ثم ينقلونها شرعا وفسيرا بالأمازيغية كما أنهم يقدمون أنفسهم «كتواب للقرويين»<sup>(92)</sup> في علاقتهم مع الدولة<sup>(93)</sup>.

#### ثانيا - الاستخبار والتلبيغ

يكتسب الفقيه من خلال عمله بالبادية ورحلته المهنية بحثا عن الشرط، وقبلها رحلته المعرفية والتي تعرف بـ «السفارة أو التخييش»<sup>(94)</sup>، خبرة واسعة ودقيقة بخصوصيات الوسط القروي وطبع القرويين، فالإقامة بين ظهرياتهم والتعامل معهم على مستويات متعددة (دينية واقتصادية واجتماعية وسحرية وعلاجية)... تمكنه من الإطلاع على جزء كبير من أسرارهم وتفاصيل حياتهم ومعاشرهم.

بناء على هذه المعرفة المتميزة، استطاع فقهاء عديدون أن يتحولوا إلى مقدمين وشيوخ بالجماعات القروية، كما استطاعتأجهزة الداخلية بدورها أن تحول بعضهم إلى أعون وعيون لها داخل أماكن عملهم<sup>(95)</sup>. يؤكد أحد مستجوبينا : «إن

F. Colonna «La Répétition...», *op.cit*, pp. 200 – 201 (91)

*Ibid*, p. 200. (92)

(93) أوضح رمكي لوفو، أن الدولة بالمغرب استطاعت توظيف الإسلام بكل مستوياته لتقوية القاعدة السياسية والرمزية للملكية بالعالم القروي :

R. Leveau «Réaction de l'Islam Officiel au Renouveau Islamique Au Maroc» : *Le Maghreb Musulman en 1979*, CNRS, Paris, 1981, p. 205.

(94) «السفارة أو التخييش»، مرحلة أساسية في تكوين فقيه الشرط، فال الأولى مشتقة من السفر، والثانية من «خشن يخشن»، أي حمل كيس الجوت على ظهره، وهو الكيس الذي يضم عدته وعتاده في رحلته وسفره، متنقلًا بين جوامع الدواوير والقرى، حتى يأنس في نفسه الاستعداد الكافي لزيارة مهام الشرط. وقد تحدث Bellaire عن الطلبة «الخشنين»، واصفا إياهم بالمسافرين من أجل العلم واستكمال حفظ القرآن :

E. Michaux-Bellaire «L'enseignement Indigène au Maroc» : *Revue du Monde Musulman*, vol. XVII, Rabat, 1911, p.427

(95) لمسنا أن علاقة الفقيه بالسلطة ومثلها، تؤطرها تقاليد موروثة يتداوها الفقيه عن شيوخه وملمييه، يحكمها الخضوع والاحترام المصطنع الأقرب إلى النفاق، دون إغفال تراتبية الواقع وتفاوتها، وهو ما تلخصه بشكل دقيق مقوله الفقهاء «بيخ مع الشيخ والركمة مع القاضي» ومعناه : أن الفقيه

السلطات المحلية حينما تكون في حاجة إلى معلومات جديدة أو حينما ت يريد أن تستوضح عن قضية أو حادث بالدوار، يستدعي الفقيه من طرف الشيخ أو من طرف السيد القائد مباشرةً (الحمد، فقيه سابق).

ونستطيع أن نؤكد أن هذا الدور الاستخباري، قد تضاعف في السنوات الأخيرة، خصوصاً بعد أحداث 16 ماي 2003، إذ تسلم فقهاء الشرط بالوسط القروي، تعليمات خاصة و مباشرة من قواد الجماعات، بضرورة إبلاغ كل المعلومات التي يملكونها والشكوك التي يبدونها بصدق فرد أو جماعة يرتاب في أمرهما. يؤكد ذلك (الفقيه ك). قائلاً : «في اجتماع لنا مع السيد القائد، تم سنة 2004، حضرنا نحن مجموعة من الفقهاء، وأعطيت لنا أوامر واضحة بإغفال الجماع فور كل صلاة، والتبلیغ عن كل شخص أجنبي أو غريب عن المنطقة من بالدوار أو دخل إليه، (...). وبتوخي الحذر من إيواء أي شخص بالجامع دون التحقق من بطاقة هويته، مع ضرورة إبلاغ المقدم والشيخ باستضافه بين السكان (...) إن ظروف الbadie ووعورة مسالكها كثيراً ما تسوق إلينا أشخاصاً لا نعرفهم، يريدون الاحتماء بالجامع، لكننا نجهل نواياهم لذلك على الفقيه أن يكون حذراً، وأن يحمي نفسه أمام السلطات بإجراء بسيط هو استدعاء المقدم وإخبار السكان...».

### ثالثاً – الفقيه أمام الانتخابات

بحلول موعد الانتخابات، يتحول الجامع بالبادية إلى قاعة للجماعات، كما تحول جدرانه إلى ملصقات انتخابية تحدد رسم الدوائر الانتخابية ومكاتب التصويت التي تقام عادةً في حجرات المدارس، وبدها من الاستعدادات الأولية إلى غاية فرز النتائج يحفل هذا الفضاء بالجماعات أهل الدوار، حيث يتم تدارس بجرiyات الاتفاق حول المرشح الذي يتم التصويت لصالحه. في هذه الأجواء المشحونة، بسبب ما تثيره من شقاقات وزراعات، يبقى الجامع أيضاً، الفضاء الحر المقدس لاحتواء هذه التوترات، فلا تبلغ حداً يهدد وحدة الدوار ولحمة المجتمعية والقبلية.

---

- يكفي بالقاء التحية (بيغ - بخير) أمام صغار مثل السلطة كال يقدم والشيخ لكنه مضطر للانحناء والخضوع (الركعة - الركوع) كسلوك يناسب شخصية القاضي.

يتحمل «فقهاء الشرط» في الغالب، وبتكليف من أجهزة وزارة الداخلية، مسؤولية مراقبة صناديق الاقتراع، وهي فرصة لأخذ مبلغ مالي (مائة درهم) عن هذه المهمة، إلا أنه ينبغي القول، أن حدث الانتخابات يضعهم أمام إخراج كبير، بالتصويت لصالح جهة دون أخرى أو مرشح دون آخر، لاسيما إذا كان المتنافسان من نفس الدوار. وتفادياً لهذه المواقف التي يمكن أن تعصف بمكانته وموقعه وربما بعمله وكسب رزقه ككل، يلجأ الفقيه مرة أخرى إلى حيلة الحياد واستراتيجية الخدر، وذلك بالتصويت خارج دائرة عمله. يؤكد (الفقيه محمد أ.) : «في الانتخابات السابقة وقعت في ورطة، فالترشحون الثلاثة جميعاً من الدوار، وبالتالي صار مستحيلاً على أن أمنح صوتي لأحد هم دون الآخر، لذلك قررت في النهاية، حرصاً على علاقتي مع الجميع، أن أصوت بيلدتي وليس بمقر العمل».

يخبر الفقيه بتجربته الطويلة، أن للانتخابات تداعيات خطيرة بالبلدية، لأنها تفجر العادات القديمة بين القبائل وأقسامها وفروعها، وتبعث على إحياء الترعة القبلية وخلافات الأسر والعائلات (الخيام) بل كثيراً ما تحدث شروخاً فاصلة بين ساكنة الدواوير المجاورة؛ وقد تنتهي باصطدامات عنيفة بالكاد تستطيع السلطات المحلية إيقاف نزيفها بصفة مؤقتة، لتظل الأحقاد المتولدة عنها قائمة وكاملة وقابلة للبروز من جديد في أي مناسبة أخرى. لذلك فهو يرفض أن يورط نفسه في دائرة الصراعات التي تميزها مفضلاً موقف الحياد. يقول (الفقيه أحمد ح.) : «لم أصوت مطلقاً بالدوار الذي أعمل به، رغم أن لي به سنوات عديدة، وذلك لكي تبقى علاقتي جيدة مع الكل (...) إن الفقيه متى صوت لصالح شخص دون آخر، فإنه عندما لن يحصل رضا جميع الأطراف، وما من شك أنه سيكون مضطراً في اليوم الموالي للرحيل، لأن علاقته ستسوء بالسكان».

يتضح إذن، أن حرص الفقيه على الحياد إبان الانتخابات، يصبح استراتيجية أساسية في تجنب الاصطدام بالسكان، كما يكشف سلوكه عموماً في قضايا وأحداث مماثلة عن قدر كبير من الخدر<sup>(96)</sup>. يكاد يطبع «مهنة الشرط» بالوسط

(96) نسجل مع أحد المدرسين بالوسط القروي، أن حياد الفقيه وحذره يمتد أيضاً إلى الاجتماعات واللقاءات التي تربط المدرسين أحياناً بالسكان «حيث يجدون أميل إلى الحياد والمواقف الوسطية، بعيداً عن المنازعات في الرأي أو الاعتراض، على الأقل فيما يهديه ظاهرها» (محمد ص. ، معلم).

القروي، حيث تصبح الغربة والخياد والخذر وموضعة المسافة من «العوام»... ليست فقط ملامح خاصة للفقيه، بل من أهم مؤهلاته وأدواته العملية لممارسة عمله بهذا الوسط.

### خلاصة

يتضح مما سبق، أن فقهاء الشرط يحملون ثقافة غنية ومتعددة، مكتنهم في الماضي من لعب أدوار أساسية داخل الوسط القروي، واليوم فهي تعرف تقلصاً ملحوظاً تراجعت معها سلطتهم ومكانتهم. فقد بدا جلياً، ونحن نحاول رسم صورة دقيقة عن ملامح هذه السلطة، أنها عرفت اهتزازاً دقيقاً في العقود الثلاث الأخيرة، إذ تراجع حجم أدواره الكبيرى، الدينية والعلمية، وتقلصت بموازاة مع ذلك أسهم رأس المال الرمزي، وبذا أثر هذا سافراً في وضعيته المادية التي ازدادت فقراً وبؤساً. من هنا، صار هو يكشف جهوده في التكسب والارتزاق، خصوصاً من خلال تنشيط الولائم والمأتم وتلاوة القرآن بالمقابر، بالرغم من التعارض الذي يمكن أن تمثله هذه الممارسات مع صورته الدينية المعاصرة كحامل لكتاب الله.

وزاد من سوء هذا الوضع، هشاشة عقد «الشرط» الذي ينظم عمله مع السكان، وميلهم في عدد من المناطق والدواوير التي تعيش آثار الهجرة القروية والدولية تحديداً، إلى تفضيل عقود «شرط» شهرية، تقتصر على شهر رمضان، عوض عقود «الشرط» السنوية. هاهنا، تحول الحاضر لدى الفقيه، إلى زمن رديء مسخ صورته القوية التي جسدها الماضي/«بكري»، ومارس عليه عنف التحولات التي يحملها الراهن، فأفقده كثيراً من هيبيته وسلطته، وسحب منه بعضاً من أدواره، كما زج به أيضاً، في متاهة البحث عن الرزق خارج «الجامع» الذي ظل يعتبره قلعته الصغيرة ومدفع الدوار.

والحق، أنه بالرغم من فقره وتراجع أدواره الكبيرى، لا زال يحظى بنوع خاص من التميز، بما يجعله مختلفاً عن عموم القرويين، الذين يصر على وصفهم «بالعوام»، كما لا زال المجتمع القروي نفسه في حاجة إلى أدواره، ما لم يستطع الاستغناء عن وجوده كلية، وما لم تستطع الدولة نفسها أن تملأ الفراغ الذي يشغل داخلاً هذا المجال الهامشي.

### ببليوغرافيا

باللغة العربية

- ابن منظور، لسان العرب المحيط، المجلد الرابع، دار الجيل، بيروت، 1988.
- أبو العزم (عبد الغني) «اللغة والدين وسلطة الدولة. الدولة الإسلامية نموذجاً» : المناهل، العدد، 6362، 2001.
- أفاية (نور الدين)، الهوية والاختلاف في المرأة، الكتابة والهامش، أفريقيا الشرق، البيضاء، 1988.
- التوفيق (أحمد)، المجتمع المغربي في القرن التاسع عشر، إنولان (1850 – 1912)، منشورات كلية الآداب والعلوم الإنسانية، الرباط، أطروحات ورسائل، الطبعة الثانية، 1983.
- الخطاطي (عز الدين)، سوسولوجيا التقليد والحداثة بالمجتمع المغربي، مطبعة النجاح الجديدة، البيضاء، الطبعة الأولى، 2001.
- السوسي (المختار) : المعسول، الجزء الأول، مطبعة النجاح، البيضاء، 1961.
- الصغير (عبد الحميد)، الفكر الأصولي وإشكالية السلطة العلمية في الإسلام : قراءة في نشأة علم الأصول ومقاصد الشريعة، دار المنتخب العربي للدراسات والنشر والتوزيع، الطبعة الأولى، 1994.
- القبلي (محمد)، الدولة والولاية وال المجال في المغرب الوسيط علاقات وتفاعل، دار توبقال للنشر، البيضاء، الطبعة الأولى، 1997.
- المعتز (كوثر) «المذهب المالكي وبناء الدولة في المغرب الأقصى» : مؤلف جماعي، المعرفة والسلطة بال المغرب. قضايا راهنة، مطبعة النجاح، البيضاء، الطبعة الأولى، 2005.
- المغراوي (محمد) «العلماء والصلحاء والسلطة بالمغرب والأندلس في عصر الموحدين» : بحث لنيل درجة الدكتوراه في الدولة (تاريخ)، خزانة كلية الآداب والعلوم الإنسانية، الرباط، 2001 – 2002.
- احمد (كبارك) «من مظاهر القراءة والتفوّذ في المدارس العلمية بسوس قبلها من خلال الوثائق. مدرسة أزاريف الخامدة نموذجاً» : مؤلف جماعي، المدارس

- العلمية العتيبة. آفاق إصلاحها واندماجها في محيطها المعاصر، مطبعة فضالة، الخمدة، الطبعة الأولى، 1996.
- أومليل (علي) «المختار السوسي : السلطة العلمية والسلطة السياسية» : المناهل، العدد 62 - 63، 2001.
- إيكلمان (ديل)، الإسلام في المغرب، الجزء الأول، ترجمة : محمدAufيف، دار توبقال للنشر، البيضاء، الطبعة الأولى، 1989.
- إيكلمان (ديل)، الإسلام في المغرب، الجزء الثاني، ترجمة : محمدAufيف، دار توبقال للنشر، البيضاء، الطبعة الأولى، 1991.
- بركات (حليم)، المجتمع العربي المعاصر، مركز دراسات الوحدة العربية، بيروت، الطبعة السابعة، 2001.
- بلانديه (جورج)، الأنثروبولوجيا السياسية، ترجمة : علي المصري، المؤسسة الجامعية للدراسات والنشر والتوزيع، بيروت، 1990.
- بورديو (بيير)، الرمز والسلطة، ترجمة : عبد السلام بنعبد العالي، دار توبقال للنشر، البيضاء، الطبعة الثانية، 1990.
- بورديو (ب.). وفاكونت (د.)، أسئلة علم الاجتماع، في علم الاجتماع الانعكاسي، ترجمة : عبد الجليل الكور، إشراف ومراجعة : محمد بودودو، دار توبقال للنشر، 1977.
- بورقية (رحمة) «الأرياف المغاربة في ظل التحولات الكبرى للمجتمع» : في الفكر والحضارة والمحاج، دروس جامعية افتتاحية، 1984 - 2002، جامعة ابن زهر، منشورات كلية الآداب والعلوم الإنسانية أكادير، دار المعارف الجديدة، الرباط، 2002.
- بورقية (رحمة)، الدولة والسلطة والمجتمع، دراسة في الثابت والتحول في علاقة الدولة بالقبائل في المغرب، دار الطليعة، بيروت، الطبعة الأولى، 1991.
- بورك (إدموند) «العلماء المغاربة في 1860 - 1912»، تعریف : احمد بن عبود وعبد العزيز السعود : البحث العلمي، العدد 31، الرباط، أكتوبر، 1980.
- حركات (إبراهيم)، المغرب عبر التاريخ، الجزء الأول، مطبعة دار السلمى، البيضاء، 1965.

- حمودي (عبد الله)، الشيخ والمربي. النسق الثقافي للسلطة في المجتمعات العربية الحديثة، دار توبقال، البيضاء، الطبعة الثالثة، 2000.
- حمودي (عبد الله) «مصير المجتمع المغربي، رؤية أنثروبولوجية لقضايا الثقافة والسياسة» : دفاتر وجهة نظر، العدد 5، 2004.
- حمودي (عبد الله) «الانقسامية والتراطب الاجتماعي والسلطة السياسية والقداسة. ملاحظات حول أطروحتات كيلنر» : الأنثروبولوجيا والتاريخ، (مؤلف جماعي)، ترجمة : عبد الأحد السبتي وعبد اللطيف الفلق، دار توبقال للنشر، البيضاء، الطبعة الأولى، 1988.
- ريفي (دانييل) «السياسة الدينية للحماية بالمغرب» : المجلة المغربية لعلم الاجتماع السياسي، العدد 13 - 14، 1991 - 1992.
- عمر الساحلي (المتوكل)، المدارس العلمية العتيقة بسوس، الجزء الثالث، مطبعة دار النشر المغربية، 1990.
- كيلنر (إرنست) «السلطة السياسية والوظيفة الدينية في البوادي المغربية» : الأنثروبولوجيا والتاريخ، (م.س.ذ).
- كولونا (فاني)، مثقفون في الأطراف : مؤلف جماعي، الانتلجنسي في المغرب العربي، إشراف : ع. القادر جعلول، دار الحداة للطباعة والنشر والتوزيع، بيروت، الطبعة الأولى، 1984.
- واتربوري (جون)، أمير المؤمنين : الملكية والنخبة السياسية المغربية، ترجمة : عبد الغني أبو العزم وعبد الأحد السبتي وعبد اللطيف الفلق، مؤسسة الغني، الطبعة الثانية، 2004.

#### باللغة الأجنبية :

- BERQUE (Jacques), Etude D'Histoire Maghrébine, les éditions internationales, 1938.
- BERQUE (Jacques), Structures Sociales du Haut Atlas, 2<sup>me</sup> éd, PUF, Paris, 1978.
- COLONNA (Fanny) «La Répétition. Les Tolba dans une Commune Rurale de l'Aurès» : L'Annuaire de l'Afrique du Nord, ed. CNRS, 1979.
- COLONNA (Fanny) «Comment Ruser avec l'Uniformité» : in, Etre Marginal au Maghreb, CNRS, Paris, 1993.

- DERMENGHEM (Emile), **Le Culte des Saints dans l'Islam Maghrébin**, Gallimard, Paris, 1954.
- DOUTTE (Edmond), **Le Sultanat Marocain**, Bureau de la Revue Politique et Parlementaire, Paris, 1909.
- EL BOUDRARI (Hassan) «Quand les Saints font les Villes. Lecture Anthropologique de la Pratique Sociale d'un Saint Marocain du XVII Siècle»: **Annales, Economie, Sociétés Civilisations**, n° : 3, Mai – Juin, 1985.
- EL HARRASS (Mokhtar) «la Société d'Anjra à Travers les Ecrits d'Edward Westermarck» : **Westermarck et la Société marocaine**, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines , Rabat, Série : Colloque et Séminaires, n° 27, 1<sup>re</sup> éd. 1993.
- GLASSE (Cyril), **Dictionnaire Encyclopédique de l'Islam**, Préface de : J. Berque, Traduit : Yves Thoroval, Bordas, Paris, 1991.
- HAMMOUDI (Abdallah) «Itinéraire de la Sainteté et société : de la structure aux symboliques spécifiques et éclates» : **La Campagne à travers L'histoire du Maroc**, Publication de La Fac. des Lettres et Sciences Humaines – Rabat, Série ; Colloques Séminaires, Coordination : Brahim Boutaleb, n° : 77, 1999.
- JAMOUS (Raymond), **Honneur et Baraka : Les Structures Sociales Traditionnelles dans le Rif**, éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, 1981.
- LAROUI (Abdallah), **Les Origines Sociales et Culturelles du Nationalisme Marocain (1830 – 1912)**, ed. Maspero, Paris, 1977.
- LEVEAU (Remy) «Réaction de l'Islam Officiel au Renouveau Islamique au Maroc» : **Le Maghreb Musulman en 1979**, CNRS, Paris, 1981.
- MICHAUX (Bellaire), Ed. «L'enseignement Indigène au Maroc» : **Revue du Monde Musulman**, vol XV, n° : 10, 1911.
- MONTAGNE (Robert), **Les Berbères et le Makhzen dans le Sud du Maroc, Essai sur la Transformation Politique des Berbères Sédentaires** (Groupe Chlouh), Paris, Alcan, 1930.
- NADIR (Ahmed) «le Maraboutisme, Superstition ou Révolution» : in, **Méthodes d'Approche du Monde Rural**, Office des Publications Universitaires, Alger, 1984.
- PASCON (Paul), **Le Haouz de Marrakech**, tome 1, Centre universitaire de la Recherche Scientifique, Rabat, 1983.
- PAYE (Lucien), **Introduction et Evolution de l'Enseignement Moderne au Maroc (Des Origines jusqu'à 1956)**, éd. et Introd. par : Med BENCHEKROUN, imp. «Arrissala», Rabat, 1992

- SABOUR (M'hammed) «La Baraka : Capital et Pouvoir Symbolique» : in *Westermarck et la Société Marocaine*, (op.cit).
- SARTRE (Jean Paul), *Plaidoyer pour les Intellectuels*, Gallimard, Paris, 1972.
- WESTERMARCK (Edward), *Les Survivances Paiennes, dans la Civilisation Mahometane*, Payot, Paris, 1935.
- ZUNZ (Jacques Jawhar Vignet) «Une Paysannerie de Montagne, Production de Fuqaha, les Jbala, Rif Occidental, Maroc» : *l'Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXXIII, éd. CNRS, 1994.

### **RESUME**

Les communautés rurales marocaines ont, tôt, accoutumé de s'attacher les services de *fqihs* par une sorte de contrat ou *shart*, qui engageait ces derniers à remplir un certain nombre de fonctions réelles ou symboliques, à charge pour les communautés de pourvoir à leurs besoins matériels et sociaux. Ces *fqihs* occupaient une place prépondérante dans le *douar* ou hameau. Ils devenaient des sortes d'arbitres ou de juges de paix toujours disponibles. Ils étaient aussi des intermédiaires entre l'Etat central et les collectivités locales. Mais le développement de l'administration moderne qui implique une centralisation à marche forcée, a fini par reléguer le *fqih m'sharti* dans ses seules fonctions d'Imam des prières et de gérant de la mosquée. Ses autres activités sont maintenant du ressort du gendarme, de l'instituteur, voire du médecin. Le *fqih* est comme déclassé. Néanmoins, le Ministère de l'Intérieur n'hésite pas à l'utiliser comme informateur en ces temps de fondamentalisme exacerbé.

### **ABSTRACT**

Moroccan rural communities have been, for a long time, used to the deployment of *fqih services* through a kind of *contrat* called *shart*, which committed the *fqihs* to fulfill a number of both real and symbolic functions. These *fqihs* occupied a prominent place in the *douar*. They became referees or judges-always available. They also played the role of intermediaries between the central state and local communities. However, the development of modern administration, which implied a coerced centralization, led to the relegation of the *fqih m'sharti* to the simple role of imam and mosque manager. His other functions have now been taken over by the school teacher, the doctor, etc. Nevertheless, the ministry of the interior continues to make use of him as a *espion* ? of soots in these times of expanding fundamentalism.

# حواشي ووثائق



## من مواقف العلماء المغاربة من التغلغل الإمبريالي في القرن التاسع عشر

إبراهيم بوطالب

نشر فيما يلي وثيقتين جديرتين بأن يطلع عليهما كل من يعني بتاريخ مقاومة المغرب للأطمة الإمبريالية. الأولى لأحمد المرنيسي، الفقيه النحوي ووجه من وجوه علماء فاس، كان من أدوا واجب الشورة عندما استشار السلطان محمد بن عبد الرحمن (1859 - 1873) العلماء عن كيفية تسليم الغرامات التي فرضتها إسبانيا على المغرب شرطا لإجلاء جيوشها المحتلة لتطوان لعدة شهور فيما بين 1860 و1861. ولقد سبق محمد دود أن نشر نص استفتاء السلطان للعلماء في الجزء الخامس من كتابه تاريخ تطوان مصحوبا بجواب بعض العلماء دون جواب أحمد المرنيسي الذي وقفنا عليه مقيدا بعنابة الفقيه العدل على بن الطيب الشرفي<sup>(\*)</sup>. كما وقفنا ضمن المجموعة نفسها على الوثيقة الثانية التي نشرها، وهي لعبد الله بن الهاشمي ابن خضراء 1260/1844 - 1324/1906 العام الحبر قاضي الجماعة براكش ثم فاس، كتب يفند مزاعم سفير فرنسا جورج سان - ريني طاباندي Georges Saint-René Taillandier عندما حل بفاس في مطلع سنة 1905 في محاولة أولى لفرض الحماية الفرنسية على البلاد.

وبغض النظر عما يميز بين الوثيقتين من حيث الفارق الزمني ومن حيث تباين الشخصيتين فإن القراءات المشتركة بينهما هي ما يلفت النظر ويجعل مقارنتهما أمرا

(\*) أمني بهاتين الوثيقتين صديقي العزيز السفير الفاضل سيد عبد الوهاب بن علي الشرفي مد الله في عمره.

حافلاً بالمعنى. فالعلمان وجهان بارزان من وجوه علماء المغرب قبل الاستعمار، نشأتهما وثقافتهما توحى بما كان يهيمن على التعليم من سيطرة الآداب والفقه وعلوم الدين، ووظائفها في المجتمع هي الوظائف الشرعية التي أناط الشرع بها أعناقهم فوجبت مشورتهم، ولذلك استشارهم سيدي محمد بن عبد الرحمن في نازلة تطوان سنة 1860 كما استشارهم المولى عبد العزيز عندما أراد الفرنسيون فرض الحماية منذ 1905، إذ درءاً للاحتجاج السفير الفرنسي المذكور عليه رأى العاهل أنه لا يمكن أن يتصرف بعصر السيادة الغربية دون الرجوع إلى أولي الحل والعقد فاستدعاهم لينظروا معهم ومع وزرائه في ما جاء سفير فرنسا يريد فرضه من شروط ما يمكن اعتباره في التاريخ أول صيغة لمشروع الحماية الأجنبية. وإن دل جواب القاضي ابن خضراء على شيء فإنما يدل على تمام إدراك المسؤولين المغاربة لما كان يحيط بسيادة البلاد من الأخطار كما يدل على أن ميزان القوى كان قد مال على حساب المغرب منذ هزيمة إسلامي سنة 1844 وهزيمة تطوان سنة 1860، التي نرى أحمد المرنيسي ينظر إليها نظرة من لا يزال مطمئناً لأيام تفوق دار الإسلام.

### الوثيقة الأولى

**استفتاء السلطان محمد بن عبد الرحمن للعلماء في حرب تطوان**

الحمد لله وحده وصلى الله على سيدنا محمد وآله وصحبه وسلم. نص كتاب شريف لسيدي محمد بن عبد الرحمن رحمة الله في قضية تطوان مع الصليبيون دمره الله :

عقدنا مع العدو الكافر الصلح بعشقة عظيمة عن عشرين مليونا من الريال وفيها ستون مليونا من المثاقيل لثلا يسري ضرره لسائر الثغور والإيالة ويستولي عليها، ودفعنا له منها الربع ما كان ببيت المال هنا وأكملناه من مال مراكشة وجعل للأداء أجلاً مبلغه ثمانية أشهر مضت منها نحو ثلاثة وليس تحت يدنا بمراكشة حتى الربع مما يطالبنا به، فما تقولون في المال الواقع عليه الصلح هل يفرض على الرعية حاضرها وباديتها أو لا ؟ فإن قلت بفرضه، قلنا فما يفعل مع القبائل التي كلها أو جلها تعاص عن أداء ما هو أهون من هذا العدد الكبير الذي تنفر الطياع من سماعه، فإن قلت بقتالهم قلنا لا بد من إعمال حرکات لذلك وجمع جيوش مع القطع بأن الغرض لا يقضى لانتشار الفساد لكونه غير مخصوص بقبيلة دون أخرى، مع أن القيام بذلك على فرض تيسره موقوف على ما يعطى للجيش وغيره من المال

من أول الشروع في العمل إلى انتهائه، والعادة قاضية بدفع مال كثير لذلك ولا مال موجود تحصل به الكفاية لذلك، وإن قلتم بعدم الإقدام على قتالهم فهل يرتكب للقبض منهم وجه هو أولى من ذلك وأخف وهو الذي ارتكبناه من جعل شيء يعطى على ما يؤتى به من سلع وغيرها للمدن فيدخلون في العموم ويقبضون منهم من جملة الناس مالا يضر بهم من كبير عمل ولا ارتکاب أخطار في ذلك. وليس القبض كالقبض فإن القبض منها على سبيل الفرض ينفرها لأنها يعمها ويكون دفعه واحدة بخلاف ما يقبض على الكيفية التي رتبناها فإنه لا يعم إذ لا يعطي من ورد حاملا لسلعة أو شبهها إلا مثقالا أو خمس أو أقراص مثلا وليس ذلك بشيء بالنسبة لما لو فرض عليه في وسط قبيلته عشرة مثاقيل. وإن قلتم بعدم فرضه قلنا لا نجد ما نعطي للكافر وينحل حينئذ نظام الصلح المقود معه ويختل أمر الجيش أيضا من عدم القيام بلوازمه من مؤونة وراتب وترتب على ذلك مفاسد عظيمة لا يقى معها دين ولا مال ولا عرض. فإن قلتم لابد من التتحقق بفراغ بيت المال أو بقاء بقية فيه لا تحصل بها كفاية لما يطلبه الكافر ولا للصائر على الجيش يسوغ لنا أن نفتى بما أفتى به من قبلنا للضرورة، قلنا لها أمناءكم يشافهونكم بأمره فإنهم جهينة خبره. فإن قلتم لا تقبض الإعانة إلا بعد قبض ما بذم التجار، قلنا غاية ما عندهم نحو السبع مائة ألف مثقال وما هي بالنسبة للملايين التي يطلب الكافر مع ما يصرف على الجيش مياؤمة ومشاهرة. فإن قلتم باستخلاص ذلك منهم على التمام ليتحقق فراغ اليد ويسوغ حينئذ القبض، قلنا إن أزل مناهم أداء ريعه مره واحدة فضلا عن أكثر وقعوا في الفلس والعرب بالباب وهم إنما يردون ذلك تقاضيا على وجه لا يجحف بهم لتبقى فيهم بقية لتفع بيت المال.

**نص الجواب عن السؤال أعلاه للعلامة أحمد المرنيسي :**

قول الكاتب<sup>(1)</sup> حكاية عن أميرنا<sup>(2)</sup> نصره الله عقدنا مع العدو الكافر هذا العقد هو المسمى بالهدنة وعقده خاص بالإمام أو نائبه. خليل<sup>(3)</sup> : «وللإمام الهدنة لمصلحة إن خلا كشرط بقاء مسلم وإن بمال». ابن عرفة<sup>(4)</sup> «الهدنة وهي

(1) الكاتب هو الطيب بن اليمني بوعشرين.

(2) هو السلطان محمد بن عبد الرحمن (1859 - 1873).

(3) خليل بن إسحاق الفقيه المالكي المتوفى سنة 776هـ/1376م.

(4) ابن عرفة، أبو عبد الله محمد 716/1316 - 803/1401.

الصلح عقد المسلم مع الحربي على المسالمة مدة ليس هو فيها تحت حكم الإسلام فخرج الأمان والاستمان وشرطها أن يتولماها الإمام لا غيره». ابن شاس<sup>(5)</sup> : «شرط المهادنة الخلو من شرط فاسد كشرط ترك مسلم في أيديهم». المازري<sup>(6)</sup> : «لو تضمنت المهادنة أن يرد إليهم من جاءنا مسلماً وفي لهم ذلك في الرجال لرده يَعْلَمُهُ اللَّهُ أبا جندل<sup>(7)</sup> وأبا بصير<sup>(8)</sup> ولا يوفى لهم في ذلك برد النساء لقوله تعالى : فَإِنْ علمتموهن مومنات فلا ترجعوهن إلى الكفار»<sup>(9)</sup>. ابن شاس : «لا يحل ذلك في رجال ولا نساء وفعل رسول الله يَعْلَمُهُ اللَّهُ خاص به لما علم في ذلك من الحكمة وحسن العاقبة». المازري : «لا يهادن العدو باعطائه مالاً لأنّه عكس مصلحةأخذ الجزية منهم إلا لضرورة التخلص منه خوف استيلاته على المسلمين، ولو لم يكن ذلك جائزًا ما شاور يَعْلَمُهُ اللَّهُ في اعطائه المشركين لما أحاطوا بالمدينة وإنما اشترطت المصلحة في المهاودنة مع عقد الإمام لها لأنّه وكيل عن المسلمين والوكيل معزول على غير المصلحة». قال في المعيار<sup>(10)</sup> في نوازل الأحباس ما نصه : «قال علماؤنا رضي الله عنهم الولاة معزولون عن المفسدة الراجحة والمصلحة المرجوة والمساوية وما لامصلحة فيه ولا مفسدة لأن هذه الأقسام الأربع ليست من باب ما هو أحسن وولا ي لهم إنما تتناول جلب المصلحة الحالصة أو الراجحة أو المفسدة الحالصة أو الراجحة»، فالاقسام ثمانيّة، أربعة منها ساقطة وأربعة معتبرة بلفظه. وقال القرافي<sup>(11)</sup> : لا يتصرف من ولی ولایة الخلافة فما دونها إلا بجلب مصلحة أو درء مفسدة فكل من ولی ولایة فهو معزول عن المفسدة الراجحة والمصلحة المرجوة، على أن عقد الصلح لابد فيه من مشورة أهل العلم والخل والعقد وعرفاء القبائل وشجعهاها كما فعل النبي يَعْلَمُهُ اللَّهُ لما أحاطت القبائل بالمدينة شاور سعد بن معاذ<sup>(12)</sup>

(5) ابن شاس، عبد الله بن نجم بن شاس بن نزار، توفي 616/1219.

(6) المازري، أبو عبد الله محمد بن علي بن عمر 453/1061 - 536/1141.

(7) أبو جندل، ابن سهيل بن عمرو الذي فاوض النبي عليه السلام في صلح الحديبية.

(8) أبو بصير، عتبة بن أبي سعيد بن جارحة الذي رده النبي عليه السلام إلى المشركين من قريش بناء على شروط الحديبية.

(9) قرآن سورة المتحنة، 10.

(10) المعيار المغربي والجامع المغربي عن فتاوى أهل الرأي بها والأندلس والمغرب لأحمد بن يحيى الونشريسي المتوفى 914 /

(11) القرافي، أحمد بن إدريس، من فقهاء المالكية توفي سنة 684هـ/1285م

(12) سعد بن معاذ الصحابي الأنصاري.

وسعد بن عبادة<sup>(13)</sup> أن يبذل المسلمون ثلث الشمار لما خاف أن تكون الأنصار ملت القتال، فقلالا إن كان هذا من عند الله سمعنا وأطعنا وإن كان رأياً فما أكلوا منها ثمرة في الجاهلية إلا بشراء أو قرئ فكيف وقد أعزنا الله بالإسلام، فلما رأى رسول الله ﷺ عزمهم على القتال ترك ذلك.

قوله هل يفرض على الرعية، الجواب إن كان في الصلح مصلحة راجحة ووافق على ذلك أهل الحل والعقد من القبائل والبلاد بعد معرفتهم قدره وكيفية فرضه فيفرض عليهم فيما عهدوه وألفوه على أهل الحاضرة والبادية برفق لا بفرق كالموازين والأسواق ولا يفرض عليهم فيما لم يألفوه ولم يعهدوه كالأملاك فإن النفوس تنفر غاية النفور من غير المألوف والمعهود، وما سمعنا أحداً من الدول السالفة ضرب على الأملاك شيئاً، وأيضاً فإنه لا يجدي نفعاً لانتقال الأملاك وعدم طيب نفس الملك. ومن قاس أرض المغرب على أرض المشرق فقد قاس قياساً فاسداً لأن أرض المغرب أسلم عليها أهلها فهي ملكهم وتورث عنهم فلا يوظف عليها شيء، وأرض المشرق أخذت عنوة فصارت وقفاً بمجرد الاستيلاء عليها، وفي اختصر<sup>(14)</sup> : «ووقفت الأرض كمصر والشام والعراق فلمن ولاه الله أمر المسلمين أن يوظف الخراج عليها وعلى دورها وحوائطها. خليل : فخراجها والخمس والجزية لآله ﷺ».

قوله «فما يفعل مع القبائل». الجواب أن من كان مطيناً منهم منقاداً بسهولة يضرب عليهم كأهل الحاضرة ما لا يضر بهم وكذا على عمالهم فإنهم يجمعون الأموال ويصرفونها في شهواتهم وربما بني أحدهم بناءً شيئاً فإذا مات أو عزل وولي آخر نقضه وهدمه أو يجعل المال تحت الأرض بحيث لا يعرف فأخذه منهم متعملاً. وإن كان أهل البادية لا ينقادون إلا بقتال والقتال لا بد فيه من إعمال حركة وصرف أموال وربما لا يفي ما قبض منهم ما صير في قتالهم فيرتكب للقبض منهم وجه هو أول وأخف يحصل شيء يعطى على ما يؤتى من سلع وغيرها للمدن فيدخلون في العموم ويقبضون منهم من جملة الناس ما لا يضر بهم من غير عمل ولا ارتكاب خطر فإن القبض من القبائل على سبيل الفرض ينفرها لأنه يعمها ويكون

(13) سعد بن عبادة الصحابي الأنصاري.

(14) اختصر خليل بن إسحاق المذكور.

دفعه واحدة بخلاف ما يقبض منهم من جملة الناس فإنه لا يعم مع خفته إذ لا يعطي من ورد حالاً لسلعة أو نحوها إلا مثقالاً أو خمس أواقٍ مثلاً وهو شيء يسير لا يشق على النفوس كما لو فرض عليه في وسط قبيلته عشرة مثاقل مثلاً. قوله ولو قلنا بعدم الفرض على أحد من أهل الحاضرة والبادية لأن حل حينئذ نظام الصلح المعقود مع الكافر إلى قوله وينشأ عن ذلك مفاسد، قلنا وإن انحل نظام الصلح رد العدو الكافر المال وفرق بعضه على المسلمين فيكيفهم في قتال عدوهم مع فرض القتال بالأبدان على كل قبيلة وبلد وتقديم إلى (كذا) شجاعتها فيؤدي إلى إهلاك العدو إن شاء الله مع التوكل على الله. قال صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّدَ اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ كما في صحيح مسلم<sup>(15)</sup> : «إِنَّ اللَّهَ زَوَّى لِي الْأَرْضَ حَتَّى رَأَيْتُ مُشَارِقَهَا وَمَغَارِبَهَا وَأَنْ أَمْتَيْ سَيْلَغَ مَلْكَهَا مَا زَوَّى لِي مِنْهَا وَأَعْطَيْتُ الْكَنْزَيْنِ الْأَحْمَرَ وَالْأَبْيَضَ وَإِنِّي سَأَلْتُ رَبِّي تَعَالَى لِأَمْتَيْ أَنْ لَا يَهْلِكَهَا بَسْنَةً عَامَةً وَأَنْ لَا يُسْلِطَ عَلَيْهِمْ عَدُوًا مِنْ سُوَى أَنفُسِهِمْ فَيُسْتَبِّعَ بِيَضْطَهَمْ وَإِنْ رَبِّي قَالَ لِي يَا مُحَمَّدُ إِنِّي إِذَا قَضَيْتَ قَضَاءً فَإِنَّهُ لَا يَرِدُ وَإِنِّي أَعْطَيْتُكَ لِأَمْتَكَ أَنْ لَا يَهْلِكَهُمْ بَسْنَةً عَامَةً وَأَنْ لَا يُسْلِطَ عَلَيْهِمْ عَدُوًا مِنْ سُوَى أَنفُسِهِمْ حَتَّى يُسْتَبِّعَ بِيَضْطَهَمْ وَلَوْ اجْتَمَعَ عَلَيْهِمْ مِنْ بَاقِطَارِهَا. وَفِي الْمِعَارِفِ مَا نَصَّهُ : «قَالَ ابْنُ رَشْدٍ<sup>(16)</sup> : وَقَدْ سَأَلَ رَسُولَ اللَّهِ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّدَ اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ رَبَّهُ أَنْ لَا تُسْتَبَحَ بِيَضْنَةٍ أَمْتَيْ فَأَعْطَاهُ ذَلِكَ، وَقَالَ اللَّهُ عَزَّ وَجَلَّ لَا تَزَالُ طَائِفَةٌ مِنْ أَمْتَيْ ظَاهِرِيْنَ عَلَى الْحَقِّ، وَقَالَ تَعَالَى لِيَظْهُرُهُ عَلَى الدِّينِ كَلَمَّهُ<sup>(17)</sup> . فَكَيْفَ يُخَافُ مَعَ هَذِهِ الْأَحَادِيثِ النَّبُوَّيَّةِ وَالآيَاتِ الْقُرْآنِيَّةِ اسْتِنْصَالُ الْعُدُوِّ لِأَهْلِ الْإِسْلَامِ؟ قَوْلُهُ وَلَا يَقُولُ إِنَّهُ لَابْدُ مِنَ التَّحْقِيقِ بِمَا ذَكَرَ لِيَحِلَّ الْإِفْتَاءُ بِضَرْبِ مَا لَا يَضُرُّ مِنَ الْخَرَاجِ وَالْمَعْوَنَةِ لَأَنَا نَقُولُ يَسْأَلُ الْأَمْنَاءَ، قَلْنَا إِنَّمَا يَصْدِقُ الْأَمْنَاءُ وَيَعْمَلُ بِخَبْرِهِمْ إِذَا كَانُوا نَفْقَةً عَدُوِّاً وَثَبَّتَ عَدَالَتُهُمْ بِأَنَّهُ يُرِكُّ كُلَّ وَاحِدٍ مِنْهُمْ وَيَقُولُ مِنْ كِيهِ بِعْلَمَ إِنَّهُ عَدْلٌ رَضِيَّ مِنْ تَقْبِيلِ شَهَادَتِهِ فِي الْأَمْوَالِ وَغَيْرِهَا وَعَلَى تَسْلِيمِ خَبْرِهِمْ وَقَبْولِ قَوْلِهِمْ إِنَّمَا يَخْبِرُونَ عَنْ بَيْتِ الْمَالِ الْحَاضِرِيْنَ بِجَبَائِتِهِ وَصِرْفِهِ عَلَى أَنَّهَا شَهَادَةٌ عَلَى فَعْلِ أَنفُسِهِمْ وَهِيَ غَيْرُ عَامَةٍ وَلَا مُفَيِّدةٌ. قَوْلُهُ إِنَّ قَلْتَ لَا تُقْبِضُ الْإِعْانَةَ إِلَّا بَعْدِ قَبْضِ مَا فِي ذَمَّةِ الْتَّجَارِ قَلْنَا غَایَةَ مَا عَنْهُمْ إِلَى قَوْلِهِ إِنَّ الْأَرْمَانَمِنْ أَدَاءِ رَبِّهِ دَفْعَةً وَاحِدَةً فَضْلًا عَنْ أَكْثَرِ يُؤْدِي إِلَى وَقْوَعِهِمْ فِي الْفَلْسِ، قَلْنَا هَذَا إِنَّ أَثْبَتوهُ بِالْبَيِّنَاتِ الشَّرِعِيَّةِ إِذَا لَا يَقْبِلُ مِنْهُمْ. بِمُجْرِدِ

(15) مسلم بن الحجاج بن مسلم القشيري النيسابوري 206 / 821 - 261 / 875.

(16) ابن رشد الفقيه والفيلسوف 520 / 1126 - 595 / 1198.

(17) قرآن، الصف - 9.

دعواهم. والحاصل أن ضرب المعونة والتوظيف على الناس ما لا يضر بهم في غير الأرض مما هو مألف و معهود عندهم بشروط خمسة نقلها في جامع العيار على ابن منظور<sup>(18)</sup>. وقال في العيار في موضع آخر وإن تخيلت في الصلح مصلحة فهي للعدو أعظم من وجوه فإنه يتحصن في تلك المدة ويكثر من آلة الحرب والعدة فيتعذر على المسلمين الاستنقاذ ويصعب عليهم تحصيل المراد. وكتب في الرابع من المحرم من عام 1277 عبد ربه تعالى أحمد بن محمد المرنيسي وفقه الله برحمته آمين.

انتهى منه بواسطة وفید في 7 رمضان المغضّم عام 1318هـ.

## الوثيقة الثانية

### جواب القاضي عبد الله ابن خضراء عن المحاولة الفرنسية الأولى لفرض الحماية سنة 1905

الحمد لله العزيز ملكه وسلطانه الواضح دليل وحدانيه وبرهانه والصلة والسلام على رسوله سيدنا محمد الذي هو رحمته وأمانه وعلى آله وأصحابه الذين ظهرت عليهم بركته وفضله وامتنانه ثم الدعاء بالنصر العزيز المتند زمانه وبالفتح المبين المتصل أو انه لسيدنا السلطان الفائز على رعيته عدله وإحسانه الإمام الهمام الشريف العلوي أبي فارس مولانا عبد العزيز<sup>(19)</sup> الذي امتلأت محنته جوانح كل واحد منا وجنانه، وبعد فهذا بحول الله المستعان جواب الإشارات التي قررها في هذا الأوان باشدور الدولة الفرنساوية<sup>(20)</sup> في عدة مجالس<sup>(21)</sup> بحضورة الوزراء وجماعة من الأعيان وبالله سبحانه الهدایة والتوفيق فإنه الكريم المنان.

(18) ابن منظور، 1233/630 – 1312/711.

(19) السلطان المولى عبد العزيز بن الحسن، 1894 – 1907.

(20) هو جورج سان - ريني طاباندي Georges Saint-René Taillandier، سفير فرنسا في المغرب من 1901 إلى 1906، له كتاب عن مهمته بعنوان

*Les origines du Maroc français. Récit d'un mission, 1901–1906, Plon, 1930*

(21) مجالس الأعيان التي دعا إلى عقدها المولى عبد العزيز في طليعة 1905 للتتصدي للمخطط الاستعماري الفرنسي الأول، انظر كتاب علال الخدي، التدخل الأجنبي والمقاومة بالمغرب 1894 – 1901 إفريقيا الشرق، 1991.

## مقدمة :

من القضايا المسلمة عند جميع الدول وسائر المالك الأواخر والأول أن دولتنا المغربية الشريفة العلوية أدامها الله علينا وحفظها وأسعدها وكافأها على إحسانها إلينا لها الاستقلال التام والنظر الشامل والتصريف العام وبينها وبين الدولة الأفرنجاوية وغيرها من الدول الأرباوية من المراعاة والمعاهدة والموالاة ما يوجب مزيد الاحترام ومحبة الأمن والراحة والحفظ للخواص من الجانبيين والعوام، ثم إنها تابعة للشريعة في كل مقصد ومرام ومستمسكة بعروتها الوثقى التي ليس لها انفصام لقوله تعالى : «وَمَا آتاكُمُ الرَّسُولُ فِيهِ دُورٌ وَمَا نَهَاكُمْ عَنْهُ فَأَنْهَوْهُ»<sup>(22)</sup>، وللحديث الصحيح من أحدث في أمرنا هذا ما ليس منه فهو رد. ومن الأصول المقررة المسلمة المحررة أن الشريعة مرجع إليها وحاكمة لا محکوم عليها وأنها من الكليات التي أجمعـتـ المـلـلـ عـلـىـ وجـبـ حـفـظـهاـ وـأـطـبـقـتـ عـلـىـ صـيـانتـهاـ وـعـدـمـ تـغـيـرـهاـ وـأـنـهـ لـاـ تـعـدـلـ عـنـ الشـرـعـ السـمـاـوـيـ إـلـىـ الـقـانـونـ الـعـقـلـيـ لأنـ دـوـلـةـ الـمـسـلـمـيـنـ خـلـيـفـةـ وـنـائـبـةـ عنـ صـاحـبـ الشـرـعـ السـمـاـوـيـ بـلـاشـكـ وـلـامـيـنـ فـلـاـ تـعـدـلـ عـنـ منـهـاجـهـ فـيـ مـصـالـحـ الدـارـيـنـ. إذا تمهد هذا فنقول.

إن الجواب عمما قرره الباشدور في المجلس الأول على سبيل الإجمال يعني عنه الجواب عمما قرره في المجالس التي بعده على سبيل التفصيل.

## الجواب عمما قرره في المجلس الثاني :

إن دولتنا العلوية الشريفة العزيزية دائمًا ترد البال وتصرف مهمتها في الماضي والحال إلى حراسة السواحل والثغور كما كانت دول الأسلام في غابر الأزمنة والدهور لعلم الكل بأن الشريعة تأمر بذلك وتحض عليه، وإن السياسة تتضمنه وتدعى إليه ولمولانا الإمام بزيادة تأمينها وحفظها أعظم اعتماد واهتمام خصوصاً ثغر طنجة<sup>(23)</sup> كما هو مشاهد بالعيان، وهمة نصره الله في ترق ونمو وزيادة فيما

(22) قرآن سورة الحشر، 7.

(23) انظر Miège, le Maroc et l'Europe, P.U.F. عن ملابسات بناء منار رأس سبارتيل وكذلك عن مهاجمة بعض الأفراد من الجالية الأوروبية. انظر كذلك خالد بن الصغير، المغرب وأوروبا العظمى في القرن العاشر عشر 1856 - 1886 الدار البيضاء 1990؛ وأيضاً، ابريطانيا وإشكالية الإصلاح في المغرب 2003 - 1904 - 1886.

تزداد به الراحة والأمان. وأما وقوع الهجوم على بعض الأشخاص بذلك التغر أو بغيره فهو نادر، والنادر لا حكم له وهذا النادر لا يسلم منه قطر من الأقطار. وكم وقع في أوربا وغيرها من ثورات وهجمات وأخطار حسبما أعلنت بها الجرائد ودفاتر الأخبار، ولولا الطول لجلبنا من القضايا ما يتعجب منه أولوا الأ بصار. ومع وقوع ذلك ببعض ثغورنا نادرا، لا يقع منه شيء على سبيل القلة والندور إلا وتتدارك دولتنا أمره بما أمكنها وتبذل مجهودها فيما تزداد به الراحة والأمن والحفظ من سائر الخاوف والمشوشتات وتصير في ذلك من الأموال ماله قدر وبال ولا تمنّ به ولا تتعرض لذكره لأن ملحوظها هو تحصيل المصلحة التامة العائنة بالخير على الخاصة وال العامة.

وأما الحدود فدائما تبذل دولتنا الشريفة فيها غاية المجهود ولها بها اهتمام عظيم واعتناء كبير حتى لا يقع تعدّ ولا هجوم ولا اعتداء. وما اقتضى الحال زيادة شيء من القوة لحفظها إلا وزادته، ولا اقتضى الحال توجيه رسول خير ماهر للوقوف عليها إلا ووجهته. ولا يخفى أن حفظ الحدود والكاف عن تعديها هو على الملوك كلهم من الواجب العين والفرض اللازم بين. قال في كتاب آثار الأول في ترتيب الدول<sup>(24)</sup>: «ويجب على الملك أن يحسن إلى مجاوريه من الملوك الذين حوله في أيام ولاة أطراfe بكف المتعدين على حدودهم والمتوغليين في تخومهم». وجاء في الشريعة النهي الشديد عن تعدي الحدود وتغيير تخومها وعلاماتاتها. وإذا كان رب الفدان يبالغ في حفظ حدود فدنه ورب البستان يبالغ في حفظ سياج بستانه فكيف بالملوك في حفظ حدود إياتهم. وقد ذكر أهل اللغة أن الحد معناه المنع وأن حدود الأرضين والديار سميت حدودا لأنها تمنع ما هو داخلها أن يخرج وتنع ما هو خارجها أن يدخل فالواجب أن يحرر المناط في الحدود بتحقيقها وتعيينها وتمييزها وتبيينها ورجوع كل إلى مركزه ووقف كل عند حده، لأن الإضرار بالجار أتيح للجانب الآخر بعد استيلاء منه على ما ليس له وتصرفا منه في محل غيره بغير إذن ولاحق وهذا هو عين الغصب والظلم. ومن المعلوم أن الظلم محظى في جميع الملل وفي سائر الأديان وعلى الملوك والرعايا. وفي بعض الكتب أن الله تعالى لما خلق

(24) آثار الأول في ترتيب الدول : لصاحب العباسي، الحسن بن عبد الله. توفي 709/1309.

الخلق واستووا على أقدامهم رفعوا رؤوسهم إلى الله وقالوا يا رب ميع من أنت؟ قال مع المظلوم حتى يؤدي إليه حقه. وفي سراج الملوك<sup>(25)</sup> أن رجلاً توفي في زمان نبي أمة عيسى عليه السلام فوجدوا عليه و جداً شديداً وشكوا ذلك إلى المسيح عليه السلام فوقف على قبره ودعا فأحياء الله تعالى وفي رجلين نعلان من نار، فسأله عيسى عليه السلام عن ذلك فقال والله ما عصيت قط إلا أنا مررت بمظلوم فلم أنصره فتبتعت هاتين النعلين. ولو فرضنا أن الظلم لم تصرح الشرائع والأذيان. منعه وتحريمه لمنعت منه الإنسانية والمرودة ولنفر منه العقل والطبع. ومن القضايا المسلمة شرعاً وسياسة قضت بها التجارب أن الظلم مؤذن بهدم الدولة الظالمه وخرابها، فلذاك تعين على الملوك اجتنابه والاحترام منه والتبعده عنه ونهي الرعية عن ارتكابه، والله سبحانه الموفق للخير وأسبابه.

وأما الكيفية المقررة في تنظيم العسكرية فلا تأتى عندنا من وجوه ذكر بعضها، فمنها أن رعية دولتنا، وخصوصاً أهل البوادي والجبال ونحوهم، إذا سمعوا بالتنظيم على الكيفية المقررة خامراً هم الريب وساعت ظنونهم ونفرت قلوبهم وحاصلوا حصة حمر الوحش. ولا يسوغ في الشرع ولا في الطبيع إحداث ما ينشأ عنه ذلك. والعاقل يراعي الأحوال والأمكانة والأزمنة والطبع وعوائد الأجيال وينظر في عواقب الأمور وما يترب عليها. ومنها ما يخشى وقوعه من التشاجر والآفات بين العسكري وأولئك الفرنساوين والجزائريين كما اعترف الباشدور بمثل ذلك في المجلس الثالث عند الكلام على قوارب المرسى وأفلاتها حيث قال : «وربما تقع آفة بين بحرية التجار وبحرية الخزن». فهذا الاعتراف منه هناك يصلح أن يكون جواباً هنا لمن أنصف. وقد تقع المضاربة بالسلاح. وإذا كان مثل هذا يقع بين أبناء الجنس الواحد والوطن الواحد والملة الواحدة، فالذي يقع مع الاختلاف في كل ذلك أو في بعضه أكبر وأعظم وأضر وأدهى وأمرّ فتعين أن لا يكون تنظيم العسكرية إلا من الأهالي والرعية والإيالة. ومنها أنه عند وقوع التشاجر المذكور خصوصاً مع تكراره يخشى أن يقع بين الدولتين من الكلام ما لا يلائم الاتلاف واللتام لاسيما إذا كانت الأخبار تبلغ على خلاف الواقع وعلى غير وجهها لما هو مشاهد غالباً فتعين من الآن اجتناب ما يفضي إلى ذلك استصحابها

(25) سراج الملوك لصاحبہ محمد بن الولید الطرطوشی 451 / 1058 - 520 / 1126.

للاتفاق واستدامة له. ومنها أن شريعتنا توجب أن يكون المقدم على المسلم من أهل ملته كما هو مقرر عندنا في الحاكم ووصي الأب ومقدم القاضي والوكيل وغيرهم وبالله التوفيق.

### الجواب عما قرره في المجلس الثالث :

أما ضبط أمور المراسي وقطع التدليس وعقوبة المولين فيها فلا يخفى على كل رشيد ذي نظر سديد من قريب أو بعيد أن أمر المالية أكيد. وقد قال أهل السياسة لا ملك إلا بجند ولا جند إلا بمال فتعين حسن النظر فيه مدخلاً ومصراً. ولذلك جعل الخزن أيده الله لكل من المراسي وغيرها ضوابط جامعة مانعة منتجة مفيدة نافعة لا يتأنى معها التدليس ولا الكتمان والتلبيس. وهي محتوية على بيان عقوبة المدلس والكاتب الملبس ففيها الكفاية في الضبط الشامل للخاص والعام. نعم يكون الخزن أعزه الله يؤكد في تمثيلها وإجرائها على نهجها، وروح ذلك الذي به قوامه هو انتخاب المستخدمين على أعمالهم وتبين أشغالهم، ولا يكونون إلا من الرعية ولا يدخل معهم غيرهم من ليس منهم إذ لا يخفى ما يترب على دخول الغير. وأما قارب المراسي وأفلاكها فهي مما يتأكد الاعتناء به والاهتمام بشأنه ولأجل ذلك تتكرر قديماً وحديثاً الأوامر السلطانية على أمناء المراسي بالجد والاجتهداد في اتخاذ ما تحصل به الكفاية منها مع جعل نظيرها تحت اليد بحيث إذا حصلت آفة لشيء مما هو مستخدم منها يعرض مما يكون تحت اليد حتى لا يتذرع وسق ولا وضع ولا يبقى للتجار مقال ولا دعوى ولا حجة ولا استرقاء ولا مجال، فتجدد من الآن الأوامر السلطانية الشريفة للأمناء بالتأكيد عليهم في ذلك ولعمل تلك الثغور بشد عضدهم والأخذ بأيديهم فيما يتوقفون عليه لذلك من خشب الغابة والمعلمين وغير ذلك لا سيما مرسي العدوتين<sup>(26)</sup> فإنها مركز ذلك وعليها المدار فيه ومنها يستمد غيرها من قديم الزمان لأن خشب غابة سلا بذلك الغرض أوفق وأحسن وأليق وأوتق. وفي العدوتين من مهرة المعلمين ما ليس في غيرهما وهذا أمر مشهور مذكور حتى في كتب التاريخ. وأما المون والوجي فيكلف سيدنا نصره الله أمناء المراسي بالنظر في ذلك وفعل ما يتquin من المصلحة فيه ويكون الإصلاح وال المباشرة والعمل على أيديهم و يجعلون من ينوب عنهم في استيفاء

(26) الرباط وسلا.

الملازم ويكون يسوى فيه بين الناس بعد جعل ضابط في ذلك إن لم يكن. وأما خزائن الديوانات فيكتب مولانا نصره الله إلى أمناء كل مرسى بالاستفهام عن خزائنهما هل هي كافية أم لا؟ فمن أجاب بأن الخزائن غير كافية أذن له في زيادة ما تحصل به الكفاية بعد بيانه ومن أجاب بأنها كافية لم يؤذن له في الزيادة. وأما الخزائن العمومية للتجار فإن من احتاج منهم إلى خزين وطلبه وأنهى مطلبه إلى شريف علم سيدنا أعزه الله نظر فيه بما تقتضيه المصلحة فإذا اقتضت المصلحة أن يأذن للأمناء في بنائه على أن يكون الناجر يؤدي عنه الكراء بحساب ستة مثلا في المائة بعد إحصاء الصائر عليه على الشروط المعلومة في ذلك عند الأمناء. وإذا اقتضت المصلحة وجها آخر صدر الأمر الشريف به. وأما إحداث التلغاف بحرا فمن الأجوبة عنه ما شرحته عنه في الوجه الأول من الوجوه التي قدمناها في الجواب عن كيفية تنظيم العسكر. فإن الرعية إذا رأت أو سمعت إحداثه في البحر استرابت منه وظنته مقدمة لشيء آخر. وما ج بعضها في بعض وربما نشأت عن ذلك آفة لا تليق. وقد أجمع أهل العقول السليمة على أن درء المفاسد مقدم على جلب المصالح لاسيما وغايتها مصلحة تقريب الخبر الإجمالي وهي ليست بضرورية ولا تتوقف التجارة ونحوها على ذلك بدليل المشاهدة والعيان للتصرفات والإدارات والتجارات في الأعصار الماضية والدهور الحالية إلى عصرنا هذا دون توقفها على وجوده ولا تعذرها بسبب عدمه. ولما كان ما فيه من المفاسد لا توازنها مصلحته لم تحصل مساعدة عليه في دولة سيدنا المقدس<sup>(27)</sup> بعد الإلحاد في طلبه.

وأما الولاة فشروطهم وأوصافهم مبينة عندنا في كتب الشريعة، لكن بالتجريب والاختبار بعد الانتخاب والاختيار يظهر من توفرت فيه الشروط والأوصاف فيقر على ولايته ومن لم تتوفر فيه فيؤخر عن ولايته ويعزل عنها. وقد سوّغت الشريعة للسلطان عزل العامل والقاضي لمصلحة كما قال الشيخ خليل<sup>(28)</sup> رحمة الله في باب القضاء من مختصره عطفا على الجائزات : «وعزله لمصلحة». أما إذا كان القاضي أو العامل مشهورا بالعدالة فلا ينبغي عزله بمجرد شكوى كما قال في المختصر أيضا : «ولم ينبع إن شهر عدلا بمجرد شكبة». قال مطرف<sup>(29)</sup> : «ليس

(27) السلطان المولى حسن الأول (1873 - 1894).

(28) خليل لفقه المالكي المتوفى سنة 1375/776.

(29) مطرف عبد الرحمن بن إبراهيم القرطبي الأديب والفقه المالكي، المتوفى سنة 895/282.

للسلطان أن يعزل قاضيه بالشكية إذا كان عدلاً». وأما إذا كان غير مشهور بالعدالة ورفعت به الشكوى فقال ابن عبد السلام<sup>(30)</sup> : «يكتب إلى ثقات بلده بالسؤال عنه ليكشفوا عن حاله فإن كان على ما يجب أقره ولم يعزله وإن كان على غير ما يجب آخره وعزله». ولا يخفى أن في بقاء ولاية من يستحق العزل بقاء المضرة والمفسدة على الدولة والرعيية والخاصة وال العامة. وقد قال المامون العباسي ما فتقَ على قطْ فتقَ في مملكتي إلا وجدت سببه جور العمال وقال الشيخ الطرطoshi : «وملاك الولايات كلها وأساسها أن لا تولي الأعمال طالب لها ولا راغبا فيها». قال : «وسبق المثل، الحرص على الأمانة يدل على الخيانة». وفي الحديث الصحيح : «إنا لا نستعمل على عملنا من أراده».

#### الجواب عما قرره في المجلس الرابع :

أما السكة فهي من المهمات وقد تكلم عليها ابن خلدون<sup>(31)</sup> في موضوعين من مقدمته وذكر أن وظيفتها وظيفة ضرورية للملك وبين اصطلاحات الدول والملوك فيها والاعتناء بتخلصها وتصفيتها وسبكها وتقديرها، فليقف على كلامه من أراده فيتتأكد الاعتناء بشأنها ويعظم الاهتمام بضبطها وصونها عن الغش والربا ونحوهما مما نهت عنه الشريعة نهيا حازما وأمرت باجتنابه أمرا لازما كما يتتأكد صونها عن كل ما يدخل به الضرر على بيت المال أو الرعایا لأن السكة هي رؤوس الأموال وقيم الأشياء وأرزاق الجنود والعساكر وأعواض الأعمال وبها قوام المعيش حتى جاء عن كعب الأحبار<sup>(32)</sup> أن السيد آدم أب البشر عليه السلام قال في الدينار والدرهم لا تصلح المعيشة إلا بهما، ذكره أبو نعيم<sup>(33)</sup> في الحلية، وذكر فيها أيضا أن وهب بن منبه<sup>(34)</sup> سأله عن الدينار والدرهم فقال الدينار والدرهم خواتم رب العالمين لمعاشبني آدم لا تؤكل ولا تشرب فأين ذهبت بخاتم رب العالمين قضيت حاجتك. ولكونها مهمة في نظر الشرع عد بعض العلماء كسر الدينار والدرهم من الكبار.

(30) ابن عبد السلام، الفقيه والقاضي المالكي المتوفى سنة 1349/749.

(31) ابن خلدون، عبد الرحمن صاحب المقدمة والتاريخ 1331/731 - 1406/808.

(32) كعب الأحبار التابعي المتوفى سنة 652/32.

(33) أبو نعيم، عبد المالك بن محمد، الفقيه والحدث، 856/242 - 935/323.

(34) وهب بن منبه، المؤرخ والإبخاري، 654/34 - 732/114.

ونقل المفسرون عن زيد بن أسلم<sup>(35)</sup> في تفسير قوله تعالى : «وكان في المدينة تسعه رفط يفسدون في الأرض ولا يصلحون»<sup>(36)</sup>، إنهم كانوا يكسرن الدرام. ولأهميةها أيضاً ألف علماؤنا فيها التأكيف. ومن آخر من ألف فيها علامة عصره ومحقق دهره أبو العباس الهلالي<sup>(37)</sup> ألف تاليفاً سماه المراهم في الدرام. وكانت قيدت فيها تقييداً عراكس أيام مولانا المقدس طيب الله ثراه وبحثت عنه الآن فلم أثر عليه.

وأما البنك على الكيفية التي في أوروبا على ما يبلغنا فالشريعة لا تسوغه بل تنهى عنه نهياً جازماً وتحرم لأن مدار جل إدارته وأموره على الربا الحرام بالكتاب والسنّة والإجماع، أخذه وإعطاؤه والسعى فيه والإعانة عليه. وفي القرآن العظيم يحق الله الربا<sup>(38)</sup>. قال المفسرون يحقق الله تلك الزيادة بل والمال من أصله معاملة لفاعل ذلك بنقيض مقصوده حتى تصير عاقبته إلى الفقر كما هو مشاهد في أكثر من يتعاطاه. وبفرض أنه مات على غرّة يتحقق الله من أيدي وارثه فلا يبر عليه أدنى زمان إلا وقد صار في غاية الفقر. وأخرج الحاكم<sup>(39)</sup> وصححه الربا وإن كثر فإن عاقبته إلى قل. وقد يضاف في البنك إلى الربا غيره من المحرمات كالغرر والخاطرة والجهل. وأما إحداث الضرائب على البناءات التي هي الرباع فمرجع ذلك إلى الشريعة وما حرره حملتها وعلماً بها في مثل ذلك. وهو معلوم مسطر في الكتب الفقهية بل حتى في بعض الكتب التاريخية. ومن معنى هذا الباب مسألة ورقة التسريح<sup>(40)</sup> ومسألة جعل الأعشار على السلع التي تُوسق من مرسي إلى أخرى.

وأما أملاك بيت المال فيتعين البحث عنها والنظر في شأنها بما كان يتصرف فيه من هو بيده بقراء قليل أو بدون كراء، أصلاً دون حجة مقبولة في الوجهين معاً أعمل الواجب فيه.

وأما أصول الأحباس فيبحث عنها أيضاً وينظر في أمرها وتجري عقود أكريتها على المنهاج الشرعي المبين في كتب الفقهاء، وتجري دواخلها ومصارفها

(35) زيد بن أسلم العدواني العمري الفقيه المفسر توفي سنة 136/753.

(36) قرآن، النمل، 50.

(37) أبو العباس الهلالي، أحمد بن عبد العزيز الفقيه المحدث 1193/1701 - 1175/1761.

(38) قرآن، البقرة، 276.

(39) الحاكم ابن حجر، 773/1372 - 852/1448.

(40) انظر الأبحاث المذكورة في الهاشم رقم 5.

على ما هو مسطر أيضا في كتب الشريعة في الحبس المعين المصرف والحبس المجهول المصرف ولا سبيل إلى الخروج عن النهاج الشرعي في شيء من ذلك.

الجواب عما قرره في المجلس الخامس :

أما المخاورة فهي بين إيداله دولتنا المغربية الشريفة والإيداله الجزائرية، ومن المعلوم أن الجار قسمان، القسم الأول يقال له جار الخير، وهو الذي يحسن إلى جاره ويراعي حقوقه ويحفظ حرمته ظاهرا وباطنا سرا وعلانية غيبة وحضورا وفي سائر الأحوال ويكتفى عنه أذاته وربما تحمل أذى جاره وإذا رأى من يتعدى أذى جاره شئ عليه ووجه اللوم إليه، كل ذلك مجرد حسن الجوار ومحض القيام بحقه لا لغرض آخر ولا لغرض آخر. والقسم الثاني يقال له جار السوء وهو الذي لا يأمن جاره بوائقه، يظهر ارتباطاته وعلائقه، ويختفي له المكائد وينصب لاصطياد حقوق جاره المصائد ويلتمس أدنى سبب يتوصل به إليه ويحتاج به عليه، وهمته مصروفة للاغتيال والخداع والاحتياط، ويقول ويفعل ما يثير الشغب والفتنة على جاره، كل ذلك بلا سبب سوى كونه جاره، وربما ألقى إلى جيرانه شيئا من المطامع بقصد الاستعمال والاستبعاد لا بقصد منفعتهم كحال الصياد في إلقاءه الحبوب للطير غير قاصد نفع الطير وإنما يقصد اصطياده بذلك، وقد تقرر في الشرائع والأديان عند الأمم المتقدمة والمتوحشة أن للجار حقا على جاره، فينبغي لكل من الإيدالتين أن تكون من القسم الأول وأن تجتهد أن لا تكون من القسم الثاني المذموم في الشرائع والأديان وعند المقدمين والمؤخرین حتى ضرب الحكماء الأقدمون فيه الأمثال، ومن جملتها مثل الذيب مع جاره وقوله له لقد كدرت على الماء فلا أستطيع أن أشرب منه. وإنما خصوا هذا المثل بالذيب لأنه مشهور بالختل والخيانة حتى ضربت به الأمثال في ذلك ومن جملتها قولهم أختل من ذيب وأخون من ذيب.

وأما الوفق<sup>(41)</sup> الذي ذكر أنه وقع مع دولة النجليز وأن دولة اصباتها قبلته فلم نقف عليه. وعلى كل حال فلا يلزم دولتنا الشريفة لأنها دولة مستقلة كما تقدم ولم تدخل في ذلك الوفق ولم يصدر منها إذن لمن ينوب عنها في مباشرته. والحاصل إن كان هناك وفق فليس بحججة على دولتنا لعدم دخولها فيه لاسيما إذا كان منوطا

(41) هو الوفق البرم بين فرنسا وإنجلترا في مارس 1904 المعروف بالوفق الودي.

بأمر إياتها الداخلية. وأما ما قرره من أن قصد الإيالة الجزائرية أن تجعل الاتصال بين إياتها لناحية سانكال<sup>(42)</sup> وأنها تطلب أن تقوم بإقامة الأمن من مراكزها إلى ملوية ومن ثنية ساسي إلى إكلي<sup>(43)</sup> فإن كان هذا القصد وهذا الطلب من باب التمني فحقيقة معلومة، وبيت أبي الطيب المتنبي<sup>(44)</sup> فيه مشهور جرى مجرى المثل. والذي يظهر من هذا القصد وهذا الطلب أن الإيالة الجزائرية تشوف إلى الانتقال من الدبيب التدريجي إلى الوثوب الدفعي. وهذا اعتداء كبير واجراء خطير يترب عليه ما لا يخفى من أنواع الفساد ودونه خرت القتاد، كيف والشروط قاضية. يمنع كل من القصد والطلب المذكورين ووجبة للوقوف عند الحدود وهناك تكون مقتضيات الأمن والحفظ ويقع دفع الصائل والهاجم والمتعدى من الجانيين كما هو معلوم. وأما الزيادة على هذا والخروج عنه فهو عين التحدى والغصب والظلم وقد تقدم الكلام على ذلك في الجواب عما قرره في المجلس الثاني. ولا يمكن دولتنا الشريفة أن ترخص في مثل هذا القصد وهذا الطلب بوجه من الوجه لا من جهة الشريعة ولا من جهة السياسة ولا من جهة الشروط ولا من جهة أهل تلك النواحي خصوصاً ولا من جهة الرعية عموماً. فلئت الإيالة الجزائرية لن تخذل بهذا القصد ولم تفه بهذا الطلب، أما أولاً فلما يخشى من ترتب آفة على التحدث بذلك، وأما ثانياً فلأنه يكون مصدقاً لما ينسبه بعض الناس لدولة فرنسا، فقد وقفت في بعض الجامع المؤلفة في أخبار الدول وأحوالها أن بعض الناس ينسب دولة فرنسا إلى التطاول والاعتداء وأنها كثيرة التعرض لاسيما بالنظر إلى البلاد الإسلامية وأن قنصلتها تعارض الولاة في أمورهم الداخلية وتتصدى لمنازعتهم فينبغي لها أن تظهر ما يكذب هذه النسبة لا ما يصدقها.

وأما ما كرر ذكره من أن الإيالة الجزائرية سوّقت لعسكر المخزن المرور من غير توقف على طلب من المخزن<sup>(45)</sup> وأن ذلك لم يكن بين الدول، فإن الإيالة

(42) أراضي السينغال كما نقول اليوم التي استعمرتها فرنسا بعد منتصف القرن التاسع عشر.

(43) مراكز على الحدود بين المغرب والجزائر بحسب اتفاقية لاه مغنية بين المغرب وفرنسا (غشت 1845).

(44) أبو الطيب المتنبي 303 / 915 - 354 / 965. والبيت المقصود هو التالي :

وما كل ما يتمنى المرء يدركه      تجري الرياح بما لا تشتهي السفن.

(45) انهزمت بعض فرق الجيش المخزني أمام الجنيلي الزرهوني، المدعو بوعمار، الثائر بجبال تازة فعادت إلى غرب البلاد عن طريق وهران بمساعدة السلطات الفرنسية هنالك.

الجزائرية مسبوقة بذلك فقد ذكر بعض الآخرين أن حكومة البلجيك رخصت لقائد جيوش германيين في المرور على حدود بلادها إلى إحدى القلاع وذلك عقب الواقعة التي كانت بين فرنسا والبروسية<sup>(46)</sup>. والظاهر أن الإيالة الجزائرية فعلت ذلك لما عملت من حصول المنفعة لها به. ومثل ذلك مثل السلحفاة التي كانت إذا خرجت من الماء إلى شاطئه رأت جرذانا فتشوش منها فخرجت إلى الشاطئ الآخر فوجدت فيه سنوراً فذكرت له أمر الجرذان وحملته إلى الشاطئ الذي فيه الجرذان ثم صارت تخت على السنور بذلك الحمل مع أنها فعلته لمنفعتها ولم تقصد منفعة السنور.

وأما ما تكرر ذكره مما يتعلق بالسلف<sup>(47)</sup> فلم نجد عنه لعدم إحاطتنا علما بتفاصيل فصوله، لأننا نقول السلف عند الحاجة سائع شرعاً بشرطه وليس بعيوب ولا نقص عند الدول إذ لم تخل دولة من تسلف. وقد كنا وقفنا في بعض كتب الأخبار على بيان الديون التي على دول أوروبا على التفصيل لغاية سنة 1873 مسيحية. وقد كانت إحدى الدول العظام أرسلت باشدورها إلى السلطان الكبير الهمام الشهير سيدى محمد بن عبد الله العلوى<sup>(48)</sup> جد سيدنا نصره الله طالبة من سيادته أن يسلفها قدرأله بالفشل دون ربح ولا فائدة ولا ثوثيق شيء ولا اشتراط ولا امتنان ولا اقتراح ولا اشتطاط. هكذا هكذا تكون المعالي.

وأما ما تكرر ذكره له من نسبة الضعف والعجز وعدم النفوذ فجوابه أن المخزن أعزه الله ليس بعجز ولا مهملا للقوة بل هو باذل مجده فيما يتبع زيادة القوة والأمن بحسب الإمكان. وإن كان حصل في بعض الجهات بعض اضطراب فهو غير دائم ومن المعلوم أن دوام الحال من المحال. وهذه فرنسا كان حصل لها في

(46) قات حرب بين فرنسا وبروسيا سنة 1870 وبسببها اكتملت وحدة الدولة الألمانية.

(47) السلف المرم بين المغرب وبين باريس والأراضي المنخفضة تحت مراقبة الدولة الفرنسية، انظر Pierre Guillen, *Les emprunts marocains*، نقله إلى العربية المصطفى برنسى تحت عنوان «الاقتراضات الغربية» 1902 - 1904، الجمعية المغربية للتتأليف والترجمة والنشر، الرباط، 2007.

(48) محمد بن عبد الله السلطان 1757 - 790، الإشارة هنا إلى المال الذي قدمه إلى السلطان العثماني ليستعين به على مواجهة الهجوات الروسية على دار الإسلام.

سنة 1871<sup>(49)</sup> مسيحية موافقة لسنة 1288 هجرية ما هو مشهور غير خاف حتى رثاها  
الشعراء بالقصائد من جملتها قصيدة لامية طويلة ومطلعها :

أصيَّتْ فرنسا بالرجال وبالحال فياويحها من بعد عز وإقبال<sup>(50)</sup>

ولم يدم عليها ذلك الحال بل انتعشت وعادت لها القوة وقد وعدنا الله  
سبحانه بالييسر بعد العسر، قال عز وجل فإن مع العسر يسرا إن مع العسر  
يسرا<sup>(51)</sup>، (قال الحسن) البصري<sup>(52)</sup> لما نزلت هذه الآية قال رسول الله ﷺ أبشروا  
فقد جاءكم اليسر لم يغلب غُسْرَيْشِرِينَ. وقال العارف ابن أبي جمرة<sup>(53)</sup> كان  
سيدنا علي رضي الله عنه إذا حصل له عسر استبشر وفرح ثم تلا الآية وما أحسن  
قول القائل :

|   |  |
|---|--|
| يسران وعدا ليس فيه خلاف<br>لله في أعطافها الطاف | لا تقنطن من عسرا من بعدها<br>كم عسرا صاق الفتى لنزولها |
|---|--|

وقول الآخر

|   |  |
|---|--|
| ففَكَرَ فِي الْمُنْشَرَخِ<br>إِذَا فَكَرْتَ فَافْرَخِ<br>بِيُشَرَّيْنِ فَلَا تَبْرَحِ <sup>(54)</sup> | إِذَا اشْتَدَتْ بِكَ الْعُسْرَى<br>فَغُسْرَيْنِ يُشَرَّيْنِ<br>فَإِنَّ الْغُسْرَ مَقْرُونٌ |
|---|--|

وحسينا الله ونعم الوكيل ولا حول ولا قوْج إلا بالله العلي العظيم. نسأل الله  
سبحانه أن يأخذ بيد مولانا المنصور ويكتفيه مهمات الأمور ويهنئه من اليسر  
والنجح والتسهيل ما تنشرح به مثنا الصدور ومن السعادة والعناية والنصر والتوفيق  
والتأييد ما يعظم به الابتهاج والسرور ويدم بسعادته حفظ بلاد المسلمين وعز ملة

(49) حرب الكومونة التي اصطدمت فيها البورجوازية الفرنسية بالطبقات الكادحة في باريس في ربيع 1871.

(50) لم نقف على صاحب هذه الآية.

(51) قرآن، الشرح.

(52) الحسن البصري، الفقيه العالم 21 - 110(هـ) / 642 - 728(م).

(53) ابن أبي جمرة، نصر بن عمران الصباعي البصري من الطبقة الوسطى من التابعين توفي سنة 128هـ.

(54) لم نقف على صاحب هذه الآيات.

الإسلام ويصلح به أحوال رعيته الخاص منها والعام بجاه جده خير الأنام عليه وعلى آله وصحبه أفضل الصلاة وأزكى السلام وقيده في منتصف محرم الحرام فاتح عام ثلاثة وعشرين وثلاثمائة ألف.

انتهى من خط المؤلف المذكور وذلك بعد المقابلة التامة وقد في خامس ربيع النبوى الأنور عام 1326.